

~~2~~

£2

Trc

W441

6/-

Le Mue

1946

L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ

SYNTHÈSE COLLECTIVE

XVI

PREMIÈRE SECTION

IV. — LE MONDE ANTIQUE
ROME
ET LA CIVILISATION ROMAINE

I

L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ

SYNTHÈSE COLLECTIVE

Dirigée par HENRI BERR

L'ITALIE PRIMITIVE
ET LES DÉBUTS DE
L'IMPÉRIALISME ROMAIN

PAR

LÉON HOMO

ANCIEN MEMBRE DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME
PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE LYON



LA RENAISSANCE DU LIVRE

78, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 78, PARIS

—
1925

LA CIVILISATION PRIMITIVE
ET LES DÉBUTS DE
L'IMPERIALISME ROMAIN

8

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction
réservés pour tous pays

Copyright by La Renaissance du Livre, 1925.

AVANT-PROPOS

LE « MIRACLE » ROMAIN

Dans l'histoire universelle rien n'est plus curieux que le déroulement de contingences qui ont fait jouer à Rome un rôle capital, différent de celui d'Athènes, mais non moins considérable, — en sorte qu'on peut parler de miracle romain dans le sens que nous avons précédemment défini : concours surprenant de circonstances, réussite exceptionnelle (1). Un ensemble de contingences a créé la Ville — qui devait créer l'Empire, un empire mieux organisé que tout empire antérieur, muni d'une armature si forte que, même lorsqu'il serait ruiné, celle-ci subsisterait comme modèle.

Ce qu'on sait de l'Italie primitive, la naissance de Rome, sa croissance, l'extension de son activité conquérante, l'assimilation graduelle des peuples italiens, puis méditerranéens, voilà la matière des volumes qui ouvrent et ferment la série romaine (tomes XVI et XXII). Trois volumes précisent la nature et l'action de ce génie romain qui a produit si sûrement — du moins en apparence — de si étonnants résultats. L'un, destiné à étudier le travail de la pensée et les créations du jeu, précise ce que ce génie a de propre ou doit à la Grèce dans

(1) T. X, Avant-Propos, p. v.

la vie de l'esprit. Deux autres le montrent à l'œuvre dans le perfectionnement de la vie sociale. Deux volumes enfin, rattachés à cette série, sont destinés, le premier à résumer et à poursuivre dans le monde romain l'histoire du développement économique de l'humanité, le second à introduire les Celtes, — puisque c'est par leur contact avec Rome qu'ils commencent véritablement à jouer leur rôle dans l'histoire universelle. On sait que nous avons adopté ce principe : l'exposé historique ne pouvant être simultanément pour les faits, multiples et d'importance inégale, qui s'accomplissent en un même temps, introduire les pays et les peuples divers au moment précis où ils deviennent éléments actifs de l'évolution, facteurs accélérants ou retardants de la logique.

*
* *

C'est une contingence heureuse, que deux peuples aient existé dans le bassin méditerranéen aussi opposés, par leurs dons, que l'ont été les Grecs et les Romains. Autant le Grec a l'esprit délié, mobile, inventif, tourné vers la spéculation, idéaliste, autant le Romain est pratique, terre à terre, avisé, réaliste. Il a le sentiment de la discipline et le goût de l'orare. Il est intellectuellement timoré, mais, dans la conduite de la vie, hardi et combatif. Il manque d'imagination, mais il est doué d'une force d'âme admirable.

Ce caractère exprime-t-il une « race », un « milieu » ? On verra, ici, se vérifier à plein les thèses de nos collaborateurs Eug. Pittard et L. Febvre. Les Romains sont, dès l'origine, un complexe ethnique (1); et cette « race » composite — où semblent dominer les brachycéphales — est comme un creuset où ont continué à se fondre les éléments les plus divers. Le milieu a procuré des avantages; mais, terre d'élection du mor-

(1) Voir notamment pp. 54, 57, et PITTARD, II^e partie, ch. IV.

cellement et du régionalisme, il a présenté des obstacles : l'intérêt a utilisé les uns et la volonté a triomphé des autres (1).

Bien plus qu'anthropologie et que géographie, l'histoire — nous le constatons de plus en plus — est logique. La contingence sert ou dessert cette logique ; mais c'est elle qui est le principe d'intelligibilité.

*
* *

On assiste dans le présent volume à la construction, pièce par pièce, de cet empire, l'un des plus vastes que le monde ait vus, et celui, répétons-le, dont l'influence, sans doute, a été le plus décisive sur l'organisation des sociétés humaines.

Le sujet qui est ici traité a tenté beaucoup de grands esprits, un Machiavel, un Bossuet, un Montesquieu. Mais ce sujet est repris avec des ressources nouvelles, avec tout ce que fournissent à l'histoire, aujourd'hui, des sciences auxiliaires : anthropologie, archéologie, épigraphie, linguistique. On ne saurait trop insister sur ce point, que l'histoire s'est transformée peu à peu, par la convergence des disciplines les plus diverses — dont certaines, en quelque sorte militantes, arrachent au sol les secrets du passé. L'histoire de Rome avait été arrangée par les annalistes romains ; et quelque chose de cet arrangement avait passé dans la vulgare historique, pour ainsi dire. Désormais, la réalité des origines se laisse entrevoir, dépouillée d'ornements ; et ce volume, si précis et si lumineux, substituera à la légende, fera entrer dans le domaine commun les résultats, jusqu'ici mal connus, de longs et multiples efforts.

L'esprit éprouve une vive satisfaction à voir se compléter en ce qui concerne les populations primitives de l'Italie — comme sur d'autres points cela s'est fait ou se fera dans

(1) Voir pp. 84, 88, 97, 119.

quelques volumes de notre première section — le large tableau de l'Humanité préhistorique qu'a brossé le regretté Jacques de Morgan. Le rôle des Étrusques, en particulier, — de ce peuple étrange qui a été, avec les Hittites et les Égéens, une des plus récentes et curieuses révélations de l'histoire, — s'éclaire désormais nettement. Et c'est un spectacle attachant, neuf pour qui n'a point suivi pas à pas les travaux de l'érudition, que la constitution de la Ville même : tribus diverses, villages distincts sur les collines; tête de pont dans la plaine du Tibre; conflits, alliances, nés également d'intérêts économiques; unité qui se crée et qui devient unifiante...

D'aucune cité grecque l'unité n'a rayonné sur la Grèce (1). Malgré la phalange, la Macédoine a manqué l'unité balkanique. La civitas romana s'est étendue au monde. Comment l'Urbs et l'Orbis ont-ils fini par se pénétrer? Comment s'est établi l'ordre romain, la pax romana? — Longtemps, à défaut des desseins de la Providence, on a cru tout au moins aux desseins du Sénat :

Tu regere imperio populos, Romane, memento.

Et cette thèse — le Sénat qui veut délibérément « tout envahir » — est très loin d'être aujourd'hui périmée : « On représente volontiers [les Patres] poursuivant de proche en proche, avec une « méthode » impeccable et patiente, sans se laisser distraire du but une fois fixé, l'exécution des « plans » grandioses qu'ils ont fortement conçus (2). » Contre cette interprétation finaliste un historien vient de s'élever avec la plus grande vivacité. Dans un ouvrage d'une riche érudition, fortement construit et pensé, M. Holleaux cherche à prouver que tout, dans la politique romaine,

(1) Voir JARDÉ, t. X de l'Évolution de l'Humanité.

(2) M. HOLLEAUX, Rome, la Grèce et les monarchies hellénistiques au I^{er} siècle avant J.-C., p. 169.

n'est qu'accident, hasard, fortune, aventure : « Sans y prendre garde, dit M. Holleaux, nos historiens posent d'abord en principe que les choses n'eussent pu être différentes de ce qu'elles ont été. Au fond, ce qu'ils déclarent fatal, c'est simplement ce qui est arrivé (1). » Si, par exemple, les Romains ont conquis la Grèce, ce n'est pas du tout en vertu de « l'invincible attrait exercé de tout temps sur eux par l'hellénisme, de la force instinctive qui les poussait vers lui, des lois psychologiques qui exigeaient qu'ils devinssent maîtres des États grecs, et de leur volonté ancienne et fixe de les assujettir (2) » : au contraire, « c'est par accident et par une erreur de jugement que les Patres entrèrent dans cette voie qui, les menant bien plus loin qu'ils n'avaient dessein d'aller, eut pour terme imprévu et nullement souhaité d'eux l'établissement définitif de la domination romaine sur l'hellénisme entier (3) ».

M. Holleaux a tracé des Patres un portrait psychologique qui est frappant et qui offre d'incontestables vérités (4). Il montre « ces riches campagnards qui peuplaient le Sénat » et qui « apportaient... dans la politique extérieure leur lenteur d'esprit et leur pauvreté d'imagination, comme aussi les multiples défiances, la répugnance aux nouveautés, la crainte des aventures, la timidité devant l'inconnu naturelles aux âmes paysannes (5) ». Mais, comme on l'a observé justement, tous les sénateurs n'ont pas été, en tous temps et au même degré, lents d'esprit, timorés, ignorants des choses extérieures, indifférents à la grande politique (6).

« Ne faisons du Romain ni un rustre inintelligent ni un

(1) Ouvr. cité, p. 127.

(2) Ibid. p. III.

(3) Ibid., p. 334.

(4) Ibid., pp. 169-172.

(5) Ibid., p. 171.

(6) Voir A. JARDÉ, L'Histoire de l'Antiquité, méthodes et résultats, à propos d'un livre récent (Holleaux), dans la Revue de Synth. his., t. XXXV. (1923), pp. 117-132.

surhomme (1). » *L'explication sagace et complexe de l'impérialisme, qui exclut toute idée a priori et tout parti pris, notre collaborateur la trouve dans la combinaison des circonstances et du caractère romain. Il faut reconnaître, et dans une large mesure, la part « des intelligences et des volontés » : certains chapitres de ce livre, en montrant par le menu — dans d'étroites limites de temps et d'espace — toute la complication des contingences, ne font que mieux apparaître les directives humaines, leur rôle, non certes exclusif, mais du moins indéniable, dans l'histoire de Rome.*

On voit, ici, l'unification de l'Italie, et ensuite l'extension de l'Empire, se réaliser, à défaut d'idée d'ensemble, par la visée successive d' « objectifs précis et prochains », — que la guerre préventive, pratiquée à point nommé, permet d'atteindre aisément, — par la solution patiente de problèmes qui se posent d'eux-mêmes aux Romains, et qui prennent toujours plus d'ampleur. On se rend compte, en particulier, de l'importance croissante des problèmes économiques et d'un effort de plus en plus conscient, appliqué à les résoudre.

Ces pages, d'autre part, rendent sensible la pression qu'exerçaient sur ces intelligences et ces volontés certains précédents historiques : l'empire étrusque, par exemple. Car il y eut un empire étrusque, forme à laquelle ont manqué, pour durer, l'organisation politique, la puissance militaire, l'armature juridique, mais que Rome ne devait pas oublier : « Elle grandira, les yeux opiniâtrément fixés sur le passé de gloire qu'autrefois l'Étrurie lui avait donné, et elle puisera dans la religion du souvenir un des éléments primordiaux de son merveilleux essor (2). » — Nous avons plus de peine à croire à la survivance dans la mémoire de Rome d'un

1) HOMO, p. 303.

(2) Voir pp. 154-155.

lointain empire européen, — pour la raison que nous ne croyons pas à cet empire lui-même. Nous estimons contestable l'idée, qu'a présentée M. Jullian de façon si séduisante et qu'a reprise ici M. Homo (1), qu'il y aurait eu un « État » européen, une langue européenne. Il nous semble que l'on confond l'unité par ressemblance et l'unité d'organisation (2).

Ces pages font éclater aussi toute la puissance suggestive des institutions militaires — qui, dans la formation d'un grand État, sont à la fois effet et cause. Le présent livre — avec d'autres volumes, parus ou à paraître, de l'Évolution de l'Humanité — contribuera à l'étude de ce phénomène étroitement lié à l'impérialisme : la guerre (3). Nous avons déjà insisté, à propos de la Mésopotamie par exemple, sur ce fait que la guerre, à partir d'une certaine phase de la protohistoire, a régné, parmi les groupes humains, à l'état endémique (4). Si Rome a donné au monde, et pour plusieurs siècles, le bienfait de la paix, c'est après avoir triomphé d'autres impérialismes, notamment de l'impérialisme carthaginois ; c'est à la suite de guerres continuelles où ses qualités — la discipline, le courage, la ténacité — ont abouti à des victoires successives et où son génie organisateur a perfectionné peu à peu l'instrument propre à la victoire. Force massive de la légion, expérience du commandement, science de la manœuvre et de la stratégie : dès qu'elle a disposé d'avantages qui lui donnaient une puissance militaire jusque-là inégalée, elle devait passer de la défensive aux guerres préventives, ensuite à la conquête et à l'exploitation de tout le bassin méditerranéen. « Du pouvoir au vouloir il

(1) Voir p. 58.

(2) Cf. t. IV, Avant-Propos, p. XXIII.

(3) Voir t. II, VI, VIII, IX.

(4) Avant-Propos du t. VI. — « Dans l'Italie primitive, étranger et ennemi noster et peregrinus, au témoignage de Cicéron et de Varron, sont les mêmes synonymes. » Homo, p. 285.

n'y a pas loin » : l'entraînement est inévitable et insensible. Un peuple dont l'énergie s'exalte est condamné à l'ambition. L. Homo nous donne de cette « marche lente, mais implacable comme un phénomène de la nature (1), » un exposé merveilleux de rigueur et de lucidité.

L'impérialisme, nous l'avons vu déjà, ■ ses racines profondes dans l'instinct, dans le besoin d'être plus des hommes et des peuples. Ce besoin se satisfait par l'appétit égoïste de domination; mais il se satisfait également par la solidarité et l'entr'aide. Et souvent l'impérialisme puise une partie de sa force dans les bienfaits de la solidarité accrue. Nul empire, mieux que le romain, n'a su assimiler ses conquêtes. L. Homo précise, ici, les formes heureuses, dans leur diversité, qu'a su prendre l'autorité de Rome pour organiser l'Italie d'abord, puis les peuples qui ont formé le plus grand Empire. Et quand cet Empire a atteint, d'une part le monde occidental encore barbare, d'autre part le monde oriental déjà en décadence, on prévoit que sa propre décadence viendra de ce que Rome a été plus attirée par les délices de cet Orient fastueux et corrompu que par les ressources de cet Occident vierge.

* * *

On sera frappé, en lisant ce volume, de deux mérites, en apparence contradictoires : réserve scientifique et puissance de reconstitution. Quelle différence entre l'histoire d'autrefois, qui apparaissait définitive parce qu'elle était en partie inventée, et l'histoire d'aujourd'hui, pleine de lacunes, semée de points d'interrogation, mais perfectible ! Sur les origines de Rome, « nous savons peu sans doute, dit L. Homo, mais nous commençons à le savoir bien. Progrès immense sous son apparence modeste, espoirs plus larges encore (1) ».

(1) P. 29.

Le bon historien fait le départ entre ce qu'on sait, ce qu'on ignore d'une ignorance provisoire, ce qu'on a chance d'ignorer toujours. Il renonce aux hypothèses mal assurées ou aux thèses paradoxales. Mais il évite un spécialisme étroit. Il utilise tous les moyens de se renseigner. La connaissance de l'histoire générale et l'expérience de la vie contemporaine l'aident à interpréter le passé. C'est l'humanité, au fond, qui l'intéresse dans tel ou tel groupe humain. Aussi l'individualité de Rome apparaît-elle ici dans la trame de l'histoire, liée au passé et à l'avenir, tissant dans cette trame, parmi les contingences, des créations durables, qui répondent à des nécessités de la vie des peuples, et sur lesquelles il faudra insister : l'organisation politique et l'organisation juridique.

HENRI BERR.

**L'ITALIE PRIMITIVE
ET LES DÉBUTS
DE L'IMPÉRIALISME ROMAIN**

A mon Maître

M. RENÉ CAGNAT

Cordial souvenir.

L'ITALIE PRIMITIVE

ET LES DÉBUTS DE L'IMPÉRIALISME ROMAIN

L'ITALIE PRIMITIVE

ET LES DÉBUTS DE L'IMPÉRIALISME ROMAIN

INTRODUCTION

SOURCES ET NÉGATIONS

L'histoire de l'Italie ancienne avant les guerres puniques est tout entière dominée par un fait brutal. Sauf quelques débris épars — *rari nantes in gurgite vasto* — échappés par miracle à l'immense naufrage de l'hellénisme occidental, nous ne possédons pas, pour l'ensemble de cette période, de documents contemporains analogues à ceux qui nous font connaître l'histoire des divers peuples de l'Orient antique et même celle de la Grèce préclassique. L'histoire des cinq premiers siècles de l'histoire romaine traditionnelle ne nous est accessible qu'à travers des œuvres fort postérieures, les plus anciennes du temps de César et d'Auguste, — Tite-Live, Diodore de Sicile, Denys d'Halicarnasse, Trogue Pompée ; — les autres — Plutarque, Appien, Dion Cassius — de l'époque impériale. Incarnée dans ces divers ouvrages, et les abrégés secondaires (Florus, Justin, Eutrope, Orose, en latin ; Zonaras, en grec), cette histoire de la Rome primitive présentait, et, malgré les coupes sombres qu'y ont pratiquées les caprices du sort, présente encore une façade fort imposante. Il n'existe pas au monde d'histoire nationale qui raconte les origines d'un peuple avec

un tel luxe de détails et un semblable étalage de précision. Mais, la qualité répond-elle à la quantité? Que vaut en réalité le récit impressionnant de ces événements lointains?

Il est un fait qui ne pouvait manquer de frapper très vite les historiens modernes, même les plus crédules et les moins aver-tis : le nombre respectable de siècles qui séparent les gestes de l'histoire romaine primitive de l'époque à laquelle ont été composées les œuvres par lesquelles, seules, nous les connaissons. Dès le ^{xvii}^e et le ^{xviii}^e siècle, Samuel Bochart, un Français (1), Perizonius, un Hollandais (2), font preuve d'un scepticisme intéressant par la nouveauté de la méthode et le piquant du point de vue. Avec le ^{xviii}^e et le ^{xix}^e, la critique s'affirme audacieusement face à la tradition et prend une forme systématique : quatre noms surtout — Beaufort, le spirituel auteur de la *Dissertation sur l'incertitude des cinq premiers siècles de l'Histoire romaine* (3), Niebuhr (4), Mommsen (5), M. Ettore Pais, marquent les grandes étapes de cette évolution décisive. Th. Mommsen, en jetant par-dessus bord le détail de l'histoire traditionnelle, s'était attaché pieusement, du moins, à en conserver l'ossature, la loi les Douze Tables, les Fastes consulaires, au premier plan. Dans une œuvre aussi puissante que complexe, M. Ettore Pais (6) n'hésite pas à renverser ces dernières colonnes du temple. De la tradition, à suivre le savant historien, il ne reste décidément plus que des ruines.

Dans les milieux scientifiques plus ou moins fidèlement attachés à la vieille chanson romaine, la méthode hypercritique de M. Ettore Pais, d'ailleurs souvent outrée et plus d'une fois, elle aussi, bien artificielle, n'a pas manqué de faire scandale et de

(1) « *Geographia sacra* », appendice, dans *Opera omnia*, deux volumes. Leyde, 1675.

(2) *Animadversiones selectae* (1685).

(3) **LXXXV**. — (4) *Histoire romaine* (1811-1832).

(5) **XV**; **XIV**; **CLXXXVI**; **CLXXXIV**; **CLXXXIII**; **CLXXXV**.

(6) **XXI**; **XX**; **XIX**; **CXCIX**; **CC**; **CCII**.

provoquer, un peu partout en Europe, une réaction plus ou moins intense dans un sens conservateur (1). M. Gaetano de Sanctis, en particulier, champion de la « critique tempérée », par opposition à la « critique intégrale » de M. Ettore Pais, a tenté, dans sa magistrale *Histoire des Romains*, un essai de conciliation, raisonné et raisonnable, destiné à conserver du récit traditionnel tout ce qui, sans excès déplacé de crédulité, peut encore en être sauvé.

Défense de la tradition, négations de la critique, quelque intransigeance que l'on apporte à l'une ou à l'autre thèse, tels sont les deux pôles entre lesquels aujourd'hui se meut et oscille fatalement l'étude de l'histoire romaine primitive (2). De méthode féconde et sûre, dans ces conditions, il n'y en a qu'une : l'utilisation contrôlée de la tradition telle que nous la présentent les grands historiens de l'époque impériale. Ces œuvres, il faut le répéter, sont postérieures de plusieurs siècles aux événements dont elles traitent, mais, fait qu'il convient d'avoir toujours présent à l'esprit, entre les uns et les autres, les chaînons intermédiaires n'ont pas manqué, et ce sont précisément ces chaînons disparus, dont le rétablissement méthodique, en procédant du connu à l'inconnu, s'impose avant tout à l'historien de la Rome ancienne.

Des dernières années du III^e siècle à la fin de la République, les historiens romains, de langue grecque d'abord, de langue latine ensuite, ont été fort nombreux; ils constituent l'école annalistique, dont Q. Fabius Pictor, le doyen des annalistes, un contemporain et un acteur de la seconde guerre punique, L. Cincius Alimentus, Caton, Q. Claudius Quadrigarius, Valerius Antias, C. Licinius Macer, bien d'autres encore, sont les

(1) Notamment, en Allemagne, O.-E. SCHMIDT, dans **L**, 1900, 38-54; en Italie, G. DE SANCTIS, **XXVI** (1907 sq.), et dans **LV**, 1909, 126-132; 205-214; 1910, 310-319; C. BARBAGALLO, dans **LXIX**, 1919, 85-99; 127-140; G. FERRERO et C. BARBAGALLO, **V** (1921).

(2) Voir en particulier pour les sources de l'histoire romaine primitive et leur utilisation, **CCXIX**.

plus illustres noms (1). Les grands représentants de l'historiographie romaine au début de l'Empire — Tite-Live, Denys d'Halicarnasse, Diodore de Sicile (2) — ne feront que continuer leur œuvre et constitueront leur point d'aboutissement naturel. Mais, pas plus que leurs successeurs, les annalistes n'ont été contemporains de la période primitive de l'histoire de Rome dont ils ont retracé le tableau. Il leur a fallu travailler sur des éléments antérieurs que le passé mettait à leur disposition. Quels étaient ces éléments? Dans notre marche à l'inconnu, nous abordons ainsi une seconde étape.

Les éléments dont pouvaient disposer les annalistes étaient essentiellement au nombre de deux : a) un élément extra-romain : une littérature ; b) un élément national romain : des documents. Quelques mots sur l'un et sur l'autre. L'élément extra-romain était représenté surtout par la littérature grecque qui a précédé de plusieurs siècles l'éclosion de l'historiographie romaine et s'est intéressée graduellement aux destinées de l'Italie, à mesure que celle-ci sortait des brumes du lointain Occident pour apparaître au plein jour de l'histoire. Le rideau se lève sur ce monde nouveau avec l'épopée homérique ; si l'*Iliade* ignore encore ce far-west méditerranéen, l'*Odyssée*, plus récente, mentionne à plusieurs reprises les Sicanes et les Sikèles de Sicile. Hésiode, dans sa *Théogonie*, nomme les deux fils d'Ulysse et de Circé la magicienne, Agrios et Latinos, chefs des Tyrrhènes, cite les îles Sacrées et connaît Télégone, le légendaire fondateur de la latine Tusculum. Stésichore, un des premiers représentants du lyrisme grec d'Italie, racontait dans

(1) Les fragments des Annalistes ont fait l'objet d'une double édition : H. R. F. (éd. H. PETER, 1883), H. R. R. (du même auteur, 2^e éd., 1914). Sur l'ensemble de la question annalistique, **CXCVIII** ; **CCVIII** ; **CCXXIV** ; H. PETER dans H. R. R. (prolég. III-CCCLXXX), **XX**, I, 52-194 ; II, 351-358 ; III, 117-130 ; 231-268.

(2) L'importance de Diodore comme représentant de l'annalistique ancienne et particulièrement de Fabius Pictor, a souvent été exagérée à la suite de Mommsen, **CLXXXV**, II, 281-296 ; Voir à cet égard les remarques judicieuses d'ETT. PAIS, **XX**, I, 118-123, et IV, 447-452.

son *Ilioupersis* le voyage d'Énée vers l'Ouest et suivait dans ses pérégrinations le héros troyen jusqu'au cap Misène. D'ailleurs, à cette époque, les connaissances géographiques du monde grec sur l'Italie restaient encore bien vagues et bien fragmentaires; on ignorait que l'Étrurie et le Latium faisaient partie d'une même péninsule et l'on croyait à l'existence d'une vaste mer occidentale entièrement ouverte à la navigation. Vers 500 avant Jésus-Christ, Hécatee donne une première description du pays et, un demi siècle plus tard, Hérodote mentionne dans son histoire, à titre purement épisodique, il est vrai, le port étrusque d'Agylla et la ville de Cortone. Mais le fait décisif dans ce domaine, c'est, à la fin du v^e siècle, la naissance de l'historiographie grecque occidentale qui va consacrer à la Sicile et à l'Italie, à l'Italie du Sud surtout, comme il est naturel, le plus clair de ses recherches et de son activité littéraire.

A défaut des œuvres disparues, citons du moins quelques noms : Hippys de Rhégium, le père de l'histoire en Occident, qui avait vraisemblablement, ne fût-ce que sous forme incidente, touché au passé ou aux événements contemporains de l'Italie centrale; Antiochos de Syracuse (après 424), auquel nous devons la plus ancienne mention de Rome qui soit parvenue jusqu'à nous; Philiste, de Syracuse également, ministre des deux Denys, auteur de la première histoire générale de Sicile et d'Italie, où, à côté des Grecs du Sud, qui y avaient tout naturellement la part du lion, paraissaient les autres grands peuples traditionnels de la péninsule, Ligures et Ombriens, Samnites et Étrusques. C'est à ces œuvres de la littérature grecque d'Occident, italote ou sicilienne, que les historiens et géographes de la Grèce propre, Éphore, Théopompe, qui parlait de la prise de Rome par les Gaulois, Aristote qui, après Hellanicos de Lesbos et Damastes de Sigée, mentionnait la légende de la filiation troyenne, le pseudo-Scymnos de Chios et le pseudo-Scylax, auteurs l'un et l'autre d'abrégés géographiques, emprunteront

l'essentiel de leur documentation. Un peu plus tard, Lykos de Rhégium consacre un ouvrage particulier aux campagnes d'Alexandre le Molosse en Italie. C'est le moment où Rome commence à intervenir dans l'Italie du Sud et prend contact définitif avec l'hellénisme. Aussi, bon gré mal gré, l'historiographie grecque va-t-elle consacrer à cette nouvelle venue une place de plus en plus large. Callias, l'historien d'Agathocle, retrace, chemin faisant, les origines du peuple romain ; Duris, tyran et historien de Samos, parlait de la victoire de Sentinum, cette bataille des nations de l'Italie préromaine ; Hiéronymos de Kardia, le biographe de Pyrrhus, et Aristoxène de Tarente s'arrêtent longuement sur l'histoire d'un pays mêlé de si près à la chute de l'hellénisme occidental. Enfin, un Sicilien de Tauromenium, Timée (340-250), dans un ouvrage considérable qui s'étendait des origines au début de la première guerre punique, condense et, pour ainsi dire, codifie les plus lointaines traditions de la péninsule italique. Cette histoire de Timée, point d'aboutissement et synthèse d'une évolution historique séculaire, marquait une date décisive au seuil même de la période où allait naître, symbole représentatif des temps nouveaux, la grande œuvre de l'annalistique romaine.

Sauf quelques rares fragments conservés par des historiens postérieurs, comme Denys d'Halicarnasse ou Diodore, cette historiographie grecque de Sicile et d'Italie, si riche et si variée, n'existe plus pour nous. Même remarque pour l'historiographie étrusque, dont la disparition est encore plus complète. Mais, ne l'oublions pas, les annalistes romains possédaient intégralement l'une et l'autre et ils pouvaient librement y puiser les éléments de documentation nécessaires. Historiographie grecque, historiographie étrusque, telles étaient les deux grandes sources d'origine extra-romaine que les annalistes avaient tout d'abord à leur disposition. Mais, du point de vue annalistique, l'une et l'autre présentaient un vice rédhibitoire commun ; par définition même, l'histoire romaine n'était leur objet ni exclusif, ni

même principal; elles ne la touchaient qu'incidemment et en passant; ni la conception annalistique, ni l'orgueil national romain n'y devaient par suite trouver leur compte. L'élément étranger a pu tenir une place appréciable dans l'élaboration de l'historiographie romaine, mais par son caractère même, son rôle est toujours resté nécessairement subordonné et secondaire.

Tout autre a été le cas de l'élément romain. Rome, à l'époque où les annalistes inaugurèrent leur œuvre, possédait déjà un long passé d'histoire. Sans doute l'historiographie nationale n'existait pas encore et la littérature latine naissait à peine, mais du moins disposait-on d'un certain nombre de documents : documents publics, documents privés.

Les documents publics se subdivisaient eux-mêmes en deux classes, les documents religieux et les documents politiques. Chaque collège religieux avait ses archives particulières où se trouvaient conservées des archives de nature diverse : des litanies (*carmina*), tels ces chants des Saliens et des Arvales dont quelques fragments sont parvenus jusqu'à nous, des rituels (*indigitamenta*), des commentaires (*commentarii*), recueil des décisions du collège, qui faisait jurisprudence en cas de litige et, document unique entre tous, dont la rédaction était confiée au plus auguste des collèges religieux romains, le collège des pontifes, le calendrier. Ce calendrier, à ses origines, avait revêtu un caractère essentiellement, sinon exclusivement, pratique; la discrimination des jours fastes et néfastes, capitale du point de vue politique, en était l'objet essentiel. On y ajouta par la suite la mention des consuls en charge et la notation des faits principaux survenus au cours de l'année; c'est ainsi que, par un développement graduel et logique, du calendrier primitif romain allait naître l'histoire. Ce calendrier était tenu à jour par le grand pontife, sur une table blanchie à la craie (*tabula dealbata*), et affiché dans la Regia de la Voie Sacrée. L'année terminée, la table faisait place à une nouvelle et était

classée aux archives pontificales. Cette pratique se maintint jusqu'au grand pontificat de P. Mucius Scaevola (vers 123 av. J.-C.), date où l'ensemble des tables fut codifié en une publication définitive, — les *Grandes Annales* (*Annales Maximi*), — et où cessa l'usage traditionnel. Au moment où les premiers annalistes commencèrent à rédiger l'histoire primitive de Rome, la codification n'existait donc pas encore et les annales pontificales s'offraient à leurs recherches sous la forme d'une collection de tables — au sens matériel du mot — à dépouiller. Si peu pratique, si rébarbatif même que pût en apparaître le maniement, ces annales officielles, à la condition, bien entendu, d'être scrutées avec méthode et utilisées avec intelligence, n'en contenaient pas moins les éléments substantiels d'une véritable histoire.

A côté des documents religieux, les documents politiques. Il faut signaler tout d'abord quelques lacunes capitales qui avaient pour effet d'en restreindre singulièrement le nombre. Les Romains de la République ne connaissaient ni l'équivalent de notre *Journal officiel*, ni les procès-verbaux officiels des séances de l'assemblée du peuple ou du Sénat, dont la publication tardive sera due à une initiative de César. Mais, du moins, à défaut de ces publications régulières et périodiques, existait-il des pièces officielles de nature diverse : traités, lois, sénatus-consultes, listes de magistrats. Les auteurs anciens mentionnent expressément pour les premiers siècles de l'histoire romaine un certain nombre de ces documents : le traité d'alliance conclu au temps de Servius Tullius entre Rome et les villes latines, que l'on conservait pieusement à l'époque classique dans le temple de Diane Aventine, gravé sur une table d'airain; le traité d'un des Tarquins, on ne savait trop lequel, avec Gabies, inscrit sur un bouclier de peau dans le sanctuaire de Semo Sancus du Quirinal; le premier traité entre Rome et Carthage cité par Polybe (1) et attribué par lui à la première année de la République;

(1) POL., III, 22-23.

le traité de Spurius Cassius avec les Latins (493) visible dans la première moitié du dernier siècle de la République sur une colonne de bronze au Comitium; la loi relative au clou capitoline, dans le temple de la Triade capitoline; la loi Icilia relative au lotissement de l'Aventin; le traité entre Rome et Ardée; les célèbres lois des Douze Tables, quelques autres encore. D'autres pièces d'intérêt général étaient conservées dans les archives des divers collèges de magistrats, censeurs, consuls ou questeurs: recueils de formules et de décisions (*commentarii*), ou documents statistiques d'ordre divers, comme les tables du cens (*tabulae censoriae*), à la fois listes de recensement et tableaux de cadastre. Mentionnons enfin les *libri lintei* du temple de Juno Moneta sur l'Arx, où l'on pouvait lire, écrites sur toile de lin, des listes de magistrats et en particulier la plus importante de toutes, celle des consuls.

Il existait, enfin, des documents privés. Chacune des grandes familles romaines (les Claudii, les Fabii, les Corneli, les Valerii et les autres) possédait ses archives domestiques conservées de génération en génération dans le *tablinum* de la maison. Ces documents familiaux étaient de nature diverse: des généalogies, *stemma* de la famille depuis une époque plus ou moins reculée, des éloges (*elogia*), gravés ou peints sous les images des ancêtres, retraçant leur carrière politique et le souvenir de leurs hauts faits, des oraisons funèbres (*laudationes funebres*), panégyriques solennels prononcés aux funérailles des morts et dont la collection constituait l'histoire de la famille tout entière. La tradition parle encore de lamentations (*naeniae*), déclamées par les pleureuses de profession (*praeeficae*) qui avaient leur place rituelle dans le convoi funèbre, et de chants des repas, consacrés à la gloire des aïeux, célèbres pour avoir donné naissance à la fameuse théorie de Niebuhr sur l'épopée primitive romaine, aujourd'hui, et à juste titre, définitivement entrée dans le domaine de l'oubli.

Voilà les éléments multiples et variés, écrits ou oraux, dont

les annalistes disposaient du côté romain. Deux problèmes se posent immédiatement au critique : à quelle date remontaient-ils ? Quelle était leur valeur documentaire ? — Pour les documents écrits, du moins, il existe un *terminus post quem* irréfutable : l'introduction de l'écriture à Rome. Sur ce point, à défaut de précision chronologique absolue, on peut du moins atteindre à une approximation suffisante. L'étude comparative des alphabets prouve, sans discussion possible, que l'alphabet latin ne dérive pas de l'alphabet étrusque, constatation qui, pour apparaître purement négative, n'en est pas moins de premier ordre ; cet alphabet a été nécessairement introduit à Rome avant le début de la conquête étrusque, c'est-à-dire antérieurement à la fin du VII^e siècle avant Jésus-Christ. Il dérive directement de l'alphabet chalcidien et est venu de Cumes, l'avant-garde de la civilisation hellénique vers l'Italie centrale. Le canon chronologique de l'antiquité place la fondation de Cumes au milieu du XI^e siècle avant Jésus-Christ. Non ; les trouvailles archéologiques locales, document décisif en l'espèce, montrent que cet événement ne saurait être antérieur à la fin du IX^e siècle ou aux premières années du VIII^e siècle, date à laquelle il faut sans doute fixer la colonisation de la ville. Les Étrusques, d'autre part, ont trouvé l'alphabet chalcido-cumain en usage à Rome dès avant la fin du VII^e siècle ; l'introduction de cet alphabet remonte par conséquent soit à la fin du VIII^e siècle, soit à la première moitié du VII^e, la première hypothèse étant infiniment plus vraisemblable que la seconde. Nous ne possédons d'ailleurs pas de documents écrits pour Rome et le Latium avant la fin du VII^e siècle ou le début du VI^e, dates du vase de Duenos et de la fibule de Préneste. Mais, pour l'écriture, comme pour tout progrès humain, il importe de distinguer entre l'invention et la diffusion. Les inventions, quelles qu'elles soient, mettent à se répandre un temps plus ou moins considérable. Une des deux doyennes parmi les inscriptions latines connues, celle de la fibule de Préneste, ne compte que quatre mots. En réalité,

jusque fort avant dans le ^v^e siècle, l'écriture est restée d'un usage très rare et limité à des documents particulièrement importants, d'ordre religieux — brèves dédicaces aux dieux — ou politiques, traités internationaux, lois, listes de magistrats. Le premier document écrit d'un développement un peu considérable sera la loi des Douze Tables, au milieu du ^v^e siècle, et le fait revêtera une importance exceptionnelle dans l'histoire de l'ancienne Rome. C'est seulement postérieurement à cette date décisive que l'emploi de l'écriture commencera à se généraliser et pénétrera dans l'usage privé. Par conséquent, en fait de documents écrits, il n'a jamais pu exister grand'chose avant le ^v^e siècle, et la présence à Rome quelques siècles plus tard de documents — ou pseudo-documents — rapportés à cette époque lointaine, ne prouve rien, en principe, pour la question décisive, celle de leur authenticité. L'analogie des documents apocryphes, qui pullulaient pour l'histoire primitive de la Grèce, et, plus près de nous, des innombrables chartes falsifiées au moyen âge, n'est certainement faite ni pour apaiser les scrupules, ni pour dissiper les défiances. Les archives des magistrats ne pouvaient, par définition même, remonter au delà de la création du collège, pour les consuls, le début de la République, pour les censeurs, le milieu du ^v^e siècle. Quant aux annales pontificales, la base historique essentielle de l'annalistique romaine, la rédaction n'en a commencé qu'à une date relativement tardive. Cicéron donne à cet égard une indication précise ; la plus ancienne éclipse de soleil enregistrée par ces annales, dit-il, était celle que mentionnait le poète Ennius à la date de 403 ; il ajoute que cette éclipse servait aux pontifes de point de repère et que toutes les éclipses antérieures étaient calculées d'après celle-là. Par conséquent, les plus anciennes tables pontificales conservées à l'époque historique ne remontaient pas plus haut que la fin du ^v^e siècle, peut-être même que les premières années du quatrième.

Une dernière question, et non la moins importante, se pose

à l'égard de ces documents lointains : celle de leur valeur historique. Les documents antérieurs au IV^e siècle, nous venons d'en indiquer la raison décisive, n'étaient pas et ne pouvaient pas être très nombreux. Un fait accidentel complémentaire est venu encore aggraver cette pénurie regrettable au double point de vue de la quantité et de la qualité : l'incendie de Rome par les Gaulois en 390. Cette catastrophe a joué un rôle capital dans la genèse et la transmission de la tradition nationale ; il en résulte une solution de continuité irrémédiable, dont l'historiographie romaine, qui en a fortement souffert, ne manque pas de souligner l'importance exceptionnelle. Sans doute tout n'a pas péri, *pleraeque interiere*, dit expressément Tite-Live (1), mais il y a eu des pertes, et des pertes considérables. Le dommage n'est pas resté seulement quantitatif ; il a pris aussi une conséquence peut-être plus grave encore, la forme qualitative. On s'est efforcé de rétablir dans la plus large mesure possible les documents anéantis ; il y a eu, après le départ des Gaulois, tout un travail de reconstitution d'archives parallèle au relèvement de la ville, mais on a le droit de rester sceptique sur l'authenticité et la valeur réelle d'un certain nombre tout au moins des documents ainsi ressuscités. Un fait précis, rapporté par Plutarque, est caractéristique à cet égard. Le biographe, dans un passage de sa *Vie de Numa*, nous parle d'un certain Paulus Claudius (2) — peut-être l'annaliste Claudius Quadrigarius — auteur d'une chronologie (ἐλεγχος χρόνων), qui avait pris pour point de départ, non pas les origines de Rome selon la méthode traditionnelle, mais la prise de la ville par les Gaulois et qui, pour justifier contre les attaques des critiques ce procédé insolite, déclarait en guise de profession de foi :

« Pendant le sac de Rome par les Gaulois, les anciens registres ont péri et les actes que l'on montre aujourd'hui sont des pièces fausses, œuvre des com-

(1) LIV., VI, I, 3.

(2) PLUT., *Num.*, 1 (= H. R. F., p. 108, 1 ; H. R. R., p. 178, 1). Sur l'identité du personnage, voir H. R. R., pp. CCXXXVIII-CCXXXIX.

plaisants de certains personnages qui voulaient à toute force remonter aux premiers Romains et se faire place dans les familles les plus illustres. »

Tout le monde à Rome n'acceptait donc pas les yeux fermés les élucubrations de l'histoire officielle et l'annalistique elle-même, témoin le mot de Claudius, ne manquait pas d'enfants terribles.

Les Annales pontificales, dont la rédaction venait à peine de commencer, furent peu atteintes par l'incendie et leur reconstitution n'offrit pas de difficultés sérieuses. Quant aux documents postérieurs à 390, pour lesquels ce motif fondamental de suspicion n'entraîna naturellement pas en ligne de compte, leur qualité n'était pas toujours cependant irréprochable et leur authenticité soulevait plus d'un doute légitime. La chronologie officielle semble avoir reposé longtemps, non sur les Fastes consulaires comme à l'époque classique, mais sur le comput rudimentaire des clous capitolins ; il résulte de ce fait que, pour les temps les plus anciens, pour la plus grande partie, sinon pour la totalité du ^v^e siècle, il n'existait pas à Rome de liste officielle des Fastes consulaires ou dictatoriaux, et que cette liste, sous la forme où elle est parvenue jusqu'à nous, a dû être constituée tardivement, d'après le témoignage des documents publics et, à leur défaut, des archives familiales, procédé qui ouvrait la porte, on le comprendra sans peine, à nombre d'erreurs dont toutes n'étaient pas involontaires. Même remarque pour les Fastes triomphaux, annalistique qui, pour être gravée sur pierre, ne présente souvent pas plus de garanties d'authenticité que l'autre.

Quant aux documents privés, les écrivains anciens eux-mêmes ont pris soin de nous dire ce qu'il convenait d'en penser :

« Il n'est pas facile, écrit Tite-Live (1) à propos des événements de l'année 322 avant J.-C., de préférer un fait à l'autre, un auteur à un autre auteur. Je suis d'avis que le souvenir du passé a été altéré par les éloges funèbres

(1) Liv., VIII, 40, 4-5.

et par les fausses inscriptions des images, parce que chaque famille veut, à l'aide de mensonges et d'artifices, attirer sur soi toute la gloire des actions et des magistratures. De là vient cette confusion dans les actes de chacun et dans les monuments publics de l'histoire. Il ne nous reste de cette époque aucun écrivain dont le témoignage soit assez sûr pour que l'on puisse s'y arrêter ; » et Cicéron (1) : « Les oraisons funèbres ont rempli notre histoire de mensonges. On y raconte des faits qui n'ont jamais eu lieu, des triomphes imaginaires, des consulats dont on grossit le nombre, de fausses généalogies, de faux passages à la plèbe, en faisant naître des hommes d'une famille obscure dans une famille illustre qui porte le même nom, comme si je me disais issu de M. Tullius qui était patricien et qui fut consul avec Serv. Sulpicius dix ans après l'expulsion des rois. »

Qui parle ainsi ? Des chercheurs de paradoxes ? aucunement ; des professionnels du scepticisme ? moins encore, mais Tite-Live, mais Cicéron, les représentants les plus chauds, les champions les plus ardents de la tradition nationale. De semblables témoignages dans la bouche de tels hommes n'en prennent que plus de valeur et constituent à la charge des documents visés les plus écrasants des réquisitoires.

Dans la seconde partie du iv^e siècle avant Jésus-Christ, Rome devient une grande puissance italique ; elle entre en contact avec le monde grec en attendant qu'elle s'y fasse place en dominatrice. Les Grecs ont un passé brillant et s'en font gloire ; Rome, par un sentiment naturel de parvenue qu'exaspère l'imprévu de sa fortune, n'entend pas leur laisser même cette satisfaction platonique et cette supériorité rétrospective. Elle aussi a un lointain passé, mais qu'y trouve-t-elle ? Des documents rares ou douteux, quelques légendes, le plus souvent le désert et le néant. C'est alors sous l'inspiration impérieuse du patriotisme et pour des fins de politique nationale, qu'elle commence à construire son histoire. Falsification volontaire et systématique ? Non ; ainsi présenté, le fait ne serait pas exact. La tradition romaine n'est pas menteuse de parti pris, mais par nécessité et faute de mieux. Son histoire passée, Rome l'avait oubliée dans l'ensemble et elle ne disposait pas des éléments

(1) Cic., *Brut.*, 16, 62.

authentiques qui eussent permis de la faire revivre à coup sûr. Ce travail de reconstitution va se prolonger pendant trois siècles pour ne prendre fin qu'aux derniers jours de la République et au début de l'Empire. On en a souvent rejeté la responsabilité sur les annalistes seuls. En réalité, l'élaboration de l'histoire primitive de Rome a commencé avant leur entrée en scène et elle se poursuivra après eux. Auteurs ou codificateurs, ils y ont pris sans doute une part très large, mais il est juste de reconnaître qu'ils n'ont été ni les premiers, ni les derniers, ni surtout les seuls.

Toute histoire comprend deux éléments essentiels : le cadre, qui est fourni par la chronologie ; la trame historique, qui résulte des faits. L'œuvre constructive d'où est sortie l'histoire traditionnelle de Rome a porté à la fois sur l'un et sur l'autre.

Rome, à l'origine, ne possédait pas d'ère officielle, donc pas de point de départ solide pour une chronologie précise et cohérente. Pour les premiers siècles de la République, on se trouvait en présence de deux chronologies discordantes, celle des Fastes consulaires, qui commençait avec l'expulsion des rois, *post reges exactos*, celle des clous capitolins, qui avait pour origine et raison d'être la dédicace du temple de la Triade capitoline. Pour l'époque royale, depuis la fondation de la ville (*ab urbe condita*), il n'y avait plus rien. Aussi, dans son ensemble, la chronologie romaine est-elle le résultat d'un travail long, artificiel et compliqué, seule méthode possible, puisqu'il existait, malgré tout, un certain nombre d'éléments historiques concrets dont on ne pouvait s'abstraire et auxquels il fallait bon gré mal gré, faire place dans le comput officiel. Grâce à une longue série d'adaptations, d'expédients, et, il faut prononcer le mot, d'artifices, Rome se trouva posséder enfin, de la guerre de Troie à l'époque classique, une chronologie d'autant plus complète et harmonieuse que ses chronographes avaient pris soin de la lui faire telle. Cette chronologie, dont la mise au point s'achève à la fin de la République, les historiens de l'Em-

pire l'adopteront comme parole d'Évangile et c'est par eux qu'elle parviendra jusqu'à nous (1).

En même temps que se constituaient les cadres chronologiques, s'élaborait la trame historique destinée à les remplir. La tâche apparaissait particulièrement aride pour la période qui avait précédé la prise de Rome par les Gaulois : documents rares et souvent douteux pour le début de la République, traditions flottantes en ce qui concernait l'époque royale, données fragmentaires ou épisodiques fournies par la littérature grecque occidentale ou étrusque, tel était le bilan, plutôt maigre et décourageant, qu'offrait l'histoire des premiers siècles de Rome. On emprunta à de multiples éléments le matériel documentaire qui faisait trop souvent défaut. En premier lieu, les légendes. Les Romains, peuple d'observation et de froide raison, n'avaient pas la tête imaginative et il est probable, témoin l'aridité incurable de leur religion primitive, que, laissés à eux-mêmes, ils ne fussent jamais allés bien loin dans cette voie. Mais jamais parvenu, et moins que tout autre Rome, une des plus extraordinaires parvenues de l'histoire, ne s'est trouvé en peine de généalogistes ou de faiseurs de blason ; les Grecs ont apporté à l'invention et à la présentation des légendes de l'ancienne Rome ces qualités d'ingéniosité et de savoir-faire, un des traits distinctifs de leur génie national. L'Italie hellénique, avec Livius Andronicus et Ennius, joue un rôle de premier plan à cet égard (2). C'est ainsi, pour prendre un exemple précis, que nous assistons à l'éclosion et à l'enrichissement graduel de la légende des origines. Hellanicos de Lesbos et Damastes de Sigée (seconde moitié du ^v^e siècle av. J.-C.) connaissent déjà la filiation troienne. Lorsqu'au lendemain de la révolution de 509, les

(1) Sur le problème si délicat et si complexe de la chronologie romaine pendant les premiers siècles de l'histoire de Rome, voir surtout **CLXXXIII**; **CLXXXIV**; **CLV**; **CCXXV**, et la bibliographie, pp. 1-18.

(2) Pour le rôle capital des Grecs dans la formation des légendes de la Rome primitive, W. SCHÜR, dans **LVI**, 1920, 137-152; G. SEGWART, *Ibid.*, 1921, 16-32; **XX**, I, 231-262.

Romains dressèrent sur le Capitole la louve de bronze (1), orgueilleux symbole de leur nationalité, ils semblent n'avoir pas connu encore la légende des jumeaux qui devait faire par la suite si brillante carrière. L'histoire des sept rois se forme à la fin du IV^e siècle; la filiation troyenne apparaît dans Aristote et, au début du III^e siècle, dans l'œuvre historique de Callias de Syracuse, figuraient déjà Romulus et Rémus. En 296, les frères Ogulnii élèvent au Capitole une seconde louve de bronze, mais cette fois avec l'adjonction des deux jumeaux qui, dès lors, restera classique. Vers 239, le Sénat, nous raconte Justin (2), accorde sa protection aux Acarnanes, molestés par les Étoliens, parce que, seuls de tous les Grecs, ils se sont abstenus de combattre les Troyens, ancêtres du peuple romain. Quelques années plus tard, le poète Naevius, précurseur de Virgile, amène Énée à Carthage et Ennius fera de Romulus le petit-fils du héros troyen (3). La légende des origines dans ses traits essentiels — ascendance troyenne, rôle d'Énée, la louve et les jumeaux, les sept rois — s'est donc formée à la fin du IV^e siècle et au début du III^e, c'est-à-dire au moment même où Rome devient une grande puissance italique et conquiert l'hégémonie de la péninsule. Il ne saurait s'agir en l'espèce d'une coïncidence fortuite ou d'un parallélisme accidentel.

Second élément : la falsification de documents publics ou privés. Les documents, nous l'avons vu, étaient rares pour le premier siècle de la République, exceptionnels ou même inexistants pour la période royale. On remédie à cette lacune regrettable par la fabrication de documents apocryphes. Les pseudo-lois royales fournissent un exemple typique du procédé. Il existait à la fin de la République tout un ensemble de lois que la tradition faisait remonter à la période royale et qui se trouvaient codifiées en un recueil, le *Jus Papirianum*. Que le recueil

(1) E. PETERSEN, dans **LVI**, 1908, 440-453; 1909, 29-47.

(2) JUST., XXVIII, 1, 5.

(3) J. MESEK, dans **LXXX**, 1914, 1-35.

émanât d'un Papirius, il y avait unanimité à l'admettre, mais, sur l'identité du personnage, les avis étaient divers. Les uns plaçaient ce personnage au temps de Tarquin le Superbe, les autres dans les premières années de la République, au lendemain de l'expulsion des rois. En réalité, il s'agissait non de lois, mais de prescriptions religieuses et rituelles très anciennes, dont toutes d'ailleurs n'étaient pas nécessairement fausses, codifiées à une époque tardive, sans doute au cours du III^e siècle avant Jésus-Christ. La falsification s'étendit aussi aux documents privés, et l'on comprend sans peine que, dans ce domaine soustrait à la surveillance du public, un large champ se soit ouvert à l'ingéniosité des familles. Tite-Live (1) et Cicéron (2), dans les deux passages caractéristiques cités plus haut, nous donnent un aperçu suggestif des divers procédés employés : augmentation systématique du nombre des triomphes ou des magistratures dont les ancêtres avaient été l'objet (*falsi triumphi, plures consulatus*), multiplication de leurs exploits (*nulla scripta sunt in eis quae facta non sunt*), faux *elogia* placés sous leurs images (*falsi imaginum tituli*). Ces pieux mensonges n'étaient pas à la portée de toutes les familles ; ils supposaient au moins des ancêtres qui, dans une mesure plus ou moins large, avaient participé à la direction du gouvernement. Pour les autres, notamment pour les plébéiens tard venus aux honneurs et d'autant plus empressés à dorer rétrospectivement leur blason, il y avait les fausses généalogies (*genera falsa*) et, sous couleur de *transitiones ad plebem*, les rattachements fictifs à des familles patriciennes homonymes.

L'exégèse du présent fournit un autre élément d'importance capitale pour la reconstruction du passé ; topographie, institutions politiques et religieuses, linguistique, sont mises systématiquement en coupe réglée et apportent chacune leur pierre au grand œuvre de l'histoire nationale. Les monuments anciens

(1) Liv., VIII, 40, 4-5.

(2) Cic., *Brut.*, 16, 62.

— restes de fortifications, escalier de Cacus, Mundus du Palatin, vieux temples (Saturne, Jupiter Stator, Vesta) ou autels (Saturne, Ops) du Forum, prison Mamertine, pont Subli-cius, etc., — provoquent l'éclosion d'une foule de théories topo-graphiques, où la légende, comme bien on pense, s'en donne à cœur joie. On applique la même méthode aux institutions con-temporaines sous le prétexte légitime d'en rechercher les origines dans le passé; les deux règnes de Romulus et de Numa, avec la forme définitive que la tradition leur a donnée, sont le produit de ce travail. Même procédé encore pour la linguistique; on com-mente à perte d'haleine le vocabulaire et on recherche les éty-mologies; l'œuvre de Varron, particulièrement la partie conservée de son traité sur la langue latine (*De lingua latina*), est particulièrement édifiante à ce point de vue. On annexe sans scrupule à Rome, pour corser son histoire, les légendes et les cultes des anciennes villes du Latium, Lavinium, Albe, Tuscu-lum, d'autres encore. Enfin, on a l'histoire et les institutions grec-ques, riche mine où les annalistes puiseront largement pour com-ble les lacunes de la tradition nationale; Servius Tullius empruntera beaucoup à Solon, Spurius Cassius et Spurius Mae-lius devront aux souvenirs de la tyrannie grecque le plus clair de leur histoire.

Ce n'est pas tout encore; non seulement on invente, mais aussi on déforme. On projette nombre d'événements contem-porains dans le passé, qui se trouve ainsi façonné à l'image du présent. De là des anticipations, des répétitions de faits (gémi-nations ou triplications) caractéristiques. On dénature, ou du moins on altère, le sens de l'histoire, soit en modifiant à l'avant-age de l'orgueil national le récit des événements anciens: les traditions relatives à l'avènement des Tarquins, à la double prise de Rome par Porsenna et par les Gaulois en présentent un exemple caractéristique; soit en grossissant arbitrairement le rôle de Rome dans des cas où, loin de conduire l'histoire générale de l'Italie, elle n'a fait manifestement que la suivre,

telles la lutte contre l'hégémonie albaine et, à la fin de l'époque royale, la réaction antiétrusque du Latium.

Quelques précisions numériques jettent sur ce travail de construction historique un jour fort curieux. Les premiers annalistes, au témoignage de Denys d'Halicarnasse, traitaient d'une manière fort sommaire les premiers siècles de Rome, mais bientôt, avec les progrès de l'éducation littéraire et le goût nouveau de la rhétorique, le public romain réclama autre chose que ce sec abrégé des Fabius Pictor ou des Cincius Alimentus; il lui fallut de longs récits, des descriptions minutieuses, des tableaux à effet, de nombreux et brillants discours. Aussi les œuvres des annalistes ne tardèrent-elles pas à s'allonger démesurément. Cn. Gellius racontait le rapt des Sabines, un des premiers faits pourtant de l'histoire romaine, au second livre de ses *Annales* et le traité entre Romulus et Tatius au troisième. L'ensemble de l'ouvrage comptait plus de quatre-vingt-dix-sept livres et les *Annales* de Valerius Antias en auront plus de soixante-quinze. Le récit du passé se présentait donc d'autant plus riche et circonstancié que, chronologiquement, on s'en éloignait davantage, fait d'apparence paradoxale, en réalité fort logique quand on envisage les conditions précises dans lesquelles s'est élaborée l'histoire romaine primitive.

Deux remarques enfin d'importance capitale l'une et l'autre. La rédaction de l'histoire romaine primitive a duré fort longtemps; elle se poursuit pendant trois siècles et ne s'achève qu'au seuil même de l'Empire. Dans cette riche lignée d'annalistes, les derniers en date n'ont pas été les moins importants. L'annalistique récente, celle de la première moitié du dernier siècle de la République, incarnée surtout par les deux noms de Valerius Antias et Licinius Macer, exagère encore les défauts traditionnels du genre : diffusion du récit, tendances politiques, absence de critique, prétentions littéraires de goût douteux, falsifications impudentes. De ces annalistes, nous ne pouvons plus aujourd'hui parler que par ouï-dire, mais l'œuvre conservée de

Denys d'Halicarnasse, qui s'en est directement inspirée, permet de juger à la fois de l'idéal poursuivi et du résultat obtenu. Cette première remarque nous amène logiquement à une seconde. La conception de l'histoire, au sens moderne du mot, science désintéressée et objective, n'a jamais été, du moins sous la République, pleinement romaine; les Romains voyaient en elle avant tout une œuvre nationale, une école de civisme et un instrument de gouvernement. Aussi ce caractère général de l'historiographie romaine entraînait-il de sérieuses conséquences; les annalistes s'enferment dans l'histoire de Rome; les événements du reste de l'Italie, à plus forte raison les questions internationales, ne les intéressent guère que dans la mesure où ils se rattachent à cet objet particulier. Pour embellir et enrichir l'histoire de Rome, on emprunte sans scrupule aux autres peuples et on ne se gêne pas, le cas échéant, pour violer la vérité historique. Enfin, l'œuvre des annalistes reflète les luttes politiques contemporaines; le passé de Rome, tel qu'elle prétend l'évoquer, apparaît trop souvent chez elle comme une arme aux mains des partis, comme une tribune au service des politiciens.

Et maintenant le temps est venu de conclure. Toute enquête impartiale consacrée à l'histoire des premiers siècles de Rome aboutit nécessairement à une part, et à une part très large, de scepticisme. Tite-Live, le représentant le plus enthousiaste de la tradition romaine, se croyait lui-même obligé, dès sa préface, de libérer sa conscience d'historien (1):

« Quant à ces récits sur l'époque qui précéda la fondation de Rome, époque que nous connaissons plutôt par les légendes poétiques que par des monuments historiques incontestables, je ne veux ni les confirmer, ni les improuver. C'est un privilège de l'antiquité de mêler les choses divines et humaines, de rendre plus augustes les origines des villes par l'intervention des divinités. S'il est un peuple qui puisse diviniser ses origines et les rapporter à des dieux, telle est la gloire militaire du peuple romain que toutes les nations admettent aussi volontiers sa prétention de descendre de Mars par Romulus que sa domination.

(1) LIV., I, *Préf.*, 6-8.

Toutes ces légendes, de quelque œil qu'on les regarde, quelque jugement qu'on en porte, je ne les mettrai pas en discussion. »

Et ce n'est pas seulement cette période lointaine que vise la profession de foi du grand historien de Rome. L'obscurité des premiers siècles de l'histoire nationale reste pour lui, jusqu'aux dernières années du IV^e siècle avant Jésus-Christ (1), un deses thèmes favoris :

« J'ai exposé, écrit-il après avoir raconté l'invasion gauloise, en cinq livres l'histoire des Romains depuis la fondation de la ville de Rome jusqu'à la prise de la même ville, sous les rois d'abord, ensuite sous les consuls et les dictateurs, les décemvirs et les tribus consulaires, les guerres étrangères, les discussions domestiques, histoire obscure et par son extrême ancienneté, comme ces objets qu'on aperçoit à peine à cause de leur trop grand éloignement, et par l'insuffisance et la rareté à ces mêmes époques de l'écriture, seule gardienne fidèle du souvenir des actes du passé, enfin par la destruction presque entière dans l'incendie de la ville des commentaires des pontifes et des autres monuments publics et particuliers (2). » Plus loin, à propos des diverses traditions relatives au lac Curtius : « Je n'aurais pas épargné mes peines si quelque voie pouvait conduire à la vérité, mais il faut aujourd'hui s'en tenir à la tradition, puisque l'ancienneté du fait ne permet pas d'en constater l'authenticité (3). »

Ces textes, que l'on pourrait multiplier (4), sont pleinement caractéristiques et prouvent, entre parenthèses, que la fameuse crédulité, si couramment attribuée à Tite-Live, risque fort de n'avoir existé que dans l'imagination d'un certain nombre d'historiens modernes, infiniment plus crédules et plus férus de tradition que lui. N'oublions pas d'ailleurs, pour donner à de semblables déclarations l'importance qu'elles méritent, qu'à la fin de la République, la tradition avait acquis la valeur d'un dogme officiel et d'un credo national ; que n'y pas croire, c'était, aux yeux de l'opinion publique, attenter à la majesté de l'État et presque commettre un crime de lèse-patrie. Dans ces condi-

(1) Liv., VIII, 40, 4-5, à la date de 322.

(2) Liv., VI, 1, 1-3.

(3) Liv., VII, 6, 6.

(4) Remarquer par exemple le scepticisme, mêlé d'une pointe d'ironie, avec lequel Tite-Live (II, 10, 11-12) rappelle l'exploit d'Horatius Coclès ou parle du pseudo-combat naval de Fidènes, en 426 (IV, 34, 6-7).

tions, le scepticisme de Tite-Live représente un minimum au-dessous duquel il ne nous appartient pas, à nous modernes, de descendre. Ne soyons pas en l'occurrence plus royalistes que le roi, je veux dire plus Romains que Tite-Live. La vérité historique, on ne saurait trop le répéter, c'est qu'au moment où, devenue la plus grande puissance de l'Italie, Rome s'avisa d'écrire son histoire nationale, elle se rendit compte qu'elle l'avait désapprise et que les documents authentiques sauvés du naufrage ne suffisaient pas pour lui permettre de la reconstituer. Des éléments de reconstruction, on en possédait sans doute un certain nombre, soit dans l'historiographie grecque ou étrusque, soit à Rome même, dans la tradition écrite publique ou privée, mais ils restaient rares et par surcroît d'une authenticité souvent douteuse. La tradition orale avait également conservé, au prix de sérieuses altérations, le souvenir de quelques-uns des événements les plus importants du passé. Ces divers éléments, l'annalistique romaine nous les a transmis, mais en les noyant dans un amalgame confus et bariolé de légendes, de falsifications, de déformations ou d'erreurs. Le tableau de l'histoire primitive de Rome, tel que nous le présentent les écrivains de l'époque impériale, apparaît donc comme le résultat d'un long travail artificiel, synthèse collective où les grands corps de l'État, les diverses classes de la société, trois siècles de luttes politiques et six générations d'annalistes ont à la fois laissé leur empreinte.

Les faits existent, preuves aveuglantes contre lesquelles il serait vain et quelque peu naïf de s'insurger. Chronologie artificielle pour l'époque de la Royauté ou largement approximative pour le début de la période républicaine, données authentiques rares et fréquemment défigurées, manteau d'apparence historique, mais d'apparence seulement, pudiquement jeté sur les fantaisies de la légende ou la pauvreté du néant, voilà l'aspect sous lequel, en critique impartiale, il nous faut envisager l'histoire de Rome antérieurement à la catastrophe de 390.

Un canevas général dont les grandes lignes — les très grandes lignes — sont authentiques, d'accord ; mais d'histoire détaillée digne de foi, nous n'en avons pas et, autant qu'on peut humainement le conjecturer, nous n'en aurons jamais. Tout au moins, et ici nous reprenons pied sur un terrain plus solide, pourrions-nous, grâce au secours des sciences auxiliaires, multiplier, dans une mesure d'ailleurs toujours restreinte, le nombre des faits connus et des données historiquement acquises. L'étude des légendes et des institutions, l'histoire des religions, la linguistique, la toponymie, l'étruscologie et, pour les périodes les plus anciennes, l'anthropologie, ont chacune leur rôle à jouer en la matière, mais, au sein de cette œuvre de redressement nécessaire, la place d'honneur, sans conteste, revient à l'archéologie, préhistorique ou proto-historique d'une part, historique de l'autre. Sous le nom de Palethnologie, toute une science de la préhistoire s'est constituée en Italie, qui, depuis un demi-siècle, a fourni un énorme labeur et réuni un immense matériel ; les musées d'Italie — Musée préhistorique de Rome, musées de Turin, de Milan, de Vérone, de Parme, de Modène, de Bologne, d'Este, de Florence, d'Ancône, de Palerme, bien d'autres encore, — en abritent aujourd'hui les multiples collections. Parmi les nombreux représentants de cette brillante école palethnologique, citons — à tout seigneur tout honneur — L. Pigorini, l'un des fondateurs du *Bollettino di Paletnologia italiana* (1875), G. Chierici et G.-A. Colini (époques néolithique et surtout énéolithique), E. Brizio et G. Ghirardini (âge du fer et civilisation de Villanova), P. Orsi (Sicile pré- et proto-historique).

A Rome même, pour ne rien dire ici de l'Étrurie et du reste de la péninsule, l'archéologie, depuis vingt-cinq ans, a marché de victoire en victoire. La découverte de la nécropole de la Voie Sacrée en 1902-1903, les fouilles du Palatin en 1907 nous ont mis brutalement en présence d'une Rome préromuléenne jusque-là insoupçonnée ; les nécropoles protohistoriques du Qui-

rinal et de l'Esquilin explorées depuis 1877, l'exhumation de la pierre noire et du cippe archaïque du Forum en 1899 ont apporté d'heureuses précisions sur le synécisme des Tarquins; rappelons enfin la contribution que l'histoire primitive de l'écriture doit à une découverte comme celle du vase de Duenos sur le Quirinal. Le sol urbain scientifiquement interrogé nous réserve encore dans ce domaine plus d'une surprise; encore convient-il de relever les obstacles exceptionnels — remaniements successifs, présence d'édifices ultérieurs, impossibilité fréquente de pousser jusqu'aux strates les plus anciens — qu'oppose au pic de l'archéologue le sol d'une ville devenue une grande cité moderne et la capitale de l'Italie contemporaine. Ce sont là difficultés locales, particulières à Rome même, mais il reste la banlieue romaine, généralement vierge encore, dont la science des origines a le droit de beaucoup attendre. L'exploration des nécropoles albaines, la découverte de la fibule de Préneste, l'exhumation sensationnelle des statues de Véies, en 1916, qui a jeté un jour si éclatant sur la civilisation et l'art étrusques des ^{vi}^e et ^v^e siècles avant Jésus-Christ, les trouvailles du Monte Mario en 1921 montrent qu'il ne s'agit pas d'espérances hypothétiques, mais de possibilités raisonnées en pleine voie de réalisation. L'archéologie, sans doute, ne saurait à elle seule remplacer la tradition historique défaillante; mais, si les données doivent en rester nécessairement fragmentaires, du moins le problème des origines de Rome se trouve-t-il désormais placé sur un terrain solide et une base indiscutable. Nous savons peu sans doute, mais nous commençons à le savoir bien. Progrès immense sous son apparence modeste, espoirs plus larges encore.

Indigente avant le début de la République, fort pauvre encore au ^v^e siècle avant Jésus-Christ, l'histoire de Rome commence à s'éclairer avec l'invasion gauloise. Au ^{iv}^e siècle, le terrain est déjà plus sûr. Par la formation de l'unité italienne, Rome entre dans le cycle des grandes puissances méditerranéennes;

l'historiographie grecque d'Italie et de Sicile consacre de plus en plus son attention aux faits et gestes de la grande parvenue du Latium. Mais, si les lignes maîtresses se précisent, les falsifications, les déformations, les erreurs abondent encore. Les guerres du Samnium et de Pyrrhus tiennent à beaucoup d'égards du roman historique et, au cœur même de la première guerre punique, des épisodes légendaires, comme celui de Régulus, verront encore le jour. C'est seulement avec la seconde guerre punique que les témoignages contemporains se multiplient, que nous entrons en pleine période historique et que dans un afflux de lumière se clôt enfin, pour reprendre l'expression significative de Beaufort, la longue « incertitude » des premiers siècles de Rome.

LIVRE I

PEUPLES ET CITÉS DE L'ITALIE PRIMITIVE

CHAPITRE PREMIER

ORIGINES ET INVASIONS

I

LES PREMIÈRES CIVILISATIONS.

Outre un nombre respectable d'autres méfaits, l'annalistique romaine porte la responsabilité directe de deux idées fausses, qu'elle a lancées dans le domaine de l'histoire ancienne et que

BIBLIOGRAPHIE. — En raison de la complexité du sujet et de la multiplicité des questions, la bibliographie doit être présentée séparément pour chacun des paragraphes de ce chapitre.

Ouvrages et articles principaux. — a) *Age de la pierre* : périodes paléolithique et néolithique (y compris la sous-période énéolithique), **XIII**, 1-156; **XXIII**, 21-296; **XVI**, I, 29-54; 191-197; 560-574; 613-632 (B. pl. 1-4; 36; 114-117; 128-129); L. PIGORINI, dans **XLII**, 1893, 162-168; B.-P. COLINI, *id.*, 1906, 117, 181; 1907, 100 sq.; 193 sq.; G. CHIERICI, *id.*, 1884, 133-164; 1885, 138 sq. — b) *Age du bronze* : **XVI**, I, 29-230, 575-602 (B. pl. 1-42, 118-123); **XIII**, 143-228; **XXIII**, 296-491; L. PIGORINI, dans **LVIII**, VIII, 1882-1883, 265-318; *id.*, dans **LXIII**, I, 1892 121-154; *id.*, dans **LVIII**, I, 1876, I, 1876-1877, 295 sq.; A. MOSO, dans **LXIII**, XVIII, 1907, 573-690; Q. QUAGLIATI, dans **LXV**, 1900, 345-353; 411-464; Q. QUAGLIATI et D. RIDOLA, dans **LXIII**, XVI, 1906, 5-166; **CLXXV**. — c) *Age du fer* : **XVI**, 251-308; 333-458; 653-690; 695-730; 783 sq. (B. pl. 46-59; 66-99; 135-141; 143-150; 167 sq.; 254-258; **XIII**, 287-340; T.-E. PEET, dans **LXX**, 1910², 378-400; L. JOULIN, dans **LXX**, 1914¹, 67-73; **CXL**, 33-87, 127-159; 179-311. — d) *Civilisation étrusque* : **XVI**, 779-1024 (B. pl. 166-253; 259-354; 375-383); O. MONTELIUS, *Preclassical chronology in Greece and Italy*, dans **LII**, 1897, 261 sq. et **CLXXXVII**; **CLXXII**; **CXXIX**; **CXXV**; **CXL**, 88-126; 179-311; 312-458; **CCXXXIV**; **CCXVI**;

la science moderne n'a pas encore réussi à éliminer pleinement. La première est que nous possédons d'une manière [authentique et détaillée l'histoire primitive de Rome; un coup d'œil sur les premiers livres de Tite-Live, ou mieux encore de Denys d'Halicarnasse, suffit à mettre en lumière cette prétention quelque peu aventurée; la seconde, que Rome a joué, presque dès ses débuts, un rôle prépondérant dans le Latium et a pris de très bonne heure en Italie figure de puissance dirigeante. Ces deux conceptions simplistes, aussi erronées l'une que l'autre, ont eu pour effet de fausser entièrement l'histoire de l'Italie primitive et il importe, dès le principe, de les reléguer toutes deux dans le domaine des erreurs d'où elles n'auraient jamais dû sortir. En réalité, les premiers siècles de Rome sont fort peu connus; nous l'avons dit plus haut et nous aurons chemin faisant mainte occasion d'y revenir.

D'autre part, Rome n'a conquis que fort lentement sa place au grand soleil de l'histoire. La paethnologie italienne, et c'est un de ses mérites capitaux, réagissant contre le nationalisme impénitent de la tradition annalistique, a mis pleinement cette vérité au jour. Point de départ rituel pour les annalistes, l'apparition de Rome dans une Italie déjà bien vieille, aux races superposées et aux influences civilisatrices entremêlées, se révèle aujourd'hui à nous comme un aboutissement, on pourrait presque dire, avec une pointe de paradoxe, comme une conclusion. Jusqu'à la fin du IV^e siècle avant Jésus-Christ, ce n'est pas elle qui dirige les destinées de l'Italie, mais, au contraire, ce sont les grands faits de l'évolution italique — conquête étrusque, poussée sabellique, invasion gauloise — qui expliquent et, pour ainsi dire, conditionnent l'histoire romaine primitive. Rome, pendant cette longue période, tient

G. KÖRTE, dans **XXII**, s. v. *Etrusker*, 730-770, et, pour les dernières fouilles de Marsigliana d'Albegna et de Populonia, les deux ouvrages de A. MINTO, **CLXXXI** et **CLXXXII**. — e) *Civilisation grecque*: **CLIX**, 265-271; **CCXVIII**, 57-118; **CXXXV**.

sa place, une place bien modeste, dans l'histoire générale de l'Italie jusqu'au jour où la formation de la première unité italienne à son profit intervertira les rôles et remettra aux mains de la cité du Tibre les destinées de la péninsule tout entière. Il a fallu deux siècles de luttes acharnées pour que Rome devînt le centre politique de l'Italie. En l'oubliant trop, l'annalistique romaine commet une énorme faute de perspective, qu'il convient, non seulement de lui laisser pour compte, mais encore, tâche particulièrement délicate, de redresser et de réparer.

L'histoire de l'Italie ancienne n'a commencé à être écrite qu'avec la colonisation grecque et l'introduction de l'alphabet qui en a été la conséquence. Lors de leur arrivée, les Grecs ont recueilli et transmis un certain nombre de traditions orales concernant le passé de l'Italie ; encore faut-il se défier des élucubrations artificielles, d'origine plus ou moins tardive, dont l'historiographie de l'âge classique a enrichi ce noyau primitif. Les monuments de la préhistoire et les données de l'archéologie, d'autre part, fournissent de précieuses indications — parce qu'elles sont contemporaines et sûres — relativement aux origines lointaines et au développement graduel de la civilisation italique. Ajoutons l'étude ethnique des peuples que nous trouvons installés sur le sol italien au début de l'époque historique, celle de leurs langues diverses, dans la mesure, modeste encore, où elles ont livré leur secret, autant d'éléments multiples et complexes qui permettent, sinon de préciser en détail, du moins de fixer dans leurs lignes essentielles le peuplement de l'Italie primitive et les premières étapes de sa civilisation.

En Italie, comme dans le reste de l'Europe, l'histoire, ou plus exactement, la préhistoire de l'homme s'ouvre par la période paléolithique. Les traces de sa présence et de son activité qu'il a laissées dans les diverses régions de la péninsule, particulièrement pour les époques acheuléenne et moustérienne, en fournissent la preuve décisive (1). Une énumération complète

(1) **XIII**, 1-21 ; **XXIII**, 21-35.

serait aussi fastidieuse qu'inutile. Bornons-nous à signaler les grandes stations paléolithiques et les centres principaux de trouvailles : en Ligurie, les cavernes ligures, explorées depuis 1850, notamment celles des Balzi rossi et delle Fate ; dans la vallée du Pô, les stations de Rivoli et Breonio (Préalpes véronaises) et de Traversetolo (province de Parme) ; en Émilie, celle de Goccianello (près d'Imola) ; en Ombrie, celles de S. Egidio, Busco et Petrignano ; dans les Abruzzes, celle de la Maiella (province de Chieti) ; au mont Gargano, dans les îles Lipari ; enfin en Sicile (provinces de Palerme et de Trapani) (1). Époque de civilisation ultra-rudimentaire où l'homme, nomade encore, dispute à l'animal sa pâture et son gîte. La chasse, la pêche, la cueillette des fruits naturels subviennent à sa vie journalière. Il habite souvent des cavernes, telles les cavernes ligures ou siciliennes, mais probablement déjà, il sait se construire des huttes rudimentaires. Il taille la pierre qui lui fournit les deux éléments décisifs de sa prééminence, l'arme (coups de poing, pointes de flèches, lances, stylets) et l'outil (alènes, ciseaux). Il travaille la corne, l'os, sans doute aussi, quoique tout vestige en ait naturellement disparu, le bois et le cuir. Si ses vêtements sont fort sommaires (fourrures et cuir), il possède déjà le sens et le goût de la parure sous forme de coquillages et de dents d'animaux, disposés en pendants d'oreille ou enfilés en colliers. Ses notions de vie sociale ne dépassent sans doute point encore le cadre étroit de la famille. Le rite funéraire est celui de l'inhumation, sans qu'il s'y lie, probablement, d'idées religieuses précises (2). Retenons surtout les immenses lacunes de cette civilisation naissante ; l'agriculture, la domestication des animaux, la poterie même la plus grossière, restent encore choses inconnues. Tel est le tableau d'ensemble que présente en Italie, comme dans les autres contrées de l'Europe, le plus

(1) Pour la préhistoire et la protohistoire du Latium, voir plus loin, chapitre III, pp. 83-87.

(2) XIII, 20 ; XXIII, 165.

ancien et le plus long des divers âges de l'humanité.

Bon nombre de millénaires ont passé. A la période paléolithique succède la période néolithique ; à la pierre taillée, la pierre polie (1). Cette seconde époque de la préhistoire italique a laissé sur le sol de la péninsule de nombreux et abondants vestiges ; en Piémont, la grande station d'Alba (province de Cuneo) ; en Ligurie, outre les cavernes déjà mentionnées des Balzi Rossi, celles de la Pollera et des Arene Candide ; dans la vallée du Pô, les multiples trouvailles des provinces de Plaisance, Crémone, Brescia, Mantoue ; en Toscane (cavernes des Alpes Apuanes), en Ombrie, en Picenum (grottes de Salomone et de Sant'Angelo), dans la vallée de la Vibrata, dans l'île de Pianosa (grottes naturelles et artificielles), en Basilicate (Matera), en Apulie (Molfetta) et en Sicile [*id.*, notamment cavernes de Puleri et Gerace, Villafrati (province de Palerme), La Seggia, la Scorosa, Molinari, Due Paperi, Stentinello (province de Syracuse)]. A une civilisation déjà évoluée répondent des trouvailles plus complexes et de nature plus variée : habitations des cavernes, ateliers du silex, par exemple près d'Imola à Chianti en Toscane, à l'île d'Elbe, fonds de cabanes nombreux dans la vallée de la Vibrata (Picenum), armes (pointes de flèches et de lances, poignards, pierres polies pour frondes), outils (haches, marteaux, scies, alènes, engins de pêche). La vie de l'homme s'est enrichie et de nouveaux domaines s'ouvrent à son activité. Le néolithique n'est plus seulement, comme ses ancêtres de l'époque précédente, chasseur et pêcheur ; il a domestiqué les animaux et pratique l'élevage. Parfois encore il continue à habiter les cavernes, mais l'usage de la cabane tend à se généraliser. Les vestiges de la vallée de la Vibrata nous la montrent sous forme de hutte ronde ou ovale, profondément enfoncée dans le sol, creusée en son centre d'un trou pour le foyer, un type qui restera classique dans

(1) XIII, 3-68; XXIII, 36-184.

l'Italie ancienne et dont la cabane de la campagne romaine apparaît aujourd'hui encore comme la lointaine survivance. L'outillage de l'époque paléolithique s'est perfectionné et l'introduction du polissage l'a doté d'une efficacité jusque-là inconnue ; l'homme dispose désormais de tout un jeu d'armes de choc (haches, lances, stylets, couteaux, poignards) ou de jet (pierres pour frondes, pointes de flèches, javelots) et d'outils (haches, pics, cognées, tranchets, scies, pelles, grattoirs) et, invention de portée pratique immense, aiguilles à coudre percées de trous. L'industrie se développe et s'enrichit de branches nouvelles ; le néolithique sait coudre des vêtements ; l'argile a livré son secret et la céramique, sous forme de poterie sombre ou noire, déjà soulignée de quelques ornements en zigzag, prélude modestement à son brillant avenir. L'inhumation reste la règle ; les cavernes sont fréquemment aménagées en tombes, telles celles de la Pollera en Ligurie, mais souvent aussi des fosses sont creusées en terre libre (exemples : à Collecchio, province de Parme ; Alatri, province de Rome ; Corona de' Coppa, province de Campobasso ; Cavone, province de Caserte ; Tarente) (1) ; l'homme pratique des rites définis pour l'inhumation du mort ; le squelette prend place dans la fosse en position repliée et accompagné d'un mobilier funéraire dont armes, objets de toilette et vases constituent les éléments essentiels. Enfin la vie sociale s'est considérablement élargie ; les hommes vivent groupés en villages ; une grande cabane centrale entourée d'autres plus petites, selon le schéma que nous ont conservé de l'habitat néolithique les fonds de cabanes si caractéristiques d'Alba en Piémont et de la vallée de la Vibrata. Déjà l'Orient préhellénique commence à exercer son influence civilisatrice ; la Sicile, en raison de sa situation géographique privilégiée, au point de contact des deux bassins méditerranéens, inaugure, dès l'âge néolithique, la période sicane d'Orsi, ce

(1) **XXIII**, 36-37 ; 88-111 ; 113-122.

rôle de médiatrice qui s'affirmera plus encore dans la période suivante, témoin la céramique où se révèle incontestable l'influence de l'art préminoen de la Crète (1).

La fin de cette époque néolithique, si féconde déjà en résultats dans tous les domaines, se caractérise par un progrès d'importance capitale : l'apparition du métal. sous la double forme, tout d'abord, de l'or et du cuivre. Les restes de cette période dite énéolithique (2), qui n'est en réalité qu'une subdivision de l'époque néolithique, se rencontrent épars dans l'Italie entière : vallée du Pô (notamment nécropole de Remedello di Sotto, dans la province de Brescia), Lombardie (palafittes lacustres des lacs Majeur, de Varese, de Côme et d'Iseo), Toscane (grotta di Castello au nord de Pise, Buca delle Fate près de Livourne, Monte Bradoni, non loin de Volterra), Ombrie (Poggio Aquilone), Sicile (particulièrement la caverne de San Lazzaro et le cimetière de Castelluccio dans la province de Syracuse). Comment s'est opérée cette première introduction du métal en Italie ? Par immigration d'un peuple de civilisation supérieure ? Peut-être ; peut-être, sans bouleversement ethnique, par simple infiltration commerciale ; peut-être, enfin, hypothèse la plus vraisemblable, des deux manières. Le cuivre, connu en Égypte dès le cinquième millénaire, à Chypre dès le début du quatrième, était donc depuis fort longtemps d'usage courant en Orient. Le rôle décisif, en l'occurrence, a sans doute été joué par la Sicile, dont nous avons, déjà dans la période néolithique pure, signalé es premières relations avec la Crète préminoenne. Cette solution n'exclut nullement qu'un second courant, continental celui-là et venu de l'Europe centrale, ait simultanément introduit le nouveau métal dans l'Italie du Nord (3). Toujours est-il, fait incontestable, que l'Italie commence à connaître le cuivre dans la seconde moitié du

(1) **XXIII**, 138-143 ; **CXXXIX**, 254-259.

(2) **XXII**, 69-142 ; **XXIII**, 185-296.

(3) Sur les diverses routes du cuivre, **XXIII**, 278-288.

troisième millénaire avant Jésus-Christ. Une invention, quelle qu'en soit l'importance, n'a jamais pour effet de transformer instantanément, et comme d'un coup de baguette, la civilisation préexistante ; l'Italie néolithique n'a pas échappé à cette loi générale. Qu'il s'agisse de cuivre ou d'or, le métal, tout d'abord rare et simple article d'importation, reste longtemps un objet de luxe, de parure ou de toilette ; puis l'homme en découvre la souplesse et la malléabilité, avantages pratiques, au double point de vue de l'armement et de l'outillage, que la pierre ne connaissait pas ; il s'en sert pour fabriquer des haches et des poignards ; la découverte et l'exploitation croissante des gisements cuprifères locaux lui donnent les moyens d'intensifier la fabrication dans ce sens. Mais, en dépit de ces progrès, la pierre conserve longtemps encore sa prééminence traditionnelle ; dans la nécropole énéolithique de Remedello di Sotto, comme dans les grottes artificielles de Sicile, haches, pointes de flèches, poignards de pierre restent la règle, tandis que les armes de métal constituent encore l'exception.

A ce premier trait caractéristique de l'époque énéolithique, l'apparition du métal, s'en ajoute un second, de conséquences non moins fécondes, l'introduction de l'agriculture. L'homme, aux temps paléolithiques, avait été essentiellement chasseur et pêcheur ; à l'époque néolithique, il avait pratiqué l'élevage ; chasseur, pêcheur, pasteur, l'homme énéolithique le reste comme ses aïeux — *natura non facit saltus*, — mais, révolution de portée incalculable : la terre a révélé sa nature nourricière. L'agriculture est née ; l'énéolithique d'Italie sait cultiver le blé et fabriquer le pain. A l'âge des chasseurs succède l'ère des cultivateurs. Hôte, jusque-là, plutôt que maître de la péninsule, l'homme d'Italie va prendre pleinement possession de sa terre et en aborder l'exploitation systématique. En Toscane, dans le Latium, en Campanie, le long des plages de la mer Ionienne et de l'Adriatique, les marécages s'assèchent et, sous la hache de métal, la forêt recule. Précurseurs des Étrusques,

des Grecs et des Romains, les énéolithiques ont été les premiers défricheurs de l'Italie ancienne. Troisième trait, enfin, non moins important que les deux précédents. L'influence créto-orientale, déjà sensible en Sicile à l'âge néolithique, s'accroît pendant la période énéolithique, — première période sicule d'Orsi, — qui correspond à l'époque égéenne du minoen primitif. La céramique sicilienne, au triple point de vue de la coloration, de la forme et de l'ornementation, en révèle nettement l'action (1). Apparition du métal, introduction de l'agriculture, rôle croissant de l'Orient sont les éléments fondamentaux qui caractérisent la période énéolithique en Italie, résultats pleinement acquis dans les premiers siècles du second millénaire.

Au cours du même millénaire, approximativement vers 1800-1600 avant Jésus-Christ, l'Italie entre dans le second âge du métal, celui du bronze (2). Né d'une découverte technique — l'alliage du cuivre et de l'étain, — plus résistant que le cuivre, le bronze apparaît simultanément, à cette époque, aux deux extrémités du monde italique: en Sicile — seconde période sicule d'Orsi — sous forme d'ornements (plaques ouvragées) ou d'instruments de luxe (couteaux, particulièrement en forme de feuilles d'olivier); au nord, dans les vallées du Pô et de l'Adige, c'est la civilisation des terramares et des palafittes vénitiennes, étape capitale et moment décisif dans l'évolution civilisatrice de l'Italie primitive. Les terramares (3), anciens villages sur pilotis, bâtis non sur des lacs, comme les palafittes de Lombardie et de Vénétie, mais sur la terre ferme, se rencontrent à la fois sur les deux rives du Pô, en aval de Plaisance sur la rive droite, de Crémone sur la rive gauche, et jusqu'à la ligne du Panaro, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Bologne, mais elles sont surtout nombreuses en Émilie, notam-

(1) **XXIII**, 284-288.

(2) **XIII**, 143-228; **XXIII**, 236-491; **XVI**, 29-230 (B. pl. 1-42).

(3) **XIII**, 156-215; **XXIII**, 331-371.

ment dans les provinces de Parme, de Reggio et de Modène. L'étude d'ensemble en a débuté dès 1860, mais deux d'entre elles, les terramares de Castione dei Marchesi et de Castellazzo di Fontanellato, toutes deux dans la province de Parme, ont fait l'objet de monographies particulièrement typiques et détaillées; une série de découvertes plus récentes en ont confirmé et complété les résultats.

L'idée du village sur pilotis devait naître naturellement dans une région et à une époque où les cours d'eau de la vallée du Pô, venus des Alpes ou de l'Apennin, n'avaient encore été ni endigués, ni rectifiés, et où le danger constant de l'inondation hantait, obsession permanente, la vie des habitants du pays.

Une plate-forme de bois, portée sur pilotis et recouverte d'une couche d'argile ou de gravier, formait le sol artificiel de l'agglomération; plus ou moins étendue, selon le nombre des humains qui devaient y trouver place, elle affectait en règle générale la forme d'un trapèze à orientation constante; deux rues perpendiculaires, l'une nord-sud, l'autre est-ouest, prototypes lointains du *cardo* et du *decumanus* classiques latins, s'y coupaient à angle droit. D'autres rues secondaires reliaient ces deux grandes artères, déterminant par leur intersection une série d'îlots entre lesquels se répartissaient les habitations, modestes huttes de forme circulaire, construites en paille, en branchages ou en torchis. L'ensemble de l'agglomération était entouré d'un rempart de terre, précédé lui-même d'un fossé périphérique rempli d'eau. Les rebuts de toute nature jetés par les habitants ou accidentellement tombés entre les pilotis, ont fini par constituer des monticules de trois à quatre mètres de haut, document de premier ordre pour l'étude des terramariques et la connaissance de leur civilisation.

Les habitants des terramares, population nombreuse et florissante, à en juger par les vestiges qu'ils ont laissés de leur présence, représentent un état de civilisation beaucoup plus

développé que celui de la période néolithique (1). Chasseurs et pêcheurs comme leurs prédécesseurs italiques, ils sont avant tout un peuple d'agriculteurs. Dans les clairières de la vaste forêt padane largement défri-chée, ils prati-quent les cultures alimentaires (blé, fèves, vignes, ar-bres fruitiers) ou industrielles (lin) et l'élevage (bœufs, porcs, brebis, animaux de basse-cour). Ils ont une indus-trie textile (tissa-ges des vêtements et tressage de la corde), une in-dustrie du bois (manches de ha-ches, paniers en branches de sau-les, pelles, alènes, ciseaux, polis-soirs, plats, cu-vettes, cuillers, bâtons droits et recourbés, arcs), une industrie de l'os et de la corne (aiguilles, alènes, marteaux, ciseaux, peignes, épingles à cheveux, fusaïoles), une industrie de l'argile (poterie non cuite ou cuite à feu libre, caractérisée surtout par la présence de l'anse lunulée en forme de croissant) et de la

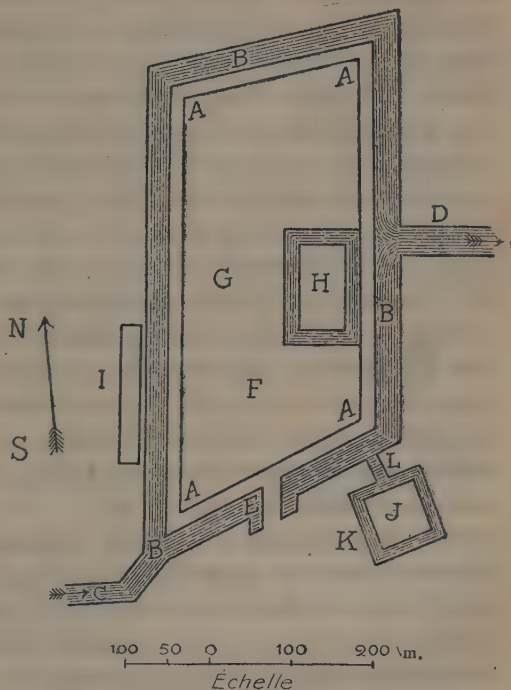


Fig. 1. — La Terramare de Castellazzo di Fontanellato.

A. Enceinte; B. Fossé; C. Canal d'adduction; D. Canal d'émission; E. Pont; F. G. Rues et habitations; H. Terrasse; I. J. Nécropoles; K. Fossé; L. Pont.

bâtons droits et recourbés, arcs), une industrie de l'os et de la corne (aiguilles, alènes, marteaux, ciseaux, peignes, épingles à cheveux, fusaïoles), une industrie de l'argile (poterie non cuite ou cuite à feu libre, caractérisée surtout par la présence de l'anse lunulée en forme de croissant) et de la

(1) **XIII**, 167-199; **XXIII**, 343-371.

décoration (lignes, sillons, mamelons) ; enfin, trait caractéristique de cette civilisation nouvelle, une industrie du bronze. Le bronze est employé en armes (haches, poignards, couteaux, lames, pointes de flèches, épées), en outils (rasoirs, faucilles, alènes, pincettes, épingles à cheveux, peignes), enfin en ornements (petites roues, pendeloques, fibules en arc de violon) ; le métal est fondu dans des moules et la technique en reste encore rudimentaire. Les morts ont leurs terramares analogues à celles des vivants, sous forme de nécropoles isolées — il y en a deux, par exemple, à Castellazzo, auxquelles un pont donne accès. Le rite funéraire est celui de l'incinération, qui semble avoir fait son apparition en Italie, dès l'époque énéolithique, dans les palafittes lombardes, et qui apparaît générale dans la civilisation des terramares ; on brûle les cadavres et les cendres sont déposées dans des urnes ou ossuaires d'argile. La civilisation n'a pas encore atteint le stade social de la cité, que la péninsule attendra de longs siècles encore, mais le cadre étroit de la famille primitive s'est élargi ; le peuple des terramares connaît déjà la vie de clan.

A la même époque se rapporte le groupe le plus récent des palafittes italiennes septentrionales (1), celles des lacs vénitiens — lacs de Garde, de Fimon et d'Arqua, — dont la plus connue et la mieux étudiée est celle de Peschiera sur la rive méridionale du lac de Garde. La civilisation, dans son ensemble, y revêt des caractères très voisins de celle des terramares, mais s'il y a analogie, il n'y a pas identité. Terramares padanes et palafittes vénitiennes constituent deux groupes contemporains, proches parents, sans doute, mais qu'en raison de leurs particularités respectives, on ne saurait confondre sans arbitraire. Dans le reste de la péninsule, la civilisation du bronze se trouve également représentée par de nombreuses trouvailles : citons seulement, pour nous borner aux princi-

(1) **XIII**, 193-207 ; **XXIII**, 296-330 ; **XVI**, 55-80 (B. pl. 5-10).

pales, celles de Chiavichetto, Castellaccio, Fiastri, Romei, De Morta, Bologne, Prevosta, Bertarina, Toscanella, en Émilie orientale ; Le Conelle, Offida, dans les Marches ; Battifolle et Montemerano, en Toscane ; Nicolucci, Pertosa, Zachito, en Campanie ; Felci dans l'île de Capri ; Matera et Timmari, en Basilicate ; Tarente, où l'on a découvert, isolée au fond de l'Italie, une terramare de type septentrional, et les découvertes de Sicile, où se déroule alors la seconde période sicule d'Orsi. La population, règle générale, vit groupée en villages ; signalons, entre autres, ceux de Chiavichetto, Castellaccio, Le Conelle, Offida, et, en Sicile, de Caldare et de Cannatello (1). Par opposition aux terramares et aux palafittes, qui incinèrent leurs morts, l'homme de l'âge du bronze, dans le reste de l'Italie et en Sicile, reste fidèle au système traditionnel de l'inhumation. La terramare de Tarente et la nécropole à crémation de Timmari constituent à cet égard deux exceptions d'un intérêt historique capital.

Deux âges du métal, l'âge du cuivre (v. 2000—v. 1800-1600 av. J.-C.), l'âge du bronze (depuis 1800-1600 environ), s'étaient succédé en Italie. Vers la fin du second millénaire (2), un nouveau métal, le futur roi des temps historiques, le fer, fait son apparition et se répand très vite jusqu'aux extrémités de la péninsule. Avec l'introduction du fer, c'est un âge nouveau qui commence : la préhistoire fait place à la protohistoire. On a distingué en Italie pour le premier âge de fer un certain nombre de groupes régionaux spécifique-

(1) Sur les fouilles particulièrement importantes de A. Mosso à Caldare et à Cannatello, **LXIII**, XVIII, 573-690 ; **XXIII**, 450-453.

(2) Conformément à son système général de chronologie longue, O. MONTELIUS (**CLXXXVII**) place vers 1100 avant Jésus-Christ les débuts de l'âge de fer ; J. DÉCHELETTE (**CXX**, II, 534 sq. ; *id.*, dans **LXX**, 1913, 28) descend jusque vers l'an 1000 ; A. GRENIER, qui dans **CLX**, 12, abaissait cette date jusqu'au VIII^e siècle, se prononce maintenant, à la suite de la découverte ultérieure de la nécropole « fuori porta San Vitale » à Bologne (**LXX** 1914¹, 321-331), pour le IX^e et même le X^e siècle (*id.*, p. 326). La date de J. DÉCHELETTE reste la plus acceptable.

ment caractérisés : groupe de Golasecca, au sud des lacs Majeur et de Côme; groupe atestin en Vénétie avec pour centre la région d'Este; groupe de Villanova autour de Bologne (1); groupe toscan (Vetulonia, Corneto, Bisenzio); groupe latial; groupe de Novilara, sur le versant adriatique de l'Apennin de Pesaro au Sangro; groupe campanien (Cumes, Suessula, tombes de la vallée du Sarno); groupe sud-italien (Torre Mordillo, Crichi, Locres) (2); groupe sicilien — troisième période sicule d'Orsi (cimetière de Finocchito). La nécropole de Villanova, à 8 kilomètres de Bologne, présente le type le plus complet de cette civilisation, encore qu'il soit abusif d'en étendre le vocable à l'Italie entière, voire même à l'ensemble de l'Italie du Nord. Les restes d'habitations et surtout les tombes avec leur abondant matériel constituent pour nous les vestiges les plus importants de cette période. Les tombes affectent la forme de puits et le rite funéraire reste, comme dans la civilisation des terramares, celui de l'incinération; les cendres sont déposées dans un ossuaire en forme de deux troncs de cône accolés par la base — le vase bitronconique, — caractéristique de l'âge de Villanova, et surmonté d'un couvercle. Mêlés aux cendres se retrouvent quelques débris d'ornements (fibules, épingles, colliers, bracelets), provenant de la toilette funéraire brûlée avec le cadavre. En outre, le vase cinéraire contient le mobilier funéraire, vaisselle du mort (écuelles, plats, tasses à boire, petits récipients pourvus ou non d'anses), avec le viatique dont il ne saurait se passer dans sa vie d'outre-tombe. La décoration courante est géométrique et consiste en dessins au trait, lignes droites associées parfois à de petits cercles concentriques, surtout méandres et croix gammées. La civilisation de Villanova apparaît enfin comme une époque

(1) Pour Bologne et la région bolonaise, l'ouvrage fondamental est celui de A. GRENIER, **CXL**. Découverte ultérieure de la nécropole « fuori porta San Vitale »; G. GHIRARDINI, Note à la R. Accademia delle Scienze dell'Istituto di Bologna, 26 juin 1913, et A. GRENIER, dans **LXX**, 1914, 320-331.

(2) Cf. pour les fouilles de P. Orsi à Locres, plus loin, p. 79, n. 1.

d'industrie métallique très brillante. Le métal d'usage le plus commun reste le bronze, qui continue à fournir la plupart des armes (haches, poignards), des outils (rasoirs, couteaux, mors, pièces de harnachement pour chevaux) et des objets de toilette (bracelets, pendeloques, épingles, fibules). Le fer a fait son apparition, mais l'homme ne se familiarise que lentement avec son emploi, au cours des trois périodes — Benacci I, Benacci II, Arnoaldi — entre lesquelles se subdivise l'époque villanovienne. Métal rare et précieux comme autrefois le cuivre et le bronze, — il ne deviendra abondant et par suite d'usage commun qu'à partir du ^{vi}^e siècle, — le fer est tout d'abord réservé à la parure; on en fait de menus objets de luxe et de petites fibules. Puis, à la suite de la découverte des gisements miniers de l'Étrurie continentale et insulaire (île d'Elbe), l'emploi s'en généralise; on l'utilise pour la fabrication des armes, outils et pièces de harnachement; à cet égard, la substitution du métal nouveau au bronze reste graduelle, sans devenir, au cours du premier âge de fer, jamais complète. Signalons enfin, vers la fin de la période, un renouveau d'influences orientales, chypriotes d'abord, puis phéniciennes et grecques d'Europe, qui se traduira, notamment dès le ^{viii}^e siècle, par la diffusion à travers la péninsule de la céramique de style italo-géométrique.

En Vénétie, d'autre part, du delta du Pô à l'Istrie, se développe une civilisation particulière. Ces deux civilisations villanovienne et vénète sont d'époque contemporaine et présentent, au moins à leurs débuts (première période Benacci), un certain nombre de points communs; mais, dès la seconde période Benacci, les particularités s'affirment et les divergences s'accusent. Si le rite funéraire se maintient dans les deux domaines le même, celui de l'incinération, l'ossuaire villanovien fait place dans les nécropoles vénètes à la situle de bronze décorée d'ornements géométriques ou d'animaux en série. C'est dans la région d'Este que cette civilisation ■ eu son

centre et atteint son plein développement (1). — Une dernière remarque : en matière de rites funéraires, l'Italie du premier âge du fer ne connaît pas plus l'unité que l'Italie du bronze. Les cinq groupes septentrionaux — Golasecca, Atestin, Villanova, Toscan, Latial, — pratiquent la crémation ; les quatre groupes méridionaux — Novilara, Campanien, Sud-Italien, Sicilien, — au contraire, l'inhumation. Survivances ? Influences étrangères ? Probablement l'un et l'autre.

La longue préhistoire italique se clôt enfin par l'apparition sur le sol de la péninsule de deux formes de civilisation très supérieures à celles qui les ont précédées, la civilisation étrusque et la civilisation hellénique, qui l'une et l'autre n'atteindront leur apogée qu'à l'époque historique, mais, par leurs origines et leurs premières manifestations, se rattachent encore à la période primitive. La grande civilisation étrusque (2), sous l'influence, en particulier, des colonies grecques du sud, commence avec le VIII^e siècle ; les deux éléments caractéristiques en sont pour cette première phase les murailles urbaines et les tombeaux à chambres. Les murailles urbaines (3) de pierre ont laissé de nombreux vestiges en Étrurie : Pyrgi, Cosa, Saturnia, Populonia, Volaterrae, Rusellae, Faesulae, Volsinies, Clusium, Arretium, Cortone, Faléries présentent les principaux spécimens du genre. Mais si, au point de vue architectural, toutes relèvent d'un seul et même principe, les modalités d'exécution et les particularités de technique apparaissent multiples : appareil polygonal avec adjonction de petites pierres comblant les intervalles (Pyrgi, Cosa, Populonia) ; appareil à blocs quadrangulaires de dimensions différentes (Populonia) ; appareil quadrangulaire régulier (Volaterrae, Rusellae) ; *opus quadratum* aux assises alternati-

(1) **XVI**, 273-308 (B. pl. 50-59¹, et, pour la bibliographie, 279-282 ; **CXL**, 183.

(2) Voir plus haut, pp. 31-32.

(3) **XIII**, 373-385 ; G. KÖRTE, dans **XXII**, s. v. *Etrusker*, 749-750.

vement disposées dans le sens de la longueur et de la largeur (Faesulae, Volsinies, Clusium, Arretium, Cortone, Faléries). Ces divers types de construction n'appartiennent pas à la même époque et ils ont donné lieu à des essais de classement chronologique dont tous les éléments sont loin de présenter encore une certitude absolue. Les plus anciennes parmi ces enceintes remontent, selon toute vraisemblance, à la fin du VIII^e ou au début du VII^e siècle avant Jésus-Christ; les autres, les plus nombreuses, datent d'une période sensiblement postérieure (VI^e siècle au plus tôt). Même variété de structure dans les tombeaux à chambres (1). La plus ancienne (2) de ces tombes, celle du Guerriere (Corneto), semble dater au plus tard de la fin du VIII^e siècle; la tombe Regulini-Galassi de Caere est difficile à dater en raison des dispositions successives qui l'ont remaniée, mais les parties les plus anciennes peuvent remonter à la même époque. Le mobilier funéraire très riche et très varié reflète une influence orientale active, soit en articles d'importation directe (Égyptiens, Phéniciens, Assyriens, Chypriotes, Grecs), soit en objets d'origine locale, mais dont l'Orient a suggéré l'idée et inspiré le type (3). Enfin, dernier trait de cette civilisation étrusque à ses débuts, l'introduction de l'écriture qui se place au plus tard à la fin du VIII^e ou vers le début du VII^e siècle avant Jésus-Christ. On trouve déjà des inscriptions dans les tombes à circolo (tombe del Duce à Vetulonia) et dans les tombes à chambres les plus anciennes (tombe Regulini-Galassi de Caere). L'alphabet est l'alphabet chalcidien, venu par la colonie de Cumes et auquel

(1) **XIII**, 352-353; **XVI**, 779-1024 (B. pl. 166-249); L. JOULIN, dans **LXX**, 1914¹, 93.

(2) Sur la question de chronologie, **XVI**, 821; 906; O. MONTELIUS, **CLXXXVII**; *id.*, dans **LII**, 1897, 265; W. HELBIG, *Cenni sopra l'arte fenicia*, dans **XXXII**, 1876, 234-244 et 1877, 407-410; G. KARO, dans **XLII**, 1898, 145; **CLXXII**, 115-117; G. KÖRTE, dans **XXII**, s. v. *Etrusker*, 743-744; **XIII**, 449-467; **CCIX**, 64.

(3) U. KAHRSTEDT, dans **LVI**, 1912, 461; L. JOULIN, dans **LXX**, 1914¹, 67, 68, 73.

les Étrusques feront plus tard subir quelques légères modifications (1). La mention de Cumès, l'avant-garde et la sentinelle du monde hellénique vers l'Italie centrale, nous amène à la dernière en date des civilisations italiques avant l'époque pleinement historique, la civilisation grecque.

Avec l'introduction de la civilisation grecque dans l'Italie du Sud, l'historien se trouve pour la première fois sur un terrain solide. L'œuvre de colonisation débute par la fondation de Cumès (2) (fin du ix^e ou commencement du viii^e siècle av. J.-C.) et se poursuit, d'abord sur les côtes de Sicile, puis sur celle de l'Italie méridionale, pendant la seconde partie du viii^e siècle et l'ensemble du vii^e. Les immigrants de l'Hellade apportent avec eux la culture contemporaine de la mère patrie : au point de vue politique, le type de la cité et les institutions qui en dérivent ; au point de vue de la civilisation générale, l'architecture et la sculpture de pierre, les murailles de villes, la technique de la décoration, l'alphabet. Restés en relations suivies et étroites avec leurs compatriotes d'outre-mer, intermédiaires naturels entre les vieux foyers de culture de l'Orient et la barbarie occidentale, les nouveaux venus assument à l'égard de la péninsule italique, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'Étrurie, le rôle fécond d'initiateurs. Leur action politique, intellectuelle et artistique se dessine dès le viii^e siècle, au cours même de la période d'installation ; elle s'intensifiera et prendra toute son ampleur au vii^e (3).

(1) Pour la question des divers alphabets étrusques — alphabets Regulini-Galassi de Caere, Formello de Véies, enfin de Marsigliana d'Albegna, — et les problèmes complexes qu'elle soulève, voir M. BRÉAL, *Inscriptions du vase Chigi*, dans **LVII**, 1882, 203-206 ; F. LENORMANT, *L'alphabet grec du vase Chigi*, *ib.* 302-308 ; TH. MOMMSEN, dans **XLI**, 95 ; J. ANZIANI, *Le vase Galassi*, dans **CLXXVIII**, 17-30 ; **CLXXXI**, et le compte rendu de A. GRENIER, dans **LXX**, 1922¹, 368 sq.

(2) **CXXXV**, 213 sq.

(3) **CLIX**, 265-271. Cf. sur la substitution de l'influence hellénique à l'influence phénico-orientale, U. KAHRSTEDT dans **LVI**, 1912, 461, et E. GABRICI dans **LXIII**, xxii, 1913, 365-439.

Pierre taillée, pierre polie, âges du cuivre, du bronze et du fer, périodes des terramares et de Villanova, colonisations étrusque et grecque, telles sont les grandes étapes de la civilisation dans l'Italie primitive. Une seconde question se pose maintenant : quels sont les acteurs qui, durant cette longue succession de siècles, ont occupé la scène ? Ces stades divers de la civilisation, à quels peuples, à quelles races devons-nous les attribuer ? Et tout d'abord une remarque préjudicielle d'importance capitale. Tout progrès humain dans un pays donné peut avoir trois causes : découverte locale, migration d'un peuple nouveau, infiltration sous forme pacifique d'une civilisation supérieure venue du dehors. A laquelle de ces trois causes convient-il de rapporter les progrès de l'âge néolithique, l'introduction du métal sous la triple espèce du cuivre, du bronze, du fer, le développement de la céramique, le rite de l'incinération, bref les changements décisifs survenus au cours des siècles dans la marche générale de la civilisation italique ? La première des causes possibles, la découverte locale, autant que nous pouvons nous en rendre compte, semble bien n'avoir joué, en Italie, qu'un rôle subordonné ; restent les deux autres. Immigrations de peuples ou simples influences civilisatrices sans renouvellements ethniques ? Les deux théories ont leurs fidèles et leurs tenants. Certains historiens de la préhistoire inclinent par principe vers l'explication migratrice (1) ; le passage de l'âge de la pierre taillée à celui de la pierre polie, l'introduction du cuivre, du bronze et du fer, l'apparition de l'incinération s'expliqueraient par l'afflux en Italie de populations nouvelles. C'est ainsi, par exemple, que la civilisation de la péninsule à l'époque néolithique aurait pour origine une immigration africaine (2) ; les constructeurs des palafittes de Lombardie auraient introduit le rite de l'incinération, les habitants des terramares, le bronze (3), et plus tard, les Ombriens le

(1) Par ex., XIII, 103-113 ; 143-148 ; 207-211 ; 217-228 ; 302-311. — (2) XXIII, 165 sq. — (3) L. PIGORINI, dans XLII, 1903, 200-203 ; XXIII, 493 sq.

fer (1). Cette théorie s'appuie sur une base solide, les analogies du début de l'âge historique, où le développement de la civilisation orientale et hellénique en Italie apparaît indubitablement lié à une double migration de peuples, les Étrusques et les Grecs; elle contient, on n'en saurait douter, une large part de vérité, mais encore convient-il de ne pas lui accorder un caractère de généralité systématique et d'exclusivité absolue. Cette première remarque nous conduit à une seconde plus importante et plus nécessaire encore. Des données concrètes de la préhistoire ou de la protohistoire, on a fréquemment — et l'école de panethnologie italienne n'a pas su toujours éviter ce défaut — tiré des conclusions de caractère soit ethnographique, soit historique, arbitraires ou tout au moins hasardées. Des documents de cette nature, précieux révélateurs d'« états de civilisation », ne sauraient nous rendre une histoire à jamais disparue, pas plus qu'ils ne peuvent nous permettre à coup sûr de suivre les peuples à la piste et de reconstituer sur le terrain leurs différentes migrations. Même remarque pour l'anthropologie ou la linguistique. Dans un domaine où la tradition littéraire nous manque trop souvent, si l'hypothèse doit avoir une large place, du moins la prudence doit-elle être de règle, si l'on ne veut pas s'exposer à voir les conclusions dépasser démesurément les prémisses.

La seconde cause, l'infiltration civilisatrice, peut et doit aussi revendiquer sa place légitime au soleil. C'est ainsi que nous saisissons à l'époque préminoenne l'influence de l'Orient, de Chypre et de la Crète sur la civilisation néolithique de Sicile; à l'âge de bronze, celle du monde égéen sur la Sicile et le littoral italique de la mer Ionienne (2); de même encore, au premier âge du fer, celle de la Grèce sur l'évolution de la

(1) Sur les Ombriens, voir plus loin, pp. 63-64.

(2) **XXIII**, 123-143; 200-223; 280-288; 490-491; 510-515; T.-E. PEET, dans **LXX**, 1910¹, 379 et 390; **CXXXIX**, 254-259.

civilisation de Villanova (1) et celle de la Phénicie (2) dans la genèse de l'art étrusque primitif, tel que le révèlent les tombeaux à chambres les plus anciens, de même enfin celle de l'Italie hellénique sur le développement ultérieur de la civilisation étrusque, attestée en particulier par l'introduction en Étrurie de l'alphabet chalcidien. Au courant civilisateur méditerranéen, venu par mer, il faut joindre l'action de l'Europe centrale qui s'exerce par voie continentale et joue son rôle, un rôle souvent décisif, — par exemple, à l'âge du bronze et à l'âge du fer, — dans l'évolution des diverses civilisations de la péninsule (3). Immigration de peuples, infiltration pacifique, en réalité les deux causes ont également agi, parfois même sous une forme concurrente. Le terrain ainsi déblayé de cette question préalable, arrivons au problème essentiel : quels ont été, dans la mesure où nous pouvons les connaître, les peuples de l'Italie primitive ?

II

LES GRANDS PEUPLES ENVAHISSEURS.

La seule méthode logique, ici encore, consiste à procéder du connu à l'inconnu. Nous disposons de trois sources

BIBLIOGRAPHIE. — *Textes*. — *a*) Sicules et Ligures : DENYS D'HAL., I, 9, 1 — 40, 3 ; THUCYDIDE, VI, 2. ; STRABON, VII, 3, 7 (p. 300 C.), FESTUS, s. v. *Sacran* (pp. 424-425). — *b*) Ombriens : HÉRODOTE, IV, 49 ; DENYS D'HAL., I, 10, 13, 18, 19, 20, 26 ; II, 49 ; STRABON, V, 1, 10 (p. 216 C.) ; FLORUS, I, 12 ; PLINIE, *Hist. Nat.*, III, 38-138 ; SCYLAX (G. G. M., I, pp. 24-25). — *c*) Vénètes : HÉRODOTE, I, 196, 1. — *d*) Iapyges : HÉCATÉE, fragm. 54 (F.H.G., I, p. 4) ; STRABON, IV, 6, 10 (p. 207 C.) ; VII, 5, 2 (p. 313 C.) ; PLINIE, *Hist. Nat.*, III, 139. — *e*) Chaoniens : ARISTOTE, *Politique*, VII, 9, 3 (p. 247 Imm.) ; STRABON, VI, I, 4 (p. 255 C.) ; VI, I, 14 (p. 264 C.) ; XIV, 2, 10 (p. 654 C.). — *f*) Liburnes : POLYBE, III, 10, 2 ; PLINIE, *Hist. Nat.*, III, 110.

Ouvrages et articles principaux. — **XX**, I, 316 sq. ; **XXVI**, I, 50-116 ; **XVIII** ; **XIII**, 113-228, 287-340 ; **XXIII**, 166-177 ; 479-487 ; 492 sq. ; **LXXXIV** ;

(1) T.-E. PEET, dans **LXX**, 1910², 398 et 400.

(2) U. KARHSTEDT, dans **LVI**, 1912, 461 sq.

(3) **CCXVII**, I, 452 ; **XXIII**, 283, 504-510 ; T.-E. PEET, dans **LXX**, 1910², 394-396 ; 399.

principales d'information : la carte ethnique de l'Italie historique, les traditions littéraires, l'anthropologie.

A la veille de l'unification sous l'hégémonie romaine (fin du iv^e siècle av. J.-C.), la carte ethnique de l'Italie historique apparaît fort compliquée (1). Parcourons le pays du nord au sud pour en noter au passage les éléments essentiels. Au nord les Gaulois, des Celtes, occupent l'ensemble de la plaine du Pô, à l'exception du Piémont occidental, et s'étendent le long du littoral de l'Adriatique jusqu'à Ancône. La Vénétie actuelle, dans les limites du Mincio et du lac de Garde à l'ouest, les deltas de l'Adige et du Pô au sud, est le domaine des Vénètes. Les Ligures peuplent l'arc montagneux occidental, les Alpes du Rhône à la Méditerranée et l'Apennin jusqu'aux sources de l'Arno. La Toscane et la partie occidentale de l'Ombrie sont aux mains des Étrusques. L'Apennin central et méridional, la grande dorsale italienne, constitue le domaine des peuples italiotes divisés en deux branches essentielles, les Ombro-Sabelliques et les Latins. Les Ombro-Sabelliques forment eux-mêmes deux groupes distincts : les Ombriens, dans l'Ombrie orientale et jusqu'au littoral de l'Adriatique où ils prennent contact avec les Gaulois ; les Sabelliques, au sud des précédents, répartis en de nombreux rameaux : les Sabins, qui occupent la partie la plus élevée de l'Apennin central, les vallées de l'Aternus (Aterno) et du Nar (Nera), les Picentins, le long de l'Adriatique entre l'Aesis (Esino) et le Truentus (Tronto), les

CLII; CX; CXX, II, 1 sq.; CXCH, III, 173-193; XI, I, 110 sq.; CXXVI, 151-156; 180-188; 196-197; C. JULIAN, dans LXXII, 1916, 263-279; 1917, 125-133; CXLVII; CCXVII, I, 407 sq.; CXL, 183 et n. 7 389 sq.; 473-509; CCIX, 20-21; 57; 78; CCII, I, 31-60.

Il convient d'éliminer de la préhistoire italique les Pélasges (LXXXIV, I, 74-128; CXXVI, 116-124; CCIX, 43-61) et les Aborigènes (CXXVI, 188-189; CCIX, 84 et 251), qui, dans la tradition historiographique ancienne, ne représentent pas des peuples spécifiquement définis, mais dont les noms s'appliquent, sous une forme plus ou moins large, à l'ensemble des populations préhistoriques en opposition aux peuples bien connus de l'époque historique (J.-L. MYRES, *A history of the Pelasgian theory*, dans LIII, 1907, 170-225).

(1) Sur ce point, voir principalement XVIII, XCII.

Vestins et les Marrucins, les premiers au nord, les seconds au sud de l'Aternus, les Frentans entre le Sagrus (Sangro) et le Frento (Fortore), les Marses autour du lac Fucin, les Péligniens, dans la vallée moyenne de l'Aternus, enfin, au sud, les plus puissants de tous, les Samnites, les Lucaniens et les Bruttians, les Samnites entre les sources du Vulturne et le Sagrus au nord, le Silarus (Sele) au sud, groupement eux-mêmes de quatre peuplades, les Caracéniens (haut Sagrus), les Pentrins (à l'est du moyen Vulturne), les Caudiniens (région de Bénévent) et les Hirpins, aux sources de l'Aufidus (Ofanto) et du Calor (Calore), les Lucaniens, au sud du Silarus, dans la Basilicate actuelle, enfin, les Bruttians, en Calabre. La seconde branche des Italiotes, les Latins, occupait la plaine latine, à l'est et au sud du Tibre inférieur, entre l'Apennin, les monts Albains et la mer. Un de leurs rameaux, les Falisques, s'avancait en coin dans l'Étrurie méridionale. De la même famille italiote et intermédiaires entre ses deux branches, les Éques (haut Anio), les Herniques (vallée du Trerus, le Sacco d'aujourd'hui), et sans doute aussi les Volsques établis du littoral de la mer Tyrrhénienne au sud des monts Albains jusqu'au Liris (Garigliano), reliaient les Latins aux peuples sabelliques de l'Apennin central. En Campanie habitaient les Osques ou Opiques, et, à leur voisinage immédiat, vers le nord-ouest, leurs proches parents de race, les Aurunques ou Ausones, à l'extrémité sud-est de l'Italie les Iapyges divisés en trois tribus, les Dauniens (Apulie septentrionale), les Peucétiens (Apulie centrale), les Messapiens (presqu'île d'Otrante), et le long du littoral de l'Italie méridionale au sud de la baie de Naples, s'échelonnait l'ensemble des colonies grecques, réparties d'après l'origine des peuples fondateurs en quatre groupes distincts : chalcidien (Cumes, Dicaearchia, Naples, Rhégium), dorien (Tarente), achéen (Crotone, Métaponte), ionien (Élée, Thurii).

Résumons les traits généraux du tableau. L'Italie préro-

maine représente un monde, un chaos de nationalités, une mosaïque de peuples différents, telle que seule aujourd'hui la carte des Balkans ou du Caucase peut nous en donner une idée. Pas d'unité politique : l'unité italienne, esquissée un instant par les Étrusques dans la seconde moitié du VII^e siècle et au début du VI^e, ne sera réalisée par Rome qu'au cours du IV^e. Pas d'unité ethnique : sur le territoire de la péninsule se pressent de nombreux peuples — Ligures, Gaulois, Vénètes, Étrusques, Italiotes, Osques, Iapyges et Grecs, totalement étrangers les uns aux autres. Pas d'unité linguistique, les langues ligure, gauloise, vénète, étrusque, iapyge, grecque n'ont rien de commun entre elles, et les Italiotes eux-mêmes, abstraction faite des nombreuses divergences dialectales, parlent trois langues distinctes, quoique issues d'un tronc commun, l'ombrien, l'osque et le latin (1), les deux premières formant d'ailleurs, en opposition avec la troisième, un groupe linguistique — l'osco-ombrien — nettement caractérisé.

Enfin, conséquence et expression même de son émiettement politique, ethnique et linguistique, la péninsule italienne n'a pas de nom qui en désigne l'ensemble. Le vocable d'Italie (2) —

(1) Pour les langues et dialectes italiques dans leur ensemble, outre **CLXXVII**, 43-46, **CLXXXVI**, **XCIX**, **CXVI**, **CXXIV**, voir aussi les comptes rendus capitaux de W. SCHWERING et M. BACHERLER dans **LI**, 176 (1916-1918), 1-127, et de M. BACHERLER, *ibid.*, 184 (1920), 140-197. L'ombrien n'est guère connu que par les tables Eugubines, rituel de sacrifice antérieur à l'ère chrétienne; de l'osque, dont le domaine linguistique englobait l'ensemble de l'Italie méridionale, à l'exception des pays iapyge et grec, nous possédons de nombreuses inscriptions, originaires du Samnium, de Lucanie et du Bruttium. A l'osque se rattachaient l'ensemble des dialectes parlés par les peuples de l'Apennin central (Sabins, Marses, Péligniens, Marrucins, Vestins, Herniques, Éques, Praetuttii); pour les Volsques (filiation linguistique ombrienne: **CXL**, 474 — ou latine : **XXV**, 5) il y a doute; quant au falisque, il apparaît comme étroitement apparenté au latin.

(2) Sur l'étymologie du mot — nom générique d'une tribu italique, les Vitali, ou simplement allusion à l'élevage qui constituait une des ressources principales du pays, — qui reste objet de controverse, voir **XVIII**, I, 58 sq.; C., n. 79^a et § 138; B. NIESE, dans **XLVI**, 1885, 243, a¹; **CXLVIII**; G. TROPEA, dans **LXXXVI**, I (1895-1896), 120-149, et H. PHILIPP, dans **XXII** (III^e supplément), s. v. *Italia*, 1246-1250.

en osque Viteliú ou Vitelliú — auquel l'avenir devait réserver une carrière si exceptionnellement brillante, n'est, encore au ^v^e siècle avant Jésus-Christ, qu'une appellation locale, nom donné à l'extrémité méridionale du Bruttium, la Calabre d'aujourd'hui; il s'élargira avec les progrès mêmes de l'unification politique, et la péninsule ne conquerra enfin son nom qu'après avoir, sous l'égide de Rome, réalisé son unité nationale.

L'historiographie grecque de Sicile et de Grande Grèce, la première née sur la terre italienne, avait recueilli et transmis sur le lointain passé de ces peuples un certain nombre de traditions orales. Les écrivains de la Grèce propre eux-mêmes, depuis le ^v^e siècle, s'intéressent aux choses d'Italie et le grand brouillard de l'Occident se dissipe graduellement à leurs yeux. Hérodote (1), Aristote (2) nous parlent des Étrusques, et la Grande Grèce, comme il est naturel, tenait une place importante dans la littérature de la mère patrie. Cette œuvre littéraire était de valeur fort inégale, mais elle avait enregistré fidèlement nombre de traditions locales et, à ce titre, représentait sans nul doute une source de tout premier ordre. D'autre part, l'unification complète de la péninsule n'a trouvé son terme qu'après la guerre sociale et même au début de l'Empire, par conséquent à une date fort tardive. Les peuples d'Italie ont donc vécu, à l'époque classique encore, une longue période, sinon d'indépendance, du moins d'autonomie et, par suite, les traditions nationales s'y sont maintenues très longtemps vivaces. Les écrivains de la fin de la République et de l'époque impériale en ont recueilli les échos, Denys d'Halicarnasse (3) et Strabon (4) plus que tous autres. Sans doute, dans cet ensemble de traditions, la légende tient une trop large place et son rôle ne fait que croître à mesure que l'on s'enfonce dans

(1) HER., I, 94.

(2) ARIST., *Pol.*, III, 5, 10 (p. 90, Imm.); VII, 9, 3 (p. 247).

(3) DEN., particulièrement I, 9-90.

(4) STRABON, notamment dans les livres consacrés à l'Italie (V-VI).

le passé, mais à côté de l'ivraie le bon grain ne manque pas. Ce que l'on sait de plus précis sur l'histoire primitive des Grecs de l'Italie du Sud, des Gaulois de Cisalpine, des Ligures, des Étrusques et des Sicules provient de cette source (1).

Enfin, pour les origines de la vie italique, où la tradition littéraire elle-même sombre dans un monde de fantaisie et de fiction, un seul fil conducteur nous reste, l'anthropologie. Les grandes périodes de la préhistoire — paléolithique, néolithique, âges du cuivre et du bronze, — ont toutes apporté leur contribution aux progrès de cette science; citons, à titre d'exemple, pour les époques paléolithique et néolithique, les crânes des cavernes de Ligurie; pour l'âge du cuivre, ceux des nécropoles de Remedello di Sotto, de Sgurgola et Cantalupo Mandela (Latium), enfin des grottes siciliennes. Les crânes ont été étudiés et mesurés avec les méthodes précises de la craniométrie; on les a, comme ailleurs, répartis en dolichocéphales et brachycéphales. Mais les difficultés commencent avec l'interprétation ethnographique et historique. Outre la rareté des éléments documentaires disponibles, les théories anthropologiques sont encore trop flottantes et trop mobiles, pour que l'historien puisse en toute sécurité en adopter les conclusions. Elles permettent des hypothèses; on ne peut pas dire qu'elles fournissent des certitudes (2).

Le plus ancien peuple d'Italie, dont la tradition ait conservé le souvenir, étaient les Ligures. On s'accordait à les regarder comme une des plus vieilles populations de l'Europe occidentale; les Sicules, les habitants primitifs du Latium d'après Denys d'Halicarnasse (3), qui suit sans doute sur ce point l'historien Antiochos de Syracuse, appartenaient, semble-t-il, à la même

(1) **XX**, I, 35 sq.

(2) **LXX**, 1912^a, 192; 1918^a, 195; **XX**, I, 325-326; **CCIX**, 71-73.

(3) **DEN.**, I, 16; 19-22; **LXXXIV**, I, 308-329; **XIII**, 127-137; **CXXVI**, 190-193; **XXIII**, 480-483.

famille. Sur l'origine de ces Ligures, les théories ne manquaient pas ; Caton (1) et une tradition rapportée par Strabon (2) les font venir de Grèce, d'autres d'ailleurs. Au fond, et Denys d'Halicarnasse en laisse échapper l'aveu ingénu (3), on n'en savait rien. En réalité, les Ligures paraissent bien n'avoir été ni un peuple, ni une race ; ils représentaient un état politique et social, la civilisation de la période néolithique, résultante d'une longue évolution, dans lequel s'étaient graduellement fondus des éléments ethniques d'origine et de nature fort diverses. Dans la carence de nos sources littéraires, seules l'anthropologie, la linguistique et l'archéologie pourraient fournir quelques indications précises sur le lointain passé de ce monde ligure. Une théorie célèbre (4) attribue le peuplement néolithique de l'Italie à une race de dolichocéphales venue de l'Afrique orientale dès la fin de l'âge paléolithique ; cette race aurait peuplé l'Égypte préhistorique, puis, se divisant en deux courants, aurait gagné d'un côté la Syrie et l'Asie Mineure, de l'autre les péninsules et les îles méditerranéennes, puis la Gaule. Pure hypothèse, sans plus, que contredit plus d'un fait scientifiquement constaté ; pour ne parler que de l'Italie, dès la période néolithique, les crânes apparaissent très mélangés et attestent la fusion de populations diverses. Sur la genèse de ces divers éléments, l'anthropologie ne nous a encore rien appris de précis, que leur variété même.

La linguistique et l'archéologie se sont révélées plus fécondes. Elles permettent, sinon de retracer toujours avec certitude, du moins d'entrevoir les lignes générales de l'histoire italique dans les étapes les plus reculées de son évolution. L'histoire ethnique de l'Italie primitive est indissolublement liée à l'histoire générale de l'Europe ; elle s'y rattache

(1) CAT., cité par DEN., I, 11. — (2) STR., IV, 2 (p. 202 C.).

(3) DEN., I, 10-11.

(4) CCXXXIII ; XIII, 107-113 ; XXIII 165-177 ; 483-484.

comme la partie à son tout, comme la branche au tronc. Il importe donc de fixer tout d'abord, en quelques mots, les traits principaux de ce lointain passé européen. Antérieurement à l'an 2000, il existait au nord de l'Europe, particulièrement dans le bassin de la mer Baltique et en Scandinavie, un vaste groupement de tribus dont on ignore l'origine et le passé, celles qui ont donné naissance au monde désigné longtemps sous le nom d'Indo-Européen, vocable auquel on tend aujourd'hui, et avec raison, à substituer celui d'Européen. Ces tribus menaient la vie agricole; elles parlaient une langue commune (1) et pratiquaient la civilisation néolithique. Un jour vint, où, sous la pression de causes diverses parmi lesquelles l'accroissement de la population dut jouer le rôle essentiel, un mouvement de migration commença à se dessiner dans leur sein. On les vit, à la recherche de terres nouvelles, se mettre en marche vers le midi, marche lente et laborieuse, coupée de nombreuses étapes et de longs séjours. Sur leur itinéraire exact, nous ne savons rien de précis, mais du moins saisissons-nous les traits généraux de cette émigration collective. L'Allemagne, les Iles Britanniques, la France, l'Espagne, l'Italie furent submergées; il se fonda ainsi en Europe centrale et occidentale un État « européen » (2) au sein duquel la fusion ne tarda pas à s'opérer entre les immigrants, une minorité, et la masse des anciennes populations. Le nouvel État, pas plus que nos États modernes, ne possédait donc, au sens strict du mot, d'unité ethnique, et, par conséquent, rien n'autorise, en l'occurrence, à parler de race, soit indo-européenne, soit même européenne; son unité était essentiellement d'ordre politique et moral. Il jouissait d'une civilisation commune (3) — tels l'hellénisme antique ou le monde arabe moderne — et les con-

(1) **CLXXVII**, 54-56; 338 sq.; **CLII**, I, 82 sq.; 231 sq.

(2) C. JULLIAN, dans **LXXII**, 1917, 125 sq.; **CLXI**, 64 sq.; **CLXXVII**, 360-376.

(3) C. JULLIAN, dans **LXXII**, 1917, 126-128; **CLXI**, 76-78; **CLXXVII**, 376.

quéranls avaient partout imposé leur langue particulière, l'eupéen, vénérable ancêtre du groupe de langues que l'usage désigne sous le nom d'indo-eupéennes. Cet État eupéen est, semble-t-il, la première des grandes formules unitaires que l'Europe ait connue. L'Italie, sauf peut-être l'extrémité méridionale de la péninsule, en faisait partie intégrante; les îles de la Méditerranée occidentale — Corse, Sardaigne, Sicile, — si la conquête ne les avait pas entièrement submergées, n'étaient cependant pas restées étrangères au nouvel ordre de choses. Ce stade de la vie politique et sociale correspond à la période du néolithique italien. Si telle est la vérité historique, et les traits principaux du tableau en apparaissent exacts, un problème capital se trouverait par surcroît, *ipso facto*, résolu. On a longuement polémique sur la question de savoir si la langue ligure, dont nous ne possédons que de rares débris, se rattachait ou non à la famille des langues dites indo-eupéennes. Dans l'évolution envisagée, la réponse ne saurait être qu'affirmative (1). Les néolithiques d'Italie s'identifient donc avec les Ligures, élément constitutif eux-mêmes, au point de vue politique, du vaste empire eupéen d'Occident.

Vers la fin de la période néolithique, dans la première moitié du second millénaire avant Jésus-Christ, sous la pression plus particulière, semble-t-il, de causes internes, l'Empire eupéen se disloqua (2). De nouveaux mouvements de peuples commencèrent qui allaient provoquer d'importants remaniements territoriaux. La linguistique, la toponymie et l'archéologie nous fournissent sur ces événements confus au moins quelques indications générales. Les langues issues de l'eupéen primitif se divisent géographiquement en deux groupes principaux : le groupe occidental — italique, celtique, germanique, albanais, grec, — le groupe oriental, — balto-

(1) C. JULLIAN, dans LXXII, 1916, 270; CLXI, 79-80.

(2) CLXXVII, 376 sq.

slave, arménien, indo-iranien (1). Dans le premier groupe, l'italique, la langue des Italiotes, l'idiome ancestral d'où se sont détachés par la suite l'ombrien, l'osque et le latin, apparaît surtout, tant pour la grammaire que pour le vocabulaire, voisin du celtique; cette remarque donne à penser que, après la rupture de l'unité européenne, tandis que les autres tribus se dispersaient de part et d'autre, Celtes et Italiotes sont restés, plus ou moins longtemps, en contact immédiat et ont continué à parler la même langue (2). Ce fait, qui résulte de la linguistique, l'archéologie nous permet de le situer géographiquement. Entre 2000 et 1500 avant Jésus-Christ, deux civilisations nouvelles font leur apparition simultanée en Europe centrale, l'une la civilisation d'Unétic (Aunetitz) qui a son foyer dans le massif de Bohême et en Silésie, l'autre la civilisation dite des tumuli, dans l'Allemagne occidentale, entre la mer du Nord, le lac de Constance, la Moselle et la Thuringe (3). Or l'étude de ces deux civilisations conduit à un certain nombre de remarques caractéristiques; tout d'abord leur apparition est simultanée et correspond aux mouvements de peuples qui ont accompagné la rupture de l'unité politique européenne. En second lieu, elles trahissent un degré de parenté indéniable. Enfin toutes deux présentent des analogies frappantes avec des stades bien connus de civilisation ultérieure, la civilisation des tumuli avec la civilisation celtique, la civilisation d'Unétic avec la civilisation italique. Voilà les faits. Les conséquences en apparaissent très nettes. Sur les débris de l'unité européenne disloquée se constitue à l'époque du bronze une communauté italo-celtique qui a son centre dans l'Europe centrale (Hongrie, Bohême, Bosnie, Autriche) (4).

(1) CLXXVI, 33; CLXXVII, 30; 43-45.

(2) C. JULLIAN, dans LXXII, 1916, 263-276; *id.*, 1917, 123-133; CLXI, 80-81; CXLI, 34-35; CLXXVI, 12; 33; CLXXVII, 43.

(3) CXLI, 33-34.

(4) C. JULLIAN, dans LXXII, 1916, 263-276; *id.*, 1917, 123-133; XXIII, 509-510; CLXXVII, 376.

Son idiome, l'italo-celtique issu de l'européen primitif, donnera ultérieurement naissance, par voie de dissociation, aux deux langues celtique et italique (1). C'est elle enfin qui, sous forme de migrations successives, va fournir à l'Italie le second élément constitutif de sa population, les Italiotes.

Dès la fin de la période énéolithique, l'unité italo-celte commence à essaimer vers le sud. Un premier ban d'envahisseurs, sans doute venu de la Suisse, franchit les Alpes centrales et donne naissance aux palafittes de Lombardie, notamment du lac de Varese (2); c'est lui sans doute qui apporte en Italie le rite de l'incinération inconnu jusque-là dans la péninsule. Puis, après le milieu du second millénaire avant Jésus-Christ, la masse des futurs Italiotes s'ébranle à son tour et, par les cols des Alpes orientales, — Alpes Carniques et sans doute aussi Brenner, — descend à son tour en Italie (3). Premier problème : y a-t-il un rapport direct entre l'arrivée des Italiotes dans la péninsule et la construction des terramares de la vallée du Pô ? La paternité de ces terramares a été attribuée successivement par les modernes à différents peuples; on a pensé aux Ligures, aux Étrusques, aux Celtes même. L. Pigorini (4) a montré qu'il s'agissait des Italiotes et, en dépit des attaques auxquelles elle a donné lieu, sa thèse reste convaincante et décisive. Le peuple des terramares, ce sont donc bien les Italiotes, et leur long séjour dans la vallée du Pô représente la première étape de leur marche à travers la péninsule. Les trouvailles des terramares nous fournissent donc des rensei-

(1) C. JULLIAN, dans **LXXII**, 1916, 263; **CLXXVI**, 33; **CLXXVII**, 43; **CLXI**, 94 sq.

(2) L. PIGORINI, dans **XLII**, 1903, 200-202; **XIII**, 151-156; **XXIII**, 494-510; T.-E. PEET, dans **LXX**, 1910², 378-379.

(3) **XXIII**, 323; 503; T.-E. PEET, dans **LXX**, 1910², 379.

(4) L. PIGORINI, dans **XLII**, 1903, 202-203; **CXLVII**, 41 sq.; **XXIII**, 494-495. A cette théorie s'oppose surtout celle de E. BRIZIO (**XCVIII**, **XLII**, sq.), qui nie l'origine italiote et attribue les terramares et les palafittes de l'Italie septentrionale aux anciennes populations néolithiques (cf. **XXIII**, 496-510).

gnements précis sur la vie de ces nouveaux venus et la forme de civilisation qu'ils apportaient avec eux de l'Europe centrale : le bronze, la vie en villages, le rite de l'incinération succédant à l'inhumation qui était de règle à l'époque ligure, certains usages particuliers, comme la pratique de l'orientation, et, sans qu'il y ait lieu toutefois, comme on l'a fait trop souvent, d'exagérer la rigueur du rapprochement, des habitudes générales d'ordre et de discipline dans la vie sociale. Si les Italiotes ont, comme il est permis de le croire, introduit le bronze en Italie, leur action civilisatrice sur ce point ne s'est sans doute étendue ni à la Sicile, ni même au sud de la péninsule, où une influence égéenne apparaît infiniment plus vraisemblable (1).

L'immigration des Italiotes en Italie ne s'est pas opérée d'un seul coup; elle a pris la forme de mouvements partiels et de vagues successives (2). L'histoire conserve le souvenir de ces « printemps sacrés » où les générations nouvelles, rameaux détachés d'un tronc commun, partaient à la recherche des aventures et à la conquête de terres nouvelles (3). A ce processus traditionnel, qui persiste encore à l'époque historique, linguistique et archéologie apportent des précisions particulières. Parmi les dialectes italiotes, il y en a un, l'ombrien, dont les points de contact avec le celtique semblent être particulièrement nombreux et étroits. L'explication logique de ce fait doit être cherchée dans la persistance durable d'une langue commune aux Celtes et aux futurs Ombriens à une époque où les autres tribus italiotes, Latins et Sabelliques, avaient déjà pris leur essor (4). Les Ombriens sont donc les derniers venus en Italie. D'autre part, il existe des ressemblances particulièrement frappantes entre la civilisation des terramares et la civilisation prisco-latine de la période ulté-

(1) **XXIII**, 427-430; 490-491. — (2) **XIII**, 207-211; 217-228.

(3) **STR.**, V, 12 (p. 250 C.); **PLIN.**, *Hist. Nat.*, III, 110; **XX**, 338-341.

(4) Voir notamment **CCXXIII**.

rieure; une longue traînée d'indices caractéristiques, notamment en céramique la présence de l'anse lunulée, a permis de jalonner jusque dans le Latium la marche des Italiotes de la vallée du Pô (1). Ancêtres des futurs Latins, les habitants des terramares représentent le premier échelon et l'avant-garde de la grande invasion.

Restés longtemps en arrière, Sabelliques et Ombriens se mirent à leur tour en mouvement sous forme de deux vagues successives, d'abord les Sabelliques — Marses, Frentans, Vestins, Marrucins, Samnites, Lucaniens — qui occupèrent l'ensemble de l'Apennin central, l'acropole des Abruzzes, d'où les deux dernières tribus pousseront plus tard vers le sud, puis, vers l'an 1000, les Ombriens, qui, trouvant le reste de la péninsule déjà aux mains de leurs frères de race, s'arrêtèrent dans le nord de l'Italie, en Toscane, où le nom du fleuve Ombrone a conservé leur souvenir, en Ombrie, jusqu'aux limites du Picenum, enfin, dans la vallée du Pô. L'immigration ombrienne se place chronologiquement vers la fin du deuxième millénaire avant Jésus-Christ, contemporaine par conséquent du début de l'âge du fer. Les Ombriens ont laissé dans l'histoire le souvenir d'un grand peuple. Denys d'Halicarnasse (2) nous dit qu'ils occupaient un vaste territoire, possédaient une nombreuse population et remontaient à une haute antiquité. Hérodote (3) précise qu'ils s'étendaient jusqu'aux confins septentrionaux de l'Italie et il ajoute que les rivières Alpis et Carpis, la Drave et la Save, sortaient du pays immédiatement limitrophe de celui des Ombriens. Enfin,

(1) L. PIGORINI, dans XLII, 1900, 21 sq.; XIII, 228-285; XXIII, 424; 495-496; T.-E. PEET, dans LXX, 1910², 386-387. Mais Pigorini exagère la sphère d'action des terramaricoles du nord en expliquant, par leur immigration dans l'Italie du sud, la terramare de Tarente et la nécropole de Timmari. L'Italie du sud, dans son ensemble (F. V. DUHN, dans LXVIII, 1913, 472-498, et A. GRENIER, dans LXX, 1914¹, 328), paraît bien être restée en dehors de leurs migrations.

(2) DEN., I, 19, 1; II, 49; cf. FLOR., I, 12.

(3) HER., IV, 49, 3.

c'est dans le cadre de l'Empire ombrien, l'État d'Italie le plus puissant au début du premier millénaire avant Jésus-Christ, que la civilisation de Villanova a eu son centre et atteint son apogée (1). Conquête ombrienne, apparition du fer en Italie, civilisation villanovienne, on peut se demander s'il faut voir dans la simultanéité de ces trois faits le résultat d'une pure coïncidence. Il serait séduisant, au contraire, de regarder les Ombriens comme le peuple qui a introduit le fer en Italie, tout au moins dans l'Italie du Nord ; la possession du nouveau métal expliquerait à la fois l'hégémonie des Ombriens et le développement de la civilisation de Villanova sur leur sol (2). Cette théorie de l'origine ombrienne du fer, si plausible qu'elle puisse paraître, ne doit toutefois pas prendre une allure trop exclusive ; si l'on peut admettre que la civilisation du fer, telle qu'elle s'est développée dans l'Italie du Nord, provient de l'Europe centrale (3), il n'est pas interdit de supposer aussi, du moins pour l'Italie méridionale, une provenance méditerranéenne. Le fer était en usage dans le bassin oriental de cette mer au moins depuis les derniers siècles du second millénaire avant Jésus-Christ ; il y a toute vraisemblance pour que, par la Sicile, il ait, comme autrefois le cuivre et peut-être le bronze, gagné l'Italie méridionale de bonne heure (4). Par sa situation géographique, l'Italie se trouvait au point de convergence de deux courants civilisateurs distincts, le courant continental et le courant maritime ; le phénomène est trop constant dans son histoire pour que, à cette époque reculée même, il puisse nous causer quelque surprise.

L'immigration italiote, dont la venue des Ombriens marque le terme, entraînait pour l'Italie un double résultat : les popu-

(1) CXL, 505-509.

(2) XCVIII, xci ; XIII, 302 sq. ; XXIII, 498-499 ; CXLE, 505 sq. ; A. GRENIER, dans LXX, 1914¹, 331.

(3) A. GRENIER, dans LXX, 1914¹, 395-396 ; T.-E. PEET, dans LXX, 1910², 395.

(4) CXCI, 129 ; T.-E. PEET, *loc. cit.*, 395.

lations ligures, le strate le plus ancien de la péninsule, avaient été ou refoulées, tels les Sicules en Sicile, d'autres encore dans les Alpes et les Apennins, ou assujetties aux conquérants, non d'ailleurs sans exercer une profonde influence sur la vie sociale, religieuse, économique et domestique de leurs vainqueurs. En second lieu, l'unité néolithique ligure faisait place à une unité italote dont le bronze et le fer représentent les deux modalités civilisatrices successives. Cet équilibre nouveau ne devait pas d'ailleurs longtemps se maintenir; vers la fin du second millénaire, l'Italie sera le théâtre d'une reprise d'invasions et l'arrivée de nouveaux peuples ne va pas tarder à compliquer encore la carte politique et ethnique de la péninsule.

Comme dans les périodes antérieures, les transformations de l'Italie, à la fin du second millénaire et au début du premier, ne sont qu'une conséquence et qu'une répercussion; il faut en chercher les causes générales au dehors, dans les deux domaines qui ont exercé l'influence décisive sur la marche de la préhistoire italique, l'Europe centrale d'une part, le bassin oriental de la Méditerranée de l'autre. A ce moment, une fermentation de peuples particulièrement intense se produit dans la vallée du Danube; le second ban des tribus helléniques, les Doriens, envahit la péninsule des Balkans, poussant devant lui les populations illyriennes qui, par les vallées de la Drave et de la Save, refluent vers l'ouest jusqu'aux régions alpestres (1). Les Ombriens d'Italie se trouvent ainsi coupés de leur base de l'Europe centrale, tandis que les tribus illyriennes, poursuivant leur mouvement, lancent sur le sol italien deux de leurs tribus qui vont s'y installer à demeure, les Vénètes au nord, et les Iapyges au sud.

Que les Vénètes soient un peuple illyrien, Hérodote (2) le dit expressément et l'archéologie le confirme. Il existe en

(1) CLIX, 97-98; CXXXIX, 67-68.

(2) HÉR., I, 196, 1.

effet d'étroits rapports entre leur civilisation et celle des régions illyriennes. Venus par terre, le long du littoral adriatique et sans doute aussi par les Alpes Juliennes, les Vénètes se fixèrent en ancien pays ligure, de l'Istrie au delta du Pô, dans la région qui porte encore aujourd'hui leur nom. La civilisation contemporaine du plein âge de Villanova et caractérisée surtout par la situle de bronze à dessins géométriques ou à zones d'animaux est leur œuvre; ils ne semblent pas d'ailleurs l'avoir apportée avec eux, mais empruntée à l'Émilie en la marquant de leur propre empreinte et en lui faisant subir d'importantes modifications (1). Plus tard, les Vénètes subiront de nouvelles influences, l'influence grecque dès le ^{vi}^e siècle avant Jésus-Christ, l'influence étrusque depuis la fin du ^{vi}^e, lors de l'installation à demeure des Étrusques dans la vallée du Pô (2).

Les Iapyges, que nous trouvons à l'époque classique installés au sud-est de l'Italie, du mont Gargano au promontoire Iapygien, étaient également un peuple d'origine illyrienne. Les écrivains anciens nous les donnent comme tels; l'onomastique, la toponymie viennent à l'appui de ce témoignage; on rencontre une tribu des Iapodes, des noms de lieux ou de personnes analogues en Illyrie septentrionale, enfin les inscriptions conservées attestent, comme pour le vénète, d'étroits rapports avec l'illyrien. L'invasion des Iapyges s'est opérée par voie de terre le long de l'Adriatique, peut-être en connexion avec celle des Vénètes; peut-être aussi, d'autres éléments ethniques analogues sont-ils venus ultérieurement par mer, à travers le canal d'Otrante, renforcer le noyau primitif. Par la suite, les Iapyges entreront en lutte avec les colonies helléniques de l'Italie méridionale, notamment Tarente; après une lutte très dure, ils seront refoulés vers l'intérieur et la civilisation tarentine exer-

(1) G. GHIRARDINI, dans **LXIII**, II, 161-252; VII, 5-200; **X**, 5-222; **XXVI**, I, 156.

(2) **CXL**, 377-385; 401-414.

cera sur eux une influence aussi profonde que durable (1).

Vénètes et Iapyges étaient les deux principaux peuples illyriens d'Italie, mais il y en avait d'autres, tels les Chaoniens du golfe de Tarente et, sans doute aussi, les Liburnes de Truentum, sur la côte du Picénum, deux tribus dont les homonymes se retrouvaient sur la côte balkanique de l'Adriatique, venues probablement l'une et l'autre par mer. L'historiographie antique assignait la même origine illyrienne aux Péligniens de l'Apennin central (2) et aux Volsques, double hypothèse qui pouvait se fonder sur des traditions locales, mais dont la preuve reste à faire. Les Vénètes et les Iapyges n'ont joué, somme toute, qu'un rôle secondaire dans la vie politique de l'Italie primitive; tout autre est le cas des Étrusques.

III

LES ÉTRUSQUES.

Les Étrusques, le plus grand peuple de l'Italie préromaine, en constituent aussi la plus troublante énigme. Trois problèmes fondamentaux se posent à leur endroit : leur origine, la date de leur arrivée en Italie, leur langue. On a accumulé sur ces trois points théories et controverses ; quel est aujourd'hui l'état de la question ?

L'origine tout d'abord. Les anciens déjà proféraient à cet égard des opinions contradictoires. Selon Hérodote (3), les Étrusques seraient venus de Lydie par mer sous la conduite d'Atys et de son fils Tyrsenos, d'où leur nom de Tyrsènes. Cette théorie orientale d'ailleurs a donné lieu, dès l'antiquité,

BIBLIOGRAPHIE. — *Textes*. — HÉRODOTE, I, 94 ; DENYS D'HAL., I, 28 ; TITE-LIVE, I, 25 ; V, 33, 7-8.

Ouvrages principaux. — XIII, 341-468 ; XX, I, 345-361 ; XXVI, I, 117-155 ; XVIII ; XII, II, 500-503 ; CXXVI, 128-137 ; CCIX, 61-67, et les divers ouvrages mentionnés plus haut à la bibliographie du § 1.

(1) HER., VII, 170, 3.

(2) FEST., art. *Peligni*, p. 248 ; XCI, 38-39.

(3) HER., I, 94.

à un certain nombre de variantes; un historien de l'époque alexandrine, Anticlède (1), ajoute aux Étrusques les Pélasges d'Imbros et de Lemnos, tandis qu'Hellánikos de Mitylène (2) ne parle que de Pélasges. Denys d'Halicarnasse (3), au contraire, se prononce à fond contre la théorie orientale; il voit dans les Étrusques d'Italie non pas des immigrants d'Asie Mineure, mais un peuple autochtone — ἐπιχώριον το ἔθνος — d'Italie. L'antiquité a d'une manière générale adopté la première théorie, c'est la tradition classique de l'historiographie grecque, représentée, outre Hérodote, par Timée, Strabon, Diodore, Plutarque et Appien; c'est la tradition romaine, telle qu'on la trouve dans Cicéron, Tite-Live, Pline l'Ancien, Tacite et les poètes de l'époque d'Auguste comme Virgile, Horace, Ovide (4); enfin, constatation capitale, c'était la tradition étrusque elle-même. Au début de l'Empire, les Étrusques reconnaissaient officiellement comme leurs parents de race les habitants de Sardes, la capitale de l'ancienne Lydie (5). La théorie de Denys d'Halicarnasse n'apparaît au contraire qu'à titre d'exception. Dans les temps modernes, une théorie de N. Fréret, reprise et systématisée par Niebuhr, fait venir les Étrusques de l'Europe centrale; depuis lors, les historiens se sont partagés entre les deux thèses — la thèse orientale et la thèse continentale — et certains, parfois même, ont successivement oscillé entre l'une et l'autre (6). La théorie orientale, il faut le reconnaître, repose sur des arguments à la fois nombreux et solides. Outre la pres-

(1) Cité par STRABON, V, 2, 4 (page 221 C.), (= F. H. G., à la suite de l'édition d'Arrien, p. 151, n° 21).

(2) Cité par DENYS, I, 28 (= F. H. G., I, p. 45, 1). — (3) DEN., I, 30.

(4) XIII, 347-348. — (5) TAC., *Ann.*, IV, 55.

(6) Parmi les champions modernes de la théorie orientale, on peut citer : S. REINACH, préface à XII, pp. VI-VII et dans XXXIII, 1897, 215-223; LXXXIV, 74-168; G. KÖRTE, dans XXII, s. v. *Etrusker*, 731 sq.; P. O. SCHJOTT, *Die Herkunft der Etrusker* (1910); C. F. LEHMANN-HAUPT, dans CXXXVI, III, 102-103; CLI; CXXVI, 129-130; CCIX, 61 sq.; XX, I, 345-353; A CUNY, dans LXXXIII, 1923, 97. — Parmi les défenseurs de la thèse continentale, CXC, II, 309; CXLVII, 100; W. HELBIG, dans XXXII, 1884, 108 sq.; CLXXII, 9-30; J. BELOCH, dans CXXXVI, III, 204-209; XXVI, I, 126 sq.

que unanimité de la tradition antique en sa faveur et l'adhésion officielle des Étrusques eux-mêmes, tout ce que les anciens nous ont appris des institutions religieuses, civiles, sociales ou domestiques de l'Étrurie et de l'ensemble de sa civilisation, notamment l'aruspicine, la musique, le vêtement, l'onomastique (1), — réserve faite de la part légitime qu'il convient d'attribuer aux influences ultérieures — vient sans conteste à son appui. Les aptitudes exceptionnelles des Étrusques pour la marine, leur longue pratique de la piraterie ne concordent guère avec l'hypothèse de l'origine continentale. Enfin la masse des découvertes archéologiques tend unanimement dans la même direction ; tandis que les traits de ressemblance avec l'ensemble de la civilisation italote restent ou rares ou inexistant, l'architecture, la sculpture, la peinture, la décoration offrent un caractère oriental incontestable. Au cours des dernières années, l'Orient a apporté de nouveaux éléments à la solution du problème. Les documents égyptiens mentionnent les Turscha, évidemment les Tyrsènes ou Étrusques, parmi les peuples de la mer qui ont envahi l'Égypte au temps des XIX^e et XX^e dynasties (XIII^e siècle av. J.-C.), et l'on a découvert à Lemnos (2) une double inscription qui, si elle n'est pas écrite en étrusque, paraît bien être rédigée dans une langue proche parente, deux présomptions supplémentaires en faveur de l'origine orientale, deux chaînons précieux dans la reconstitution de l'odyssée des Étrusques. En présence de tous ces faits anciens et nouveaux, l'origine orientale des Étrusques ne peut plus guère maintenant être mise en doute ; ils sont venus, sinon de Lydie, comme le veut Hérodote, tout au moins de l'Asie Mineure septentrionale ; la version d'Anticlède, qui associe à leur migration les Pélasges d'Imbros et de Lemnos, mérite à cet égard une attention toute particulière. De découvertes ultérieures en Asie Mineure, du littoral méditerranéen à la région caucasique, il faut attendre sans

(1) **CLI**, et A. KANNENGISSER, dans **LVI**, 1911, 26-47.

(2) Voir plus loin, p. 73, n. 5.

doute la solution définitive du problème des origines étrusques.

Non moins contestée que leur origine est la date de l'immigration des Étrusques en Italie. Qu'en pensaient et qu'en disaient les intéressés eux-mêmes? Les Étrusques possédaient une chronologie savante dont la tradition romaine nous a transmis les principes essentiels (1). La vie du peuple étrusque devait durer dix siècles et le dixième siècle passait pour avoir commencé le jour même des obsèques de César (2). La durée du siècle étrusque n'était pas rigoureusement fixée à cent ans; le cinquième en comptait 123, le sixième et le septième, chacun 119, mais, à s'en tenir aux éléments généraux du calcul, cette chronologie menait aux dernières années du second millénaire avant Jésus-Christ. C'est donc, selon la tradition nationale, à la fin du *xi^e* siècle que les Étrusques auraient mis le pied en Italie et fondé leurs premiers établissements. Sans doute, la chronologie étrusque a soulevé maintes objections dans les temps modernes et on lui a fait parfois subir une sérieuse amputation; l'Étrurie, comme l'Égypte, a aujourd'hui sa chronologie longue (3) — la chronologie traditionnelle — et sa chronologie courte — voire même extra-courte — celle-ci d'élaboration récente et tout artificielle (4). A en croire les partisans de la chronologie courte, les Étrusques auraient allongé de trois ou quatre siècles la durée de leur histoire nationale; les quatre premiers siècles étrusques seraient purement conventionnels et, par suite, l'immigration étrusque se placerait au plus tôt soit au *viii^e*, soit même au *vii^e* siècle avant Jésus-Christ. Le mot décisif en la matière revient aux sciences auxiliaires, archéologie et linguistique.

(1) VARRON, cité par CENSORINUS, *de Die Nalati*, 17, 6.

(2) SERV., *Ad Aen.*, IX, 47.

(3) Notamment représentée par O. MONTELIUS : *XVI*, 821; 903; *id.*, dans *LII*, 1897, 254 sq.; et *CLXXXVII*.

(4) W. HELBIG, dans *XXXII*, 1876, 234-244, et 1877, 407-410; G. KARO, *Cenni sulla cronologia preclassica nell'Italia centrale*, dans *XLII*, 1898, 145 sq.; *CLXII*, 115-117; G. KÖRTE, dans *XXII*, s. v. *Etrusker*, 743-744; *CCIX*, 64.

Premier élément de détermination : la date des tombeaux étrusques à chambres. Sur ce point, l'accord n'existe pas entre savants modernes, et les deux chronologies rivales, la chronologie longue et la chronologie courte, se retrouvent en présence. Les uns repoussent les tombes les plus anciennes (tombe del Guerriere) jusqu'en plein ^x^e siècle, les tombes Regulini Galassi, Bernardini, del Duce étant attribuées au ^{ix}^e; les autres ramènent ces dates à la fin du ^{vi}^e. La vérité historique paraît intermédiaire entre ces deux théories extrêmes : les plus anciennes tombes étrusques semblent se rapporter à la seconde moitié du ^{viii}^e siècle. Mais leur architecture et le caractère de leur mobilier funéraire supposent une longue période de formation et d'évolution préalable. Second élément de chronologie : la question de l'alphabet. Les Étrusques, débarqués en Italie, ont reçu leur alphabet de Cumès; ils ne l'ont donc pas apporté avec eux. L'alphabet ayant fait son apparition dans le domaine de la mer Égée vers la fin du ^x^e ou le début du ^{ix}^e siècle avant Jésus-Christ, il en résulte que la migration des Étrusques se place avant cette date.

Il y a enfin l'argument onomastique, qui n'est pas le moins solide. Dès le début du ^{vi}^e siècle, les inscriptions étrusques nous révèlent le mélange de deux systèmes de noms, l'un étrusque, l'autre italique, fait qui suppose nécessairement un séjour déjà prolongé — plusieurs siècles certainement — du peuple étrusque sur le sol de la péninsule. La chronologie longue a donc raison : les Étrusques sont arrivés en Italie à la fin du ^x^e siècle ou, au plus tard, dans les premières années du ^x^e.

Vient enfin la langue, un des problèmes les plus complexes que nous ait légués l'antiquité. Le peuple étrusque, remarquait déjà Denys d'Halicarnasse (1) — et il n'était pas le seul, — soit par la langue, soit par les coutumes, ne ressemble à aucun des autres peuples connus. Aujourd'hui encore, en dépit des multiples et tenaces recherches, auxquelles elle a donné lieu depuis

(1) DEN., I, 30.

une cinquantaine d'années, la langue étrusque reste pour nous un mystère aussi profond que par le passé et on en comprend sans peine les raisons. Nous possédons de nombreuses inscriptions étrusques (1), quelques-unes assez développées — telles la terre cuite de Capoue, le cippe de Pérouse, le plomb de Magliano, et surtout les bandelettes de la momie d'Agram (2), — mais nous manquons de textes bilingues un peu considérables — l'étrusque n'a point encore trouvé sa pierre de Rosette — et d'autre part, aucune langue, aucun dialecte actuellement connus ne dérive de l'ancien étrusque. Mais, à défaut d'une solution complète, commence-t-on du moins à discerner la direction dans laquelle on a chance de la découvrir.

Une première question, question préjudicielle, se posait avant tout : l'étrusque appartient-il, oui ou non, à la grande famille des langues dites indo-européennes (3) ? Les tenants de l'affirmative, malgré des essais réitérés, n'ont jamais pu démontrer leur thèse. Un premier fait paraît pleinement acquis aujourd'hui : l'étrusque n'est pas une langue indo-européenne (4). Pour le déchiffrement proprement dit, l'étruscologie a employé deux méthodes simultanées : la méthode combinatoire — divinatoire serait plus exact — qui prétend demander à l'étrusque

(1) Réunies au C. I. E. de C. PAULI, OL. AUG. DANIELSSON, G. HERBIG et A. TORP.

(2) J. KRALL, dans XLV, 1892; CLXX; G. HERBIG, dans XXVIII, 1911.

(3) Dans le sens de l'affirmative (Étrusque indo-européen) : CXVII; CXXII; CII; CI, et les multiples publications d'E. LATTES, notamment dans LXXIV, 1913, 515-528; 1914, 464-476; LIX, 1914, 139-242; et, en dernier lieu, dans LXXVII, 1919¹, 288-294, suppl., 71-78; 1919², 392-405, et suppl., 121-136.

Dans le sens opposé (Étrusque non indo-européen) : M. BRÉAL, dans LXXI, 1874², 321-323; 1876¹, 81; CCXXVII; CXXI; CCV; CXVI; CCXXVIII; CCXXIX; F. SKUTSCH, dans XXII, s. v. *Etrusker*, 770-806; CLXIII; G. KARO, dans LXI, 1908, 65-74; E. LITTMANN, dans SARDIS, VI, 82; A. CUNY, dans LXXII, 1923, 97-112.

Pour l'état général de la question, le compte rendu de W. DEECKE, dans LI, vol., 87, 1897, 1-125; F. SKUTSCH, *loc. cit.*; A. KANNENGIESSER, dans LVI, 1908, 252-262; G. HERBIG, dans LI, vol. 140, 1908, 79-145; Th. LENSCHAU, *ibid.*, vol. 179 (1916-1918), 131-136, et A. CUNY, *loc. cit.*

(4) A. MEILLET, dans XXXIX, 1918, 303-304, et CLXVII, 43.

et aux textes bilingues seuls la solution du problème; la méthode comparative, ou plutôt pseudo-comparative, — « le procédé des ressemblances spécieuses », a-t-on pu dire (1), — qui cherche à déchiffrer l'étrusque par la comparaison avec quelque un des langues ou groupes de langues actuellement connus. La première méthode n'a donné que de maigres résultats (2); on a deviné, avec une probabilité plus ou moins grande, un certain nombre de mots, mais lorsqu'on a voulu passer à la traduction de textes plus étendus (3), on a immédiatement versé dans l'arbitraire et l'hypothèse pure et simple. La seconde méthode, plus ambitieuse, plus rapide aussi, à condition de tomber juste, n'a en fait rien donné de positif; les essais de rapprochement, en particulier, avec les langues finno-ougriennes ont abouti à un échec complet (4).

La question de l'étrusque en serait donc restée à peu près au point mort, si depuis quelques années la découverte de documents nouveaux n'avait ouvert aux recherches d'intéressantes perspectives. Tout d'abord, la double inscription de Lemnos (5), écrite, sinon en étrusque, du moins dans une langue préhellénique qui en semble bien proche parente, puis les inscriptions lydiennes, dont une importante inscription bilingue lydo-araméenne (6), d'où on a cru pouvoir déduire de nom-

(1) R. GAUTHIOT, dans **LV**, 1914, 163-175.

(2) Voir notamment le bilan dressé par E. LATTES, qui d'ailleurs exagère les résultats obtenus dans **LXXIV**, 1913, 515-528; 1914, 464-476; cf. G. HERBIG, *Zum heiligen Stand der etruskischen Frage*, dans **XXIX**, 1907, n° 92, 129-132 et 93, 139-142, et en dernier lieu E. LATTES, dans **LXXVII**, 1919, *loc. cit.*

(3) Par exemple, pour les bandelettes d'Agram, E. LATTES, dans **LXIX**, 1919, 69-84; 1921, 3-14; 30-37; 256-267.

(4) **XC VII** (parenté avec le berbère), **CXI**, et, dans le sens finno-ougrien, **CLXXIII** (cf. déjà I TAYLOR, dans **XXXV**, 1874, 7). Voir aussi à propos de **CLXXIII**, le compte rendu de R. GAUTHIOT, dans **LV**, 1914, 163-175.

(5) I. G. XII, VIII, 1, et la reproduction p. 8; G. COUSIN et F. DÜRRBACH, dans **XXXVIII**, 1886, 1-6; **CCVI**, 2^e édit., 146 sq; M. BRÉAL, dans **LX**, 1892, 323, **CCXXX**; E. NACHMANSON, dans **LXI**, 1908, 47 sq.; G. KARO, *ibid.*, 65-74; A. CUNY, dans **LXXII**, 1908, 276-278; **XIII**, 400-402.

(6) A. CUNY, dans **LXXII**, 1920, 259-272; *id.*, 1922, 1-27; *id.*, 1923, 98 sq.

breuses et sérieuses ressemblances entre les deux langues lydienne et étrusque. Ces faits intéressants, rapprochés de la tradition antique relative à l'origine orientale des Étrusques, semblent, après tant de tentatives décousues et arbitraires, orienter les recherches dans une voie enfin sûre (1). La langue étrusque paraît bien se rattacher aux langues préhelléniques d'Asie Mineure. Sauf la découverte éventuelle d'une longue inscription bilingue en Étrurie, il y a tout lieu de croire que c'est l'Orient qui, un jour ou l'autre, nous donnera la solution définitive du mystère linguistique étrusque.

Voici donc, dans l'état actuel de nos connaissances, comment on peut reconstituer l'odyssée du peuple étrusque et son installation sur le sol de l'Italie. Les Étrusques, les Tyrsènes des Grecs, les Turscha des documents égyptiens, sont, aux ^{xiii}^e-^{xii}^e siècles avant Jésus-Christ, un des peuples préhelléniques du bassin de la mer Égée; ils habitent Lemnos, les îles voisines et aussi quelques points du littoral européen ou asiatique; ils pratiquent surtout la vie maritime et se livrent à la piraterie. Vers la fin du deuxième millénaire (1200-1000) se produit la violente poussée de l'invasion doriennne qui va jouer un rôle décisif non seulement dans l'histoire de la péninsule balkanique, mais aussi dans celle de la Méditerranée tout entière. Les Doriens, au cours de leur marche vers le sud, refoulent vers les îles et l'Asie les populations helléniques éoliennes et ioniennes antérieures. Le mouvement se répercute sur les Tyrsènes qui, sous la pression des nouveaux venus, doivent, au moins partiellement, évacuer leur pays. Les émigrants, évidemment en petit nombre, condition nécessaire de leur exode par mer, après avoir poursuivi quelque temps leur vie séculaire de piraterie, finissent par passer en Occident et viennent débarquer sur les côtes de l'Italie centrale. En quel point? Hérodote (2) semble les conduire sur le littoral occidental, celui

(1) **CXLIII**; A. CUNY, dans **LXXII**, 1923, 97-112.

(2) **HER.**, I, 94.

de la Toscane ; selon Hellanicos de Mitylène (1), au contraire, ils abordent sur le rivage de l'Adriatique à l'embouchure du Pô, près de Spina, abandonnent leurs navires et, traversant la péninsule, vont s'établir définitivement en Étrurie. Entre ces deux théories, on ne peut hésiter ; le foyer de l'expansion étrusque doit être cherché à l'ouest, dans la région maritime de la Toscane (2). La métropole et sans doute la plus ancienne des douze cités étrusques, Tarquinies, celle qui porte le nom du grand éponyme étrusque, Tarchun, s'élève à proximité immédiate de la mer Tyrrhénienne. Le pays de Toscane, alors aux mains des Ombriens, en était alors au stade de la civilisation de Villanova. Les nouveaux venus apportaient avec eux une technique et des moyens d'action bien supérieurs à ceux des indigènes, mais, immigrés par mer et de fort loin, telles les bandes de Normands au moyen âge, ils arrivaient nécessairement en petit nombre, fait qui explique mieux que tout autre la lenteur de la conquête. De détails, nous n'en possédons guère. Pline (3) nous dit que les Étrusques ont enlevé aux Ombriens trois cents « oppida », mais ce chiffre vise aussi l'expansion ultérieure des Étrusques dans la vallée du Pô. Silius Italicus (4) et Servius (5) rapportent une tradition relative à la fondation de Bologne, où il faut peut-être voir un souvenir de la première conquête étrusque.

L'important, c'est d'une part la marche générale de la pénétration étrusque et, de l'autre, le résultat final. Partie du littoral toscan, la conquête a gagné graduellement vers l'intérieur et rejeté peu à peu les populations ombriennes dans l'Apennin. Les villes étrusques de la région tyrrhénienne, — Tarquinies, Caere, Vetulonia, Vulci, — sont les plus anciennes ; les centres urbains de la vallée du Tibre, — Clusium, Pérouse, Cortone, —

(1) Cité par DENYS, *loc. cit.*, CCXV, II, 297-299 ; XIII, 439-449.

(2) XX, I, 353 ; II, 395-396.

(3) PLIN., *Hist. nat.*, III, 112-113. CXL, 62-67.

(4) SIL. ITAL., VIII, 599.

(5) SERV., *Ad Aen.*, X, 198.

et du haut Arno — Arretium — représentent une étape ultérieure. Primitivement divisée en peuplades autonomes, gouvernées chacune par un roi ou *lucumon* (1), l'Étrurie s'organise par la suite en une fédération de douze cités (2), probablement — car nous n'en avons pas la liste officielle — Arretium, Caere, Clusium, Cortone, Pérouse, Populonia, Rusellae, Tarquinies, Vetulonia, Vulci, Volaterrae, Volsinies (3), — mais nous ignorons totalement à quelle date cette fédération a pris naissance et dans quelles conditions elle s'est constituée. Le peuple étrusque a disparu en emportant son secret; son histoire a péri et, selon toute vraisemblance, pour ne jamais ressusciter.

Œuvre de conquête dans son principe, l'œuvre étrusque a été aussi une œuvre de fusion, d'assimilation et de mise en valeur. Les nouveaux venus, comme les Normands en Angleterre ou les Européens en Amérique, ne constituaient qu'une minorité, un état-major de dirigeants, mais, grâce à la supériorité de leurs moyens matériels et au prestige de leur civilisation, ils ont fini par s'assimiler les indigènes, et ce sont les gros bataillons italiotes qui, menés par des cadres étrusques, s'élanceront aux ^{vii}^e et ^{vi}^e siècles à la conquête de la péninsule (4). Enfin les Étrusques, ingénieurs remarquables et constructeurs émérites, transforment les pays conquis grâce à un programme complet et systématique de travaux publics : défrichement des forêts, assèchement des marécages, régularisation des fleuves, construction d'aqueducs et d'égouts, aménagement des ports. Sous leur impulsion, l'agriculture, l'industrie, le commerce prirent un merveilleux essor. Dès avant le ^{vii}^e siècle, l'Étrurie, en relations étroites avec les grands foyers de la civilisation méditerranéenne — Grèce, Sicile, Phénicie, Carthage,

(1) **XXVI**, I, 152-153 ; **XX**, II, 397-399.

(2) **XX**, II, 399 ; **XXVI**, I, 434-436.

(3) Liste dressée par E. BORMANN, dans **XXXIV**, 1887, 103 sq.; voir aussi **XVIII**, I, 435, n. 3 ; **XX**, II, 399-400.

(4) **DEN.**, VII, 3 ; **CCIX**, 65-67.

— commence à assumer dans l'Italie centrale et septentrionale ce rôle d'initiatrice qui restera son apanage et constituera sa puissante originalité.

IV

LES GRECS.

Le grand mouvement de colonisation grecque, qui devait être pour l'Italie du Sud et la Sicile le point de départ d'une transformation si profonde, commence au début de ^{viii}e siècle avant Jésus-Christ. Quels peuples les émigrants grecs vont-ils trouver devant eux ? En Sicile, les Sicules et les Sicanes auxquels il faut joindre les quelques comptoirs fondés par les Phéniciens dans la partie occidentale de l'île ; en Italie, les Italiotes, de la Campanie à la mer Ionienne, et le peuple illyrien des Iapyges, du golfe de Tarente au mont Gargano. Au cours d'une ruée de deux siècles (^{viii}e-^{vii}e siècles av. J.-C.), les Grecs conquièrent leur place au soleil en soumettant ou en refoulant dans l'intérieur les anciens maîtres du sol. Une seule exception toutefois : les colonies phéniciennes de Sicile, fortes de l'appui de Carthage, réussirent à se maintenir. Le mouvement commence par la colonisation chalcidienne. Les Chalcidiens d'Eubée, s'aventurant sur les rivages de la mer Tyrrhénienne, malgré la concurrence jalouse des Étrusques, viennent fonder Cumes au nord du golfe de Naples, dont la tradition faisait la plus ancienne des colonies grecques d'Occident (1). Selon la chronologie d'Eusèbe (2), cet événement se placerait vers 1050, date inad-

BIBLIOGRAPHIE. — *Textes*. — THUCYDIDE, VI, 3, 5 ; EUSÈBE, *Chronique*, II, pp. 61 ; 78-88 ; 83-93 (éd. Schœne).

Ouvrages principaux. — III, I, 364-440 ; **XXVI**, I, 312-328 (notamment pour la chronologie, I, 316, n. 1) ; **XXI**, I, 1-334 ; **CCII**, II, 1-26 ; **XVIII** ; **CLIX**, 261-271.

(1) STR., V, 4 (p. 243 C.) ; **XXI**, I, 156-164.

(2) EUS., *Chron., édit. syr.*, ad ann. Abr. 965 [= 1052 av. J.-C.] ; HIER., ad ann. Abr. 967 [= 1050 av. J.-C.], éd. Schœne, II, p. 61. — Maintenu par O. MONTELIUS, **CLXXXVII**, cette date est rejetée avec raison par **CXLVI**, 430-434 ; **LXXXVII**, 435-437 ; **XXI**, I, 162.

missible, qui constitue un de ces cas d'anticipation historique dont l'histoire primitive de l'Italie offre de si nombreux exemples. Le témoignage de l'archéologie est catégorique sur ce point : les tombes indigènes, antérieures à la fondation de la colonie, descendent au moins jusqu'à la seconde moitié du ix^e siècle (1). Cumes, dans ces conditions, n'a pu être fondée avant la fin du ix^e siècle ou même le début du viii^e ; elle précède donc d'un demi à trois quarts de siècle le commencement de la colonisation grecque en Sicile (2).

Au début du sixième livre de son histoire, Thucydide (3), suivant probablement sur ce point Antiochos de Syracuse, fournit des éléments chronologiques de la combinaison desquels résultent, pour les colonies grecques de Sicile, les dates de fondation suivantes : Naxos, 734/733 avant Jésus-Christ ; Syracuse, 733/732 ; Léontini, Catane, Mégare, 727/726 ; Gela, 688/687 ; Acrae, 663/662 ; Casmenae, 643/642 ; Sélinonte, 627/626 ; Camarina, 598/597 ; Agrigente, 580/579 ; les premières d'ailleurs ne semblent pas revêtir une certitude absolue et peut-être, comme pour Cumes quoique dans une proportion plus restreinte, convient-il de les soumettre à un rajeunissement de quelques années ; les plus anciennes se placeraient ainsi vers la fin du viii^e siècle, date qui trouve sa confirmation dans les découvertes archéologiques (4). En Sicile comme à Cumes, l'initiative du mouvement revient aux Chalcidiens, suivis à bref délai par les Doriens, les fondateurs de Syracuse. En Italie du Sud, sur le continent même, se poursuit un processus de colonisation parallèle. Eusèbe nous a transmis une série de dates qui s'y rapportent : Métaponte et Pandosia, 773/772 ; Sybaris et Crotona, 708/707 ; Tarente, 705/704 ; Locres, 673/672 ; Lipara, 627/626. L'antiquité de Métaponte et de Pandosia semble être quelque

(1) G. PELLEGRINI, dans **LXIII**, XIII, 1903, 207, n. 2 ; E. GABRICI, dans **LXIII**, XXII, 1913, 212.

(2) E. GABRICI, *loc. cit.*, 439-447.

(3) THUC., VI, 3, 5.

(4) P. ORSI, dans **LXV**, 1895, 109 sq.

peu exagérée; en fait, la colonisation de la Sicile et celle de l'Italie méridionale ont été à peu près contemporaines. Les Chalcidiens fondent Rhegium; les Achéens, Crotone, Sybaris, Siris, Métaponte; les Locriens, Locres; les Doriens de Laconie, Tarente. Puis les colonies grecques d'Italie se mettent à essaimer elles-mêmes; Locres fonde Medma et Hipponium; Crotone, Terina, Scilletium, Caulonia, Pandosia; Sybaris, Laos, Scidros, Posidonia; Siris, Pyxus. Les cités grecques se multiplient ainsi de Cumes à Tarente sur la côte méridionale de la mer Tyrrhénienne et le long de la mer Ionienne; la côte italienne de l'Adriatique, au contraire, reste dans son ensemble en dehors de leur sphère d'action.

La prise de possession du littoral ne s'opéra pas sans peine; les populations que les Grecs trouvaient devant eux étaient grossières, mais vaillantes et belliqueuses (1). Elles durent cependant s'incliner devant la supériorité matérielle et morale des nouveaux venus; les unes furent réduites en servitude et hellénisées, les autres écartées du rivage et refoulées dans les montagnes de l'intérieur. Par l'agriculture, par le commerce tant maritime avec l'Orient, les villes de la mère patrie, Carthage, l'Étrurie, que continental avec les peuples d'Italie limitrophes, les colonies grecques ne tardèrent pas à devenir puissantes et à acquérir de grandes richesses; l'opulence de Sybaris passa bientôt en proverbe. Le développement intellectuel et artistique atteindra son apogée depuis le ^{vi}^e siècle; Locres aura le lyrique Stésichore, Rhégium Ibycos et le premier en date des historiens grecs d'Italie, Hippys; Velia deviendra un foyer intense de spéculation philosophique avec Xénophane, Parménide et Zénon (2); Crotone et Métaponte constitueront

(1) Voir particulièrement sur ce point les importantes fouilles de P. Orsi à Locres en 1889, 1890, 1908, 1919 (Cf. P. ORSI, *Appunti di protostoria et storia locrese*, dans **LXXXVIII**, 155-168), et le résumé de W. A. OLDFATHER, dans **LXVII**, 1912, 321-331.

(2) **XXVI**, I, 322-324; **CXIX**, II, 339-346; 516-532; 543-551; 586; **CXIII**, 113-114; 162-166; 334; 426-427; **CLIX**, 261-271; **CCXVIII**, 57-118.

les centres principaux du pythagorisme. Bientôt le rayonnement de cette civilisation brillante gagne l'intérieur; directement ou indirectement tous les peuples de la péninsule vont recevoir des Grecs leur alphabet; les Italiotes de l'Italie méridionale et les Iapyges, à l'école de Tarente, les Osques de Campanie, à celle de Cumes et de Naples, s'initient, pour la première fois, à la grande culture méditerranéenne. A l'image des cités grecques, les premières villes d'Apulie, Arpi et Canusium, surgissent du sol et, en Étrurie même, c'est avec le ^{vii}^e siècle que l'influence hellénique va prendre son complet développement (1).

Vers le milieu du ^{vii}^e siècle avant Jésus-Christ, de tous les peuples de l'Italie classique, un seul, les Gaulois, manque encore à l'appel; ils ne franchiront les Alpes que deux siècles et demi plus tard, mais à cette exception près la physionomie ethnique de la péninsule est fixée dans ses lignes essentielles et les deux milieux civilisateurs, qui exerceront sur l'Italie ancienne l'influence décisive, l'Étrurie au centre, la Grande Grèce au sud, ont déjà commencé à jouer leur rôle. Le moment est venu de jeter un dernier regard sur le passé italique et d'en fixer, en quelques mots, les caractéristiques principales. Dès les temps les plus reculés de son histoire, l'Italie, grâce à sa situation exceptionnelle au centre du bassin méditerranéen, grâce aussi à l'attraction de son climat et à la fertilité de son sol, apparaît comme un foyer d'appel des hommes et des choses, comme un puissant creuset des races et des civilisations. Immigrants du nord et du midi, Italiotes et Gaulois, d'une part, Étrusques, Illyriens et Grecs de l'autre, courants civilisateurs de l'Europe centrale et de la mer Égée, influences vivificatrices du nord et de l'est, s'y sont rencontrés, heurtés ou fondus. Avec le ^{viii}^e siècle, la période de formation s'achève et l'immense révolution, que représente l'introduction de l'alphabet par les

(1) CLXXV; U. KAHRSTEDT, dans LVI, 1912, 461.



Fig. 2. — L'Italie préromaine au milieu du VII^e siècle avant J.-C.

Greco, annonce les temps nouveaux. Caton (1), avec son ironie mordante, disait des Ligures : *inlitterali mendacesque sunt et vera minus meminere*. Accusation de mensonge à part, la remarque peut viser aussi justement tous les autres peuples de l'Italie primitive. L'alphabet représente la fin de cette impuissance séculaire. La préhistoire italique va se clore et l'histoire, entrer en scène.

(1) CATON, cité par SERV., *Ad Aen.*, XI, 715 [= H. R. R., p. 64, fr. 31].

CHAPITRE II

LE LATIUM PRIMITIF ET LES DÉBUTS DE ROME

I

LE LATIUM PRIMITIF.

L'histoire du Latium, comme celle du reste de l'Italie, ne commence à proprement parler qu'avec la colonisation de la Grande Grèce aux VIII^e et VII^e siècles avant Jésus-Christ. Pour la période antérieure, outre quelques rares survivances dans le domaine des institutions, il ne nous reste que les données fragmentaires de la préhistoire ou de la protohistoire et un certain nombre de traditions plus légendaires d'ailleurs qu'authentiques. Aux temps lointains, le Latium n'a pas été gâté par la nature. La partie basse du pays, couverte d'eau jusqu'à mémoire

BIBLIOGRAPHIE. — *Textes.* — TITE-LIVE, I, 1-34 (Cf. FLORUS, I, 1; EUTROPE, I, 1-5; OROSE, II, 4, 1-11); DENYS D'HAL., I-III, 45; DIODORE, V-VIII (fragments); DION CASSIUS, I-II (fragments, cf. ZONARAS, VIII 1-7); PLUTARQUE, *Romulus*, *Numa*, *Questions romaines*; APPIEN, *Basiliq.*, fragm. 1-7; CICÉRON, *De Republ.*, II, 1-19; JUSTIN, XLIII, 1-3, 3; VARRON, *De Ling. lat.*, V, 48; VII, 28; STRABON, V, 3, 4 (p. 230 C.); PLINE, *Hist. nat.*, III, 56; 69-70; TACITE, *Annales*, XII, 24; FESTUS, s. v. *Sacran* (pp. 424-425), *Septimontio* et *Septimontium* (pp. 458-459; 474; 476); SERVIUS, *Ad Aen.*, I, 6; VI, 783.

Inscriptions. — *Fastes triomphaux* (C. I. L., I^a, p. 168).

Ouvrages et articles principaux. — CCXIII; XIII, 2-7; 24-27; 226-285; XXIII, 32; 116; 176; 193; 269; 273; 396-399; 424; 480-481; 484; 496-498; XVI, B. pl. 355-370; XX, I, 366-377; 381 sq.; XXVI, I, 171-223; 344-396; CXL, 47-56; CCIX, 87-231; 235 sq.; XVIII, *passim*; VIII; IX, CXII; P. GRAFFUNDER, dans XXII, s. v. *Rom*, 1011-1021; L. MARIANI, dans XL, 1896, 5-60; G. PINZA, *ib.*, 1898, 53-301; *id.*, 1900, 147-219; A. GRENIER, dans LVII, 1905, 293-328; E. KORNEMANN, *Urbs et Polis*, dans LVI, 1905, 72-92; U. KAHRSTEDT, dans LVI, 1912, 461-473; A. ROSENBERG, dans XLVII, 1919, 113-142; XIX, IV, 78-91; M. GELZER, dans XXII, s. v. *Latium*, 943-951; les cartes de W. GELL et A. NIBBY (CCXXXVIII) et A. VERRI (CCXXXIX).

d'homme, formait, de la côte aux premières pentes des montagnes, une vaste lagune qu'alimentaient les inondations violentes et périodiques du Tibre (1). Aussi ce bas Latium n'a-t-il été habité qu'à une époque relativement tardive et, plus tard encore, il restera marécageux et pestilentiel. Le volcanisme, avec ses deux centres principaux, du mont Ciminien, au nord, des monts Albains au sud, y a sévi longtemps avec intensité; cataclysmes volcaniques et malaria : deux phénomènes naturels dont on ne saurait exagérer le rôle dans le peuplement et l'histoire primitive du vieux Latium. Ajoutons que la plaine latine, dans ses limites du littoral à l'ouest, du Tibre au nord, de l'Apennin à l'est, des monts Albains au sud, constituait le cadre parfait d'un futur État continental, pure possibilité géographique que l'élément humain, Rome en l'espèce, se chargea de réaliser sous la forme la plus brillante.

Quand l'homme a-t-il fait son apparition dans le Latium ? Pour l'âge paléolithique, rien de sûr. Certains débris — restes d'animaux ou outils retrouvés notamment dans les graviers du Tibre et de son affluent, l'Anio (Ponte Molle, Acquatraversa, Tor di Quinto. Ponte Mammolo, Ponte Salaro, Caprines, sous Monticelli, près de Tivoli), d'autres découverts à Porto d'Anzio et Palestrina — semblent se rapporter à cette période, mais deux remarques s'imposent : de ces trouvailles, les unes peuvent fort bien appartenir seulement à l'époque néolithique, pendant laquelle a continué la fabrication des objets de l'âge précédent; les autres, engagées dans les dépôts diluviaux et entraînées par les eaux, n'étaient plus en place. Le doute subsiste donc. Au contraire, pour la période néolithique, les découvertes de Monticelli, Palestrina (outils, fonds de cabanes), Grotta Ferrata (tombe), et de la Farnesina (Monte Mario) attestent, avec certitude, dès ce moment, la présence de l'homme dans les basses

(1) XVIII, I, 254-263; CCXIII, 8-13; L. MARIANI, dans XL, 1896, 54 sq.; CXII, 47 sq.; et la carte géologique de la campagne romaine de A. VERRI, CCXXXIX.

vallées de l'Anio et du Tibre. A l'époque néolithique appartiennent les tombes de Monticelli non loin de Tivoli, de Sgurgola et de Cantalupo-Mandela (la première sur la pente des monts Lepini, la seconde sur celle des monts de la Sabine), la nécropole de Viterbe (1). Le rite funéraire, comme le montrent les squelettes retrouvés en place, est celui de l'inhumation; le mobilier funéraire comprend des vases grossiers d'argile, des armes (haches, pointes de flèches) de silex, enfin, à Sgurgola, un stylet de cuivre de la forme la plus archaïque.

Si le plein âge du bronze n'a donné lieu dans le Latium qu'à des découvertes sporadiques (2), la fin de cette période, au contraire, dans sa transition au premier âge de fer, est représentée par des trouvailles de premier ordre : celles de Tolfa et d'Allumière, près de Civita Vecchia, d'Ardée, au sud de Rome, surtout les importantes nécropoles des monts Albains (Marino, Castel Gandolfo, Grotta Ferrata), et, à Rome même, de l'Esquilin et de la Voie Sacrée (3). Cette civilisation dont l'aire correspond, dans l'ensemble, aux limites mêmes du Latium — la frontière étrusque au nord, Palombara Sabina à l'est, Velletri au sud — et qui a reçu pour cette raison le nom de civilisation latiale, se caractérise essentiellement par la pratique de l'incinération : tombes à puits, cendres enfermées dans un ossuaire d'argile en forme d'urne-cabane ronde représentant l'habitation du vivant et accompagnée d'un mobilier plus ou moins complet de vases à offrandes, sépulture recouverte d'une dalle grossière, parfois brute, parfois déjà dégrossie. Le rite de l'inhumation apparaît aussi, seulement à titre exceptionnel. Mais le trait le plus frappant de cette civilisation latiale à l'aube

(1) CCXIII, 17-33; XIII, 25-27; 71; XXIII, 193-194; 248-249; XVI, 613-625 (B. pl. 128).

(2) XXIII, 396.

(3) CCXIII, 34-39; 324 sq.; XIII, 229-231; T.-E. PEET, dans LXX, 1910^o, 381-382. Pour les nécropoles albaines en particulier, XXXII, 1867, 5-72; 1871, 239-279; XLI, 1878, 7-10; LXV, 1902, 135-198; G. PINZA, dans XL, 1900, 147-219 CCXIII, 350 sq.; XVI, II, 653-690 (B. pl. 135-141); XIII 242-244. En ce qui concerne Rome, voir plus loin, pp. 98 sq.

de l'âge du fer, c'est sa parenté étroite et exclusive avec les terramares de la vallée du Pô, témoin les fibules d'un type si particulier et surtout l'anse lunulée, qui se retrouve dans les nécropoles albaines, dans le plus ancien village du Germal, sur le Palatin, et jusqu'à Ardée (1). Selon toute vraisemblance (2), quelque tribu, lointaine ancêtre des Latins de l'époque historique, avant-garde de la grande migration italiote, est venue de la vallée du Pô, vers le milieu du second millénaire avant Jésus-Christ, s'installer dans la région des monts Albains. Elle y a trouvé des populations plus anciennes, les néolithiques de la préhistoire, les Ligures de la tradition, dont le rite sporadique de l'inhumation révèle peut-être la survivance, et avec lesquelles elle a fini par se fondre. Ligures et Italiotes, inhumants et incinérants, représentent les deux éléments constitutifs, les deux cellules primordiales d'où sortiront les Latins primitifs, les Prisco-Latins, les plus lointains ancêtres du peuple romain.

Aux deux caractères essentiels que nous avons déjà signalés — limitation géographique, relations étroites avec la vie des terramares, — la civilisation latiale en joint encore un troisième : une stabilité remarquable. Au cours de la période suivante, l'âge de fer, tandis que va s'épanouir au nord du Tibre la brillante civilisation villanovienne, la civilisation latiale, elle, se développera et s'enrichira fort peu. Sans doute, et seul le contraire eût été surprenant, la civilisation de Villanova, qui a rayonné jusqu'en Campanie, n'a pas manqué de toucher le Latium, témoin diverses trouvailles relatives à cette période dans le Latium même et dans le pays des Falisques (monts Monterano et Sant'Angelo, colline Narce), mais son action dans ce domaine particulier apparaît beaucoup moins intense et profonde qu'ailleurs. Le vase bitronconique de type villano-

(1) L. PIGORINI, dans **XLII**, 1900, 21 sq.; *id.*, 1903, 204-206; **XIII**, 230-231; T.-E. PEET, dans **LXX**, 1910^a, 386-387.

(2) L. PIGORINI, dans **LXII**, 1900, 21 sq.; **XIII**, 229-285; **XXIII**, 496; I. DALL'OSSO, dans **LXVI**, 1924^a, 339-340.

vien, très rare, ne réussit pas à supplanter l'urne-cabane latiale traditionnelle, qui reste par la suite encore d'usage courant. L'influence villanovienne se traduit surtout dans la céramique accessoire, tant au point de vue de la forme (cruches, tasses à anse verticale, petites amphores en forme de vessie) que de la décoration (ornementation géométrique, particulièrement méandrique). Dans le Latium, la civilisation villanovienne n'a pas étouffé la civilisation latiale antérieure, pas plus que les Ombriens, ses grands représentants, n'ont franchi le Tibre ni occupé la plaine latine d'une manière permanente.

Aux premiers siècles de son histoire, le Latium ne possède pas de villes. Varron (1) rappelle le temps

« où les hommes habitaient dans des cabanes et dans des huttes, où ils ignoraient ce qu'était un mur ou une porte. »

Ce stade de la vie sociale où l'homme vit dispersé en villages, c'est celui du Latium primitif, c'est, à la même époque, le mode de peuplement normal de l'Italie tout entière (2), tel que nous le voyons survivre encore aux temps classiques dans les régions qui n'ont pas subi directement l'influence du système urbain étrusque ou grec, telles que la Sabine et le Samnium, au moment de la conquête romaine, et plus tard encore sous Auguste, au témoignage de Strabon (3), les peuples de l'Apennin central (Peligni, Vestins, Marses et Marrucins). Le pays se divise en circonscriptions territoriales ou *pagi*; une partie de la population vit en état de dispersion complète dans la campagne, le reste s'agglomère dans des villages-refuges (*vici*, *oppida*), où, en cas de péril, bêtes et gens viennent à la ronde chercher temporairement un abri; ce sont ces conditions de vie que l'on trouvera plus tard encore chez les Germains et que César, lorsqu'il traversera la Manche, rencontrera en Bre-

(1) VARR., *De Re rust.*, III, 1, 1-3.

(2) E. KORNEHMANN, dans *L. V. I.*, 1905, 78-88; *CXL*, 47 sq.

(3) STR., V, 4, 2 (p. 241 C).

tagne (1). Ces villages-refuges sont fort nombreux; Pline (2), à propos des Ombriens, parle de trois cents *oppida* conquis par les Étrusques. Les *oppida* latins, conformément à leur destination, s'élèvent généralement sur une hauteur, tradition séculaire que le Latium n'oubliera jamais. Les villes latines de l'époque historique, Tibur, Préneste, Tusculum, Aricia, Velitrae, Lanuvium, Collatia, Ardée, se conformeront généralement à cette règle lointaine. Aujourd'hui encore les centres habités fuient la plaine et se réfugient sur les hauteurs, bourgades étagées en guirlandes sur les premières pentes des montagnes, monts de la Sabine ou monts Albains, — Palestrina, Frascati, Marino, Grotta Ferrata, Albano, Rocca di Papa, — ou disséminées en avant-gardes sur une série de monticules aux confins de la plaine — Monterondo, Zagarolo, Mentana, d'autres encore. Sans doute, à l'âge des Prisco-Latins, la campagne romaine n'était pas le morne désert d'aujourd'hui; elle avait une population sinon fort nombreuse — on a trop souvent exagéré en ce sens (3), — du moins très appréciable, mais déjà cette population obéissait aux lois générales de répartition actuelles; elle recherchait les hauteurs autant qu'elle évitait la plaine. Ce mode de peuplement répondait à deux causes fondamentales; la première, d'ordre géographique, et par définition même essentiellement permanente, qui joue encore sous nos yeux, une raison de salubrité. La campagne romaine est malsaine et insuffisamment drainée; l'écoulement des eaux s'y fait mal; la malaria y sévit à l'état endémique. Dans ce royaume de la fièvre les hauteurs constituent des oasis de salubrité : *Saluberrimi colles*, fait dire Tite-Live à Camille, à propos des collines de Rome (4). L'autre raison, essentiellement historique, au

(1) CES., *Guerr. Gaul.*, V, 21, 3.

(2) PLIN., *Hist. nat.*, III, 113.

(3) Par exemple, T. FRANK, dans XXX, 1919, 267-276, et CXXXII, 8-9. E. PAIS, XX, 1, 623-626, donne sur ce point la note exacte; voir la *Carta dei Dintorni di Roma* de W. GELL et A. NIBBY (CCXXXVIII).

(4) LIV., V, 54, 4; cf. CIC., *De Rep.*, II, 6.

contraire, tient aux conditions de la vie politique et sociale à cette époque. Les populations primitives du Latium aiment la guerre et le pillage; encore au stade pastoral, elles mènent une vie, non d'agriculteurs et de sédentaires, mais de semi-nomades et de pasteurs (1). Or le bétail représente une richesse particulièrement mobile et précaire; les *razzias* de peuplade à peuplade se succèdent comme faits divers. Aussi songe-t-on à se ménager des refuges aussi inviolables que possible et, pour ce rôle indispensable de sécurité, le choix de hauteurs apparaît tout naturellement indiqué. Notons, dès ces temps lointains, cette distinction fondamentale de la hauteur et du plat pays, des *montes* et des *pagi*, qui se retrouvera à Rome et restera, à l'époque classique encore, un des caractères essentiels de la topographie locale. Ainsi donc, dans cet antique Latium, pas de vie urbaine proprement dite; Albe même, qui finira par devenir la métropole religieuse de la région tout entière, ne constituait, au point de vue matériel, qu'un centre modeste; la dispersion des nécropoles albaines, découvertes sur un espace de cinq kilomètres, de Grotta Ferrata à Castelgandolfo, semble bien refléter la dissémination même de l'habitat des vivants (2). La notion de ville, d'*urbs*, ne pénétrera dans le Latium qu'à partir de la seconde moitié du VII^e siècle, avec la conquête étrusque.

L'unité politique n'est pas encore la cité, mais la peuplade. Pline l'Ancien (3), dans un document célèbre, nous donne une liste de trente ou trente et une de ces peuplades, membres par la suite de la ligue albaine, disparues au commencement de l'Empire, ou du moins qu'il croyait telles.

Mais cette liste, par définition même, ne prétend pas épuiser la totalité des peuples latins primitifs. On n'y voit figurer ni

(1) VARR., *De Re rust.*, II, 4; A. GRENIER, dans LVII, 1905, 323.

(2) G. PINZA, dans XL, 1900, 219.

(3) PLIN., *Hist. nat.*, III, 69-70 (éd. E. DETLEFSEN dans les *Quellen und Forschungen zur alten Geschichte und Geographie* de W. Sieglin, Heft IX, Berlin, 1904). Pour le commentaire, voir surtout XVIII, II, 555-560; XXVI, 378-380, et A. ROSENBERG, dans XLVII, 1919, 122-142.

Gabies, ni Bovillae, ni Labici, ni Ardée, ni Lavinium, ni Aricia, ni Tusculum, qui cependant, à l'époque classique, participaient aux fêtes latines (1). En fixant à une quarantaine au minimum le nombre total de ces peuples latins originairement indépendants, on doit serrer d'assez près la vérité. Ce chiffre, considérable déjà pour un territoire dont la superficie maxima ne dépassait guère 2 000 kilomètres carrés — soit une moyenne de 50 kilomètres carrés par unité — suffit à prouver que les *populi* de Pline n'étaient pas à vrai dire des peuples, mais tout au plus des peuplades et des tribus. Les monts Albains représentaient à la fois leur centre et leur acropole; un réseau de postes avancés, grand'gardes poussées aux confins mêmes du monde latin — Ardée et Lavinium vers le littoral, Collatia et Antemnae vers l'Anio, Ficana et la colonie Palatine, berceau de la future Rome, vers le Tibre, — surveillait les peuples voisins et garantissait au Latium l'inviolabilité de ses frontières naturelles.

Dans une période ultérieure, le Latium passe du stade de la dispersion à celui de la fédération. Sous la pression de nécessités militaires et aussi de besoins économiques, une idée nouvelle, la notion de ligue, fait son apparition au sein des peuples *prisco-latins*; l'application aux villages romains, sous la forme de *Septimontium*, ne sera que le reflet particulier de ce phénomène général. Mais la réalisation du principe fédératif dans le Latium ne s'est opérée que par une série d'étapes. Il se constitue tout d'abord des fédérations partielles et locales — celle de Lavinium, par exemple (2). A leur multiplicité, ces groupements fédératifs primitifs ajoutaient un second caractère: loin d'être fixés une fois pour toutes, ils restaient singulièrement instables au double point de vue de leur étendue et de leurs éléments constitutifs. Ces unions de peuplades se nouaient ou se dissolvaient au gré des événements militaires ou des nécessités économiques. Après une longue série de

(1) **XXVI**, I, 378-381; A. ROSENBERG, dans **XLVII**, 1919, 114-122.

(2) **XX**, I, 372; C. JULLIAN, dans **IV**, s. v. *Feriae latinae*, p. 1067.

troubles et de luttes intestines et à une date que nous ignorons, mais qui est antérieure à la formation du Septimontium romain (fin du ^{viii}^e siècle-début du ^{vii}^e), la géographie du Latium,



Fig. 3. — Le Latium primitif.

traditionnellement instable et mouvante, commence à se fixer par la constitution de la ligue albaine. L'ensemble des peuples latins, ou du moins la plus grande partie d'entre eux, — une quarantaine au total (1), — se groupent autour d'Albe sous forme d'une fédération unique, au sein de laquelle disparaissent

(1) Quarante-sept, selon G. DE SANCTIS, **XXVI**, I, pp. 378-380 ; trente-six seulement d'après A. ROSENBERG, dans **XLVII**, 1919, 146, lequel d'ailleurs rapporte cette organisation fédérale au ^{iv}^e siècle av. J.-C., (*loc. cit.*, 114 sq.).

sent ou s'effacent les ligues locales antérieures. Fédérés sur une base de nature essentiellement religieuse, les peuples de la ligue ont pour centre fédéral le culte de Jupiter Latial, sur le mont Cavo, sommet le plus élevé des monts Albains. Pas de capitale, au sens matériel du mot; Albe elle-même n'est qu'un groupement de villages ou tout au plus de petites bourgades. Aussi, en l'absence d'une ville ou d'un peuple assez forts pour exercer une véritable et durable hégémonie politique, l'unité fédérale latine restera-t-elle toujours lâche et précaire. Rome, fille du Latium et reflet de ses institutions, nous offrira, à ses origines, un aspect analogue.

Engagé dans la grande vie méditerranéenne par sa façade maritime tyrrhénienne, intermédiaire entre l'Étrurie et la Grande Grèce, ces deux foyers civilisateurs de l'Italie primitive, le Latium, dès avant le ^{viii}^e siècle, commence à sortir de son isolement et à s'ouvrir aux influences du dehors (1). Les bois de ses forêts, la laine de ses troupeaux hivernants, les produits abondants d'un pays encore vierge attirent les navigateurs carthaginois, étrusques et surtout grecs. Des rapports de commerce se nouent entre étrangers et indigènes. Avec les marchands pénètrent les premiers rudiments d'une civilisation supérieure, et bientôt les cultes de la Grande Grèce — Leucothea, Artemis Phaselis, Juno Argiva, Aphrodite — vont recevoir droit de cité à Satricum, sur la côte des Volsques, et, au sein même du Latium, à Lavinium et à Aricie. Mais cette influence grecque ne dépasse guère la région maritime. Au ^{viii}^e siècle avant Jésus-Christ, les Prisco-Latins de l'intérieur ne sont encore que de pauvres bergers à demi nomades, menant rude vie et de mœurs souvent féroces, à en juger par la survivance caractéristique du *rex nemorensis*, « le roi de Nemi »; ils ne connaissent ni l'écriture, ni probablement même l'agriculture que leur révéleront dans la période suivante les Étrusques. Voilà le cadre

(1) CCXIII, 569 sq.; XX, I, 368-369; U. KAHRSTEDT, dans LVI, 1912, 467-468.

géographique, politique et social dans lequel a vu le jour et, pendant de longs siècles, grandi la future Rome. A la lueur de ces faits précis, son histoire, dégagée des nuages de la légende, nous apparaîtra maintenant plus solide et plus claire.

II

LES PREMIERS VILLAGES ROMAINS.

Le récit de la fondation de Rome, telle que nous la voyons fixée par les historiens — Tite-Live, Denys d'Halicarnasse, Plutarque — ou chantée par les poètes de l'époque impériale — Virgile, Ovide, Properce, — appartient au domaine de la légende. Deux faits, et deux faits seuls, sont à en retenir : le Palatin, conformément à la tradition (1), représente bien le noyau primitif de la ville, et, d'autre part, les premiers colons, qui se sont installés sur la colline, venaient d'Albe. En dépit de sa cohérence apparente et de sa minutie affectée, la tradition n'apporte à l'histoire de Rome, dans la période préétrusque, qu'une contribution fort maigre et trop souvent sujette à caution. C'est aux découvertes archéologiques modernes — fouilles du Palatin en 1907 (2), nécropoles de l'Esquilin, du Quirinal, de la Voie Sacrée, en particulier — qu'il convient de demander avant tout les précisions et les garanties nécessaires (3).

Une question se pose tout d'abord : le sol romain a-t-il été habité antérieurement à la colonisation du Palatin ? Couvert de marécages au milieu desquels émergeaient seules, tel un archipel, une série de collines hérissées de bois, inondé

(1) Malgré la tentative manquée de H. DEGERING dans **XXXVII**, 1903, 1645, pour le dépouiller de ce privilège : cf. tout récemment I. DALL'Osso, *l'Urbs Quadrata sul Palatino e la vera Roma sul Tevere*, **LXVI**, 1924², 338-358. Sur le Palatin, voir les deux cartes de R. LANCIANI dans sa *Forma Urbis Romae* (**CCXL**), et de la *Scuola d'applicazione per gli ingegneri* (**CCXLI**).

(2) Voir pour la bibliographie, p. 94, n. 6.

(3) **CCXIII**, 43-314; **IX**, 35-36; 115-116. Pour la nécropole de la Voie Sacrée, voir les rapports officiels de G. BONI, cités plus loin, p. 99, n. 1

périodiquement par les crues du Tibre et livré en tout temps aux ravages de la fièvre, l'emplacement de la future Rome n'avait rien qui pût séduire l'homme et le retenir d'une manière permanente (1). La période paléolithique et le début de l'époque néolithique n'y ont laissé aucune trace d'établissement humain (2), les haches de pierre polie découvertes sur le sol romain ont été ou transportées par les eaux ou retrouvées dans des nécropoles de date ultérieure. En fait, les premiers habitants de Rome ont été les néolithiques Ligures et la tradition romaine nous parle d'un village ligure antérieur à la venue des colons d'Albe et établi sur l'Aventin (3). Le nom même de l'Aventin, auquel les écrivains anciens ont cherché tant d'étymologies aussi fantaisistes que puériles, semble être d'origine ligure. Ces habitants de l'Aventin primitif portaient le nom de Casques — *Caschi* — et peut-être faut-il voir dans Cacus, le rival malheureux d'Hercule, simplement le héros éponyme de leur antique communauté (4). Ce pauvre village de chasseurs et de pasteurs devait tomber par la suite sous les coups de ses voisins, les Latins du Septimontium, et disparaître, selon la règle, victime d'une race supérieure et d'une civilisation mieux outillée.

Le premier vestige de colonisation dont l'archéologie atteste la présence sur le sol romain, est le village du Germal, dans la partie occidentale du Palatin (5). Les fouilles de 1907 ont apporté à cet égard des révélations décisives (6) : fonds de cabanes elliptiques et quadrangulaires, restes de fortifications, puits destinés à aller chercher dans le sous-sol l'eau nécessaire

(1) Liv., V, 54, 9 : « Cum in his locis nihil praeter silvas paludesque esset »; XX, I, 621-647 ; L. MARIANI, dans XL, 1896, 54-56.

(2) CCXIII, 8-16. — (3) CLXXX, 27-33 ; CCIX, 287-288. — (4) CIX, 288

(5) FEST., s. v. *Septimontium et Septimontio*, pp. 458, 459, 474, 476. CCXIII, 785-789 ; IX, 4.

(6) Voir les quatre rapports officiels de D. VAGLIERI, dans LXV, 1907 185-205 ; 264-282 ; 444-459 ; 529-542 et, pour la polémique avec L. Pigorini LXIX, 1907, 669-680 ; 1908, 201-210 ; 1909, 249-262 ; P. GRAFFUNDER, dans XXII, s. v. *Rom*, pp. 1014-1016 ; IX, 35

à la population, nécropole composée de deux séries de tombes, en forme de puits, les plus anciennes (x^e siècle av. J.-C.), ou de fosses, les plus récentes (viii^e-vii^e siècles), etc. Les débris de céramique d'âge villanovien trouvés en place fournissent un élément de datation indiscutable; ils remontent jusqu'au x^e siècle et prouvent que, dès cette époque reculée au plus tard, la colonie du Germal existait sur le Palatin (1). La tradition annalistique plaçait la fondation de Rome au milieu du viii^e siècle, mais elle conservait aussi le souvenir d'une colonisation palatine préromuléenne, d'origine arcadienne, disait-on, rattachée au nom du légendaire Évandré. Il est piquant de voir — et ce n'est pas le seul cas où la préhistoire vient au secours de l'histoire traditionnelle chancelante — les fouilles du Palatin, tout au moins du point de vue chronologique, confirmer son témoignage (2). Cette date du x^e siècle avant Jésus-Christ représente un élément d'importance primordiale pour l'histoire des origines de Rome. Nous disposons ainsi de deux bases solides: la présence d'une colonie albaine sur le Germal, la date minima de cette installation. Pourquoi cet emplacement? Pourquoi cette date? Deux questions capitales que provoquent les découvertes du Palatin et auxquelles nous devons tout d'abord nous efforcer de répondre.

Un synchronisme, tout d'abord, apparaît frappant: le x^e siècle, c'est le moment où les Étrusques, débarqués depuis quelques années sur la côte de la mer Tyrrhénienne, marchent à la conquête de l'intérieur (3). Du haut de leur acropole des monts Albains, les Latins suivent d'un œil anxieux les progrès de l'invasion. Ils voient les Étrusques s'approcher du Tibre, la frontière septentrionale et la barrière naturelle du pays latin.

(1) IX, 4, 3.

(2) Cf. déjà O. MONTELIUS, *Roma prima di Romolo e Remo*, dans LXIX, 1899, 196, et XVI, 643, qui, fidèle à son système de chronologie longue, exagère toutefois en faisant remonter au moins jusqu'au xii^e siècle la première fondation de Rome.

(3) Voir plus haut, p. 75.

Garder la rive latine, surveiller la rive opposée, telles sont évidemment les premières précautions défensives à prendre, et ces précautions, les faits nous montrent que les habitants du Latium les ont réellement prises. Dans ce secteur de trente-deux kilomètres, qui s'étendait du confluent de l'Anio à l'embouchure du Tibre, un point devait attirer et retenir particulièrement l'attention de la défense, celui où la présence d'une île — l'île tibérine de l'époque classique — réduisait au minimum pour l'adversaire les aléas et les dangers du passage (1). Vis-à-vis de l'île, sur la rive gauche, une série de collines, découpées par l'érosion, constituaient un poste d'observation et offraient, le cas échéant, une position défensive de premier ordre. C'est là, face au point éventuel de passage, que le Latium devait poster son avant-garde; la présence d'une colonie albaine sur le Germal, dès le ^x^e siècle, atteste qu'il n'y a pas manqué. Plus d'une fois déjà, sans doute, cheminant à la suite de leurs troupeaux et fidèles aux lois inexorables de la transhumance, les pâtres des monts Albains avaient descendu les vallées de la Marrana et de l'Almo et dressé leurs tentes au sommet du Palatin (2), installation temporaire qui va devenir définitive.

Frappés de l'extraordinaire fortune de Rome, les écrivains de la fin de la République et du début de l'Empire se sont ingéniés à en découvrir les causes primordiales. Cicéron, dans son traité *de la République* (3), Tite-Live (4), dans le discours qu'il prête à Camille pour dissuader ses concitoyens d'abandonner leur ville au lendemain de l'incendie gaulois, énumèrent avec complaisance les avantages exceptionnels de la situation de Rome. Les modernes, dans cette recherche rétrospective des causes, ont fait preuve d'une perspi-

(1) **XCI**, 3 sq.

(2) **I. GUIDI**, dans **XL**, 1881, 65-68; **XX**, I, 607; cf. sur le rôle de la transhumance au début de l'histoire romaine, **A. GRENIER**, dans **LVII**, 1905, 323 sq.

(3) **CIC.**, *De Rep.*, II, 5-6. — (4) **LIV.**, V, 54, 4-5.

cacité plus inquiétante encore. Ce sont là, ne l'oublions pas, prophéties après la lettre, et nous pouvons être assurés que les humbles fondateurs de la colonie du Germal n'ont visé ni si haut, ni si loin. Le rôle du Tibre dans la vie économique de l'Italie centrale, capital au cours de la période classique, ne saurait, sans anachronisme flagrant, être invoqué avec tant d'ampleur pour l'époque si lointaine des origines. L'escarpement naturel des collines, l'oasis de salubrité qu'elles offraient dans une contrée infestée par la malaria, sont certainement entrées en ligne de compte, mais seulement à titre secondaire et subordonné. A la base de la grandeur romaine, s'il y a des conditions géographiques incontestables, il y a aussi — je dirai même surtout — des intelligences et des volontés. La première colonisation sérieuse du sol romain résulte d'une cause essentiellement militaire et stratégique. Rome a été créée pour monter la garde, sentinelle vigilante, à la frontière du monde latin, comme Lavinium et Ardée vers la mer, comme Collatia aux confins du pays sabin. Lorsqu'il revendiquait le dieu Mars pour son père, ce peuple de soldats ne faisait que donner la parure de la légende à une vérité historique incontestable. Cette mission sacrée, de même qu'elle légitime son existence, va aussi expliquer ses premiers progrès.

Pour ce rôle de surveillance, raison d'être suprême de la colonie nouvelle, aucune des collines romaines ne présentait des conditions plus favorables que le Palatin. Il réalisait ce type de l'éperon montagneux qu'aimaient les Prisco-Latins pour l'établissement de leurs oppida (1) ; la raideur des escarpements, la présence de marécages, fossé naturel tendu sur le pourtour du plateau, lui donnaient le maximum de puissance défensive ; l'isthme de la Velia assurait, sous forme permanente, la sécurité des communications avec l'intérieur (2). L'eau abondait au pied de la colline ; sa hauteur la mettait à l'abri de la fièvre.

(1) O. RICHTER, dans **XXXII**, 1884, 90-107 ; **CCXIII**, 517, fig. 160.

(2) **IX**, 1.

Elle réunissait donc l'ensemble des conditions topographiques, militaires, hygiéniques désirables. Seul l'Aventin, semble-t-il, eût pu entrer à cet égard en compétition avec le Palatin, mais la place était occupée par le vieux village ligure, et il ne pouvait être question, pour le moment du moins, de l'en déposer.

Le sommet du Palatin présentait deux croupes distinctes — Germal, à l'ouest, Palatual (ou, forme moins vraisemblable, Palatuar), à l'est, — séparées par une dépression assez sensible qui a été artificiellement comblée à la fin de la République et surtout au premier siècle de l'Empire (1). Ce fut sur le Germal, dans la partie qui domine la dépression du Vélabre, que vint s'installer la petite colonie albaine, préposée en enfant perdue à la garde du Tibre, face à l'Étrusque menaçant. La tradition romaine avait conservé, sous le nom de Roma Quadrata, — un schéma géométrique — que les Prisco-Latins paraissent avoir affectionné dans la construction de leurs oppida — le souvenir de cet établissement primitif.

A la lumière des fouilles de 1907, ce village nous apparaît comme un centre de dimensions restreintes et de vie fort rudimentaire. Rien, ou presque rien, n'avait été fait pour modifier les conditions naturelles du sol. Un mur de terre et d'argile, renforcé peut-être d'une ligne palissadée, en constituait l'enceinte. Des huttes de forme elliptique ou circulaire, qui ont laissé leur trace sur le sol, servaient d'habitations aux vivants; les morts reposaient dans des tombes à puits que, dans la période suivante, viendront remplacer les tombes à fosses (2).

Cette colonie du Germal, dont nous constatons dès le ^xe siècle avant Jésus-Christ la présence au sommet du Palatin, ne resta pas longtemps isolée sur le sol romain. Peu de temps après, un second village s'installe sur la croupe occidentale de l'Esquilin, le Fagutal (3); les tombes de la Voie Sacrée, découvertes au

(1) **IX**, 1, 19; **CCXIII**, 785-786. — (2) Voir plus haut, pp. 94-95, et **IX**, 35.

(3) **FEST.**, *loc. cit.*; **CCXIII**, 782-783.

cours des fouilles de 1902-1903, en représentent la nécropole (1). Plus tard, au VII^e siècle, nous trouvons des villages analogues établis sur les hauteurs voisines : le Palatual, seconde croupe du Palatin, le Quirinal avec son annexe le Viminal, le Querquetul ou Querquetual (tout ou partie du Caelius), et la Velia (2). La date résulte pour le Quirinal, l'Oppius, le Cispius, des objets fournis par leurs nécropoles (3); quant aux autres, nous savons seulement que leur existence est antérieure à la formation de la ligue septimontiale, dans le courant du VIII^e siècle (4). A cette date, par conséquent, une couronne d'au moins sept villages entoure la vieille colonie du Germal. Tout d'abord, sur le Palatin même, le village du Palatual, dont les constructions ultérieures du Palais Impérial recouvrent encore les vestiges ; sa nécropole, située probablement dans la vallée qui sépare le Palatin du Caelius, n'a pas été retrouvée. Mêmes remarques pour les deux villages de la Velia et du Querquetu(a)l ; en dehors de leur nom et de leur emplacement approximatif, nous n'en connaissons rien. Les découvertes archéologiques modernes nous renseignent mieux sur la topographie des quatre autres : le Quirinal-Viminal, le Cispius, l'Oppius et le Fagutal. Le Quirinal et le Viminal, dont les limites de la nécropole permettent de préciser l'extension, occupaient toute la partie méridionale des deux collines du même nom (5). Des deux grands promontoires montagneux projetés vers l'ouest par l'Esquilin, celui du nord portait le village du Cispius (6), celui du sud, plus ample, se répartissait entre les deux villages de l'Oppius (7), à l'est, et du Fagutal, à l'ouest. La toponymie de ces villages emprun-

(1) Voir surtout les sept rapports officiels de G. BONI, dans **LXV**, 1902, 96-111 ; 1903, 123-170 ; 375-427 ; 1905, 145-193 ; 1906, 5-54 ; 253-294 ; 1911, 157-190. — **CLVIII**, 199-205 ; **CCXIII**, 273-314 ; **IX**, 115-116.

(2) *FEST.*, *loc. cit.* ; **CCXII**, 776-791 ; **IX**, 4.

(3) **CCXIII**, 43-248 (nécropole de l'Esquilin) ; 248-264 (nécropole du Quirinal).

(4) *FEST.*, s. v. *Septimontio et Septimontium*, pp. 458, 459, 474, 476.

(5) **CCXIII**, 776-782. — (6) **CCXIII**, 784-785.

(7) **CCXIII**, 782-784.

tait ses éléments essentiels à la vie pastorale (1) (Palès, la déesse des troupeaux), ou à la végétation forestière qui recouvrait le sol (Querquetual, la colline aux chênes; Fagutal, la colline aux hêtres; Viminal, la colline aux saules) : pâturages et forêts, les deux pôles de la vie romaine naissante.

Au point de vue ethnique et chronologique, ces villages primitifs offrent deux caractéristiques essentielles. Ce sont des villages d'origine et de population latines — les trouvailles archéologiques le prouvent (2), — à une exception près, le Quirinal avec son annexe du Viminal qu'habite une colonie sabine. En dehors du Germal, dont les origines, nous l'avons vu, atteignent au moins le ^x^e siècle, et du Fagutal, un peu postérieur, aucun de ces villages ne semble être plus ancien que le ^{viii}^e siècle. Abstraction faite du vieux village néolithico-ligure de l'Aventin, le Germal reste donc bien la première en date des colonies installées sur le sol romain; c'est seulement par la suite que les villages voisins sont venus s'installer à ses côtés. Les causes de ce peuplement graduel diffèrent pour les villages latins (Palatual, Cispius, Oppius, Fagutal, Querquetu(a)l, Velia) et pour la colonie sabine du Quirinal-Viminal. Les villages latins nous apparaissent ramassés le long de la route de l'intérieur qui représente à la fois, pour le Germal, la route d'Albe, sa métropole, et celle des pâturages; deux d'entre eux, la Velia et le Querquetu(a)l, figurent dans la liste de Pline (3), comme membres de la future ligue albaine. Par leurs origines, leurs affinités et leurs intérêts politiques ou économiques, ces villages latins constituent donc un groupe homogène cohérent; leur population, dans son ensemble, semble même dès cette époque avoir porté un nom particulier, celui de Quirites, une appellation qui, à la suite de la conquête

(1) Sur la vie pastorale et semi-nomade des premiers Romains, LIV., I, 4, 8; II, 1, 4; VARR., *De Re rust.*, II, 1, 9; PLIN., *Hist. nat.*, XVIII, 11; L. MARIANI, dans XL, 1896, 44 sq.; A. GRENIER, dans LVII, 1905, 323-328.

(2) CCIX, 18, 289-291; IX, 4.

(3) PLIN., *Hist. nat.*, III, 69-70.

étrusque, s'effacera devant celle de Romains, mais ne disparaîtra jamais entièrement, même à l'époque classique, de la titulature et du formulaire officiels. Tout autre est le cas du



Fig. 4. — La formation historique de la ville de Rome.

— Limites du Septimontium.

Quirinal. La date de la colonisation, postérieure d'environ deux siècles à celle du Germal, montre qu'ici les considérations militaires n'ont point joué le premier rôle, et le fait n'a rien qui puisse surprendre; le danger étrusque devait nécessairement apparaître aux montagnards sabins moins pressant et

moins grave qu'aux habitants du Latium. Le facteur prépondérant a été la question économique. A ce point de contact du Tibre, où s'affrontaient depuis deux siècles les avant-gardes des peuples latin et étrusque, s'était constitué un centre de trafic important. Là passaient les grandes routes de l'intérieur, notamment la route du sel, la future voie Salaria, artère principale du Quirinal et voie d'accès au pays sabin. Les Sabins se rendirent compte qu'à ce carrefour vital, ils avaient des intérêts économiques à sauvegarder et, eux aussi, leur mot à dire. La colonie du Quirinal va être le poste de surveillance qui leur en donnera les moyens. Latins, Étrusques, Sabins, se trouvent dès lors face à face, en contact permanent, et il n'est pas indifférent de constater que ce rendez-vous des grands peuples de l'Italie centrale prendra deux siècles plus tard le nom immortel de Rome.

Avant-garde du monde latin ou sabin, les villages romains en reflètent fidèlement la vie politique et le degré de civilisation (1). Ce sont avant tout des centres fortifiés, analogues aux autres oppida du Latium, où le souci de la défense reste toujours au premier plan. Cette préoccupation se traduit tout d'abord par le choix des emplacements, non pas hauteurs isolées, mais éperons montagneux que seul un isthme, facile à intercepter le cas échéant, rattache au reste du pays (2). Ce type, d'application constante dans le Latium, les colonies groupées sur les collines romaines — Palatin, Quirinal, Viminal, Cispius, Oppius, Fagutal, Querquetu(a)l — le reproduisent à multiples exemplaires. L'efficacité naturelle de la position est renforcée par des travaux artificiels ; on exagère l'escarpement des pentes ; dans les parties les plus accessibles, notamment à travers l'isthme de jonction, on élève un mur de

(1) Cf. les résultats des fouilles récentes sur la colline de S. Agata au nord du Monte Mario, qui ont exhumé les restes d'un village indigène de l'époque latiale : I.-M. PALMARINI, dans **LXVI**, 1922¹, 253-258 ; I. DALL'OSSO, *ibid.*, 1923², 353-356 et 1924³, 343.

(2) **CCXIII**, 514-518.

terre et d'argile, couronné parfois de palissades, et on creuse un fossé destiné à en couvrir l'approche. Un souvenir au moins de ces fortifications primitives se voyait encore à Rome à la fin de la République; Varron mentionne le mur de terre des Carènes, *murus terreus Carinarum*, vestige sans doute de la vieille enceinte du Fagutal (1). L'importance des villages romains variait avec le terrain libre; ceux du centre n'avaient nécessairement que des dimensions médiocres (chiffres maxima: Germal, 70 000 mètres carrés; Palatual, *id.*; Fagutal, 60 000; Velia, 30 000); ceux de la périphérie, au contraire, pouvaient s'étaler davantage (Oppius, 150 000 mètres carrés environ; Quirinal, plus de 400 000). Mais le village ne couvrait pas tout l'emplacement disponible et, caractéristique générale, la partie véritablement habitée n'occupait qu'une portion restreinte de la superficie enclose. Les bois n'étaient pas rares; outre les noms des collines — Fagutal, Viminal, Querquetu(a)l — si caractéristiques par eux-mêmes, à l'époque classique encore il en restera sur l'Esquilin, le Janicule, ailleurs encore et, d'autre part, l'habitation comportait ordinairement deux séries d'annexes, un enclos pour le bétail, un jardin maraîcher (*heredium*) pour les besoins de la famille (2). Aussi, dans ces conditions, la population ne dépassait-elle pas des chiffres minimes: quelques centaines d'habitants pour les agglomérations les plus petites, un peu plus pour les plus grandes, comme le Quirinal, quelques milliers tout au plus, au total, voilà le bilan modeste du monde romain aux premiers siècles de sa prestigieuse histoire.

La maison (3), dont le type nous a été conservé par les fonds de cabanes circulaires ou elliptiques du Germal, l'urne-ossuaire des nécropoles, et aussi par le pieux souvenir de la tradition — c'est le cas pour le Temple de Vesta sur la Voie

(1) VARR., *De Ling. lat.*, V. 48; CCXIII, 783-784.

(2) CCXIII, 483-490; G. PINZA, dans XL, 1898, 100.

(3) CCXIII, 467-492; G. PINZA, dans XL, 1898; 95 sq.; CXII, 107 sq.

Sacrée (1) — est la cabane, le *tugurium*, aux parois de jonc et de paille soutenues par une armature de pieux ou de perches, et recouvertes sur leurs deux faces d'un double revêtement d'argile. Essentiellement curviligne au début, elle tend de plus en plus, à mesure qu'on s'approche de la période étrusque, vers le type rectangulaire. Chaque village a sa citadelle, l'*parx*, à la fois réduit militaire et centre religieux, où s'élève le principal sanctuaire de l'agglomération, par exemple le sanctuaire de la triade Jupiter-Junon-Minerve sur le Capitole du Quirinal, le *Capitolium vetus* (2). La pierre n'a point encore fait son apparition dans l'architecture, même pour les temples des dieux ; il faudra l'attendre jusqu'à la conquête étrusque. Le mobilier est pauvre, comme il convient à un peuple de pasteurs (3). Les fouilles du Palatin, les nécropoles de la Voie Sacrée, du Quirinal et de l'Esquilin — tombes à crémation préromuléennes en forme de puits circulaires (ix^e-viii^e siècles) — nous en ont donné une idée précise : céramique locale d'argile noirâtre, de travail grossier et de technique rudimentaire, faite d'une argile grossière et non décantée dont le tuf du sous-sol fournit abondamment la matière, or et argent rares, bronze utilisé pour la fabrication des armes (fers de lance, lames d'épée), des outils (rasoirs), des objets de toilette (fibules), fer d'usage encore peu répandu — nous sommes au premier âge du fer, — employé en armes, outils ou fibules, quelques objets d'importation, surtout l'ambre, sous forme de disques ornant les arcs des fibules ou enfilé en colliers. Les villages romains, à l'époque de la dispersion, ne semblent pas encore connaître l'écriture ; le plus ancien témoignage romain de l'écriture, le vase de Duenos, trouvé sur le Quirinal, appartient au plus tôt au début de la période étrusque (fin du viii^e siècle-début du vi^e) (4).

(1) **X**, s. v. *Templum Vestae* ; **IX**, 26. — (2) **CCXIII**, 492-514.

(3) Sur l'ensemble de cette civilisation des villages romains au premier âge du fer, voir surtout **CCXIII**, 519-705.

(4) Voir plus loin, p. 119.

Résumons, pour conclure, les caractères généraux de la vie romaine au moment où va prendre fin l'ère de dispersion. Les villages des collines romaines, postes avancés des deux peuples latin ou sabin, juchés sur les hauteurs, tandis que pentes et dépressions constituent le domaine des nécropoles, sont de petits groupements de pasteurs, isolés dans leurs bois et leurs marécages, sans grand contact avec leurs voisins, à peu près fermés aux influences vivifiantes du dehors. Les habitants, aux débuts encore de l'organisation politique et sociale, mènent une vie pauvre, dure et sans bien-être. Nous sommes arrivés au premier âge du fer, mais le métal reste rare et d'usage restreint. Peu de ressources, peu de besoins aussi. Mais déjà une importante évolution se prépare. Dans cette Italie centrale, où le péril étrusque grandit chaque jour, une idée se lève, celle de la fédération, annonce lointaine et embryon rudimentaire de l'unité future. Du Latium, elle gagne les villages romains, du moins ceux qui sont d'origine latine. La période d'autonomie prend fin et le système fédératif fait son apparition sur le sol romain sous forme de la ligue des sept collines, le Septimontium.

III

LA LIGUE SEPTIMONTIALE.

L'existence même de la ligue septimontiale (1) a souvent été révoquée en doute (2). A tort, croyons-nous. Un jurisconsulte du temps d'Auguste, Antistius Labeo, cité par Festus, en atteste la réalité historique et donne l'énumération détaillée des divers éléments qui la composaient (3). Document isolé, a-t-on dit, et sans valeur. Ce fait, fût-il vrai, ne suffirait pas

(1) **CXXXVIII**, I, 161-244; **X**, s. v. *Septimontium*, p. 129, et plan I; **VIII**, *id.*, 517-518; **CXCIX**, 234-238; **XX**, I, 636-637; **IX**, 4.

(2) **CCXIII**, 754-762; P. GRAFFUNDER, dans **XXII**, s. v., *Rom*, pp. 1018-1021; E. KORNEMANN, dans **LVI**, 1905, 87, n. 4.

(3) **FEST.**, s. v. *Septimontio et Septimontium*, pp. 458, 459, 474, 476.

à annuler le témoignage, mais il y a mieux : la tradition topographique, représentée par Antistius Labeo, se retrouve dans Servius (1) et Lydus (2). Une inscription enfin de l'époque républicaine, qui mentionne les *magistri et flamines montani montis Oppi* en apporte, au moins pour ce qui concerne l'Oppius, une confirmation décisive (3). Il convient d'ajouter deux autres remarques. Rome, partie intégrante du Latium, en reproduit tout naturellement l'organisation et l'évolution politique; la formation de ligues en pays latin devait tôt ou tard entraîner pour les villages romains un résultat analogue; l'éclosion de la ligue septimontiale romaine n'est donc qu'un cas particulier d'un phénomène plus général. D'autre part, à Rome même, la tradition nous parle d'un synécisme antérieur, celui des Albains du Palatin et des Sabins du Capitole, sous leurs deux rois Romulus et Titus Tatius (4). Il se peut que ce premier essai de fusion représente un événement véritablement historique, mais s'il en est ainsi, la tentative est restée éphémère. Au point de vue topographique, le Capitole se rattachait au Quirinal et, sans l'adjonction de cette dernière colline, occupée, nous l'avons vu, par une colonie sabine, l'union du Capitole et du Palatin ne pouvait, en tout état de cause, être que précaire; la dépression marécageuse du Vélabre, en rendant malaisées ou impraticables les relations permanentes entre les deux collines, tendait en outre au même résultat. Aussi le Capitole, exclu de la communauté septimontiale, n'entrera-t-il dans la cité qu'au lendemain de la conquête étrusque et, coïncidence caractéristique, en même temps que le Quirinal.

La ligue septimontiale, telle que la définit le texte d'Antistius Labeo, comprenait le Germal, le Palatual, la Velia, le Fagutal, le Cispius, l'Oppius et, sous le nom de Sucusa (5),

(1) SERV., *Ad Aen.*, VI, 783. — (2) LYD. *De mens.*, 118.

(3) C. I. L., VI, 32455. — (4) CXXXVIII, I, 244 368; CCIX, 294 sq.

(5) CCXXXVII, I, 19; CXCIX, 234-238; XX, I, 636-637; IX, 4.

une partie plus ou moins considérable du Querquetu(a)l (Caelius). C'est là un résultat; pouvons-nous saisir le processus de cette formation nouvelle? Le passage de la dispersion à la fédération n'a pas été l'œuvre d'un jour; il suppose une évolution plus ou moins longue, où les textes, l'archéologie et l'étude topographique du terrain permettent de discerner deux phases successives : une phase palatine et une phase septimontiale.

La tradition romaine gardait le souvenir d'un temps où le Palatin constituait une unité politique. Le texte, où Tacite (1) décrit le Pomerium du Palatin, en donne la preuve indiscutable. Le passage ne peut concerner ni la *Roma quadrata* primitive, ni la période ultérieure de l'unification étrusque. Il se rapporte à la période septimontiale et jette quelque lumière sur la formation graduelle de la fédération. La découverte du Mundus palatin (2), chambre circulaire à coupole creusée dans le tuf et retrouvée sous le tablinum du Palais Flavien, est venue confirmer le témoignage de l'historien. Ce mundus en effet, situé au centre géométrique du Palatin, suppose une unité, au moins relative, de la colline. D'autre part, dans la ligue septimontiale, le Palatin ne figure pas sous la forme unifiée, mais au titre des deux hauteurs distinctes qui le composent, le Germal et le Palatual. Son unité politique, dans ces conditions, ne peut donc avoir été qu'une unité fédérative (3). Les causes déterminantes de cette union, nous les saisissons sans peine. Entre les deux villages voisins du Germal et du Palatual, les éléments de friction et de conflit ne manquaient pas. Raisons topographiques, d'abord; il s'agissait en l'espèce de voisins immédiats, que ne séparait, fait exceptionnel sur le sol de Rome, aucune dépression marécageuse; raisons écono-

(1) TAC., *Ann.*, XII, 24.

(2) L.-A. CONSTANS, dans **XLIV**, 1914, 109-111; **IX**, 46-47.

(3) S.-B. PLATTNER, dans **XLIII**, 1906, 69 sq.; J.-B. CARTER, dans **XXXI**, 1908, 175; **XXVI**, I, 185-186; **IX**, 4.

miques ensuite, parmi lesquelles la question des pâturages tenait le premier rang. Le Palatin était entouré sur sa périphérie presque entière d'une ligne continue de marécages, Forum, Vélabre, Vallis Murcia, vallée entre Palatin et Caelius ; une seule route desservait les pâturages des plateaux de l'intérieur, celle qui, par la dépression palatine centrale, gagnait la porte Mugonia, la porte des troupeaux mugissants, au nom si caractéristique, et empruntait ensuite l'isthme de la Velia. Cette route était commune aux deux villages du Palatin et une mitoyenneté de ce genre ne pouvait manquer, selon la règle éternelle, d'engendrer de multiples contestations. C'était là une question de vie et de mort pour une société pastorale comme celle de la Rome primitive. Nous ignorons tout du conflit et de ses péripéties ; du moins pouvons-nous entrevoir le résultat final : une entente entre les deux villages intéressés, sous la forme d'une fédération palatine, unité assez lâche qui respecta l'autonomie des deux éléments en présence, et n'entraîna pas — du moins on n'en a retrouvé nulle trace — la construction d'une enceinte commune. Les découvertes récentes et les travaux contemporains ont démontré en effet que les restes de murs en blocs du tuf, attribués traditionnellement à la période primitive de l'histoire de Rome, ne remontaient pas, dans leur ensemble, au delà de l'invasion gauloise, et dataient par conséquent, tout au plus, de la première moitié du ^{vi}e siècle avant Jésus-Christ (1).

La seconde et dernière étape, sur la voie du système fédératif, a été la formation du Septimontium, de la ligue septimontiale. Comment s'est opéré le passage de la phase palatine à la phase définitive ? Le Palatin a joué un rôle décisif dans cet élargissement de la fédération, tel est le fait indiscutable dont la cause apparaît très claire. Aux avantages de sa situation topographique et de son importance traditionnelle, le Palatin

(1) CCXIII, 788-789 ; CXCIX, 233 ; IX, 57.

joignait maintenant la puissance politique que lui assurait la fédération permanente de ses deux éléments. Conséquence logique : la fédération des villages romains va s'effectuer au bénéfice, sinon exclusif, du moins principal du Palatin, la plus favorisée des collines au double point de vue topographique et politique. Cette fois encore — la seconde dans son histoire — le Palatin, grâce aux avantages exceptionnels qui le caractérisent, se trouve appelé à jouer un rôle prépondérant dans l'évolution de la cité. La marche de l'opération a sans doute été moins simple, moins rapide qu'on ne pourrait le croire. Nous ne possédons sur ce point qu'un seul guide, la topographie, mais c'est un guide de premier ordre. Le Palatin, il faut le rappeler encore, était entouré sur ses quatre flancs de bas-fonds, marécageux en tout temps et, en outre, régulièrement submergés lors des crues du Tibre; il ne possédait avec le dehors qu'une communication facile et permanente, l'isthme de la Velia (1). La route de la Velia, la grande route des pâturages, l'unique *tratturo* de l'antique transhumance romaine, avait déjà, nous l'avons vu, tenu une place de premier plan dans la formation de la fédération palatine. Or cette route, en avant de la porte Mugonia, se trouvait barrée doublement, tout d'abord par le village de la Velia, et, en arrière, par les trois villages de l'Esquilin, ceux du Fagutal, de l'Oppius et du Cispius. Comme les populations du Palatin avaient un intérêt vital à tenir cette route ouverte, le conflit avec les villages voisins devait tôt ou tard devenir inévitable; il ne tarda pas, sans doute, à éclater. Le fait que le village de la Velia, comme aussi le village voisin du Querquetu(a)l (2), étaient agrégés à la fédération albaine, dut rendre le choc plus rude. Néanmoins, mieux outillé pour la lutte au double point de vue topographique et politique, le Palatin finit par l'emporter; la Velia et les trois villages de

(1) IX, 1.

(2) PLIN., *Hist. nat.*, III, 69-70; CCXIII, 786-787; 790.

l'Esquilin s'unirent aux deux villages du Palatin pour former une ligue permanente à laquelle s'associa comme septième membre, soit dès l'origine, soit, hypothèse plus vraisemblable, plus tard, le village du Querquetu(a)l, sous le nom de Sucusa. La fédération septimontiale a pris dès lors son aspect définitif; elle groupe les deux villages du Palatin, le Germal et le Palatual, la Velia, les trois villages de l'Esquilin (Fagutal, Oppius, Cispius) et le village du Caelius (1); la Velia en constitue le centre topographique en attendant que, par la construction du temple des Pénates, elle en devienne aussi le centre religieux.

Cette ligue romaine des sept *Montes* restait encore partielle; elle excluait trois des collines traditionnelles dont l'annexion achèvera la formation de la Rome historique. Le Quirinal, avec son annexe géographique du Viminal, avant-garde du monde sabin, continue à mener sa vie autonome; le Capitole et l'Aventin, tournés vers le Tibre et protégés par leur isolement, restent en dehors de la fédération nouvelle. Le synécisme est en marche, mais il faudra, pour le conduire à son terme, la volonté tenace et la poigne de fer des tyrans étrusques. Quant à la date de la formation du Septimontium, on peut la déterminer au moins d'une manière approximative. Ce fut, sans aucun doute, une œuvre de longue haleine, précédée et accompagnée d'une série de luttes entre les villages voisins. Elle était réalisée dans la seconde partie du VII^e siècle, lors de la conquête étrusque, et, comme la ligue a eu une existence d'une durée appréciable, on est en droit d'admettre que, dès le début du VII^e siècle au plus tard, peut-être même dès la fin du VIII^e, la fédération septimontiale avait pris à Rome sa forme définitive.

Après la formation, l'organisation. Premier trait : le Septimontium ne constitue pas une ville au sens matériel et uni-

(1) IX, 4.

taire du mot. Sans unité topographique, pas d'unité urbaine possible. Or, en raison des dépressions et des marécages qui les séparent, les différents villages n'ont entre eux que des communications difficiles et toujours précaires. Aucune route ne relie les groupements des sept *Montes*, et, à l'époque classique encore, au jour de la fête traditionnelle du Septimontium, l'exclusion légale des voitures rappelait le souvenir d'un état de choses depuis longtemps périmé. Le Septimontium constitue une ligue et, selon le schéma latin de cette époque, une ligue de forme essentiellement religieuse (1). Dans ces conditions, les membres de la ligue devaient conserver, et conservèrent en fait, une vie largement autonome; au sein de chaque village, les cadres politiques et sociaux gardèrent leur forme antérieure. Ce groupement fédératif, quoi qu'on en ait dit parfois, ne se construisit point d'enceinte fortifiée commune; il ne porte même pas encore le nom de Rome. Son nom officiel, Septimontium, c'est celui d'une fédération de type latin, ce n'est pas celui d'une cité, un concept politique, qui dans le Latium de cette époque n'a pas encore vu le jour. Nous touchons ici à une question fort délicate, sur laquelle il y aura lieu de revenir plus longuement au tome XVIII de cette publication, celle de l'organisation politique. La tradition nous parle, antérieurement à la Rome étrusque, par conséquent pour une période qui correspond notamment au stade de la fédération septimontiale, de cadres — les trois tribus des Ramnes, des Tities, des Luceres et les trente curies, — et d'organes de gouvernement communs — un roi, des comices, un Sénat. Cette organisation centralisée, si la tradition dit vrai, peut avoir été contemporaine de la formation de la ligue, ou représenter une phase ultérieure de son évolution. Que devons-nous en penser? Ces questions d'ordre constitutionnel sont de celles que n'éclairent ni l'étude de la topographie, ni

(1) FEST., *loc. cit.*, ; CCXXXVI, 335, rem. 2 et 372; J.-B. CARTER, dans XXXI, 1908, p. 175 et n. 2.

les trouvailles archéologiques. Cependant, il semble bien que cette pseudo-constitution unifiée ne soit autre chose qu'un pur anachronisme. Peut-être a-t-il existé quelque organe, soit exécutif, soit législatif, commun aux divers membres de la ligue; en réalité, nous n'en savons rien, et, à moins d'accorder à la tradition la confiance aveugle qu'elle est loin, nous l'avons vu, de mériter, nous nous trouvons sur ce point en plein domaine d'hypothèses. Le plus sûr, provisoirement du moins, est de s'en tenir aux faits acquis. D'unité urbaine, de ville même à Rome avant la conquête étrusque, il n'y en a pas (1). Nous nous croyons donc autorisés à conclure que la création d'un pouvoir central et la constitution de cadres communs ont été, comme tant d'autres institutions, l'œuvre des Étrusques. Conçu sous la forme rudimentaire d'une pure fédération de villages, le Septimontium, sans doute jusqu'à sa disparition, est resté fidèle à cette conception originelle.

Au dehors, la tradition rapporte à la période préétrusque de la Royauté une œuvre militaire aussi précise qu'importante : la conquête de la banlieue romaine. Soumission d'Antemnae, Caenina, Crustumerium, sous Romulus, épilogue du conflit provoqué par le sensationnel rapt des Sabines; destruction d'Albe, à la suite du combat des Horaces et des Curiaces et de la trahison du dictateur albain Mettus Fufetius, sous Tullus Hostilius, conquête de Politorium, Tellène, Ficana, Medullia et extension de la sphère d'influence romaine jusqu'à la mer par la colonisation d'Ostie, au temps d'Ancus Marcius. Que valent ces allégations? Cette première conquête de la banlieue romaine doit-elle être considérée, sous la forme que la tradition lui donne, comme un événement historique ou devons-nous la rejeter en bloc, dans le fatras de la légende? Voyons les faits. La topographie du terrain, dans la mesure où nous pouvons identifier les diverses locali-

(1) K.-J. NEUMANN, dans **XXIV**, 361-364; P. GRAFFUNDER, dans **XXII**, s. v. *Rom*, p. 1024.

tés, nous fournit un premier élément de contrôle. L'emplacement d'Antemnae, sur la rive gauche de l'Anio, vis-à-vis de son confluent avec le Tibre à quatre milles (six kilomètres) du Palatin, est connu et on y a fait d'importantes découvertes archéologiques (1). La situation de Caenina reste incertaine ; il faut chercher sans doute aussi cette localité sur la rive gauche de l'Anio, mais plus en amont, entre les voies Nomentana et Tiburtina, à une distance de Rome sensiblement égale à celle d'Antemnae. Crustumerium se trouvait sur la rive gauche du Tibre, au nord de Fidènes, à dix-huit milles (vingt-six kilomètres) de Rome. Albe, au centre du massif des monts Albains, était éloignée de Rome de dix-sept milles (vingt-cinq kilomètres). Ficana (près de la tenuta actuelle del Dragoncello), était située sur la rive gauche du Tibre au onzième mille (seize kilomètres) de la voie Ostiensis. Politorium, Tellène se trouvaient dans la même région, Medullia, sur la rive droite de l'Anio, sans qu'il soit possible aujourd'hui de préciser l'emplacement des unes ou des autres (2). La colonisation d'Ostie, enfin, supposerait que, dès cette époque, la zone soumise à la domination de Rome s'étendait jusqu'au littoral de la mer Tyrrhénienne. Ces conclusions, qui, à s'en tenir strictement aux localités identifiées, assigneraient à la Rome préétrusque, au moins sur la rive gauche du Tibre, un territoire minimum d'une vingtaine de kilomètres de rayon, sont-elles admissibles ? Il y a d'abord des impossibilités matérielles. Rome aurait conquis Crustumerium, Albe, et aurait atteint le littoral méditerranéen avant même d'avoir pu s'annexer soit le Quirinal, soit le Capitole. La soumission d'Antemnae, située sur la ligne de communication qui unissait la colonie sabine du Quirinal au reste du pays sabin, ne peut avoir, matériellement parlant,

(1) **LXV**, 1882, 115; 1883, 16-17; 1887, 64 sq.; **CLXVIII**, 111-114; **XVIII**, II, 544.

(2) Sur ces diverses localités, **XVIII**, II, 561-563; 582-583.

précédé l'annexion du Quirinal lui-même. Remarque analogue pour Crustumerium, située au nord-est de Fidènes dont la conquête définitive, d'après la tradition même, n'est pas antérieure à la période étrusque (1). Enfin quelques indications précises nous permettent de jalonner, dans son ensemble, le périmètre du territoire primitif de Rome. Au nord, il ne dépassait pas Antemnae, distante du Palatin, nous l'avons vu, de quatre milles (six kilomètres); au sud-est, vers Albe, il atteignait les Fosses Cluiliennes au cinquième mille (sept kilomètres), sur la rive gauche du Tibre, en aval, le sixième mille (huit kilomètres) de la Via Laurentina et, sur la rive droite, le cinquième mille (sept kilomètres) de la Via Campana (2).

Que reste-t-il donc, dans ces conditions, des données traditionnelles? En somme, trois faits, et trois faits seuls, peuvent être retenus pour la période préétrusque : l'annexion de l'Aventin, la chute d'Albe, la colonisation d'Ostie. — Entre l'Aventin et la fédération septimontiale, il existait une question litigieuse d'importance à la fois militaire et économique, la liberté d'accès au Tibre. L'Aventin annexé par les villages romains (3), c'est la garde au fleuve consolidée et étendue. La colline toutefois n'entra pas dans la ligue sur un pied d'égalité avec les membres primitifs; elle devint terre de conquête, *ager publicus* (4), district rural, *pagus* (5), état d'infériorité juridique qui se maintiendra par la suite, lors même qu'il ne conservera plus sa raison d'être. Région de pâture et de bois, propriété commune et domaniale de la communauté septimontiale, il fut exploité par elle et à son profit. Tite-Live, Denys d'Halicarnasse, Cicéron nous racontent qu'Ancus Marcius y transplanta les habitants vaincus de Politorium, Tellène, Ficana, Medullia et, précise Denys, de toutes les villes dont il s'em-

(1) Liv., I, 38, 4; DEN., III, 49, 50. — (2) XX, I, 605, n 2.

(3) CLXXX, 26 sq.; CCIX, 287-288. — (4) DEN., X, 31.

(5) *Pagus Aventinensis*, C. I. L., XIV, 2105.

para (1). Le fait, s'il est historiquement fondé, a certainement été très exagéré par ces différents textes; l'installation sur l'Aventin d'une population vaincue trop nombreuse eût présenté pour Rome plus d'inconvénients que d'avantages, mais une colonisation à effectifs restreints reste parfaitement admissible (2).

Dans le domaine de la politique extérieure, le fait le plus important de notre période est incontestablement la chute de la métropole albaine, événement qui a eu pour l'histoire de Rome et du Latium des conséquences fort importantes. Au point de vue historique, on ne saurait, sans excès déplacé d'hypercriticisme (3), le mettre en doute, mais il n'en est pas moins vrai que la tradition le présente sous une forme inexacte. Nous sommes en présence d'un de ces cas de déformation systématique, dont l'annalistique romaine présente malheureusement trop d'exemples. Tite-Live (4) et Denys d'Halicarnasse (5) donnent à cet épisode la forme d'un simple duel entre Rome et Albe; après sa victoire, Rome, seule à la peine, est aussi seule à l'honneur et au profit; elle transfère en masse les habitants de la cité vaincue sur son territoire et prétend succéder à sa rivale comme métropole du Latium (6). Sur ce point particulier et dans tous les cas analogues, il convient d'écarter les exagérations de l'orgueil national romain et de regarder d'un peu plus haut l'histoire générale du Latium. Le Latium, comme l'ensemble des peuples italiques, a conservé pendant de longs siècles la passion du particularisme, que l'on verra s'affirmer plus tard encore sous la forme la plus vivace, au lendemain de la chute de la dynastie étrusque, de la prise de Rome par les Gaulois et, pour la dernière fois, de l'intervention en Campanie. Les mouvements centrifuges, que nous voyons à l'époque historique soulever les Latins contre Rome, se sont dans la période

(1) DEN., III, 43.

(2) CLXXX, 36-41. — (3) XX, I, 613-614 ; XXVI, I, 385-386.

(4) LIV., I, 22-30, 3. — (5) DEN., III, 2-31. — (6) LIV., I, 52, 2-3.

antérieure, et d'une manière analogue, dirigés contre Albe. Si flottante et si lâche que fût la fédération albaine, l'hégémonie d'Albe n'en paraissait pas moins fort lourde aux membres de la ligue extraordinairement jaloux de leur indépendance. Cet état d'esprit finit par provoquer une réaction antialbaine, qui eut pour résultat la dislocation de la ligue d'abord et ensuite la chute d'Albe elle-même. Nous saisissons sur un point précis la genèse du phénomène. La Velia et le Querquetu(a)l faisaient partie de la ligue albaine (1); nous les avons vus s'en détacher pour entrer dans la fédération nouvelle du Septimontium. Le mouvement ne s'arrêta pas à cette phase préliminaire; il aboutit à la défaite et à la destruction d'Albe, une œuvre latine et non, comme le veut la tradition, une œuvre purement romaine. Mais, si Rome n'a pas été seule à amener la décision, il n'en est pas moins vrai qu'elle a joué son rôle dans le conflit. Le Germal, colonie albaine, se trouvait à titre permanent mêlé à la vie latine et l'accession à la ligue septimontiale de deux des membres de la fédération albaine, la Velia et le Querquetu(a)l, témoigne de la connexité qui relie ces deux événements capitaux, la formation de la fédération septimontiale d'une part, la dissolution de la ligue albaine de l'autre. Rome ■ donc participé à la ruine d'Albe, mais son intervention n'a pas été exclusive et est restée limitée à la mesure de ses moyens. En réalité et malgré les prétentions de Rome à recueillir l'héritage latin de sa vieille métropole, la chute d'Albe inaugure dans le Latium une période de chaos et d'anarchie qui a frayé la voie aux envahisseurs étrusques et facilité leurs progrès. Les véritables héritiers d'Albe, les grands bénéficiaires de sa chute, ont été non les Romains, mais les Étrusques.

Reste enfin la question de la colonisation d'Ostie. Selon l'histoire traditionnelle, Ostie, la doyenne des colonies romaines,

(1) PLIN., *Hist. nat.*, III, 69-70.

aurait eu pour fondateur le roi Ancus Marcius (1). Sous cette forme absolue et brutale, l'allégation est inacceptable; les fouilles d'Ostie ont démontré que la colonisation de cette ville, au sens complet du mot, date au plus tôt du iv^e siècle avant Jésus-Christ (2). Fiction ou erreur de la tradition, simple déformation? Quelques indices précis, de nature à la fois archéologique et historique, donnent à croire que, comme dans le cas d'Albe, la seconde hypothèse est la vraie (3). On peut admettre, avec grande vraisemblance, qu'il existait déjà un village sur l'emplacement d'Ostie, antérieurement même à la conquête du Latium par les Étrusques (4); la création de ce village, chargé de surveiller l'embouchure du Tibre, aurait été la riposte latine au danger étrusque grandissant. Rome, ici encore, aurait pris sa part de l'œuvre commune, mais il est inadmissible qu'elle en ait eu la direction et, moins encore, le monopole.

Dans le domaine de la civilisation (5), enfin, cette période du Septimontium, qui correspond à la fin du premier âge de fer et au début du second, est marquée par de notables progrès. Les nécropoles de la Voie Sacrée, du Quirinal et de l'Esquilin, diverses trouvailles dans le Latium et les régions limitrophes constituent à cet égard nos sources essentielles. Pour l'habitation, le type rectangulaire tend à remplacer le plan circulaire et cette substitution devient de plus en plus fréquente à mesure qu'on s'approche du vi^e siècle. Les preuves à l'appui résultent des découvertes du pays falisque, au nord, et de Conca, l'ancienne Satricum, au sud du Latium. Les fonds de cabanes falisques affectent en général la forme rectangulaire ou carrée;

(1) LIV., I, 39, 9; DEN., III, 44; dans le même sens, CCIH, 36 sq.

(2) XX, I, 470; CCXXXI, 2 sq.; CVIII, 14-35.

(3) T. FRANK, dans XLIII, 1919, 314-316.

(4) XXVI, I, 383-384; T. FRANK, dans XLIII, 1919, 316, n. 11; cf. CCIH, 24-31, qui croit, à tort, à un établissement étrusque. Sur la question de l'Ostie préromaine, CVIII, 36 sq.

(5) CCXIII, 519-654.

ceux de Conca sont circulaires, elliptiques, quelques-uns carrés; ils sont creusés dans le sol et ont livré un abondant matériel (fourneaux portatifs de terre cuite, moulins à céréales, vases variés, outils, fusaïoles, fibules) qui donne une idée précise des cabanes latines du second âge de fer. A cette époque, les édifices de pierre, même d'usage public, devaient être probablement encore inconnus; ils feront leur apparition dans le Latium avec la période suivante, celle de la domination étrusque. La technique de la céramique se perfectionne par la généralisation de l'emploi du tour, d'une part, par la création de types nouveaux, de l'autre. Les premiers vases à décoration géométrique mêlée d'éléments zoomorphes (oiseaux aquatiques, etc.), d'origine protocorinthienne, ou peut-être aussi chalcidienne et argienne, apparaissent dans les nécropoles romaines dès le premier âge du fer, mais leur grande diffusion dans le Latium se place seulement au cours de la période suivante. On les trouve surtout dans les sépultures de l'Esquilin et les tombes romuléennes de la nécropole de la Voie Sacrée, sous forme de scyphes, de brocs, de tasses, de lécythes et autres vases à parfums. Purs articles d'importation d'abord, ces produits d'ateliers grecs ne tardent pas à provoquer des imitations locales; les vases italo-géométriques reproduisent à la fois les formes (scyphes, œnochoés, olpés, plats, aryballes) et la décoration (ornementation linéaire à bandes horizontales ou méandrique) des originaux grecs, tout en s'en distinguant nettement par la grossièreté de la matière et l'infériorité de la technique.

Le commerce se développe et, sur ce point, le rôle du monde grec — Grande Grèce et Grèce propre — prend des proportions importantes. Ici encore, le principal de notre documentation nous est fourni par les nécropoles archaïques du sol romain; outre les vases grecs signalés plus haut, cette importation consiste surtout en perles de pâte de verre ou d'émail, en fusaïoles, en figurines d'une sorte de porcelaine ou en scarabées de pâte de verre. Dans le domaine de l'industrie, l'emploi du fer se

généralise et, par l'adoption de procédés nouveaux, la technique s'en dégage graduellement de celle du bronze. Signalons enfin une innovation de conséquences incalculables, l'introduction de l'écriture (1) sous la forme précise de l'alphabet chalcidien venu par Cumes (2). La fibule de Préneste et le vase de Duenos, les deux plus anciens documents de Rome et du Latium, où cet alphabet apparaisse déjà en usage, se placent dans les dernières années du VII^e siècle ou au début du VI^e (3). La date approximative de l'introduction de l'alphabet dans le Latium peut être fixée au VIII^e ou au commencement du VII^e siècle, c'est-à-dire qu'elle est contemporaine, en ce qui concerne Rome, de la phase fédérative.

Vers le milieu du VII^e siècle, au moment où la grande expansion étrusque va commencer, la civilisation latine sur le sol romain, en dépit des quelques progrès enregistrés, reste encore bien sommaire et bien rudimentaire (4). Les pauvres villages romains, perdus sur les bords du Tibre et noyés dans leurs marécages, ne subissent encore que dans une mesure très faible les influences extérieures; les courants commerciaux se détournent d'eux, et à deux pas des villes si évoluées déjà de l'Étrurie méridionale, comme Tarquinies, Véies et Caere, les habitants du Palatin, de l'Esquilin et du Quirinal continuent, quoi qu'en dise une tradition complaisante, à faire figure de primitifs et de barbares. Du moins, aux prises avec une nature ingrate, défendus par leur isolement même contre les séductions du dehors, ces premiers Romains, rude peuple de pasteurs toujours sur la brèche, apprennent-ils par l'expérience quotidienne la

(1) L. MARIANI, dans **XL**, 1896, 23 sq.; **CCXIII**, 643-654.

(2) Et non par l'intermédiaire de l'alphabet étrusque, comme l'a supposé récemment **CXLIII**.

(3) Fibule de Préneste, C. I. L., I², 2; **CCXIII**, 644; 649-650; **CXLV**, II, p. 260, n° 1572. — Vase de Duenos, C. I. L., I², 4; **CCXIII**, 643; 647-649; **CCIX**, 80; 301. Pour l'ensemble de la bibliographie voir C. I. L., I², 2 et 4, et les comptes rendus de W. SCHWERING et M. BACHERLER dans **LI**, vol. 176, 1916-1918, 83-92, et de M. BACHERLER, *ibid.*, vol. 184, 1920, 175-187.

(4) L. MARIANI, dans **XL**, 1896, 36-47; **CCXIII**, 519-569.

puissance de la discipline et la valeur de l'effort. Il leur manque encore les formes politiques et les moyens matériels, que peut donner seule une civilisation supérieure. L'Étrusque approche, qui va les leur révéler.

CHAPITRE III

L'EMPIRE ÉTRUSQUE

I

L'EXPANSION ÉTRUSQUE ET LE PREMIER ESSAI D'UNITÉ ITALIENNE.

« L'Italie presque entière — *paene omnis Italia*, — écrivait Caton, a appartenu aux Étrusques », et Tite-Live :

« Avant l'établissement de la puissance romaine, les Étrusques avaient étendu au loin leur domination sur terre et sur mer. Les noms mêmes des deux mers, la mer supérieure et la mer inférieure, qui ceignent l'Italie comme une île, attestent la puissance de ce peuple; les populations italiques avaient appelé l'une mer Étrusque, du nom commun de la nation, l'autre mer Adriatique, du nom d'Adria, colonie des Étrusques; les Grecs les nomment mer Tyrrhénienne et mer Adriatique. »

BIBLIOGRAPHIE. — Textes. — TITE-LIVE, I, 34-II, 13; IV, 37, 1; V, 33, 7 et 10; XXXIII, 37, 3; XXXVII, 57, 8; XXXIX, 55, 8 (Cf. FLORUS, I, 1, 2-4; EUTROPE, I, 6-8; OROSE, II, 4, 11-15); DENYS D'HAL., III, 45-V, 36; VII, 3-4; DION CASSIUS, II-IV fragments, cf. ZONARAS, VII, 8-12); PLUTARQUE, *Valerius Publicola*; POLYBE, II, 17; VI, 55; CATON (fragments: H. R. F., p. 45, fr. 12; p. 52, fr. 58; p. 53, fr. 62 et 69); VARRON, *de Ling. Lat.*, V, 143; APPIEN, *Basiliq.*, fragments 8-10; STRABON, V, 4, 3 (p. 242 C.); V, 4, 13 (p. 251 C.); CICÉRON, *De Repub.*, II, 20-31; VELLEIUS PATERCULUS, I, 7, 3-4; PLINE, *Hist., nat.*, III, 61; 70; 112-113; 115; 120; 130; XIV, 88; XXXVI, 104; *de Viris illustribus*, 6-13; SERVIUS, *Ad Aen.*, I, 422; X, 198; XII, 603.

Inscriptions. — *Fastes triomphaux* (C. I. L., I^a, p. 168). C. I. L., I^a, 3 (fibule de Préneste), 4 (vase de Duenos). C. I. L., XIII, 1668 (Discours de Claude au Sénat). C. I. E.

Ouvrages principaux. — **XX**, I, 353-361; 474 sq.; II, 3 sq.; **XXVI**, I, 429-458; **XII**, II, 701-710; 806-814; **CXCIX**, 128-167; 185-203; **CCII**, II, 277-293; **CXL**, 54-55; 88-126; 160-205; 312-458; 469-509; **CCIX**, 65-67; 264-311; **CCXIII**; **CCXXII**, avec la classification des noms de lieux par régions de K.-Fr. SCHMIDT, dans **XXXVII**, 1906, 1581-1593; 1614-1621; 1647-1657; 1907, 157-160; 189; P. GRAFFUNDER, dans **LVI**, 1911, 83-123; *id.*, dans **XXII**, s. v. *Rom.*, 1021-1026; **X**; **VIII**; **IX**; **CCXVI**; **CCXXXIV**; **CVI**, I, Intr., VII-X.

Caton (1), avec quelque exagération, Tite-Live (2), sous une forme plus exacte, font allusion l'un et l'autre à un événement capital historiquement fondé, l'existence d'un vaste empire étrusque dans l'Italie préromaine. L'historiographie grecque, enfin, en avait conservé un souvenir précis :

« Il y eut un temps, écrit Denys d'Halicarnasse (3), où les Latins, les Ombriens, les Ausones, beaucoup d'autres étaient appelés Étrusques par les Grecs... Beaucoup d'historiens même ont pensé que Rome était une ville étrusque. »

Au début du VII^e siècle avant Jésus-Christ par l'occupation graduelle de l'Étrurie proprement dite et d'une grande partie de l'Ombrie, la nation étrusque atteint en Italie centrale ses frontières naturelles : Apennin, au nord et à l'est, mer Tyrrhénienne à l'ouest, Tibre au sud. L'œuvre de fusion entre vainqueurs et vaincus s'achève; les bandes d'émigrants étrusques ont créé une nation. Mais bientôt le développement de la population, les progrès du bien-être, ne tardent pas à produire leurs effets habituels; les Étrusques commencent à se trouver à l'étroit sur leur territoire et les deux siècles qui suivent vont représenter pour leur peuple une brillante période d'expansion. Sous quelle forme s'est opéré le mouvement? Il n'a sans doute pas émané du pouvoir central et, selon toute vraisemblance, l'initiative en revient isolément aux diverses cités étrusques. Les éléments ethniques étrusquisés, Ligures et Ombriens, entre autres, s'y sont largement associés et Denys d'Halicarnasse, à propos de l'attaque des Étrusques contre Cumes, en 524, signale la présence dans leur armée d'Ombriens, de Dauniens et de nombreux autres barbares (4). Cette expansion à la fois continentale et maritime se produit en trois sens : au sud, à l'ouest, au nord. Suivons-en chronologiquement le développement dans cette triple direction.

(1) CATON cité par SERV., *Ad Aen.*, XI, 567 [H. R. F., p. 53, fr. 52; H. R. R., p. 73, fr. 62].

(2) LIV., V, 33, 7-8; cf. I, 2, 5. — (3) DEN., I, 29.

(4) DEN., VII, 3; CCII, II, 279 sq.

L'expansion vers le sud nous apparaît comme la plus ancienne. Elle commence vers le milieu du ^{vii}^e siècle et semble avoir eu tout particulièrement comme points de départ les villes étrusques de la zone maritime, Tarquinies, Caere, peut-être aussi Vetulonia. Dans leur marche vers l'Italie méridionale, les Étrusques ont débuté par la conquête du Latium, étape préliminaire sur laquelle nous reviendrons plus loin; puis, par le pays des Rutules, des Volsques et des Aurunques où la tradition ancienne conservait le souvenir de leur passage, ils ont gagné la Campanie, terre à blé et à élevage dont la richesse exceptionnelle les attirait, et ils s'y sont installés à demeure. L'occupation permanente de la Campanie amenait les Étrusques au contact du monde hellénique, dont la ville de Cumes, premier anneau dans la longue chaîne des colonies grecques qui jalonnait tous les rivages de la Grande Grèce, constituait l'avant-garde vers le nord. Outre la tradition historique solidement représentée sur ce point par Polybe (1) et Strabon (2), les faits de tout ordre — topographie, archéologie, numismatique, linguistique — attestent sous la forme la plus catégorique l'établissement durable des Étrusques en Campanie. On les trouve à Capoue, Nole, Herculanium, Pompéi; sur la côte, ils s'avancent le long du golfe de Salerne, où ils fondent la colonie de Marcina et poussent jusqu'au fleuve Silarus, qui va les séparer désormais des Grecs de Posidonia, réduisant ainsi à l'état d'enclaves les colonies grecques de Campanie, Cumes et Naples, en attendant le jour où ils pourront directement s'attaquer à elles. La conquête étrusque dans cette direction se poursuivra jusqu'à la fin du ^{vi}^e siècle, date où elle trouvera sous les murs de Cumes l'arrêt précurseur du recul définitif (3). Cette conquête étrusque de la Campanie a exercé une très grande influence sur le développement de la civilisation de l'Italie préromaine. Les Étrusques, pour la première fois,

(1) POL., II 17, 1. — (2) STR., V, 4, 3 (p. 242 C.).

(3) DEN., VII, 3-4.

deviennent limitrophes du monde grec, Chalcidiens de Cumes ou Achéens de Posidonia. Rapports politiques, commerciaux, intellectuels et artistiques prennent entre les deux peuples une intensité nouvelle ; les nécropoles de Caere et de Vetulonia en Étrurie, de Préneste, aux limites du Latium, ont mis le fait en pleine lumière.

A la fin du VII^e siècle et au début du VI^e (1), les Grecs, dans le bassin occidental de la Méditerranée, sont encore en pleine offensive colonisatrice ; le mouvement, commencé dès les dernières années du VIII^e siècle, s'est poursuivi pendant tout le VII^e à la fois en Sicile et en Grande Grèce ; les Ioniens de Samos et de Phocée ont poussé jusqu'au pays de Tartessos, en Espagne méridionale ; au commencement du VI^e siècle, les Phocéens fondent Marseille, qui va devenir, en concurrence avec Syracuse, le grand centre politique et commercial de l'hellénisme occidental. Ses colonies — Monaecus (Monaco), Nicaea (Nice), Antipolis (Antibes), Athenopolis (Saint-Tropez), Olbia (Saint-Pierre d'Almanarre, près d'Hyères), Tauroeis (Sanary ou Saint-Cyr), Citharista (la Ciotat), Agathé (Agde), Rhodanousia (peut-être en face d'Arles), Rhode (Rosas), Emporia (Ampurias), couvriront au cours du V^e siècle le littoral de la Gaule méridionale et de l'Espagne septentrionale (2). Enfin, l'hellénisme s'attaque à la Corse ; en 560, les Phocéens d'Ionie viennent fonder sur la côte orientale de l'île la colonie d'Alalia (3). C'est donc à la fois par la Grande Grèce, par les colonies de la côte ligure et par les îles méditerranéennes, une triple offensive qui a pour but l'encerclement de l'Étrurie. Ce cercle, qui se forme autour d'eux et menace de les étouffer, les Étrusques veulent le briser à tout prix. L'alliance carthaginoise, grande idée et pierre angulaire de la politique étrusque depuis le VI^e siècle, va leur en fournir le moyen. La rivalité entre

(1) Sur l'expansion maritime étrusque au VI^e siècle av. J.-C., **XX**, I, 357-361.

(2) **XI**, I, 396-402 ; **CXV**, 21. — (3) **HER.**, I, 165, 1.

Sémites de Phénicie et Grecs constituait, depuis un millénaire, le trait dominant de la vie méditerranéenne. Les Phéniciens avaient dû peu à peu baisser pavillon devant leurs rivaux dans la Méditerranée orientale; en gens pratiques, ils avaient cherché vers l'ouest un dédommagement à leurs mécomptes et colonisé successivement les côtes de la Sicile occidentale, de l'Espagne méridionale et de l'Afrique du Nord. Encouragés par leurs succès passés, les Grecs n'avaient d'ailleurs pas tardé à les relancer jusque dans ces lointains parages. Les malheurs de la Phénicie au ^{vi}^e siècle vont singulièrement faciliter à l'hellénisme la réalisation de ses ambitions. Le point faible du peuple phénicien était sur terre, et les grandes monarchies orientales constituaient pour lui, depuis des siècles, un péril permanent. La Phénicie avait déjà eu fort à souffrir des invasions égyptiennes et assyriennes; la formation de l'empire babylonien lui porte le coup fatal. En 574, Tyr succombe sous les attaques de Nabuchodonosor; l'indépendance phénicienne, génératrice d'un passé si brillant, n'est plus désormais qu'un souvenir. Cet événement, si lointain, si étranger qu'il pût paraître aux destinées du monde occidental, n'en devait pas moins avoir une répercussion directe et capitale sur l'histoire de l'Italie primitive. Les colonies phéniciennes d'Occident, abandonnées à elles-mêmes par l'effondrement de la mère-patrie, se tournent bon gré mal gré vers Carthage, la plus florissante d'entre elles et la mieux désignée, par conséquent, pour assurer la défense du patrimoine national (1). Héritière de la Phénicie, Carthage en relève le drapeau et en reprend le programme, mais en mettant à son service, pour la première fois, toutes les ressources d'une grande puissance militaire, fait nouveau, qui aura pour la Méditerranée occidentale des conséquences d'une portée incalculable. Au ^{vi}^e siècle, toutefois, la grandeur de Carthage n'en est encore qu'à ses débuts. Les colonies phéniciennes, en plein

(1) CLXXIX, I, 142 sq.; VII, I, 419 sq.

désarroi, flottent encore incertaines entre la protectrice de la veille et celle du lendemain. Les Grecs, habiles à saisir l'occasion, exploitent ce moment unique pour accélérer leur marche et pousser leurs avantages; chassés d'Ionie par la conquête perse en 545, les Phocéens viennent rejoindre leurs compatriotes des comptoirs occidentaux et renforcer de leurs contingents les effectifs de l'hellénisme occidental.

Les Étrusques avaient déjà eu maille à partir avec les Grecs des îles Lipari et le conflit ne s'était pas terminé à leur avantage. Sans doute, ils ne nourrissaient pas à l'égard des Sémites d'Afrique, des étrangers et des concurrents, une tendresse particulière, mais la saine politique a toujours conseillé de courir au plus pressé. La communauté du péril réunit en une alliance étroite Étrusques et Carthaginois contre les Grecs d'Occident, représentés surtout en l'occurrence par les Phocéens de Marseille et d'Ionie (1). La Méditerranée occidentale fut divisée en deux sphères d'influence distinctes : aux Étrusques, la Corse; aux Carthaginois, la Sardaigne. Les conséquences de ce pacte politique et commercial ne tardèrent pas à se manifester. Les flottes combinées de l'Étrurie et de Carthage rencontrèrent la flotte phocéenne à la bataille d'Alalia, la première des grandes batailles navales livrées pour l'hégémonie de la Méditerranée occidentale, dont l'histoire ait conservé le souvenir (2). Les Phocéens remportèrent la victoire, mais ils avaient subi des pertes si considérables qu'ils n'osèrent renouveler la lutte, évacuèrent leur colonie de Corse et allèrent fonder sur le littoral de la Grande Grèce la ville de Velia (Élée, vers 535) (3). L'alliance étrusco-carthaginoise, si heureusement et si complètement couronnée de succès, ne resta pas un simple expédient transitoire et un acte politique sans lendemain. Les deux nations, qui en avaient éprouvé l'efficacité, s'empressèrent d'en resserrer les clauses, et de les adapter graduellement au déve-

(1) **XX**, I, 357-369; **VII**, I, 425.

(2) **HER.**, I, 166; **I**, I, 380; **XXVI**, I, 335. — (3) **HER.**, I, 167, 4-5.

loppement de la situation créée par la victoire ; c'est ainsi que, par un élargissement des stipulations primitives, la Campanie vint s'adjoindre à la sphère d'influence étrusque, tandis qu'au contraire la Sicile et l'Espagne étaient attribuées à la zone carthaginoise. Les rapports entre les deux pays ne firent que devenir plus intimes par la suite ; Aristote pourra écrire dans sa *Politique*, qu'

« Étrusques et Carthaginois ne forment qu'une seule et même cité » (1).

Affirmation exagérée sans doute dans la forme, mais qu'expliquait et que légitimait l'unité d'action que ces deux adversaires irréconciliables de l'hellénisme avaient érigée en axiome de leur politique extérieure.

En ce qui concerne l'Italie, le résultat fut double. Arrêt imposé à l'hellénisme, tout d'abord. Il existait sur le littoral de la mer Tyrrhénienne, au nord du golfe de Naples, un certain nombre de comptoirs grecs, particulièrement phocéens, tels Amunclae près de Fundi, dans le pays des Aurunques (2), Satricum, sur la côte volsque, et Pise, à la limite septentrionale de l'Étrurie (3). Tous furent frappés à mort et disparurent ; la ligne du Vulture constitua désormais la frontière que l'hellénisme d'Italie ne devait jamais franchir (4). Bien plus, en Italie méridionale même, il ne s'installe plus de colonies nouvelles, à l'exception de la seule Dicaearchia (Pouzzo es), que vient fonder en 528 une bande d'émigrantssamiens. Seconde conséquence : champ libre ouvert à l'expansion étrusque. Grâce aux garanties que lui offre l'alliance carthaginoise, l'Étrurie consolide son occupation de la Campanie et du Latium ; elle développe sa puissance maritime dans la mer Tyrrhénienne, entreprend l'exploitation économique de la Corse, d'où elle tire résine, cire, miel, bois, esclaves, et enfin se lance à la conquête de l'Italie septentrionale où nous allons bientôt

(1) ARIST., *Pol.*, III, 5, 10-11 (p. 90 Imm.). — (2) CCII, II, 295-307.

(3) *Id.*, 331 sq. — (4) XX, 359-360.

la suivre. A tous égards, l'alliance étrusco-carthaginoise au ^{vi}^e siècle peut donc se définir justement le pivot de la politique extérieure étrusque. Elle a rendu possible le premier essai d'unité italienne et mérite à ce titre de tenir une place d'honneur dans l'histoire primitive de la péninsule.

L'expansion étrusque vers le nord est la dernière en date; elle se place dans le dernier tiers du ^{vi}^e siècle avant Jésus-Christ (1). Les Étrusques avaient déjà conquis le Latium et la Campanie, chassé les Grecs de la Tyrrhénienne septentrionale, mis la main sur le littoral de la Corse, que leur frontière continentale du nord restait encore immuable. L'expansion vers le sud avait été surtout, nous l'avons vu, l'œuvre des Étrusques maritimes; l'expansion vers le nord fut celle des Étrusques de l'intérieur, renforcés par la circonstance d'un solide contingent d'Ombriens. L'invasion semble avoir emprunté surtout les cols de l'Apennin toscan qui débouchent sur Bologne, du moins peut-on le conjecturer de deux faits précis. Bologne deviendra, après la conquête, la capitale de l'Étrurie padane, et, d'autre part, la vallée du Reno constituera la grande ligne de communication permanente entre les Étrusques de la mère-patrie et ceux de l'Italie septentrionale. A l'arrivée des envahisseurs, la vallée du Pô se trouvait aux mains des Ombriens qui avaient, depuis plusieurs siècles déjà, refoulé dans la double bordure montagneuse apennine et alpestre la vieille population des Ligures. Les Ombriens durent se soumettre aux nouveaux venus et les Étrusques prirent possession de la plaine padane où ils allaient se maintenir pendant plus d'un siècle. Quelle fut l'extension de leur domination? Outre quelques textes épars (2), deux sources accessoires d'information entrent en ligne de compte : la linguistique, surtout les noms de lieux, et l'archéologie, sous forme de trouvailles d'inscriptions ou d'objets étrus-

(1) **XX**, I, 352-353; **CXL**, 187-198; 459 sq.

(2) **LIV.**, V, 33, 7; **XXXIII**, 37, 3; **XXXVII**, 57, 7-8; **CORN. NEP.**, cité par **PLINE**, *Hist. nat.* III, 125; *id.*, III, 120; **SERV.**, *Ad Aen.*, X, 198.



Fig. 5. — L'Empire étrusque et la Grande Grèce.
(VII^e-VI^e siècles av. J.-C.)

ques (1). On peut en déduire que la zone d'occupation étrusque, le long de l'Adriatique, s'étendait du delta du Pô à la hauteur de Pesaro, au sud, et qu'elle embrassait la vallée du Pô dans son ensemble, sauf la région subalpine et subapennine de la plaine du Piémont. D'une manière générale, le pied même de la montagne en marquait la limite. Ligures dans les Alpes et l'Apennin, Vénètes au delà de l'Adige, devaient conserver leur indépendance. La conquête de l'Italie du Nord s'est opérée dans des conditions sensiblement analogues à celle de l'Étrurie proprement dite et de l'Ombrie occidentale; dans les deux cas les Étrusques ne représentaient qu'une minorité infime par rapport aux populations soumises; ils ont donc dû concevoir le mode d'occupation d'après un principe identique. Trop peu nombreux pour se disperser sans péril, ils demeurent groupés dans des villes, qu'ils établissent aux points stratégiques particulièrement importants et qui constituent parmi les vaincus autant de garnisons permanentes, telles Melpum, Vérone, Mantoue, postes de surveillance aux débouchés des Alpes, Plaisance, Crémone, préposées à la garde des passages du Pô, Parme, Modène, Bologne, étapes de la future voie Aemilia, Pisaurum, Ariminum, Ravenne, Adria, Spina, sentinelles échelonnées aux rives de l'Adriatique, système d'occupation aussi savant qu'économique, dont la ville constitue la clef de voûte et l'élément primordial.

Aux races indigènes, qu'il n'étouffe ni n'extermine, mais auxquelles il se contente de se superposer, l'Étrusque apporte deux choses : ses institutions politiques, sa civilisation. En premier lieu, ses institutions politiques, caractérisées par deux traits fondamentaux, le régime de la cité et le système de la fédération. En Campanie, à l'exception du littoral hellénique, dans la vallée du Pô, nous l'avons déjà vu pour le Latium, la

(1) **XX**, I, 353 ; pour la toponymie, voir surtout l'ouvrage capital de W. SCHULZE (**CCXXII**), avec la classification par régions de K. FR. SCHMIDT, dans **XXXVII** (cf. pour le détail, plus haut, p. 121, à la bibliographie).

vie politique n'avait pas encore dépassé le stade de la peuplade et de la tribu. Au contraire, le cadre de la vie politique étrusque est déjà la cité. Aussi, tant pour des considérations militaires qu'en raison de leurs habitudes politiques, les Étrusques apparaissent-ils avant tout comme de grands fondateurs de villes et des créateurs de synécismes nouveaux (1). La tradition romaine, en ce qui concerne les villes du Latium, note expressément le fait et nous parle pour ce pays de fondations urbaines de type étrusque : *etrusco ritu* (2); dans les pays de récente occupation où la situation et les besoins étaient analogues, les Étrusques ont procédé de même; l'archéologie et la linguistique nous en apportent la preuve indéniable. En Campanie, nous voyons les conquérants étrusques fonder toute une série de villes : Capoue, dont le plan général, tel que le révèlent les vestiges retrouvés, se conforme aux règles générales de la limitation étrusque, Nola, Marcina, sur le golfe de Salerne, Pompéi, dont les ruines attestent la reconstruction en pierre calcaire et sur un plan régulier. Œuvre semblable au nord dans la vallée du Pô, et ici les découvertes récentes sont particulièrement évocatrices. Felsina, la métropole de la province, point de pénétration et base d'opérations des Étrusques dans leur marche vers le nord, fondée, sinon sur l'emplacement même, du moins au voisinage immédiat de la Bologne villanovienne, est une création des Étrusques.

Fondation étrusque également, cette ville située dans la vallée du Reno, à 27 kilomètres au sud de Bologne, et retrouvée aux environs de la moderne Marzabotto; le nom de cette antique cité a gardé son mystère, mais du moins saisissons-nous l'importance de ce centre, comme étape de la grande voie fortifiée Pistoia-Felsina qui reliait l'Étrurie à ses conquêtes de la vallée du Pô et possédons-nous dans ses ruines un de nos documents les plus précieux pour l'histoire de la civi-

(1) **XX**, I, 353; **CXL**, 54-55. — (2) **VARR.**, *De Ling. lat.*, V, 143.

lisation étrusque (1). Au reste, les villes dont l'onomastique décèle, ou semble déceler, une origine du même genre, ne manquent pas : citons Crémone, Acerrae, Vulturnia, Plaisance, Parme, Modène, dans la vallée du Pô, Ravenne, Caesena, Ariminum, dans la région maritime de l'Adriatique. Aujourd'hui encore, l'Italie padane avec son réseau si dense de centres urbains, Milan et Mantoue au pied des Alpes, Plaisance et Crémone le long du Pô, Parme, Modène, Bologne, Ariminum, échelonnées en avant de l'Apennin, conserve, dans ses lignes maîtresses, le schéma d'ensemble que les Étrusques lui ont donné. En général, lorsqu'il existait des agglomérations antérieures plus ou moins importantes, la ville étrusque s'y juxtapose plus qu'elle ne s'y substitue ; les deux grandes métropoles de l'Étrurie padane et de l'Étrurie campanienne, Felsina et Capoue, fournissent deux exemples typiques du procédé.

Outre le régime de la cité, les Étrusques introduisent dans les pays conquis le second élément de leur vie politique, la fédération, sous la forme nationale, déjà réalisée par eux dans l'Étrurie proprement dite, de la dodécarchie, ou fédération de douze cités. L'Étrurie circumpadane avait sa dodécarchie ; nous ne possédons pas la liste des douze cités étrusques du nord, mais du moins savons-nous par Pline que Felsina en était la métropole (2). Mantoue en faisait certainement aussi partie et, pour les autres membres de la ligue, nous pouvons penser aux diverses villes de la vallée du Pô : Melpum, Plaisance, Crémone, Parme, Modène, et aussi aux villes étrusques de l'Adriatique, Adria, Spina, Ravenne, Ariminum, peut-être aussi Pisaurum (3). En Campanie, il existait une dodécarchie analogue, dont Capoue avait vraisemblablement la direction et Nole, Herculaneum, Pompéi devaient être les membres principaux.

(1) E. BRIZIO, dans **LXIII**, I, 249-426 ; **CXL**, 99-122.

(2) PLIN., *Hist. nat.*, III, 115 ; **CXL**, 187.

(3) Voir surtout **CCXXII**, 163, 207, 219, 291, 567-568, 572, 573, 578 ; **CXL**, 188-193.

Sous l'action des influences orientales, d'abord, helléniques ensuite, l'Étrurie, depuis le VIII^e siècle avant Jésus-Christ, était devenue le grand foyer de civilisation de l'Italie centrale; à l'exception des colonies grecques du sud, aucun des peuples d'Italie ne pouvait rivaliser avec les Étrusques en culture et en bien-être. C'est cette civilisation brillante que les Étrusques vont introduire à leur suite dans les pays conquis. Rappelons-en les éléments principaux. Tout d'abord, l'architecture de pierre, alors qu'autour d'eux, en raison de l'abondance des forêts, le bois était, ce qu'il devait rester longtemps à Rome, d'un usage général. Ici encore, c'est à l'archéologie qu'il convient de demander la documentation nécessaire. Nous avons vu que, sur la terre campanienne, les Étrusques avaient reconstruit Pompéi en pierre, mais le témoignage le plus vivant et le plus concluant est celui de Marzabotto, la cité anonyme de la vallée du Reno, « la Pompéi étrusque » (1). La ville s'élevait sur une terrasse naturelle — le Misano actuel, — couverte sur trois de ses côtés par le cours du fleuve conformément à un plan régulier, dont les rues, tracées au cordeau, découpaient l'agglomération en îlots symétriques. Les habitations, dont seules subsistent les fondations en pierres sèches, étaient construites en briques cuites ou en pisé. Les vestiges conservés nous révèlent la maison étrusque, ensemble de petites salles groupées autour d'une cour intérieure, desservie de la rue par un couloir d'accès, avec un étage charpenté et un toit en terrasse. Autour de la cité se développait une enceinte fortifiée dont subsiste seule la porte orientale formée d'assises de gros blocs. Au-dessus de la ville proprement dite, sur une terrasse supérieure — le Misanello — de dimensions plus restreintes, se dressait, protégée par une fortification de pierre, l'Acropole, qui contenait le Mundus, centre religieux de la communauté, et trois

(1) CXL, 98-122; XVI, 495-520 (B. pl. 107-110); CXCVII, 593 sq.; CLXXII, 287 sq.; G. PATRONI, dans LXIX, 1902, 467-507; C. SCHUCHARDT, dans LXXVIII, 1914, 277-302.

sanctuaires, un à cella unique, deux selon la règle étrusque qui trouvera à Rome, dans le temple de la Triade capitoline, son application la plus célèbre, à triple cella. A côté de la cité des vivants, les demeures des morts ; les deux rites de l'inhumation et de l'incinération y trouvent leur application parallèle, avec forte prépondérance, toutefois, du premier ; un riche mobilier funéraire accompagne le squelette.

L'art de l'ingénieur ne le cède en rien chez l'Étrusque à celui de l'architecte. Le conquérant a trouvé dans la vallée du Pô, couverte encore de forêts et de marécages, parcourue par des fleuves irréguliers et torrentiels, l'emploi de ses aptitudes nationales et de sa technique perfectionnée ; il a desséché les marais, porté la hache dans la forêt, régularisé le système fluvial par la construction de digues ou de canaux de dérivation (1), entrepris enfin la mise en valeur du pays ; Romains dans l'antiquité, Lombards au moyen âge s'inspireront de ses principes et continueront son œuvre. Enfin, dans le domaine industriel et commercial, l'établissement de la domination étrusque représente pour les pays conquis un progrès immense et, par comparaison du moins avec l'état antérieur, un magnifique épanouissement (2). Céramique à figures noires ou rouges (grands cratères, kélébès, amphores, œnochoés, tasses ou coupes), vaisselle de bronze fondu, incisé ou repoussé (situles, cruches à anses, cistes à pied, patères, fourchettes, cuillers, can-délabres à longue tige surmontés souvent de petites statuettes), où, aux motifs géométriques de la période précédente, s'ajoute maintenant une riche gamme d'ornements figurés de type étrusque, vases à parfums, bijoux d'or et d'argent, plaques d'os et d'ivoire, articles d'importation grecque ou étrusque pour la plupart, témoignent d'une civilisation raffinée, aristocratique et luxueuse (3). L'Italie du Nord, à la fin du vi^e siècle, en était encore à la période villanovienne avec ses moyens rudimen-

(1) PLIN., *Hist. nat.*, III, 120. — (2) CXL, 88-126 ; 160-178 ; 312-458.

(3) C. JULIAN, dans LXX, 1914¹, 93-94 ; CXL, 312-458.

taires et ses besoins primitifs. Cet horizon limité, les Étrusques, à la pointe de l'épée, l'ont brusquement et violemment élargi. Les trouvailles de l'Étrurie padane et apennine nous révèlent toute l'importance de la conquête étrusque et nous en font toucher du doigt les immenses résultats. C'est par elles également, qu'en dépit des légendes et des falsifications traditionnelles, l'histoire du Latium pendant la période étrusque se précise et s'éclaire.

II

LES ÉTRUSQUES DANS LE LATIUM.

Les Étrusques, en marche vers la Campanie, ont conquis le Latium, et, pendant un siècle et demi environ (milieu du VII^e siècle av. J.-C. — dernières années du VI^e), ils en sont restés les maîtres (1). Le récit traditionnel (2), qui a systématiquement dénaturé cette intervention pour lui enlever son caractère de conquête, ne nous donne à peu près rien de sûr relativement à la genèse et aux péripéties de cet événement capital. Cependant quelques indications éparses nous permettent d'entrevoir au moins, faute de mieux, la vérité historique. La famille des Tarquins dans la personne de son chef, Tarquin l'Ancien, est venue de Tarquinies; Tarquin le Superbe, définitivement vaincu, se retire à Caere. La double mention de Tarquinies et de Caere nous amène à cette région maritime qui avait été le berceau de la puissance et de la civilisation étrusques; c'est de là, et non des cités de l'intérieur, qu'est parti le grand mouvement d'expansion vers le sud; l'Étrurie

(1) Cet événement a trouvé sa confirmation archéologique dans les fouilles récentes de I. dall'Osso sur la colline de S. Agata, au nord du Monte Mario, établissement étrusque superposé à un ancien village indigène de l'époque latiale; I. M. PALMARINI, *Le scoperte archeologiche del Prof. Innocenzo dall'Osso ■ Monte Mario*, dans **LXVI**, 1922¹, 253-259; I. dall'Osso, *Una nuova visione di Roma primitiva*, *ibid.* 1923², 356 sq.; *id.*, *L'Urbs Quadrata sul Palatino e la vera Roma sul Tevere*, *ibid.*, 1924² 346-354.

(2) Liv., I, 34-II, 15; DEN., III, 46-V, 36; **XX**, I, 353 et 794.

centrale ne viendra à la rescousse que plus tard, après la chute de la dynastie des Tarquins, dans la personne du lars de Clusium, Porsenna. La voie d'invasion naturelle des Étrusques de la région maritime, le couloir compris entre la côte et les derniers escarpements de l'Apennin toscan, — la route de la Maremme actuelle, — aboutissait directement au secteur du bas Tibre, entre Rome et la mer; c'est par là que, dans leur marche vers le sud, les Étrusques ont dû aborder le pays latin. Nous avons encore d'autres points de repère. Un texte de Caton (1) nous apprend que le territoire des Volsques est tombé aux mains des Étrusques; Appien (2) désigne les Rutules sous le nom de Tyrrhènes, et une vieille tradition, où il est permis de reconnaître une anticipation des faits ultérieurs, fait du souverain de Caere, Mézence, un allié de leur roi (3). Avec Tarquinies et Caere, nous tenons le point de départ; avec les Rutules et les Volsques, le point d'aboutissement. L'invasion étrusque a eu lieu par la zone côtière et les envahisseurs, après avoir forcé le Tibre dans la partie inférieure de son cours, se sont emparés du Latium tout entier, où on les retrouve à Tusculum, à Velitrae, à Rome enfin.

L'œuvre des Étrusques dans le Latium, comme dans toutes les régions d'Italie où ont pris pied ces conquérants, est la résultante de deux éléments : ce qu'ils trouvent, ce qu'ils apportent. Ce qu'ils trouvent : il importe de distinguer la vie politique d'une part, l'état de la civilisation de l'autre. Politiquement, le Latium n'a pas encore atteint la phase urbaine; la future Rome, expression particulière de la situation générale, n'en est encore qu'au stade fédératif du Septimontium. Le Latium, dans son ensemble, apparaît comme un monde mouvant de peuplades autonomes et de ligues éphémères. La

(1) CATON, cité par SERV., *Ad Aen.*, XI, 567 (= H. R. F., p. 53, fr. 62).

(2) APP., *Bas.*, 1.

(3) CATON, cité par MACR., *Sat.*, III, 5, 10 (= H. R. R., p. 59, fr. 12); VARRON, cité par PLINE, *Hist. nat.*, XIV, 88.

période de la grande vie agricole n'a pas encore commencé ; c'est encore la vie pastorale avec ses habitudes sinon entièrement, du moins à demi nomades. Nous sommes à l'âge de la civilisation latiale telle que nous la révèlent pour le ^{vii}^e siècle les diverses nécropoles romaines du Quirinal, de l'Esquilin et de la Voie Sacrée.

Second point : l'apport étrusque. Sur le régime politique instauré par les Étrusques dans l'ensemble du Latium, la réponse est simple : nous ne savons rien. Rome a eu une série de rois étrusques ; vraisemblablement le reste du Latium a connu des dynasties du même genre. Mais, à défaut du détail, saisissons-nous du moins quelques résultats généraux. Les Étrusques ont dans le Latium apporté le même esprit et réalisé la même œuvre politique et civilisatrice que dans les autres régions de l'Italie soumises à leur domination, Étrurie d'abord, Campanie et plaine du Pô ensuite. En premier lieu, ils ont été des fondateurs de villes et des promoteurs de synécismes ; par eux les populations latines sont passées du stade de la tribu à la phase urbaine. Avant la domination étrusque, le Latium — rappelons le texte de Pline (1) — est une mosaïque de peuplades groupées en fédérations multiples, instables et flottantes ; au départ des envahisseurs, à la fin du ^{vi}^e siècle, la géographie politique de la région apparaît entièrement transformée, les peuplades se sont agglomérées et concentrées sous forme de cités. Caton (2) nous a laissé pour le début de la République la liste des villes qui composaient la ligue sécessionniste latine : Tusculum, Aricia, Lanuvium, Laurentum, Cora, Tibur, Pometia, Ardée. Les noms de Tusculum et de Velitrae trahissent de toute évidence la paternité étrusque (3). Introduction dans le Latium de la notion d'*Urbs*,

(1) PLIN., *Hist. nat.*, III, 69-70.

(2) CATON, cité par PRISCIEN, I, p. 129 et 137, ed. H. KEIL (= H. R. F., p. 52, fr. 58 ; H. R. R., p. 72, fr. 58).

(3) CCXXII, 542 ; 567.

création d'une série de villes latines érigées en métropoles de la population, voilà, au point de vue politique, l'œuvre décisive et durable des Étrusques au sein du Latium. Les ingénieurs étrusques, par un système savant de travaux d'irrigation et de drainage, amorcent la mise en valeur de la campagne romaine. L'agriculture se substitue graduellement à la vie pastorale ; les populations achèvent de se fixer et les gros bataillons latins, qui, par Rome et pour Rome, feront l'unité italienne, commencent à sortir du sol (1). La pierre remplace les branchages et les roseaux dans la construction des habitations, et les enceintes de terre pour la fortification des villes. Au contact et sous la pression d'une civilisation supérieure, le Latium, soumis à un aménagement méthodique qui développe, dans des proportions inespérées, ses possibilités économiques naturelles, subit une transformation complète, mais c'est à Rome, devenue la based'opérations et la citadelle des Étrusques en pays latin, que l'évolution va revêtir toute sa signification et prendre toute son ampleur.

III

ROME ÉTRUSQUE.

L'existence des rois étrusques à Rome, dans la seconde partie du VII^e siècle et au cours du VI^e, apparaît comme un fait historique incontestable. La tradition nous donne trois noms de rois étrusques, Tarquin l'Ancien, Servius Tullius, Tarquin le Superbe, noms romanisés qui correspondent à des formes étrusques Mastarna, pour Servius Tullius, Tarchu pour les Tarquins. On a considéré parfois (2) les deux Tarquins comme le dédoublement conventionnel d'un seul et même personnage, mais on peut remarquer que, pour un laps d'un siècle et demi, le nombre de trois souverains n'a rien d'exagéré ; plu-

(1) T. FRANK, dans **XXX**, 1919, 267 sq., et **CXXXII**, 8 sq.

(2) Par ex. **XX**, I, 519-521.

tôt que d'en supprimer un, il serait logique d'admettre qu'il a pu — dirons-nous qu'il a dû ? — en exister d'autres. Une célèbre peinture de Vulci (1), découverte en 1857, représente Servius Tullius et Tarquin de Rome, les nommant l'un et l'autre de leurs noms étrusques, Mastarna et Tarchu (2), ce dernier désigné en outre par son prénom et la ville où il règne : Cneve Tarchu Rumachn. Ce document, qui ne remonte pas au delà du IV^e siècle, ne suffit évidemment pas à prouver le caractère historique des acteurs qu'il met en scène, mais il montre du moins, argument nullement méprisable, que les deux traditions étrusque et romaine offraient sur ce point une concordance générale. Les premiers rois de Rome se perdaient dans le monde des mythes et leur existence même reste fort sujette à caution ; les rois étrusques, au contraire, sont des personnages pleinement historiques. Avec leur apparition, nous sortons du domaine de la légende, pour pénétrer, bien timidement encore, sur le terrain de l'histoire.

La tradition canonique fait de ces trois rois étrusques — Tarquin l'Ancien, Servius Tullius, Tarquin le Superbe — les membres d'une même dynastie, reliés entre eux par parenté naturelle (Tarquin le Superbe, fils de Tarquin l'Ancien) ou artificielle (Servius Tullius, gendre de Tarquin l'Ancien ; Tarquin le Superbe, gendre de Servius Tullius). C'est là une conception simpliste et qui ne répond pas à la réalité des faits. La tradition étrusque plus sûre, parce que plus désintéressée, racontait diversement les choses ; elle présentait Mastarna comme un chef de bande, qui, à la tête d'une troupe d'aventuriers, s'était emparé du Caelius et, par la force des armes, avait succédé au premier Tarquin (3). Il y a plus ; au lendemain de la chute de la dynastie étrusque, dans la per-

(1) CCXXXII, I, 45-52 (tab. XXI-XXX) ; CXXXVI ; G. KÖRTE, dans XLIX, 1897, 57 sq. ; F. MÜNZER, dans LXXIV, 1898, 596-620 ; E. PETERSEN, dans XLIX, 1899, 43-49 ; G. DE SANCTIS, dans LVI, 1902, 96-104 ; XX, 510-518.

(2) CXCIX, 128-151. — (3) C. I. L., XIII, 1668.

sonne de Tarquin le Superbe, la tradition mentionne un retour offensif des Étrusques, sous la conduite du lars de Clusium, Porsenna. Renforcés d'éléments ombriens, ils descendent la vallée du Tibre et viennent mettre le siège devant Rome. Horatius Coclès, Mucius Scaevola, Clélie, héros de roman surgis pour les besoins de la cause, doivent aller dans la légende rejoindre les Sabines, Lucrèce, Virginie et toute la pléiade des personnages épisodiques du même genre. Toujours est-il, Pline (1), Tacite (2), Plutarque (3) l'attestent, que Rome succomba, et que Porsenna procéda au désarmement méthodique des habitants. L'enceinte de Servius Tullius fut démantelée et l'usage du fer, sauf pour les besoins de l'agriculture, systématiquement interdit à la population. Les fouilles du Palatin en 1907 ont apporté à ces témoignages isolés la confirmation la plus complète et aussi la plus dramatique; au cours de la lutte, un violent incendie a dévasté le Germal et les débris calcinés ont recouvert de leur épais linceul les vestiges de la colonisation antérieure (4). Ces faits sont décisifs; la domination étrusque à Rome n'a pas revêtu la forme d'une dynastie unique, permanente et solidement établie; une série de chefs étrusques — analogues aux condottieri du xv^e siècle, les Tarchu, Mastarna, Porsenna — représentant autant de vagues successives d'invasion, se sont à tour de rôle imposés par la force des armes, sans réussir, ni les uns ni les autres, à se perpétuer au pouvoir et à fonder une véritable dynastie.

Maîtres du Latium, les Étrusques ont cherché à s'en assurer la possession incontestée et durable. Voilà le but. Pour l'atteindre, il leur fallait avant tout tenir solidement le passage du Tibre et Rome qui en était la clef. La situation stratégique, par suite de la conquête étrusque, se trouvait ainsi retournée: la Rome latine avait été pendant des siècles la sentinelle du Latium contre les Étrusques; la Rome étrusque va devenir la

(1) PLIN., *Hist. nat.*, XXXIV, 139. — (2) TAC., *Hist.*, III, 72.

(3) PLUT., *Quest. Rom.*, 18. — (4) LXV, 1907, 450; 457; IX, 35-36.

tête de pont de l'Etrurie en pays latin et le point d'appui de leur domination au sud du Tibre. La conquête de la Campanie, à la fin du VII^e siècle et au début du VI^e siècle, accroîtra encore son importance politique et militaire. Rome, grâce à sa situation exceptionnelle, va devenir la clef de voûte de l'Empire étrusque tout entier et, pour la première fois dans l'histoire, s'essayer à son glorieux rôle de capitale d'une Italie unifiée.

Géographiquement, politiquement, militairement, la vieille communauté septimontiale se trouvait donc, au lendemain de la conquête étrusque et en raison même de cette conquête, appelée à jouer dans l'Italie centrale un rôle de premier plan. Cette œuvre considérable et complexe comprend cinq points essentiels : œuvre urbaine, œuvre politique, œuvre militaire, œuvre économique, œuvre civilisatrice. Un rapide coup d'œil sur chacune d'elles.

Le Septimontium n'était pas, nous l'avons vu, une ville à proprement parler, mais une fédération assez lâche de pauvres villages, disséminés sur les diverses hauteurs du sol romain, séparés par des dépressions marécageuses et n'ayant entre eux nulle cohésion réelle. De cette ligue, les rois étrusques vont faire une ville, dans les deux sens du mot, à la fois matériel et moral. L'invasion étrusque avait apporté avec elle ce concept de cité, d'*urbs* (1) que les anciens habitants des *Montes* et des *Pagi* romains ne connaissaient pas encore. Ce type urbain, les Étrusques l'ont réalisé sur le sol romain comme ils l'avaient fait ailleurs. Ils ont fondé la ville de Rome *etrusco ritu* (2), d'après leurs principes et leurs rites traditionnels, comme ils avaient fondé, dans le passé, leurs villes de Toscane, comme ils devaient un peu plus tard fonder les nouvelles cités étrusques de Campanie et de la vallée du Pô. Cette création matérielle de la ville de Rome ne s'est faite ni d'un seul coup,

(1) E. KORNEMANN, dans LVI, 1905, 88-91; CXL, 47 sq.

(2) VARR., de Ling. lat., V, 143; XX, I, 646 et n. 5; I. DALL'OSSO, dans LXVI, 1923^a, 367-368; 1924^a, 353-354.

ni en un seul jour; elle a marché du même pas que la puissance même des rois étrusques et elle peut servir à en mesurer les progrès. Au cours d'une première étape, antérieure à l'an 600 avant Jésus-Christ, comme le prouve l'étude archéologique des nécropoles de l'Esquilin et de la Voie Sacrée (1), à l'ancien Septimontium se substitue une Rome nouvelle, qui comprend le Palatin, l'Esquilin, la Velia, le Caelius, avec leur dépendance de l'Aventin, mais exclut encore, outre le Capitole, la colonie sabine du Quirinal et du Viminal. A cette ville, il faut un nom; les Étrusques le lui donnent, et le nom de Rome, la ville du fleuve (2), du « Rumon » comme disaient les Prisco-Latins (3), fait alors, pour la première fois, son apparition glorieuse dans l'histoire. Plus tard, dans le courant du vi^e siècle, et ce sera la seconde étape, Rome s'annexe la colonie sabine du Quirinal et le Capitole. La vieille nécropole de la Voie Sacrée cesse d'être en usage et le Forum, régulièrement inauguré, prélude à sa destinée future. L'unité de la ville est donc faite; un ensemble de mesures variées la complètent et la cimentent, les unes d'ordre matériel sous forme d'un vaste programme de grands travaux publics — dessèchement des bas-fonds marécageux par l'établissement d'un système de drainage, dont la *Cloaca maxima*, découverte tout d'abord, voûtée à l'époque républicaine, représente l'artère principale et qui va transformer les vallées d'obstacles qu'elles étaient jusque-là en voies de liaison et de communications naturelles, construction d'une enceinte fortifiée de type étrusque, l'enceinte de Servius Tullius qui enferme dans son vaste périmètre l'ensemble de la ville unifiée, destinée à assurer la sécurité des princes étrusques contre les attaques du dehors; —

(1) L'étymologie étrusque du nom de Rome (CCE **XXII**, 579-582; cf. P. GRAFFUNDER, dans **XXII**, s. v. *Rom*, p. 1024, et E. KORNEMANN, **LVI**, 1921, 204, n. 4) n'est nullement démontrée.

(2) W. CORRSSEN, **LXXXII**, X, 1861, 18 sq.; et **CXVIII**, I², 279, 364, 536; I. GUIDI, dans **XL**, 1881, 69-70; **XXVI**, I, 190 et n. 1; **XX**, I, 635, n. 3.

(3) SERV., *Ad Aen.*, VIII, 63; 90.

les autres d'ordre moral; il s'agit de détacher autant que possible les anciens villages romains de leurs traditions séculaires et de leurs usages locaux, en donnant à la Rome nouvelle ce principe d'unité sans lequel les anciens n'ont jamais conçu la vie nationale, un culte commun. Le Capitole, acropole de la ville unifiée, en devient aussi le centre religieux par la construction du temple de la Triade Capitoline, symbole de la grandeur romaine et destiné à durer autant qu'elle (1).

Au point de vue politique, les Étrusques ont pour la première fois donné à Rome un gouvernement centralisé; comme ils ont fondé la ville de Rome, ils ont créé l'État romain (2). Ici encore, il convient de distinguer plusieurs étapes. La première étape, c'est toute l'œuvre d'unification politique, assignée par la tradition au fondateur de la ville, à Romulus, qui, en réalité, a trouvé seulement avec les souverains étrusques sa première réalisation. Les trois tribus primitives des Ramnes ou Ramnenses, des Tities ou Titienses, des Luceres, que la tradition dans son ensemble représente comme la juxtaposition de trois éléments ethniques différents, les Latins, les Sabins, les Étrusques, sont simplement les cadres territoriaux et administratifs, d'origine étrusque, donnés par les conquérants à la Rome unifiée dans la première phase du synécisme; les Ramnes correspondent à la région du Palatin, les Tities et les Luceres, respectivement à celles de l'Esquilin et du Caelius, sans qu'on puisse d'ailleurs, pour ces deux derniers, déterminer une identification précise. Les trente curies, division de caractère territorial également, sont tout simplement les subdivisions, les divers quartiers des trois régions urbaines. Seconde étape : la Rome nouvelle s'est développée et le pouvoir des rois étrusques, affermi. La lutte contre la colonie sabine du Quirinal se termine par la défaite et l'annexion de cette dernière. On crée

(1) VIII, s. v., 583-584; IX, 173.

(2) Nous aurons à revenir plus longuement sur la question au tome XVIII de cette publication.

alors pour elle une quatrième région et on passe ainsi du régime des trois tribus anciennes à celui des quatre tribus dites serviennes — Suburane, Palatine, Esquiline, Colline, — qui resteront jusqu'au début de l'Empire les cadres officiels de la ville. D'autre part, au cours de la période étrusque, de nombreux éléments de population, marchands et artisans notamment, étrangers à la cité primitive, viennent s'installer à Rome, surtout dans les dépressions que les grands travaux de dessèchement des Tarquins ont ouvertes à la colonisation ; tel est le cas du Vélabre, dont la voie principale prend alors et conservera par la suite le nom significatif de rue des Étrusques, Vicus Tuscus (1). Deux groupes de population se trouvent dès lors juxtaposés à titre permanent sur le sol romain : la vieille population des sept monts, d'une part, la population nouvelle, habitants du Quirinal ou ceux qui sont venus s'installer librement à Rome, d'autre part ; le premier représente l'ensemble du patriciat avec ses clients, le second la masse de la plèbe. L'un et l'autre sont enfermés dans des cadres régionaux communs, les tribus urbaines, les cadres mêmes de la Rome historique.

La Rome des Étrusques se révèle à nous comme une grande puissance militaire, dont le rayonnement au dehors a été considérable. C'est à elle et à elle seule qu'il convient de rapporter ces conquêtes déjà lointaines, comme celle de Crustumerium et quelques autres, que l'on ne saurait admettre, nous l'avons vu, pour la période précédente. La tradition attribue expressément aux rois étrusques un certain nombre d'annexions qui se rattachent au même cycle. Collatia (Castell' Lunghezza), au confluent de l'Anio et de l'Osa, à dix milles (14^{km}, 700) de Rome, Nomentum (Mentana), Ficulea, Corniculum, Cameria, Ameriola, d'emplacement non identifié, mais toutes situées au nord de l'Anio dans la région de la voie Nomentana, Apiolae,

(1) VIII, s. v., 680 ; IX, 317-318 ; I. DALL'OSSO, dans LXVI, 1924^a, 354-355.

dont nous ne savons rien. La Rome étrusque ne se borne

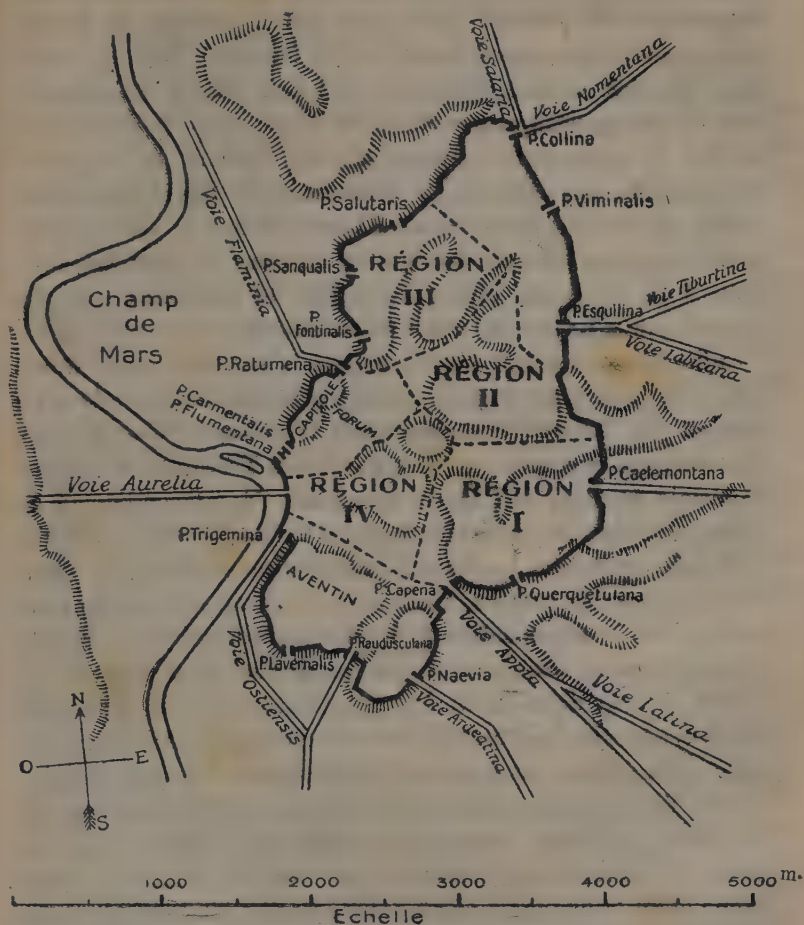


Fig. 6. — Le synécisme romain. La ville aux quatre régions et l'enceinte dite de Servius Tullius.

- Enceinte de Servius Tullius.
- - - - - Limites des quatre régions.

pas à la conquête de sa banlieue. Profitant de l'anarchie chro-

nique, où la disparition d'Albe a plongé le Latium, elle revendique et réalise à son profit, sous la forme de la fédération, l'hégémonie des peuples latins ; un temple fédéral de Diane, dédié, nous dit-on, sur l'Aventin par Servius Tullius, remplace l'ancien centre religieux du mont Albain et consacre cette situation politique nouvelle (1). Rome, sous les Étrusques, devient la métropole commerciale du Latium et le grand débouché du pays étrusque ; l'industrie s'y développe, trafiquants et artisans viennent s'y fixer en masse, le Tibre prend sa pleine valeur de voie navigable, et, pour la première fois, grâce à la conquête étrusque, réalise les possibilités économiques que la nature lui avait éventuellement réservées.

Enfin la domination des Étrusques s'est traduite à Rome comme ailleurs par un essor soudain et considérable de la civilisation (2). La tradition conservait le souvenir des travaux gigantesques exécutés par la dynastie des Tarquins ; à l'époque impériale encore, la *Cloaca maxima*, l'égout collecteur de Rome, et les énormes substructions qui supportaient le temple de la Triade capitoline, excitaient l'admiration unanime (3). Nous n'en sommes pas réduits, sur ce point, à croire les anciens sur parole. Les vestiges subsistants et les découvertes modernes donnent à leur témoignage une confirmation éclatante (4). Citons, dans le domaine de l'architecture, outre les restes des substructions du Capitole (5), l'enceinte de Servius Tullius, ou, pour mieux dire, les parties qui en remontent authentiquement à l'époque royale, les deux citernes du Palatin, l'une du VII^e siècle et l'autre du VI^e ; dans celui de la décoration, les divers fragments de terre cuite que nous a rendus le sol de Rome et qui attestent, de la manière la plus éclatante, la transformation monumentale considérable dont la Rome étrusque a

(1) LIV., I, 45 ; 52 ; DEN., III, 54 ; IV, 25-26 ; 48 ; CCXXVI, I, 383-384 ; VIII, s. v., 559 ; IX, 308.

(2) CVI, I, VII-X. — (3) PLIN., *Hist. nat.*, XXXVI, 104.

(4) CCXIII, 496-514.

(5) CCXIII, 499-500 ; CCXIII, 12 et tab. II, fig. 2 ; X, 20 ; X, 173-176.

été le théâtre : tuile peinte à ornementation de méandres, de l'ancien temple de Jupiter Capitolin ; deux antéfixes provenant, la première d'un temple de l'Arx, la seconde d'un temple de l'Esquilin, au voisinage de l'église actuelle de San Antonio (1), fragments décoratifs d'un ou plusieurs temples du Palatin, etc. Le développement contemporain de l'art étrusque dans l'Étrurie proprement dite fournit, à cet égard, d'intéressants points de comparaison : signalons seulement, pour la peinture, les tombes dei Tori, de Corneto, première moitié du ^{vi}^e siècle, degli Auguri, del Pulcinella, degli Iscrizioni, milieu du ^{vi}^e siècle, del Barone, delle Bighe, dei Leopardi, dell' Orco, ces trois dernières de la fin du ^{vi}^e siècle (2), et, pour la sculpture, les trouvailles récentes de Véies, à quinze kilomètres seulement, ne l'oublions pas, de Rome (3). La tradition romaine mentionne les statues étrusques de terre cuite qui décoraient le temple de la Triade capitoline ; l'Apollon et les autres statues de Véies apportent à ce témoignage l'illustration la plus vivante et la plus complète.

Que la période étrusque représente pour Rome une période de grandeur, le fait est historiquement établi, mais, dans le détail des faits, la tradition, fidèle à ses procédés habituels, exagère et déforme. Prenons deux exemples précis. L'histoire traditionnelle énumère, à l'actif des rois étrusques, de nombreuses guerres contre les Sabins, les Éques, les Volsques et les Étrusques (4). A l'en croire, le rayonnement militaire de Rome se serait fait sentir, en dehors des frontières mêmes du Latium, jusqu'en Étrurie septentrionale, au nord, dans la vallée du Sacco et, le long de la côte, à Terracine, au sud. Invention postérieure peut-être, du moins en partie. Simple déformation de la réalité, plus probablement dans l'ensemble.

(1) CCXIII, 496-501 ; 508-514 ; 746-753 ; 787-788 ; IX, 6-9 ; 35-36.

(2) CCXVI, 9-28 ; 30-32 ; 49-51.

(3) G. G. GIGLIOLI, dans LXV, 1919, 13-37.

(4) LIV., I, 36-38, 4 ; 53-56, 4 ; DEN., III, 55-66 ; IV, 49-54 ; XX, I, 477 ; 530-531.

Ces événements, extérieurs à l'horizon politique et militaire romain de cette époque, peuvent être des épisodes de la grande conquête étrusque, mais non des actes émanant directement et uniquement des rois étrusques de Rome. Rome a pu sans doute y jouer un rôle, mais ce rôle n'a été ni exclusif, ni même, selon toute vraisemblance, prépondérant. La tradition, en l'occurrence, a fait bénéficier l'histoire nationale d'un ensemble de faits dont elle n'a pas hésité, par patriotisme, à grossir l'importance et à défigurer le caractère. Second exemple : les grands travaux publics exécutés à Rome par la dynastie des Tarquins. La tradition attribuait aux rois étrusques deux des constructions les plus puissantes et les plus importantes de l'antiquité romaine : la *Cloaca maxima*, l'enceinte de Servius Tullius. Pour l'une et pour l'autre, l'étude directe du monument est décisive. Sous sa forme actuelle, la *Cloaca maxima* date du début de l'Empire et le réseau d'égouts romains, dans son ensemble, ne remontait pas au delà de la période républicaine. Ce que Tarquin l'Ancien a construit, ce n'est pas la *Cloaca maxima* de l'époque classique, le grand égout collecteur de l'époque républicaine, mais une simple canalisation où les eaux circulaient à ciel ouvert. La tradition rapportait au roi Servius Tullius l'enceinte de Rome, telle qu'on la voyait aux derniers siècles de la République. Or l'examen technique des parties conservées et les faits précis qu'il révèle — emploi fréquent du pied de vingt-neuf centimètres dans la taille des pierres, usage du mortier pour la jointure des blocs, tombes d'époque postérieure retrouvées à l'intérieur même du périmètre de la ligne fortifiée — prouvent jusqu'à l'évidence la fausseté de cette opinion. Dans son ensemble, le mur qui, sous la République, passait à Rome pour celui de Servius Tullius, datait en réalité du second tiers du IV^e siècle avant Jésus-Christ et n'était pas antérieur à la prise de Rome par les Gaulois (1).

(1) CCXIII, 746-753 ; IX, 6-8.

Mais l'étude archéologique démontre également que certaines portions de l'enceinte sont sensiblement plus anciennes que cette date et peuvent, avec toute vraisemblance, apparaître comme l'œuvre de la dynastie étrusque (1). Les Étrusques avaient effectivement entouré Rome d'une enceinte, mais cette enceinte, d'une manière générale, n'était plus celle que les Romains de la République avaient devant leurs yeux. La tradition sur ce point n'invente donc pas, mais, comme pour la *Cloaca maxima*, elle déforme. Si le procédé n'est guère plus recommandable, l'histoire, du moins, y retrouve mieux son compte.

IV

LA RÉACTION LATINE ET LA CHUTE DE LA DOMINATION ÉTRUSQUE.

La domination étrusque dans le Latium a duré près d'un siècle et demi ; elle sombre dans une catastrophe violente et soudaine que l'histoire traditionnelle désigne sous le nom de Révolution de 509 (2). Que pouvons-nous savoir de cet événement ?

Le récit classique dans son ensemble — et pas seulement l'épisode de Lucrèce — relève de la légende. Quatre traits essentiels méritent d'y retenir notre attention. A l'en croire, le mouvement de libération est parti de Rome et Rome, à elle seule, a pu le mener à bonne fin ; en un mot, c'est Rome, et elle seule, qui a expulsé ses rois étrusques. Le soulèvement n'a pas eu le caractère d'une insurrection nationale contre des maîtres étrangers, mais seulement d'une réaction politique contre des chefs d'État devenus des tyrans. Quand la révolution a réussi dans Rome, les Latins se prononcent pour les Tarquins et prennent les armes contre Rome, afin de les

(1) P. GRAFFUNDER, dans **LVI**, 1911, 83 sq. et la conclusion, 123 ; T. FRANK, dans **XXXI**, 1918, 181-188.

(2) **LIV.**, I, 56, 4-II, 15 ; **DEN.**, IV, 64-V, 36.

ramener au pouvoir. Enfin, Porsenna, accouru à la rescousse, renonce à prendre Rome et s'éloigne après avoir conclu avec la ville une paix honorable. Que devons-nous penser de cette quadruple assertion ? Nous avons vu déjà que la dernière, celle qui concerne le rôle de Porsenna, était contraire à la vérité historique. Laissons provisoirement de côté la première — la part prise par Rome au mouvement de libération, — sur laquelle nous aurons à revenir. Le caractère politique et non national donné à la révolution apparaît en corrélation logique avec la tradition tout entière qui a déguisé le grand fait historique de la conquête étrusque sous le masque d'usurpations individuelles ; dans cette thèse, il ne pouvait évidemment pas être question de réaction nationale. Quant au rôle des Latins dans l'affaire, il ne peut, pour le moins, manquer de surprendre ; on est quelque peu étonné de voir ces Latins, conquis et durement opprimés par les Tarquins, courir aux armes pour restituer à leurs oppresseurs la puissance qu'ils viennent de perdre. La tradition relative à la Révolution de 509 et à la contre-offensive de Porsenna telle que nous l'ont transmise en particulier Tite-Live (1) et Denys d'Halicarnasse (2) n'est donc qu'un tissu de fictions, d'incohérences ou d'erreurs (3).

Du moins quelques faits précis permettent-ils, sinon de rétablir toute la vérité, — tâche impossible à laquelle le mieux est de renoncer sans phrases, — du moins de jeter un peu de lumière sur cette obscurité et dans ce chaos. Premier fait : les Étrusques se trouvaient, depuis l'occupation de la Campanie, aux prises avec l'élément grec, représenté surtout par la colonie de Cumès. Ils tentent un effort décisif pour s'emparer de la ville rivale et, sous le commandement d'un chef habile, Aristodème, les Cumains les repoussent (4). La chronologie

(1) LIV., I, 56-II, 15.

(2) DEN., IV, 64-V, 36.

(3) CXCIX, 152-167 ; 185-203 ; XX, I, 536-553 ; II, 89-123.

(4) DEN., VII 3-4. Cf. sur Aristodème en général, LIV., II, 34, 4 ; DEN. VII, 2-11 ; DIOD., VII, fragm. 10.

grecque rapporte le fait à l'année 524 avant Jésus-Christ, disons seulement, pour ne pas être dupes d'une chronologie qui n'a de précis que les apparences, vers la fin du VI^e siècle. Seconde phase du conflit : les Grecs de Campanie, en bons manœuvriers, veulent exploiter la défaite étrusque et, sans perdre de temps, passent à la contre-offensive. Aristodème, à qui ses victoires ont ouvert le chemin de la tyrannie, va diriger l'opération. Le danger principal pour les Étrusques du sud, c'est l'extension et le caractère précaire de leur ligne de communications avec la mère-patrie. Le Latium et tout particulièrement le passage du Tibre constituent le centre stratégique et, par suite, le point vulnérable de leur domination. Soulever le Latium, couper les Étrusques de l'Étrurie, leur base nécessaire d'opérations, les réduire, s'ils tentent de se maintenir en Campanie, à la voie maritime, difficile et insuffisante, tel est le plan logique qui s'impose aux Grecs et dont ils vont poursuivre la réalisation. Or, dans le Latium, le terrain est prêt pour une semblable opération ; opprimés par les Étrusques, les Latins supportent avec impatience le joug de l'ennemi héréditaire, si longtemps surveillé et contenu derrière le fossé du Tibre. Une alliance se conclut et un plan commun d'action s'élabore. Le signal part du Latium où éclate un soulèvement. Les Grecs de Cumes, sous Aristodème, accourent à la rescousse et, dans une bataille livrée près d'Arícia, les Étrusques sont battus (1). Sans doute, ce combat d'Arícia ne représente-t-il qu'un des multiples épisodes qui ont dû marquer l'insurrection latine et déterminer l'expulsion des Étrusques (2), mais les deux faits capitaux, le soulèvement des Latins, l'intervention des Grecs, n'en appa-

(1) LIV., II, 14, 5-9 ; DEN., V, 36 ; **XXVI**, I, 450-452.

(2) Un autre épisode, relatif à cet événement, résulte des trouvailles récentes de la colline S. Agata au nord du Monte Mario, où l'on voit la nécropole étrusque systématiquement dévastée lors de la réaction latine. Le fait que rien, dans le matériel céramique exhumé, ne dépasse la fin du VI^e siècle, confirme d'une manière générale la date fixée par la chronologie traditionnelle ; I.-M. PALMARINI, dans **LXVI**, 1922³, 256-258.

raissent pas moins comme connexes et décisifs pour la suite des événements. Notons, remarque qui a sa valeur, qu'il n'est nullement question des Romains dans toute cette affaire. S'ils avaient eu une part plus ou moins considérable au succès, la tradition annalistique, si soucieuse de l'honneur national, dût la vérité historique en souffrir, n'eût pas manqué de s'en faire gloire. Une conclusion semble donc s'imposer : si les Romains ne sont pas nommés, c'est pour la raison fort simple qu'au moment où la bataille a eu lieu, Rome se trouvait encore aux mains de ses rois étrusques et que l'expulsion de ces derniers, loin d'être le résultat d'un mouvement exclusivement romain, a été en réalité la conséquence d'une réaction latine, à laquelle Rome tout d'abord paraît être restée étrangère. Le soulèvement victorieux du Latium y a eu ensuite sa répercussion sous forme d'une explosion du sentiment national ; la dynastie des Tarquins n'a pu se maintenir et a dû partir pour l'exil.

Quoi qu'en dise la tradition, qui déforme dans l'intérêt romain le caractère de la Révolution de 509 comme elle avait déformé, pour la période antérieure, celui de la chute d'Albe, Rome n'a pas eu l'initiative de la libération nationale. Elle s'est bornée à suivre et rien ne prouve qu'elle l'ait fait spontanément. L'emplacement même où s'est livrée la bataille d'Aricia, à une vingtaine de kilomètres en avant du Tibre, le donnerait à penser. A ce moment, les Étrusques n'ont pas encore été rejetés au delà du fleuve ; ils tiennent toujours Rome, tête de pont et clef du passage, et on peut être assuré qu'ils ne l'ont évacué qu'à la dernière extrémité. Peut-être, à ce moment décisif, faut-il admettre aussi une diversion des montagnards sabins, qui, en menaçant le flanc des Étrusques, aurait précipité leur retraite (1).

(1) Mais il convient de ne pas attribuer aux Sabins seuls, et seulement au milieu du v^e siècle, comme le fait E. PAIS, dans **XX**, I, 801, IV, 247, et **XIX**, I, 347 sq. (cf. aussi **LXXXVIII**, 93 sq.), la chute de la domination étrusque à Rome.

Que Rome, même après la victoire latine, se soit ralliée spontanément au mouvement national, nous sommes en droit d'en douter, et cela pour deux raisons. Création des Étrusques, base de leur puissance dans le Latium, Rome se trouvait liée à leur cause non seulement par la force, mais aussi par l'intérêt. La domination étrusque représentait pour elle l'hégémonie politico-militaire et la prospérité économique ; commerçants, industriels, artisans, toute cette population nouvelle qui, à la suite des dynastes étrusques, était venue se fixer dans la ville depuis plus d'un siècle, formait un parti des intérêts matériels, dont l'importance n'était nullement négligeable et qui tenait pour le maintien d'un régime, auquel il devait à la fois sa fortune et sa sécurité. Les partisans des Étrusques ne manquaient donc pas à Rome, et l'on peut être assuré que, s'ils se sont inclinés devant l'événement, ils ne l'ont fait que contraints et faute de mieux. D'ailleurs, même après la catastrophe, tous les Étrusques ne sont pas systématiquement expulsés de Rome ; on y trouve même encore, pendant quelque temps du moins, des membres de la famille des Tarquins. Un second indice de caractère concordant résulte de l'attitude des Latins. Au lendemain de la Révolution de 509, les Latins entrent en guerre contre Rome. Pourquoi ? C'est que, bon gré mal gré, Rome reste par son passé liée moralement à une cause vaincue, à la cause de l'étranger et que, débarrassée des Étrusques, elle n'en prétend pas moins se porter leur héritière. Voilà le fait troublant que la tradition romaine s'est attachée à masquer quand elle a rapporté à Rome l'initiative de la révolution et transformé les Latins, ces premiers ouvriers de l'insurrection, en champions tenaces des Tarquins.

Le schéma général des événements peut donc se rétablir sous la forme suivante. Un soulèvement latin éclate auquel les Grecs de Cumes apportent leur concours ; les Étrusques sont battus à Aricia. Le mouvement ne tarde pas à se généraliser ; il gagne Rome et la monarchie étrusque succombe. Dans

quelles conditions et sous quelle forme se déroule cette dernière phase ? La tradition nous expose l'attitude respective des deux éléments de la population romaine, le patriciat et la plèbe. L'initiative serait partie du patriciat, représentant de la vieille tradition romaine et ennemi du régime de tyrannie intronisé par les Tarquins, incarnation aussi de l'élément agricole dont la politique économique des Étrusques avait soulevé l'hostilité ; c'est le patriciat, qui prend à son compte l'injure faite à Lucrèce, soulève l'armée, et, la victoire acquise, préside à l'organisation du gouvernement républicain. Quant à la plèbe, épuisée par le service militaire et lassée par la corvée, elle reste passive et laisse faire. Cette manière de présenter les événements semble bien répondre à la réalité ; en tout cas, elle reflète avec précision la situation générale et l'attitude respective des partis à Rome au lendemain de l'expulsion des rois.

La chute de la domination étrusque dans le Latium clôt une période et en ouvre une autre. Un fait décisif, de conséquences immenses pour l'histoire de l'Italie et de l'humanité se trouve acquis. Coupé en deux tronçons — Étrurie proprement dite et Etrurie padane au nord, Étrurie campanienne au sud, — l'Empire étrusque apparaît frappé à mort. La première tentative d'unité italienne a échoué ; l'Italie ne sera pas étrusque. Mais, d'autre part, en quittant le Latium après un siècle et demi d'occupation, la marée étrusque laisse derrière elle un pays entièrement renouvelé et transformé. Aux stades antérieurs de la tribu et de la fédération, la rude main de l'envahisseur a fait succéder le stade urbain ; les vieilles peuplades prisco-latines sont sorties de leur barbarie primitive pour entrer pleinement dans les voies de la civilisation.

Du peuple de pasteurs semi-nomades qu'avait été jusque-là le peuple romain, l'Étrurie a fait un peuple de paysans sédentaires, et, par ce changement radical, l'a marqué pour sa grandeur future. Sur les rives du Tibre, se dresse désormais une ville nouvelle, la plus belle création des Étrusques, Rome. Le

destin avait décidé que l'unité italienne serait différée de deux siècles, qu'elle serait l'œuvre, non de l'Étrurie, mais de Rome. Du moins, l'instrument de cette unité, Rome, c'est l'Étrurie qui l'a forgé et armé pour sa glorieuse mission; c'est elle qui, pour la première fois, l'a constituée en grande puissance, souvenir qui, chez un peuple conservateur comme le peuple romain, ne devait jamais s'effacer. Au milieu des troubles de toute espèce qui se succèdent pendant le premier siècle de l'ère républicaine et qui mettront en jeu, plus d'une fois, jusqu'à son unité nationale, Rome n'oubliera jamais. Elle grandira, les yeux opiniâtrément fixés sur le passé de gloire qu'autrefois l'Étrurie lui avait donné, et elle puisera dans la religion du souvenir un des éléments primordiaux de son merveilleux essor. L'Empire étrusque, ce premier embryon d'unité italienne, est tombé, non pas faute d'intelligence ou d'idéal chez les hommes qui l'ont fondé, mais par manque de moyens; il n'a su se donner ni l'organisation politique, ni la force militaire, ni enfin l'armature juridique, sans lesquelles le succès final devait rester un rêve. L'antagonisme de l'élément hellénique, la réaction des races indigènes, dont le soulèvement du Latium est le premier symptôme, lui ont porté le coup mortel; les invasions gauloises et les progrès de Rome feront le reste. Mais, si Rome a réussi la première à réaliser l'unité italienne, si elle peut revendiquer le titre de mère des peuples latins, rappelons-nous que l'Étrurie peut à bon droit revendiquer le nom de leur grand'mère. Il y aurait méconnaissance de l'histoire doublée d'ingratitude à l'oublier.



LIVRE II

L'HEURE DE ROME ET LA PREMIÈRE UNITÉ ITALIENNE

CHAPITRE PREMIER

LE MOYEN ÂGE ROMAIN ET LA VEILLÉE DES ARMES DU V^e SIÈCLE

I

ROME ET L'UNITÉ ITALIENNE.

Rome, pour la première fois dans l'histoire, a fait l'unité italienne, et cette unification, le chef-d'œuvre de sa politique, par les puissants moyens d'action qu'elle a mis entre ses mains, a été la base de son extraordinaire grandeur. Au début du v^e siècle, lorsque le peuple romain, débarrassé de la domina-

BIBLIOGRAPHIE. — *Textes.* — TITE-LIVE, II, 16-V, 31 (cf. FLORUS, I, 5-6; EUTROPE, I, 9-20; OROSE, II, 5; III, 12-13; 19); DENYS D'HAL., V, 37-XI; XII-XIII (fragments); DIODORE, XI-XIV; DION CASSIUS, IV-VI (fragments; cf. ZONARAS, VII, 13-22); PLUTARQUE, *Valerius Publicola*, *Coriolan*, *Camille*; APPIEN, *Basiliq.*, fragments 12-13, *Italiq.*, fragments; STRABON, V, 4, 2 (p. 240 C.); V, 4, 12 (p. 250 C.); VI, 1, 4, (pp. 254-255 C.); ANTIOCHOS, dans F. H. G., I, p. 183, fr. 13; SCYLAX, dans G. G. M., I, 19-20. POLYEN, II, 10, 2, 5; CICÉRON, *De Repub.*, II, 31-37 (jusqu'aux Décemvirs); VALÈRE MAXIME, II, 4, 5; SERVIUS, *Ad Aen.* VII, 706; de *Viris illustribus*, 13-23 et 25.

Inscriptions. — *Fastes consulaires* (C. I. L., I², pp. 98-119); *Fastes triomphaux*, notamment aux années 504, 475, 459, 458, 449, 443 (*id.*, pp. 93-119); C. I. L., I², 1 (cippe archaïque du Forum).

Ouvrages principaux. — **XX**, II, 13 sq.; **XXVI**, II, 1-155; **CCH**, I, 61-132; 133-177; II, 123-134; **CCIX**, 267 sq.; A. ROSENBERG, dans **XLVII**, 1919, 113-173; 1920, 337-363; **XIX**, IV, 92 sq.; **XXV**, 8-11; **V**, 26-59.

tion étrusque, inaugurerait si péniblement sa politique nationale, rien ne semblait vouer l'Italie à un brillant avenir d'État unifié. Géographiquement, avec sa configuration naturelle singulière et ce manque frappant de proportions entre sa longueur et sa largeur, qui a toujours rendu si difficiles les relations entre les populations du nord et du sud de la péninsule, avec ses multiples régions naturelles — Piémont, plaine du Pô, Vénétie, Ligurie, au nord; Toscane, Ombrie, Latium, Abruzzes, au centre;; Campanie, Basilicate, Apulie, Bruttium, littoral des deux mers Tyrrhénienne et Ionienne, au sud — si diverses et si contrastées, l'Italie apparaissait, au sein du monde méditerranéen, comme la terre d'élection du morcellement et du régionalisme. Au cours des millénaires qui avaient fixé l'aspect ethnique de l'Italie, l'homme avait encore aggravé l'œuvre de la nature et exagéré, comme à plaisir, les obstacles qu'allait rencontrer la péninsule dans sa laborieuse marche à l'unité. Sur le sol italique, les races les plus diverses, accourues des points opposés de l'horizon à ce rendez-vous des peuples, se coudoient et se heurtent. Au vieux fond néolithico-ligure se sont superposés une série de peuples envahisseurs, Italiotes, descendus du nord en vagues successives — Latins, Sabelliques, Ombriens, — Vénètes, Iapyges, Étrusques et Grecs, les premiers venus de l'Europe centrale, les autres du bassin méditerranéen oriental, soit par le littoral illyrien (Vénètes et Iapyges), soit par la mer (Étrusques d'Asie Mineure et Grecs de l'Hellade). La liste n'est pas close; au début du iv^e siècle, elle s'enrichira encore d'un nouvel élément, les Gaulois. Après une longue période de confusion et de luttes, un équilibre territorial a, tant bien que mal, fini par s'établir: aux Ligures, la Ligurie et les vallées alpestres occidentales; aux Étrusques, l'Étrurie proprement dite, une partie de l'Ombrie, la plaine du Pô; aux Vénètes, aux Ombriens, aux Latins, les diverses contrées qui ont conservé leur nom; aux Sabelliques, l'Apennin central, le Samnium et la Lucanie; aux

Iapyges, l'Apulie; aux Grecs enfin, les côtes de la péninsule au sud de la baie de Naples et le littoral de la mer Ionienne.

Même morcellement et même hétérogénéité au point de vue linguistique. On parle, dans l'Italie du v^e siècle avant Jésus-Christ, une douzaine de langues : le ligure, l'étrusque, le vénète, le messapien, le grec — bientôt aussi le celtique — et les deux grandes langues dérivées de l'italique primitif, le latin, d'une part, l'osco-ombrien de l'autre. Les six premières n'ont rien de commun, ni entre elles, ni avec les deux dernières; au sein même de la famille linguistique italique, le latin et l'osco-ombrien font figure, non pas de dialectes, mais de véritables langues étrangères, et eux-mêmes se divisent à leur tour en un nombre respectable de dialectes secondaires. Malgré les particularités dialectales, le grec restait une langue unique, et un Grec réussissait à se faire comprendre dans le domaine entier de l'Hellade. En Italie, rien de semblable. Dans le ressort même des langues italiques, un Latin, un Ombrien, un Osque ne se comprennent pas mutuellement; à plus forte raison, bien entendu, s'il s'agit de Ligures, d'Étrusques de Vénètes, de Iapyges ou de Grecs. Bigarrure de races et mosaïque de langues, dont seule une carte ethnographique de l'Europe orientale ou du Caucase pourrait aujourd'hui nous fournir l'équivalent. Enfin, conséquence logique et concrète de son morcellement extrême, la péninsule ne possède même pas ce minimum d'unité que représente une appellation commune; le nom d'Italie, le Viteljú des Osques, ne désigne primitivement qu'un obscur canton de Calabre perdu à l'extrémité méridionale de la péninsule; seule la conquête romaine le portera, tel un symbole et un drapeau, à l'Apennin d'abord, aux Alpes ensuite (1). L'unité allemande et la seconde unité italienne, résurrection d'un brillant passé, ont été avant tout des œuvres

(1) Sur l'extension graduelle du vocable d'Italie du v^e siècle avant J.-C. au début de l'Empire — du détroit de Messine au sinus Scylaceus (golfe de Squillace, à l'est) et au sinus Terinaeus (golfe de Sant'Eufemia, à l'ouest),

de volonté et de passion collective. Pour l'Italie ancienne, rien de semblable. Aucune communauté d'État, de race ou de langue, dans le présent; aucun souvenir de vie nationale dans le passé; ni dans la géographie, ni dans l'histoire, pour l'idée d'unité, nul point d'appui, nulle base.

Et cependant, cette unité italienne, une humble cité du Latium, Rome, en trois siècles de luttes et d'efforts, réussira à la réaliser, et par elle, l'idée d'unité va lentement, péniblement se dégager du particularisme millénaire, auquel la péninsule semblait à jamais condamnée. Non que la ville du Tibre ait eu, dès l'abord, un programme d'unification ou même le plus vague soupçon de l'avenir de gloire qui allait être le sien; ce n'était pas du Romain, esprit précis, timoré et sans imagination, qu'on pouvait attendre les conceptions à longue portée et les spéculations aventureuses. Pourtant, au début du v^e siècle, la question n'apparaissait plus entière. On gardait en Italie, et à Rome sans doute plus encore qu'ailleurs, le souvenir récent de ce vaste empire étrusque, premier embryon d'unité italienne, qui avait un instant réussi à grouper sous sa domination tout le pays, des Alpes au golfe de Salerne. Rome ne devait pas oublier qu'elle avait brillamment tenu sa place au sein de cet empire et qu'elle avait dû à sa dynastie étrusque, sous forme de l'hégémonie sur le Latium, ses premiers rayons de gloire. En fait, même au milieu des rudes épreuves que ne lui ménageront ni le v^e ni le début du iv^e siècle, elle conservera toujours la mémoire fidèle du passé et c'est les yeux tournés vers cette période de grandeur qu'elle poursuivra, avec sa ténacité coutumière, le plus immédiat de ses objectifs, le rétablissement de

vers 500, à l'ensemble du Bruttium dans les limites du fleuve Laus (Laino, à l'ouest). et de Métaponte (à l'est) un peu plus tard, au golfe de Tarente inclus, vers le milieu du v^e siècle, au golfe de Paestum, vers 350, puis à la frontière septentrionale de la Campanie, à l'ensemble de la fédération péninsulaire italique, dans les limites de l'Arno et de l'Aesis, plus tard du Rubicon, depuis la fin de la guerre contre Pyrrhus, enfin à l'Italie géographique après la conquête de la Cisalpine — voir en particulier H. PHILIPP, dans **XXII** (supplément III), s. v. *Italia*, 1246-1250.

l'hégémonie romaine dans le Latium. Chez ce peuple de réalistes, l'œuvre d'unification ne se présentera jamais avec la rigueur d'une idée théorique et d'une conception systématique, mais toujours sous la forme pressante de problèmes immédiats, aux données de plus en plus larges, dont les nécessités et les possibilités du moment dicteront seules, et souverainement, les termes.

Première forme du programme et première étape : l'unification du Latium (v^e siècle-milieu du iv^e). Rome veut relever à son profit cette hégémonie du Latium que l'expulsion de ses rois étrusques lui a fait perdre. Outre les souvenirs de sa grandeur passée, ses besoins économiques, provoqués par le surpeuplement de son sol, la poussent impérieusement dans ce sens. Après un siècle et demi de tentatives infructueuses, l'expérience lui révèle, enfin, le seul moyen d'atteindre son but : l'encerclement du Latium. L'occupation de la Campanie répondra à cette idée stratégique. En 338, le but est atteint; Rome a définitivement réalisé, par ses seules forces et à son profit exclusif, l'unité de la terre latine.

L'entrée de la Campanie dans la sphère politique romaine marque le début de la lutte contre les Sabelliques, duel à mort qui va se prolonger pendant plus d'un demi-siècle et, par ses répercussions inévitables, provoquera l'entrée en scène des grands peuples du centre et du nord de l'Italie, Étrusques, Ombriens et Gaulois. Le problème, par le développement logique de la situation, prend ainsi une forme nouvelle; il s'agit maintenant de l'unification de l'Italie centrale, seconde étape dans la voie qui devait conduire à l'unité italienne et qui sera franchie dans les premières années du iii^e siècle. — Troisième étape : le conflit avec les Sabelliques, par ses péripéties mêmes, a conduit les armées romaines aux rives de l'Adriatique et au contact de la Grande-Grèce. Des faits désormais acquis se dégagent, à titre de conclusion inévitable, l'idée de l'unité italienne, mais limitée encore aux frontières de l'Italie

péninsulaire. Par la défaite de Pyrrhus et la chute de Tarente (272), la politique romaine atteint ce nouvel objectif.

Restait une dernière étape à parcourir, la conquête de l'Italie continentale, l'entrée des plaines du Pô et de l'Adige, comme aussi du littoral ligure dans la fédération italienne. L'achèvement de l'œuvre unitaire se fera attendre un demi-siècle encore et il faudra, pour en démontrer l'urgence, la rude leçon des tumultes gaulois et des guerres puniques. Rome a fait l'unité italienne par le fer et par le feu ; en courbant sous un joug égalitaire, le sien, les multiples populations qui se partageaient le sol de la péninsule, elle a donné à l'Italie l'unité d'État. Pour passer de l'unité d'État à l'unité de nation, et, par le triomphe du latin, à la communauté de langue, pour faire de l'Italie entière la nation latino-romaine qu'elle est devenue, plus de deux siècles seront encore nécessaires. Forcée par la République, l'unité italienne ne s'achèvera pleinement que sous l'Empire.

II

LA CRISE DE L'ÉTAT ROMAIN AU V^e SIÈCLE.

L'œuvre des rois étrusques à Rome avait été double ; œuvre intérieure : fondation de la ville de Rome et création de l'État Romain ; œuvre extérieure : les Étrusques avaient fait de Rome la base de leur domination dans le Latium, et la ville avait exercé à ce titre une véritable hégémonie au sein du pays latin. L'expulsion de la dynastie étrusque compromet l'œuvre des Tarquins dans ses deux parties essentielles ; la Révolution de 509 représente le début d'une crise violente, à la fois au dedans et au dehors, véritable moyen âge romain, dont Rome, après avoir à plusieurs reprises failli périr, mettra plus d'un siècle à se relever.

Au dedans, l'œuvre de centralisation réalisée par les Étrusques se trouve tout entière menacée ; ce n'est pas seulement la

puissance romaine, c'est l'unité nationale elle-même qui risque de sombrer dans la tourmente. Premier fait : Rome perd avec l'enceinte de Servius Tullius un de ses plus puissants éléments d'unification. Porsenna, vainqueur, démantèle systématiquement l'enceinte et il s'écoulera un siècle et demi avant que les Romains ne soient en mesure de procéder à sa reconstruction. Rome tend à redevenir, comme dans la période préétrusque, une simple fédération de villages, groupée autour d'une citadelle commune, le Capitole. Les fouilles de 1907 sur le Palatin ont apporté sur ce point des précisions intéressantes; il en résulte que les débris de murs, longtemps attribués à l'époque royale, ne peuvent remonter au delà de la première moitié du iv^e siècle et ne sauraient être antérieurs à l'invasion gauloise (1). En 390, les Gaulois occuperont sans coup férir l'ensemble de la ville, le Palatin y compris, et seul le Capitole sera en mesure d'offrir une résistance sérieuse. Les envahisseurs partis, on se préoccupera de mettre le Palatin, au moins, en état de résister à un retour offensif possible de l'ennemi; les vestiges de murs en place sur le flanc nord-ouest de la colline, le long du Vélabre, proviennent des fortifications élevées à cette occasion (2). L'isolement des diverses collines au point de vue défensif ne cessera qu'une vingtaine d'années plus tard, avec la construction d'une nouvelle enceinte, la pseudo-enceinte de Servius Tullius, celle de l'époque républicaine.

En même temps que l'unification matérielle, l'unité politique elle aussi apparaît compromise et les vieux particularismes locaux, un instant domptés par la main de fer des dynastes étrusques, relèvent la tête. Les deux éléments fondamentaux de la ville des Tarquins, le patriciat et la plèbe, se retrouvent en présence, mais sans un pouvoir centralisateur capable de les contenir et moins encore de les concilier. Or l'opposition entre le patriciat et la plèbe n'est pas seulement le conflit de deux partis, ou, pour

(1) IX, 35. — (2) IX, 35 et 37.

employer l'expression classique, de deux ordres; elle affecte aussi, dans la Rome du ^{ve} siècle, le caractère d'une division topographique très précise. Le patriciat, dans son ensemble, c'est, patriciens et clients, la vieille population du Septimontium; la plèbe, dans sa masse, au contraire, c'est la population des nouveaux quartiers : Quirinal, Viminal, Aventin, Vélabre. Ce fait capital explique pourquoi la lutte des deux ordres va prendre si aisément une allure régionale. Nous aurons à revenir sur la question dans le XVIII^e volume de cette collection, à propos des institutions républicaines. Bornons-nous à rappeler ici les épisodes si intéressants, du point de vue topographique, de la retraite de la plèbe sur le mont Sacré ou de la sécession sur l'Aventin. Toutefois, il convient de ne pas exagérer l'importance de cette dislocation à la fois topographique et politique. On a dit (1) que la ville s'était alors divisée en deux fédérations rivales : la fédération patricienne des *Montes*, le Septimontium, au nord, la fédération plébéienne des *Colles*, Quirinal et Viminal, au sud, dont chacune aurait possédé ses organes politiques propres, les deux consuls et le Sénat pour la première, les comices tributes et les tribuns pour la seconde. Non. Le Septimontium, nous l'avons vu, correspond à un stade antérieur de l'histoire de la ville de Rome, et d'autre part, outre les *Colles*, la plèbe avait dans son domaine les quartiers bas de la ville, comme le Vélabre, et l'Aventin. Il n'y a pas eu de dislocation complète, mais du moins, les menaces graves de dislocation n'ont pas manqué et c'est à prévenir ce danger mortel que visera, pendant près d'un siècle et demi, toute la politique intérieure du gouvernement républicain. Le programme est le retour au régime de la centralisation, tel que l'avait établi la dynastie étrusque, mais, en l'état des partis et en l'absence d'un pouvoir central assez fort pour le réaliser, il ne reste que la solution éternelle des gouvernements faibles, la

(1) CCIX, 306-307.

politique de compromis. Les grands actes de la politique intérieure romaine, au ^v^e siècle et dans le premier tiers du ^{iv}^e — législation des Douze Tables, lois Valeriae Horatiae, organisation définitive du système des classes et des centuries, tribunat militaire à pouvoir consulaire, lois Liciniennes, — n'auront pas d'autre but ni d'autre sens (1). Solutions définitives? Non, mais simples expédients d'un opportunisme éclairé, qui réussiront tout au moins, au prix de concessions mutuelles, à préserver l'unité de l'État romain et à sauvegarder ses possibilités d'avenir.

III

LA RUÉE MONTAGNARDE.

Au dehors, le départ des Étrusques laissait le Latium dans un état de déséquilibre complet. Pour les Latins, la Révolution de 509 représentait la fin de l'hégémonie romano-étrusque; aussi tout le Latium s'était-il levé pour revendiquer son indépendance et la plupart des villes latines — Tusculum, Aricia, Lanuvium, Lavinium, Cora, Tibur, Pometia, Ardée (noter entre autres l'absence de la puissante Préneste, qui n'adhérera que plus tard) — s'étaient-elles hâtées de se constituer en une ligue indépendante, avec une organisation autonome et un centre fédéral, la fontaine Ferentina, sur le territoire d'Aricia (1). Rome, au contraire, entendait bien ne pas déchoir et maintenir la politique d'hégémonie étrusque, mais sans les Étrusques et à son profit exclusif. Programme latin et programme romain se trouvaient donc en opposition complète et irréductible; seule la force des armes pouvait apporter la décision. Réduite à son propre territoire par la défection de ses

(1) II, 68-95; CCIX, 272 sq.

(2) CATON, cité par PRISC., IV, p. 129, H. [= H. R. F., p. 52, fr. 58; H. R. R., p. 72, fr. 58]; cf. FEST., p. 128; XXVI, II, 90-93; CCXXVI, I, 303-306; A. ROSENBERG, dans XLVII, 1919, 143.

anciens alliés, menacée dans son indépendance même, Rome courut tout d'abord un sérieux péril; elle fut sauvée par la bataille du lac Régille, événement historique que la tradition a noyé dans un océan de légendes, victoire ou, pour mieux dire, demi-victoire, qui allait lui permettre, sinon de retrouver sa situation antérieure, du moins, par une paix de compromis, de rétablir avec les autres peuples du Latium des relations équitables et permanentes. L'immense danger dont l'avait menacé la Révolution de 509 se trouvait ainsi écarté, mais, si, par un effort suprême, elle avait réussi à sauver son indépendance, de mauvais moments et de dures épreuves l'attendaient encore.

Pendant toute la durée du ^v^e siècle, Rome vit et s'agite dans le cadre étroit du Latium; son horizon politique ne dépasse pas les montagnes, Apennin ou monts Albains, qui se profilent dans le lointain. Elle ne mène pas encore, il s'en faut de beaucoup, l'histoire de l'Italie centrale; faute de pouvoir diriger, elle se borne à suivre. Son histoire, dont la tradition s'attache à grossir l'importance et n'hésite pas, le cas échéant, à dénaturer le caractère, n'est autre que celle d'une petite cité du Latium, en lutte constante avec ses voisines, au sein de laquelle les événements généraux de l'histoire italique trouvent leur contre-coup local. Deux grands faits dominant l'histoire de l'Italie au ^v^e siècle : la poussée sabellique, la décadence de l'Étrurie. C'est eux qui, pendant la même période, vont déterminer celles du Latium et de Rome; ils représentent les causes profondes dont tout le reste ne sera que la répercussion et le reflet.

A la fin du ^{vi}^e siècle et au début du ^v^e, le monde sabellique (1) est en proie à une violente fermentation; la montagne ne suffit plus à nourrir les populations chaque jour plus nombreuses et qui jettent un œil d'envie sur les plaines fertiles dont la richesse s'étale à leurs pieds. Le mouvement part de l'Apennin central;

(1) Sur l'ensemble des invasions sabelliques au ^v^e siècle, **XX**, II, 385-386; **IV**, 243-252; **XXIX**, I, 347 sq.

guidés par les emblèmes de la tribu, loup, taureau, sanglier, les « printemps sacrés » partent à la conquête de terres nouvelles et entrent en lutte avec les anciens possesseurs du sol. Au nord, les Sabins traversent le Tibre, occupent la plaine falisque, entrent en contact avec les Étrusques, poussent jusqu'au mont Ciminien; plus au sud, les Sabelliques, bousculant les Herniques qui leur barrent le passage, débouchent dans la vallée du Liris. Sur le versant de l'Adriatique, les Picentins, descendus de la montagne, chassent du littoral les Ombriens et s'installent à leur place. Dans l'Italie méridionale, le phénomène s'opère dans des proportions plus vastes et sous une forme plus irrésistible encore. Les Sabelliques envahissent l'Apulie et refoulent les Iapyges dans la péninsule d'Otrante; le contre-coup de l'invasion se fait sentir sur Tarente, à laquelle les Iapyges infligent, en 473 avant Jésus-Christ, une mémorable défaite (1). Les Lucaniens, rameau détaché du tronc samnite, inondent l'Italie méridionale au sud du Silarus et viennent menacer les colonies grecques de la mer Ionienne.

Les Bruttians, enfin, au sud des précédents, constituent l'avant-garde de la grande poussée montagnarde. C'est partout dans l'Italie centrale et méridionale la ruée vers la plaine, la course à la mer. De Ravenne au nord-est, aux limites de la forêt de Sila et de la plaine sallentine, les Sabelliques, descendus de leur acropole des Abruzzes, apparaissent et finissent par prendre pied. Repoussées ou subjuguées, les populations antérieures doivent plier devant l'envahisseur; de nouveaux États se fondent. C'est à la fois, au cours du ^{ve} siècle, la carte ethnographique et la carte politique de l'Italie qui se renouvellent. Tandis que les peuples sabelliques, jeunes et débordants de sève, réussissent partout à se faire jour, l'Étrurie au contraire, épuisée par ses conquêtes et la dispersion de forces qui en a été la conséquence, frappée à mort par la perte du

(1) HER., VII, 170; DIOD. XI, 52, 1-5; **XX**, IV, 244-245.

Latium, est désormais acculée à une défensive, dont elle ne réussira jamais plus à sortir.

Poussée sabellique, décadence étrusque, ces deux traits essentiels de l'histoire italique au ^v^e siècle nous donnent la clef de l'évolution militaire de Rome au cours de la même période. L'invasion sabellique devait avoir, et eut en fait, sa répercussion immédiate sur les peuples de la bordure montagneuse qui entourait le Latium, Sabins, Éques, Volsques. On a parlé d'une conquête de Rome par les Sabins (1) à la fin du ^{vi}^e ou au commencement du ^v^e siècle, pure hypothèse dont la preuve reste à faire, mais la multiplication des contacts belliqueux ou pacifiques entre Sabins et Romains appartient, en revanche, au patrimoine de l'histoire. Plusieurs des grandes familles de Rome, à l'époque classique, se plaisaient à rappeler leur origine sabine, tels les Valerii d'Eretum, les Postumii ou les Claudii de Regillum. La tradition elle-même, et nous n'avons pas de raison légitime pour la mettre en doute sur ce point précis, avait conservé le souvenir d'Attius Clausus, le chef de la gens Claudia, venu s'installer à Rome avec sa gens tout entière et ses clients, au nombre de cinq mille individus. Cette émigration d'une tribu sabine n'est qu'un cas typique qui probablement ne resta pas isolé. Violente ou pacifique, probablement à la fois l'une et l'autre, l'infiltration sabine a joué un rôle important dans l'histoire politique de Rome et dans la formation même du peuple romain.

Au sud des Sabins, dans la région montagneuse subapennine limitée au nord par la vallée de l'Anio, au sud par le territoire de Préneste, à l'ouest par la plaine latine, — massifs des monts Ruffi et Prenestini actuels, — vivait le peuple des Éques (2). Sur leur origine, on n'était, dès l'antiquité même, pas d'accord; les uns les considéraient comme un débris des anciennes popu-

(1) Sur les Sabins, **XVIII**, I, 593 ; II, 453-480 ; **XX**, I, 801 ; II, 417 ; **XIX**, I, 349.

(2) **XVIII**, I, 514-515 ; II, 457-463 ; **XX**, II, 418 ; **XCII**, s. v., p. 21

tions ligures refoulées dans l'Apennin par une invasion ultérieure; les autres — et ils avaient raison — y voyaient un rameau de la grande famille ethnique italote. Toujours est-il, qu'habitant un sol pauvre, ils menaient une vie âpre et sauvage. L'élevage et, le cas échéant, le brigandage constituaient les plus solides de leurs revenus. Au cours du ^v^e siècle, la poussée sabellique, transmise par leurs voisins immédiats de l'est, les Herniques, va les jeter fréquemment sur la plaine; Tusculum, Aricia, Lanuvium auront à souffrir de leurs incursions, et Rome elle-même ne sera pas à l'abri de leurs incursions périodiques.

Enfin, vis-à-vis du pays des Èques, occupant le bastion montagneux des monts Lepini, vivaient les Volsques (1). La stérilité de leur territoire devait les pousser naturellement dans les plaines latérales, vallées du Trerus (Tolero ou Sacco) et du Liris (Liri-Garigliano) à l'est, région pontine à l'ouest, dont les ressources agricoles avaient de quoi tenter un peuple nombreux et pauvre comme le leur. Vers l'est, ils n'obtinrent que de maigres résultats; la puissante Préneste veillait du haut de son nid d'aigle et réussit à les contenir. Mais, vers la côte, où la débâcle étrusque avait laissé le pays sans défense, leurs tentatives réussirent pleinement; ils enlevèrent Velitrae, la clef de la plaine, soumirent la population aurunque qui peuplait la région et, par le pas de Privernum et la vallée de l'Amasenus, ils allèrent s'emparer de Terracine dont ils changèrent le nom en celui d'Anxur. A la suite de cette marche victorieuse, les Volsques constituent un état puissant; tout le littoral, de la plaine d'Anxur, au midi, à la région d'Ardée, au nord, relève de leur domination; ils possèdent sur le pourtour des monts Lepini une ceinture de cités puissantes, Ecetra, Cora, Norba, Setia. Devenus maîtres de la côte, ces montagnards ont bientôt une marine; Antium devient leur grand port et le commerce de la mer Tyrrhénienne, mis en coupe réglée par leurs flottes, ne tarde pas à leur payer la dime de sa prospérité.

(1) XVIII, I, 518-519; II, 667-679; XX, II, 421; XCII, s. v., p. 823.

IV

LES GUERRES DE DÉFENSE.

De la Sabine, au nord, à Terracine, au sud, c'est donc sur toute la périphérie du Latium une ruée de peuples montagnards associés de gré ou de force à la grande poussée des tribus sabelliennes (1). Réduite à la défensive pendant toute la durée du ^v^e siècle, Rome va se trouver aux prises pour de longues années avec ces envahisseurs belliqueux et tenaces, luttes épuisantes et sans gloire, où elle joue chaque jour son existence, mais d'où, par une de ces justes compensations dont l'histoire n'est pas toujours prodigue, elle va forger dans l'épreuve les outils de sa future grandeur.

Avec les Sabins (2), pendant plus de cinquante ans, les hostilités sont incessantes; on se bat sur la frontière de l'Anio, notamment dans la région d'Eretum, à une trentaine de kilomètres de Rome. Les Fastes triomphaux, dont il ne faut admettre le témoignage précis que sous bénéfice d'inventaire, signalent des victoires romaines en 504 et 475 avant Jésus-Christ. En 460, à la faveur des troubles intérieurs qui paralysent Rome, les Sabins tentent une offensive hardie; un de leurs chefs de bande, Appius Herdonius, met la main sur le Capitole, sans pouvoir toutefois s'y maintenir. Nouvelle guerre en 449, puis le silence. Conquête de Rome par les Sabins vers le milieu du ^v^e siècle, a-t-on conjecturé (3). Non; disons plus simplement que, lassés de ces luttes stériles, Romains et Sabins s'entendirent pour conclure un traité de longue durée. Toujours est-il que, pendant un siècle et demi, il ne sera plus question d'hostilités entre les deux peuples.

La tradition nous raconte, avec une prolixité fastidieuse et

(1) **XX**, II, 128-161; 302-318; 404-426.

(2) Liv., II, 16 sq.; DEN., V, 37 sq.; PLUT., *Val. Publ.*, 20-23; *Fast. tr.*, aux ann. 504, 475, 449.

(3) Voir plus haut, p. 152, n. 1.

une précision inquiétante, les guerres continuelles que Rome eut à soutenir contre les Èques pendant les premières années du ^{ve} siècle (1). Bornons-nous à en rappeler les deux principaux épisodes : l'invasion de 462, où une armée èque et volsque pénétre jusqu'aux portes de Rome, et la campagne de 458, au



Fig. 7. — L'horizon politique et militaire romain au ^{ve} siècle av. J.-C.

cours de laquelle l'échec du consul L. Minucius Augurinus est vengé, avec usure, par les succès du célèbre L. Quinctius Cincinnatus. Les Volsques(2), de leur côté, poursuivant vers le nord leur poussée victorieuse, envahissent le Latium, et en 491, selon la chronologie de Tite-Live, une armée volsque, sous la conduite du banni Coriolan, vient menacer Rome. En 485, à

(1) Liv., II, 58 sq. ; DEN., VI, 34 sq. ; *Fast. tr.* aux ann. 432, 459, 458.

(2) Liv., II, 38 sq. ; DEN., VI, 3 sq. ; *Fast. tr.* aux ann. 462, 459, 443.

plusieurs reprises encore, les Volsques sont battus et finalement rejetés sur leur propre territoire.

Sabins, Èques, Volsques ne sont pas, au ^v^e siècle, les seuls ennemis auxquels Rome a affaire. Outre l'éventualité d'un retour offensif des Étrusques, toujours possible, il lui faut compter, d'une manière permanente, avec l'hostilité de sa voisine, la puissante ville de Véies. Entre les deux peuples, la principale question litigieuse est celle, vitale pour Véies, du libre accès à la mer. Cité continentale, Véies ne communiquait avec le littoral tyrrhénien que par la voie du Tibre. Aussi la liberté de la navigation du fleuve et la possession de la rive droite — la Ripa Veientana, comme disaient les Romains — constituaient-elles, dans ses rapports avec Rome, les deux articles fondamentaux de son programme. Pour ses revendications politiques et économiques, la ville étrusque trouvait l'appui permanent de sa voisine Fidènes, dont la situation et les intérêts étaient analogues.

La tradition parlait déjà d'une première guerre entre Rome et Véies sous la Royauté (1). Romulus aurait enlevé aux Véiens les salines de l'embouchure du Tibre et leurs possessions de la rive droite du Tibre vis-à-vis de Rome (*Septem Pagi*). Sous la République, le conflit, qui devait se prolonger pendant plus d'un siècle, éclate, comme il était fatal, au lendemain même de la Révolution de 509. Dans l'amoncellement de légendes qui enveloppent l'histoire de la prise de Rome par Porsenna, un fait précis, cependant, mérite de retenir l'attention. Porsenna enlève aux Romains vaincus la rive droite du Tibre, la région des *Septem Pagi*, et la restitue aux Étrusques (2). Bien entendu, Porsenna parti, les Romains n'ont rien de plus pressé que de revendiquer le territoire en litige et les hostilités ne tardent pas à éclater. La tradition mentionne une première guerre qui aurait duré de 482 à 474; une armée romaine,

(1) LIV., I, 15, 5; DEN., II, 54-55.

(2) LIV., II, 13, 7; 15 7; DEN., V, 36; 65.

formée des membres et des clients de la gens Fabia, prend position sur la Crémère, un petit affluent du Tibre sur la rive droite, pour y couper la ligne de communications naturelles entre les deux cités de Fidènes et de Véies et frapper, par conséquent, cette dernière au cœur. Après quelques succès, l'affaire tourne mal; la troupe des Fabii est anéantie et, habiles à exploiter leur succès, les Véiens viennent occuper le Janicule. Ils en sont bientôt chassés, mais Rome épuisée doit signer la paix que lui dicte sa rivale victorieuse; une trêve de quarante années met fin aux hostilités. Véies garde la rive droite du Tibre (474). A l'expiration de la trêve, la guerre reprend pour treize ans (438-425); Fidènes se soulève contre Rome et rentre dans l'alliance de Véies. Le roi Véien Tolumnius est tué dans un combat singulier par le tribun militaire A. Cornelius Cossus, qui remporte à cette occasion les secondes dépouilles opimes. Le dictateur A. Servilius Priscus reprend Fidènes en 435. Nouvelle révolte de la ville en 426, que Véies appuie cette fois encore. Les Romains réussissent une seconde fois à la reprendre et Véies, menacée elle-même, doit consentir à une trêve de vingt ans (425). Les deux objets du conflit, Fidènes d'une part, le monopole de la navigation du Tibre d'autre part, restent aux mains de Rome. L'échec de 474 est vengé.

Le détail de tous ces faits, tels que la tradition nous les présente, tant au point de vue de la chronologie qu'à celui de la trame historique elle-même, apparaît fortement sujet à caution et il y aurait plus qu'imprudence à les admettre les yeux fermés. Du moins peut-on dégager les caractères essentiels de ces rudes campagnes du v^e siècle. Premier trait : la lutte sur plusieurs fronts — front étrusque au nord, front sabin au nord-est, front èque à l'est, front volsque au sud, — simultanément qu'explique la situation de Rome au centre d'une vaste plaine que la marée ennemie vient battre sur tout son pourtour. Second trait : la continuité de ces guerres. La définition frap-

pante que l'historien Florus donne des Èques et des Volsques, « les ennemis acharnés et pour ainsi dire quotidiens des Romains » (1), s'applique avec non moins d'exactitude à tous les autres ennemis auxquels Rome s'est trouvée alors avoir affaire (2). Troisième trait : le caractère de ces campagnes. Ces guerres ne sont autre chose qu'une série de coups de main et de razzias réciproques entre peuples limitrophes pour lesquels la guerre est l'état normal (3). Chaque année, au printemps, Romains et ennemis se mettent en mouvement ; on va piller le territoire de l'adversaire — un système qui a un nom, l'*ire praedatum* (4) — et brûler ses récoltes, puis chacun rentre chez soi, les uns avec un abondant butin, les autres les mains vides, selon le caprice de la fortune, quitte à recommencer l'année suivante. L'objectif poursuivi est surtout la surprise, d'où une vie d'alertes, dont l'annalistique, cette fois écho fidèle du passé, s'est plu à nous laisser un tableau pittoresque et vivant (5). Les combats se déroulent le plus souvent dans la banlieue de Rome, quelquefois même dans son voisinage immédiat ; les campagnes dans la vallée moyenne de l'Anio, sur l'Algide ou dans la région de Labici font figure d'expéditions lointaines et d'entreprises exceptionnelles (6). Objectifs, contingents, moyens, distances, tout est mesquin dans la Rome du ^v^e siècle (7) ; gardons-nous de prendre à notre compte l'erreur d'optique qui fausse toute la tradition historiographique romaine et dont les modernes eux-mêmes ont souvent tant de peine à libérer leur esprit.

Rome, au lendemain de la Révolution de 509, se trouve donc entourée d'un cercle d'ennemis, mais si elle est menacée, plus

(1) FLOR., I, 5, 11-12.

(2) Cf. FLOR., I, 6, 1, sur les Véiens : « *Assidui et anniversarii hostes* ».

(3) LIV., II-IV, *passim* ; FLOR., I, 5, 11, 5 sq. ; XX, I, 677-679.

(4) LIV., I, 54, 2 ; III, 60, 4.

(5) DEN., IX, 56 ; 68 ; XI, 3. — (6) FLOR., I, 5, 11, 5 sq.

(7) Cf. le texte de TITE-LIVE, IV, 34, 6-7, relatif au combat naval de Fidènes.

même que ses voisins en sa qualité de cité frontière, de cité de confins, elle n'est cependant pas seule à l'être, et elle va trouver dans ce fait une des causes principales de son salut. Étrusques et peuples montagnards constituent au même titre un danger pour toutes les villes du Latium. D'autre part, Véiens, Éques et Volsques ont aussi leurs ennemis ; pour la première, la ville étrusque de Caere ; pour les autres, les Herniques. La diplomatie de Rome dispose donc de points d'appui solides, et, si elle sait les exploiter, de possibilités sérieuses. L'histoire nous montre qu'elle n'a pas failli à sa lourde tâche ; dans le chaos politique et militaire du ^v^e siècle et du début du ^{iv}^e, trois actes diplomatiques de premier ordre apparaissent en pleine lumière : l'alliance latine, l'alliance hernique, l'alliance cériite.

Vaincus à la bataille du lac Régille, les Latins avaient signé la paix avec Rome. Somme toute, leur but était atteint : le rétablissement de l'hégémonie romaine, legs de la dynastie étrusque, se trouvait écarté. Rome, au lendemain de sa demi-victoire, avait dû renoncer à ses prétentions et, contrainte de les ramener au niveau de ses moyens diminués, accepter une paix de compromis. L'intérêt mutuel des contractants donna à cette paix le caractère d'une entente étroite et permanente. Malgré leurs dissensions, Romains et Latins, au double point de vue militaire et économique, avaient besoin les uns des autres, et ils le savaient ; leurs ennemis — Étrusques, Sabins, Éques, Volsques — étaient les mêmes et ce n'était pas trop de toutes les forces du Latium, Rome y comprise, pour opposer aux tentatives de revanche des uns ou de conquête des autres une digue infranchissable. Économiquement (1), le Latium, au ^v^e siècle, — résultat direct de l'œuvre étrusque — est une région surpeuplée et dont les ressources, limitées par la nature du sol, ne suffisent plus à l'entretien d'une nombreuse population ; il lui

(1) CXXXII, 51 sq.

faut au dehors des terres de colonisation, et ces terres, c'est aux dépens des pays voisins, à population moins dense, Éques et Volsques en première ligne, qu'il entend bien se le procurer. La grandeur du danger non moins que l'importance des appétits provoqua chez les adversaires de la veille de salutaires réflexions dont le résultat concret fut le traité de Spurius Cassius, que la tradition assignait à l'année 493, — contentons-nous de dire, pour rester dans les limites de la prudence nécessaire, quelques années après l'expulsion des rois (1), — et dont Denys d'Halicarnasse (2) nous a transmis le texte.

On a souvent révoqué en doute l'authenticité de ce document (3), mais, à examiner froidement les faits, il reste parfaitement acceptable. Le traité de Spurius Cassius était gravé sur une colonne de bronze placée au Comitum et Cicéron déclare l'y avoir vu dans sa jeunesse, par conséquent au début du dernier siècle de la République (4). Erreur de sa part, a-t-on dit. Il ne faudrait pourtant pas abuser d'arguments de ce genre. Cicéron n'était ni un ignorant ni un sot, et son témoignage personnel, au cas même où on ne voudrait pas le reconnaître décisif, n'en mérite pas moins quelque considération. D'autre part, le libellé du traité correspond parfaitement tant à la situation réciproque de Rome et du Latium au lendemain de la Révolution de 509, qu'aux faits dûment constatés par la suite. Rome a essayé, après la chute de la domination étrusque, de reprendre à son compte l'hégémonie du Latium. Elle a échoué, reconnaît à la fois l'autonomie des cités latines et leur fédération, se contentant faute de mieux, par rapport à la ligue latine, d'une situation de stricte égalité. Cet état de choses,

(1) LIV., II, 33, 4; DEN., VI, 95.

(2) DEN., VI, 95; FEST., s. v. *Nancitor*, p. 166.

(3) XX, II, 144-145; L. HARTMANN, dans LXXX, 1912, 265-269; W. SOLTAU, *ibid.*, 1913, 258-266; CCXXVI, I, 276-317; A. ROSENBERG, dans XLVII, 1919, 173; 1920, 337-363. Au contraire, pour la thèse de l'authenticité, XXVI, II, 96-98, et M. GELZER, dans XXII, s. v. *Latium*, 962-963.

(4) CIC., *Pro Balb.*, 23, 53.

qui entraînait nécessairement des conditions de parité et de réciprocité parfaites, devait, au point de vue juridique, prendre la forme concrète d'un *foedus aequum* ; c'est précisément le cas du traité de Spurius Cassius et voilà pourquoi la traduction que Denys d'Halicarnasse nous en a laissée, quoique sans doute fragmentaire, — les quatre premiers articles, la conclusion et, à titre isolé, l'article cinq, — reste, au moins dans ses grandes lignes, parfaitement acceptable. D'autre part, nous voyons, jusqu'au milieu du iv^e siècle, Latins et Romains se réunir à la fontaine Ferentina, non loin d'Arícia, et y choisir en commun, sur un pied d'égalité parfaite, le commandant suprême chargé de diriger les opérations (1). L'alliance de Rome et de la ligue latine repose donc sur le principe d'une égalité absolue entre les deux contractants. La ligue latine conserve son indépendance et sa pleine souveraineté ; son centre reste, comme dans la période de sécession, à la fontaine de la *Dea Ferentina*, aux environs d'Arícia, et c'est là qu'en cas de besoin se rendent les chefs de l'État romain pour établir la liaison entre les deux alliés et réaliser la communauté d'action indispensable. Dans la fondation des colonies latines, les deux peuples participent à l'entreprise à titres et à avantages égaux.

Associées par un danger commun et liées à une tâche identique, solidement adossées l'une à l'autre, Rome et la ligue se partagent les rôles. A Rome, conformément à sa tradition séculaire, la garde du Tibre contre les Étrusques, notamment contre Véies ; aux alliés latins, la couverture contre les peuples montagnards. Deux grandes voies d'invasion s'ouvrent vers la plaine du Latium : la vallée de l'Anio, au nord, la vallée du Sacco, au sud. Tibur fermera la première, Préneste la seconde. La nécessité de cette association apparaît, dès l'origine, si fondamentale, que le traité de Spurius Cassius restera, dans son ensemble, debout jusqu'en 338, époque où, au régime

(1) CINCIUS, cité par FESTUS, s. v. *Praetor*, p. 276 ; A. ROSENBERG, dans **XLVII**, 1919, 147.

de l'égalité, Rome réussira par la force des armes à substituer pour la première fois celui de son hégémonie. Mais, si chacun des deux contractants trouve son compte dans ce pacte, c'est Rome, sans conteste, qui en retirera les avantages les plus solides. Associée au Latium et non confondue dans son sein, couverte sur ses derrières par la présence de ses alliés, libre de ses mouvements du côté de l'Étrurie et, grâce au Tibre, vers la mer, elle va inaugurer une politique personnelle dont elle sera seule à récolter les fruits. Elle grandira en marge du Latium, jusqu'au jour où, l'équilibre traditionnel des forces étant définitivement rompu, le Latium trouvera son maître et, sous l'égide de Rome, réalisera enfin son unité.

L'alliance hernique, le second des grands actes diplomatiques de Rome au ^v^e siècle, repose à la fois sur une idée politique et sur une nécessité stratégique. Les Herniques (1) occupaient la région entre Liris et Trerus (Sacco) ; ils formaient une confédération dont les villes principales étaient Anagnia, Capitulum, Ferentinum, Aletrium, Verulae. Leur situation sur les derrières des Éques et des Volsques leur donnait aux yeux de Rome et des Latins une importance exceptionnelle et les prédestinait à ce rôle d'alliés de revers, dont l'histoire, en tous temps et en tous pays, nous présente de si nombreux exemples. Rome avait déjà eu maille à partir avec eux, et la tradition mentionne une victoire à la date de 487. La diplomatie romaine, avec une clarté de coup d'œil qui lui fait honneur, comprit tout le parti qu'elle pouvait tirer de ces rudes montagnards. En 486, selon la tradition, les Herniques entrèrent dans le pacte d'alliance romano-latin sur un pied d'égalité absolue avec les deux contractants primitifs, et les articles du traité de Spurius Cassius leur furent purement et simplement étendus (2). Ils eurent désormais, dans l'œuvre de défense

(1) **XVIII**, I, 515 ; II, 647-656 ; **XCII**, s. v., pp. 364-365 ; A. ROSENBERG, dans **XLVII**, 1919, 163.

(2) **LIV.**, II, 41, 1 ; **DEN.**, VIII, 68-70 ; **XX**, II, 420-421.

commune, leur rôle particulier, celui-là même que la nature leur réservait : prendre à revers leurs turbulents voisins de la montagne. Deux de leurs villes, Ferentinum et Verulae, les deux grandes sentinelles herniques, furent chargées de surveiller, la première, le massif montagneux des Èques, la seconde, le pays des Volsques et le couloir du Liris. Les Herniques resteront fidèles au pacte d'alliance jusqu'au lendemain de la prise de Rome par les Gaulois, date où ils s'associeront à l'insurrection des Latins contre Rome.

En Étrurie, enfin, Véies, dans ses prétentions à posséder la rive droite du Tibre et à s'ouvrir un accès permanent à la mer, se heurtait à la rivalité d'une autre cité étrusque, Caere, l'actuelle Cervetri. La politique de Rome et celle de Caere se rencontraient donc sur le terrain d'une politique commune d'hostilité vis-à-vis de Véies; au mépris des liens ethniques, l'identité des intérêts économiques eut pour conséquence la conclusion d'une alliance entre Romains et Cérites dont Véies, coupée du littoral et bloquée dans l'intérieur, dut se résigner à faire les frais (1). L'alliance cérite jouera pour Rome, vis-à-vis de l'Étrurie, le même rôle que les alliances latine et hertnique dans ses rapports avec les peuples montagnards de l'est et du sud.

V

LA CONTRE-OFFENSIVE ROMAINE.

Alliance latine, alliance hernique, alliance cérite, sont donc, au ^{ve} siècle, les trois articles essentiels du crédo diplomatique romain. La diplomatie avait préparé les voies, à la force des armes de faire le reste. Cet âpre moyen âge romain, cette longue veillée des armes, rude école pour la diplomatie et l'armée de Rome, devaient finir par porter leurs fruits; un peuple qui ne succombe pas dans une semblable crise, et tous

(1) LIV., V, 40, 10; STR., V, 2, 3 (p. 220 C.).

n'ont pas cette heureuse fortune, en sort grandi par l'effort et trempé pour les épreuves nouvelles. Dans les dernières années du ^v^e siècle avant Jésus-Christ, la phase héroïque de la lutte pour l'existence se termine. Rome passe à la contre-offensive sur tous les fronts. Front èque : conquête de Labici en 418, de Bola en 415 et de Vitellia, enfin, à la suite des campagnes victorieuses de 397 à 392, occupation définitive du pays des Èques. Front volsque : la grande offensive romaine se déclenche à la fin du siècle : 406, prise d'Anxur (Terracine) par le tribun militaire N. Fabius Ambustus ; 393, à la suite d'une nouvelle attaque volsque, établissement de la colonie latine de Circéi.

Front étrusque, enfin. En 405, les hostilités reprennent avec Véies, guerre inexplicable qui, selon la tradition, va se prolonger pendant dix ans (406-396 av. J.-C.). Rome, toujours prudente, ne s'engage dans ce conflit suprême que lorsque deux garanties préliminaires lui paraissent acquises : établissement d'une solide couverture contre les Volsques, qui lui permettra de porter, sans trop de risques, l'ensemble de ses forces vers le nord, et, d'autre part, début des invasions gauloises dans la vallée du Pô, diversion puissante, dont l'effet sera de détourner sur ce nouvel objectif l'attention de l'Étrurie et de laisser Véies exposée sans défense à l'assaut désespéré de l'armée romaine. Rome se rend compte que le moment favorable est venu ; il ne s'agit plus de la stratégie défensive traditionnelle, mais le but est de conquérir Véies et, si la guerre tourne bien, toute l'Étrurie méridionale. Au point de vue à la fois géographique et ethnique, cette région de Véies, Faléries, Capène, Sutrium, Nepet, se différenciait très nettement de l'Étrurie proprement dite ; elle en était séparée par la frontière naturelle des monts Ciminiens et Sabatini et l'élément étrusque pur n'y présentait ni la même densité ni la même cohésion que dans le reste du pays, deux circonstances exceptionnellement favorables au succès de l'entreprise.

La guerre contre Véies, sous la forme où la tradition nous la raconte (1), confine encore par bien des points au domaine de la légende; le siège dure dix ans, comme la guerre de Troie, coïncidence trop frappante pour être fortuite. Les prodiges se multiplient et les dieux ne dédaignent pas de jouer leur rôle dans le drame, mais, à s'en tenir à la vérité historique, on peut discerner deux faits comme certains; le siège de Véies est la première opération de grand style que Rome ait tentée depuis la chute de la dynastie étrusque et, d'autre part, elle n'a pu être menée à bien qu'au prix de longs efforts et de multiples sacrifices. Voulant la fin, Rome a dû créer les moyens militaires et financiers nécessaires. Le système traditionnel des campagnes d'été apparaissait dans la circonstance inopérant et périmé; il fallut maintenir les contingents sous les armes d'une manière permanente. La cavalerie romaine des *equites equo publico* représentait un effectif ridiculement insuffisant; on étendit à toute la première classe du cens l'obligation du service à cheval. Enfin la création d'une solde militaire dédommagea les citoyens des sacrifices exceptionnels de présence que l'État exigeait d'eux.

Malgré toutes les précautions prises, la partie engagée par Rome comportait un nombre respectable d'aléas et de périls. L'Étrurie laisserait-elle succomber Véies sans la secourir? Ferait-elle à la face du monde italique tout entier cet aveu de suprême et irrémédiable impuissance? A l'assemblée étrusque annuelle de Fanum Voltumnae, deux des cités étrusques du sud, Faléries et Capène (2), non moins menacées que Véies elle-même par l'avance de l'armée romaine, insistèrent vivement pour que la fédération étrusque ne se dérobat pas à son devoir. Leurs efforts restèrent vains et les villes de l'Étrurie méridionale durent se résigner à ne compter que sur elles-mêmes. Grâce à sa forte situation, Véies avait les moyens

(1) Cf. pour la critique, **XX**, II, 309-318, 435-440.

(2) Liv., V, 7, 12-13.

d'offrir une longue résistance et elle n'y manqua pas, mais il y eut au sein de la population de regrettables dissensions intestines et, par crainte de l'élément démocratique, l'aristocratie véienne se montra favorable aux Romains. Une diversion des Capénates et des Falisques échoua et, en 396, l'armée romaine, sous les ordres de M. Furius Camillus, le fameux Camille, réussit enfin à enlever la place, qui fut mise au pillage et systématiquement détruite. Véies tombée, l'Étrurie méridionale tout entière était perdue; ce fut la débâcle. Capène, Faléries, Sutrium, Nepet succombent. Lorsque les Romains arrivent à ses portes, l'Étrurie centrale commence enfin à s'émouvoir. Trop tard. Volsinies, la cité sainte des Étrusques, battue à son tour, doit conclure la paix et ses alliés, les Sappinates, ne tardent pas à suivre son exemple. En 387, quatre tribus nouvelles — Tromentina, Arnensis, Stellatina, Sabatina — seront organisées sur les territoires conquis. Rome, par l'annexion de l'Étrurie méridionale, obtenait un double résultat; elle acquérait un pays riche et fertile, la terre à blé que rendait indispensable l'accroissement constant de sa population, et d'autre part elle s'assurait la ligne des monts Ciminiens et Sabatini, solide courtine défensive qui lui donnait vers le nord la meilleure des frontières naturelles. Son rétablissement, à la fois extérieur et intérieur, est désormais réalisé. Sa situation stratégique se consolide; ses ressources économiques s'augmentent. Pour la première fois, depuis l'expulsion des rois étrusques, son horizon politique et militaire commence à s'éclaircir.

Au début du IV^e siècle, deux résultats de premier ordre sont acquis : victoire latine, victoire romaine. Victoire latine, d'abord. La poussée des peuples montagnards vers la plaine du Latium est arrêtée : Sabins réduits à la défensive, pays des Èques occupé, Volsques refoulés, expansion territoriale du vieux Latium sous forme de colonies latines, Velitrae, Signia, Norba. Ardea, Antium, Circei, cantons néo-latins agrégés à

la ligue. La triplice romano-latino-hernique, devenue une des premières puissances de l'Italie, a atteint pleinement ses objectifs; si longtemps à la peine, il est juste qu'elle soit aussi à l'honneur (1).

Victoire romaine ensuite. Rome survit à la terrible crise qu'avait ouverte pour elle la chute de la dynastie étrusque. En marge de sa politique d'alliance latine, elle a eu au nord sa politique personnelle, dont la conquête de l'Étrurie méridionale et de Fidènes représente la brillante consécration. Au début de la République, l'Etat romain couvrait moins de mille kilomètres carrés; dans les premières années du *iv^e* siècle, sa superficie atteint plus de 2 200 kilomètres, deux chiffres évocateurs (2), dont la comparaison suffit à mesurer l'immense progrès territorial accompli. Bloquée et jalousement surveillée par ses voisins du Latium, Rome a fini par se constituer un domaine particulier aussi étendu que fertile, où elle garde les mains libres et où ses alliés n'ont rien à voir. Elle est devenue l'État prépondérant de l'Italie centrale, et cette situation nouvelle se traduit sur le terrain international par les deux faits précis: au lendemain de la prise de Véies, envoi d'une offrande à Delphes et conclusion d'un pacte d'amitié avec les pirates de Lipari. Théoriquement, la situation de Rome vis-à-vis de ses alliés reste la même que par le passé et l'égalité juridique, base même de la triplice romano-latino-hernique, n'a encore subi aucune atteinte. Pratiquement, les conquêtes de Rome vers le nord ont provoqué une rupture d'équilibre, dont les effets commencent à se faire sentir. Dès le début du *iv^e* siècle, Rome revendique le premier rang au sein même du Latium et vise à substituer à la politique fédérale sa politique particulière. Sans doute le but n'est pas encore pleinement atteint et il faudra longtemps encore avant qu'elle puisse prétendre à diriger souverainement les affaires du Latium, à plus forte raison mener

(1) A. ROSENBERG, dans **XLVII**, 1919, 171-172; 191.

(2) **LXXXIX**, 69 sq.; **XXVI**, II, 103-104; 153.

la politique générale de la péninsule. Mais du moins avait-elle à force d'énergie et d'habileté surmonté la crise terrible du v^e siècle. « Aide-toi, le ciel t'aidera ». Rome s'était puissamment aidée elle-même et elle méritait que le ciel vint à son aide. Le ciel, dans la conjoncture, ce seront les grands événements de l'histoire italique au cours du vi^e siècle.

CHAPITRE II

LE REcul DE L'ÉTRURIE, LE DÉCLIN DE L'HELLÉNISME, LES INVASIONS GAULOISES

I

LE REcul DE L'ÉTRURIE.

L'évolution générale de la péninsule italique au iv^e siècle avant Jésus-Christ résulte de trois faits fondamentaux : le recul de l'Étrurie, le déclin de l'hellénisme, les invasions gauloises. Ces événements, qui par leur ampleur et leur portée débordent singulièrement le cadre de l'annalistique romaine traditionnelle, ont exercé par eux-mêmes, plus encore par leur concordance, une action décisive sur les destinées de Rome, et seuls ils permettent d'en expliquer la fortune prodigieuse.

Le recul de l'Étrurie, au cours du iv^e siècle, n'est pas un phénomène nouveau; c'est un mouvement qui se poursuit, une

BIBLIOGRAPHIE. — *Textes*. — TITE-LIVE, V, 32-VII, 28 (cf. FLORUS, I, 7-8; EUTROPE, I, 20-II, 6; OROSE, II, 19; III, 3-7); POLYBE, I, 6; II, 18, 22, 39, 5-7; DENYS D'HAL., XIII-XV (fragments); DIODORE, XIV-XVI; DION CASSIUS, VII (fragments, cf. ZONARAS, VII, 23-25); PLUTARQUE, *Camille*; APPIEN, *Celtiq.*, fragment 1; ANTIOCHOS, dans F. H. G., I, p. 183. fr. 12; ARISTOXÈNE, *id.*, II, p. 291, fr. 90; TIMÉE, *id.*, I, p. 218, fr. 99; STRABON, V, 1, 4 (p. 212 C.), V, 2, 8 (p. 226 C.), V, 4, 2, (p. 241 C.), V, 4, 7 (p. 246 C.), V, 4, 9 (p. 248 C.), VI, I, 1 (p. 252 C.), VI, 1, 2 (p. 253 C.), VI, 1, 13 (p. 263 C.), VI, I, 14-15 (p. 264 C.), VI, 3, 4 (p. 280 C.); JUSTIN, XX, 5; XXVIII, 2, 6-7; VELLEIUS PATERCULUS, I, 4, 2; PLINE, *Hist. nat.*, III, 133; SCYLAX, dans G. G. M., I, pp. 24-26; *Ined. Valic.*, III; *de Viris illustribus*, 23-24.

Inscriptions. — *Fastes consulaires* (C. I. L., I¹, pp. 120-128; *Fastes triomphaux*, notamment aux années 360, 358, 357, 356, 354, 350, 346 (*Id.*, p. 170).

Ouvrages principaux. — **XX**, III, 3-323; 377-381; IV, 251-269; 271-274; **XXVI**, II, 156-290; **XXV**, 8-15; **CCII**, II, 162-176; 201-219; 221-257; 351-361; **CXL**, 99; 322-324; 452-456; **CXLI**, 61-76.

évolution qui se précipite. La défaite devant Cumes, la perte du Latium, à la fin du ^{vi}^e siècle, premiers actes du drame, avaient eu pour conséquence un grand changement dans la situation internationale en Italie et ailleurs. Au ^v^e siècle, la décadence étrusque s'accélère et ne tarde pas à devenir irrémédiable. Les causes de ce fait sont à la fois d'ordre extérieur et intérieur : réaction des races indigènes longtemps subjuguées, attaques réitérées des peuples voisins, décadence politique et sociale, disparition de l'esprit militaire, amollissement des mœurs. La chute définitive de l'Empire étrusque à la fin du ^v^e siècle et dans la première moitié du ^{iv}^e comprend trois épisodes principaux : perte de la Campanie, perte de l'Étrurie padane, perte enfin de l'Étrurie méridionale. Nous avons, à propos de la conquête romaine, parlé du dernier. Venons-en aux autres.

La défaite des Étrusques devant Cumes, à la fin du ^{vi}^e siècle, avait brisé leur offensive, considérablement affaibli leur situation en Campanie, et donné un nouvel élan à l'hellénisme victorieux. Puis était venu le soulèvement du Latium, et nous avons vu la part importante que le chef des troupes cumaines, devenu plus tard tyran de la ville, Aristodème, avait prise à cette affaire. Le Latium perdu, la ligne de communications par terre entre l'Étrurie et ses colonies de Campanie se trouve coupée et à jamais ; il ne reste plus aux Étrusques que la voie de mer. Les Grecs de Campanie vont manœuvrer pour leur enlever la maîtrise et, bien servis par la marche générale des événements dont le bassin occidental de la Méditerranée est alors le théâtre, ils ne tarderont pas à y réussir.

L'Étrurie avait fait de l'alliance carthaginoise l'article essentiel de son programme de politique extérieure. Son sort se trouvait donc lié à la puissance même de Carthage. Or le début du ^v^e siècle marque pour les Sémites d'Afrique une période de recul. Associée à la croisade des Perses contre l'hellénisme, Carthage est entraînée dans leur désastre ; battue

à Himère (480 av. J.-C) par les Grecs de Sicile, elle va se replier sur elle-même et pratiquer pendant soixante-dix ans, vis-à-vis des affaires de Sicile et d'Italie, une sage politique de recueillement. L'impérialisme syracusain exploite sa victoire pour se lancer à la conquête de la mer Tyrrhénienne, où les Étrusques, privés de l'aide carthaginoise, restent seuls exposés aux coups de l'hellénisme triomphant. La situation générale commandait donc aux Étrusques de Campanie la prudence, mais Aristodème venait de mourir ; l'occasion paraissait favorable aux tentatives de revanche et, résolu à ne pas la laisser échapper, les Etrusques renouvelèrent cette attaque contre Cumes, qui, un demi-siècle plus tôt, leur avait si mal réussi. Cumes menacée fit appel à Syracuse, alors à l'apogée de sa fortune, contre les ennemis traditionnels de l'hellénisme. Hiéron envoya des navires ; d'autres villes grecques suivirent son exemple, et dans une bataille mémorable, livrée au large de Cumes, la flotte confédérée remporta une victoire complète (474). Cet événement fut célébré dans le monde grec tout entier comme un triomphe de l'hellénisme, et Pindare, dans la première de ses Pythiques, en a immortalisé le souvenir (1).

La défaite de Cumes, en ruinant l'hégémonie maritime de l'Étrurie, était un coup terrible pour les Étrusques de Campanie ; isolés désormais de la mère patrie, noyés dans un monde d'ennemis, Grecs du littoral et Sabelliques de l'intérieur, il ne leur restait plus, semble-t-il, qu'à succomber les armes à la main ou à se fondre irrémédiablement dans la masse des indigènes. Mais, assez fortes pour défendre leur indépendance nationale, les colonies grecques de Campanie ne disposaient pas des ressources en hommes qui eussent été nécessaires pour réduire les Étrusques de l'intérieur ; aussi, grâce à cette circonstance favorable, ceux-ci réussirent-ils à se maintenir un demi-siècle

(1) PIND., *Pyth.*, I ; DIOD. XI, 51, 2-3 ; STR., V, 4, 9. (p. 248 C.) ; cf. l'inscription dédicatoire d'Hiéron à Olympie (C. I. G., 16 ; I. G. A., 510, et, pour la bibliographie, DITTS, Syll.² 35).

encore. C'est alors que va surgir le troisième larron, en l'espèce les Sabelliques de l'Apennin, les Samnites. Vers le milieu du v^e siècle, en Campanie comme dans le reste de la péninsule, favorisée par les discordes intestines des villes campaniennes, où les partis aux prises n'hésitent pas, le cas échéant, à solliciter l'appui de l'étranger, la poussée sabellique redouble de violence, et bientôt les nouveaux venus vont mettre fin à la rivalité séculaire des deux éléments ethniques en les soumettant l'un et l'autre à un joug égalitaire commun (1). Capoue tombe en 424 selon la chronologie adoptée par Tite-Live (2), dès 438 d'après Diodore (3), divergence à laquelle il n'y a pas lieu d'attacher trop d'importance, étant donné le caractère tout approximatif de cette chronologie lointaine. L'intérieur soumis, le tour du littoral ne tarde pas à venir. Quelques années après Capoue, Cumes et Dicaearchia succombent elles aussi; sauf Naples, Capreae, Aenaria où les Grecs réussissent à se maintenir, toute la région campanienne, du golfe de Cumes au golfe de Salerne inclus, est devenue sabellique (4). Les tribus samnites victorieuses, installées en Campanie, n'organisent pas un gouvernement unitaire, mais, conformément à leurs habitudes traditionnelles, morcellent le pays en un certain nombre de fédérations particulières : au centre, la ligue campanienne, la plus importante, où figurent, à côté de Capoue, qui en est la capitale, les villes de Calatia, Atella, Casilinum, Puteoli, Cumes, Suessula, Acerrae, peut-être aussi Nola et Abella; au nord, les Sidicins, groupés autour de Teanum; au sud, la fédération des Nucerini avec son chef-lieu Nuceria Alfaterna, et les villes de la rive méridionale du golfe de Naples, Herculaneum, Pompéi, Stabiae, Surrentum. Au sein de ces diverses ligues parmi

(1) **XX**, II, 369; **XXVI**, II, 188-189.

(2) **LIV.**, IV, 37, 1-2.

(3) **DIOD.**, XII, 31.

(4) **LIV.**, IV, 44, 12; **DIOD.**, XII, 76, 5; **VELL.**, I, 4, 2; **STR.**, VI, 1, 1, 2 (p. 253 C.). Selon **TITE-LIVE**, *loc. cit.*, la chute de Cumes se place en 420. **XXVI**, II, 188.

lesquelles ils se trouvent disséminés, les derniers débris de la nationalité étrusque vont se perdre graduellement pour enfin disparaître.

La perte de l'Étrurie padane (1) constitue un épisode particulier de la grande invasion celtique dont il sera question plus loin. Mentionnons seulement ici les faits essentiels, dans la mesure où ils concernent et expliquent la chute de l'Empire étrusque lui-même. A la fin du ^v^e siècle avant Jésus-Christ, les Gaulois franchissent les Alpes et font leur apparition dans l'Italie du Nord. Le premier événement connu avec précision est la chute de Melpum, le boulevard avancé de la défense, la métropole étrusque de Transpadane. Un texte de Cornelius Nepos, cité par Pline l'Ancien (2), nous dit que la ville a succombé la même année et le même jour que Véies. S'il ne faut pas prendre au pied de la lettre ce synchronisme trop précis pour ne pas être suspect, du moins présente-t-il un caractère d'approximation générale, dont il n'y a pas lieu de mettre en doute l'authenticité. La chute de Véies, d'après la tradition annalistique, se place en 396; concluons-en simplement que Melpum est tombée soit dans les dernières années du ^v^e siècle, soit dans les premières du ^{iv}^e. La ville prise, les vainqueurs occupèrent méthodiquement la plaine transpadane: Salasses, dans le val d'Aoste, Léponsiens au pied du Simplon et autour du lac Majeur, Taurins, Libici, en Piémont, les premiers au confluent du Pô et de la Doire Ripaire, les seconds dans la région de Verceil, Levi, Insubres, Cénomans en Lombardie, de la Sesia à l'Adige.

En Cispadane, les Étrusques opposèrent une résistance plus énergique et plus tenace. La région comptait de nombreuses villes riches et puissantes et les secours, venus de l'Étrurie voisine, se trouvaient plus aisément en mesure d'intervenir. Les Gaulois mirent un demi-siècle à la conquérir et n'avancèrent

(1) **CXL**, 322-324; 452-456; **XX**, III, 293-298.

(2) **PLIN.**, *Hist. nat.*, III, 125.

que pas à pas. Les stèles funéraires bolonaises (1), sur lesquelles Étrusques et Gaulois apparaissent aux prises, fournissent un document précieux contemporain de la résistance énergique opposée par les Étrusques de Bologne aux Celtes envahisseurs. C'est encore l'archéologie, notamment la série des vases d'importation grecque, qui nous donne sur la date et les modalités de cette conquête les indications les plus précises. Les derniers vases de cette catégorie retrouvés dans les nécropoles de Felsina ont été fabriqués à Athènes vers 370; en admettant qu'il se soit écoulé entre cette date et celle de l'enfouissement un laps minimum de vingt ans, on est amené à conclure que Felsina, le métropole étrusque de Cispadane, a tenu jusque vers le milieu du iv^e siècle (2). L'étude des ruines de Marzabotto, où les squelettes épars, les traces d'incendie, les armes étrusques et gauloises disséminées sur le sol, évoquent le drame suprême d'une prise d'assaut, conduit à une conclusion chronologique analogue (3). L'Étrurie adriatique enfin, comme le voulait la logique, succomba la dernière. Nous possédons, en ce qui la concerne, une donnée chronologique précise. Le pseudo-Scylax (4), dans son *Périple* qui date des années 338-335 avant Jésus-Christ, mentionne encore la présence des Étrusques sur le littoral de l'Adriatique, entre l'Ombrie, au sud, et la bouche du Pô dite de Spina, au nord, tandis que les Gaulois sont installés déjà dans le delta du fleuve entre les deux bouches de Spina et d'Adria. Quelques années encore, et la conquête celtique sera complète; partout les Gaulois auront pris d'une manière permanente possession du pays : les Anamari, les Boïens, les Lingons en Émilie, du défilé de la Stradella à Ravenne, les Sénons, le long de l'Adriatique, de Ravenne aux environs d'Ancône.

Que devinrent dans cette débâcle générale la population et

(1) P. DUCATI, dans **LXIII**, XX, 1911, 357-727; **CXL**, 453-455.

(2) **CXL**, 319-324; **CXLI**, 72.

(3) **CXL**, 99; **CXLI** 72. — (4) SCYL., I, 17 (G. G. M., I, 24-26).

la civilisation étrusques? L'élément étrusque, constitué par une minorité de conquérants, n'avait jamais été très nombreux dans l'Italie du Nord, et l'avance celtique s'en était trouvée largement facilitée. Parmi les Étrusques survivants, les uns émigrèrent en Rhétie où ils maintiendront longtemps encore leur indépendance et leur nationalité; sans doute, le plus grand nombre restèrent dans le pays qui pendant plus d'un siècle avait été le leur; on signalera plus tard leur présence et leur influence à Vérone, à Mantoue (1), en Émilie (2). Quant à leur civilisation, loin de disparaître, elle ne tarda pas à s'imposer aux conquérants eux-mêmes dans des conditions d'ailleurs assez diverses. En Émilie, et dans la région adriatique où l'Étrurie avait profondément gravé son empreinte, les Gaulois se laissèrent aisément séduire par les attraits de cette civilisation supérieure, témoin la nécropole de Montefortino, près d'Arcevia, dans le pays des Sénons; en Transpadane, au contraire, beaucoup plus éloignée du foyer étrusque et par conséquent sensiblement moins atteinte par son action, les Gaulois — la nécropole d'Ornavasso (province de Novare), chez les Lépontiens, en fournit la preuve — restèrent beaucoup plus fidèles à leurs habitudes antérieures de vie et à leurs traditions nationales (3).

Au milieu du iv^e siècle avant Jésus-Christ, les deux postes avancés de l'Empire étrusque, la Campanie au sud, l'Étrurie padane au nord, conquises la première par les Samnites, la seconde par les Gaulois, sont perdus et sans appel. L'Étrurie proprement dite elle-même n'est plus intacte et ses ennemis, Gaulois au nord, Grecs à l'ouest, Romains au sud, commencent à lui livrer un triple assaut. Dès 474, Hiéron, vainqueur à Cumès, ■ mis la main sur l'île d'Aenaria, l'actuelle Ischia; en 453, les flottes syracusaines s'emparent de l'île d'Elbe et poussent jus-

(1) VIRG., *En.*, X, 201-203.

(2) **XX**, III, 297.

(3) Voir plus loin, pp. 205-206.

qu'en Corse. Avec Denys l'Ancien et le renouveau d'impérialisme syracusain, qui s'attache à son nom, les attaques se multiplient et se précipitent. Denys vient débarquer sur la côte étrusque, pille à Pyrgi, port de Caere, le sanctuaire de Leucothea, reconquiert l'île d'Elbe, perdue dans la seconde moitié du v^e siècle, et reparaît sur le littoral de la Corse. Au nord, les Gaulois, maîtres de la vallée du Pô, envahissent l'Étrurie elle-même; en 391, ils viennent mettre le siège devant Clusium, dont seule l'intervention romaine réussit à les détourner; ils reparaitront encore les années suivantes sans que les Étrusques puissent jamais arrêter leurs invasions (1). Enfin, au sud, Rome, dès les premières années du iv^e siècle, a occupé toute l'Étrurie méridionale, du Tibre à la forêt Ciminienne et aux monts Sabatini. Véies, Capène, Faléries sont définitivement perdues (2). Le tour des grandes villes de l'Étrurie centrale, Tarquinies, Volsinies, désormais limitrophes des possessions romaines, ne va pas tarder à venir.

Si au dehors la banqueroute étrusque se révèle complète, au dedans la décadence s'annonce non moins irrémédiable. Les rivalités entre cités règnent à l'état chronique et, au cours de la crise qui s'est terminée par la chute de Véies et la perte de l'Étrurie méridionale, le lien fédéral est apparu lâche et inefficace. Partout les luttes des partis atteignent au paroxysme; les royautes traditionnelles s'effondrent dès le v^e siècle sous les coups de l'aristocratie, qui finit par concentrer entre ses mains le monopole de la puissance politique et sociale (3). Mais, au lendemain même de sa victoire, cette aristocratie voit se lever contre elle les classes inférieures, exclues du gouvernement et qui entendent y prendre part; démocrates et démagogues s'agitent pour transformer dans le sens de leur idéal politique les constitutions des diverses cités. Il y a même des tentatives de révolution

(1) LIV., V, 33-36; DIOD., XIV, 113, 4; DEN., XIII, 11-12; XX, I, 434-444.

(2) LIV., V, 19-27.

(3) XX, II, 432-433.

sociale; à Volsinies, à Arretium et peut-être aussi à Volaterrae (1), les classes inférieures, maîtresses du pouvoir, instituent un régime de communisme intégral.

L'esprit guerrier, qui avait provoqué et permis la grande expansion étrusque, disparaît de jour en jour; la population tout entière, les aristocrates plus encore que les autres, ne songe plus qu'à la jouissance; la notion même de patrie s'émousse devant la recherche passionnée du plaisir à tout prix. L'art lui-même trahit cette décrépitude croissante (2). Dès le milieu du iv^e siècle, l'Étrurie, en pleine dissolution, a cessé de compter sérieusement en Italie. Sa succession ne tardera pas à s'ouvrir.

II

LE DÉCLIN DE L'HELLÉNISME.

Après le recul de l'Étrurie, le déclin de l'hellénisme, deux phénomènes contemporains et parallèles (3). La période du vii^e au v^e siècle avant Jésus-Christ avait représenté pour l'hellénisme occidental, sicilien ou italiote, une phase de prospérité et d'épanouissement sans égale. Avec le iv^e siècle, la décadence va commencer. Si mal que nous connaissions dans le détail l'histoire des colonies grecques d'Occident, tout au moins pouvons-nous discerner les causes générales qui ont provoqué leur ruine et préparé leur asservissement. En premier lieu, la lutte contre les peuples non helléniques de l'intérieur. Le fait n'est pas particulier aux Hellènes occidentaux. Sur toutes les côtes où les Grecs se sont installés, en Europe, en Asie, en Afrique, dans les îles, partout le conflit entre nouveaux venus et anciennes populations du pays a été de règle; systématiquement coupées de la mer, refoulées vers l'intérieur, celles-ci, toutes les fois

(1) LIV., X, 3, 2; 5; 13; VAL. MAX., IX, 1, 2; FLOR., I, 21; OROS., IV, 5, 3; ZON., VIII, 7; XX, IV, 306-308.

(2) CCXVI, 47 sq.

(3) XX, IV, 253-265; 313-335; 365-372; XXVI, II, 177-191; 344-379.

qu'elles l'ont pu, ont inlassablement travaillé à prendre leur revanche, lutte inégale et épuisante où les colonies grecques, en dépit de leur supériorité de technique et de civilisation, devaient finir par succomber. La poussée fut générale, mais toutefois d'intensité variable, moindre en Sicile, où les populations indigènes des Sicanes et des Sicules, étroitement bloquées à l'intérieur, enserrées dans le réseau continu des colonies grecques, ne pouvaient compter sur l'appoint de renforts étrangers, plus violente dans l'Italie du Sud, en raison de la pression croissante des Sabelliques, qui, depuis le v^e siècle, nous l'avons vu, se manifeste comme un phénomène général à toute la péninsule. Depuis le viii^e siècle, il avait fini par s'établir entre Grecs de la côte et indigènes de l'intérieur des relations d'ordre à la fois politique et commercial; l'avance sabellique va rompre cet équilibre et rouvrir une ère de crise, qui aura pour résultat final le refoulement d'abord, la ruine ensuite de l'hellénisme. La conquête de l'Italie grecque par Rome, héritière des traditions italiotes, ne sera, en dernière analyse, que le point d'aboutissement de cette évolution séculaire.

Au péril qui les menace, les cités grecques opposent la plus énergique résistance, mais, dans une ruée continue, les peuples de l'intérieur avancent toujours et les catastrophes se succèdent. En Campanie, dès avant la fin du v^e siècle, en 420, selon la chronologie de Tite-Live (1), Cumae tombe aux mains des Samnites, échec retentissant pour l'hellénisme, et sa voisine Dicaearchia ne tarde guère à partager son sort. Seules des villes grecques de Campanie, Naples avec Aenaria et Capreae réussissent tant bien que mal à sauvegarder leur nationalité; encore Naples doit-elle accueillir dans ses murs une colonie samnite et lui accorder le droit de cité complète. Plus au sud, Posidonia, Velia, Pyxus, Scidrus, Laus soutiennent des guerres acharnées contre les Lucaniens; elles n'en finissent pas moins, toutes sauf Velia,

(1) Liv., IV, 44, 12.

par succomber les unes après les autres. Thurii est vaincue par les mêmes Lucaniens en 390 et Métaponte détruite. Rhegium, Locres, Crotone sont acculées à la défensive et se maintiennent avec peine; Tarente elle-même, malgré sa puissance et les avantages exceptionnels de sa situation, n'échappe pas à la règle générale. Sa tentative de fonder un vaste empire continental de la mer Ionienne au mont Gargano se heurte à la résistance tenace des peuples de l'intérieur, Messapiens et Iapyges, et ces derniers lui infligent en 473 une grave défaite, « la plus terrible, écrira Hérodote (1), que les Grecs aient jamais éprouvée ». Guérie des chimères, elle revient à une politique plus modeste et plus sûre; le péril sabellique, qui menace également Tarentins et Iapyges, contribue à rapprocher les adversaires de la veille et assure à Tarente au moins quelques années de répit. Mais le danger n'a pas disparu d'une manière définitive; il va reparaître plus pressant que jamais au milieu du iv^e siècle. Vers l'Adriatique, enfin, si la civilisation grecque conserve à peu près ses positions acquises, notamment dans les centres urbains d'Arpi et de Canusium, le pays des Peucétiens, autrefois hellénisé par Tarente, devient presque tout entier, la proie des Sabelliques. Seule, dans ce péril commun, l'union des colonies grecques eût pu contenir la poussée italote et peut-être sauver l'hellénisme occidental. On y pensa à plusieurs reprises; des essais de fédération s'esquissèrent autour du temple d'Héra, sur le promontoire Lacinien. Déjà, en 473 avant Jésus-Christ, Tarente et Rhegium s'unissent contre les Iapyges (2). Au début du iv^e siècle, pour faire face au double danger dont les menaçaient Denys de Syracuse d'une part, les Italiotes de l'intérieur d'autre part, les cités grecques, sauf Locres, s'organisèrent en fédération avec un conseil commun, et Crotone reçut la direction de la guerre contre le tyran. Mais les défaites de Laos et de l'Elleporus, et peut-être plus encore

(1) HER., VII, 170.

(2) HER., VII, 170; DIOD., XI, 52, 1-5; CCII, II, 123-134.

les dissensions intestines, eurent bientôt raison de cette ligue, qui s'effrita et cessa de présenter une force sérieuse (1).

Seconde cause du déclin de l'hellénisme en Italie : les luttes entre cités grecques (2). Les raisons de conflit ne manquaient pas : opposition de races — colonies chalcidiennes (Cumes, Naples, Dicaearchia, Rhegium), achéennes (Sybaris, Crotone, Métaponte), doriennes (Tarente), ioniennes (Velia, Thurii), — différence de régimes politiques — aristocraties contre démocraties, constitution de tyrannies, — enfin, facteur de premier ordre, rivalités économiques. La Grande Grèce avait déjà sa question des détroits, en l'espèce celle du phare de Messine ; les villes chalcidiennes riveraines, Rhegium, sur le littoral italien, Messine en Sicile, commandaient le passage et mettaient mille obstacles au commerce de leurs rivales, les villes achéennes de la mer Ionienne, Crotone et surtout Sybaris. Aussi cette dernière, pour libérer son commerce du contrôle chalcidien, avait-elle établi une voie continentale qui traversait le Bruttium et dont sa colonie de Posidonia constituait, sur le littoral de la mer Tyrrhénienne, le point d'aboutissement. Les Locriens, par la fondation des colonies de Medma et d'Hipponium, avaient tenté une œuvre analogue. Crotone contre Locres, Sybaris et Rhegium, Tarente contre Métaponte et Thurii, cent autres rivalités de clocher encore, ce ne sont en Grande Grèce, du VII^e au V^e siècle avant Jésus-Christ, que guerres incessantes et conflits implacables. Victorieuse de Sybaris vers 510, Crotone met fin par un acte de brutalité à l'existence nationale de sa vieille rivale, la détruit de fond en comble et, pour l'empêcher de jamais renaître, ensevelit ses ruines sous les alluvions sablonneuses du Crathis.

Ces luttes entre cités et l'état d'impuissance chronique qui en était le résultat inévitable produisirent leur effet habituel : l'intervention de l'étranger. Syracuse et Athènes, deux impé-

(1) DIOD., XIV, 91-105 ; POL., II, 39, 7 ; XXVI, II, 189-190.

(2) XXVI, I, 337-338.

rialismes naissants en quête de territoires et de débouchés, jetèrent leur dévolu sur la Grande Grèce. Dès 480, Syracuse, sous sa brillante dynastie des Dinoménides, cherche à étendre sa prépondérance dans l'Italie du Sud et à y acquérir la prépondérance commerciale au détriment à la fois de Carthage et des colonies grecques elles-mêmes (1). En 474, Hiéron occupe l'île d'Aenaria (Ischia), poste avancé dans la mer Tyrrhénienne et vers le littoral de l'Italie centrale. La chute de la dynastie des Dinoménides n'arrête pas le mouvement; vers 453, les amiraux de Syracuse s'avancent jusqu'à la Corse et prennent pied dans l'île d'Elbe. La décadence syracusaine, qui s'accuse depuis le milieu du v^e siècle, laisse momentanément la place libre à un second impérialisme, celui d'Athènes. Champion de la cause ionienne contre le dorisme représenté surtout par Syracuse, Athènes inaugure une politique très active dans la mer Ionienne; vers 444, elle fonde la colonie de Thurii et quelques années plus tard envoie un groupe de colons renforcer la colonie cumaine de Naples (2).

L'impérialisme athénien, frappé à mort par le désastre de Sicile en 413, s'effondre définitivement en 405 dans les eaux d'Aegos Potamoi. Syracuse, sous la dynastie des Denys, va reprendre au sein des mers occidentales la prépondérance que l'intervention de sa rivale lui avait pendant près d'un siècle fait perdre. Denys l'Ancien, dès que la défaite de Carthage lui laisse les mains libres, commence à tourner les yeux vers l'Italie et, pendant trente-huit ans (406/405-367), il va chercher à réaliser dans ce domaine le programme d'hégémonie politique et commerciale que la dynastie des Dinoménides lui a légué (3). Pour atteindre son but, tous les moyens lui sont bons; il s'allie à Locres contre Rhegium, aux Lucaniens, enne-

(1) **XX**, II, 366-368; **CLXXIX**, I, 215 sq.; **CXXXIII**, II, 201 sq.; **CLIV**, I, 192 sq.

(2) **DIOD.**, XII, 9-10; **Ps. PLUT.**, *X Orateurs*, III, 3 (p. 835); **III**, III, 523 et n. 3.

(3) **XX**, III, 288-308; IV, 256-258; **XXVI**, II, 186-191; **CLIV**, II, 122-141.

mis séculaires de l'hellénisme d'Italie, même aux Gaulois parmi lesquels il recrute de nombreux mercenaires. Les résultats de cette politique habile et active ne tardent pas à se faire sentir. En 390, les Grecs confédérés sont vaincus par les Lucaniens à la grande bataille de Laos, et, l'année suivante, Denys les écrase à son tour sur les bords de l'Elleporus, près de Caulonia, puis il enlève Rhegium et, par la domination du phare de Messine, résout à son profit la question des détroits. En 384, il parcourt avec une escadre la mer Tyrrhénienne, opère un débarquement sur la côte d'Étrurie où il pille le riche sanctuaire de Leucothea à Pyrgi, réoccupe l'île d'Elbe et vient rançonner le littoral de la Corse. Il ne s'en tient même pas à l'hégémonie des mers Tyrrhénienne et Ionienne; il pénètre dans l'Adriatique, établit des colonies à Ancône, à Adria, aux bouches du Pô, qu'il enlève aux Étrusques, et entre en rapports commerciaux avec les Vénètes. Après sa mort, en 367, son fils Denys le Jeune continue la politique italienne de son père; deux colonies nouvelles sont installées sur la côte d'Apulie et, pourchassant les pirates, les escadres syracusaines rétablissent jusqu'au fond de l'Adriatique la liberté des mers.

Cette politique d'hégémonie syracusaine lésait directement les intérêts des villes de la Grande Grèce, particulièrement de Tarente. La chute de Denys le Jeune et la décadence de sa patrie, qui en fut la conséquence irrémédiable, délivrèrent l'Italie hellénique du danger syracusain, mais, comme tant d'autres, elle n'avait rien appris, rien oublié et les dissensions entre cités ne tardèrent pas à reparaitre de plus belle. Du moins, entre l'impérialisme syracusain qui vient de tomber et la conquête romaine qui se prépare, Tarente va-t-elle connaître une dernière période de splendeur. Sous le sage gouvernement d'Archytas, la cité, riche centre de commerce, est aussi une forte puissance militaire qui peut mettre sur pied trente mille fantassins et trois mille cavaliers. Mais le dénouement approche; dès le milieu du iv^e siècle, la pression sabellique redouble;

quelques années plus tard, Rome s'installe en Campanie. Les jours de Tarente sont désormais comptés.

Dernière cause de ruine enfin, et non la moindre : les rivalités intestines. Dans l'intérieur de chaque cité, les partis sont aux prises; aristocrates et démocrates se livrent une guerre sans merci; les gouvernements se succèdent comme marionnettes au théâtre; des révolutions éclatent et des tyrannies, Aristodème à Cumes, Anaxilaos à Rhegium, d'autres encore, surgissent de toutes parts. En présence des dangers multiples qui les menacent, les colonies de la Grande Grèce font appel à la mère patrie. Dès le ^v^e siècle, les colonies chalcidiennes invoquent le secours d'Athènes à la fois contre le double danger sabellique et syracusain. Thurii confie à Cleandridas, le père de Gylippe, le futur défenseur de Syracuse, la mission de combattre les Lucaniens. Depuis le milieu du ^{iv}^e siècle, les interventions de ce genre vont se multiplier : Archidamos, Alexandre d'Épire, Cléonyme, Pyrrhus. C'est la pleine décadence; ce sera bientôt l'agonie.

III

LES INVASIONS GAULOISES.

Les invasions gauloises constituent, au point de vue ethnique, le dernier grand événement de l'Italie primitive. Dès le ^{vii}^e siècle avant Jésus-Christ, les Celtes occupaient la Gaule, du moins la Gaule septentrionale (1); au ^v^e, Hérodote, dans un texte qui vise probablement l'Espagne, signale leur présence à l'ouest de l'Europe et Éphore, au milieu du ^{iv}^e siècle, pourra nommer les Celtes le plus grand peuple de l'Occident (2). Pour l'Italie, deux questions se posent : quand, comment sont-ils

(1) Sur les invasions gauloises en Italie, **CXCII**, II, 247-261; **XI**, I, 289-296; **XX**, III, 271-323; **CXLI**, 64-76.

(2) **HER.**, II, 33, 3; **EPH.**, cité par **STR.**, IV, 4, 6, p. 199 C. (= F. H. G., I, p. 245, fr. 43).

venus? Sur la date de leur arrivée, il existait dans l'antiquité deux traditions différentes; selon les uns (1), elle se plaçait à l'époque de Tarquin l'Ancien, par conséquent vers la fin du ^{vii}^e siècle avant Jésus-Christ; selon les autres, elle n'était pas antérieure aux dernières années du ^v^e ou aux premières du ^{iv}^e (2). Tite-Live rapporte les deux traditions côte à côte et sans se donner la peine de choisir. En réalité, toute l'histoire de l'Italie primitive, particulièrement celle de l'Empire étrusque dans l'Italie du Nord, et, témoignage aujourd'hui décisif, les trouvailles archéologiques excluent catégoriquement la première; l'invasion celtique en Italie date donc seulement des dernières années du ^v^e siècle. Tout le reste n'est qu'anticipation et légende (3).

Sur les circonstances de l'événement, le récit de Tite-Live constitue notre source principale. L'hégémonie dans le monde celtique, nous raconte l'historien latin, appartenait alors au peuple des Bituriges. Comme le pays souffrait d'un excès de population, le roi Ambigat fit partir deux expéditions sous la conduite respective de ses deux neveux Sigovèse et Bellovèse; le premier se dirigea à l'est vers la région de la forêt Hercynienne et la vallée du Danube; le second prit la route de l'Italie: il franchit les Alpes, battit les Étrusques près du Tessin et fonda Milan. D'autres bandes allèrent ensuite le rejoindre et s'installèrent successivement en Cisalpine: les Cénomans, sous Etitovius, dans la région de Brescia et de Vérone, les Libici et les Saluvii autour du Tessin. Lorsque les Boïens et les Lingons, venus par les Alpes Pennines et le col du grand Saint-Bernard, arrivèrent à leur tour, ils trouvèrent toute la Transpadane déjà occupée. Ils franchirent le Pô sur des radeaux, battirent les Ombriens et les Étrusques et prirent possession de l'Émilie. Les Sénon enfin poussèrent jusqu'au littoral de l'Adriatique, où ils allaient constituer désormais l'avant-garde de l'armée

(1) Liv., V, 34, 1. — (2) Liv., V, 34-35, 3.

(3) CXLI, 68-69; XI, I, 286 sq.; L. JOULIN, dans LXX, 1915¹, 65 sq.

d'invasion. Telle était, dans ses grandes lignes, la version officielle romaine, celle de Tite-Live, et aussi, comme nous pouvons en juger par l'intermédiaire de Justin, celle de Trogue Pompée (1).

A l'appui de cette version, il existe des faits indéniables. Certaines tribus de la Gaule transalpine portaient des noms identiques à ceux des tribus celtiques padanes, tels les Aulerques Cénomans, dans la région de la Sarthe et de la Mayenne, les Sénons et les Lingons, de la vallée de la Seine, les Boïens, des environs de Bordeaux. On parlait en outre de filiation ethnique entre les Insubres et les Éduens, les Vertamacori, voisins de Novare, et les Voconces du Haut-Dauphiné, les Libici et les Salluvii de Provence. D'autre part, les deux principaux cols des Alpes Grées et Cottiennes, ceux du petit Saint-Bernard et du mont Genève, se retrouvent, à l'époque ultérieure, en possession des Gaulois. Il n'y a donc pas lieu de douter que les Celtes de Cisalpine soient réellement venus de la Gaule proprement dite en traversant les cols des Alpes occidentales, mais, bien entendu, cette constatation n'entraîne nullement l'authenticité de la tradition tout entière. Le parallélisme impressionnant des deux expéditions de Sigovèse dans la vallée du Danube et de Bellovèse en Italie, la réalité historique même du roi Ambigat restent fort sujets à caution. D'autre part, si la masse des émigrants celtes semble bien être partie de Gaule, ce fait n'exclut nullement l'arrivée, parallèle ou ultérieure, d'autres envahisseurs partis de la vallée du Danube à travers les Alpes centrales et orientales (2), notamment par les cols abaissés des Alpes Juliennes ou le seuil du Brenner; un certain nombre de Gaulois de la Cisalpine orientale peuvent fort bien avoir suivi cet itinéraire, et peut-être conviendrait-il d'attribuer aux Celtes d'Italie, comme les Insubres, dont les homonymes ne se

(1) JUST., XX, 5, 7-8.

(2) XC, 20 sq.; LXXXIII, 139 sq.; CXX, II, 577; 1092-1093; XX, III, 279-280.

retrouvent pas en Gaule, une origine transrhénane. Enfin l'invasion n'a été ni unique, ni simultanée; elle a eu lieu en plusieurs étapes et, comme autrefois l'invasion sabellique, par vagues successives. Dès la période hallstattienne, à la fin du premier âge du fer (vi^e-v^e siècles av. J.-C.), il semble bien, à en juger par les tombes de Golasecca (1) et de Sesto Calende (2), à l'extrémité méridionale du lac Majeur, que des avant-gardes celtiques avaient franchi les Alpes et étaient venues se fixer dans la bordure subalpine de la plaine du Pô (3). Le gros de l'invasion se mit en marche vers la fin du v^e siècle, et, attirés par le succès de l'entreprise, d'autres groupes d'émigrants allèrent graduellement les rejoindre. Vainqueurs des Étrusques, une minorité qui succomba sous le nombre, les Gaulois s'installèrent en Cisalpine, nous avons vu plus haut dans quelles conditions; seul le pays des Vénètes, à l'est de l'Adige et au nord du delta du Pô, échappa à leur emprise, comme déjà, un siècle plus tôt, il s'était soustrait à la conquête étrusque, mais ce ne fut pas sans résistance ni durs combats; en 390, par exemple, nous trouvons les Vénètes en lutte contre les Gaulois et, en 302 encore, Padoue devra recourir aux armes pour sauvegarder son indépendance.

Maîtres de la Cisalpine, les Gaulois auraient pu s'arrêter. Leur humeur vagabonde et l'appât du butin les entraîna plus loin encores dans la voie des conquêtes. Felsina, la Bologne étrusque, tenait encore que déjà les Sénons de l'Adriatique, avant-garde de l'armée celte, entamaient l'Italie centrale. En 391, au nombre de plusieurs milliers, — trente mille selon la tradition de Diodore (4), — ils franchissent l'Apennin toscan et se présentent devant la ville étrusque de Clusium à laquelle ils réclament des terres. Depuis la conquête de l'Étrurie méridionale, Clusium

(1) **CXX**, II, 536; 539-540; 614; III, 1086; L. JOULIN, dans **LXX**, 1914¹, 94; **XVI**, I, 231-250 (B. pl. 43-35); **CXLI**, 67-68.

(2) **CXX**, II, 536; 540; 720-721; **XVI**, I, 315-318 (B. pl. 62); **CXLI**, 67-68.

(3) L. JOULIN, dans **LXX**, 1914¹, 94; 1915¹, 69.

(4) DIOD., XIV, 113, 4.

appartenait à la sphère d'influence romaine, et c'est ainsi que les deux mondes gaulois et romain, étrangers jusque-là l'un à l'autre, allaient pour la première fois se trouver face à face. Rome envoya une ambassade offrir sa médiation, mais les ambassadeurs violèrent la neutralité et, par leur mauvaise foi ou plus simplement leur maladresse, attirèrent sur leur patrie un des plus violents orages qu'elle ait jamais connus.

Furieux de cette aventure, et d'ailleurs incapables d'enlever par leurs propres moyens une ville fortifiée comme Clusium, les Gaulois marchèrent contre Rome (390 d'après la chronologie annalistique, 387/386 selon la chronologie hellénique). L'armée romaine, qui tenta de leur barrer la route sur la ligne de l'Allia, un petit affluent du Tibre, fut bousculée et, en proie à la panique, se dispersa de toutes parts. D'enceinte fortifiée, Rome n'en avait plus depuis l'époque de Porsenna; on perdit quelque peu la tête; la ville, abandonnée d'une grande partie de sa population qui se réfugia surtout à Véies, fut occupée sans résistance et en partie brûlée; seul le Capitole tint bon pendant quelques mois, tant en raison de sa force défensive que de l'inexpérience des envahisseurs dans la guerre de sièges, mais la famine eut enfin raison de la garnison et les Romains à bout de forces offrirent de traiter. La horde gauloise, qui avait pris Rome, était venue non pour conquérir, mais pour faire du butin. Lassés de ce long siège, en proie à la famine et aux fièvres de l'été, menacés enfin sur leur propre territoire par une invasion des Vénètes (1), les Gaulois consentirent à la paix. Rome, par traité, racheta sa liberté et son territoire au prix de mille livres d'or (2), solution peu héroïque, mais avantageuse, dont l'annalistique future, par de multiples inventions qui feront plus honneur à son imagination qu'à sa bonne foi, s'efforcera d'altérer le caractère et de

(1) POL., II, 18, 3.

(2) POL., I, 6, 3; II, 18, 1-3; 22, 5; DIOD., XVI, 115-116; **CLXXXV**, II, 221-296.

déguiser la nécessité. Rome, somme toute, s'en tirait à bon compte ; la peur avait été plus grande que le mal.

Cette prise de Rome par les Gaulois est restée célèbre dans l'histoire, mais il ne faut y voir qu'un des multiples épisodes qui accompagnèrent les longues invasions des Celtes dans l'Italie péninsulaire. Les textes nous les montrent pénétrant le long des deux couloirs maritimes, adriatique et tyrrhénien, jusqu'en Campanie, jusqu'en Apulie, et Justin, reproduisant un texte de Trogue Pompée, pourra écrire que

« l'Italie presque entière a été occupée par les Gaulois (1). »

L'invasion gauloise dans l'Italie péninsulaire ne saurait donc être envisagée comme un accident momentané ; c'est, au contraire, un mouvement de grande amplitude qui se prolongera durant deux siècles et dont l'offensive d'Hannibal, au cours de la seconde guerre punique, constituera l'épilogue.

Identiques dans leurs principes directeurs et leurs modalités initiales, les invasions gauloises ont abouti dans l'Italie padane, d'une part, dans l'Italie péninsulaire, de l'autre, à des résultats radicalement opposés. Dans la vallée du Pô et sur le littoral septentrional de l'Adriatique, les envahisseurs celtes, après une période d'incertitude et de flottement, finissent par se fixer ; c'est là, et là seulement, qu'ils feront œuvre solide et durable (2). Soldats et éleveurs, les Gaulois s'y trouvent en présence de peuples beaucoup plus évolués, les Ligures, depuis longtemps parvenus au stade de l'agriculture, et les Étrusques, représentants d'une civilisation infiniment supérieure à la leur. Vis-à-vis des uns et des autres, les Gaulois, suivant l'exemple donné par les Étrusques eux-mêmes, plus d'un siècle auparavant, ne poursuivent à aucun degré une politique d'extermination ; ils les refoulent ou se fondent avec eux. De nombreux éléments ligures cherchent un refuge dans les Alpes ou l'Apennin,

(1) JUST., XXVIII, 2, 6-7.

(2) XX, III, 284-297.

régions où plus tard encore ils conserveront la prépondérance; Strabon (1), au début de l'Empire, établit entre Ligures et Gaulois une ligne de démarcation géographique très nette, les Ligures dans la montagne, les Gaulois dans la plaine, mais il se produit aussi entre les deux peuples une fusion au moins partielle : c'est le cas notamment pour les Salasses et les Taurini; dans les Alpes maritimes, il est question de Celtoligures, comme en Espagne de Celtibères ou en Asie Mineure de Celtogrecs. Même attitude vis-à-vis des Étrusques; un certain nombre de ces derniers sont refoulés dans les Préalpes rhétiques, où on les retrouvera encore à l'époque ultérieure sous le nom de Rhéto-Euganéens, mais les autres restent dans le pays et ne tardent pas, comme en Campanie, à se mêler avec les envahisseurs. Nous avons déjà signalé la persistance de l'élément étrusque dans la région de Brescia et de Vérone; Mantoue, à la fin de la République, passait encore pour une cité étrusque, et ce fait exercera une influence appréciable sur l'attitude des Cénomans à l'égard de Rome, lors des grandes guerres de l'indépendance.

Les Celtes avaient apporté avec eux en Cisalpine la civilisation de la Tène, second âge du fer; ils se trouvèrent en présence, dans leur nouvelle patrie, de la civilisation étrusque, et, plus ou moins selon les diverses régions, ils en combinèrent avec leur civilisation originale les éléments essentiels. D'abord, les habitudes de vie agricole (2). Fixés au sol, devenus sédentaires, les Gaulois de Cisalpine, grâce aux qualités d'adaptation qui étaient une des caractéristiques principales de la race, ne tardèrent pas à se muer en remarquables agriculteurs. Polybe, qui connaissait bien le pays pour l'avoir visité dans la première moitié du ^{II}e siècle, nous en a laissé à cet égard une description enthousiaste (3). Les Gaulois s'assimilent rapidement

(1) STR., V, 13 (p. 211, C.); pour les noms de lieux d'origine celtique, XVIII, I, 477-480; CXCH, III, 177 sq.

(2) CXX, II, 915; L. JOULIN, dans LXX, 1915¹, 51; 68; CXLI, 72-75.

(3) POL., II, 15, 1-7; CIC., *Phil.*, III, 13: « *Flos Italiae, firmamentum imperii populi romani, ornamentum dignitatis* ».

la technique des Étrusques et adoptent volontiers leur luxe. Les armes de bronze, outils de toute espèce, colliers, bracelets, fibules, vases de terre et de métal, candélabres et bassins de bronze, miroirs, objets de toilette, peignes d'ivoire, flacons à parfums et produits de l'industrie étrusque ou articles d'importation hellénique, retrouvés dans les nécropoles attestent la puissance et la complexité de cette évolution civilisatrice par laquelle sans grande résistance se sont laissé entraîner les Gaulois. L'influence de la civilisation étrusque, d'ailleurs, ne s'est pas exercée sur tous avec la même intensité; très forte en Émilie orientale et sur le littoral de l'Adriatique, témoin la nécropole de Montefortino, dans le pays des Sénons (1), elle diminue à mesure qu'on s'éloigne du foyer civilisateur étrusque pour remonter vers le nord et vers l'ouest; les tombes d'Ornavasso, dans la province de Novare (2), un de nos documents principaux sur la civilisation des Celtes de Cisalpine, en fournissent une preuve indéniable.

Si, dans l'Italie du Nord, les invasions gauloises ont abouti à un résultat positif et durable, il en a été tout autrement dans le reste de la péninsule. Les Gaulois n'y ont jamais paru qu'en aventuriers, et cela sous deux formes différentes : ou comme pillards, organisés en bandes isolées, agissant pour leur propre compte et sous le commandement de chefs nationaux, telle la troupe du Brenn qui est venue rançonner Rome en 390, soit comme mercenaires à la solde des différents peuples ou cités italiques. Les ennemis de Rome dans l'Italie centrale au ^{iv}^e et au début du ⁱⁱⁱ^e siècle recourront volontiers à leurs services (3); c'est le cas en particulier des Latins (Velitrae en 367 et 357, Tibur en 361, Préneste en 358) et des Étrusques, de 299 à 295, dans la lutte suprême pour l'indépendance dont

(1) **CXX**, II, 1088-1092; 1161-1163; 1165-1167; **XVI**, II, 731-743 (B. pl. 151-156); **CXLI**, 74-75.

(2) E. BIANCHETTI, dans **XXVI**, VI (1895); **CXX**, II, 1093-1097; 1356-1358; 1446-1449; **XVI**, I add.

(3) **Liv.**, VI, 42, 4-8; VII, 11, 12, 15; VIII, 14, 9-10; IX, 29 sq.

Sentinum scellera le destin. Nulle part, dans l'Italie péninsulaire proprement dite, les Gaulois ne se sont fixés, mais leur action n'en a été pour cela ni moins profonde ni moins décisive. Par leur sauvagerie et leurs déprédations, par l'égale impartialité avec laquelle ils mettaient à mal aussi bien leurs alliés que leurs adversaires, les Gaulois, devenus la terreur de l'Italie, ont fini pas déchaîner contre eux l'hostilité générale. Pour la première fois, devant le danger dont ils avaient tous à souffrir, les peuples d'Italie ont commencé à se sentir solidaires. Ce jour-là, sous une forme vague et encore imprécise, l'idée d'unité italienne est née pour ne jamais plus périr. Rome, champion de la cause nationale, se chargera de la faire aboutir.

IV

LE RÉTABLISSEMENT DE ROME.

Les effondrements soudains et complets sont le lot de toutes les grandes puissances militaires, la rançon même de leur existence et de leurs succès; Rome n'a pas échappé à la règle commune. La Révolution de 509, déjà, avait une première fois brisé son hégémonie et mis en danger son existence nationale elle-même. La catastrophe de 390 provoqua une crise analogue et non moins grave. Ses ennemis déclarés ou cachés, et elle n'en manquait pas dans l'Italie centrale, relevèrent immédiatement la tête (1). La réaction fut générale. Au nord, réaction étrusque : soulèvement de l'Étrurie méridionale avec Faléries et Fidènes, plus tard entrée en scène de Tarquinies et même de Caere, l'alliée séculaire de Rome. Au sud, réaction volsque menée par Antium et Satricum avec l'appui de la colonie latine de Velitrae. A l'est, réaction hernique. Dans le Latium même, un mouvement séparatiste se fait jour et la confédération latine se disloque; Tibur et Préneste prennent la

(1) LIV., VI, 2, 1-4; VARR., *De Ling. lat.*, VI, 18; **XX**, III, 315-316.

tête de la politique de sécession, tandis qu'au contraire Tusculum et l'ensemble des villes latines du sud (Ardée, Aricia, Lavinium, Lanuvium, Cora, Norba, Setia, Signia) restent fidèles à la cause romaine. Enfin, pendant quarante-cinq ans, envahisseurs pour leur propre compte ou mercenaires stipendiés par les ennemis de Rome, les Gaulois ne vont cesser d'intervenir dans les affaires de l'Italie centrale (1) et d'accroître encore pour Rome les embarras d'une situation presque désespérée.

Comme au lendemain de la Révolution de 509, Rome prit les mesures exceptionnelles qu'exigeait la gravité des circonstances; à force de volonté et d'énergie patriotique, elle réussit à surmonter la crise, où pour la seconde fois sa situation de grande puissance et sa vie même se trouvaient mises en péril. L'œuvre de reconstitution nécessaire va porter sur trois points : précautions défensives pour éviter le retour possible de la catastrophe de 390; réorganisation militaire; rétablissement enfin de l'hégémonie romaine dans le Latium et l'Italie centrale.

L'absence d'enceinte fortifiée avait, lors de l'invasion gauloise, livré Rome sans défense à la merci de ses envahisseurs. On se résolut à relever et à moderniser la vieille fortification de Servius Tullius, dont les débris jonchaient encore le sol. Tite-Live (2), à la date de 378, mentionne l'adjudication par les censeurs d'un travail de ce genre, et l'étude archéologique des vestiges de l'enceinte républicaine confirme le récit de l'historien (3). On utilisa, toutes les fois que l'on put, les restes de l'ancienne enceinte royale — ce sont les parties construites selon le pied osque de vingt-sept centimètres, tandis que dans les secteurs de construction nouvelle, on employa le pied

(1) POL., II, 18, 6-9; LIV., VI, 42-VII, 26; XX, III, 312-313.

(2) LIV., VI, 32, 1.

(3) P. GRAFFUNDER, dans LVI, 1911, 83 sq.; *id.* dans XXII, s. v. *Rom*, 1024-1026; CCXIII, 746-753.

romain de vingt-neuf centimètres, légal à Rome depuis l'époque des décemvirs. — Sous sa forme définitive, l'enceinte de la Rome républicaine couvrit un périmètre de 11 kilomètres et demi avec seize portes pour le passage des principales voies romaines (1). Lorsque les Gaulois reviendront quelques années plus tard, l'œuvre sera achevée; ils pourront rôder autour de la ville, ils n'y pénétreront jamais plus.

Sur le champ de bataille de l'Allia, en présence d'un adversaire impulsif et mordant, incarnation même du génie de l'offensive, l'armée romaine lourde et peu manœuvrière s'était nettement révélée inférieure à sa mission; aussi fut-elle l'objet d'une réorganisation complète pour laquelle, fidèles à leur habitude traditionnelle, les Romains demandèrent à l'expérience les directives principales. La réforme porta à la fois sur l'armement (2) et la tactique. Pour parer les coups de la terrible épée gauloise, on renforça systématiquement les armes défensives : le casque de cuir fit place au casque de fer; un revêtement de lames de bronze donna au bouclier la force de résistance nécessaire. On perfectionna de même par l'adjonction d'une tige de fer doux la grande arme offensive nationale, le pilum. Dans le domaine de la tactique, à la phalange (3), héritée des Étrusques, on substitua la formation manipulaire, moins rigide et plus souple (4). Une autre innovation, qui se rattache à la précédente, fut introduite en 358 par le dictateur C. Sulpicius (5); les divers rangs, au lieu de lancer simultanément leurs javelots, selon la théorie traditionnelle, procédèrent désormais par décharges successives, d'une puissance et d'une efficacité incomparablement supérieures. Grâce à cet ensemble coordonné de réformes, qui marquent une des étapes principales dans l'histoire de l'armée romaine, l'outil était prêt. Les

(1) *X*, s. v. *Murus Servi*, 107; *VIII*; *IX*, 8-9.

(2) *Liv.*, *VIII*, 8, 3; *XIV*, *XI*, 20-22; *CXXIV*, *I*, 255-273; *XX*, 337-340.

(3) *Ined. Vatic.*, éd. d'Arnim, dans *XLVII*, 1892, *III*, p. 121.

(4) *Liv.*, *VIII*, 8, 3-18; *CXXIV*, *I*^a, 274-285.

(5) *APP.*, *Cell.*, 1.

hommes qui l'avaient forgé — Camille au premier rang, et avec lui les généraux formés à son école, T. Manlius Torquatus, M. Valerius Corvus, C. Marcius Rutilus et C. Sulpicius — sauront s'en servir. Voyons-les à l'œuvre.

Au nord, l'Étrurie fut promptement reconquise, rapidité qui montre une fois de plus l'irréremédiable décadence du monde étrusque. En 387, quatre tribus nouvelles — Stellatina, Tromentina, Sabatina, Arnensis — furent créées pour l'Étrurie du Sud; c'était l'annexion officielle et définitive. En 383, l'établissement d'une colonie latine à Nepet renforça la valeur défensive de la courtine ciminienne, frontière naturelle de Rome de ce côté. Caere et Tarquinies durent signer la paix, la première en 353 pour cent ans, la seconde en 351 pour quarante. Au sud, les Volsques, malgré l'appui de leurs alliés latins de Préneste et de Velitrae, sont repoussés, puis écrasés. En 358, Rome annexe les plaines pontines, excellente terre à blé, qui vont former dorénavant les deux tribus nouvelles Pomptina et Poblilia. En 345, Romains et Samnites coalisés battent les Aurunques et vers la même époque les Volsques doivent faire leur soumission. L'occupation permanente du couloir entre les monts Albains et les monts Lepini ferme la mer à Préneste, mais la lutte n'est pas terminée; elle va reprendre quelques années plus tard pour se prolonger jusqu'à la fin de la guerre latine (338 av. J.-C.).

Pendant ce temps les Gaulois, alléchés par leur succès de 390, multiplient leurs retours offensifs. La tradition donne des dates : 367, 361, 360, où les envahisseurs paraissent aux portes mêmes de Rome, 358, 350, où ils campent sur les monts Albains, 349; elle enregistre des épisodes fameux comme les exploits de T. Manlius Torquatus et de M. Valerius Corvus, mais dans tous ces récits, la chronologie reste fort douteuse et la légende s'étale plus que de raison. Tenons-nous-en aux faits certains; les guerres gauloises se sont prolongées pendant un demi-siècle et un traité conclu entre

Rome et les Sénons, en 331, y a mis une fin au moins provisoire (1).

Enfin Rome est aux prises avec ses anciens alliés Latins et Herniques, terrain sur lequel, car l'indépendance du Latium et sa propre grandeur sont choses incompatibles, elle joue tout son avenir. Ici encore la fortune va favoriser les armes romaines. En vain les deux grandes cités latines promotrices du mouvement de séparatisme, Tibur et Préneste, prennent-elles à leur solde de nombreuses bandes de Gaulois et leur offrent-elles, au sein même du Latium, les bases d'opérations stratégiques qui leur sont nécessaires. Dès 358, Rome impose au Latium dompté le renouvellement du séculaire traité de Spurius Cassius, mais avec un certain nombre de modifications favorables que ses victoires lui permettent d'y introduire. Au cours des années suivantes (358-354), les dernières villes rebelles font successivement leur soumission. Tibur est contrainte de rentrer dans la ligue; Préneste, Nomentum, Pedum doivent y accéder. Les Herniques, battus de 362 à 358, capitulent. Le vieux pacte d'égalité se transforme, au profit de Rome, en une charte d'hégémonie, déjà presque de domination. Moins de quarante ans après la catastrophe soudaine qui avait failli l'emporter, l'État romain se retrouvait debout et plus fort que par le passé; Latins et Herniques, après l'échec de leur tentative d'indépendance, étaient désormais liés à sa cause et condamnés à suivre passivement sa politique. De la forêt ciminienne à Terracine, de la mer Tyrrhénienne au revers de l'Apennin, sur six mille kilomètres carrés de territoire, partout la volonté de Rome fait loi. Elle dispose des riches terres à blé de l'Étrurie méridionale et des plaines Pontines; les robustes populations du Latium et de l'Apennin combattent pour sa cause. Par son étendue, par le chiffre de sa population, par ses ressources de tout genre, l'État romain est devenu, dès le

(1) POL., II, 18, 9; **XXVI**, II, 260-261.

milieu du iv^e siècle, la principale puissance de l'Italie centrale.

Force matérielle sans contredit, mais aussi, convient-il d'ajouter, force morale. Si les armes ont joué le principal rôle dans les progrès de la puissance romaine au iv^e siècle, si l'unité italienne s'est réalisée par le fer et par le sang, ce facteur cependant n'a pas été le seul. Le péril gaulois, exploité d'abord contre Rome par ses ennemis du Latium, se révèle bientôt comme une menace pour l'Italie entière, et la communauté des souffrances ou des craintes provoquées par l'invasion groupe autour d'elle en un faisceau solide ses ennemis de la veille; dans la carence désormais irrémédiable de l'Étrurie, elle devient le boulevard de la péninsule contre l'envahisseur du nord, le porte-drapeau de l'indépendance nationale, et c'est avec ce programme qu'elle va constituer autour d'elle, et à son profit, ce bloc de sentiments et d'intérêts d'où sortira la première unité italienne.

Les résultats de ce nouvel ordre de choses ne tardent pas à se manifester dans le domaine international et Rome, au milieu du iv^e siècle avant Jésus-Christ, voit son horizon politique brusquement s'élargir. Deux actes diplomatiques décisifs l'attestent; en 354, Rome signe son premier traité avec les Samnites (1), dont l'occupation du pays volsque vient de la rendre limitrophe; en 348 (2), fait plus important encore, elle conclut avec Carthage un traité, le premier également, dont Polybe, qui le rapporte par erreur au début de la République, nous a conservé les dispositions essentielles (3). Nous pouvons maintenant conclure. L'histoire passée de l'Italie avait revêtu avant tout la forme d'un long duel entre l'Étrurie et l'hellénisme occidental. L'effondrement de la première, le déclin du second laissaient dans la péninsule une place vide. Or, cette place,

(1) Liv., VII, 19, 4; XX, III, 124.

(2) Liv., VII, 27, 2 (cf. Oros., III, 7, 1); Diod., XVI, 69, 1. Sur les traités entre Rome et Carthage, voir plus loin, pp. 251-252.

(3) Pol., III, 22.

l'invasion gauloise exigeait impérieusement qu'elle fût prise. Rome, par sa situation géographique, son organisation politique, sa puissance militaire, s'est révélée seule en état de la prendre et de la tenir avec succès. Nul peuple n'est maître de son destin. Il a fallu, pour que celui de Rome s'accomplît, un concours extraordinaire de circonstances. Mais du moins, et c'est là son mérite immortel, au moment où son heure a sonné, le peuple romain se trouvait prêt. Cette hégémonie, que lui apportait la fortune, Rome a su la retenir et réussi à la fixer.

CHAPITRE III

LES GUERRES DE L'INDÉPENDANCE ITALIENNE

I

L'INTERVENTION ROMAINE EN CAMPANIE ET L'UNIFICATION DU LATIUM.

Moins d'un demi-siècle après la catastrophe de l'invasion gauloise qui avait failli la ruiner, Rome avait rétabli, amélioré même notablement sa situation antérieure dans le Latium, mais, malgré tous ses efforts, elle n'avait pu obtenir, cette fois encore comme au lendemain de la Révolution de 509, qu'une paix de compromis, une de celles qui, par définition même, ne satisfont aucun des contractants. Le problème latin, en somme, restait toujours identique à lui-même; prise comme dans un étau entre le bloc étrusque au nord, le bloc latin au sud, Rome tournait toujours dans le même cercle, d'où il lui fallait, pour acquérir la liberté de ses mouvements, s'évader à tout prix. Deux voies de libération pouvaient s'ouvrir à elle,

BIBLIOGRAPHIE. — *Textes.* — TITE-LIVE, VII, 29-X (jusqu'en 293), *Periochae* des livres XI-XII (cf. FLORUS I, 9-12; EUTROPE, II, 7-10; OROSE, III, 8-15; 21-23); POLYBE, II, 19-20; DENYS D'HAL., XV-XVIII (fragments); DIODORE, XVII-XXI; DION CASSIUS, VII-VIII (fragments, cf. ZONARAS, VII, 26-VIII, 2); APPIEN, *Samnit.*, fragments 1-6; VALÈRE MAXIME, I, 1, 17; V, 1, 5; VII, 2,; 17; IX, 1, 2; FRONTIN, *Stral.*, I, 8, 3; *Ined. Vat.*, III; de *Viris illustribus*, 26-34.

Inscriptions. — *Fastes consulaires* (C. I. L., I^a, pp. 128-134); *Fastes triomphaux*, notamment aux années 343, 340, 339, 338, 319, 314, 312, 311, 309, 305, 304, 298, 294, 293, 281, (*id.*, p. 172); C. I. L., I^a, 6-7 (éloge de L. Cornelius Scipio Barbatus, consul en 298, censeur en 290).

Ouvrages principaux. — XX, III, 152-169; 324-374; 382-388; 412-416; IV, 3-309; XXVI, II, 291-379; XXV, 14-24; V, 61-108; II, 207-208; A. ROSENBERG, dans XLVII, 1919, 171-173.

au nord, par la défaite de l'Étrurie, au sud, par la soumission du Latium. Outre que l'Étrurie, malgré sa profonde décadence, était encore capable, si elle [avait su s'unir, d'une résistance victorieuse, l'attaquer à fond, avec le Latium à dos, c'eût été commettre une folie et risquer dans l'aventure l'existence nationale de Rome elle-même. Aussi, à la lueur de l'expérience, deux idées précises finissent-elles par se faire jour : nécessité d'en finir avant tout et à tout prix avec la question latine, impossibilité d'atteindre ce but sans l'application d'une méthode nouvelle, la seule qui puisse donner des résultats définitifs, la prise à revers et l'encerclement du Latium. La mise en œuvre de cette stratégie habile, l'élargissement de l'horizon romain qui va en être la conséquence, marquent un moment décisif dans la marche de la conquête romaine et dans l'histoire de la première unité italienne.

Cette politique, qui allait se révéler si féconde, ne s'est d'ailleurs constituée ni d'un seul coup, ni en un seul jour. Les prodromes s'en manifestent dès le milieu du IV^e siècle ; l'annexion du pays volsque et la création des tribus Pomptina et Poblilia en 358 (1), le premier traité avec les Samnites en 354 (2), constituent déjà deux étapes importantes vers l'encerclement du Latium. Quelques années plus tard, les événements de Campanie vont permettre à Rome d'atteindre pleinement son but. Tite-Live, au livre VII de son Histoire (3), raconte minutieusement les préliminaires et les détails de l'opération campanienne. Prenons-le, au moins provisoirement, comme guide. En 343 avant Jésus-Christ, les Sidicins menacés par les Samnites, un simple épisode de la ruée sabellique séculaire, avaient appelé à leur secours leurs voisins de Campanie. Ceux-ci battus, refoulés sur Capoue, leur capitale, furent bientôt réduits eux-mêmes à la dernière extrémité (4). Hors d'état de se tirer

(1) Liv., VII, 15, 11-12. — (2) Liv., VII, 19, 4.

(3) VII, 29-31.

(4) Liv., VII, 29, 4-7 ; XX, III, 166-169 ; 412-416.

d'affaire par leurs propres moyens, ils tournèrent les yeux vers Rome, devenue depuis quelques années la principale puissance de l'Italie centrale; une ambassade campanienne se présenta au Sénat et, en termes formels, sollicita l'intervention romaine (1). L'alliance de Capoue présentait bien des avantages, et Tite-Live, dans le discours qu'il prête au chef de la députation (2), n'a pas manqué de les mettre en valeur. La région était fort riche et Rome avait tout intérêt à s'en assurer la libre disposition; d'autre part, elle permettait de prendre à revers les Éques et les Volsques, et par conséquent de les réduire définitivement à l'impuissance. Enfin, l'annexion de Capoue et de la Campanie à l'État samnite entraînerait pour Rome dans l'avenir les plus graves dangers. C'étaient là des raisons politiques, militaires et économiques, qui ne pouvaient laisser le Sénat indifférent. Mais, d'autre part, le gouvernement romain avait un traité avec les Samnites; on comprend qu'il hésitât à le violer délibérément et de sang-froid.

« Les députés s'étant retirés, rapporte Tite-Live (3), le Sénat entra en délibération et, quoiqu'aux yeux d'un grand nombre, cette ville (Capoue), la plus grande et la plus opulente de l'Italie, avec son territoire si fertile et voisin de la mer, parût une ressource contre les chances des mauvaises récoltes et le grenier du peuple romain, la bonne foi prévalut sur tant d'avantages et le consul, au nom du Sénat, répondit : « Le Sénat vous juge dignes, Campaniens, de sa protection, mais il ne doit pas, en liant amitié avec vous, attenter à une amitié et à une alliance plus ancienne. Les Samnites nous sont unis par un traité; les attaquer, ce serait offenser encore plus les dieux que les hommes et c'est pourquoi nous nous y refusons. Mais, ainsi que le droit et la justice le commandent, nous enverrons des députés à nos alliés et amis pour les prier qu'aucune violence ne vous soit faite. »

La majorité sénatoriale, en dépit des avantages éventuels de l'entreprise, se refusait donc nettement à tenter l'aventure et concluait au principe de la non-intervention.

« Alors poursuit Tite-Live (4), le chef de la députation campanienne reprit la parole : « Puisque vous ne voulez point prendre la juste défense de nos intérêts contre la violence et l'injustice, vous défendrez au moins les vôtres.

(1) Liv., VII, 29, 7. — (2) Liv., VII, 30.

(3) Liv., VII, 31, 1. — (4) Liv., VII, 31, 3-5.

En conséquence, peuple campanien, ville de Capoue, terres, temples des dieux, enfin toutes les choses divines et humaines, nous vous livrons, nous vous donnons tout, pères conscrits, à vous et au peuple romain; si désormais on nous outrage, ce sont vos sujets qu'on outragera.» Cela dit, tous, les mains tendues vers les consuls, ils se prosternèrent en larmes, dans le vestibule de la Curie. »

Le Sénat, à ce spectacle, consentit à rouvrir la discussion, et, en opposition avec sa résolution antérieure, vota l'intervention diplomatique d'abord, militaire ensuite, s'il fallait aller jusque-là (1). L'historien romain nous donne les raisons de ce revirement qui devait déchaîner les terribles guerres du Samnium et conduire Rome à la conquête de l'Italie :

« Les sénateurs, dit-il, étaient émus de cet exemple de l'instabilité des choses humaines en voyant un peuple si riche et si puissant, cité pour son faste et pour sa fierté, que ses voisins avaient naguère appelé à leur aide, perdre courage au point de se mettre, lui et ses biens, au pouvoir d'autrui. On crut dès lors que l'honneur défendait de trahir des gens qui se donnaient et que les Samnites agiraient contre l'équité, s'ils attaquaient encore un territoire et une ville devenus par cette *deditio* la propriété du peuple romain (2). »

Ce récit de Tite-Live appelle quelques commentaires et aussi quelques rectifications. Naturellement, la scène pathétique de la fin (3) doit être laissée pour compte aux annalistes, dont elle porte l'empreinte et trahit trop clairement les procédés, mais aussi le fait capital, qui selon Tite-Live emporte la décision sénatoriale, la *deditio*, reste fortement sujet à caution.

Peut-être y a-t-il eu, dans la tradition historiographique, confusion avec la *deditio* ultérieure de Capoue, en 211, au cours de la seconde guerre punique (4), et avons-nous là un de ces exemples d'anticipation si fréquents dans l'histoire romaine primitive; les Campaniens, en 343, peuple libre et indépendant, se sont probablement bornés à offrir un projet de *foedus*, mais avec des conditions assez séduisantes pour

(1) Liv., VII, 31, 7-12. — (2) Liv., VII, 31, 7-8.

(3) Liv., VII, 31, 5-6. — (4) XX, III, 152-165; 382-388.

entraîner le Sénat (1). Les raisons d'humanité, de pitié et d'honneur, que se plaît à invoquer Tite-Live (2), n'ont tenu, on le devine sans peine, aucune place sérieuse dans le débat. La vérité brutale est que, du point de vue politique, militaire et économique, l'intervention en Campanie présentait des avantages exceptionnels ; Tite-Live, dans le discours qu'il prête au chef de l'ambassade, mentionne la richesse agricole de la région (3). — Rome devait y trouver la terre à blé nécessaire à sa population en voie constante d'accroissement — et invoque l'argument stratégique, — la possibilité de prendre à revers les Éques et les Volsques, par conséquent aussi et surtout, objectif essentiel de la politique romaine au IV^e siècle, les Latins (4). La Campanie, en outre, offrait les ressources d'un grand pays d'élevage ; l'armée romaine, toujours faible en cavalerie, allait pouvoir, grâce à elle, combler cette lacune traditionnelle. L'encerclement des Latins, au point de vue politique, la cavalerie, au point de vue militaire, le blé, au point de vue économique, voilà, les mots et les phrases mis à part, ce que représentait pour Rome l'intervention en Campanie. Sans doute, l'entreprise comportait des risques considérables et notamment, le Sénat s'en rendait compte, un duel à mort avec les Sabelliques de l'Apennin. Avantages et inconvénients, le Sénat, instrument responsable de la politique romaine, a, selon ses habitudes, pesé froidement les uns et les autres ; s'il s'est décidé à l'intervention, c'est pour la raison bien simple que les premiers lui sont apparus incomparablement supérieurs aux seconds. Rome n'a pas su résister à la tentation de la terre campanienne. En acceptant les offres des Campaniens, le Sénat romain est entré délibérément dans la voie de l'expansion et de la conquête. Quant au peuple, il ratifia sans hésiter la déci-

(1) DIODORE, XIX, 76, 5, à propos de la révolte de 314, parle de « τὴν προϋπάρχουσαν συμμαχίαν » ; XX, III, 326-327.

(2) Liv., VII, 31, 6-7. — (3) Liv., VII, 30, 6.

(4) Liv., VII, 30, 7-10.

sion sénatoriale (1). Froide volonté du côté du Sénat, acquiescement de la part du peuple, tels sont les traits fondamentaux qui caractérisent l'attitude de Rome dans cette affaire capitale et à cette date décisive.

La guerre fut courte. Vigoureusement soutenus par les cités latines aussi menacées que Rome elle-même par les progrès des Samnites, les Romains, profitant de l'occasion favorable, poussèrent vigoureusement les opérations. Battus par M. Valerius Corvus au mont Gaurus (2) et à Suessula, les Samnites, qui ne se sentaient pas prêts et voulaient, par conséquent, éviter de s'engager à fond, n'insistèrent pas; un traité de paix, conclu en 341, laissa Capoue et la Campanie aux Romains (3). Cette première passe entre Samnites et Romains s'était réduite à une simple escarmouche; les grands vaincus, en réalité, c'étaient les Latins, pour lesquels une Campanie romaine représentait l'encerclement complet par le sud et, par conséquent, la ruine à brève échéance. Ils ne tardèrent pas à s'en aviser, et le seul étonnement légitime qu'on puisse concevoir, est qu'ils ne l'aient pas discerné plus tôt. Dès 343, leur attitude se manifeste par un acte de mauvaise humeur; sans les Romains, ils entrent en lutte contre les Péligniens et, un peu plus tard, reprennent pour leur propre compte la guerre contre les Samnites. La politique des Latins, dans la circonstance, ne trahissait pas une adresse au-dessus de tout reproche; la menace samnite réelle, mais à longue échéance, les rendait aveugles sur un autre danger, à la fois plus grave et plus immédiat, celui que faisait désormais courir à leur indépendance l'entrée de la Campanie dans la sphère d'influence romaine. Lorsque les progrès rapides de Rome leur eurent enfin dessillé les yeux, résolus d'agir avant qu'il ne fût trop tard, ils présentèrent au gouvernement romain un énergique cahier de doléances (4). Ils réclamaient l'égalité des droits politiques au double point de

(1) Liv., VII, 32, 2. — (2) Liv., VII 32-VIII, 2; *Fast. tr.*, à l'ann. 343.

(3) Liv., VIII, 2, 4. — (4) Liv., VIII, 5, 1-6.

vue de l'électorat (*jus suffragii*) et de l'éligibilité (*jus honorum*), la nomination d'un des deux consuls et le recrutement de la moitié du Sénat. L'authenticité de ces réclamations a soulevé des doutes, mais l'ensemble en est trop logique pour ne pas répondre à la réalité. Des deux parties liées par un pacte d'égalité au moins théorique, l'une, Rome, avait eu jusqu'ici tous les avantages, l'autre, les villes latines, n'avait guère connu que les charges. A égalité d'obligations, égalité de droits ; en ces termes positifs et catégoriques pouvait se résumer le programme du Latium (340).

L'événement, si grave qu'il pût paraître, ne prit nullement Rome au dépourvu. Elle savait que la question latine devait se liquider tôt ou tard par la force des armes ; elle était résolue à réaliser sa politique séculaire et à imposer une fois pour toutes au Latium sa suprématie incontestée. Le moment paraissait favorable ; on se trouvait, provisoirement au moins, débarrassé du danger sabellique et les Latins eux-mêmes, en écartant par une politique maladroite la possibilité d'une coopération avec les Samnites, avaient travaillé à leur propre asservissement. La diplomatie romaine avait, cette fois encore, fort habilement préparé le terrain. Décidée à en finir, Rome rejeta brutalement les revendications des Latins : c'était la guerre.

Les cités latines, dans leur ensemble, notamment, comme il fallait s'y attendre, les deux plus puissantes d'entre elles, Tibur et Préneste, se prononcèrent contre Rome ; les Volsques, les colonies de Setia, Circei, Velitrae, Capoue, entraînée par le parti démocratique, et Cumes, en Campanie, s'associèrent à leur action. Au contraire, Lavinium, Ardée, en Campanie même l'aristocratie, probablement aussi les Herniques, restèrent fidèles à la cause romaine ; les Samnites, liés par leur traité d'alliance et fort mal disposés vis-à-vis des Latins, envoyèrent même leur contingent. Les alliés avaient l'avantage du nombre, mais, du point de vue stratégique, Rome disposait d'une supériorité immense ; enserrés comme dans une tenaille entre son propre

territoire d'une part, et les villes de Fundi et de Formiae, les alliés campaniens, de l'autre, ses ennemis étaient voués à une défaite irrémédiable. Trois victoires romaines à Suessa Aurunca (1), aux Campi Fenectani dans la région de Pedum, enfin près du fleuve Astura, eurent raison des confédérés ; il ne resta plus qu'à réduire les diverses cités les unes après les autres. En 338, Antium, le centre de la résistance volsque succomba. Les colonnes romaines parcoururent victorieusement tout le Latium et le Sénat put, en maître cette fois, régler la condition des vaincus.

Rome victorieuse, à la suite d'une lutte sans doute beaucoup plus longue que ne le prétend la tradition (2), en finit radicalement avec la question latine. Le point essentiel du nouveau règlement, c'est la disparition de la triplice romano-latino-hernique, base de la politique extérieure romaine depuis plus d'un siècle et demi. La ligue latine elle-même est dissoute ; elle subsistera seulement sous la forme religieuse des fêtes du mont Albain. Interdiction de toute fédération italique entre les villes du Latium ; la communauté même des droits civils — mariage et propriété, *connubium* et *commercium* — leur est systématiquement refusée ; Rome condamne ainsi les cités latines, les unes vis-à-vis des autres, à l'isolement perpétuel et par suite à l'impuissance. Mais la politique romaine ne se contente pas de détruire, elle reconstruit. Le vieux traité de Spurius Cassius fait place à une organisation fondée sur le principe d'une puissante hégémonie. Rome devient officiellement la capitale du Latium et le seul lien légal entre les divers éléments qui le composent. De même qu'elle a traité séparément avec chacune des cités latines, de même elle leur applique des traitements différentiels : pour les unes, Aricia, Lanuvium, Nomentum et Pedum, l'annexion avec droit de cité inférieur,

(1) Liv., VIII, 8, 19-11, 5 ; Diod., XVI, 90, 2 ; **XX**, III, 179-184, et sur la topographie du champ de bataille, **XX**, III, 179, n. 1.

(2) **XX**, III, 328-335 ; 363-368 ; A. ROSENBERG, dans **XLVII**, 1919, 171-172.

la *civitas sine suffragio*, et maintien d'une large autonomie communale ; 'pour les autres, Tibur, Préneste, Cora, la fédération sous forme de traités particuliers, mais à des conditions particulièrement dures et avec perte d'une partie de leur territoire ; quant à la ville de Privenum, Rome, dès 341, lui avait enlevé les deux tiers de ses terres. Signia, Norba, Ardée, Circei, Setia, conservèrent leur condition antérieure ; les colonies nouvelles ou renforcées d'Antium (338) et de Terracina (Anxur, 329), reçurent la mission permanente de surveiller les vaincus (1).

La guerre latine n'avait pas été un accident dans l'histoire de Rome, mais une échéance nécessaire et un point d'aboutissement fatal. Cette fois, la question latine, pendante depuis le début de la République, se trouve réglée et pour toujours. Rome vient d'abattre le Latium et de le réduire à l'obéissance passive ; c'est par lui qu'elle réussira, au cours des années suivantes, à réaliser l'unité italienne. Mais, il importe de le reconnaître, Rome, devenue le centre du Latium, la tête et le cœur de la nation latine, ménage aux vaincus, ses frères de race et ses vieux compagnons d'épreuves, de sérieux avantages. Si la communauté des droits civils disparaît entre les villes latines, elle se maintient et se resserre entre les Latins et Rome sous la double forme d'un *connubium* et d'un *commercium* complets. Rome ne s'en tient pas aux droits civils ; elle va sans hésiter jusqu'aux droits politiques. Le Latin qui vient s'installer à Rome y acquiert par là même, s'il le désire, le droit de cité.

Plus tard, lorsqu'elle va conduire à la conquête de l'Italie les Latins subjugués, les rudes charges qu'elle fera peser sur eux ne resteront pas sans compensation ; si elle a soin, comme toujours, de se réserver la part du lion, les colonies latines, essaimées jusqu'aux limites de l'Italie péninsulaire, représenteront le lot,

(1) Liv., VIII, 11, 13-16 ; 14, 1-12 ; cf. sur l'ensemble de ce règlement, **XX**, III, 185-194 ; 328-333 ; 351-374 ; A. ROSENBERG, dans **XLVII**, 1919, 172-173.

un lot nullement négligeable, du Latium dans cette gigantesque entreprise à frais et à bénéfices communs.

II

ROME ET LES SAMNITES.

Maîtresse de la Campanie dès 341, du Latium depuis 338, Rome, dans les années qui suivent, poursuit implacablement la jonction de ces deux parties de son territoire. Deux routes menaient en Campanie, l'une, le long de la côte, par le pays des Aurunques et des Sidicins, l'autre à l'intérieur, par la double vallée du Trerus et du Liris. Avec cet esprit de méthode et ce sens aigu des nécessités immédiates qu'elle apportait en toutes choses, elle les occupe successivement l'une et l'autre, la route du littoral par la soumission des Sidicins et des Aurunques, suivie de la fondation de la colonie de Calès (334) destinée à lui assurer sous forme permanente la liberté du passage, la route de l'intérieur par l'occupation de Fabrateria, vers le confluent du Trerus et du Liris, et l'établissement de la colonie de Frégelles (328), près de l'actuelle Ceprano. L'annexion de la Campanie et les diverses conquêtes qui l'ont suivie ont porté jusqu'au fleuve Silarus la frontière méridionale de Rome ; la superficie de cet État — territoire annexé ou pays fédérés — a doublé depuis 343 et comprend maintenant 11 000 kilomètres carrés avec un million d'habitants. Il n'a aucune unité ethnique ou linguistique ; on y rencontre des Latins, des Sabelliques et des Étrusques ; on y parle officiellement trois langues, le latin, l'étrusque et l'osque, mais, au double point de vue politique et militaire, Rome concentre en ses mains tous les pouvoirs et assure l'unité de direction nécessaire. Elle s'est définitivement évadée du Latium pour entrer dans la sphère des grands États italiques ; elle a noué des relations suivies avec les cités de la Grande Grèce, et, au delà de la mer Tyrrhénienne, avec Carthage. Poursatisfaire aux nécessités économiques qui résultent

de sa situation nouvelle, elle inaugure en Campanie la frappe de l'argent et, à Rome même, celle du cuivre. Mais ce brillant tableau a ses ombres. Sans doute, les hommes d'État romains n'ont pas encore conçu l'idée de l'unité italienne, qui ne naîtra que plus tard, mais, en prenant pied dans l'Italie du Sud, Rome s'est condamnée à un avenir de luttes et d'efforts. Expulsée de Campanie, dont la possession était pour elle une question de vie ou de mort, la fédération samnite prépare silencieusement sa revanche. Entre le taureau sabellique et la louve romaine, la lutte décisive pour l'hégémonie de la péninsule va commencer.

La tendance à l'unité, qui circulait, obscure encore, à travers la péninsule, et dont l'Étrurie, d'une part, le Latium de l'autre, nous ont déjà présenté, sous la forme de fédérations, deux manifestations symptomatiques, avait également gagné les tribus sabelliques de la montagne. Quatre fédérations, celles des Herniques, des Samnites, des Lucaniens et des Bruttians, y avaient successivement vu le jour. Dans l'Apennin, comme sur le plateau toscan ou dans la plaine latine, l'idée unitaire était en marche et les vieux particularismes avaient dû plier, non sans une longue résistance, devant les tendances politiques nouvelles. De ces diverses fédérations sabelliques, la plus puissante était celle des Samnites qui, du Sagrus, au nord, s'étendait vers le sud, jusqu'aux limites de la Lucanie ; elle avait réussi à prendre façade sur la mer Tyrrhénienne au sud de la Campanie, du cap Campanella à l'embouchure du Silarus. Au point de vue territorial, cet État samnite était plus considérable que l'État romain. Les Samnites, rudes montagnards aux solides vertus guerrières, constituaient une armée digne de l'armée romaine elle-même, mais, dans le duel à mort qui allait s'ouvrir, Rome possédait d'indéniables avantages. La centralisation, tout d'abord. La nature de leur pays — vallées isolées au sein de l'Apennin et bloquées par les neiges pendant plusieurs mois de l'année, — leur genre de vie, resté pas-

toral et demi-nomade, condamnaient les Samnites au particularisme et à la vie de cantons. Leur unité n'arrivera jamais à dépasser le stade de la fédération, et encore cette fédération restera-t-elle toujours, en dépit des nécessités de l'heure, incomplète et flottante. Plus vaste que l'État romain, l'État samnite lui est très inférieur à la fois en population et en valeur économique ; acropole montagnaise, le Samnium manque de plaines ; la plaine apulienne à l'est, la plaine campanienne à l'ouest, depuis l'intervention romaine de 343, échappent l'une et l'autre à son influence, et, ressource suprême des pays pauvres, l'émigration travaille d'une manière permanente à le vider de ses meilleurs éléments. Ajoutons, à cet égard, que le Sabellique se dénationalise avec une aisance fâcheuse ; les Sabins venus à Rome au début de la République n'avaient pas tardé à se perdre dans le vieux fond ligure et latin de la population romaine, et le passé campanien offrait du même phénomène un exemple plus caractéristique encore. Les Samnites qui au ^v^e siècle avaient conquis la Campanie sur les Étrusques et les Grecs, s'étaient rapidement laissé absorber par la civilisation supérieure des vaincus ; on les avait vus rapidement entrer en guerre contre leurs frères de la veille, les Samnites de la montagne, et, par leur appel au Sénat, provoquer contre les Sabelliques de leur race l'intervention romaine.

En résumé, du côté samnite, des bras vigoureux, des résistances tenaces, un patriotisme ardent, mais aussi des opérations décousues, des forces gaspillées, de regrettables déflections, peu d'expérience de la guerre ; du côté romain, avec des qualités individuelles égales, le dressage étrusque, une longue tradition militaire, l'unité d'action, une tête, une volonté. Les deux États, l'un et l'autre en pleine croissance, l'un et l'autre en marche vers l'unité, se rencontrent soudain à la croisée des chemins. Qui devra céder, le pas ? L'Italie sera-t-elle latine ou sabellique ? Moment décisif où se joue tout son avenir,

question angoissante à laquelle Rome va se charger de répondre (1).

Entre la fédération samnite et Rome, toutes deux en pleine expansion territoriale et politique, le choc tôt ou tard s'annonçait inévitable. Le traité de 354 s'était efforcé d'en reculer l'échéance par l'établissement de zones d'influence mutuelles, dont le territoire des Aurunques, vers la mer, la vallée du Liris à l'intérieur semblent avoir marqué les limites; dans ce partage à l'amiable, le pays des Sidicins et l'ensemble de la Campanie restaient exclus de la sphère romaine. Mais, ainsi qu'il arrive toujours en pareil cas, les circonstances se montrèrent plus fortes que la volonté même des contractants, et les États-tampons, sagement ménagés entre les convoitises rivales, disparurent successivement. Notons seulement les dates principales : 345, défaite des Aurunques par les forces combinées des Romains et des Samnites ; même année, fondation de la ville, plus tard colonie de Sora sur le haut Liris ; 343, occupation de la Campanie par les Romains suivie de la première guerre samnite ; 338, intervention romaine à Fundi et à Formiae ; 328, établissement de la colonie de Frégelles. Vers la mer Tyrrhénienne, deux seuls débouchés s'ouvraient aux Samnites, la vallée du Vulture au sud, la vallée du Liris au nord. Rome s'attache à les leur fermer l'un après l'autre, la vallée du Vulture par la prise de possession de la Campanie, la vallée du Liris par les trois places fortes de Sora, Frégelles et Calès. Depuis la paix de 341, les Samnites, paralysés par la guerre qu'en commun avec leurs alliés Lucaniens et Bruttiens ils soutiennent dans le sud contre Alexandre le Molosse, sont obligés de s'incliner sans mot dire. Enfin la mort d'Alexandre leur rend la liberté. Coupés de la mer, bloqués dans l'Apennin avec la perspective prochaine d'y étouffer, ils demandent l'abandon de la colonie de Frégelles. Rome le leur refuse et la guerre éclate, guerre

(1) **XX**, IV, 266-283.

de dévastation et d'extermination, duel implacable de deux races, comme l'Italie ancienne n'en a jamais connu. Pyrrhus, traversant le Samnium quelques années plus tard et n'y trouvant que mornes solitudes, demandera avec étonnement

« si le pays avait jamais été habité » (1).

Au dernier siècle de la République encore, le Samnite Pontius Telesinus appellera Rome

« la forêt repaire des loups dévorants des peuples d'Italie » (2)

et Sylla, de son côté, n'hésitera pas à proclamer que

« pas un Romain n'aura la paix tant que les Samnites continueront à habiter leur pays » (3).

De semblables déclarations, postérieures de plus de deux siècles aux guerres du Samnium, en disent long sur les sentiments respectifs des deux adversaires et le caractère inexplicable du conflit qui les a mis aux prises.

Cette longue lutte de trente-sept ans (327-290) se divise en deux grandes périodes. Dans la première (327-312), les Samnites font seuls la guerre à Rome, mais, malgré leur héroïque résistance, ils sont battus et contraints à demander la paix ; dans la seconde (312-290), ils gagnent à leur cause les puissants peuples de l'Italie centrale et septentrionale, les Étrusques, les Ombriens et les Gaulois. La guerre samnite, par la formation de coalitions successives, se termine en guerre de l'indépendance italienne. Les théâtres de la guerre se multiplient à mesure que l'objet même s'en élargit. Entrée dans la lutte maîtresse du Latium et de la Campanie, Rome en sortira avec l'hégémonie de l'Italie péninsulaire presque entière.

La seconde guerre samnite (327-312) n'est encore qu'une guerre pour la Campanie, par conséquent une guerre localisée

(1) DION C., IX, 40, 27. — (2) VELL., II, 27, 1.

(3) STR., V, 4, 11 (p. 249 C.).

où les Samnites s'efforcent de réparer leur échec de 343 et de mettre la main sur l'objet du litige. Les cinq premières années, toutefois, tout en coups de main et en razzias, n'amènent aucun résultat décisif. Mais, en 322, le parti de la guerre à outrance prend le dessus à Rome et l'on se décide à une double offensive : attaque brusquée de Campanie sur le Samnium tandis que, nouvelle application de la tactique d'encerclement qui avait si bien réussi à Rome vis-à-vis du Latium, une seconde armée romaine passe en Apulie pour prendre les Samnites à revers. Le désastre de Caudium en 321 et la honte des Fourches Caudines (1) sont vengés par les victoires de L. Papirius Cursor et de Q. Publilius Philo, les deux meilleurs hommes de guerre de l'époque ; vers l'Apulie, la prise et l'occupation permanente de Lucéries isolent les Samnites du côté de l'Adriatique. Après une courte trêve de deux années (318-316), employée de part et d'autre en préparatifs diplomatiques et militaires, les hostilités reprennent. Les Samnites déclenchent deux offensives de grand style, deux violents coups de boutoir destinés à dégager le Samnium, l'un vers le Latium, l'autre vers l'Apulie. La première enlève Sora, et par la victoire de Lautulae, les Thermopyles de l'Italie centrale, s'ouvre la route de Rome ; les Samnites mettent le siège devant Terracine ; Capoue et la Campanie font défection, mais l'armée romaine reprend bientôt l'avantage, débloque Terracine et, par la reconquête de la Campanie, rejette les Samnites dans l'Apennin. La seconde offensive n'a pas plus de succès et Lucéries, un instant perdue, est reprise par les Romains. A la suite de ces succès alternés, deux grands faits se trouvent acquis : l'offensive samnite a définitivement échoué et Rome a mis la main sur l'Apulie. Une ligne continue de places fortes romaines, de Sora à l'Aternus sur le versant de l'Adriatique, complète vers le nord l'isolement du Samnium.

(1) LIV., IX, 1-12, 4 ; DEN., XVI, 3 sq. ; XX, IV, 127-141, et sur la topographie du défilé, IV, 469-478.

III

LES GRANDES COALITIONS.

C'est alors que la lutte s'élargit brusquement et que de nouveaux éléments vont entrer en scène. Les rapides conquêtes de Rome commencent à inquiéter les autres peuples de l'Italie. Les Étrusques et les Ombriens, au nord, les Herniques, à l'est, songent à intervenir avant qu'il ne soit trop tard ; les Grecs du sud eux-mêmes, en dépit des bons rapports qu'ils entretiennent avec Rome depuis l'expulsion des rois étrusques, malgré le généreux et habile traitement réservé par le Sénat à la ville de Naples vaincue en 326 (1), dressent l'oreille, surtout Tarente, la grande cité hellénique de la mer Ionienne, qui voit dans l'installation de Rome en Apulie une menace directe à son indépendance. L'action diplomatique des Samnites fait le reste. Une vaste coalition se forme. Tarente, qui en est l'âme, fournit l'argent ; Samnites, Étrusques, Ombriens, Gaulois, ces derniers engagés comme mercenaires, vont donner les hommes (2). La guerre samnite se convertit ainsi en une guerre de l'indépendance italienne qui va durer vingt-deux ans (312-290) (3). Sans doute toute l'Italie ne répond pas à l'appel et les haines séculaires, habilement entretenues par la diplomatie romaine, ne désarment pas même devant l'ennemi commun. La plupart des cités de Grande Grèce, ennemies héréditaires des Sabelliques, se réfugient dans une neutralité qui veut être prudente et n'est qu'inopportune ; en Étrurie, si les villes étrusques du nord, Pérouse, Cortone, Arretium, se déclarent contre Rome, tous leurs compatriotes ne suivent pas leur exemple. Les Italiotes de l'Apennin central — Marses, Vestins, Péligniens, Frentans — refusent de s'engager à fond

(1) Liv., VIII, 26-6 ; Cic., *Pro Balb.*, VIII, 21 ; XXIV, 55 ; **XX**, IV, 116-119.

(2) Liv., IX, 29-X, 47, et *Per.* XI ; Diod., XX, 35-36 ; XXI, 6.

(3) Zon., VIII, 1 ; **XX**, IV, 150 sq. ; 296-301.

dans cette lutte suprême. Chez leurs frères et voisins les Lucaniens, les Samnites ne trouvent pas l'appui qu'ils eussent pu en attendre. Tarente, enfin, qui joue cependant dans le conflit sa suprématie maritime, sa grandeur commerciale et peut-être déjà son indépendance nationale, fidèle à ses habitudes de nonchalance traditionnelle, se limitera à des velléités sans consentir jamais l'effort nécessaire qui seul pouvait dans la circonstance assurer le succès final. Malgré ces défections et ces répugnances, il n'en existe pas moins dès lors une cause italienne et, de ce fait, la lutte va prendre une ampleur matérielle et morale qu'elle n'avait jamais entièrement connue.

Condamnée à combattre sur deux fronts, en infériorité d'effectifs flagrante, Rome se trouve acculée à des nécessités militaires et financières nouvelles. Ces moyens d'action qui lui sont indispensables, un révolutionnaire de génie, le censeur Appius Claudius (vers 312-310) va les lui fournir (1). Pour tenir tête à la coalition, il faut des hommes, il faut de l'argent. Appius Claudius, par une réforme radicale de l'organisation centuriate, les lui donne. La répartition des citoyens entre les classes et les centuries reposait jusque-là uniquement sur la richesse foncière ; avec la censure d'Appius Claudius, la richesse mobilière, elle aussi, commence à entrer en ligne de compte. Au double point de vue des hommes et des contribuables, la machine va désormais fonctionner à plein rendement et, à ce titre, Appius Claudius peut revendiquer le nom glorieux d'organisateur de la victoire. L'armée elle-même est l'objet d'une réforme systématique. L'armement, la tactique, les règlements subissent les modifications dont les guerres samnites ont démontré l'urgence ; la cavalerie romaine achève de s'organiser et le plébiscite de M. Decius, en 311 (2), qui crée les

(1) Liv., IX, 29-30, 3 ; 33, 3-34 ; 46, 10-11 ; Diod., XX, 36 ; Val. Max., I, 1, 17 ; XIV, IV, 4, 2, p. 84 ; K.-J. Neumann, dans XXIV, 396 ; XX, IV, 177-194 ; II, 109-119.

(2) Liv., IX, 30, 4 ; *Ined. Val.*, dans XLVII, 1892, III, p. 121 ; II, 207-208.

Duumviri navales, donne à Rome au moins l'embryon d'une marine militaire.

L'instrument de la victoire ainsi forgé, Rome sut découvrir dans son sein les hommes de guerre — Q. Fabius Rullianus, L. Papirius Cursor, P. Decius Mus, M'. Curius Dentatus — capables de s'en servir. La première coalition italique comprenait, outre les Samnites, les Herniques, les Étrusques et les Ombriens. Deux armées romaines entrèrent simultanément en campagne; l'une, sous Q. Fabius Rullianus, à la suite d'une offensive hardie en Etrurie, remporta les deux grandes victoires de Pérouse et du lac Vadimon, qui eurent pour conséquence la soumission au moins temporaire de l'Étrurie centrale (310); l'autre, sous le dictateur L. Papirius Cursor, battit les Samnites à Allifae, dévasta méthodiquement le Samnium pendant quatre ans et contraignit enfin les Samnites à demander la paix; ils conservèrent leur territoire propre, mais rentrèrent dans la fédération romaine à des conditions plus dures que par le passé (304). Les autres coalisés ne tardèrent pas à suivre leur exemple. La paix ne dura que quatre ans. En 300, les Samnites forment une coalition nouvelle, plus large que la précédente, avec les Étrusques et les Ombriens, renforcés cette fois des Lucaniens, des Sabins et des Gaulois. L'Italie presque entière entrait en lutte pour défendre son indépendance. Comme dans les campagnes antérieures, Rome fit front de deux côtés. Au nord, l'armée romaine triompha à Volaterrae et contint l'Étrurie (298); au sud, Q. Fabius Rullianus et P. Decius Mus parcoururent victorieusement le Samnium (297). En 295, les coalisés succombent à Sentinum, la bataille des nations de l'Italie préromaine. C'est la fin. Traqués par Q. Fabius Rullianus, les Ombriens et les Gaulois Sénons posent les armes; les restes des armées samnites, battus à Aquilonie par le fils de L. Papirius Cursor, le consul L. Papirius Cursor, poursuivis par Q. Fabius Rullianus et M'. Curius Dentatus, font leur soumission en 290; les Samnites vaincus

renoncent à leur indépendance et acceptent définitivement, avec toutes les charges que le mot comporte, la condition d'alliés de Rome. Cette campagne, la plus acharnée de toutes, se terminait d'une manière décisive ; le Samnium était hors de cause et Rome, en Italie, avait enfin les mains libres.

D'ailleurs, tous les peuples sabelliques de l'Apennin n'avaient pas apporté dans cette lutte pour la liberté de l'Italie la ténacité et l'héroïsme des Samnites. Les Marses, les Frentans, les Péligniens, les Marrucins, les Vestins, les Sabins ont accepté sans trop de résistance l'hégémonie romaine ; leur coopération obscure, — l'histoire en effet parle fort peu d'eux — mais fidèle, a constitué un des éléments essentiels de la victoire finale de Rome. Après la soumission définitive des Éques, les Romains établissent le contact, sous forme permanente, avec les populations de l'Abruzze. En 304, ils concluent un *foedus* avec les Marses, les Marrucins, les Péligniens et les Frentans ; en 302, un traité analogue avec les Vestins. En 299, les Picentins entrent à leur tour dans l'alliance romaine et la fondation des deux colonies d'Alba Fucens (303) et de Carsioli (302) consolide les résultats acquis. La soumission de tous ces peuples, chef-d'œuvre de la diplomatie romaine, portait un coup terrible à la cause samnite ; le Samnium se trouvait tourné sur son flanc septentrional, comme il l'était déjà à l'ouest et à l'est par l'occupation romaine de la Campanie et de l'Apulie. Quant aux Sabins, M. Curius Dentatus les battit en 290, les réduisit à se soumettre et annexa à l'État romain la plus grande partie de leur territoire.

Au point de vue stratégique, les guerres de l'indépendance italienne représentent une date capitale dans l'histoire militaire de Rome. Contrainte, par l'éloignement et la multiplicité des différents théâtres de la guerre, à des opérations de grande envergure, l'armée romaine, qui n'avait guère jusque-là connu que la petite guerre, y apprend l'art de la manœuvre sous deux formes particulièrement caractéristiques : la ma-

nœuvre par enveloppement, la manœuvre par lignes intérieures. Les campagnes d'Apulie, de 320 à 317 (1), nous offrent un type de la première ; celle de Sentinum, en 295, de la seconde (2).

Nous sommes en 326 avant Jésus-Christ. Rome décide de prendre l'offensive contre le Samnium, mais elle connaît tous les aléas de l'attaque frontale — le désastre des Fourches Caudines cinq ans plus tard justifiera pleinement ses appréhensions — et elle va chercher dans une tactique plus savante, celle de l'enveloppement, la décision qui lui est nécessaire. L'Apulie, livrée depuis longtemps aux dévastations des Samnites, s'offre à elle comme alliée de revers. L'alliance est conclue une première fois en 326, mais en 320 l'Apulie fait défection et il faut une série de campagnes, menées par les consuls L. Papius Cursor (320 et 319), L. Plautius Venox, en 318, et C. Junius Bubulcus, en 317, pour la réduire. En 317, l'enveloppement est définitivement réalisé et la manœuvre va exercer sur l'issue de la guerre samnite l'influence décisive que l'état-major romain en avait attendue.

A côté de la manœuvre d'enveloppement, la manœuvre par lignes intérieures. Jusqu'en 312, Rome n'avait eu affaire qu'aux Samnites et avait pu par suite prendre contre le Samnium une vigoureuse offensive. La formation de la première coalition italienne, en contraignant l'armée romaine à combattre sur deux fronts, a pour conséquence la transformation complète de sa stratégie de guerre. Poursuivre l'offensive simultanément sur le front samnite et sur le front étrusque, il n'y faut pas songer. Avec sa décision coutumière, Rome fait son choix : défensive au sud, offensive au nord ; la ressource précieuse de la manœuvre par lignes intérieures permettra au moment opportun de porter sur le front vulnérable tout

(1) LIV., VIII, 25, 3 ; IX, 12, 9-20, 8.

(2) LIV., X, 27-31, 9 ; POL., II, 19, 5-7 ; DIOD., XXI, 6 ; FRONT., *Strat.*, I, 8, 3 ; *Fast. tr.*, à l'ann. 295 ; **XXVI**, II, 352-358 ; **XX**, IV, 60-70.

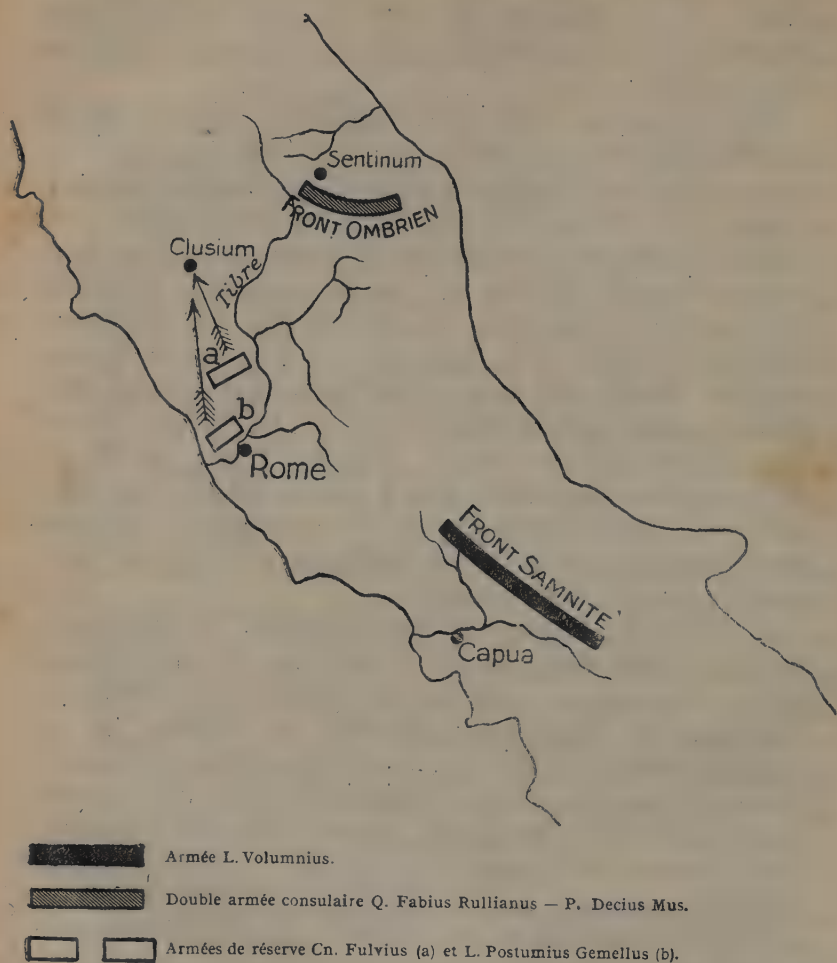


Fig. 8 a. — La manœuvre de Sentinum (295 av. J.-C.), d'après Tite-Live
(*Hist. Rom.*, X, 27-31).



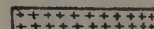
Armée romaine.	 	Double armée consulaire Q. Fabius Rullianus — P. Decius Mus.
		Armées de réserve. Cn. Fulvius et L. Postumius Gemellus.
Armée italique.	 	Gallo-Samnites.
		Étrusco-Ombriens.

Fig. 8_b. — La manœuvre de Sentinum (seconde phase).

l'effort nécessaire. C'est ainsi qu'en 310 (1), le consul C. Marcius Rutilus opère sur le front du Samnium tandis que son collègue Q. Fabius Rullianus combat en Étrurie; puis C. Marcius Rutilus vient renforcer son collègue et tous deux remportent en commun la victoire de Sutrium. Analogue, au point de vue tactique, mais plus caractéristique encore, parce qu'elle a eu des conséquences beaucoup plus importantes, est la campagne qui va aboutir en 295 à la grande victoire de Sentinum. En 297, les deux consuls Q. Fabius Rullianus et P. Decius Mus avaient pendant cinq mois mené dans le Samnium une guerre de dévastation (2). L'année suivante, P. Decius Mus, prorogé dans son commandement, reste à la tête de l'armée du Samnium, mais alors, conduits par un chef habile et énergique, Gellius Egnatius, et instruits par l'exemple des Romains, les Samnites se décident eux aussi à manœuvrer. Par une feinte adroite, ils se dérobent et, traversant la ligne des forteresses romaines de l'Italie centrale, se portent à la rencontre de leurs alliés du nord (3). Rome, à son habitude, est d'abord surprise par l'initiative tactique de l'ennemi, puis elle se hâte de prendre les mesures nécessaires pour y parer; le proconsul L. Volumnius reçoit la direction de la guerre sur le front samnite; deux armées de réserve, sous les propréteurs Cn. Fulvius et L. Postumus Megellus, couvrent Rome contre toute surprise éventuelle, tandis que les deux consuls Q. Fabius Rullianus et P. Decius Mus, avec le gros des forces actives romaines — quatre légions, une nombreuse cavalerie, des contingents alliés, une cinquantaine de mille hommes au moins, — prennent vigoureusement l'offensive du côté de l'Étrurie. Les confédérés, Samnites, Étrusques, Ombriens, Gaulois, après avoir encerclé et détruit à Camerinum une légion d'avant-garde, se replièrent vers le nord. L'armée romaine les suivit, mais, en raison de leur supériorité numé-

(1) Liv., IX, 33-40.

(2) Liv., X, 14-15. — (3) Liv., X, 16-23.

rique, sans oser les attaquer. Une habile manœuvre des Romains amena la décision. Sur l'ordre des deux consuls, Cn. Fulvius et L. Postumus Megellus, à la tête des deux armées de réserve, se jettent sur l'Étrurie, et viennent dévaster le territoire de Clusium ; les Étrusques, suivis des Ombriens, se hâtent d'accourir à la défense de leurs foyers, et, affaiblis par leur départ, leurs alliés, Samnites et Gaulois, succombent sur le champ de bataille de Sentinum :

« Le combat, écrit Tite-Live (1), se soutint d'abord avec tant d'égalité que, si les Étrusques et les Ombriens eussent été présents, sur quelque point qu'ils eussent donné, soit contre l'armée, soit contre le camp, la défaite de Rome était inévitable. »

En d'autres termes, conclusion qu'il importe surtout de retenir, le dernier mot est resté à la stratégie et Rome a remporté la victoire parce qu'elle avait su manœuvrer.

IV

LA FIN DE LA RÉSISTANCE.

La guerre, depuis vingt-deux ans, avait cessé d'être exclusivement samnite pour devenir italienne. Aussi va-t-elle se prolonger même après la soumission définitive du Samnium. Une nouvelle coalition se forme encore entre Étrusques, Gaulois et Lucaniens, mais les Romains, maîtres de l'acropole samnite, installés sur trois de ses flancs, dans l'Apennin central, en Campanie, en Apulie, coupent la coalition en deux tronçons et l'empêchent ainsi de concerter son action. En 284, Étrusques et Sénons réussissent encore à monter une vigoureuse offensive ; ils remportent une grande victoire à Arretium (2), la revanche de Sentinum, succès qui provoque de nouveaux mouvements insurrectionnels en Samnium et dans l'Étrurie méridionale. Mais Rome reprend bientôt

(1) Liv., X, 27, 11. — (2) Pol., II, 19, 7-8.

l'avantage; malgré l'intervention des Boïens accourus à la rescousse, les confédérés sont écrasés à la seconde bataille du lac Vadimon par le consul P. Cornelius Dolabella (283); Boïens et Étrusques signent la paix, tandis qu'au sud, l'année suivante, C. Fabricius Luscinius contraint les Lucaniens à une soumission complète. Rome annexe le territoire des Sénons de l'Aesis au Rubicon et y fonde la colonie de Sena Gallica (Sinigaglia). Ainsi se termine la première phase du duel entre Romains et Gaulois, un des faits essentiels de l'histoire de l'Italie primitive. Fixés en Cisalpine ou déviés vers la péninsule balkanique, où ils vont envahir la Macédoine (280), enlever les Thermopyles et piller Delphes (279), les Celtes, pendant quarante-cinq ans, laisseront en paix l'Italie péninsulaire. Outre le Samnium et le pays des Sénons, l'Étrurie, l'Ombrie, la Sabine, le Picénum, l'Apulie, la Lucanie entrent définitivement dans la sphère d'influence romaine. Tarente seule, réduite à l'impuissance par la défaite de ses alliés, se prépare à la lutte suprême. L'Italie centrale, dans son ensemble, est devenue romaine, et pour toujours. Les chiffres fournissent le commentaire le plus précis et le plus éloquent de l'œuvre réalisée. Vers 338, l'État romain, territoires annexés et pays fédérés, comprenait environ 11 000 kilomètres carrés; en 282, il s'étend sur 82 000 kilomètres carrés, les trois quarts de l'Italie péninsulaire (1). Sauf la Grande Grèce et le Bruttium, dont le tour ne va pas tarder à venir, l'unité italienne est faite, édifice robuste contre lequel Pyrrhus et Hannibal, ces champions des vieux particularismes ethniques et régionaux, viendront successivement se briser.

(1) **LXXXIX**, 70-74; **XXVI**, II, 289; 365-366.

CHAPITRE IV

L'AVENTURE DE PYRRHUS ET LA CONQUÊTE DE LA GRANDE GRÈCE

I

ROME ET L'ITALIE DU SUD.

La fin des guerres samnites et la soumission générale des peuples sabelliques ouvre, dans la formation de la première unité italienne, une nouvelle période, la conquête de l'Italie hellénique, qui va se prolonger pendant une vingtaine d'années et dont la chute de Tarente en 272 avant Jésus-Christ constituera l'épisode décisif. Par l'incorporation à la fédération italique du Samnium et de la Lucanie, l'État romain et les Grecs du sud se trouvaient désormais face à face. Les relations des deux mondes dataient de loin et depuis longtemps avaient pris une forme particulièrement amicale ; les Grecs de Cumes, nous l'avons vu, avaient joué un rôle important dans le mouvement qui avait autrefois libéré le Latium des Étrusques, et, après la victoire, l'influence de la civilisation hellénique s'était, dans

BIBLIOGRAPHIE. — *Textes.* — TITE-LIVE, *Periochae* des livres XII-XV (cf. FLORUS, I, 13-16; EUTROPE, II, 11-17; OROSE, IV, 1-5); PLUTARQUE, *Pyrrhus*; POLYBE, I, 6; 7, 10-13; DENYS D'HAL., XIX-XX (fragments); DIODORE, XXII (fragments); DION CASSIUS, IX-X (fragments, cf. ZONARAS, VIII, 2-7); JUSTIN, XVIII, 1-2; XXIII, 3; XXV, 4-5; PLINE, *Hist. nat.*, VIII, 16; FRONTIN, *Strat.*, III, 3, 1; VALÈRE MAXIME, II, 7, 15; IX, 1, 2; FESTUS, s. v. *Osculana pugna* (p. 214); de *Viris illustribus*, 35-36.

Inscriptions. — *Fastes consulaires* (C. I. L., I², pp. 134-136; *Fastes triomphaux*, aux années 280, 278, 277, 276, 275, 272, 270, 267, 266, 264 (*id.*, p. 172).

Ouvrages principaux. — XX, IV, 309-444; XXVI, II, 380-429; I, III, 556 sq.; CCII, II, 163-177; VII, III, 67-75; CXXIV, I, 301-305.

l'État romain, substituée à celle des vaincus. L'occupation de la Campanie, en établissant pour la première fois un contact territorial permanent entre Rome, d'une part, et les avant-gardes du monde grec d'Italie, notamment Cumes et Naples, de l'autre, rendit plus étroits encore ces rapports traditionnels. En 327, et ce fut sinon la cause, du moins le prétexte de la rupture avec les Samnites, un conflit surgit entre Rome et la colonie hellénique de Naples (1). Mal soutenue par ses alliés du Samnium, Naples, après un long siège, succomba en 326, mais le Sénat n'abusa pas de sa victoire; la ville fut traitée avec douceur et obtint un *foedus aequum* tout particulièrement avantageux. La politique, on le pense bien, n'était pas étrangère à cette faveur. Depuis des siècles, les deux éléments grec et sabellique se trouvaient en présence dans l'Italie du Sud et leur antagonisme à la fois ethnique, politique et économique, constituait le trait fondamental de son histoire. Au seuil des guerres samnites, à la veille d'un duel à mort contre les Sabelloques, Rome voulait s'assurer au moins la neutralité des Grecs dans le conflit et prévenir une coalition qui eût pu mettre en échec la réalisation de ses projets. Elle y réussit d'ailleurs. Dès le milieu du IV^e siècle, un historien, Héraclite du Pont, lui décernait le titre de ville grecque, « πόλις Ἑλληνίς », l'épithète la plus flatteuse que pût concevoir un Hellène (2).

D'ailleurs la décadence de l'hellénisme occidental, irrémédiable depuis la chute de Denys le Jeune et la mort de Dion, jointe au particularisme jaloux et incurable des cités grecques, vint apporter à la politique romaine le plus solide des appuis (3). Les luttes se multipliaient entre les villes et les dissensions intestines, dans le sein de chacune d'elles. Tarente, la puissante métropole de l'Italie du Sud, après une dernière période de splendeur au milieu du IV^e siècle, livrée à la démagogie,

(1) LIV., VIII, 22, 5-26, 6; DEN., XV, 5-8; XX, IV, 105-122; 454-468; *Fast. tr.*, à l'ann. 326.

(2) HERACL., cité par PLUT., *Cam.*, 22, 2. — (3) XX, IV, 313-322.

sombrail dans la jouissance et le pacifisme et s'acheminait rapidement vers la ruine ; dès 346, les Sabelliques avaient repris vers le sud leur séculaire et inlassable poussée. En Sicile, Syracuse, le boulevard traditionnel de l'hellénisme [dans les mers de l'Occident, venait d'avoir, avec le gouvernement de Timoléon, un de ces sursauts périodiques, mais éphémères, dont est faite toute son histoire (1). Vainqueur sur le Crimisus (vers 340), Timoléon repousse une fois de plus le flot menaçant de l'invasion carthaginoise, mais ce renouveau dure peu. Les troubles reprennent après sa mort et, pendant dix-neuf années, jusqu'à l'avènement d'Agathocle, Syracuse va vivre une nouvelle période de lamentable anarchie (2). A la faveur des guerres samnites et de l'affaiblissement du monde grec, deux maîtresses cartes dans leur jeu, les Romains poursuivent, régulière et ininterrompue, leur progression vers la Grande Grèce. Avant d'aborder la place elle-même, ils en occupent méthodiquement les approches à la fois vers l'ouest — établissement d'une colonie romaine dans l'île de Pontia (313), sentinelle avancée de la latinité vers l'hellénisme d'Italie, — et à l'est — occupation de l'Apulie et du pays des Iapyges (320-317).

Cette marche lente, mais implacable comme un phénomène de la nature, ne tarde pas à inquiéter Tarente. Sa diplomatie entre activement en scène. Elle se rapproche de ses vieux ennemis, les Sabelliques, et contribue à nouer les grandes coalitions de la guerre d'indépendance italienne. En même temps elle s'entend avec le tyran Agathocle de Syracuse, qui, après l'échec de son entreprise africaine, s'en vient chercher du côté de l'Italie une compensation à ses déboires. Agathocle reprend, en Italie, la grande politique de ses prédécesseurs, Hiéron et les deux Denys ; il veut assurer à Syracuse l'hégémonie des côtes de la péninsule sur les trois mers Tyrrhénienne, Ionienne et Adriatique. On le voit successivement en Bruttium, à Cro-

(1) CLXXIX, I, 319-338 ; CLIV, 190-218.

(2) CLXXIX, I, 352-353 ; CLIV, II, 218-225.

tone et à Corcyre. Mais deux grands événements presque simultanés, la bataille de Sentinum en 295 et la mort d'Agathocle en 289, ruinent les espérances de Tarente et marquent l'échec définitif de sa politique.

Et, pendant ce temps, à la fois par le littoral de la mer Tyrrhénienne et celui de la mer Adriatique, les Romains avancent toujours. Vainqueurs des Sabelliques, ils se constituent les héritiers de leur politique séculaire et commencent à entamer l'Italie grecque. Entre 286 et 282, ils répondent à l'appel de Thurii menacée par les Lucaniens et font entrer la ville dans la fédération italienne (1). Locres, Crotona, Rhegium reçoivent successivement des garnisons romaines ; par l'occupation de cette dernière, le détroit de Messine passe à titre permanent sous le contrôle romain et l'hellénisme occidental se trouve coupé en deux. Les légions poussent également vers le sud, le long de l'Adriatique. Dès 319, victorieuse des Frentans et des Samnites, l'armée romaine a débouché sur le versant de la mer orientale. Au cours des années suivantes, la brèche s'élargit et, de conquête en conquête, ne tarde pas à atteindre les frontières mêmes de la Grande Grèce. Mais, à ce moment même, les guerres samnites battaient leur plein, et Rome, soucieuse de ne pas attirer sur elle les armes de l'hellénisme, eut la sagesse de faire halte. En 303, elle concluait un traité avec Tarente (2) ; un article interdisait formellement aux flottes romaines de dépasser vers l'est le promontoire Lacinien (Cap di Nao) et, par conséquent, leur fermait rigoureusement l'accès de l'Adriatique. Aux prises avec les Sabelliques, le Sénat avait dû accepter la malencontreuse clause, sauf à s'en dégager plus tard. Thurii, Rhegium, Crotona, Locres tombées, Rome estime que le moment décisif est venu. Une escadre romaine de dix navires de guerre franchit la limite assignée par le traité

(1) LIV., *Per.* XI ; DEN., XIX, 13 ; PLIN., *Hist. nat.*, XXXIV, 32 ; XXVI, II, 375 ; CXXXI, 62 ; XX, IV, 334.

(2) APP., *Samn.*, VII, 1 ; XXVI, II, 347.

de 303 et cingla délibérément vers l'est. Un pas de plus, et le problème de l'Adriatique allait se résoudre au profit de Rome. C'était pour Tarente une question de vie ou de mort. La flotte tarentine fit une sortie et assaillit à l'improviste l'escadre romaine ; quatre navires furent coulés, un capturé, les autres prirent la fuite. Les Tarentins avaient fort bien taillé, mais, le premier moment d'enthousiasme passé, ils ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils s'étaient engagés dans une fort mauvaise affaire. Tarente ne pouvait avoir la prétention, à elle seule, et même avec les quelques alliés qu'il lui était loisible de recruter dans le voisinage, de tenir tête à l'Italie unifiée sous l'hégémonie romaine. Une seule solution, la solution traditionnelle, lui restait : l'appel à la mère-patrie, représentée dans la circonstance par son voisin d'outre-mer, le roi d'Épire, Pyrrhus (280).

II

LES CAMPAGNES DE PYRRHUS.

L'appel aux métropoles de la Grèce balkanique avait toujours été, à leurs jours d'épreuve, la suprême ressource des Hellènes occidentaux. Tarente elle-même, au cours de son histoire, avait eu fréquemment recours au procédé et l'emploi de condottieri avait constitué, dans les cas de danger sabellique, un des expédients usuels de sa politique. Vers 346, elle s'était adressée à sa métropole, Sparte, qui lui avait envoyé un de ses rois, Archidamos. Celui-ci, à la tête d'une troupe bigarrée de mercenaires, lutta pendant plusieurs années contre les Italiotes et finit, en 338, par tomber sur le champ de bataille (1). Le péril sabellique s'en accrût d'autant. A défaut de Sparte, dont, en raison de sa complète décadence, il n'y avait plus rien de sérieux à attendre, Tarente s'adressa alors à un aventurier, le roi d'Épire

(1) Diod., XVI, 62, 4-63, 1-3 ; 88, 3.

Alexandre le Molosse, à la fois oncle et beau-frère d'Alexandre de Macédoine (1). Lui aussi voulait avoir son épopée, et il projetait de se tailler un vaste royaume au sein de l'hellénisme occidental. Il combattit tout d'abord avec succès les Italiotes du sud, mais ses victoires et ses desseins de domination personnelle ne tardèrent pas à le brouiller avec l'ombrageuse république, qui, la crise terminée, souhaitait le voir partir au plus vite. La fortune se chargea de réaliser son vœu ; Alexandre fut tué devant Pandosia, au cours d'une campagne contre les Bruttians (vers 331-330). En 314, c'est l'expédition du Spartiate Acrotatos, fils du roi Cléomène II, en Sicile (2), et, quelques années plus tard, celle de son frère Cléonyme, dans l'Italie du Sud. Cléonyme débarque avec une forte armée de mercenaires et, allié aux Messapiens, contraint les Lucaniens à faire la paix avec Tarente. Puis, comme ses prédécesseurs, il se lance dans les aventures, où son intérêt personnel est seul en jeu ; il essaie de renverser Agathocle, échoue, se rabat sur la mer Ionienne, où il occupe Corcyre, mène une vie de pirate dans l'Adriatique et, sans gloire, sinon sans de multiples avatars, finit par regagner son pays (302 av. J.-C.) (3).

L'histoire de ces condottieri apparaît comme une longue et monotone répétition : appel de Tarente, refoulement des Italiotes, démêlés avec la cité au lendemain du succès, fin lamentable. Strabon (4) observe justement que Tarente s'est brouillée successivement avec tous les chefs d'armée qu'elle a appelés à son secours. La cause profonde de ce fait réside dans le malentendu chronique sur lequel repose cette coopération : Tarente, en les appelant, ne songe qu'à elle-même ; les chefs militaires, en accourant, n'ont en vue que leurs desseins personnels. Ce recommencement éternel, ce sera aussi l'histoire de Pyrrhus.

(1) Liv., VIII, 24, 1-18.

(2) Diod., XIX, 70, 4-71, 5 ; XX, IV, 327-328.

(3) Diod., XX, 104-105 ; Liv., X, 2, 1-15 ; XX, IV, 329-331.

(4) Str., VI, 3, 2 (p. 280 C.).

Dans une Italie en pleine marche vers l'unité, seuls le sacrifice des particularismes locaux sur l'autel de l'indépendance commune et la constitution d'un solide état militaire, sous la forme monarchique, auraient pu — encore ne faudrait-il pas en jurer — arrêter Rome et sauver l'hellénisme italien. Les Étrusques, les Samnites avaient succombé tour à tour pour n'avoir point compris suffisamment les nécessités nouvelles, ni réalisé à temps la formule politique qu'elles impliquaient. Éclairée par leur chute, la Grande Grèce saurait-elle se reprendre et éviter leur triste sort ?

Ambitieux et actif, mais aussi intrigant et brouillon, neveu d'Alexandre le Molosse et gendre d'Agathocle, héritier par conséquent des deux impérialismes épirote et syracusain, Pyrrhus avait conçu le plan d'un vaste empire — Épire, Italie du Sud, Sicile, peut-être Afrique du Nord — dont le double bassin de l'Adriatique et de la mer Ionienne devait constituer à la fois l'axe et le lien. L'idée était séduisante et, pour en faire une réalité, Pyrrhus ne manquait pas de sérieux moyens. Il disposait de troupes solides, dressées à l'école de l'armée macédonienne, alors la première du monde, et organisées à son image. Lui-même savait faire la guerre, pour l'avoir toujours pratiquée, et, énergie, clairvoyance, habileté, possédait les qualités principales du général en chef. Son royaume d'Épire constituait déjà une base d'opérations de premier ordre ; Pyrrhus l'avait agrandi encore au nord par l'annexion de l'Illyrie méridionale, au sud par celle de l'Acarnanie et de l'île de Corcyre. Maître de quatre cents kilomètres de côte balkanique, entre l'embouchure du Drin et le golfe de Corinthe, il tenait solidement une des deux rives du canal d'Otrante. L'appel angoissé de Tarente allait lui livrer la seconde. Ajoutons enfin, dernier avantage, qui n'était pas le moindre, la maîtrise de la mer, avec toutes les conséquences militaires et économiques que comporte ce privilège. Pyrrhus se garda bien de laisser passer l'occasion inespérée que lui offrait la fortune ; il vint

débarquer à Tarente au milieu de l'enthousiasme général.

En sa qualité de bon stratège, Pyrrhus arrivait porteur d'un plan de campagne nettement arrêté. Il ne pouvait avoir la prétention avec ses seules forces — vingt mille hommes, trois mille chevaux, quelques éléphants, — même augmentées des contingents des Grecs du sud, d'écraser la fédération italienne sous la forme que Rome lui avait donnée ; comme plus tard Hannibal, il n'avait qu'une carte sérieuse à jouer — la rupture de la fédération — et qu'un seul moyen de réussir — l'offensive de grande envergure. Les Romains, qui, cette fois, avaient nettement discerné le danger, ne lui en laissèrent pas le temps et se hâtèrent d'entrer en campagne, pour confiner leur adversaire au fond de la péninsule. Dans ce conflit de deux offensives, les Romains réussirent à marquer le premier point. Dès 280, avant même que Pyrrhus ait pu opérer sa jonction avec l'ensemble des contingents sabelliques, une armée romaine, sous les ordres de P. Valerius Laevinus, arrive dans l'Italie du Sud ; une seconde contient les Étrusques, une troisième surveille les Samnites pour les empêcher de rallier les troupes du roi d'Épire, une quatrième enfin reste en réserve à Rome. La supériorité de ses effectifs et l'immensité de ses réserves assurent ainsi à l'État romain, dès le début même des opérations, un avantage stratégique et tactique inappréciable. L'armée du sud, parvenue sur le littoral de la mer Ionienne, rencontre près d'Héraclée, entre cette ville et Pandosia, celle de Pyrrhus. Les qualités manœuvrières de Pyrrhus, la valeur de ses troupes, notamment de sa cavalerie, enfin ses éléphants déconcertent les Romains et lui donnent la victoire ; mais celle-ci a coûté cher ; les légionnaires ont fait dure résistance, ses pertes sont considérables — quatre mille Épirotes contre sept mille Romains — et, symptôme non moins inquiétant, l'armée romaine, en bon ordre, a fait retraite sur le territoire de l'Apulie. Du moins d'importants résultats sont-ils acquis : Grecs du Sud, Bruttians, Lucaniens,

Samnites méridionaux, Messapiens, rejoignent Pyrrhus en masse; le plan romain se trouve déjoué et, grâce à ce succès initial, Pyrrhus peut déclencher l'offensive d'où il attend la décision. Tout le sort de la campagne tenait à une question : l'Italie centrale resterait-elle fidèle à Rome ou au contraire, profitant de l'occasion qui lui était offerte, la fédération italienne allait-elle se disloquer? Tarente avait conservé des intelligences en Italie centrale, particulièrement chez les Étrusques et pouvait espérer, sans trop de témérité, qu'une offensive hardie entraînerait une défection générale.

Pour exploiter l'effet de surprise et profiter de la liberté de mouvements que lui vaut, momentanément du moins, la victoire d'Héraclée, Pyrrhus marche sur l'Italie centrale par la voie la plus courte. Son but n'est pas de prendre Rome, qui, à la suite de l'invasion gauloise, a construit pour sa protection une solide enceinte et dont le siège exigerait des moyens qu'il ne possède pas, mais de provoquer par sa présence ce soulèvement général des alliés qui seul pourra réduire le peuple romain à merci. A travers le réseau serré des colonies romaines et latines qu'il ne s'attarde pas à réduire, il gagne la Campanie et, par les vallées du Liris et du Trerus, marche sur le Latium. Aux confins du Latium, à Anagni ou à Préneste, — les textes diffèrent sur ce point, — il s'arrête. Rien ne bouge et il n'ose s'aventurer plus loin. Les Étrusques, maintenus dans l'obéissance, s'entendent avec Rome. Sur les derrières mêmes de Pyrrhus, qui n'a pas les effectifs nécessaires pour assurer sa longue ligne de communications avec Tarente, les armées romaines manœuvrent pour lui couper la retraite. Le raid a échoué. La ligue italienne reste décidément fidèle à Rome; la mauvaise saison approche. Pyrrhus bat rapidement en retraite, se replie sur la Campanie, d'abord, sur Tarente, sa base d'opérations, ensuite.

Il employa l'hiver à incorporer dans son armée les éléments italiotes du sud, Grecs Samnites, Lucaniens, Bruttians, Apu-

liens, qui étaient passés à sa cause. Au printemps de 279, il se trouva prêt et, fidèle à sa tactique d'offensive, un des articles essentiels du crédo militaire macédonien, il ne tarda pas à rentrer en campagne. Sa première offensive par le littoral de la mer Tyrrhénienne avait échoué; le Latium n'avait pas remué et Pyrrhus lui-même n'avait pu donner la main ni aux Ombriens, ni aux Étrusques. Il va renouveler sa tentative, mais cette fois par le versant adriatique; il va tenter de gagner l'Italie centrale en se couvrant du rideau protecteur de l'Apenin; il s'avance jusqu'à Ausculum en Apulie, mais les Romains ont éventé son plan et pris leurs précautions en conséquence. L'armée romaine borde la ligne de l'Aufidus (Ofanto), couverte sur ses flancs par la mer, à l'est, par la montagne et le point d'appui de Venusia, à l'ouest; instruite par l'expérience, elle est munie d'engins spéciaux, notamment de chars pour combattre les éléphants. Pyrrhus manœuvre par enveloppement; ses qualités de chef, non moins que la supériorité manœuvrière de ses troupes, lui assurent encore la victoire. Le passage se trouvait ouvert, mais le combat avait été rude — Pyrrhus avait perdu trois mille cinq cent hommes, les Romains six mille — et l'issue, en somme, dépendait de la manière dont le vainqueur pourrait ou saurait exploiter son succès. On fut bientôt fixé sur ce point; malgré l'avantage remporté, Pyrrhus n'osa pousser plus avant et, cette fois encore, se replia sur Tarente. L'offensive par l'Adriatique était manquée comme, l'année précédente, l'offensive par la mer Tyrrhénienne. La ligue italienne, dans son ensemble, restait intacte.

A la suite de ce double échec, qui lui a révélé les difficultés de son entreprise et la solidité de l'œuvre romaine, le roi d'Épire essaie de faire la paix, sur la base de l'indépendance de la Grande Grèce, formule qui sauvegardait à la fois l'hellénisme d'Italie et ses propres projets d'avenir. On hésita d'abord à Rome, où un parti puissant poussait à la paix. Mais un facteur décisif fit pencher la balance en sens inverse. Carthage,

inquiète pour ses possessions de Sicile et désireuse d'en écarter Pyrrhus, offrit son alliance et une flotte carthaginoise, sous les ordres de Magon, vint croiser à l'embouchure du Tibre. Dans une intervention mémorable, Appius Claudius Caecus, le chef des intransigeants, entraîna la majorité du Sénat (1).

Dès lors, la politique romaine a son programme avoué, l'unité italienne, et sa conclusion pratique : pas de paix avec Pyrrhus, tant qu'il n'aura pas quitté le sol de l'Italie. Pyrrhus et Rome : deux volontés qui se heurtent, deux programmes qui s'affrontent; chez l'un, l'indépendance de la Grande Grèce sous la forme macédonienne de la monarchie militaire; chez l'autre, l'unité italienne sous l'hégémonie romaine. Entre ces deux plans diamétralement opposés, pas de conciliation, pas de compromis possible, mais une lutte à mort qui ne pouvait se terminer et ne prendra fin en réalité que par la ruine complète de l'un des deux adversaires. Militairement et diplomatiquement, la fortune avait prononcé contre le roi d'Épire. Il s'en rendit compte, et sans s'obstiner dans une défensive nécessairement stérile, il tourna ses regards ailleurs. La Sicile s'offrait à lui; il courut à une tâche plus facile et, au point de vue de ses intérêts personnels, non moins séduisante.

III

ROME, PYRRHUS ET CARTHAGE.

La première phase du conflit entre Rome et Pyrrhus provoque un fait nouveau dont les conséquences vont être considérables pour l'histoire ultérieure de l'Italie; l'intervention de Carthage dans les affaires de la péninsule. Il importe, pour

(1) ENNIUS cité par CIC., *De Sen.*, 6, 16; LIV., *Per.* XII; PLUT., *Pyrr.*, 18, 5-19, 5; APP., *Samn.*, 10, 2; CIC., *Brut.*, 14, 55 (= F. P. R. p. 80, fr. 144); XX, IV, 344-347.

en comprendre le sens et la portée, de revenir quelque peu en arrière.

Depuis la fin du ^{vi}e siècle, le sort de la mer Tyrrhénienne s'est joué entre quatre grands États méditerranéens : les Étrusques, Marseille, Carthage, Syracuse. Venus en Italie dès le ^{xi}e ou le ^xe siècle, peuple de marins et de pirates, les Étrusques ont, les premiers, dominé cette mer qui devait conserver leur nom. Au ^{vi}e siècle, les Grecs de Marseille entrent en lice et leurs compatriotes, les Phocéens, viennent fonder en Corse la colonie d'Alalia (1). A la même époque, Carthage, qui a recueilli l'héritage phénicien d'Occident, fait son apparition dans les eaux italiennes (2). Enfin, dès le début du ^ve siècle, ce sera le tour de Syracuse, la grande métropole dorienne qui ne va pas tarder à revendiquer la direction de l'hellénisme occidental (3).

De ces quatre impérialismes — marseillais, étrusque, syracusain, carthaginois — qui se disputeront avec âpreté l'hégémonie de la mer Tyrrhénienne, le premier, l'impérialisme marseillais, disparut de bonne heure. La bataille d'Alalia, suivie de l'évacuation de la Corse par les Grecs et de l'effondrement de la thalassocratie phocéenne, l'atteignit par contre-coup. Confinée dans le golfe du Lion, où elle prendra par la suite une magnifique expansion, Marseille ne reparaitra plus dans la mer Tyrrhénienne. L'exclusion de Marseille laissait le champ libre aux Étrusques et aux Carthaginois; pendant près de soixante ans, cette mer resta en leur pouvoir. Mais, dès la fin du ^{vi}e siècle commence la décadence de l'Étrurie. C'est d'abord l'échec devant Cumes, puis la perte du Latium, et, en 474, la bataille navale de Cumes par laquelle les Grecs de cette ville et de Syracuse enlèvent définitivement à l'Étrurie l'em-

(1) **XX**, II, 364-365; **XI**, I, 213-220; **CXV**, 17 sq.

(2) **VII**, I, 424 sq.; **XX**, II, 362-363; 370.

(3) **XX**, II, 366-372; **CLXXIX**, I, 215 sq.; **CXXXIII**, II, 201 sq.; **CLIV**, I, 192 sq.

pire de la mer. Au iv^e siècle, l'Étrurie s'effondre. Dans le domaine de la Tyrrhénienne, seules Carthage et Syracuse restent en présence; leur duel politique et économique se poursuit implacable pendant plus de deux siècles. C'est vers la fin du vi^e siècle que Carthage, héritière des Phéniciens, avait pour la première fois paru en Sicile; dès le début du siècle suivant, le conflit avec l'hellénisme, représenté par les deux grandes villes de Syracuse et d'Agrigente, éclate. En 480, la victoire d'Himère délivre temporairement la Sicile du danger carthaginois et fonde la grandeur de Syracuse. Carthage avait échoué pour avoir trop cru en ses propres forces et sous-estimé celles de l'adversaire. La leçon lui profita. Les soixante-dix années qui suivirent sa défaite, furent pour elle une période de recueillement où elle prépara activement sa revanche. En 409, la guerre reprend, lutte acharnée où les Sémites d'Afrique vont trouver successivement en face d'eux des hommes comme Denys l'Ancien, Timoléon, Agathocle. Mais, avec le iii^e siècle, l'heure du déclin arrive pour Syracuse. Les mercenaires révoltés d'Agathocle, maîtres de Messine, la menacent; les Carthaginois viennent l'assiéger par terre et par mer. Fait plus grave encore : Mamertins et Carthaginois s'allient contre elle. La grande cité dorienne ne compte plus. Le champ semble définitivement libre pour Carthage.

L'équilibre traditionnel de la mer Tyrrhénienne, par l'effacement successif de Marseille, de l'Étrurie, de Syracuse, s'est converti en un monopole politique, maritime et économique au profit de Carthage. Mais à ce moment précis apparaît un élément nouveau; l'Italie, partiellement déjà unifiée par Rome, entre en scène. Comment va s'opérer la prise de contact entre l'Empire carthaginois, d'une part, Rome et l'Italie, de l'autre ?

Les relations entre Rome et Carthage remontaient à une date déjà ancienne. Polybe date du consulat de L. Junius Brutus et de M. Horatius, « les premiers consuls nommés après l'expul-

sion des rois », donc, selon la chronologie traditionnelle, de 509 avant Jésus-Christ, le premier traité conclu entre les deux villes, et il en donne le texte (1). Mais, en raison du libellé même, la date en est absolument inadmissible (2) et représente un de ces cas d'anticipation, si nombreux dans l'histoire primitive de Rome. Cette impossibilité ne prouve nullement d'ailleurs que, dès cette époque reculée, plus tôt même, un traité de ce genre n'ait pas existé. A la fin du ^{vi}e siècle, Étrusques et Carthaginois coalisés combattent en commun les Phocéens et l'alliance est surtout étroite entre Carthage et Étrusques de Caere, ces derniers en rapports suivis avec la dynastie étrusque de Rome. Il peut se faire, par conséquent, qu'il ait existé un traité d'alliance ou du moins d'amitié entre les Tarquins et Carthage, mais, en tout cas, au temps de Polybe, on n'en connaissait plus le texte. De plus, Tite-Live (3) mentionne, en 348, un traité entre Rome et Carthage, dont Diodore (4) et Orose (5) s'accordent à dire qu'il a été le premier. C'est la date à laquelle se rapporte en réalité le premier des traités transmis par Polybe, époque où Rome a constitué l'unité du Latium et est devenue par là l'État principal de l'Italie centrale (6). Il s'agit, en l'espèce, d'une délimitation des sphères d'influence réciproques, l'Afrique, la Sicile carthaginoise, pour Carthage, et, pour Rome, l'ensemble du Latium.

Un peu plus tard, probablement en 343, date à laquelle Tite-Live, sans parler de traité, signale la venue d'une ambassade carthaginoise à Rome (7), Rome et Carthage concluent un nouveau traité, destiné à préciser le premier et dont Polybe

(1) POL., III, 22. — Dans le même sens, E. NISSEN, dans **L**, 1867, 321-332; **XXII**, II, 813-314; **CXCIV**, 52-56; **VII**, III, 67 sq.; M. GELZER, dans **XXII**, s. v. *Latium*, 951.

(2) Cf. **CLXXXIII**, 320-328; **I**, III, 180, n. 1; **XX**, III, 193; 399-401; **IV**, 373; **CCXXVI**, I, 254 sq., et le tableau récapitulatif, 269; en dernier lieu, A. FIGANIOL, dans **LXIV**, 1923, 178-188.

(3) LIV., VII, 27, 2. — (4) DIOD., XVI, 69.

(5) OROS., III, 7, 1. — (6) **XX**, III, 193; 399-405; **IV**, 372-376.

(7) LIV., VII, 38, 2.

nous a également conservé le texte (1). Deux faits essentiels sont à noter dans ce second traité : il ne vise plus seulement les Carthaginois et leurs alliés, ces derniers sous forme globale et anonyme, mais nomme expressément les habitants de Tyr et d'Utique, et, d'autre part, en interdisant aux Romains de franchir les points de Mastia et de Tarséion sur la côte méridionale d'Espagne, les Carthaginois se font reconnaître, au sud de cette dernière péninsule, une nouvelle zone d'influence qui vient s'ajouter aux autres.

Les deux traités précédents n'étaient encore que des traités d'amitié et de commerce, par lesquels les deux contractants avaient limité leurs sphères d'influence réciproques. Quand et comment Rome et Carthage franchirent-elles le pas qui, de ces accords commerciaux, devait conduire à des accords politiques ? Tite-Live (2) mentionne à la date de 306 un traité dont il nous dit expressément qu'il a été le troisième ; l'historien Philinos d'Agrigente parlait d'une convention « qui fermait aux Romains toute la Sicile et aux Carthaginois toute l'Italie », dont Polybe (3) nie l'existence, mais qui n'en semble pas moins avoir réellement existé ; selon toute vraisemblance, il s'agit dans les deux textes d'un seul et même acte diplomatique, traité de caractère nettement politique cette fois, qui se placerait en 306 (4). Enfin l'invasion de Pyrrhus, par les éventualités mêmes dont elle menaçait à la fois Carthage et Rome, provoqua la conclusion entre les deux États d'une véritable alliance politique, doublée, comme il convient, d'une convention militaire (279). Les clauses des traités antérieurs, nous dit Polybe (5) — par conséquent aussi celles

(1) POL., III, 24 ; **XX**, III, 402-403 ; IV, 375. Au contraire, MOMMSEN, E. TABLER (*loc. cit.*), quelques autres modernes encore adoptent pour ce traité la date de 306.

(2) LIV., IX, 43, 26. — (3) POL., III, 26, 2-4 ; SERV., *Ad. Aen.*, IV, 628.

(4) **VII**, III, 66-72 ; **CLXXIX**, II, 229 ; M. CARY, dans **LIV**, 1919, 66-67 ; A. PIGANTOL, dans **LXIV**, 1923, 187.

(5) POL., III, 25 ; cf. LIV., *Per.* XIV ; **XX**, IV, 375-376 ; **CCXXVI**, I, 264 sq. ; **VII**, III, 72-73.

du traité de 306 dont il ne parle pas — restèrent en vigueur, mais on les compléta de dispositions nouvelles, directement inspirées des nécessités du moment. Le texte de ces clauses supplémentaires, tel que nous l'a transmis Polybe (1), ne présente pas toujours la clarté désirable et a provoqué de nombreuses controverses; du moins, et c'est l'essentiel, peut-on en discerner les grandes lignes. Rome et Carthage s'engagent formellement à ne pas conclure avec Pyrrhus de paix séparée; elles se viendront en aide mutuellement, si l'une des deux puissances est attaquée sur son territoire et à condition qu'elle en fasse la demande expresse. Après ces bases générales viennent les modalités d'exécution.

« Quel que soit celui des deux contractants qui ait besoin de secours, c'est Carthage qui fournira les vaisseaux pour l'aller et le retour; quant aux vivres, chaque peuple les fournira aux siens. Sur mer aussi, les Carthaginois prêteront assistance aux Romains en cas de nécessité, mais personne ne pourra forcer les équipages à débarquer contre leur gré. »

Par ce traité, Carthage avait voulu surtout prévenir un passage éventuel de Pyrrhus en Sicile et garantir ainsi ses possessions siciliennes. En fait, il ne tint qu'à Rome que le traité d'alliance entrât immédiatement en vigueur. Lors de la seconde offensive de Pyrrhus en 279, Carthage offrit sa coopération militaire. Un de ses amiraux, Magon, vint croiser à l'embouchure du Tibre avec cent vingt navires et proposa d'entrer en action contre l'ennemi commun. Les Romains refusèrent, sous le prétexte qu'ils n'avaient pas l'habitude de recourir aux milices étrangères, en réalité parce qu'ils avaient percé à jour le jeu de Carthage et entendaient la tenir à l'écart des affaires de la péninsule (2). Inversement, lorsque Pyrrhus, passé en Sicile, se mettra à conquérir la partie carthaginoise de l'île, Rome ne viendra pas au secours de Carthage, et il

(1) POL., III, 25. — Sur l'interprétation des clauses, I, III, 2, 401-404; CCXXVI, I, 264-268; XX, IV, 375-376; VII, III, 72-73.

(2) VAL. MAX., III, 7, 10; JUST., XVIII, 2, 1-3; XX, IV, 376; VII, III, 73.

semble même qu'il n'en ait jamais été question. Au fond, Carthage ne tenait pas plus à voir l'armée romaine en Sicile que Rome, les contingents carthaginois en Italie. Les deux contractants ne voyaient dans le traité qu'une garantie éventuelle et ne l'avaient signé qu'avec le ferme désir de n'en jamais faire jouer les clauses. D'ailleurs, sous couleur de fidélité à l'alliance, la politique carthaginoise semble avoir mené double jeu. L'achèvement de l'unité italienne sous les auspices de Rome l'inquiète à la fois pour son hégémonie maritime dans la mer Tyrrhénienne et pour la sécurité de ses possessions de Sicile. Magon, son offre de collaboration déclinée par les Romains, se tourne vers Pyrrhus et parle de médiation (1). Nous saisisons un peu plus tard, lors du siège de Tarente, une manœuvre du même genre.

Tandis que Pyrrhus s'attarde à son intermède sicilien, les Romains, exploitant vigoureusement son absence, remportent toute une série de succès; les Lucaniens, les Samnites, les Bruttians sont battus; en 277, le consul L. Cornelius Rufinus reprend Crotone; Tarente, réduite à ses seules forces, va succomber. C'est alors qu'elle lance son appel désespéré à Pyrrhus, l'espoir suprême de l'hellénisme occidental. Pyrrhus revient, mais son armée n'est plus la même, ni au point de vue de la quantité — il a perdu beaucoup de monde au cours des campagnes précédentes, — ni surtout en qualité — ses meilleures troupes, les Épirotes, ont fondu et il a fallu les remplacer par des recrues italiennes qui sont loin de les valoir; quant à sa flotte de guerre, nécessaire pour assurer sa liaison permanente avec la mère patrie, les Carthaginois l'ont mise à mal, lors de son retour de Sicile, et en partie détruite. L'enthousiasme, la confiance dans le succès de la cause ont disparu; les alliés italiens ne pardonnent pas à Pyrrhus son abandon momentané. Dans ces conditions, seule, une grande victoire peut relever ses

(1) JUST., XVIII, 2, 4-5.

affaires ; il la cherche dans une nouvelle offensive vers le nord et, par l'Apulie, tente de s'ouvrir le chemin de la Campanie. Mais, cette fois encore, l'armée romaine lui barre la route et l'attend près de Malventum, la future Bénévent. Les dures expériences passées, le long répit que Pyrrhus lui a laissé par son expédition de Sicile, lui ont permis d'apprendre et de se perfectionner. La grande supériorité de Pyrrhus, qu'il devait à la science militaire hellénistique, tenait surtout à la manœuvre ; or les procédés tactiques en sont dès lors éventés et l'effet de surprise a fait son temps ; toute une tactique de combat contre les éléphants a été élaborée. Guérie de ses faiblesses comme de ses lacunes, l'armée romaine conserve ses éléments de succès traditionnels, le nombre, la valeur, l'ardent patriotisme. Elle a enfin dans la personne de M'. Curius Dentatus trouvé un chef capable de la conduire à la victoire. L'issue dès lors ne pouvait faire aucun doute. Pyrrhus tente de surprendre l'armée romaine ; il est battu, et c'est avec quelques rares débris qu'il réussit à regagner Tarente. Cette fois il n'a plus rien à faire en Italie. Sous prétexte d'aller chercher des renforts, il part en promettant un prompt retour ; du moins a-t-il la prudence de se ménager l'avenir. Milon, son lieutenant, lui assure, par l'occupation de la citadelle de Tarente, la possession permanente de cette puissante base d'opérations. Malgré ses promesses, Pyrrhus ne devait jamais revenir ; trois ans plus tard, l'homme qui avait mis Rome en péril et failli tuer dans l'œuf l'unité italienne, allait mourir obscurément dans une lutte de rues à Argos (272).

IV

L'AGONIE DE L'ITALIE PRÉROMAINE.

Le sort de la Grande Grèce avait été scellé sur le champ de bataille de Bénévent. L'unité de l'Italie péninsulaire se trouvait réalisée au profit de Rome ; il ne restait plus qu'à la compléter.

Livrés à eux-mêmes, les Grecs du sud se soumettent les uns après les autres ; Locres reçoit une garnison romaine. Tarente seule tient bon et lutte jusqu'au bout pour son indépendance nationale. Mais des dissensions se font jour dans la place. Par défiance de Milon, qui tient toujours la citadelle et l'arsenal, les Tarentins lui demandent l'évacuation ; il refuse. Tarente joue alors sa dernière carte, l'appel à Carthage, espérant à la faveur de cette intervention sauver sa liberté ou du moins arracher à Rome, par crainte du danger carthaginois, des conditions acceptables. Une flotte carthaginoise vient prendre position devant la ville, tandis que, de son côté, l'armée romaine, sous les ordres des consuls Sp. Carvilius et L. Papirius Cursor, bloque par terre la cité. Situation singulière et complexe : Tarente, Milon, Carthage, Rome, quatre politiques] aux prises devant la grande ville grecque, qui, à ce moment suprême, apparaît comme le dernier réduit de l'indépendance italienne expirante. L'attitude de Tarente et du lieutenant de Pyrrhus étaient dans la logique des choses et n'offraient rien qui pût surprendre ; mais l'intervention de Carthage, véritable *deus ex machina* en la circonstance, pouvait entraîner pour la politique romaine les plus graves conséquences. Carthage installée dans l'Italie du Sud, c'était l'unité italienne différée et peut-être même rendue impossible. Rome se plaignit amèrement et déclara qu'elle voyait dans l'attitude de Carthage, contraire aux traités, une violation formelle des accords antérieurs. A ne considérer que la lettre, elle n'avait pas tout à fait tort, mais il y a des cas, malheureusement trop nombreux, en politique, où seuls les faits comptent, et l'on se trouvait en présence d'une situation de ce genre. La solution du problème était aux mains de Milon. Encerclé vers la mer par la flotte carthaginoise, vers la terre par l'armée romaine, il ne pouvait tenir longtemps ; mais, si sa capitulation était inévitable, restait à savoir aux mains et au profit de qui elle aurait lieu. Comme cela devait entraîner nécessairement la reddition de Tarente elle-même, on saisit

l'importance exceptionnelle de la décision qu'il se trouvait appelé à prendre. Rome obtint la préférence, et sans doute faut-il chercher la raison du fait dans la confiance très limitée que le lieutenant de Pyrrhus nourrissait à l'égard des Carthaginois. Le Sénat, heureux de s'en débarrasser à si bon compte, lui accorda le libre départ avec les honneurs de la guerre et le trésor que Pyrrhus avait remis à sa garde. L'acropole occupée par l'armée romaine, Tarente capitula à son tour. Elle entra dans la fédération italique, en qualité d'alliée de Rome, mais au prix de conditions particulièrement dures ; outre la perte de son indépendance et de sa souveraineté nationales, elle dut abattre son enceinte fortifiée, payer un tribut de guerre et recevoir dans sa citadelle, à titre permanent, une garnison romaine. Elle avait fait trembler Rome, attiré Pyrrhus en Italie, risqué de ruiner la grande idée romaine de l'unité italienne. Plus encore, Tarente, c'était la porte ouverte sur l'Orient, et cette porte, il fallait la fermer définitivement à toute intervention hellénique ultérieure. Rancunes du passé à satisfaire, précautions d'avenir à prendre, telles sont les causes principales qui expliquent la rigueur exceptionnelle du sort fait par la politique romaine à Tarente, en 272. L'hellénisme d'Italie n'avait pas su sacrifier à temps ses traditions particularistes aux nécessités supérieures de l'indépendance nationale ; la chute de Tarente marquait sa ruine définitive et constituait son arrêt de mort.

Avec Tarente tombait l'âme même de la résistance anti-romaine. Les huit années (272-264 av. J.-C.) qui séparent la prise de la ville du début des guerres puniques, représentent une période de conclusion et de liquidation générale. Rome tire les conséquences de sa victoire et complète par une série d'opérations de détail le grand œuvre de l'unité péninsulaire italienne. Les événements se déroulent sur trois théâtres principaux : le midi, le Samnium, l'Étrurie du Nord. Dans le midi de l'Italie, Rome reprend Rhegium dont la gar-

nison campanienne s'était révoltée au cours de la guerre; aux Bruttians, alliés de Tarente, elle accorde des conditions acceptables; de 269 à 266, elle bat les Messapiens, conquiert la péninsule d'Otrante et met la main sur Brindes, où une colonie latine viendra s'installer en 244. Par la possession de Rhegium et de Brindes, deux points stratégiques qui se complètent, l'un sur le détroit de Messine, l'autre sur le canal d'Otrante, elle tient désormais les clefs des passages et assure d'une manière permanente les communications entre ses deux grandes mers. Les Lucaniens font la paix. Le Samnium, en grande partie annexé à Rome et couvert de colonies, à l'exception de la région centrale, celle des Pentri, qui garde une certaine indépendance, cesse de compter. A la suite de deux expéditions successives, les Samnites Caracènes, en 269, et le Picenum, l'année suivante, capitulent. En Étrurie, Rome intervient victorieusement à Volsinies (265) alors en proie à la révolution sociale, et, en Ombrie, contre les Sarsinates que les consuls D. Junius Pera et N. Fabius Pictor contraignent à faire leur soumission. L'établissement d'une série de colonies, Bénévent et Ariminum (268), Firmum (264), Aesernia (263), plus tard Brindes (244), la continuation de la Voie Appia sur Venusia, d'abord, Brindes et Tarente ensuite, consolident les résultats acquis et les rendent définitifs. La conquête de l'Italie méridionale, conséquence de la défaite de Pyrrhus et de la chute de Tarente, a porté à plus de 130 000 kilomètres carrés le territoire de la fédération italienne (1). Triomphe d'une idée et œuvre d'une volonté, l'unité de la péninsule dans les limites de la Macra, à l'ouest, et de l'Aesis, à l'est, se trouve désormais réalisée. L'histoire de l'Italie primitive a pris fin; celle de l'Italie romaine va commencer.

(1) **XXVI**, II, 425.

CHAPITRE V

L'ORGANISATION DE L'ITALIE PAR ROME

I

ANNEXION ET FÉDÉRATION.

L'organisation de l'Italie conquise, telle que nous la trouvons réalisée au III^e siècle avant Jésus-Christ, apparaît comme une œuvre de longue haleine qui ne s'est opérée ni d'un seul coup, ni d'une manière uniforme. Elle a marché du même rythme, du même pas que la conquête elle-même. Pendant plusieurs siècles, Rome a appris, tâtonné et, phénomène constant dans son histoire séculaire, largement tenu compte des données de l'expérience.

A défaut des particularités dont l'état de la tradition nous refuse trop souvent la connaissance, du moins pouvons-nous discerner les idées générales et, à titre de formules précises et définitives, enregistrer les résultats. Deux grands systèmes parallèles, l'annexion et la fédération, essayés d'abord dans le champ restreint du Latium, puis sur le terrain plus large de l'Italie centrale, mis au point et perfectionnés, ont fini par être étendus à l'Italie péninsulaire tout entière.

BIBLIOGRAPHIE. — *Textes.* — Les textes sont épars. Il faut mentionner particulièrement: a) pour les § I-III, TITE-LIVE, VIII, 13, 10-14 (réorganisation du Latium en 338); VIII, 17, 12; IX, 43, 24; X, 1, 2-3; VELLEIUS PATERCULUS, I, 14-15 (histoire générale de la colonisation romaine); FESTUS, s. v. *Municeps* (pp. 117 et 126), *Municipium* (p. 155), *Praefecturae* (p. 262); AULU-GELLE, *Nuits Att.*, XVI, 13, 17; b) pour le § IV, POLYBE, II, 24, et VI (en fragments), 19-42.

Ouvrages principaux. — XIV, VIII, 3-78; XX, III, 351-374; IV, 406-428; XXVI, II, 430-464; LXXXIX; XXV, 14-24.

Le système de l'annexion est le plus ancien ; nous le trouvons en faveur dès les origines de Rome, mais, au cours des siècles, il a évolué aussi bien dans sa forme que dans ses modalités d'application. Au début, il comprend deux variantes fondamentales : on annexe le territoire et, quant aux habitants, lorsqu'on ne les supprime pas purement et simplement par le massacre collectif ou la vente en esclavage (1), on les transpose à Rome ; ce procédé sommaire présente le triple avantage d'une extension territoriale, d'une augmentation numérique de la population de la cité et enfin d'une sécurité parfaite dans la possession du pays conquis. C'est de cette manière que la Rome primitive a traité certaines localités de sa banlieue immédiate : Politorium, Tellène, Ficana, Medullia, enfin Albe (2). L'aristocratie, quand elle a fait sa soumission en temps utile, reçoit le droit de cité ; on vend le reste de la population comme esclave ou on le verse dans la plèbe.

Second procédé : on annexe le territoire, mais sans en transplanter les habitants qu'on laisse en place ; tel est le cas, selon la tradition, d'Antemnae, Caenina au temps de Romulus (3), des villes annexées par Tarquin l'Ancien, Ficulea, Crustumerium, Collatia, Nomentum (4). L'État romain, dans ce cas, confisque une partie variable du territoire, généralement la moitié ou les deux tiers, et il en dispose de façon diverse ; ou bien, lorsqu'il s'agit de points stratégiques particulièrement importants, comme Ostie, à l'embouchure du Tibre, il en fait l'objet d'assignations collectives sous forme de colonies romaines, ou bien il en investit individuellement (*virilim*), à raison de trois, quatre, quelquefois sept jugères par tête, les citoyens romains qui vont s'y établir. Parfois enfin l'État conserve le

(1) C'est le cas d'Apiolae (DEN., III, 49), de Corniculum (DEN., III, 50) et plus tard de Véies (voir ci-dessus p. 182).

(2) LIV., I, 29-30, 2 ; 33, 1-2 ; DEN., III, 31 ; 43 ; CIC., *De Rep.*, II, 18, 33.

(3) LIV., I, 11, 1-3 ; DEN., II, 35. Les habitants de ces deux villes, qui y consentirent, précise Denys, furent transplantés à Rome.

(4) LIV., I, 38, 1-4 ; DEN., III, 49-51.

territoire conquis en qualité indivise de domaine public (*ager publicus*). Le domaine ainsi annexé à l'État romain est divisé en tribus, les trente et une tribus rustiques, de création successive, instituées précisément à mesure des annexions elles-mêmes.

Avec le iv^e siècle, par une transformation nouvelle, apparaît le municipe. Idée féconde et de conséquences incalculables, — l'élargissement de la cité victorieuse par la concession des droits civiques aux vaincus, — mais que Rome saura appliquer avec la prudence et les réserves nécessaires. En 381, au lendemain de la révolte des villes latines, qui suit la prise de Rome par les Gaulois, Tusculum, la première — *municipium antiquissimum*, dira Cicéron (1) — est érigée en municipe; elle entre dans l'État romain, ses habitants reçoivent la cité, mais toutefois sous une forme incomplète (*civitas sine suffragio*); Rome leur accorde les droits civils — mariage et propriété, *connubium et commercium* — mais non les droits politiques — électorat et éligibilité, *jus suffragii* et *jus honorum*. La ville conserve en outre une large autonomie communale. Le système, qui offrait pour Rome le double avantage d'accroître la puissance romaine par l'incorporation de nouveaux citoyens et d'associer les vaincus à la grandeur de la puissance victorieuse, sans les mettre toutefois sur un pied d'égalité absolue avec les anciens citoyens, ne tarda pas à prendre une extension toujours croissante. La ville étrusque de Caere, annexée en 353, fut l'objet d'un traitement analogue; puis, après la dissolution de la Ligue latine, vinrent un certain nombre des cités du Latium, Aricia, Lanuvium, Nomentum et Pedum, et, en dehors du Latium, Cumes, Capoue, Fundi, Formiae, Suessula (338), Atella et Calatia peut-être à la même époque, Acerrae (332), Anagnia (306), Arpinum et Trebula (303), les villes de Sabine (290), d'autres encore.

(1) CIC., *Pro Planc.*, VIII, 19; *Pro Balb.*, XIII, 31; *De Off.*, I, 11, 35; FEST., s. v. *Municipium*, p. 155.

Pas plus que le système de l'annexion, celui de la fédération n'est une innovation romaine; le Latium le connaissait, nous l'avons vu, de longue date. Cette idée, à laquelle elle va faire une fortune extraordinaire, Rome en a trouvé le prototype dans les vieilles fédérations latines, surtout dans la ligue albaine, telle qu'elle existait à la fin du VIII^e et au début du VII^e siècle, telle aussi que les rois étrusques l'avaient reconstituée au VI^e autour du sanctuaire fédéral de Diane sur l'Aventin (1). Rompue par la chute des Tarquins, cette idée fédérative reparait sous la forme de la triplice romano-latino-hernique, qui restera la base de la politique extérieure romaine jusqu'au milieu du IV^e siècle avant Jésus-Christ. Un autre élément analogue, quoique d'importance infiniment moindre, entre aussi en ligne de compte. Rome, en dehors du lien fédéral qui l'unissait aux Latins et aux Herniques (2), possédait avec une des villes latines, sa voisine Gabies, un traité d'alliance très ancien que la tradition faisait remonter jusqu'à Tarquin le Superbe (3). A la suite de la prise de Rome par les Gaulois, la fédération se brise; les Herniques et une partie des Latins s'en détachent, mais Rome tenait à ce pacte fédéral, qui représentait pour elle à la fois une garantie et un moyen d'action de premier ordre; par ses victoires, elle reconstitue la ligue en 358. Enfin, en 338, au lendemain de la grande guerre latine, Rome se sent assez forte pour en finir et remanier le système de la fédération à son profit exclusif. Un certain nombre de villes latines, celles qui ne furent pas annexées, signent avec Rome, mais isolément et seule à seule, des traités d'alliance, telles Tibur, Préneste et Cora. Le principe de la fédération par traités particuliers entre Rome et les diverses cités d'Italie, sur le type de la vieille alliance entre Rome et Gabies, se trouvait ainsi créé; les guerres de l'indépendance italienne auront

(1) LIV., I, 52, 4; DEN., III, 54; IV, 26, 5; 48; CCXXVI, I, 383-384.

(2) Voir plus haut, p. 175-179.

(3) DEN., IV, 58; CCXXVI, I, 380-383.

pour résultat son extension à l'Italie péninsulaire tout entière.

Aucun de ces deux systèmes, annexion et fédération, sur lesquels repose en dernière analyse l'organisation de l'Italie romaine, n'est original à Rome; l'Italie et le monde méditerranéen, en général, les connaissaient de longue date. Sparte, en particulier, les avait successivement pratiqués l'un et l'autre. Mais Rome les fait siens à un double titre, par la forme qu'elle leur donne et l'équilibre qu'elle sait maintenir entre eux. Dans le système de l'annexion, les nouveaux sujets sont admis à la cité, mais avec les restrictions que l'expérience et la sagesse commandent; dans celui de la fédération, les vaincus n'ont entre eux aucun lien juridique, mais ils sont liés isolément à Rome et d'après des stipulations variables. Non moins savant est l'équilibre que Rome s'attache à conserver entre les deux systèmes, l'habile dosage de l'un et l'autre, et dont la formule peut se résumer dans les mots : ni trop de nouveaux citoyens, — car l'État romain serait noyé sous leur afflux, — ni trop peu, — car la politique romaine exige des contingents civiques de plus en plus nombreux. Il fallait annexer suffisamment pour assurer les besoins croissants de l'État et contre-balancer l'influence des États fédérés, mais pas trop pour ne pas ruiner dans ses fondements mêmes le système traditionnel de la cité antique, base de l'édifice politique romain tout entier. Deux exemples précis. Au temps des grandes coalitions italiennes, Rome annexe en masse le peuple sabin et s'assure ainsi un effectif supplémentaire de cent mille citoyens, qui lui permettra de mener à bonne fin la rude tâche de l'unité italienne; à la suite de la première guerre punique, qui a entraîné de sérieuses pertes au sein de la population civique, on crée deux nouvelles tribus, les tribus Velina et Quirina (241), destinées précisément à combler les vides. Cet équilibre qu'elle avait su découvrir, Rome, au cours des progrès qui l'ont amenée à créer l'unité italienne, s'est attachée constamment à le maintenir, et elle y a réussi. Les chiffres, tels qu'on peut les établir,

sous une forme largement approximative (1), fournissent le témoignage le plus éloquent et le plus concluant à cet égard : vers 350, territoire annexé 3 100 kilomètres carrés, pays fédérés 3 010 kilomètres carrés ; vers 338, après la guerre latine, territoire annexé 6 000 kilomètres carrés, pays fédérés 5 000 kilomètres carrés ; vers 300, territoire annexé 8 100 kilomètres carrés, pays fédérés 19 400 kilomètres carrés ; vers 280, territoire annexé 20 000 kilomètres carrés, pays fédérés 62 000 kilomètres carrés ; après la guerre de Pyrrhus, territoire annexé 25 000 kilomètres carrés, pays fédérés 105 000 kilomètres carrés. Annexion et fédération sont donc les deux systèmes fondamentaux qui ont présidé à l'organisation politique et administrative de l'Italie conquise. Conformément à cette double directive, l'Italie unifiée se compose de deux éléments distincts : le territoire annexé et les pays fédérés. Jetons successivement un coup d'œil sur l'un et sur l'autre.

II

LE TERRITOIRE ANNEXÉ.

Le territoire annexé, constitué par prélèvements sur les États vaincus au moment de la conquête, a pour noyau Rome et l'Italie centrale, mais il s'étend aussi, dans une proportion plus ou moins considérable, au reste de la péninsule. Il se distingue par un caractère primordial : c'est, par définition même, le domaine des citoyens romains.

C'est le domaine, avons-nous dit, des citoyens, mais ces citoyens sont de deux classes. La cité romaine, sous sa forme complète, implique deux sortes de droits : droits politiques (*jura publica*), droits civils (*jura privata*). *Jura publica* : deux droits essentiels, l'électorat (*jus suffragii*) — le citoyen seul

(1) LXXXIX, 75, 77 ; XXVI, II, 289, 342, 365-366, 425 ; voir notamment les réserves de CXXXI, 80 et 84, n. 27.

peut participer aux assemblées, élire les magistrats, faire les lois, tous droits qui, conformément à la notion antique de la cité, ne peuvent s'exercer qu'à Rome même, dans les comices centuriates ou tributes, — l'éligibilité (*jus honorum*) — le citoyen seul a l'accès aux honneurs, aux magistratures, et encore sous la condition supplémentaire d'avoir à Rome son domicile réel ou fictif. *Jura privata* : deux privilèges capitaux : droit de mariage romain (*jus connubii*), au sens complet du terme et avec les conséquences multiples que la prérogative comporte, droit de propriété (*jus commercii*) — le citoyen romain peut seul posséder au titre de la propriété quiritaire, acquérir ou vendre par transmission, achat, vente, legs ou aliénation quelconque. Tels sont les droits fondamentaux que comporte le droit de cité romaine. Qui les possède en Italie est citoyen complet (*optimo jure*), première classe, classe supérieure des citoyens.

Mais au-dessous, il existe une seconde classe, une catégorie inférieure de citoyens, qui n'ont que les droits civils à l'exclusion des droits politiques ; ce sont les citoyens à droits restreints (*minuto jure*) ou sans droit de suffrage (*sine suffragio*). Il n'existe d'ailleurs entre les deux catégories nulle cloison étanche ; on peut redescendre de la première à la seconde, fait d'ailleurs exceptionnel, on peut surtout s'élever de la seconde à la première et nous voyons précisément ce mouvement d'ascension se réaliser, dans des proportions très larges, jusque dans les premières années du II^e siècle avant Jésus-Christ.

L'ensemble des citoyens complets, et eux seuls, a des cadres communs, les trente-cinq tribus, qui forment dans l'organisation de cette époque des circonscriptions territoriales, analogues à nos départements ou à nos arrondissements. Les premières de ces tribus, les quatre tribus urbaines, remontaient, selon la tradition, à la fin de la période royale ; la République en a créé trente et une autres — les trente et une tribus rustiques — et le cycle se termine en 241 avant Jésus-Christ par la

création des deux dernières tribus romaines, les tribus Velina et Quirina. Le chiffre de trente-cinq restera dès lors définitif. Les quatre premières tribus, les tribus urbaines, arrondissements de la ville de Rome proprement dite, portent des noms géographiques : Palatina, Esquilina, Suburana, Collina (1). Plus tard, en 495 selon la tradition, on trouve la banlieue immédiate divisée en seize tribus rustiques (Aemilia, Camilia, Claudia, Cornelia, Fabia, Galeria, Horatia, Lemonia, Menenia, Papiria, Pollia, Pupinia, Romulia, Sergia, Voltinia, Voturia) (2) — tous noms de gentes patriciennes, mais qui avaient, indirectement au moins, une signification géographique; ils désignaient les districts où ces diverses gentes avaient l'essentiel de leurs propriétés. En 494, apparaît une dix-septième tribu rustique, la tribu Clustumina, appellation purement topographique cette fois (3). Puis un siècle d'arrêt; depuis 387, l'extension croissante du territoire romain provoque la création de quatorze nouvelles tribus rustiques, presque toutes pourvues de noms locaux : en 387, quatre — Stellatina, Tromentina, Sabatina, Arnensis; — en 358, deux — Pomptina, Poblilia; — en 332, deux — Maecia, Scaptia; — en 318, deux — Oufentina, Falerina; — en 299, deux — Aniensis, Teretina; — en 241, enfin, deux — Velina et Quirina.

Les habitants du territoire annexé se répartissent entre deux séries de centres : les centres urbains — colonies ou municipes, — les centres ruraux, de nature et d'importance diverses. Parmi les centres urbains, le premier rang revient aux colonies romaines. Cicéron (4) nous donne de la colonie romaine une définition complète et parfaite :

« Nos ancêtres choisissaient pour y installer leurs colonies des emplacements si convenables, si propres à les garantir de tout péril, qu'elles semblaient moins être des villes d'Italie que des boulevards de l'empire (*ut esse non oppida Italiae, sed propugnacula imperii viderentur*). »

(1) DEN., IV, 14. — (2) LIV., II, 21, 7; DEN., VII, 64; **XXVI**, II, 19-21.

(3) **XIV**, VI, 192-194. — (4) CIC., de *Leg. Agr.*, II, 27, 73.

Les colonies sont en effet des groupements de citoyens, établis sur un point stratégique, en pays ennemi ou douteux, et destinés avant tout au rôle de garnisons. La tradition rapportait la plus ancienne de ces colonies, celle d'Ostie, au règne d'Ancus Marcius; nous avons vu plus haut ce qu'il fallait penser de cette assertion. Puis sont venues Labici, en 418, nous dit-on, Antium précédemment colonie latine, en 338, Terracina (Anxur) en 329, Minturnae et Sinuessa en 296, Sena Gallica et Castrum novum en 283. Le nombre des colonies romaines, jusqu'au milieu du III^e siècle avant Jésus-Christ, reste en somme assez restreint; il s'accroîtra dans des proportions considérables au cours du siècle suivant; citons Aesium et Alsium en 247, Fregenae en 245, Pyrgi avant 191, Puteoli, Volturnum, Liternum, Salernum, Buxentum, Sipontum, Tempsa, Crotone en 194, Potentia et Pisaurum en 184, Parma, Mutina, Saturnia en 183, Graviscae en 181, Luna en 177 et Auximum en 157.

Réparties à travers l'Italie, ces colonies romaines n'ont en principe rien d'italien. La colonie se constitue en bloc par un envoi de colons venus de Rome; sous les ordres des commissaires qui les ont amenés, les nouveaux venus bâtissent une ville et l'entourent de remparts fortifiés pour tenir en respect la population indigène. Image réduite de Rome — *quasi effigies parvae simulacraque populi romani*, pour reprendre la définition significative d'Aulu-Gelle (1), — la colonie romaine se compose uniquement de citoyens romains, de la catégorie supérieure (*optimo jure*), en général au nombre de trois cents; elle possède des institutions locales analogues à celles de Rome même — assemblée populaire (*comitia*), magistrats (*duoviri* ou *praetores*), Sénat (*decurionum ordo*), prêtres (*flamines*) et est dotée d'une autonomie administrative complète. Il y a plus; ces colons, ainsi essaimés par Rome, restent étroitement attachés

(1) A. GELL., *Noct. Att.*, XVI, 13, 9.

à leur lieu d'origine ; en acquérant les droits de la colonie, ils conservent leurs droits politiques — électorat et éligibilité — à Rome, dans les mêmes conditions que leurs compatriotes de la métropole. Quant à la population indigène, elle reçoit immédiatement, ou seulement après un stage plus ou moins prolongé, la cité romaine inférieure, sans droit de suffrage.

A la colonie, dont un groupe de citoyens envoyé de Rome constitue le noyau, s'oppose la cité italienne annexée, le *municipe*, d'une manière générale, un centre de population, dont les habitants non originaires de Rome — différence fondamentale avec la colonie romaine — jouissent du droit de cité ; ces Italiens, devenus citoyens romains, sont d'ailleurs des citoyens de seconde classe, *sine suffragio* ; ils ont les droits civils, mais non les droits politiques. Un grand nombre d'entre eux s'élèvent plus ou moins vite au droit de cité complet, et cela par un double procédé, individuel — tout habitant d'un *municipe* qui a géré une charge municipale dans sa ville, *duumvirat*, *édilité*, *questure*, obtient automatiquement le droit de cité complet pour lui et ses descendants — ou collectif, par voie de collation expresse ; c'est ainsi que les villes de Sabine qui avaient reçu en 290 la cité *sine suffragio* parviennent à la cité complète en 268 (1) ; même cas, en 188, pour *Formiae*, *Fundi*, *Arpinum* (2) ; depuis le début du III^e siècle, pour l'ensemble des *municipes*, le mouvement d'ascension se poursuit sous une forme rapide et ininterrompue. Quant au mode d'administration intérieure, les *municipes* se divisent en deux classes : les uns, les plus favorisés, possèdent leur autonomie administrative (assemblée du peuple, magistrats, Sénat) ; les *municipes* de la catégorie inférieure, au contraire, dépourvus de ces organes autonomes, sont gouvernés par les magistrats mêmes de Rome comme des dépendances de la cité ; ce sont les *préfectures*, villes que Rome, à la suite d'une faute, ■ jugé

(1) VELL., I, 14, 6. — (2) LIV., XXXVIII, 36, 7-8.

nécessaire de contenir ou de châtier, comme Anagnia et les autres cités des Herniques, en 306 (1), ou Capoue, après sa défection de 216 (2). Elles sont administrées par des préfets (*praefecti juredicundo*), nommés par les comices tributes (cas pour Cumes, Casilinum, Volturnum, Liternum, Puteoli, Suessula, Atella, Calatia, Capoue, Acerrae), ou simplement délégués par le préteur urbain (3). Quant aux ruraux du territoire annexé, ils habitent, les uns des villages ou des hameaux (*vici, conciliabula*), les autres des fermes isolées.

III

LES PAYS FÉDÉRÉS.

Le territoire non annexé, les pays fédérés soumis à la double prépondérance politique et militaire de Rome, se distingue du précédent par deux caractères principaux : les habitants n'en sont pas des citoyens romains, mais, au regard de la loi romaine, des étrangers ou pérégrins, et, d'autre part, ils restent, comme les citoyens à droit restreints, en dehors du ressort des trente-cinq tribus. Ces pays fédérés comprennent deux éléments distincts : les colonies latines, les cités ou peuples fédérés.

Originellement, on désignait sous le nom de colonies latines, par opposition aux colonies romaines, les colonies fondées par l'ancienne ligue latine avant sa dissolution en 338 ; les Romains d'ailleurs, en leur qualité d'alliés, pouvaient y figurer à côté des Latins et des Herniques. La tradition, qu'il ne faut accepter que sous toutes réserves, faisait remonter à la fin de l'époque royale les quatre plus anciennes, Signia, Circei, Suessa Pometia et Cora. Ce fut le tour ensuite de Velitrae (494), Norba (492), Antium (467), Ardée (442), Satricum (385), Nepete et Sutrium (383), Setia (382), au total douze colonies, fondées par la première ligue latine, antérieurement à sa

(1) LIV., IX, 43-23 ; FEST., s. v. *Praefecturae*, p. 262.

(2) LIV., IX, 43, 24.

(3) FEST., s. v. *Praefecturae*, p. 262.

disparition en 338. Après sa destruction et l'établissement de la prépondérance romaine dans le Latium, Rome, en sa qualité nouvelle de capitale du Latium, continue à fonder des colonies dites latines, qui diffèrent des anciennes sur deux points : d'abord, elles sont fondées par Rome seule, et, d'autre part, les Romains n'y figurent plus, ce qui les distingue des colonies romaines ; ce fut la seconde ligue latine, qui, par une série de fondations successives, va s'étendre graduellement à l'ensemble de l'Italie péninsulaire. Le mouvement commence, quatre années seulement après la disparition de l'ancienne ligue latine, par la fondation de la colonie de Calès (334) ; puis viennent Fregelles (328), Luceria (314), Suessa, la colonie de l'île Pontia, Saticula (313), Interamna Lirenas (312), Sora et Alba Fucens (303), Carsioli (302), Narnia (299), Venusia (291), Hatria (289), Cosa et Paestum (273), Ariminum et Beneventum (268), Firmum (264), Aesernia (263), Brundisium (244), Spoletium (241), Placentia et Cremona (218), Copia (193), Vibo Valentia (192), Bononia (189), Aquileia (181), Luca (180).

Par opposition aux colonies romaines, essentiellement maritimes, les colonies latines étaient presque toutes situées à l'intérieur de la péninsule. États indépendants, liés à Rome, leur métropole, par un traité perpétuel, les colonies latines avaient en outre avec elle, au même titre que les villes latines alliées, la communauté du droit de mariage (*jus connubii*) et du droit de propriété (*jus commercii*) ; elles possédaient pleine autonomie et leurs institutions particulières.

Les cités ou peuples fédérés englobaient la masse de la population italienne. Leur condition était réglée par un traité formel, le *foedus*, conclu au moment où chacune d'elles avait dû reconnaître la suprématie de Rome. Nous allons les retrouver tout à l'heure.

IV

CE QUE ROME DEMANDE A L'ITALIE.

Aux Italiens, Rome demande trois choses : leurs libertés nationales, des hommes, de l'argent.

En ce qui concerne les libertés nationales, deux cas correspondant aux deux grands systèmes, annexion et fédération, parallèlement appliqués. Pour le territoire annexé, la situation est claire et la solution radicale : il cesse purement et simplement d'exister au point de vue national pour être incorporé dans l'État romain. Beaucoup plus complexe est le cas des cités fédérées. La suppression systématique des ligues — comme la ligue hernique après la révolte de 306 — ou leur maintien à titre purement religieux — comme la ligue latine après 338 ou la ligue étrusque — porte une première atteinte à la souveraineté des villes italiennes. Pour le reste, il faut distinguer. Le *foedus*, qui lie chacune d'elles à Rome, règle, théoriquement, leur situation politique et juridique. Aussi existe-t-il à cet égard plusieurs catégories parmi les villes fédérées. Les plus favorisées de toutes, les cités fédérées, au plein sens du mot, ont traité avec Rome sur un pied d'égalité et conclu avec elle un *foedus aequum*, — par exemple Naples (1), Préneste, sans doute aussi la plupart des Étrusques, des Ombriens et des peuples de l'Apennin central, — voire même *aequissimum* — comme Camerinum en Ombrie (2) et, en Grande Grèce, Héraclée, dont Cicéron qualifie le *foedus* d'exceptionnel, « d'*aequis-simum* » et de « *prope singulare* » (3). Ces villes conservent leurs droits souverains, notamment le privilège de la frappe du cuivre, leurs institutions locales, leurs magistrats, leurs tribunaux, leur langue ; les villes ou colonies latines, les mieux traitées de toutes, ont avec Rome la pleine communauté des

(1) Liv., VIII, 26, 6 ; Cic., *Pro. Balb.*, VIII, 21 ; XXIV, 55.

(2) Cic., *Pro Balb.*, XX, 46 ; Liv., XXVIII, 45, 20.

(3) Cic., *Pro Arch.*, IV, 6 ; *Pro Balb.*, XXII, 50.

droits civils, *connubium* et *commercium* ; leurs habitants peuvent même, à condition de s'installer à Rome, nous l'avons vu plus haut, obtenir automatiquement le droit de cité (1). A cette première catégorie s'en oppose une seconde, celle des cités ou des peuples dont le traité avec Rome n'est pas un *foedus aequum* ; la ville a contracté alliance avec le peuple romain, mais à un titre inférieur. Les clauses d'un semblable *foedus* peuvent varier selon les cas, mais, en règle générale, un double principe est acquis. La souveraineté de la ville contractante subit une restriction plus ou moins complète, en vertu de l'article « *ut is populus*, — le peuple intéressé — *alterius populi* — le peuple romain — *majestatem comiter conservaret* » (2), clause vague et élastique, dont Rome peut tirer toutes les conclusions qu'il lui plaît. En fait, les pactes fédéraux de ce type constituent de véritables traités de clientèle ou de protectorat ; les cités fédérées de ce genre, et elles constituent la grande majorité, renoncent à toute politique extérieure autonome, à toute puissance militaire propre, disons, d'un mot, à toute indépendance nationale. Les colonies latines ont été généralement assimilées, sur ce point, aux autres cités fédérées, mais Rome, toutefois, ne leur accorde pas un traitement analogue ; les plus anciennes d'entre elles possédaient le droit de battre monnaie ; ce droit fut restreint ou supprimé pour les douze dernières colonies latines créées de 268 à 181. Second principe : les villes fédérées de toute classe conservent une administration autonome et leurs institutions particulières.

Voilà, en ce qui concerne les villes fédérées, la situation légale telle qu'elle est strictement réglée par le *foedus*. Mais il faut considérer aussi la situation de fait, non moins importante en l'espèce. Dans la pratique, le système de la fédération se

(1) Les cités fédérées non latines ne possédaient pas le *connubium* avec Rome, mais il est vraisemblable qu'un certain nombre d'elles, les mieux traitées, avaient le *commercium*.

(2) Cic., *Pro Balb.*, XVI, 35 ; CCXXVI, I, 63.

trouve faussé dès le début par l'inégalité de puissance des deux contractants et, de plus en plus, par la grandeur croissante de Rome. Les cités, fondement même de tout le système, sont isolément rattachées à Rome et n'ont aucun lien politique ou juridique entre elles ; l'Italie romaine apparaît donc, dès l'origine, comme une poussière de cités dotées de droits différents et dont la situation n'est réglée que vis-à-vis de Rome seule. Cette disproportion s'accusera plus encore lorsque commenceront les conquêtes extra-italiques et que se constitueront les provinces, domaine exclusif à Rome et où la fédération italienne n'aura rien à voir. Aussi, Rome se trouve-t-elle exercer une prépondérance écrasante au sein de la ligue. Elle en a légalement la direction politique, militaire et financière, mais, en théorie du moins, les affaires intérieures des cités fédérées ne relèvent point de sa compétence. Dans la pratique cependant, elle ne se fait pas faute d'y intervenir, notamment en introduisant partout le régime aristocratique. Dans les cités italiennes, le pouvoir effectif appartient à un Sénat, recruté comme celui de Rome parmi les anciennes familles et, comme à Rome encore, systématiquement hostile aux hommes nouveaux, tandis que le parti démocratique, suspect pour sa fidélité aux traditions nationales, est jalousement surveillé et tenu à l'écart des affaires. Les aristocraties locales, qui ne se maintiennent que grâce à Rome, et qui le savent, ont un intérêt vital à lui rester fidèles ; par deux fois, lors des guerres de Pyrrhus et d'Hannibal, elles empêcheront les défections de se généraliser et le loyalisme de leur attitude sauvera la domination romaine. En dépit des apparences et des faux semblants, les libertés nationales en Italie ont donc vécu.

En second lieu, soit par le jeu de l'annexion, soit en vertu des divers pactes fédéraux, Rome demande à l'Italie des hommes. Tous les hommes de l'Italie doivent le service militaire, mais, selon qu'il s'agit des deux grandes catégories d'Italiens, citoyens ou non-citoyens, dans des conditions différentes.

Le citoyen romain sert dans la légion, et il doit y servir. Une seule exception : jusqu'au III^e siècle avant Jésus-Christ, les citoyens romains des colonies, considérés comme en service permanent, sont exempts du service militaire (*vacatio militiae*). En 207, par suite des circonstances exceptionnelles (arrivée d'Hasdrubal en Italie), tous les colons durent servir, sauf ceux d'Ostie et d'Antium (1), et l'exception légale traditionnelle cessa probablement après la fin des guerres puniques. En 191, un certain nombre de ces colonies — Ostie, Fregenae, Castrum novum, Pyrgi, Antium, Terracina, Minturnae, Sinuessa — refusent le service sur mer : le Sénat les y contraint en déclarant que l'exception du service naval n'est pour elles nullement un droit (2). L'ensemble des citoyens romains sert donc dans la légion, mais cette classe, au point de vue des modalités du service, se subdivise en deux catégories. Les citoyens complets (*optimo jure*) et, parmi les citoyens *sine suffragio*, ceux qui ont conservé leur autonomie et un gouvernement local, recrutent les légions proprement dites ; au contraire, la catégorie inférieure des citoyens *sine suffragio*, ceux qui appartiennent aux municipes sans administration autonome, constituent des légions particulières, telle la légion campanienne, qui au cours de la guerre contre Pyrrhus se conduisit d'une manière si déplorable à Rhegium. A mesure que cette dernière catégorie disparaît par la promotion de leurs citoyens au droit de cité complet, les légions particulières cessent d'exister et tous les citoyens romains, sans exception, servent désormais dans les légions ordinaires.

Passons aux habitants des cités fédérées, aux non-citoyens. En vertu du *foedus*, qui les lie à l'État romain, les villes ou peuples du territoire non annexé doivent fournir à Rome un contingent déterminé en soldats de terre, ou, s'il s'agit de cités maritimes, en marins. Un article précis du *foedus* en fixe l'effec-

(1) Liv., XXVII, 38, 4-5. — (2) Liv., XXXVI, 3, 4-7.

tif. L'ensemble de ces troupes fédérées, ce sont les alliés (*socii*), qui s'opposent ainsi nettement aux troupes citoyennes, les légions romaines. Polybe (1) nous décrit, pour le second siècle avant Jésus-Christ, le mécanisme de la levée et de l'organisation. Chaque année, au moment où il procède à la levée des troupes romaines, le consul fixe l'effectif que devra fournir chacune des cités fédérées, le lieu de réunion et la date de la concentration. Rome ne connaît qu'un total. Aux magistrats locaux de s'arranger pour livrer, dans les conditions requises, le nombre d'hommes et de chevaux nécessaire.

Le rapport normal des effectifs alliés à celui des troupes romaines résulte particulièrement de plusieurs textes de Polybe (2). En général, l'effectif de l'infanterie alliée équivalait sensiblement à celui de l'infanterie romaine; pour la cavalerie, la proportion adoptée était ordinairement du triple. A la bataille de la Trébie, en 218, où prirent part du côté romain deux armées consulaires, soit quatre légions, l'effectif total de l'infanterie montait à trente-six mille légionnaires, dont seize mille Romains (Tite-Live dit dix-huit mille) et vingt mille alliés (3). Quant à l'ensemble des effectifs mobilisables de l'Italie, nous possédons un document capital, la liste des Italiens en état de porter les armes à la date de 225 avant Jésus-Christ, qui nous est connue simultanément par Polybe (4), Diodore (5), Tite-Live (6), Pline l'Ancien (7), enfin Eutrope (8) et Orose (9); ces deux derniers historiens, qui dérivent du texte aujourd'hui perdu de Tite-Live, nous apprennent, renseignement précieux, que cette donnée statistique provient de l'annaliste Fabius Pictor, un contemporain qui a simplement reproduit une pièce officielle, le tableau de mobilisation italienne à la veille de la seconde guerre punique. En raison de son importance excep-

(1) POL., VI, 19-26. — (2) POL., III, 107, 10-13; VI, 26, 6-10; 30, 1-2.

(3) POL., III, 72, 11-12; LIV., XXI, 55, 4. — (4) POL., II, 24.

(5) DIOD., XXV, 13. — (6) LIV., *Per.* XX. — (7) PLIN., *Hist. nat.*, III, 138.

(8) EUTR., III, 5. — (9) OROS., IV, 13, 6-7.

tionnelle, il y a lieu de reproduire ce document, sous la forme la plus complète qui en soit parvenue jusqu'à nous, celle que lui donne Polybe (1).

« Les consuls avaient emmené avec eux quatre légions romaines composées chacune de cinq mille deux cents fantassins et de trois cents cavaliers ; ils étaient tous les deux accompagnés de troupes alliées dont le total montait à trente mille fantassins et deux mille cavaliers. Il y avait en outre quatre mille cavaliers et plus de cinquante mille fantassins fournis par les Sabins et les Étrusques que le danger avait fait marcher au secours de Rome... Les montagnards de l'Apennin, Ombriens et Sarsinates, avaient mis sur pied à peu près vingt mille hommes ; les Vénètes et les Cénomans, vingt mille également.

« A Rome, on tenait prêt, pour parer à l'imprévu, un corps de réserve qui comptait vingt mille fantassins et quinze cents cavaliers romains, trente mille fantassins et deux mille cavaliers auxiliaires. Les rôles qu'on avait produits portaient : chez les Latins, quatre-vingt mille fantassins et cinq mille cavaliers ; chez les Samnites, soixante-dix mille fantassins et sept mille cavaliers ; chez les Iapyges et les Messapiens réunis, cinquante mille fantassins et seize mille cavaliers ; chez les Lucaniens, trente mille fantassins et trois mille cavaliers ; chez les Marses, les Marrucins, les Frentans et les Vestins, vingt mille fantassins et quatre mille cavaliers. Il y avait encore deux légions composées chacune de quatre mille deux cents fantassins et deux cents cavaliers destinés à garder la Sicile et Tarente. Les inscriptions concernant la population romaine et campanienne donnèrent à peu près deux cent cinquante mille hommes d'infanterie et vingt-trois mille de cavalerie... De sorte que le total des hommes en état de porter les armes était de plus de sept cent mille fantassins et d'environ soixante-dix mille cavaliers. »

D'après ce document, le tableau des contingents mobilisés ou mobilisables, dont disposait, à la fin du III^e siècle avant Jésus-Christ, la fédération italienne, s'établit de la manière suivante (2) :

<i>Citoyens romains</i> :	Fantassins, 299 200 ;	Cavaliers, 26 100.	Total.....	325 300
<i>Troupes alliées</i> :	—	360 000 ;	—	43 000 ;
	plus 20 000 Ombriens-Sarsinates.	Total des alliés.....		423 000
		Total général.....		748 300

Soit une proportion de 43 p. 100 pour les troupes romaines et 57 p. 100 pour les troupes alliées. Les Romains se trouvent donc en minorité au sein de l'armée italique, fait qui s'explique

(1) POL., II, 24.

(2) Le chiffre des contingents maritimes, fournis par les *Socii navales*, manque. A ces effectifs de la fédération italique proprement dite, il faut ajouter les 20 000 alliés Vénètes et Cénomans

normalement par la supériorité numérique de la population non citoyenne, mais n'en a pas moins, au double point de vue politique et militaire, une importance considérable.

Recrutés par les autorités locales, les contingents alliés sont menés au point de rassemblement sous le commandement d'un chef indigène accompagné d'un fonctionnaire chargé de payer la solde. Une fois concentrées, ces troupes échappent complètement à la cité qui les a levées, sauf sur deux points, le paiement de la solde et l'entretien de l'armement qui restent à la charge des villes italiennes. La nourriture des hommes et des chevaux, au contraire, est assurée par Rome. Rome conserve à ses contingents alliés une organisation autonome; elle ne les fonde pas dans les troupes romaines, les légions; elle laisse même à des éléments indigènes le commandement en sous-ordre, mais elle en prend exclusivement le commandement supérieur. L'infanterie alliée était distribuée en deux ailes, l'aile droite et l'aile gauche (*ala dextra*, *ala sinistra*), ainsi nommées parce qu'elles agissaient sur les flancs de l'armée romaine, fortes chacune de dix cohortes d'environ quatre cents hommes, la cavalerie en six ailes, subdivisées en escadrons ou turmes.

Les subdivisions étaient commandées, la cohorte par un préfet de cohorte, la turme par des décurions, les uns et les autres chefs indigènes; au contraire, les officiers supérieurs commandant en chef les ailes d'infanterie et de cavalerie, les préfets des alliés, appartenaient aux cadres romains. Pour les chefs indigènes subalternes, dans ces conditions, il n'existait pas d'espoir d'avancement; les villes italiennes ne disposaient pas de leurs troupes et, comme elles en payaient la solde, elles se trouvaient ainsi supporter toutes les charges du service militaire, sans en avoir les compensations. Plus tard, leur situation s'aggraverait encore. Les alliés, pour la plupart solides montagnards de l'Apennin, valaient, au point de vue militaire, les troupes romaines elles-mêmes; ils combattaient à la romaine,

et fort bien, ce qui n'empêchera pas Rome de les traiter, de plus en plus, en inférieurs. La répartition du butin nous en fournit un exemple précis. Les alliés recevaient, en règle générale, une part moindre que celle des citoyens romains. En 177 avant Jésus-Christ, lors du triomphe de C. Claudius Pulcher sur les Ligures (1), chacun des soldats qui avaient pris part à la campagne toucha une somme d'argent, quinze deniers pour les soldats romains, moitié seulement pour les alliés; aussi, nous dit Tite-Live (2), pour manifester leur mécontentement, suivirent-ils en silence le char triomphal. En 173, on procède sur le territoire ligure et gaulois à une assignation de terres; on donne dix jugères par tête aux Romains, trois seulement aux alliés latins (3). En présence de semblables faits, une conclusion s'impose : le service militaire était plus dur pour les alliés que pour les Romains, car le commandement ne les ménageait guère en campagne, et, circonstance aggravante, il restait sans compensation sérieuse, ni immédiate, car ils n'avaient qu'une part réduite dans les distributions de butin et les assignations de terres, ni future, car les profits politiques et économiques de la guerre étaient à peu près réservés aux Romains seuls.

Enfin, aux Italiens, Rome demande de l'argent. L'Italie paie l'impôt sous deux formes : l'impôt direct, l'impôt indirect.

Pour l'impôt direct, comme pour le service militaire, il y a une différence fondamentale entre les citoyens et les non-citoyens, entre les habitants du territoire annexé et les cités ou peuples fédérés de toute nature. Le citoyen romain, à quelque catégorie, *optimo jure* ou *sine suffragio*, qu'il appartienne, doit l'impôt direct sous la forme du *tributum*, impôt global sur le capital, dont est passible pour chaque chef de famille l'ensemble de sa fortune. Pendant plusieurs siècles, à Rome, on n'avait guère

(1) Liv., XLI, 13, 7-8. — (2) Liv., *loc. cit.*

(3) Liv., XLII, 4, 4.

connu que la richesse foncière représentée par les propriétés immobilières de la ville et de la campagne, domaines ruraux (propriété bâtie et non bâtie), immeubles urbains (maisons habitées par le maître, locaux de rapport à usage d'habitation ou commercial), accessoires de la propriété (esclaves, chevaux, bœufs, ânes ou mulets). Aussi, primitivement, entraient-elle seule en ligne de compte pour le calcul de l'impôt sur le capital. Plus tard, les grands événements qui marquent les premiers siècles de la République, la conquête de l'Italie centrale suivie de la formation de l'unité italienne, le développement du commerce et de l'industrie, l'importance croissante du numéraire, eurent pour résultat la naissance d'un élément nouveau de richesse, la fortune mobilière. Il était logique que le trésor en vint à faire état de cette ressource supplémentaire et à en tirer profit pour l'établissement de son budget. En 312 avant Jésus-Christ, le censeur Appius Claudius l'utilisa pour la première fois tant pour les opérations statistiques du cens que pour la levée du tribut (1). Dès lors, l'impôt direct porte, non plus seulement sur le capital foncier comme par le passé, mais aussi sur l'ensemble de la fortune mobilière du contribuable, argent liquide, métaux précieux, meubles et bijoux.

Faire partie des classes, servir à l'armée, payer l'impôt sur le capital, c'était tout un ; de ce principe découle une double exemption fiscale, fondée l'une sur l'âge ou le sexe, l'autre sur les conditions de fortune. Les fils mineurs, orphelins de père (*orbi*), les femmes veuves (*viduae*) et les pupilles (*pupillae*), qui, par définition même, ne figurent pas sur les listes du cens, sont exempts du tribut, mais les uns et les autres en paient l'équivalent sous la forme d'un impôt spécial, l'*aes hordearium*, particulièrement affecté à l'entretien des chevaux de la cavalerie. Cette contribution, nous racontent les textes, avait été établie par Tarquin l'Ancien et maintenue dans le système de Servius

(1) K.-J. NEUMANN, dans **XXIV**, 396; **II**, 109 sq.

Tullius ; un instant abolie par Valerius Publicola, au lendemain de l'expulsion des rois, elle fut remise en vigueur par Camille, pendant sa censure, et continua dès lors à être perçue par la suite. La seconde exemption visait les pauvres, tous ceux dont le chiffre de fortune n'atteignait pas le cens minimum légal, celui de la cinquième classe, onze mille ou douze mille cinq cents as. Soucieux de multiplier à la fois le nombre de ses contribuables et de ses soldats, l'État devra bientôt se résoudre à abaisser la limite : quatre mille as, dès le milieu du II^e siècle avant Jésus-Christ., quinze cents as, peut-être seulement, plus tard.

L'impôt sur le capital, à Rome, n'est ni permanent, ni régulier. Il a une destination essentiellement militaire ; on ne le lève que dans des circonstances spéciales et en vue d'un objet nettement déterminé. Lorsqu'il n'y a, par hasard, ni guerre à mener, ni armée à entretenir, ou que l'État dispose par ailleurs de ressources suffisantes, on s'abstient d'y recourir. Il arrive même, dans les années exceptionnellement heureuses, que le trésor rembourse aux contribuables le montant de l'impôt ; le fait se produit, par exemple, en 503 (1) et en 187 av. Jésus-Christ (2). D'ailleurs ce remboursement éventuel reste toujours une libéralité de l'administration, jamais un droit du contribuable, et il serait inexact d'en conclure, comme on l'a fait parfois, que l'impôt sur le capital n'était autre chose à Rome qu'une sorte d'emprunt forcé. Contribution extraordinaire, l'impôt sur le capital exigeait, pour être levé, l'intervention directe des pouvoirs publics représentés, dans la conjoncture, non par l'assemblée du peuple comme à Athènes, mais par les consuls et le Sénat. Aux consuls appartenait le droit d'initiative ; quant au Sénat, il se prononçait sur deux points, la nécessité de la levée, le montant de l'imposition. Les registres officiels du cens permettaient de connaître avec toute la précision possible l'ensemble de la

(1) DEN., V, 47.

(2) LIV., XXXIV, 7, 4 ; XIV, X, p. 210, n. 2.

fortune des contribuables ; le Sénat savait d'autre part le total des sommes qui lui étaient indispensables. Il fixait en conséquence le taux de l'impôt que chacun des assujettis devait acquitter sur l'ensemble de son capital : un pour mille (*tributum simplex*), deux ou trois pour mille (*tributum duplex* ou *triplex*), si les besoins d'argent se trouvaient être, cette année, particulièrement considérables. L'impôt était assis d'après le strict principe de la proportionnalité ; chacun payait proportionnellement à sa fortune, sauf, en pratique, intrusion exceptionnelle et détournée de la progressivité.

La perception du *tributum* reposait sur le principe de la déclaration par le contribuable. La déclaration était faite par le chef de famille en présence des censeurs, tous les cinq ans et dans des conditions de solennité toutes particulières. L'obligation de la déclaration s'étendait à tous les citoyens romains propriétaires, de fortune foncière ou de fortune mobilière, et devait émaner du chef de famille en personne, sauf excuse reconnue légitime. Les absents, non excusés ou sans excuse valable (*incensi*), tombaient sous la rigueur des lois. Le contrôle suprême, en matière de déclaration, appartenait aux censeurs. Ils ne se bornaient pas à recevoir passivement la déclaration des contribuables, mais ils possédaient un droit d'intervention actif en la matière et ne se faisaient pas faute de le pratiquer. Ils posaient en cas de doute des questions complémentaires, provoquaient les délations par l'appât de primes et ordonnaient les enquêtes qu'ils jugeaient utiles. D'autres raisons pouvaient déterminer les censeurs à une taxation supplémentaire, le célibat, des motifs de moralité, d'autres encore. Les censeurs enfin avaient le droit d'augmenter pour certains articles le taux de l'impôt, procédé qui aboutissait à une progressivité de fait plus ou moins considérable. La perception du *tributum* avait lieu par tribus ; elle était l'œuvre, non pas d'agents de l'État, mais de notables pris parmi les citoyens de la seconde classe du cens, les tribuns du trésor (*tribuni*

aerarii), élus peut-être par chacune des tribus et responsables des rentrées sur leur fortune personnelle. Ils versaient les sommes encaissées aux mains des magistrats chargés de l'administration du trésor, les questeurs.

Les Italiens non citoyens ne paient pas l'impôt sur le capital, mais ils en acquittent l'équivalent sous une double forme, à la fois en espèces et en nature. Bien entendu, il ne s'agit ici que de l'impôt qu'ils doivent à Rome, abstraction faite des contributions locales, qu'ils versent au trésor de leur cité et dans lesquelles Rome n'a pas à entrer. En espèces : sous forme de droits acquittés par les villes qui détiennent une partie du domaine public (*ager publicus*) romain. Rome, à la suite de la conquête, confisque ordinairement une partie des terres de la cité vaincue ; c'est le domaine public qui lui appartient désormais, en toute propriété. Or ces terres elle peut les louer, et le cas échéant, elle ne manque pas de le faire, soit aux communes de citoyens, colonies romaines ou municipales, soit aux cités et peuples fédérés, contre le paiement d'un impôt actuel (*vecligal*). En nature, sous forme de prestations : les Italiens, par exemple, sont tenus de nourrir et de défrayer de tout les magistrats romains en tournée à travers l'Italie, charge fort lourde, souvent accrue par les exigences et les abus de pouvoir des bénéficiaires.

Au contraire, citoyens ou non-citoyens, tous les habitants de l'Italie se trouvent soumis à un même impôt indirect, les douanes (*portoria*). Il y avait eu à Rome des douanes dès l'époque royale et Tite-Live nous rapporte que le Sénat, lors de l'invasion de Porsenna, affranchit le peuple de tout droit de douane et de tout *tributum* (1). Nous savons également qu'en 199 avant Jésus-Christ, il existait des bureaux de douane en Campanie, à Puteoli et à Capoue (2). Ce système de douanes se complétera encore par la suite ; les censeurs de 179 (3) et les

(1) LIV., II, 9, 6. — (2) LIV. XXXII, 7, 3.

(3) LIV., XL, 51, 8.

Gracques en créeront de nouvelles. Les douanes s'étendirent naturellement avec les progrès mêmes de la conquête ; quand l'Italie sera enfin unifiée, les cordons de douanes, placés aux frontières de l'État romain, qui avaient constamment avancé en même temps que s'agrandissait cet État lui-même, se trouveront portés aux limites mêmes de la péninsule.

V

CE QUE ROME DONNE A L'ITALIE.

Si Rome a fait l'unité italienne par le fer et par le sang, si, après la victoire, elle impose à la péninsule, sous forme permanente, de lourdes charges, — perte des libertés nationales, obligations militaires, contributions financières, — du moins ces sacrifices ne restent-ils pas sans contre-partie. Au début du III^e siècle, l'unification de l'Italie péninsulaire s'achève à peine et naturellement les bienfaits du régime romain ne font encore que d'apparaître. Du moins se manifestèrent-ils très vite et expliquent-ils, dans une large mesure, le loyalisme de la fédération italienne lors des deux grandes crises de l'histoire romaine au III^e siècle, la guerre de Pyrrhus, d'abord, et plus tard, celle d'Hannibal.

Ce que Rome apporte à l'Italie, c'est, en premier lieu, la paix romaine. Si loin qu'elle remontât dans son passé, l'Italie n'avait connu que la guerre, état normal de la péninsule avant l'hégémonie romaine : guerre avec l'étranger, guerre avec le voisin, guerre au sein même des cités et des peuples. Guerre avec l'étranger : laissant de côté les âges les plus lointains de la période préhistorique, il suffit de rappeler la série d'invasions qui se succèdent au début de son histoire, invasions italiote, vénète, iapyge, étrusque, hellénique, gauloise. Cette ère est désormais terminée. L'unification de l'Italie par Rome y a mis fin. Il y aura sans doute encore des envahisseurs, les Gaulois, Hannibal, mais les premiers ne dépasseront plus l'Étrurie et le

second ne réussira à modifier, d'une manière permanente, ni l'organisation politique, ni la carte ethnique de l'Italie péninsulaire unifiée. L'Italie fermée aux barbares du dehors, les côtes protégées contre les pirates par une ligne de colonies romaines ou latines, voilà ce que signifie en premier lieu la paix romaine. Guerre avec le voisin : les limites de la cité sont étroites ; deux cités limitrophes peuvent appartenir à la même race, avoir même langue, même religion ; elles n'en constituent pas moins deux États étrangers l'un à l'autre et trop souvent ennemis. Dans l'Italie primitive, étranger et ennemi, *hostis* et *peregrinus*, au témoignage de Cicéron (1) et de Varron (2), sont termes synonymes. Le morcellement chronique de la péninsule, favorisé par la géographie générale et la configuration montagneuse du sol, n'a disparu que très tard ; Rome y met fin par la création de l'unité italienne. Guerres intérieures, enfin. Partout, au sein des peuples et à l'intérieur des cités, les luttes de partis sévissent ; aristocrates et démocrates se trouvent aux prises. Rome impose un terme à cet état de crise séculaire en faisant régner l'ordre et en instituant partout un régime aristocratique modéré. Cette action pacificatrice se manifeste de bonne heure ; à Volsinies (3), à Arretium (4), livrées à la révolution sociale et au communisme, Rome intervient pour rétablir la paix. Dans toute l'Italie, le soldat romain fait figure de gendarme, un peu rude sans doute, mais bienfaisant, dont les populations elles-mêmes souhaitent et sollicitent la présence. L'unité italienne, sous l'hégémonie romaine, représente donc une garantie d'ordre et de stabilité, une prime d'assurance contre l'invasion du dehors ou la révolution du dedans ; rien d'étonnant, dès lors, qu'après en avoir connu les bienfaits, la péninsule refuse bénévolement d'y renoncer pour revenir en arrière et ressusciter ses particularismes traditionnels.

(1) CIC., *De Off.*, I, 12, 37. — (2) VARR., *De Ling. lat.*, V, 3.

(3) LIV., *Per.* XVI ; VAL. MAX., IX, 1, 2 FLOR., I, 21 ; OROS., IV, 5, 3 ; ZON., VIII, 7 ; *Fast tr.*, à l'ann. 264.

(4) LIV., X, 5, 13.

En second lieu, par le libéralisme de sa politique, Rome a su intéresser l'Italie tout entière au maintien de l'unité. La fédération italique n'était nullement, nous l'avons vu, une ligue d'Italiens entre eux; l'État romain, qui a traité individuellement avec chaque peuple et chaque cité, en a la direction suprême et exclusive; en dehors de lui, il n'existe qu'une poussière de cités isolées et impuissantes. Un Italien de Tarente, par exemple, vote, se marie et possède, au titre des lois tarentines, d'une manière tout aussi légale que le citoyen romain au point de vue des lois romaines, mais ses droits politiques et civils restent purement locaux. Il n'est ni électeur ni éligible dans une autre ville que la sienne; son mariage n'est valable que s'il le contracte dans la ville même dont il est citoyen, où il a son domicile et selon les lois mêmes de sa petite patrie; il ne peut posséder, acheter ou vendre, au sens légal du terme, qu'à l'intérieur de sa propre cité, sinon possession, achat ou vente sont nuls. Ce morcellement juridique traditionnel, qui dressait entre les diverses cités une série de cloisons étanches impénétrables, Rome, dans l'intérêt de sa domination, a eu soin de le maintenir et même, le cas échéant, de l'exagérer. Mais une semblable politique présentait un grave danger. L'égalité dans l'impuissance, si elle eût pris une forme absolue, risquait de grouper contre Rome l'unanimité des colères et des rancunes. Au lendemain de la conquête, les Italiens, dans la fédération, se trouvaient plus nombreux que leurs vainqueurs. Laisser face à face une minorité de citoyens romains avec une majorité écrasante de non-citoyens, dépourvus, aux yeux de la cité conquérante, de tous droits politiques et civils, eût constitué une maladresse, qui pouvait devenir mortelle. Le gouvernement romain eut la sagesse de s'en rendre compte et il fit le nécessaire pour écarter le péril. Il y avait en haut de l'échelle des citoyens romains, pourvus de tous les droits que cette qualité comportait, en bas, une masse d'Italiens non-citoyens. Sans supprimer cette différence fondamentale, base même du sys-

tème de la cité antique, l'intérêt bien entendu de Rome commandait de l'atténuer et de briser d'avance, par la création d'une série d'échelons, l'unanimité des revendications italiennes. Parmi les Italiens non-citoyens, et qui le restèrent, certains, au titre de leur *foedus*, furent mieux traités que d'autres, et les Latins, les *Socii latini nominis*, obtinrent au sein de la fédération une place privilégiée. D'autres Italiens, en nombre considérable, reçurent la cité, mais sans les droits politiques, la *civitas sine suffragio*. Enfin, au sommet de l'échelle, la cité complète récompensa les privilégiés. Ces différences de traitement, en créant des jalousies entre Italiens, consolidaient la situation prépondérante de Rome. Elles offraient un second avantage; par les espérances qu'elles faisaient miroiter aux yeux des non-citoyens, elles les convertissaient à leur situation nouvelle et les liaient à la cause unitaire. La qualité de citoyen romain assurait à son titulaire une foule d'avantages; tandis que l'Italien, exception faite pour le Latin et sans doute aussi, en ce qui concerne le *commercium*, pour un certain nombre de cités privilégiées au point de vue juridique, reste confiné dans sa cité, le citoyen romain jouit de ses droits politiques et civils dans toute l'étendue de l'État romain. Qu'il veuille se marier, acheter, vendre ou trafiquer, partout la loi romaine le protège. Le droit de cité romaine représente donc, pour l'Italien, à la fois une amélioration à son sort en lui assurant la garantie de la loi romaine et le moyen, le seul à sa disposition, de sortir de cet isolement chronique qui lui est si dommageable.

Ce n'est pas tout. Outre les avantages collectifs qui pouvaient intéresser la masse des Italiens, il faut considérer les avantages éventuels particuliers aux diverses classes de la population. Il y avait en Italie, comme à Rome, des riches et des pauvres; chacune de ces catégories sociales entrevoyait dans l'acquisition du droit de cité romaine des profits différents; les riches, ambitieux et froissés dans leur orgueil par leur situation juridique inférieure, étaient tentés surtout par les droits politiques, l'éli-

gibilité aux magistratures et l'accession aux grades supérieurs de l'armée ; les pauvres, par l'allègement des charges militaires, le partage égal du butin, la participation aux fondations de colonies et aux libéralités publiques. Tout cela, Rome le savait. Aussi a-t-elle voulu rendre possible cette ascension salutaire. Mais, à son habitude, elle le fit avec prudence et en ménageant soigneusement une série d'échelons intermédiaires. L'ensemble des Italiens annexés reçut le droit de cité inférieur avec possibilité pour eux de s'élever plus tard, quand ils auraient fait leurs preuves, au degré supérieur, le droit de cité complet. Toutes les populations italiennes purent ainsi, à échéance plus ou moins longue, espérer le droit de cité. Cet appât, que Rome propose aux aspirations des vaincus, représente un des éléments constitutifs, et non le moindre, de la première unité italienne.

Enfin Rome donne à l'Italie unifiée ce que, sauf de rares exceptions, comme l'Étrurie ou les cités grecques du sud, elle n'a jamais connu dans le passé : l'outillage économique. On voit apparaître alors les voies romaines (1), ces chemins de fer du monde antique, la Voie Appia, construite de Rome à Capoue par Appius Claudius durant sa censure (312) et prolongée ensuite de Capoue à Brundisium ; la Voie Latina, qui doublait la précédente dans sa partie septentrionale, les Voies Salaria, Flaminia et Clodia, Aurelia, de la fin du iv^e et du iii^e siècle, premières artères d'un réseau qui, poursuivi à la fin de la République, ne devait trouver sa forme définitive que sous l'Empire.

Aux voies romaines il faut ajouter d'autres ouvrages d'utilité publique, — construction d'égouts, d'aqueducs, de ponts, régularisation de fleuves, creusement de ports, — sans compter le perfectionnement de l'agriculture, le développement du commerce, tous bienfaits de Rome où l'Italie nouvelle va trouver la satisfaction croissante de ses intérêts matériels.

(1) V. CHAPOT, dans **IV**, s. v. *Viae*, 793-798.

Par la création de l'unité italienne, Rome a fait œuvre originale. Cette ligue composite, groupement bigarré, où se coudoient une demi-douzaine de races et se parlaient un nombre égal de langues, n'avait pas de précédent et ne devait pas trouver d'analogue dans le monde ancien. Sans doute, au début du III^e siècle, l'édifice — et seul le contraire eût été surprenant — présente encore bien des imperfections et bien des lacunes ; il appartient au temps de réaliser son œuvre coutumière, mais déjà, du double point de vue politique et militaire, l'unité italienne apparaît solide et cimentée de main d'ouvrier. La communauté du péril carthaginois et les avantages économiques, que Rome aura soin de réserver aux Italiens dans l'exploitation du monde, achèveront de leur faire oublier leur passé particulariste et, en resserrant les liens qui les unissent à l'État romain, rendront l'œuvre indestructible. Après avoir subi l'unité, l'Italie se résignera à l'accepter, puis, séduite par l'intérêt qu'elle y trouve, finira par la vouloir. Mais déjà un fait se révèle acquis. Avec ses 130 000 kilomètres carrés, ses 750 000 hommes mobilisables, la fédération italique, forgée à la rude école des guerres de l'indépendance, représente la puissance militaire la plus solide de tout le bassin méditerranéen. Il ne lui manque que la conscience de sa force et la volonté de s'en servir. Les guerres puniques, qui déjà s'annoncent, vont lui donner l'une et l'autre.

LIVRE III

LA GENÈSE DE L'IMPÉRIALISME ROMAIN

CHAPITRE PREMIER

DE L'UNITÉ ITALIENNE AU PROGRAMME MÉDITERRANÉEN

I

LENDEMAINS D'UNITÉ.

En vertu de sa configuration naturelle et de sa situation géographique même, une Italie unifiée se trouve nécessaire-

BIBLIOGRAPHIE. — *Textes.* — Les textes sont éparés (voir à la bibliographie des chapitres II et III). Il convient de signaler plus particulièrement : pour l'ensemble du sujet, TITE-LIVE, livres XXI-XLV, et POLYBE, livres I-V (intacts), VI-XL (en fragments); pour l'Orient, outre ces deux sources capitales, APPIEN, *Syriaques*, 1-47, 66-67; pour l'Espagne, APPIEN, *Ibériques*, 3-62; pour l'Afrique, APPIEN, *Libyques*, 1-135, et l'ensemble des traités internationaux — préliminaires ou actes définitifs — par lesquels Rome a réalisé son hégémonie méditerranéenne : traité de 241 avec Carthage : POL., I, 62; III, 27; APP., *Sic.*, 2; traité de 201 avec Carthage : POL., XV, 18; LIV., XXX, 37; APP., *Lib.*, 54; traité de 196 avec la Macédoine : POL., XVIII, 44; LIV., XXXIII, 30; traité de 189 avec l'Étolie : POL., XXI, 30, 1-5; 32; LIV., XXXVIII, 9-10; traité de 188 avec Antiochus III : POL., XXI, 17, 43; LIV., XXXVIII, 38; APP., *Syr.*, 38-39; traité de 161 avec les Juifs : *I Macc.*, 8, 23-30.

Inscriptions. — Traité avec Cibyra, peu après 188 (DITT., I. O., II, 762).
Ouvrages principaux. — CCI; CXXXI, 128-242; XXVI, III-IV. — Instruments de l'impérialisme : a) Diplomatie et traités : XXVI, IV¹, 519-523; CCXXVI, I; CCXXXV, II, 465-515. b) Armée : XIV, XI, 22-137; CXXIV, I, 409-432. c) Finances : XIV, X, 190-258; 311-334; 340 sq; CLVI, 161 sq.

ment en face de trois problèmes fondamentaux : problème tyrrhénien, problème adriatique, problème continental. L'Italie contemporaine depuis un demi-siècle en fait l'expérience ; le cas de Rome, au lendemain de la première unification italienne qu'enregistre l'histoire, a été identique.

La mer Tyrrhénienne, par ses proportions relativement modestes, par la succession d'îles — archipel toscan au nord, Corse et Sardaigne à l'est, Sicile et îles Lipari au sud — qui l'encadrent, constitue l'une des mers secondaires les mieux caractérisées qui existent. Dans l'ensemble du bassin occidental de la Méditerranée, elle a sa vie à part et son rôle particulier. Le fait était plus vrai encore dans l'antiquité que de nos jours ; la protection naturelle que lui assure contre les gros temps du large l'écran des deux grandes îles occidentales, les habitudes de cabotage, chères à la navigation ancienne, les grandes voies de commerce qui s'y croisaient, lui conféraient, au double point de vue politique et économique, une importance de premier ordre. Étrusques, Grecs, Phéniciens, Carthaginois, s'étaient battus depuis des siècles autour des détroits ou des passes qui en commandaient les abords. L'Italie unifiée, facteur nouveau sur l'échiquier tyrrhénien, prétendait, elle aussi, avoir maintenant son mot à dire. Bloquée par Carthage, qui, sentinelle vigilante, montait la garde aux rives de Corse, de Sardaigne et de Sicile, elle veut se donner de l'air, rompre le cercle insulaire qui l'étouffe et conquérir, par l'éloignement de ses géôliers, la liberté de ses communications avec la pleine mer.

Le second des problèmes qui s'imposent à une Italie unifiée, le problème de l'Adriatique, est conditionné par trois éléments fondamentaux, tous trois de nature spécifiquement géographique. En premier lieu, l'étroitesse de l'Adriatique qui rend les deux côtes solidaires, et facilite singulièrement les relations pacifiques ou hostiles entre elles. Second trait plus important encore : le caractère si différent des deux côtes

balkanique et italienne. Le littoral italien, privé du demi-cercle d'îles qui dessinent en avant de la côte tyrrhénienne une ceinture de protection, dépourvu de bons ports naturels, s'offre sans défense à toute menace venue de l'est. La rive balkanique, au contraire, rocheuse et profondément découpée, avec sa poussière d'îles et son dédale de canaux, présente, au double point de vue militaire et économique, une importance exceptionnelle. Strabon (1), le grand géographe de l'époque d'Auguste, avait déjà noté le fait avec sa clairvoyance et sa précision habituelles :

« Tout le littoral de l'Illyrie, écrit-il, tant la terre ferme que les îles avoisinantes, abonde en excellents ports et contraste à cet égard avec le rivage italien situé vis-à-vis, qui en manque totalement. »

Enfin, dernier caractère : l'Adriatique est presque une mer fermée. Le chenal qui la relie au reste de la Méditerranée, le canal d'Otrante, ne mesure pas plus de quatre-vingts kilomètres de largeur ; c'est dire que la liberté du passage se trouve à la discrétion absolue des puissances riveraines et que l'Italie unifiée, du jour où elle a voulu être chez elle dans l'Adriatique, a été amenée fatalement et comme par une nécessité inéluctable, à faire entrer la question dans le cadre de ses préoccupations vitales.

Quant au problème continental, on peut le résumer d'un mot. Le domaine de la fédération italienne ne dépassait pas au nord la ligne de l'Apennin. Seule, l'acquisition de la frontière alpestre pouvait permettre à l'Italie de réaliser son unité complète et définitive.

Entre ces trois problèmes, dont la solution, répétons-le, s'impose pour elle, mais qu'elle ne saurait prétendre aborder simultanément, auquel, son unité une fois cimentée par l'échec de Pyrrhus, l'Italie ancienne va-t-elle donner la préférence ? A nos yeux de modernes, il semble que le problème

(1. STR., VII, 5, 10 (p. 317 C.).

continental eût dû, par son urgence même, bénéficier d'un droit de priorité. Mais, que la théorie des frontières naturelles, qui nous est chère, ne nous fasse pas illusion. Les Romains n'en sont venus que très tard à considérer les Alpes comme la limite géographique nécessaire de l'Italie, et ils n'ont jamais attribué à cette conception qu'une valeur toute relative. Il ne faut pas oublier que les régions alpestres n'ont été conquises que sous Auguste et que, même au temps de l'Empire, la totalité du versant italien des Alpes ne faisait pas administrativement partie de l'Italie. De plus, le grand danger des invasions celtiques avait cessé depuis le milieu du iv^e siècle; les Gaulois s'étaient fixés en Cisalpine et ces nomades incorrigibles, arrêtés par Rome et séduits par la richesse incomparable du pays qu'ils devaient à la conquête, ne songeaient plus, pour le moment du moins, à courir de nouvelles aventures. La prudence de Rome à leur endroit, les égards qu'elle témoignait à leurs chefs, avaient fait succéder à l'hostilité séculaire des rapports de l'on voisinage également avantageux pour les deux parties. Le Sénat, provisoirement du moins, ne demandait pas autre chose. La conquête de la Cisalpine, par ailleurs, apparaissait comme une affaire très grave, qu'on ne désirait engager qu'à bon escient et dans des circonstances favorables. Rien ne pressait de ce côté; la solution du problème continental pouvait attendre. On verra, spectacle paradoxal au moins en apparence, les légions débarquer dans les îles illyriennes et combattre sous le soleil d'Afrique, avant même d'avoir franchi le Pô et d'être entrées dans Milan.

La question de l'Adriatique ne se présentait pas non plus, à la veille des guerres puniques, avec un caractère d'urgence absolue. Les deux puissances balkaniques les plus intéressées dans un règlement éventuel, l'Épire et la Macédoine, se trouvaient, pour le moment, hors de cause; le bonheur de Rome voulut que de ce côté, temporairement du moins, elle n'eût aucune complication sérieuse à craindre. A la mort de Pyrrhus,

la grande Épire, qu'il avait un instant rêvée, partiellement même réalisée à la pointe de l'épée, cesse d'être en question. Son fils et successeur, Alexandre II, s'estima trop heureux de sauver le patrimoine ancestral pour reprendre les prétentions de son père dans le bassin de la mer Ionienne. Du côté de la Macédoine, la situation se présentait sous un aspect différent. Antigone Gonatas, le fondateur de la nouvelle dynastie, allait travailler à relever la Macédoine de sa longue décadence et aspirait à lui restituer son ancienne puissance, dans l'Adriatique comme ailleurs. Mais cette œuvre de redressement national, qui devait exiger de longues années, ne faisait encore que commencer. Éclipse définitive de l'Épire, effacement temporaire de la Macédoine, le résultat pour la politique romaine était le même : rien ne menaçait du côté de l'Adriatique et, ici encore, Rome pouvait attendre.

Restait le problème tyrrhénien. Outre que Rome avait grandi dans une atmosphère essentiellement tyrrhénienne et que, par conséquent, la question l'intéressait de beaucoup plus près, les progrès constants de Carthage constituaient une menace, non plus problématique, non plus même éventuelle, mais permanente et immédiate pour l'Italie unifiée. Lors de l'expédition de Pyrrhus, déjà, Carthage est en pleine offensive dans la mer Tyrrhénienne, voilà le fait essentiel qu'au début du III^e siècle avant Jésus-Christ il importe avant tout de mettre en lumière. Vers 280, elle occupe Lipara, dans les îles Éoliennes, un poste d'observation de premier ordre au débouché du détroit de Messine, aux avancées mêmes de la péninsule, et, à la même époque, on put craindre un instant de la voir s'installer à Rhegium. « Quel beau champ de bataille, aurait dit Pyrrhus à son départ de Sicile, nous laissons aux Romains et aux Carthaginois ! » Ce mot historique a sans doute la valeur de la plupart des autres ; il n'en traduit pas moins un fait incontestable et de portée immense. Syracuse ne compte plus. Carthage non seulement reprend

le terrain perdu, mais elle ne cesse de progresser, tandis que, de son côté, Rome achève la conquête de l'Italie du Sud. Dans les années qui suivent la mort de Pyrrhus, les frictions entre les deux États augmentent et les rapports se tendent. Nous avons mentionné déjà le rôle suspect de Carthage lors du siège et de la prise de Tarente en 272. Deux années plus tard, Rome reconquiert Rhegium sur les mercenaires campaniens révoltés, et s'assure ainsi, sous forme permanente, face à la Sicile, le contrôle du détroit de Messine, une des deux grandes voies de communication entre les bassins oriental et occidental de la Méditerranée. Carthage, qui n'a pu empêcher *in extremis* l'unification de l'Italie péninsulaire au profit de l'État romain, veut au moins fermer à Rome l'accès de la Sicile, clef de l'Empire colonial carthaginois. L'heure du conflit approche, fatale; l'affaire des Mamertins va en donner le signal.

Au cours de l'anarchie qui avait suivi la mort d'Agathocle, ses mercenaires campaniens, les Mamertins, s'étaient emparés de Messine dont ils avaient fait leur place d'armes et leur repaire. Contre ces incommodes voisins, Syracuse était entrée en campagne et son général, Hiéron, victorieux près du fleuve Longanos (non loin de Milazzo), en avait profité pour relever la tyrannie à son profit. Toujours réaliste dans sa politique, Rome n'hésita pas à reconnaître comme ami et allié le nouveau souverain. Cette première intervention de Rome dans les affaires de la Sicile fut, comme bien on pense, fort désagréable à Carthage, et celle-ci ne devait pas l'oublier. Pendant ce temps, Hiéron, décidé à en finir avec les Mamertins, avait entrepris le siège de Messine, tandis que, de son côté, le général carthaginois Hannibal réussissait à introduire ses soldats dans la citadelle de la ville. Rome à Rhegium, Carthage à Messine, se trouvent dès lors, l'arme au pied et face à face, sur les deux rives opposées du détroit. A ce moment, où il suffisait d'un incident pour déclencher le conflit, les Mamertins

tins s'adressent à Rome, comme à la tutrice des intérêts italiens, et sollicitent son intervention. De cette initiative vont sortir les guerres puniques.

La question tyrrhénienne, qui a provoqué le terrible duel entre Rome et Carthage et, pour la première fois, entraîne l'Italie en dehors de son cadre péninsulaire, est, dans son principe, une lutte pour la Sicile. Mais bientôt, par la multiplication et l'extension des théâtres d'opérations, le problème va prendre une forme beaucoup plus vaste; la Corse, la Sardaigne, l'Afrique, au cours de la première guerre punique, la Cisalpine, la Gaule méridionale, l'Espagne, dans la seconde, entrent successivement dans la zone des armées; à la guerre pour la mer Tyrrhénienne succède la lutte pour la Méditerranée occidentale. Du moins, lorsque Carthage vaincue signe la paix en 201, la question se trouve-t-elle définitivement liquidée; Rome a acquis l'hégémonie dans tout le bassin occidental de la Méditerranée. Mais la guerre punique a eu encore d'autres conséquences : Romains et Carthaginois se sont battus en Cisalpine et en Espagne; en Afrique, Massinissa, allié de Rome, a coopéré aux opérations décisives contre Carthage. La politique romaine, strictement italienne avant les guerres puniques, a maintenant franchi ses limites primitives. Il ne s'agit plus seulement de la Sicile, de la Sardaigne ou de la Corse; les questions qui vont se poser pendant toute la première moitié du II^e siècle avant Jésus-Christ ont nom Espagne, Gaule, Afrique. A l'horizon italien, démesurément élargi par la victoire, succède en Occident l'horizon méditerranéen.

Même processus et mêmes conséquences pour le problème de l'Adriatique. Rome, dès le début du III^e siècle, aborde la question sans programme préconçu et avec ce sens aigu des réalités, au moins des réalités immédiates, qu'elle a toujours apporté aux choses de la politique. Un fait brutal frappe immédiatement son attention; puissance adriatique, elle se voit, dès ses premiers pas, embouteillée dans sa propre conquête. Le

canal d'Otrante, cette voie de communication indispensable entre les deux mers italiennes, devenues par l'unité romaines, est aux mains de l'hellénisme ; à l'est, le roi d'Épire, Pyrrhus, maître en outre de l'Illyrie méridionale et de l'île de Corcyre, à l'ouest, Tarente, la grande métropole grecque de l'Italie du Sud, détiennent les clefs du passage. Le problème de l'Adriatique se présente donc tout d'abord à Rome sous une forme strictement défensive : liberté du passage, garanties nécessaires pour l'assurer, telles vont être les premières revendications de la politique romaine. Plus tard seulement, ce but primordial atteint et cette nécessité vitale assurée, Rome visera plus haut et plus loin. Ses prétentions se haussant à la taille de ses succès, le programme défensif des premières années fera place dans l'Adriatique à une politique plus ambitieuse de domination et d'hégémonie. Par la conquête de l'Italie du Sud, par l'occupation systématique du littoral dans le premier tiers du III^e siècle, Rome réalise son programme adriatique et s'assure, d'une manière efficace, la liberté du passage. Mais déjà, comme il arrive souvent en politique, le programme de la veille ne correspondait plus aux réalités du jour et moins encore aux besoins du lendemain. Un demi-siècle avait passé depuis que les légions romaines avaient foulé pour la première fois la rive de la mer orientale. La jeune Italie, unifiée par la volonté de Rome et étroitement groupée sous sa main, prenait conscience de ses destinées et voyait s'ouvrir pour elle, dans l'Adriatique comme ailleurs, des horizons jusque-là insoupçonnés.

Dans la seconde moitié du III^e siècle, pour la première fois, l'Italie, par la voix de Rome, aborde pleinement le problème de l'Adriatique. Dans quel esprit l'aborde-t-elle ? Quelle solution prétend-elle lui donner ? Cette solution est écrite sur la carte même. Les représentants de la politique romaine, en quête d'un programme d'action, n'ont eu que la peine de l'y déchiffrer, et, s'ils ont su trouver les moyens de réalisation à la fois

les plus sûrs et les plus prompts, c'est que la géographie même a pris soin de leur en dicter souverainement les termes. L'hégémonie italienne dans l'Adriatique, le nouveau but visé, devait de toute évidence se fonder sur deux éléments : la maîtrise du canal d'Otrante, la domination de la côte dalmate ; le plus sûr moyen — le seul — pour réaliser ce programme, était de prendre pied, à titre permanent, sur la côte balkanique et d'y établir une solide tête de pont, où l'Italie trouverait à la fois un rempart contre l'hellénisme et la meilleure des sauvegardes pour le maintien de sa récente unité. De résistances locales, dans ces régions occupées par les peuplades illyriennes, il n'y en avait guère à prévoir ; la grave difficulté était, ou plus exactement aurait pu être, d'ordre international. Mais les deux seules puissances balkaniques directement touchées par la question, l'Épire et la Macédoine, se trouvaient, nous l'avons vu, à titre définitif ou provisoire, hors de cause. Ainsi donc, au point de vue local, aucun obstacle insurmontable à redouter, au point de vue international, liberté au moins temporaire de ses mouvements, tel pouvait s'établir, pour la politique romaine, le bilan de l'entreprise. Le but qu'elle s'était proposé, les deux campagnes illyriennes de 229 et de 219 vont pleinement permettre à Rome de l'atteindre.

Les conséquences internationales de cette situation nouvelle ne tardent pas à apparaître. Jusqu'à la seconde guerre punique, en somme — encore qu'il ne faille pas exagérer ce point de vue, — les deux bassins de la Méditerranée avaient mené une vie isolée et particulière.

« Jusque-là, écrit Polybe (1), les divers incidents qui se produisaient dans le monde n'avaient entre eux aucune relation ; on ne formait aucune entreprise, on n'exécutait aucun projet que pour des raisons particulières ; une action n'intéressait que le pays où elle se passait. Mais, depuis cette époque, toutes les affaires font corps, pour ainsi dire, les unes avec les autres ; celles de l'Italie et de l'Afrique sont mêlées à celles de l'Asie et de la Grèce et toutes tendent vers la même fin. »

(1) POL., I, 3, 3-5.

Rome n'avait eu encore avec l'Orient que des relations rares et épisodiques ; c'est le problème de l'Adriatique qui, pour la première fois, établit le contact direct et permanent entre le bassin oriental et le bassin occidental de la Méditerranée. Du jour où Rome prend pied sur la côte illyrienne, il y a pour elle une question d'Orient. Quelle forme précise aux yeux de la politique romaine va-t-elle prendre ?

C'est d'abord l'établissement de relations directes et de plus en plus suivies avec les divers États du monde hellénistique. Écoutons encore Polybe (1) :

« Dans cette conférence, — la conférence de Naupacte en 217, — on vit pour la première fois les affaires de la Grèce en connexité avec celles de l'Italie et de l'Afrique. Depuis lors Philippe et les chefs de la Grèce, qu'ils fissent entre eux la guerre ou la paix, ne réglèrent plus leur conduite sur ce qui se passait en Grèce, mais ils portèrent tous vers l'Italie leurs yeux et leur pensée. Ce changement de politique gagna rapidement les îles et l'Asie ; les ennemis de Philippe et quelques-uns des adversaires d'Attale ne se tournèrent plus vers Antiochus ou Ptolémée, vers le midi ou vers l'est ; ce fut à l'occident qu'ils dirigèrent leurs regards et ils envoyèrent des ambassades, les uns aux Carthaginois, les autres aux Romains ; les Romains, de leur côté, en envoyèrent aux Grecs, car l'audace de Philippe les inquiétait et ils craignaient de le voir profiter des embarras avec lesquels ils étaient aux prises. »

Le système politique oriental, depuis la mort d'Alexandre, reposait essentiellement sur les relations — hostiles ou pacifiques — des trois grandes monarchies hellénistiques issues du démembrement de son empire, la Macédoine, le royaume des Séleucides, la monarchie des Lagides. Depuis la seconde guerre punique, Rome va se trouver graduellement mêlée aux affaires de la Méditerranée orientale, jusqu'au jour où il ne se passera plus rien en Orient sans qu'elle ne prétende avoir son mot à dire, d'abord, sa volonté à imposer, ensuite.

En second lieu, sous une forme plus concrète, c'est le conflit avec la grande monarchie balkanique, la Macédoine. Le traité de Naupacte, en 217, en mettant fin à la guerre sociale, avait rendu à la Macédoine la pleine liberté de ses mouvements.

(1) POL., V, 105, 4-8.

Philippe en profite pour relever le drapeau des revendications nationales et revendiquer au nom de son pays cette façade sur l'Adriatique perdue depuis une centaine d'années. En 215, il s'allie à Hannibal pour faire triompher ses prétentions; la diplomatie romaine lui répond en rallumant la guerre en Grèce, et, en 205, la paix de Phœnice garantit à Rome le maintien de sa situation privilégiée dans l'Adriatique.

Trois ans plus tard, l'alliance conclue entre Philippe de Macédoine et le Séleucide Antiochus III contre le roi d'Égypte Ptolémée V Épiphane, vrai traité de partage de la monarchie lagide, va provoquer de nouvelles complications, qui de proche en proche conduiront Rome à l'hégémonie de l'Orient. De la question de l'Adriatique aux problèmes complexes du monde oriental, il n'y avait donc qu'un pas. L'impérialisme romain, le moment venu, n'hésitera pas, bon gré mal gré, à le franchir.

II

LA POLITIQUE DE DÉFENSE ET LA GUERRE PRÉVENTIVE.

L'expansion de la puissance romaine hors d'Italie, depuis le III^e siècle avant Jésus-Christ, la conquête graduelle du bassin méditerranéen sont des faits qui appartiennent à l'histoire. Mais y a-t-il eu un impérialisme romain et, si oui, quelles raisons profondes doit-on lui assigner, sous quelle forme précise convient-il de concevoir son éclosion et ses étapes successives? Attentives à légitimer, les plus audacieuses même à prédire le passé, les théories se pressent et se heurtent. Théorie de la conquête systématique : Rome concevant froidement l'asservissement du monde et réalisant méthodiquement, malgré vents et marées, ses plans ambitieux. Théorie sentimentale : c'est le philhellénisme, dont la proclamation des jeux isthmiques marque l'apogée, dont la guerre contre Antiochus et l'intervention romaine en Asie Mineure représenteraient les conséquences nécessaires. Théorie de l'impérialisme défensif : Rome

n'aurait jamais attaqué que pour se défendre, et c'est malgré elle, pour ainsi dire, qu'elle aurait fini par étendre son hégémonie à tout le monde méditerranéen. Voilà la thèse; voyons-en les principaux arguments. Menacée par les peuples voisins, Étrusques, Volsques, Sabelliques, Rome a dû les soumettre pour avoir la paix dans le Latium; menacée par les invasions celtiques, elle a dû prendre la direction des Italiens pour écarter l'envahisseur, et la conquête même de la Gaule par César ne sera que le dernier épisode d'une guerre séculaire. Défensive, la guerre contre Pyrrhus, nécessaire à l'achèvement de l'unité italienne; défensive la guerre contre les Sémites d'Afrique, première vague de l'islamisme avant la lettre, dont le fanatisme religieux et la cupidité mercantile menacent de submerger l'Italie et, après elle, l'Europe toute entière; défensive la guerre contre les pirates d'Illyrie, indispensable pour assurer la liberté du commerce et la sécurité du littoral de l'Adriatique; défensive la guerre contre Hannibal, guerre pour l'intégrité du territoire et l'indépendance nationale; défensives encore les guerres d'Espagne et de Grèce, corollaires logiques de la guerre punique et imputables, comme cette dernière, à l'impérialisme carthaginois; défensives enfin les guerres d'Orient, conséquences de la politique agressive de Philippe et d'Antiochus, actes de préservation indispensables à la sécurité de l'Italie unifiée. Qu'il y ait eu un impérialisme romain, nul doute, et l'on aurait mauvaise grâce à le nier, mais cet impérialisme, dans ses buts au moins, est toujours resté strictement défensif. Nous avons encore la théorie du machiavélisme : Rome déployant au service de son programme une habileté diplomatique et une pénétration politique telles que l'humanité n'en a jamais connu ni antérieurement, ni après elle; — la théorie de la contingence : la politique romaine passive et toujours à la suite, la conquête romaine, résultat d'un pur accident, s'expliquant par le seul jeu des circonstances, tout, en un mot, dans le monde concourant à la

grandeur de Rome, tout, sauf les Romains eux-mêmes ; — la théorie de l'impérialisme militariste, la théorie de l'impérialisme économique, d'autres encore (1).

Pour nous orienter dans ce dédale de thèses, aussi nombreuses que variées, il n'est pas inutile de poser, comme autant de jalons, un certain nombre de vérités premières. Tout d'abord, à tout seigneur tout honneur, l'élément géographique. Par sa situation au centre du bassin méditerranéen, avec sa double façade maritime tyrrhénienne et adriatique, tournée la première vers l'Occident, la seconde vers l'Orient, l'Italie semblait destinée par la nature même à jouer dans l'histoire de la Méditerranée un rôle prépondérant, fait indiscutable qu'il convient toutefois de ne pas exagérer, possibilité prometteuse, sans plus, que l'élément humain pouvait ou non transformer en réalité. L'élément humain, en l'occurrence, ce seront les circonstances générales, d'une part, le tempérament du peuple destiné à les exploiter, de l'autre. Rome a paru à son heure, entre le monde oriental déjà voué à la décadence, et le monde occidental, encore plongé dans la barbarie. La première de tous les grands pays méditerranéens, dépassant ce cadre traditionnel de la cité antique, elle a su réaliser, sous une forme stable, une unité nationale de type élargi. L'unité balkanique, un moment créée par la Macédoine, a précédé de plus d'un demi-siècle l'unité italienne, sous forme de la ligue de Corinthe (338-337), mais elle est restée incomplète et surtout, malgré plusieurs tentatives de renouvellement ultérieures, elle n'a pas duré ; de par cet accident, l'Italie et Rome ont eu le champ libre. Quant au peuple romain lui-même, tel nous l'avons vu dans la conquête de l'Italie, tel nous le retrouvons, au cours de son expansion méditerranéenne. Ne faisons du Romain, ni un rustre inintelligent, ni un surhomme. Deux traits dominant son caractère : l'absence d'imagination et le sens pratique. Pas de programme de politique

(1) Sur ces diverses théories, en particulier, **CXIV**, 97-172 ; **CXXXI**, 138-189 ; **CCI**, 63-75 ; **CLIII**, 306-334 ; **XXVI**, IV¹, 25-27.

extérieure savant et à longue portée. Le Romain, lorsqu'il songe à l'avenir, ne voit pas plus loin que le lendemain ; il n'aime pas encombrer son horizon d'un monde d'éventualités dont la plupart ne se réaliseront jamais. Pratique, il ne se soucie guère de sentimentalité ; il fait une politique d'intérêts, une politique réaliste, à objectifs précis et prochains. Dans ces conditions, il est logique que la politique extérieure lui apparaisse surtout sous la forme d'une succession de problèmes défensifs.

En 264, Rome intervient en Sicile et donne ainsi le signal des guerres puniques ; elle le fait sous l'impression de la menace carthaginoise :

« Les Romains, nous dit Polybe (1), voyaient les Carthaginois déjà maîtres de l'Afrique, d'une grande partie de l'Espagne, de toutes les îles que baignent la mer de Sardaigne et la mer Tyrrhénienne ; s'ils s'emparaient encore de la Sicile, il était à craindre qu'ils ne fussent des voisins bien gênants et bien redoutables qui les encercleraient et menaceraient toutes les côtes d'Italie. Or, il était évident qu'ils auraient vite fait de soumettre la Sicile, si l'on ne portait secours aux Mamertins, car, Messine leur étant livrée, il ne leur faudrait pas longtemps pour enlever Syracuse, leur domination étant déjà établie sur presque toute la Sicile. C'est ce qu'on prévoyait à Rome, où l'on trouvait de toute nécessité de ne pas abandonner Messine, de ne pas laisser les Carthaginois se faire comme un pont pour passer en Italie. »

On se rappelait trop à Rome les grands tyrans syracusains, Hiéron, Denys l'Ancien, Agathocle et leur politique d'active intervention dans les affaires de la péninsule, pour rester aveugle devant l'éventualité d'une menace analogue. Même cas en 201, lorsque le Sénat déclenche cette seconde guerre de Macédoine, qui de proche en proche entraînera Rome à la conquête de l'Orient tout entier. A la suite de la première défaite de Carthage, et du règlement, au profit de l'État romain, de la question tyrrhénienne, on avait cru à Rome l'Italie désormais inviolable, et ce sentiment n'avait pas tardé à devenir un dogme ; l'invasion d'Hannibal, dur réveil, avait brutalement ouvert les yeux, et, sensibles comme ils l'étaient particulière-

(1) POL., I, 10, 5-10.

ment aux leçons de l'expérience, l'éventualité d'un danger analogue, venu cette fois de l'est et émanant de la Macédoine, avait bientôt provoqué les inquiétudes de l'opinion publique. Le Sénat, de sens plus froid et mieux renseigné, n'allait peut-être pas jusqu'à partager semblable crainte, mais du moins, il y avait un péril plus rapproché et, par conséquent, plus grave, qu'il était bien décidé à écarter un jour ou l'autre. La péninsule des Balkans comptait au moins autant d'habitants que l'Italie; unie, elle aurait pu mettre en ligne un nombre de combattants égal. Il ne fallait à aucun prix pour la grandeur, plus encore pour le salut de l'Italie, que cette unité balkanique, un moment réalisée par Philippe et Alexandre, pût ressusciter avec des garanties nouvelles de solidité et de durée. Il pouvait sembler prématuré, en réalité il était sage d'intervenir avant que la Macédoine n'eût pu réaliser ses desseins. Même souci défensif encore, dans la guerre contre Antiochus; Rome, qui a ruiné les projets de la Macédoine sur la Grèce, ne veut pas qu'une nouvelle puissance militaire s'installe dans les Balkans; pour délivrer l'Italie d'une possibilité de ce genre, elle n'hésite pas à passer en Asie et, par le traité de 188, coupe les ailes aux ambitions européennes des Séleucides. Par sa guerre contre Persée, enfin, menacée tôt ou tard d'une revanche macédonienne, elle élimine radicalement le mal en supprimant la Macédoine elle-même.

Dans l'histoire des grandes puissances militaires, le fait est certain, l'engrenage a toujours joué un rôle considérable. Toute campagne victorieuse, par ses conséquences et ses répercussions, en prépare une autre et l'État conquérant se trouve amené, ne fût-ce que par souci défensif, à conquérir davantage encore. Rome n'a point échappé à cette loi générale. Mais, du moins dans son cas, si la théorie de l'impérialisme défensif explique beaucoup, elle n'explique cependant pas tout. Il y a eu, dans ce long enchaînement d'interventions et de conquêtes, des moments particulièrement décisifs où Rome a dû prendre

parti, où l'offensive a dépendu d'elle et d'elle seule. Trois de ces moments méritent de retenir l'attention : le début des guerres puniques en 264, la déclaration de guerre à la Macédoine en 200, la lutte suprême contre Carthage au milieu du II^e siècle. Quelle a été dans ces cas concrets, abstraction faite des théories, si séduisantes puissent-elles apparaître, l'attitude du gouvernement romain ? Si l'on veut suivre dans son développement la genèse de l'idée de conquête à Rome, quelques précisions sont ici nécessaires.

En 264, Carthage, débarrassée de Pyrrhus, menace de submerger toute la Sicile. Syracuse, en pleine décadence, ne peut l'arrêter. Des forces carthaginoises s'introduisent par ruse dans la citadelle de Messine. Qu'il y ait dans cette avance une menace pour la jeune unité italienne, aucun doute, et Polybe (1), nous l'avons vu, le dit expressément, mais des mesures défensives pouvaient suffire, et quant au danger d'une invasion carthaginoise en Italie, si l'on se rappelle que Carthage, au cours de deux siècles de luttes acharnées, n'avait pu réussir à conquérir toute la Sicile, on est en droit de rester pour le moins sceptique vis-à-vis d'une éventualité de ce genre. En se décidant à secourir les Mamertins, Rome, quels qu'aient pu être ses raisons ou ses prétextes, passe bel et bien à une politique d'offensive. Le jour où les légions traversent le détroit de Messine, ce jour-là, l'impérialisme romain, consciemment ou non, inaugure la longue série de ses guerres coloniales et se lance à la conquête du monde méditerranéen.

En 200, un an après le traité de paix qui termine la seconde guerre punique, le Sénat fait mettre à l'ordre du jour des comices la déclaration de guerre à la Macédoine (2). Il savait par expérience qu'un jour où l'autre la question adriatique provoquerait un conflit entre les deux puissances, et l'alliance que venaient de conclure deux ans auparavant le roi de Macédoine,

(1) POL., I, 10, 5-10. — (2) LIV., XXXI, 6, 1.

Philippe V, et le Séleucide Antiochus III n'avait fait qu'exagérer ses craintes. Du point de vue défensif, cependant, rien ne pressait, et, couverte par son réseau d'avant-postes illyriens, Rome avait le temps d'aviser. Le Sénat cependant prend les devants. C'est que, politiquement et militairement, le moment est essentiellement favorable. Retenu en Asie par son conflit avec l'Égypte, Antiochus n'a pas encore les mains libres; et, d'autre part, entraînée par les rudes épreuves de la seconde guerre punique, l'armée romaine se trouve dans des conditions exceptionnelles qui ne se retrouveront peut-être jamais. Pendant les dix-huit années qu'a duré la guerre d'Hannibal, l'Italie tout entière est restée en état de mobilisation permanente et son armée de citoyens a pris la valeur d'une armée professionnelle. Plus encore. L'organisation militaire romaine avait toujours eu un point particulièrement faible, le commandement supérieur, qui souffrait à la fois de deux inconvénients très graves, l'incapacité et l'instabilité. Or, grâce à la guerre punique, l'un et l'autre de ces vices chroniques se trouvaient, sinon éliminés, du moins, provisoirement, fort atténués. Les cadres supérieurs avaient eu le loisir de se former face à l'ennemi; Scipion l'Africain, Flamininus, les futurs vainqueurs de Zama et de Cynoscéphales, tribuns militaires avant vingt ans, avaient fait sur les champs de bataille d'Italie l'apprentissage de la grande guerre et préparé dans l'épreuve les triomphes de l'avenir (1). Aussi le Sénat, qui a pleine conscience de ces avantages du moment, préfère-t-il liquider immédiatement l'affaire macédonienne et agit-il en conséquence.

De même enfin, lorsqu'à la veille de la troisième guerre punique, Rome prononce froidement l'arrêt de mort de Carthage, l'éventualité de la prise de la ville par Massinissa, grave danger d'avenir qu'elle veut écarter une fois pour toutes, contribue dans une mesure très large à la décision prise. Ce jour-

(1) Sur ce rôle de la seconde guerre punique dans la formation des officiers, PLUT., *Flam.*, I, 4.

là, quelques motifs qu'elle puisse invoquer, elle prend l'initiative et l'offensive vient d'elle.

Mais cette théorie, d'après laquelle la guerre avec le voisin est tôt ou tard fatale et qui prescrit de prendre les devants, dès que l'on a — ou croit avoir — tous les atouts en main, cette théorie, nous aussi, nous la connaissons; c'est celle de la guerre préventive, enfant chéri de tous les impérialismes, et nous savons par une série d'expériences que les amateurs de conquêtes, en tous temps et en tous lieux, ont toujours eu un faible pour elle. Guerre préventive donc contre Carthage en 264, guerre préventive contre Philippe de Macédoine en 200, guerre préventive contre Persée en 171, guerre préventive toujours contre Carthage en 149. Que Rome n'ait pas visé dès la fin du III^e siècle à la conquête systématique du monde, théorie simpliste et, n'en déplaise à Bossuet, enfantine à laquelle il convient d'opposer sans plus la question préalable; que, même au lendemain de la défaite de Carthage en 201, le gouvernement romain n'ait voulu ni d'une politique de conquêtes, ni d'une politique d'annexion, aucun doute; que le souci de la défensive ait toujours été au premier plan de ses préoccupations, d'accord; mais il n'en reste pas moins que, par la voie d'un enchaînement logique, l'unification de l'Italie a entraîné Rome à la conception d'un programme méditerranéen toujours plus large et que, le système de la guerre préventive aidant, ce programme devait avoir comme conséquence nécessaire, à échéance plus ou moins lointaine, la soumission du monde méditerranéen tout entier.

Le Sénat, le grand organe directeur de la politique extérieure romaine, investi depuis la seconde guerre punique d'une véritable dictature à cet égard, porte la principale responsabilité en la matière. Sur ce point, aucun doute possible. La déclaration de guerre à la Macédoine, en 200, est rejetée par la presque unanimité des centuries (1) :

(1) Liv., XXXI, 6, 3.

« Les citoyens, nous dit Tite-Live (1), étaient las d'une guerre aussi longue et aussi désastreuse — la seconde guerre punique — et l'ennui des dangers et des fatigues les avait naturellement poussés à ce refus ; d'ailleurs le tribun de la plèbe Q. Baebius, reprenant l'ancien système de récriminations contre les sénateurs, les accusait de faire naître guerres sur guerres pour empêcher le peuple de goûter jamais les douceurs de la paix. »

Le Sénat insiste, fait remettre la proposition à l'ordre du jour des comices (2) et finit par emporter le vote (3). En 171, en 149, de même, contre Persée dans le premier cas, contre Carthage dans le second, le Sénat, et le Sénat seul, prend l'initiative de la rupture. Mais le peuple a aussi sa part, et une part souvent très large de responsabilité, dans l'orientation de la politique extérieure romaine ; depuis le III^e siècle, d'une manière générale, il s'associe pleinement à la politique sénatoriale, moins d'ailleurs par juste compréhension de la situation internationale que par le souci bien entendu de ses intérêts matériels : diminution de l'impôt sur le capital et même suppression de fait depuis 167, bon marché de la vie par l'abaissement du prix du blé, distributions et libéralités, fêtes et spectacles de toute nature, voilà surtout les avantages que le peuple voit dans la conquête. Aussi, son accès de mauvaise humeur, accès d'ailleurs éphémère, de 200 mis à part, ratifie-t-il sans mot dire les initiatives du Sénat, par exemple en 191 (4) et en 171 (5), lors des déclarations de guerre à Antiochus ou à Persée. Parfois même, il manifeste plus d'intransigeance que le Sénat lui-même. La première guerre punique nous présente deux cas typiques de cette attitude. En 264, le Sénat hésite à accueillir l'appel des Mamertins ; il délibère longuement sans parvenir à prendre une décision.

« Mais le peuple, ruiné par les guerres précédentes, prêt à saisir n'importe quelle occasion de réparer ses pertes, poussé en outre et par les arguments d'intérêt public et par les avantages considérables que les consuls montraient à chaque particulier, se prononça pour l'expédition. Par décision du peuple

(1) Liv., XXXI, 6, 4-5. — (2) Liv., XXXI, 6, 5-6 ; 7, 1 sq.

(3) Liv., XXXI, 8, 1-2. — (4) Liv., XXXVI, 1, 6.

(5) Liv., XLII, 30, 11.

un des deux consuls, Appius Claudius, fut placé à la tête d'une armée de secours et reçut l'ordre de traverser le détroit pour secourir Messine (1). »

A la fin de la guerre, en 241, c'est le peuple, non le Sénat, qui rejette comme insuffisants les préliminaires de paix signés par Lutatius Catulus. Une commission de dix sénateurs, envoyée à son instigation, les modifie et les aggrave (2). L'impérialisme, exalté par la victoire, commence à conquérir l'esprit public.

III

L'IMPÉRIALISME MILITARISTE ET L'IMPÉRIALISME ÉCONOMIQUE.

La seconde guerre punique, l'épreuve la plus dure que Rome ait encore traversée, marque le moment décisif pour la formation de l'impérialisme romain. Après avoir lutté pendant dix-huit ans pour leur existence même, Rome et l'Italie remportent une victoire complète; la puissance de Carthage brisée, rien en Occident ne peut plus leur résister. En Orient, au contraire, les grandes monarchies hellénistiques restent debout; la phalange, l'énigme de l'heure, conserve intact son immense prestige et nombreux sont ceux, dans le monde hellénique, qui croient encore, comme en un dogme, en son invincibilité. La journée de Cynoscéphales dissipe cette dernière illusion, non seulement aux yeux des Grecs, mais, fait plus gros de conséquences, aux yeux des Romains eux-mêmes (3). Victorieuse de Carthage et de la Macédoine, les deux premières puissances militaires du bassin méditerranéen, Rome sait, — une double expérience l'a prouvé — que désormais elle peut tout par son armée. Du pouvoir au vouloir, il n'y a pas loin et, comme on ne fait point à l'impérialisme sa part, ce pas sera rapidement franchi. Ivresse nationale, vertige de grandeur, mais aussi,

(1) POL., I, 11, 2-4. — (2) POL., I, 63, 1.

(3) Voir le parallèle entre la phalange et la légion dans POLYBE, XVIII, 28-32; CXXIV, I, 409-432.

comme nous le verrons plus loin par l'étude du facteur économique, considérations plus prosaïques et plus matérielles. Les hommes, je ne dis pas les partis, car à cette époque il n'y en a plus guère, peuvent lutter sur le terrain de la politique intérieure; dans le domaine de la politique extérieure, ils sont d'accord; les Scipions, qui dans les quinze premières années du II^e siècle exercent l'influence prépondérante, et leur implacable ennemi Caton, quand il s'agit de la grandeur romaine, marchent la main dans la main. L'idée de l'impérialisme gagne la cité tout entière; c'est dans cette unanimité qu'il faut chercher le secret de sa puissance et la force irrésistible de son expansion.

Et ici, une grave question se pose. Jusqu'à quel point, à côté des causes politiques, le facteur économique est-il intervenu dans la formation et le développement de l'impérialisme romain? Nous verrons par la suite son rôle vers le milieu du II^e siècle avant Jésus-Christ; mais, dans quelle mesure a-t-il influé sur la politique romaine pendant la première moitié du siècle? Sur ce point deux thèses se trouvent en présence; pour les uns, l'impérialisme romain, durant cette période, obéit à des préoccupations de nature surtout mercantile; les grandes campagnes d'Orient, d'abord, la destruction simultanée de Carthage et de Corinthe, plus tard, porteraient la griffe du commerçant et du spéculateur romain; selon les autres, l'impérialisme à Rome serait de forme strictement militaire et les intérêts économiques ne l'auraient influencé que dans des proportions ou nulles ou tout au moins négligeables (1). Qui a raison? Répondons: ni l'une ni l'autre de ces deux thèses, dont le schéma trop rigoureux ne tient compte ni de la complexité naturelle du problème, ni de l'évolution historique dont il a subi l'effet.

Que l'impérialisme romain, par le milieu où il a pris naissance et les conditions qui ont présidé à ses premiers progrès, ait été de nature essentiellement militariste, aucun doute. Entre

(1) T. FRANK, dans **XXX**, 1912-1913, 233 sq.; *id.*, **CXXXII**, 108-118; **CXLIV**, 369-375; **XXVI**, IV¹, 26 et n. 58.

l'impérialisme romain et l'impérialisme carthaginois, l'impérialisme d'un peuple de soldats et l'impérialisme d'un peuple de marchands, il y a opposition complète. Cause à Carthage, le point de vue économique, à Rome, apparaît surtout comme une conséquence et un résultat. Premier fait, qui remonte à la fin du II^e siècle. La seconde guerre punique, par les multiples et importantes adjudications militaires de toute nature auxquelles elle a donné lieu, a eu pour résultat la création d'une classe de capitalistes, dont l'importance grandira lentement au cours des cinquante années suivantes, et qui apparaîtra constituée de toutes pièces à l'époque des Gracques. Second fait : de par son expansion méditerranéenne aussi bien en Occident (Espagne, Afrique) qu'en Orient, Rome devient un grand centre de capitaux. Sous des formes multiples — butin, indemnités de guerre, exploitation licite ou illicite des pays conquis, commerce ou banque — les capitaux y affluent en masse. Les uns se répartissent entre les particuliers; les autres vont au trésor, mais, comme nous le verrons tout à l'heure, pour n'y pas rester. L'Italie, en moins de deux générations, devient le pays le plus riche du monde méditerranéen. Pour la plus grande partie, ces capitaux ne restent pas dans la péninsule. L'Italien et le Romain les prêtent au dehors, les font fructifier en les investissant dans les entreprises de régions à capitaux plus rares, et, par là, l'exportation du capital italien, à mesure qu'elle se généralise, devient un facteur important avec lequel, bon gré mal gré, la politique romaine aura de plus en plus à compter. En troisième lieu enfin, parallèlement à l'afflux des capitaux se développe dans la péninsule l'esprit mercantile et le goût du commerce. Partis agriculteurs à la guerre, nombre de Romains ou d'Italiens, séduits par l'appât d'un gain plus facile, se transforment en trafiquants; avec leur part de butin ou l'argent qu'ils se procurent par la vente du champ paternel, ils achètent un navire et se mettent aux affaires. On les trouve à Délos dès le premier tiers du II^e siècle.

L'exploitation du monde, corollaire de la conquête, s'organise ainsi sous la forme d'une immense et fructueuse affaire, où toutes les classes de la population vont trouver leur compte. Pour l'aristocratie, l'impérialisme représente les honneurs, les triomphes, les gouvernements provinciaux, l'exploitation des territoires conquis, les spéculations sur l'*ager publicus*, c'est-à-dire le pouvoir, la gloire, la richesse ; pour la classe équestre, la perception des impôts, les adjudications publiques (fournitures militaires, travaux publics, etc.), et la banque. Le bénéfice de ces opérations ne reste pas limité à la classe capitaliste proprement dite, et des censures particulièrement fastueuses comme celle de 174 représentent une véritable pluie d'or pour l'ensemble de la population italienne. Polybe, dans un passage important entre tous, nous montre le fait pour le milieu du II^e siècle :

« Il y a en Italie beaucoup de travaux qui sont adjugés par les censeurs : construction et entretien de monuments publics, qui sont si nombreux qu'on peut à peine les compter, exploitation des cours d'eau, des ports, des jardins, des mines, des terres, en un mot de tout ce qui est soumis à l'autorité romaine ; c'est le peuple qui se charge de toutes ces entreprises et presque tous, pour ainsi dire, y participent par les fermages auxquels elles donnent lieu et par les bénéfices qui en résultent ; les uns passent les marchés avec les censeurs, d'autres s'associent avec eux ; d'autres leur servent de caution, d'autres enfin engagent en garantie leurs biens au trésor (1). »

N'oublions pas non plus le paysan, à qui l'on demande des vivres ou des matières premières, et le reste du peuple, pour qui la politique d'expansion représente la suppression ou l'allègement du tribut, une part plus ou moins considérable de butin, du travail assuré et des avantages matériels de toute espèce. On a donc le droit de dire que toutes les classes de la population communient, non seulement dans la gloire, mais aussi dans les affaires de la patrie. Dès lors, il n'est pas étonnant que le facteur économique ait pris, durant la première moitié

du II^e siècle, une influence toujours plus large sur l'orientation de la politique extérieure romaine et que, sans être encore à cette époque ni exclusif, ni même prépondérant, il ait du moins mis au service de l'impérialisme la puissance considérable dont il pouvait déjà disposer.

IV

LES MÉTHODES DE L'IMPÉRIALISME ROMAIN.

Que l'impérialisme romain représente un système brutal et souvent inexorable, aucun doute à cet égard. Mais, à défaut de panégyriques, que ses méthodes ne comportent guère, du moins peut-il évoquer quelque excuse. Écartons d'abord la série de justifications dans lesquelles se complait la tradition romaine, la générosité, la loyauté, la clémence de l'homme d'État ou du soldat, opposées à l'égoïsme, à la cruauté et à la mauvaise foi chroniques de l'adversaire. Lorsque Tacite (1) fait dire à Claude « que les Romains avaient appris de leurs ancêtres à montrer autant de clémence envers les suppliants que de vigueur contre leurs ennemis », ou à Tibère « que le peuple romain ne se vengeait pas de ses ennemis par la fraude et les complots, mais ouvertement et à main armée », gardons-nous de le croire sur parole; quand Virgile enferme dans son lapidaire « *parcere subjectis et debellare superbos* » (2), les directives suprêmes de la politique romaine, rappelons-nous que les *superbi* aux yeux de Rome sont simplement les peuples qui prétendent défendre jusqu'au bout leur indépendance nationale. Tout au moins, à la décharge de l'impérialisme romain, convient-il de retenir une remarque. Ses procédés extrêmes — dévastation du sol, confiscation du territoire, déportation des habitants — étaient monnaie courante dans l'antiquité et le Romain, peu inventif de nature, n'a pas plus innové

(1) TAC., *Ann.*, XII, 20; II, 88. — (2) VIRG., *En.*, 853.

sur ce point que sur les autres, circonstance atténuante, si l'on veut, mais rien de plus. Pour juger l'impérialisme romain à ses actes, il y a des mots et il y a des faits.

Des mots. Citons Polybe :

« Le Sénat, écrit-il (1), à propos de la politique romaine en Achaïe, trouva que les conseils de Callicrate étaient avantageux à suivre; il se mit dans l'esprit qu'il fallait soutenir les partisans de la cause romaine et abaisser ses adversaires. Ce fut alors qu'il adopta pour la première fois cette politique d'humilier dans chaque pays les plus ardents patriotes et de favoriser ceux qui défendaient sa propre cause. » — « Telle est en effet la politique fréquente de Rome; elle profite de l'inadvertance des autres pour étendre et consolider sa propre domination, tout en ayant l'air de leur être agréable et de leur rendre service (2). »

Même note pour les relations de Rome avec Carthage :

« Les Romains ne témoignèrent aucun respect de l'équité et les Carthaginois durent s'incliner devant la nécessité (3). » — « Quant à la seconde guerre, celle qui donna lieu au traité relatif à la Sardaigne, on ne saurait trouver une raison, un prétexte plausible pour la justifier; il faut bien reconnaître qu'ils ont abusé des circonstances en forçant les Carthaginois contre toute justice à leur céder la Sardaigne et à leur verser la somme considérable dont nous avons parlé (4). »

ou encore :

« Les Romains donnaient toujours tort à Carthage, non que ce fût justice, mais parce que cette décision leur semblait plus conforme à leurs intérêts (5). » — « Il y a longtemps que, dans l'esprit de tous, c'était (la guerre contre Carthage) une chose absolument décidée; on ne cherchait qu'une occasion favorable et un prétexte plausible aux yeux du monde (6). »

Dans la bouche d'un Polybe, qui n'est rien moins qu'un ennemi de Rome en général, et de l'aristocratie dominante en particulier, de semblables témoignages prennent une valeur singulièrement caractéristique. Mais nous avons mieux encore : les faits. Rome fera plus tard de grandes choses pour l'humanité, mais il ne faut ni transposer les dates, ni défigurer les

(1) POL., XXIV, 10, 3-5.

(2) POL., XXXI, 10, 7-8. — (3) POL., III, 10, 3. — (4) POL., III, 28, 1-2.

(5) POL., XXXI, 21, 6-7. — (6) POL., XXXVI, 2, 1.

intentions; dans le légionnaire qui a conquis le monde, on ne saurait, sans un anachronisme flagrant, voir un champion du droit ou un soldat de l'idéal. L'impérialisme romain, comme tous les impérialismes, est allé en s'aggravant, à mesure même de ses triomphes et parallèlement aux progrès de l'asservissement général. Sans doute, il n'avait jamais reculé devant les actes de rigueur nécessaires ou jugés tels, mais depuis Zama, Cynoscéphales et Magnésie, il voit le monde entier à ses pieds et ne garde plus aucune mesure. Tout doit plier devant lui, et ce résultat qu'il se propose, tout — force brutale, perfidie, férocité même à l'occasion — lui est bon pour l'atteindre. Les mesures de violence, souvent inutiles, parfois même maladroitement, se succèdent; en 151, les deux préteurs d'Espagne, L. Licinius Lucullus et S. Sulpicius Galba, partent avec un programme de répression impitoyable, dont la réalisation, sous forme d'assassinats en masse, ne va pas tarder à porter ses fruits. Et contre ces méthodes impitoyables de l'aristocratie nouvelle, contre ces horreurs voulues de la guerre d'Espagne, aucune voix ne s'élève à Rome, aucune, sauf celle du vieux Caton, un homme du passé et presque un revenant. Une seule exception pourtant : le crime de S. Sulpicius Galba, par son énormité même, soulève à Rome une immense réprobation, mais, dans ce cas même, aucune sanction n'intervient et le coupable reste impuni. Trois exemples apparaissent typiques à cet égard : la mise à sac de l'Épire par Paul Émile en 167, la félonie de Sulpicius Galba en Espagne en 150, l'exécution de Carthage en 146 (1).

A la suite de la troisième guerre de Macédoine, le Sénat, pour récompenser l'armée victorieuse, lui abandonne le pillage des villes d'Épire qui avaient soutenu la cause de Persée. Remarquer que ces villes étaient revenues à Rome avant la débâcle macédonienne et que cette circonstance atténuante aurait pu leur valoir au moins quelque indulgence. Paul

(1) POL., XXX, 15; LIV., XLV, 34, 1-7; PLUT., *Paul Em.*, 29; STR., VII, 7, 3 (p. 322 C.); APP., *Ill.*, 9; PLIN. *Hist. nat.*, IV, 39.

Émile, le général en chef, avait reçu la charge peu enviable de l'exécution. Il arrive en Épire et mande dix des principaux citoyens de chaque cité; après leur avoir donné l'ordre d'apporter à jour marqué tout l'or et l'argent qu'ils possèdent, il les renvoie accompagnés chacun d'un centurion et d'un détachement de troupes; ceux qui devaient regagner les lieux les plus éloignés se mirent en marche avant les autres, afin que tous arrivassent le même jour à destination. Tribuns et centurions avaient leurs instructions précises. Le jour venu, à la quatrième heure, on donne partout le signal du pillage; les troupes se répandent simultanément dans les différentes villes, pillent et enlèvent tout. En une heure, soixante-dix villes sont saccagées, cent cinquante mille hommes réduits en esclavage et vendus; sur le produit de ce butin collectif, chaque cavalier reçoit pour sa part quatre cents deniers, et chaque fantassin, deux cents. Tite-Live (1) raconte le fait sans un mot de réprobation; Plutarque (2) insiste sur l'horreur de l'opération par laquelle

« on avait ruiné une nation entière pour ne procurer à chaque soldat qu'un gain modique, »

et il tente de disculper au moins son héros, Paul Émile, en ajoutant

« que cette expédition répugnait à la douceur et à l'humanité de son caractère (3). »

Disons, nous, acte de brigandage, commis en pleine paix, dont l'ordre parfait et la méthode exemplaire qui avaient présidé à l'exécution, aggravaient encore la barbarie.

Dix-sept ans ont passé. Nous sommes en Espagne (4), où

(1) LIV., XLV, 34, 1-7. — (2) PLUT., *Paul Em.*, 29, 4.

(3) PLUT., *Paul Em.*, 30, 1.

(4) LIV., *Per.* XLIX (*Epit. Oxyr.*, lig. 83; p. 131 R.); APP., *Iber.*, 59-60; CAT., cité par A. GELL., *N. Att.*, I, 12, 17; XIII, 25, 15 (= *M. Cat. fragm.*, ed. H. JORDAN, pp. 27-30); CIC., *De Or.*, I, 53, 227-228; *Brut.*, 23, 89; *Pro Mur.*, X, 59; **XXVI**, IV¹, 480-483; **CCXXI**, 352.

S. Sulpicius Galba vient, en qualité de préteur, de prendre le gouvernement de la province ultérieure. Après une campagne, où il n'avait pas fait preuve de talents militaires particulièrement reluisants, il signe la paix avec les Lusitaniens et leur offre de bonnes terres à coloniser. Confiants dans la parole et la signature du général romain, les volontaires affluent. Galba les divise en trois groupes qu'il a soin d'isoler et, cette précaution préalable prise, il lance ses soldats contre eux; les hommes sont massacrés, les femmes et les enfants vendus comme esclaves. Le produit du butin vient grossir son patrimoine. Cette violation d'un traité solennel et la sauvagerie dont Galba avait fait preuve dans la circonstance soulevèrent pour une fois à Rome une violente émotion. En 149, le tribun de la plèbe L. Scribonius Libo propose de déferer Galba à un tribunal extraordinaire, et le vieux Caton appuie le projet de sa haute autorité. Rien cependant ne se fit. Galba invoqua la pitié du peuple; on peut croire aussi que l'aristocratie sénatoriale, gagnée à ces méthodes nouvelles, agit dans la coulisse pour lui épargner le déshonneur d'une condamnation. La proposition tomba; les Lusitaniens vendus comme esclaves, pour lesquels du moins on pouvait réparer, ne furent même pas rendus à la liberté.

Enfin, exemple le plus caractéristique de tous, la destruction de Carthage en 146 (1). Au lendemain de la seconde guerre punique et pendant un demi-siècle, Carthage, malgré les provocations incessantes de Massinissa et l'attitude au moins équivoque de Rome, avait correctement exécuté les clauses du traité de 201. En 150, poussée à bout par son insatiable voisin et dans la carence intentionnelle de la puissance suzeraine, elle se décide à repousser la force par la force. Sans doute, à ne considérer que le texte, elle a violé le traité de paix,

(1) POL., XXXVI, 2-7; LIV., *Per.* XLIX; *Epi.* Oxyr., II, 88-142 (K.), pp. 131-137 R.; APP., *Lib.*, 74-92¹; DIOD., XXXII, 1; 3; 6; ZON., IX, 26-27; 29-30; VII, III, 340-351.

mais, en raison des circonstances, les excuses ne lui manquent pas. C'est alors que Rome intervient. Caton, envoyé à Carthage en ambassade, a trouvé une ville peuplée et prospère ; il s'est aussi — faut-il dire surtout ? — aperçu du danger que ferait courir à Rome la mainmise éventuelle de Massinissa sur la grande métropole africaine. Toujours est-il que peu de temps après, le Sénat, réuni en séance secrète, décide froidement la suppression pure et simple de Carthage, résolution cynique que la perfidie et l'hypocrisie de l'exécution vont rendre plus odieuse encore. Signifier brutalement l'arrêt, c'est aller au-devant d'une résistance suprême dont le Sénat, bon ménager des intérêts de Rome, entend faire l'économie. Il faut amener les Carthaginois à se désarmer eux-mêmes ; on pourra ensuite, sinon sans déshonneur, du moins sans dommage, leur annoncer les résolutions irrévocables de Rome et le bourreau pourra aisément remplir son office. Carthage, qui ne sait rien, mais qui cependant sent le péril planer sur sa tête, envoie une ambassade à Rome pour demander ce qu'on exige d'elle : « Donner satisfaction au peuple romain. » Seconde ambassade chargée d'obtenir les précisions nécessaires. Quelle satisfaction ? « Carthage le sait bien », et le Sénat, cette fois encore, renvoie les députés sans autre forme de procès. La guerre est votée et les deux consuls avec l'armée passent en Sicile. Une troisième ambassade carthaginoise part pour Rome avec carte blanche ; elle s'en remet à la discrétion absolue du Sénat. Alors le président du Sénat, en la circonstance le préteur urbain, énumère les conditions de Rome : « Les Carthaginois conserveront leur liberté, leur territoire, leurs lois, leurs biens publics et privés ; ils enverront à Lilybée avant trente jours trois cents otages, fils des membres du Sénat et du Conseil, et, pour le surplus, obéiront aux ordres que leur donneront les consuls. » Deux points dans cet exposé restaient gros de menaces ; on y parlait de Carthaginois, mais de la ville même de Carthage, aucune mention et, d'autre part, quels pourraient être ces ordres mystérieux des

consuls, auxquels le Sénat romain renvoyait les députés ? Néanmoins, à Carthage, on obéit; les otages partent pour Lilybée; quant aux consuls, ils refusent de s'expliquer et déclarent qu'ils ne feront connaître leurs volontés qu'en Afrique.

L'expédition traverse la mer, sans même que la flotte carthaginoise essaye de disputer le passage, et vient débarquer à Utique. Nouvelle ambassade qui renouvelle la soumission de la ville et demande, une fois de plus, communication des fameux ordres si obstinément cachés. Les consuls ne révèlent leurs instructions que sur un point : Carthage doit livrer toutes ses armes et toutes ses machines de guerre. Deux cent mille armes de toute espèce, deux mille machines sont transportées au quartier général romain. Encore une ambassade carthaginoise, composée de trente des personnages les plus en vue de la République. Cette fois, les consuls, qui sont passés sans encombre en Afrique, qui ont par son désarmement réduit la ville à l'impuissance, croient vraiment n'avoir plus rien à craindre. Ils daignent enfin parler: les Carthaginois doivent évacuer leur ville que Rome a résolu de détruire et se retirer au moins à quatre-vingts stades (14^{km},160) de la mer. Signifier un pareil arrêt à un peuple de commerçants et de marins, c'était dire sans phrases que l'on voulait sa mort. Atterrés, les ambassadeurs carthaginois sollicitent un sursis; à défaut de droit, ils font du moins appel à la pitié. « J'ai des intructions formelles, répond brutalement le consul, et je les remplis. » Sauf une résistance suprême de trois ans qui n'entraîna pas dans le programme romain, la sentence fut exécutée de point en point. Cette destruction de Carthage, poursuivie avec une perfidie vraiment diabolique, constitue un des épisodes les plus odieux de l'impérialisme romain en marche vers la conquête de la Méditerranée. Et il y en aura d'autres — Corinthe, Numance — représentatifs d'une méthode et évocateurs d'un système.

CHAPITRE II

ROME ET CARTHAGE

I

LA GUERRE POUR LA SICILE.

Au cours de l'été 264, le consul Appius Claudius reçoit l'ordre de franchir le détroit et de marcher au secours de Messine.

A cette initiative, Carthage n'avait qu'une réponse à faire, la déclaration de guerre. Elle ne devait pas permettre aux Romains de mettre le pied en Sicile; avec sa flotte dans le détroit, ses troupes dans la citadelle de Messine, les moyens d'action ne lui manquaient pas. Elle hésita pourtant à s'engager dans un conflit qui s'annonçait terrible et les généraux carthaginois d'avant-garde, laissés sans instructions ou peut-

BIBLIOGRAPHIE. — Textes. — TITE-LIVE, *Periochae* des livres XVI à XX (de 264 au début de la seconde guerre punique); XXI-XXX (seconde guerre punique) [cf. FLORUS, I, 18-22; EUTROPE, II, 18-III, 23; OROSE, IV, 6-19]; POLYBE, I-III (jusqu'en 216); VII-XV (fragments); DIODORE, XXII-XXXVII (fragments); DION CASSIUS, XI-XVII (fragments, cf. ZONARAS, VIII, 8-IX, 14); PLUTARQUE, *Fabius Maximus*, *Marcellus*; APPIEN, *Illyr.* (VII-VIII), *Iberiq.* (III-XXXVIII), *Annibal.*, *Libyq.* (1-67), *Macedon.* (fragm. 1), *Sicil.* (fragm. 1-5); CORNELIUS NEPOS, *Hamilcar*, *Hannibal*; JUSTIN, XXIX, 1-4; FESTUS, s. v. *Sardi venales*, pp. 428 et 430; FRONTIN, *Strat.*, II, 3, 16; *de Viris illustribus*, 37-50.

Inscriptions. — *Fastes consulaires* (C. I. L., I^a, pp. 136-142); *Fastes triomphaux*, aux années 264-146 (*id.*, pp. 172-176); C. I. L., I^a, 25 (colonne rostrale de C. Duilius); *id.*, 8-9 (éloge de L. Cornelius Scipion, consul en 259, censeur en 258).

Ouvrages principaux. — VII, III, 67-296; CLXXIX, II-III; XXVI, III 1^a, 91-432; 1-688; CXLIX; CLXXI; XI, I, 444-503; XXV, 33-42; V, 121-176; CLXVII, III, 1 et 2, cartes 1-14; CXXIV, I, 304-406; pour les campagnes d'Illyrie et les relations avec le monde grec en particulier, XVII, II, 281-286; 436-438; 465-561; CLIII, 97-305.

être même prévenus de ne pas s'engager à fond, évitèrent, comme il arrive toujours en pareil cas, de se compromettre par une action trop énergique. Rome exploita sans perdre de temps et avec vigueur une situation aussi favorable ; les troupes romaines traversèrent le détroit et débloquèrent Messine, dont la garnison carthaginoise avait évacué la citadelle (1). L'année suivante, Hiéron de Syracuse, menacé dans sa propre capitale, abandonnait la cause carthaginoise et s'alliait aux Romains (263) (2). Avec la défection de Syracuse, le rideau tombe sur le prologue de la guerre de Sicile. Le grand drame va s'ouvrir.

Aussitôt les plans des deux adversaires s'opposent et s'affrontent. Plan romain : la conquête de la Sicile ; il s'agit d'expulser de l'île les Carthaginois et de s'y installer à leur place ; quant aux moyens, on pense que ce résultat pourra être atteint par l'action de l'armée de terre seule et que le concours d'une flotte ne sera pas indispensable. Plan carthaginois : la guerre sur terre ne pouvant à elle seule amener la décision, l'armée carthaginoise doit se borner à la défensive ; l'essentiel est qu'elle conserve ses libres communications avec la métropole et, par conséquent, que Carthage garde incontestée la maîtrise de la mer. Tout marche d'abord pour les Romains le mieux du monde ; Agrigente même succombe en 262, mais bientôt la longue série des déceptions commence. Les grandes places carthagiноises du littoral, Éryx, Panorme, Solus, Lilybée, restent imprenables. Cette résistance provoque à Rome de salutaires réflexions, et on en vient à se demander si le plan qui consistait à n'agir que sur terre est susceptible d'entraîner le résultat visé. Deux siècles de guerres siciliennes fournissaient la réponse ; ni Gélon, ni Denys, ni plus récemment encore Pyrrhus, malgré les victoires répétées de leurs armées, n'avaient pu arracher Carthage du sol sicilien, et cela faute d'une flotte capable de lui

(1) POL., I, 11, 9-12, 4 ; LIV., *Per.* XVI ; XIX, IV, 337-374.

(2) POL., I, 16 ; LIV., *Per.* XVI.

ravir la maîtrise de la mer. Pour un peuple observateur comme les Romains, les leçons de l'expérience prenaient force de loi; le Sénat se convainquit qu'on avait jusque-là fait fausse route et que, sans la suprématie maritime, on n'arriverait à rien de sérieux. Voulant la fin, il sut vouloir énergiquement les moyens; la construction d'une grande flotte fut décidée et on se prépara, dès qu'elle serait prête, à porter la guerre sur mer. Ce brusque changement de front dans la conception du plan de guerre causa une vive impression dans toute l'Italie et les historiens anciens n'ont pas manqué de s'en faire l'écho. Ils racontent à ce sujet nombre d'anecdotes aussi pittoresques que variées : les Romains n'avaient pas d'ouvriers assez expérimentés pour construire des bâtiments à cinq rangs de rames et ils se trouvaient par suite dans un très grand embarras. Heureusement l'ennemi lui-même vient à leur secours et une quinquérème carthaginoise tombée entre leurs mains fournit le modèle nécessaire. Restait à former les équipages; on eut l'idée de les exercer sur la terre ferme, et c'est à sec, nous dit-on, qu'ils apprirent le maniement des rames (1). En réalité, ces détails appartiennent à la légende beaucoup plus qu'à l'histoire, et la solution du problème, pour être délicate, présentait cependant moins de difficultés que la tradition veut bien nous le dire. Si les rudes terriens du Latium ou les montagnards de l'Apennin n'avaient avec la mer que des rapports plutôt lointains, Rome comptait un certain nombre d'alliés maritimes, les *socii navales* — Étrusques du littoral, Volsques d'Antium, Grecs du Sud, et, maintenant, Hiéron de Syracuse — dont les traditions navales étaient loin d'être méprisables. Personnel ou matériel, l'Italie, grâce au brillant passé maritime d'un certain nombre de ses cités, possédait les éléments nécessaires à la création d'une grande flotte. Le problème apparaissait donc surtout sous la forme précise d'un problème d'organisation, et c'était là un domaine dans

(1) Sur ces préparatifs, voir en particulier **XXVI**, III¹, 123-125; **VII**, III, 77; **XIX**, IV, 377-380.

lequel les Romains n'avaient pas encore trouvé, et ne devaient pas, de longtemps, trouver leurs maîtres. D'ailleurs l'idée de s'attaquer pour leurs débuts aux Carthaginois, « qui possédaient l'hégémonie incontestée de la mer depuis le temps de leurs ancêtres » (1), dénotait une audace indiscutable, et cette initiative, à elle seule, suffirait à la gloire de l'assemblée qui n'a pas hésité à en prendre la lourde responsabilité. Le succès fut rapide et complet ; en 260, le consul C. Duilius écrasait la flotte carthaginoise à la bataille de Mylae ; la victoire de Sulci, en 258, et la rencontre au moins indécise de Tyndaris, en 257, conservèrent aux Romains la maîtrise maritime qu'ils venaient, pour la première fois, d'acquérir.

A l'exaltation de la victoire, succéda bientôt une grave déception, la seconde. Malgré le succès de la politique navale, on n'avancait pas en Sicile. Le Sénat, reprenant la tradition d'Agathocle, se décida à en finir par un coup droit porté au cœur de l'Empire carthaginois, en Afrique même. Au printemps de 256, sous les ordres des deux consuls M. Atilius Regulus et L. Manlius Vulso, l'expédition était prête. Une grande victoire navale, remportée à la hauteur du cap Ecnome, sur le littoral méridional de la Sicile, lui ouvrit la route de Carthage et les troupes romaines vinrent sans encombre débarquer sur le littoral africain. Mais alors les désillusions commencent. On avait escompté un soulèvement en masse des sujets de Carthage. Mais le commandant en chef, Régulus, piètre diplomate et pauvre politique, n'était pas l'homme de la situation, et la défection prévue n'eut pas lieu. Pour gagner du temps, Carthage engagea des négociations de paix. Dion Cassius (2) énumère les conditions qui lui furent faites : abandon de la Sicile et de la Sardaigne, paiement des frais de la guerre, tribut annuel, reddition des prisonniers sans rançon, interdiction de faire la guerre sans l'autorisation de Rome, obligation de la secourir en

(1) POL., I, 20, 12-13. — (2) DION CASS., XI, 43, 22-23.

cas de besoin, limitation étroite de la marine de guerre carthaginoise. On est en droit de mettre en doute l'authenticité de semblables propositions, qui ne signifiaient rien moins que la fin de l'indépendance de Carthage et sa disparition comme grande puissance. Du moins savons-nous, par Polybe (1), que les conditions de Régulus étaient rigoureuses et que les négociateurs carthaginois, loin de vouloir y souscrire, ne purent même pas les écouter de sang-froid. Tout fut rompu. Quelque temps après, l'armée carthaginoise, réorganisée par le Grec Xanthippe, écrasait l'armée romaine, et le Sénat, sous la pression de l'opinion publique, ordonnait le rapatriement des débris de l'expédition. La tentative africaine avait échoué ; on en revient à la Sicile et à la guerre d'escadres, mais les désastres maritimes se succèdent : désastres de Camarina, en 255 et en 249, désastre du cap Palinure en 253, désastre de Drépane en 249. Dégoûtée de la guerre maritime, qui ne lui vaut plus que déboires, Rome reprend son plan de campagne primitif.

Et l'expérience antérieure recommence. Rome tient la terre, Carthage domine la mer, duel de la baleine et de l'éléphant où la décision apparaît impossible. Faute d'une flotte, les généraux romains ne peuvent rien tenter de sérieux contre les deux grandes places fortes carthaginoises, Lilybée et Drépane ; faute d'une armée suffisante, les commandants carthaginois, malgré leur capacité indéniable, se voient interdire toute opération de grande envergure. En 247, Carthage envoie en Sicile son plus grand homme de guerre, Hamilcar Barca, qui va inaugurer au mont Heïrcté, d'abord, au mont Éryx ensuite, une savante, mais épuisante guerre de position (2). La guerre languit et les opérations n'avancent plus. Polybe, notre principale source, caractérise fort bien la situation générale, à la date de 246 :

(1) POL., I, 31, 5-7. — (2) POL., I, 56 sq.

« Cette campagne est comparable à la rencontre de deux pugilistes d'une valeur et d'une vigueur extraordinaires qui se disputeraient le prix de la lutte ; ils se frappent mutuellement sans discontinuer et il ne serait pas plus possible aux spectateurs qu'aux combattants eux-mêmes de dénombrer ou de suivre tous les coups portés ou reçus (1). »

ou encore :

« Les belligérants font penser à deux de ces vaillants oiseaux qui luttent désespérément, qui sont si fatigués qu'ils ne peuvent plus faire usage de leurs ailes, mais qui, soutenus par leur seul courage, après un moment de répit, se jettent de nouveau l'un sur l'autre et ne cessent de se cribler de coups que lorsque l'un d'eux est vaincu. C'est ainsi que Romains et Carthaginois, brisés par une lutte sans trêve, épuisés et ruinés par de longues dépenses et des impôts continuels, semblaient devenus insensibles aux coups qu'ils se portaient mutuellement (2). »

Pourquoi cette impuissance réciproque ? Du côté romain, l'enthousiasme provoqué par les premières victoires navales avait rapidement fait place à une désillusion profonde. Une série de douloureuses expériences montraient que les généraux romains improvisés amiraux, s'ils étaient capables de forcer la victoire sur le champ de bataille, n'en restaient pas moins de piètres marins, et leur suffisance, vis-à-vis des gens du métier, ne faisait encore qu'aggraver leur responsabilité. Lors du premier désastre de Camarina, en 255, les pilotes n'avaient pas ménagé les avertissements nécessaires et le commandement supérieur s'était refusé à les écouter. Les catastrophes du cap Palinure, en 253, de Camarina encore et de Drépane, en 249, furent dues directement à cette incapacité manœuvrière. On le savait à Rome, aussi bien parmi le peuple qu'en haut lieu, et cette conviction avait déterminé contre la guerre maritime un courant d'opinion provisoirement du moins bien difficile à remonter.

Du côté carthaginois, le grand mal résidait dans l'absence de cette qualité que Rome avait toujours possédée au si haut point, l'esprit d'offensive. Carthage n'était entrée en guerre

(1) POL., I, 57, 1-2 ; CLXVII, III, 4-39 et carte 2.

(2) POL., I, 58, 7-9.

qu'à son corps défendant. Elle n'avait pas su couvrir le détroit de Messine, sa première ligne de défense, et, les hostilités engagées, s'était bornée à une défensive presque passive. Au cours des premières années de guerre, aucune tentative sérieuse pour porter la guerre en Italie, entraîner les Gaulois Cisalpins, diversion qui eût pu être décisive, et attaquer Rome sur son propre territoire ; faute plus grave encore et irréparable, pendant quatorze ans (255-241), Carthage reste presque constamment maîtresse de la mer et elle laisse passer, sans en profiter, cette occasion unique de reprendre par une offensive de grand style l'initiative des opérations. En fait, sauf quand elle a dû lutter sur son propre territoire africain, Carthage n'a jamais mené la première guerre punique que sous la forme d'une guerre coloniale. Deux causes essentielles expliquent cette attitude : au point de vue matériel, ses moyens militaires et maritimes ont toujours été limités, très inférieurs à ceux de l'Italie ; au point de vue moral, cette république de marchands, où l'argent joue le premier rôle et a toujours le dernier mot, ne veut de politique militaire que dans la limite même de ses intérêts commerciaux. But à Rome, le militarisme n'est à Carthage qu'un moyen. Carthage n'a que l'armée de sa politique, Rome aura la politique de son armée. Passagères à Rome, les défaillances à Carthage sont chroniques. Organisme jeune et vivace, Rome saura s'en remettre ; vieillie et usée, Carthage finira par en mourir.

Pour ces raisons diverses, la guerre en était arrivée à son point mort ; il fallait en sortir ; la décision ne pouvait venir que du côté romain et seulement par la reprise de la guerre maritime. Rome finit par le comprendre et en 242 se décida à un effort désespéré (1). Une flotte de deux cents navires prit la mer sous les ordres du consul C. Lutatius Catulus. Au printemps de l'année suivante, elle remportait sur l'escadre cartha-

(1) POL., I, 59.

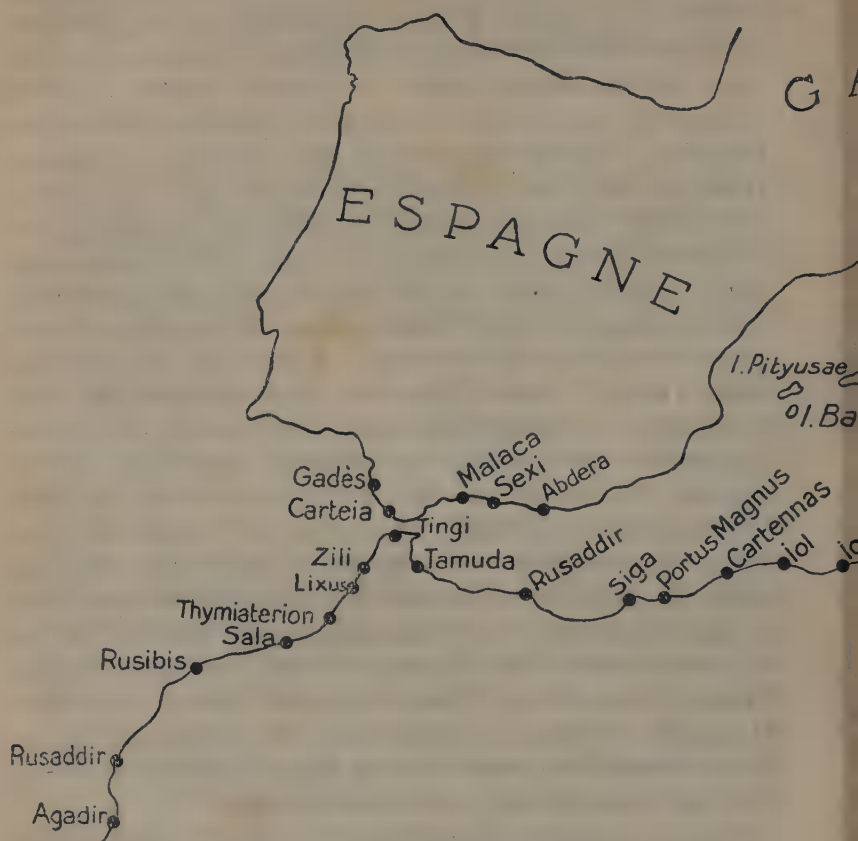


Fig. 9. — L'Empire carthaginois à la ve



ginoise la grande victoire des îles Égates. Cette fois, la Sicile carthaginoise était perdue. Sans doute, comme le remarque Polybe (1), les Carthaginois auraient eu encore assez d'ardeur et de courage pour poursuivre la lutte, mais les ressources matérielles, l'argent notamment, leur manquaient, et surtout la continuation des hostilités restait désormais sans objet. Les places fortes de Sicile, Drépane et Lilybée, bloquées depuis un an, étaient à toute extrémité; une contre-offensive, même victorieuse, de Carthage arriverait trop tard pour les sauver et, quant à les reconquérir, il n'y fallait pas songer; la maîtrise de la mer aurait pu permettre de les garder, mais, avec la supériorité militaire acquise sur terre à l'armée romaine; leur perte éventuelle apparaissait définitive. Dans ces circonstances, et faute de mieux, Carthage s'en remit à Hamilcar du soin de prendre un parti et lui donna carte blanche. Hamilcar se prononça pour la paix et fit aussitôt des ouvertures aux Romains. C. Lutatius Catulus les accueillit avec empressement. Avec l'expulsion des Carthaginois de Sicile, Rome réalisait son but de guerre essentiel et, dès lors, pousser Carthage à bout eût été de sa part une attitude aussi aventureuse que maladroite.

Animés d'un égal désir d'aboutir, les négociateurs se mirent d'accord sur les préliminaires de paix suivants :

« L'amitié est rétablie entre Rome et Carthage, sous réserve que le présent acte sera ratifié par le peuple romain, aux conditions suivantes. Les Carthaginois évacueront toute la Sicile, s'engageront à ne pas faire la guerre à Hiéron, à ne prendre les armes ni contre les Syracusains, ni contre leurs alliés; ils rendront sans rançon tous les prisonniers romains et verseront en outre une contribution de mille deux cents talents euboïques payable en vingt ans (2). »

En somme, perte de la Sicile, paiement d'une sérieuse indemnité de guerre, telles étaient les deux conditions essentielles dont Carthage devait payer sa défaite. Sans doute, on était

(1) POL., I, 62, 1-2.

(2) POL., I, 62, 7-9; VII, III, 98; XXVI, III¹, 188-189; CCXXVI, I, 188-190.

loin des exigences de Régulus; sans doute aussi Rome n'aurait pas été fâchée d'arracher aussi à son adversaire la Sardaigne et de régler ainsi d'un seul coup à son profit la question tyrrhénienne. Mais, aux yeux de Lutatius Catulus, les clauses imposées représentaient le maximum possible et, à des sacrifices supplémentaires trop considérables, Carthage eût sans aucun doute préféré la continuation des hostilités. D'ailleurs Lutatius se rendait pleinement compte du mécontentement que le texte des préliminaires pourrait provoquer à Rome, et il avait eu soin de ne les signer que sous la condition formelle d'un referendum aux comices (1).

Il ne se trompait pas. Le peuple, qui ne trouvait pas dans les préliminaires les avantages matériels depuis longtemps escomptés et dont la victoire des îles Égates avait rallumé l'ardeur belliqueuse, refusa sa ratification, et il envoya une commission de dix députés en Sicile, avec la charge d'arracher aux Carthaginois quelques concessions supplémentaires. La commission des dix se convainquit bien vite, comme Lutatius Catulus lui-même, qu'il fallait, d'une manière générale; s'en tenir aux bases arrêtées, mais cependant elle les aggrava sur plusieurs points : l'indemnité de guerre fut augmentée de mille talents; le délai de paiement, abrégé de moitié; on stipula expressément qu'outre la Sicile, Carthage abandonnerait toutes les autres îles situées entre la Sicile et l'Italie; en l'espèce les îles Éoliennes (îles Lipari). On précisa l'article relatif à l'obligation pour les Carthaginois de ne pas faire la guerre à Hiéron, de ne prendre les armes ni contre les Syracusains, ni contre leurs alliés, et on le renforça d'une clause nouvelle interdisant à chacun des deux contractants de lever des mercenaires sur le territoire de l'autre; prohibition, en fait, uniquement dirigée contre Carthage (2). Présenté pour la seconde fois aux comices,

(1) POL., I, 62, 8.

(2) POL., III, 27, 1-6; APP., *Sicil.*, 2; VII, III, 98; XXVI, III¹, 190-191; CCXXVI, I, 188-190.

et on peut se douter que le Sénat fit le nécessaire, le traité de paix remanié fut enfin voté par le peuple, mais sans enthousiasme, et même, semble-t-il, à regret (1).

Et pourtant, cette paix de 241 comportait pour Rome des avantages que vingt ans auparavant le plus optimiste n'eût point osé concevoir. L'impérialisme carthaginois, qui avait, au cours d'une lutte de plus de deux siècles, défié tous les efforts de Syracuse, s'écroulait sous les coups de l'Italie unifiée. Rome, continuatrice des Denys et des Agathocle, héritière de leur politique nationale, refoulait les Sémites en Afrique et s'assurait pour sept cents ans l'hégémonie dans le bassin occidental de la Méditerranée. Une page décisive de l'histoire de l'Italie et du monde venait de se tourner au livre du destin.

II

VERS LA PLUS GRANDE ITALIE : SARDAIGNE, CISALPINE, ILLYRIE.

La Sicile était devenue romaine par le traité de 241, mais les deux autres grandes îles de la mer Tyrrhénienne, la Corse et la Sardaigne, continuaient à relever de la sphère d'influence carthaginoise. Sans doute, dès cette époque, le Sénat n'aurait pas demandé mieux que de les arracher aux Sémites d'Afrique, mais, pour obtenir ce résultat, il eût fallu continuer une guerre dont personne à Rome ne voulait plus. D'ailleurs, ces deux îles, que les Romains renonçaient pour le moment à conquérir par la force des armes, la fortune n'allait pas tarder à les leur offrir, et gratuitement.

Lorsque éclata en Afrique la « guerre inexpiable », les mercenaires, qui tenaient garnison en Sardaigne, n'avaient pas tardé à s'associer au mouvement et à se révolter contre les Carthaginois établis dans l'île (2). En dépit de renforts tardi-

(1) POL., I, 63. — (2) POL., I, 79, 1-6.

vement envoyés par la métropole, les insurgés furent bientôt maîtres de l'île entière. Le gros danger pour Carthage résidait dans l'attitude éventuelle de Rome. Qu'allait faire le Sénat? Dès le début, les événements de Sardaigne provoquèrent entre les deux États quelques difficultés, notamment pour des questions de contrebande, dans lesquelles les trafiquants italiens n'avaient pas observé toute la neutralité désirable (1). L'affaire toutefois n'eut pas d'autres suites, et même Rome répondit par un refus formel à l'appel des mercenaires de Sardaigne qui sollicitaient son appui. La révolte écrasée en Afrique, grâce à l'énergie d'Hamilcar, Carthage songea à rétablir au plus vite sa domination en Sardaigne ; mais le gouvernement romain était décidé à ne pas le lui permettre et il la savait trop épuisée pour qu'elle osât passer outre à son veto. Il déclara tout net que les préparatifs carthaginois pour la reconquête de l'île présentaient un caractère inamical et constituaient un véritable *casus belli*. Une guerre, dans les conditions où se trouvait alors Carthage, eût équivalu à un véritable suicide. Il fallut céder, abandonner l'île et même, par surcroît, payer aux Romains une indemnité supplémentaire de douze cents talents (238) (2).

Par la capitulation de Carthage, Rome avait les mains libres en Sardaigne ; il ne lui restait plus qu'à conquérir l'île ; attentive à profiter des circonstances favorables, elle se mit aussitôt à l'œuvre (3). Les cités phéniciennes de la côte, qui avaient constitué le centre de la domination carthaginoise, — Caralis, Sulci, Nora, Tharrus, Olbia, — furent occupées les premières, probablement dès 237, par le consul Ti. Sempronius Gracchus, puis l'armée romaine se lança, tâche particulièrement ingrate, dont Carthage n'était jamais venue à bout, à la conquête de l'intérieur. En 235, le consul T. Manlius Torquatus, en 233 le préteur P. Cornelius et le consul Sp. Carvilius Maxi-

(1) POL., 1, 83, 6-8. — (2) POL., I, 88, 9-12.

(3) XXVI, III¹, 280-283.

mus, en 233 le consul M. Pomponius Mato remportent une série de victoires. En 232, la situation s'aggravant, les deux consuls M. Aemilius Lepidus et M. Publicius Malleolus entrent en campagne, mais sans obtenir de résultats décisifs. En 231, le consul M. Pomponius Mato acquiert une triste célébrité en inaugurant contre les Sardes l'emploi des chiens dressés à la chasse à l'homme. Du moins réussit-il pour quelques années à pacifier l'ensemble de la Sardaigne. Vers 226, à la suite de l'organisation en province romaine, peut-être aussi à l'instigation des Carthaginois, la Sardaigne recommence à remuer. En 225, au temps de la dernière offensive gauloise, le consul C. Atilius Regulus, pour prévenir toute intervention éventuelle de Carthage, vient occuper l'île avec deux légions, sans avoir d'ailleurs, faute d'ennemis à combattre, l'occasion d'agir. A la veille de la seconde guerre punique, la Sardaigne est conquise dans son ensemble; seules les tribus montagnardes de l'intérieur conservent une indépendance de fait à laquelle il faudra un demi-siècle de campagnes ultérieures pour mettre un terme.

En Corse (1), que Carthage d'ailleurs n'avait jamais sérieusement occupée, les Romains, de 237 à 231, poursuivent une œuvre analogue et symétrique. Ils avaient paru sur la côte orientale de l'île dès l'époque de la première guerre punique, puis, détournés par d'autres soucis, l'avaient abandonnée au cours des années suivantes. Au moment même où ils intervenaient en Sardaigne, ils revinrent en Corse et consolidèrent, notamment, leur installation à Alalia. Puis ils abordèrent la conquête de l'intérieur. Le consul de 236, C. Licinius Varus, au prix d'une déloyauté flagrante, soumit quelques peuplades indigènes; en 234, le consul Sp. Carvilius Maximus; en 231, le consul C. Papirius Maso, poussèrent vigoureusement les opérations. Une paix durable fut conclue, qui divisait l'île en

(1) Sur l'ensemble des campagnes romaines en Corse, **XXVI**, III^e, 280-283.

sphères d'influence : aux Romains la possession de littoral, aux indigènes la montagne, sauf peut-être reconnaissance, ici encore plus nominale que réelle, du protectorat romain.

*
* *

Lorsque avant de partir en guerre pour le règlement de la question tyrrhénienne, Rome avait estimé que les deux autres questions vitales pour l'avenir de l'Italie unifiée, celles de la Cisalpine et de l'Adriatique pouvaient attendre, elle ne s'était pas trompée. Ni l'un ni l'autre de ces secteurs, en effet, ne lui avaient réservé de surprise désagréable pendant toute la durée de la première guerre punique; les guerres de Cisalpine ne reprendront qu'en 238, et, dans l'Adriatique, la situation ne deviendra délicate qu'au jour fixé par Rome elle-même pour le commencement de l'action.

Vis-à-vis de la Cisalpine, tant que les hostilités s'étaient poursuivies avec Carthage, Rome avait pratiqué une politique de prudence et de ménagements, car une diversion gauloise, au fort de la première guerre punique, eût risqué de la mettre en un sérieux péril. La paix conclue, la situation ne tarda pas à changer. Le traité de 241, en interdisant à Carthage les levées de mercenaires en Italie (1), fermait à la jeunesse gauloise une carrière brillante et fructueuse; la nouvelle génération, qui n'avait pas connu les terribles leçons de Sentinum et du lac Vadimon, ne rêvait que revanche et ne souhaitait que combats (2). Le moment d'ailleurs était aussi mal choisi que possible; pour n'avoir pas su agir en collaboration avec Carthage ou du moins parallèlement à elle, les Gaulois allaient se heurter à la totalité des forces romaines et fournir à l'ennemi héréditaire l'occasion de régler une fois pour toutes la question de la Cisalpine (3). Une campagne des Romains contre les

(1) *APP., Sicil.*, 2. — (2) *POL.*, II, 21, 1-3.

(3) *XXVI*, III¹, 286-191; 304-320.

Apuans et les peuplades ligures ou celto-ligures voisines fournit le prétexte cherché de la rupture. En 238, les Boïens battent l'armée consulaire de P. Valerius Falto. En 236, renforcés de contingents transalpins, ils viennent assiéger Ariminum, le boulevard avancé de l'Italie centrale, mais, au cours du siège, la discorde se met dans leurs rangs, ils se battent entre eux et, après avoir subi de graves pertes, regagnent en désordre leur pays (1). L'attaque avait échoué. Le moment semblait venu pour les Romains de déclencher la contre-offensive et d'achever l'unité italienne par la conquête de la plaine du Pô. Rome n'osa pas. Le souvenir des tumultes gaulois était demeuré ancré dans les mémoires; Carthage, installée en Espagne, préparait fiévreusement la revanche, et personne ne voulait, hors le cas de nécessité absolue, affronter des difficultés dont on s'exagérait d'ailleurs l'importance. Aussi pour le moment les choses en restèrent-elles là; le Sénat profita seulement des circonstances favorables pour entamer la conquête de la Ligurie, guerre de montagne, dure et ingrate sans doute, mais où, en raison de la faiblesse numérique des diverses tribus et de leur manque de liaison, aucun accident sérieux n'était à craindre. A la suite d'une série de rudes campagnes, les Ligures méridionaux se soumirent du moins en partie, et des postes romains furent installés sur les points stratégiques les plus importants de la côte, à Luna (près du golfe de Spezia) et à Genua (Gênes). Avant d'attaquer la Cisalpine, Rome commençait à l'encercler par le sud.

Menacés, les Gaulois de Cisalpine la prévinrent. Boïens, Insubres, Lingons, Taurini, Gésates d'outre-Alpes coalisés prirent l'offensive. Rome répondit par des préparatifs formidables; tous les contingents de la fédération italique — septcentsoixantedix mille hommes environ — furent mobilisés ou tenus prêts à l'être. Les envahisseurs pénétrèrent dans l'Étrurie méridionale

(1) POL., II, 21, 4-6.

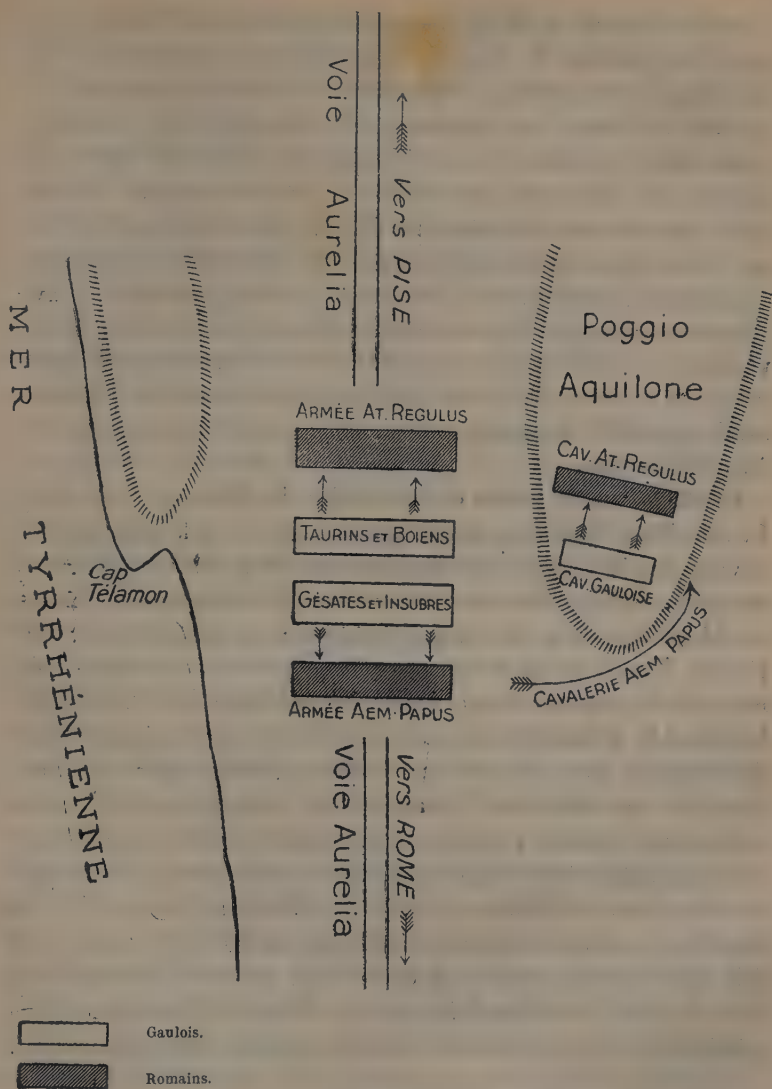


Fig. 10. — La manœuvre de Télamon (225 av. J.-C.), d'après Polybe (*Hist.*, II, 27-31).

jusqu'à Clusium, mais, pris entre les deux armées consulaires romaines, celle de L. Aemilius Papus au sud, celle de C. Atilius Regulus au nord, ils subirent sur le littoral toscan, non loin du cap Télamon, un épouvantable désastre (1). Quelques rares débris réussirent seuls à regagner l'Italie du Nord. La bataille de Télamon, qui avait mis aux prises près de cent mille hommes, eut des résultats de première importance. C'en est fait des grandes invasions gauloises dans l'Italie centrale et, conséquence plus décisive encore, le charme gaulois se trouve désormais rompu. Brisant avec sa timidité antérieure, Rome va passer à l'offensive contre les Gaulois. De même que Sentinum lui a donné l'hégémonie de l'Italie péninsulaire, Télamon rendra possible la conquête de la Cisalpine et l'achèvement de l'unité italienne.

Dès 225, l'année même de la victoire de Télamon, le consul L. Aemilius Papus traverse l'Apennin et porte la guerre dans le pays des Boïens (2). En 224, les consuls T. Manlius Torquatus et Q. Fulvius Flaccus renouvellent l'invasion; les Boïens, les Lingons font la paix et doivent céder une partie de leur territoire. Restaient les Insubres de Transpadane, couverts — du moins ils le croyaient — par la barrière défensive du Pô. En 223, le consul C. Flaminius Nepos franchit le fleuve vers le confluent de l'Adda et, par une marche de flanc hardie, opère sa jonction avec ses alliés les Cénomans. Les troupes coalisées remportent une grande victoire sur les bords du Clesis (la Chiese actuelle, affluent de l'Oglio), qui leur ouvre la route de la capitale des Insubres, Milan. Au début de l'année suivante (222), les Insubres demandent la paix. Le Sénat, décidé à en finir cette fois avec le péril cisalpin, la leur refuse et les deux nouveaux consuls, Cn. Cornelius Scipion et M. Claudius Marcellus, deux généraux de valeur l'un et l'autre, poussent vigoureusement

(1) POL., II, 27-31; XXVI, III¹, 308-311.

(2) Sur cette première conquête de la Cisalpine, POL., II, 31, 8-35, 2; XXVI, III¹, 312-318; *Fastes tr.*, aux ann. 225, 223, 222.

les opérations. Après avoir passé le Pô, ils viennent mettre le siège devant Acerrae (Gela, près de Pizzighettone), point stratégique important qui commande le passage de l'Adda. Les Insubres répondent par une diversion sur Clastidium (Casteggio, non loin de Plaisance), une des bases de l'armée romaine. Loin d'abandonner le siège d'Acerrae, comme l'ennemi l'avait escompté, les deux consuls font face sur les deux fronts : Marcellus marche au secours de Clastidium, bat sur sa route les Insubres et les Gésates qui tentent de lui barrer le passage et débloque la ville menacée. Pendant ce temps, son collègue Scipion enlevait Acerrae et, désireux d'exploiter son succès, poussait un raid sur Milan ; il échoua d'ailleurs et dut se replier sur Acerrae où les Gaulois ne tardèrent pas à l'assiéger. La cavalerie de Marcellus le débloqua ; l'armée gauloise fut mise en fuite et les Romains entrèrent à Milan sur les talons des fuyards. La prise de Milan scella le destin de la Gaule cisalpine ; les Insubres traitèrent, cédèrent une partie de leur pays, livrèrent des otages et durent entrer, à titre d'alliés, dans la clientèle de Rome. Peu de temps après, les Anamares capitulèrent à leur tour.

Une série d'opérations complémentaires, dirigées vers le nord-est de l'Italie, complétèrent les résultats acquis (1). Les Cénomans et les Vénètes étaient entrés, depuis longtemps, dans l'alliance romaine. Restaient l'Istrie et, au sud de l'Arsia, le pays des Liburnes. En 221, les deux consuls P. Cornelius Scipio Asina et M. Minucius Rufus soumirent l'Istrie et les régions voisines. En 220, leurs successeurs, L. Veturius Philo et C. Lutatius Catulus, pénétrèrent jusqu'à la ligne des Alpes carniques et juliennes. Sauf les pays ligures, Piémont et Ligurie proprement dite, dont la conquête n'était plus dès lors qu'une affaire de temps, toute l'Italie du Nord avait reconnu l'hégémonie romaine. La colonisation commence au lendemain

(1) **XXVI**, III^a, 319-320.

même de la victoire; deux colonies militaires, Placentia, Cremona, surgissent de pied en cap, sentinelles armées préposées à la garde du Pô (218). Il était temps. A ce moment même Hannibal franchissait les Alpes et débouchait en Italie.

*
* *

L'unification de l'Italie péninsulaire avait fait pour la première fois de Rome une puissance adriatique. Les conséquences logiques de cette situation nouvelle ne tardèrent pas à se développer. Premier symptôme: vers l'année 266, la ville d'Apollonie, sur le littoral balkanique, entre en relations diplomatiques avec Rome (1), prise de contact suivie peut-être — on n'en a pas la preuve — de la conclusion d'un traité d'alliance ou tout au moins d'amitié. Une trentaine d'années plus tard, probablement vers 239, Justin (2) nous parle longuement d'une intervention diplomatique de Rome en faveur des Acarnaniens menacés par les Étoliens; le caractère historique de l'événement a été parfois révoqué en doute, mais les arguments invoqués à l'appui de cette thèse négative sont loin d'être décisifs. Dans ce développement du problème de l'Adriatique, l'intervention romaine en Illyrie marque un moment capital. Parmi les nids de pirates qui foisonnaient dans la Méditerranée orientale, un des plus actifs et des plus malfaisants était celui de l'archipel dalmate. Habiles marins, embusqués dans le dédale inextricable de leurs îles, les Illyriens de Dalmatie mettaient le commerce italien et grec en coupe réglée (3). Ils firent plus, attaquèrent la ville d'Épidamne et mirent la main sur l'île de Corcyre, qui commandait l'entrée même du canal d'Otrante. Rome, du seul point de vue défensif, ne pouvait, sans compromettre son avenir et sacrifier ses intérêts les

(1) VAL. MAX., VI, 6, 5; DION CASS., X, 42; ZON., VIII, 7, 3; LIV., *Per. XV*; CXIV, 35-36; CLIII, 1-5.

(2) JUST., XXVIII, 1-2; CLIII, 5-22. (3) POL., II, 8, 1-2.

plus immédiats, supporter cette atteinte décisive au *statu quo* de l'Adriatique. Une intervention militaire fut décidée; la reine Teuta dut capituler, céder à Démétrius de Pharos une partie de ses États et payer à Rome une lourde indemnité de guerre. L'État illyrien de Démétrius ainsi créé, les cités grecques de la côte (Épidamne, Apollonie, Oricos), les îles de Corcyre et d'Issa, quelques peuples barbares du voisinage (Parthinien, Atintane) passent sous le protectorat romain (1). La guerre illyrienne avait à la fois rouvert la question du canal d'Otrante et posé la question dalmate; le traité qui y mit fin les régla l'une et l'autre, naturellement au mieux des intérêts de Rome et de l'Italie unifiée (228).

Au point de vue international, le règlement de 228 ne provoqua aucune difficulté sérieuse. L'Épire était depuis la mort de Pyrrhus définitivement hors de cause, et les Grecs, heureux d'être débarrassés des pirates illyriens, se gardèrent de soulever la moindre objection. Restait la Macédoine. Tenue en bride par les affaires de Grèce où elle se heurtait notamment à l'opposition des Étoliens, elle n'avait pas, momentanément du moins, les mains libres, mais ses rois, l'œil toujours fixé sur l'Adriatique, n'attendaient pour agir que la première occasion favorable. On en eut bientôt la preuve. Des relations diplomatiques très actives ne tardèrent pas à s'enouer (2) entre le roi de Macédoine, Antigone Doson, et Démétrius de Pharos, qui depuis le règlement de 228 avait élargi sa domination en Illyrie et supportait avec peine le protectorat romain. Il est vraisemblable qu'un plan combiné d'action fut élaboré et qu'on escompta la reprise éventuelle de la guerre punique, qui allait enlever à Rome les moyens d'intervenir énergiquement dans le domaine de l'Adriatique. Les deux alliés avaient donc un intérêt égal à différer la rupture. L'infatuation de Démétrius perdit tout. En 220, il viole le traité de 228, enlève la place

(1) POL., II, 11-12; **XXVI**, III¹, 299-304; **CLIII**, 97-112.

(2) Déjà avant 223, probablement dès 225; POL., III, 16, 2-3; **CLIII**, 130-135.

forte de Dimale dans le pays des Parthiniens et, à la tête d'une flotte considérable, s'en va pirater dans la mer Ionienne (1).

Le moment était aussi mal choisi que possible pour un semblable coup de tête. Rome, libre encore du côté de Carthage, pouvait disposer de toutes ses forces et, comme le remarque judicieusement Polybe (2), elle devait trouver son compte à liquider sans délai les affaires de l'Adriatique. En Macédoine, Antigone Doson venait de mourir et l'avènement au trône d'Alexandre de Philippe V, un adolescent de dix-sept ans, ne pouvait que rendre plus aisée pour elle l'opération nécessaire. Démétrius, réduit à ses seules forces, devait succomber. Le Sénat envoya sur la côte illyrienne une armée sous les ordres du consul L. Aemilius Paullus. Les opérations ne traînèrent pas ; Dimale fut reprise, Pharos capitula et Démétrius dépossédé s'enfuit auprès du roi de Macédoine. Pharos passe sous le protectorat de Rome. Un instant ébranlée, l'hégémonie romaine sur la côte orientale de l'Adriatique se relevait plus forte et mieux assurée du lendemain (219 av. J.-C.) (3).

Rome, en une quarantaine d'années, a résolu, dans la mesure du nécessaire, les trois grandes questions que posait, à la veille des guerres puniques, l'unification de l'Italie. La question tyrrhénienne est réglée par la conquête successive des îles de la Méditerranée occidentale, Sicile, Sardaigne, Corse ; la question de la Cisalpine, par l'annexion totale du pays ; la question de l'Adriatique enfin, par le protectorat illyrien et la conquête de l'Istrie. La plus grande Italie cesse d'être un programme pour devenir une réalité.

(1) POL., III, 16, 3 ; 18, 1. — (2) POL., III, 16, 4.

(3) POL., III, 16, 7-19, 13 ; **XXVI**, III¹, 322-327 ; **CLIII**, 135-139.

III

LA CROISADE D'HANNIBAL.

La première guerre punique avait été le conflit de deux nations; la seconde apparaît avant tout comme le duel de Rome et d'un homme, Hannibal.

« Il n'y a pas lieu, écrit Polybe, d'insister sur la lutte des Romains contre Hannibal et sur les défaites qu'il leur infligea, car ce n'est pas à une supériorité d'armement ou de tactique que les Carthaginois durent leur succès, mais à l'intelligence et au talent de leur général... Dès que les Romains eurent un chef d'une valeur égale à celle d'Hannibal, la victoire tourna rapidement de leur côté (1). »

Appien, ayant à donner un nom à la seconde guerre punique en Italie, l'intitule simplement « guerre d'Hannibal ». Encore ce point de vue, pour être exact, a-t-il besoin d'être expliqué. On a prétendu souvent qu'Hannibal, au cours de la guerre, n'aurait pas trouvé l'appui nécessaire dans le gouvernement carthaginois et que le parti des Hannon, adversaire systématique de celui des Barcas, se serait ingénié à entraver de toute manière son action victorieuse. On cite des faits précis : Hannibal, lors de l'affaire de Sagonte, engageant Carthage malgré elle ; Carthage, avant Cannes, laissant son général sans secours et, au lendemain de la victoire, lui mesurant avec parcimonie les renforts nécessaires. Pures légendes. En réalité, Hannibal a mené toute la guerre en plein accord avec le gouvernement légal de son pays ; dès le début, Carthage se solidarise pleinement avec lui et, pendant toute la durée de la campagne, elle se conforme docilement à ses directives ; elle lui donne comme officiers les auxiliaires qu'il désigne, par exemple ses deux frères, Hasdrubal et Magon ; partout, en Italie, en Espagne, en Sicile, en Sardaigne, plus tard en Afrique, elle fait pour lui

(1) XVIII, 28, 6-9. — Portrait d'Hannibal : LIV., XXI, 4 ; POL., IX, 22 ; 24-26 ; XI, 19 ; DROD., XXIX, 19 ; DION CASS., XIII, fragm. 54 ; JUST., XXXII, 4 10-12.

tout ce qu'elle peut; le commandement d'Hannibal est une véritable dictature (1). Mais Carthage ne dispose que de ressources fort limitées : sauf la cavalerie numide, le recrutement africain ne vaut rien et, fait plus grave encore, car l'issue du conflit devait en dépendre, les moyens de ressaisir la maîtrise de la mer, perdue depuis un demi-siècle, n'y existent pas. Rome, en personnel comme en matériel, dispose de ressources immensément supérieures, et la véritable question consistera pour elle non à les découvrir, mais à les mettre en œuvre (2). S'attaquer au colosse romain dans de semblables conditions pouvait paraître une pure folie, et ici nous touchons au nœud même du problème, au plan d'Hannibal :

« Aussi, dit Polybe, doit-on admirer l'adresse dont Hannibal fit preuve en cette matière, et l'on peut affirmer sans hésiter que s'il avait commencé par s'attaquer au reste du monde pour finir par les Romains, il aurait pleinement atteint son but, mais il commença par où il aurait dû finir, si bien que sa première entreprise fut aussi la dernière (3). »

Quoique forcée, au moins dans l'expression que l'historien lui donne, l'idée n'en est pas moins juste. On peut concevoir un autre plan moins aventureux et plus sûr, et ce plan, rien ne prouve qu'Hamilcar, le père d'Hannibal, l'homme de la revanche, ne l'ait pas conçu. Carthage ne pouvait, non seulement prospérer, mais même vivre sans l'empire de la mer; il lui fallait le reconquérir à tout prix. Mais ce but vital ne pouvait être atteint sans que Carthage devînt un grand État continental, une puissance militaire de premier ordre, capable d'entrer en lutte, le jour venu, contre Rome elle-même. La conquête de l'Espagne d'abord, celle de l'Afrique du Nord ensuite, devaient apparaître comme les deux étapes principales de cette marche au salut. L'attaque brusquée, chère à Hanni-

(1) VII, III, 143-144.

(2) Pour l'ensemble du problème stratégique, CXXIV, I, 345-373.

(3) POL., XI, 19, 6-7.

bal, soit, mais à condition de posséder en réserve les moyens indispensables pour l'exploiter. L'armée d'Hannibal une fois en Italie, il fallait que Carthage pût lancer dans l'action un supplément de forces irrésistible, et, grâce à la maîtrise de la mer reconquise, établir entre le général et la mère patrie cette liaison permanente, sans laquelle, en dernière analyse, il ne pouvait y avoir de succès possible. Or ces réserves n'existaient pas, et Hannibal l'ignorait moins que tout autre. Il connaissait la puissance formidable de l'État romain et de l'Italie unifiée qui marchait à sa suite ; il savait la ville de Rome fortifiée et, pour les moyens techniques de l'époque, à peu près imprenable ; il se rendait compte qu'il ne pourrait, avec les effectifs restreints dont il disposerait, garder une ligne de communications continentale longue de mille kilomètres, que les Romains conserveraient sans peine la maîtrise de la mer et qu'une fois en Italie, coupé à la fois de ses bases d'Espagne et d'Afrique, il était condamné à se trouver en l'air, c'est-à-dire impuissant. Et cependant, malgré tout, il a osé. C'est que ce joueur avait deux cartes maîtresses dans son jeu, ou, ce qui revenait au même pour l'élaboration de ses projets, croyait les avoir. Continuateur de la politique de Tarente et de Pyrrhus, il escomptait, par le réveil des particularismes, la dissolution de l'unité italienne, qui eût mis Rome à sa merci, ou tout au moins la formation d'une vaste coalition méditerranéenne sous le poids de laquelle la puissance romaine aurait fini par succomber. Deux certitudes ? Non certes, tout au plus deux possibilités, deux hypothèses aussi téméraires l'une que l'autre, dont aucune ne devait trouver sa réalisation. La croisade d'Hannibal a tourné très vite à l'aventure ; elle n'a jamais, en réalité, été autre chose.

Au début, effet de surprise complet. Hannibal franchit les Alpes et débouche en Italie, tandis que les troupes romaines, en plein désarroi, accourent pour fermer les débouchés des montagnes. Puis c'est la marche triomphale : le Tessin, la

Trébie, Trasimène (1). Le moment suprême approche. Hannibal n'est plus qu'à cent trente kilomètres de Rome ; il n'a qu'à descendre la vallée du Tibre et possède liberté égale de mouvement sur les deux rives. Devant lui, aucune force sérieuse. Le général carthaginois touche au but, et cependant, brusquement, il se détourne. Il passe en Ombrie, puis en Picenum et, par le pays des Marrucins, gagne l'Apulie. Pourquoi ? Nécessité de se refaire, a-t-on dit ; désir de saisir un port de l'Italie méridionale pour se mettre en rapports avec Carthage. Raisons peu convaincantes. Hannibal aurait pu tout aussi bien s'arrêter en Étrurie ou même en Campanie et, étant donnée l'impuissance chronique de Carthage à revendiquer la maîtrise de la mer, la possession d'un port italien perdait pour Hannibal beaucoup de son importance. En réalité, Hannibal se détourne de la route de Rome, comme autrefois Pyrrhus et pour les mêmes raisons. Il sait qu'un coup de main sur la ville ne peut donner aucun résultat ; que la ville a les moyens de supporter un long siège, et que ce siège, il ne possède, ni en personnel, ni en matériel, l'outillage nécessaire pour le mener à bien. Le « lionceau d'Hamilcar » craint de se briser les dents contre le granit de la fédération italienne. 216 : Cannes, le chef-d'œuvre de la stratégie d'Hannibal, le modèle resté classique de l'enveloppement par les ailes (2). Cette journée, un des désastres les plus épouvantables que l'armée romaine ait jamais connus, n'eut pas les conséquences décisives que l'on aurait pu attendre et les effets, somme toute, en restèrent fort limités. La victoire avait le grave défaut d'être remportée trop loin de Rome et le Sénat gardait de nombreuses troupes en réserve. Cette fois encore, Hannibal n'ose marcher contre la ville et, comme au lendemain de Trasimène, le bloc de l'Italie centrale continue à braver ses attaques.

(1) Liv., XXI, 39-XXII, 8 ; Pol., III, 60-86, 6 ; CLXVII, III, 45-213, et cartes 3-6.

(2) Sur Cannes, Liv., XXII, 46-52 ; Pol., III, 110-118 ; App., *Annib.*, 18-26 ; XXVI, III^a, 131-166 ; CLXVII, III, 278-338 et carte 8.

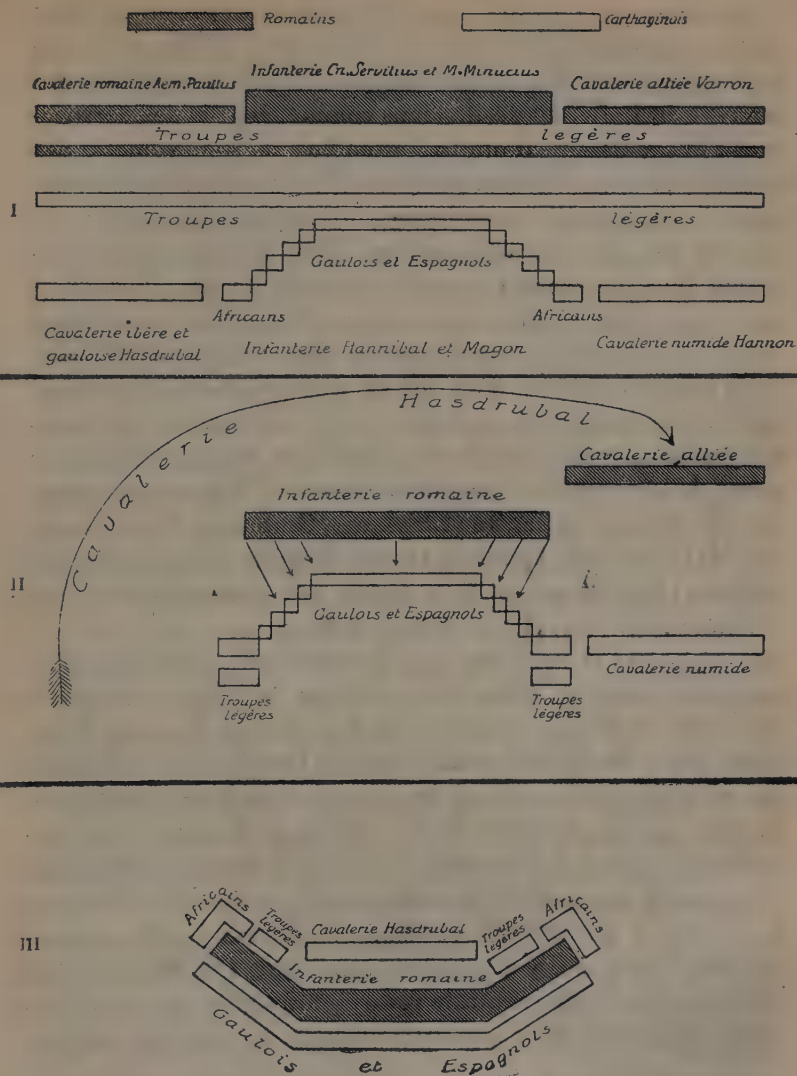


Fig. 11. — La manœuvre de Cannae (216 av. J.-C.) d'après Polybe (*His.*, I, III, 113-116 et Tite-Live, *Hist. Rom.*, XXII, 45-49).

I. Première phase. — II. Seconde phase. — III. Troisième phase.

Hannibal, en risquant son offensive, avait escompté deux chances suprêmes : la dissolution de la ligue italique et la formation d'une coalition méditerranéenne contre Rome. Mais, dès l'arrivée en Italie, les désillusions commencent et les perspectives s'évanouissent. Hannibal attendait le soulèvement des Gaulois ; ceux-ci n'aiment pas Rome, ils l'ont prouvé de reste, mais ils connaissent sa puissance et hésitent à marcher. Ils finissent par se prononcer pour lui et un grand nombre s'engagent dans son armée ; toutefois, en dépit de ses efforts, l'insurrection ne prendra jamais la forme d'un grand mouvement national ; à peine se sera-t-il enfoncé dans l'Italie péninsulaire et les communications avec lui se trouveront-elles rompues, qu'ils l'abandonneront à son sort et reviendront à leur passivité initiale. Après sa victoire de Trasimène, remportée au cœur même de la péninsule, Hannibal escompte l'insurrection générale des Italiens du centre (Étrusques, Ombriens, Samnites) et du sud (Lucaniens, Apuliens, Grecs). Impuissance chez les uns, défiance chez les autres, sens précis des avantages de l'unité italienne chez tous, rien ne bouge et Rome peut en toute sérénité organiser la résistance (1). Cannes enfin, par l'immensité même du triomphe, ébranle les Italiens ; la plus grande partie de l'Italie du Sud — Samnium, sauf les Pentri, Lucanie, Brutium, partie de l'Apulie et de la Grande Grèce, — celle-là même qui avait autrefois soutenu la cause de Pyrrhus, la Campanie avec sa capitale, la riche ville de Capoue, se séparent de la fédération et passent à Hannibal (2). Coup dur pour Rome, sans doute, mais non mortel. Hannibal conduit son armée à Capoue, l'y établit en quartiers d'hiver dans un pays très fertile, à proximité de Rome, et il y attend les événements (3). Mais, et c'est le fait capital, l'Italie centrale reste inébranlable dans son loyalisme vis-à-vis de Rome, et cette attitude, en dernière analyse,

(1) **XXVI**, III^a, 43 sq.

(2) **LIV.**, **XXII**, 61, 1-13 ; **XXIII**, 2-10 ; **POL.**, VII, I.

(3) **LIV.**, **XXIII**, 18, 10-16 ; 45, 4 ; **STR.**, V, 4, 13 (pp. 250-251 C.).

jouera dans l'échec final d'Hannibal le rôle décisif. Quelles en sont les causes ? Au sein de la fédération italienne, sans aucun doute, Rome ne comptait pas que des amis ; il se trouvait des gens pour vitupérer contre son militarisme et, en particulier, les partis démocrates, systématiquement exclus des affaires au profit des aristocraties rivales, ne lui avaient pas pardonné leur déconvenue. Mais, ces lézardes de l'édifice unitaire, Hannibal, emporté par ses espérances, a eu le tort de les croire beaucoup plus sérieuses qu'elles n'étaient réellement et d'en conclure à une dislocation possible de la ligue. Outre qu'elle ne manquait pas de moyens matériels pour se faire obéir, Rome, en face d'Hannibal, le porte-drapeau des démocraties et des particularismes, disposait partout de l'alliance des aristocraties locales. Tite-Live écrit à ce sujet une phase caractéristique : « Il semblait que la même maladie se fût répandue sur toutes les cités de l'Italie ; partout le peuple et les principaux citoyens étaient divisés d'opinion ; le Sénat était pour Rome et le peuple se prononçait pour les Carthaginois (1). » Enfin, si les Italiens, dans leur ensemble, sont restés fidèles au pacte fédéral, c'est aussi — peut-être faudrait-il dire surtout — qu'ils y trouvaient leur intérêt. La fédération italienne, si elle entraînait de lourdes charges, comportait en revanche de solides compensations politiques, économiques et sociales. L'isolement d'autrefois n'allait pas sans de sérieux inconvénients, et près d'un siècle de vie unitaire avait développé dans la péninsule, à défaut du sens de la communauté de race qui ne pouvait exister en Italie, du moins celui d'une communauté nouvelle, celle des besoins et des intérêts. En face d'Hannibal, Rome représentait la notion moderne de l'Italie et de l'unité. Ce n'est pas la force seule qui a remporté la victoire finale, mais aussi l'idée. D'ailleurs, même après Cannes, le mouvement de défection s'arrête vite et reste strictement localisé. En 211, au moment

(1) LIV., XXIV, 2 8-9.

où Capoue assiégée par l'armée romaine va succomber, Hannibal marche sur Rome, moins pour tenter d'enlever la ville, illusion qu'il ne peut guère avoir, que pour essayer une dernière fois d'entraîner l'Italie centrale. Son entreprise échoue et, sous ses yeux mêmes, Capoue succombe. Deux ans plus tard (209), vient le tour de Tarente, reconquise par Fabius Maximus. Les exemples terribles que Rome fait de ces deux grandes villes enlève aux hésitants, s'il en restait encore, toute velléité de défection. Dans son ensemble, la fédération italienne a tenu; sur ce premier point, et c'était le principal, Hannibal s'est trompé.

Sa seconde idée, la coalition méditerranéenne, devait avoir le même sort. Hannibal avait compté sur Syracuse et surtout sur la Macédoine. Il réussit tout d'abord des deux côtés. A la mort de Hiéron, le fidèle allié de Rome, son successeur Hiéronyme dénonce le traité et passe à la cause carthaginoise (215). Depuis la paix de Naupacte (217), le roi de Macédoine, Philippe V, s'efforce d'exploiter les embarras de Rome pour régler définitivement contre elle le problème de l'Adriatique. Au printemps 216, il tente sur l'Albanie romaine un coup de surprise qui échoue lamentablement. Instruit par cette expérience désastreuse et pensant trouver dans la coopération carthaginoise l'appui qui lui est nécessaire, il conclut en 215 avec Hannibal un traité formel d'alliance. La part de la Macédoine dans la victoire commune qu'escomptent les deux contractants, ce sera l'exclusion de Rome du littoral balkanique.

« Si les dieux nous donnent la victoire, stipule le traité dont Polybe (1) reproduit le texte, dans la guerre que nous menons contre les Romains et leurs alliés et que les Romains se décident à demander paix et amitié, nous stipulerons seulement aux conditions suivantes : que vous soyez compris dans le traité, qu'il ne soit permis aux Romains de vous déclarer jamais la guerre, qu'ils ne seront maîtres ni des Corcyréens, ni des Apolloniates, ni des Epidamniens, ni de Pharos, ni de Dimale et des Parthini, ni de l'Atintanie. »

(1) POL., VII, 9; **XXVI**, III^e, 407-409; **CLIII**, 181-184.

L'article est donc d'une netteté parfaite : Rome doit perdre tout ce qu'elle possède sur le littoral balkanique, son protectorat dalmate comme ses territoires albanais ; c'est, en un mot, toute la question de l'Adriatique résolue définitivement sans elle et contre elle. A cette coalition qu'Hannibal vient de nouer, Rome répond par un redoublement d'énergie ; tandis qu'en Italie elle persiste dans son système de guerre d'usure, elle intervient avec vigueur en Sicile et, pour paralyser Philippe, rallume la guerre en Grèce (212) (1). La même année, Marcellus enlève Syracuse et, deux ans plus tard, les Carthaginois évacuent pour toujours la Sicile. En 205, Philippe épuisé signe la paix de Phœnice, qui, sauf l'Atintanie laissée au roi de Macédoine, reconnaît à Rome le protectorat de l'Albanie maritime, avec les villes d'Apollonie et d'Épidamne et l'île de Corcyre (2). La paix de Phœnice était pour Hannibal le coup de grâce. Il avait joué successivement ses deux seules cartes — rupture de la fédération italienne, formation d'une coalition méditerranéenne contre Rome ; — il a perdu. Deux ans plus tôt (207), son frère Hardrubal a succombé sur le champ de bataille du Métaure (3) et Scipion, le futur Africain, vient, en 206, d'achever la conquête systématique de l'Espagne. A force d'énergie, Hannibal se maintient encore en Italie, mais depuis que la guerre est devenue sans espoir, les défections se multiplient autour de lui et il ne contient plus ses derniers alliés que par la terreur. Les Romains, après treize ans d'angoisses, n'ont plus rien à craindre de lui ; l'heure de la contre-offensive va sonner.

Dès lors, les événements se précipitent. En 205, renouvelant la tentative de Régulus, Rome se décide à porter la guerre en Afrique. Scipion, vainqueur de Carthage et de son allié Syphax, écrase à Zama — ou plus exactement, semble-t-il, à Naraggara,

(1) LIV., XXVI, 24 ; **XXVI**, III², 413 ; **CLIII**, 208-215.

(2) LIV., XXIX, 12 ; POL., XVIII, 1, 14 ; **XXVI**, III², 435-439 ; **CLIII**, 276 sq.

(3) LIV., XXVII, 47-50 ; POL., XI, 1-3 ; **CLXVII**, III, 424-494 et carte 8.

petite ville située à quelque distance, — Hannibal lui-même accouru précipitamment à l'appel suprême de sa patrie (1). Cette fois Carthage devait capituler et le traité de 201 enregistre sa déchéance complète. Au point de vue territorial, elle renonce à l'Espagne, où elle laisse aux Romains pleine liberté, et ne recouvre son domaine d'Afrique dans ses frontières de 218 qu'au prix de sérieuses limitations. Elle renonce notamment à lever des mercenaires étrangers, livre tous ses éléphants de guerre avec l'interdiction d'en posséder à l'avenir, toute sa flotte de guerre, à l'exception de dix navires, et acquitte une indemnité de guerre de dix mille talents (55 600 000 francs) payable en cinquante annuités; il lui est interdit de guerroyer hors de la Libye, et, en Libye même, de faire la guerre sans l'autorisation du peuple romain; et enfin, précaution suprême, Rome lui impose son alliance (2).

En 241, Carthage avait perdu la Sicile; en 237, la Sardaigne et la Corse, c'est-à-dire la mer Tyrrhénienne, mais en conservant, avec sa souveraineté nationale et ses prérogatives d'État indépendant, tous les moyens d'une revanche éventuelle. Le traité de 201 marque la fin de Carthage comme grande puissance; elle n'a plus de possessions extérieures, car elle doit renoncer à l'Espagne, et en Afrique même, elle perd la liberté de ses mouvements. Ruinée militairement et financièrement, étroitement surveillée par le prince numide Massinissa, attentif par intérêt personnel à la maintenir dans l'impuissance, ligotée enfin à titre permanent par le traité d'alliance, soumise, disons le mot, au protectorat romain, Carthage n'est plus désormais qu'une riche ville commerçante. Rome, sa vieille rivale, a définitivement, avec la maîtrise de la mer, acquis la prépondérance politique dans le bassin occidental de la Méditerranée.

(1) VII, III, 255-280; XXVI, III^a, 588-616; CLXVII, III, 599-702 et cartes 11, 13, 14.

(2) VII, III, 288-290; CCXXVI, I, 190-202; XXVI, III^a, 556-580; 616-623.

CHAPITRE III

A LA CONQUÊTE DU MONDE. ORIENT ET OCCIDENT

I

L'ORIENT : MACÉDOINE, SÉLEUCIDES, ÉGYPTE, GRÈCE.

Depuis la seconde guerre punique, l'isolement relatif dans lequel vivaient depuis des siècles les deux bassins de la Méditerranée avait pris fin. L'Espagne, l'Afrique, la Gaule méridionale

BIBLIOGRAPHIE. — *Textes*, — TITE-LIVE, XXXI-LXV (jusqu'en 167); *Periochae* des livres XLVI-LII (cf. FLORUS, I, 23-33; EUTROPE, IV, 1-14; OROSE, IV, 20-V, 4 et les données nouvelles apportées par l'*Epitome d'Oxyrynchos* pour la période 150-146, dans LVI, Beih. II, 1904, pp. 21-27, 112-115 et éd. Rossbach, 131-139); POLYBE, XV-XL (fragments); DIODORE, XXVIII-XXXII (fragments); DIOM CASSIUS, XVIII-XXI (fragments; cf. ZONARAS, IX, 15-31); PLUTARQUE, *Flaminius*, *Philopemen*, *Paul Emile*, *Caton*; APPIEN, *Ibérik.*, 39-62; *Libyq.*, 68-135; *Illyriq.*, 9-11; *Syriaq.*, 1-47, 66-67; *Macedoniq.*, frag. 2-19; CORNELIUS NEPOS, *Caton*; JUSTIN, XXX-XXXIV; XLIV; PAUSANIAS, *Descr. Gr.*, VII, 7-16; de *Viris illustribus*, 51-61.

Inscriptions. — a) Latines : *Fastes consulaires*, C. I. L., I², p. 142-148; *Fastes triomphaux*, *ibid.*, pp. 174-176. Eloges des Scipions, C. I. L., I², 10-15; décret de Paul Emile, préteur d'Espagne ultérieure, 191-189, C. I. L., II, 5041; dédicace de la statue de Paul Emile à Delphes, C. I. L., III, Suppl., p. 2316²², n° 14203²² et DITT., *Syll.*², II, 652². — b) Grecques (voir DITT., *Syll.*², II, pp. 71-260) : lettre de Flaminius aux habitants de Cyretiae en Thessalie (196 ou 194), I. G., IX, 338; DITT., *loc. cit.*, 593; lettre du préteur M. Valerius Messala aux habitants de Téos, en 193, C. I. G., 3045; DITT., *loc. cit.*, 601; les inscriptions concernant M. Acilius Glabrio et la politique romaine vis-à-vis de Delphes (191-180), DITT., *loc. cit.*, 607-615; lettre de C. Manlius Volso aux habitants d'Héraclée du Latmos en 188, C. I. G., 3800, DITT., *loc. cit.*, 618; le sénatus-consulte relatif aux Thisbéens en 170, I. G., VII, 2225, DITT., *loc. cit.*, 646; le sénatus-consulte relatif à Délos vers 164, DITT., *loc. cit.*, 664; le sénatus-consulte de Narthakion (150-147), I. G., IX, 2, 89 et les add., DITT., *loc. cit.*, 674; la liste des morts d'Epidaure à la bataille de l'Isthme en 146, I. G., IV, 894.

Ouvrages principaux. — I. Rome et l'Orient : XXVI, IV¹, 1-406 (jusqu'en 167); XVII, II, 562-770; III, 1-359; CXIV; XCV, I, 341-401; II,

dionale en Occident, la Macédoine, les Etats grecs, les royaumes séleucide et lagide en Orient, se trouvaient désormais rapprochés dans une même vie politique dont l'Italie unifiée allait de plus en plus devenir le centre et comme le trait d'union. Par suite de cette situation nouvelle, la conquête romaine, pendant la première moitié du II^e siècle avant Jésus-Christ, va se porter à la fois sur les deux fronts oriental et occidental, mais cette double marche n'est ni rigoureusement parallèle, ni d'importance égale. Le front oriental, jusqu'en 150, tient la première place et constitue, pour l'ensemble de la période, le centre de gravité de la politique romaine; c'est seulement avec le début de la troisième guerre punique et pour une quinzaine d'années, que le front occidental héritera de ce rôle. En second lieu, ce même front oriental, qui est le principal, détermine l'allure générale de l'évolution, les événements du front occidental se développant simplement à son rythme et à sa cadence. Le tableau de concordance suivant mettra en lumière ce fait fondamental.

Orient.

200-197 : Seconde guerre de Macédoine.

191-188 : Guerres contre Antiochus, les Étolien et les Galates.

Occident.

197-191 : Offensive romaine en Cisalpine.

195-192 : Guerre d'Espagne.

185-173 : Campagnes contre les Ligures.

187-179 : Guerre d'Espagne.

178-177 : Guerre d'Istrie.

177-176 : Guerre de Sardaigne.

174-173 : Guerre de Corse.

1-54; **XCVI** 123-346; L. HOMO, dans **LXXIII**, 1916¹, 241-279; 1916², 1-32; **XXV**, 44-47; **V**, 177-224; **CLIII**, 306-334; — II. Rome et l'Occident : a) Cisalpine, Corse, Sardaigne : **XXVI**, IV¹, 410-441; b) Espagne : **XXVI**, IV¹, 441-485; **CCXX ter** et **CCXXI**; c) Marseille et Gaule méridionale : **XI**, I, 518-524; **CXV**, 40-41; d) Afrique : **VII**, III, 297-407. Pour la critique générale des sources relatives à la période, **CXCVI**, **CLXII**, A. KLOTZ dans **XLVII**, 1915, 481-536, et pour l'histoire militaire, **CLXVII**, II et III¹.

171-167 : Troisième guerre de Macédoine.

166-154 : Fin de la guerre de Ligurie.

156-155 : Guerre de Dalmatie.

154 et années suivantes : Fin de la grande guerre en Espagne.

150-146 : Troisième guerre punique. Ruine de Carthage.

149-148 : Soulèvement d'Andriscos en Macédoine.

147-146 : Guerre achéenne. Sac de Corinthe.

*
* *

En 200, Rome déclare la guerre à la Macédoine, moment capital dans la genèse de l'impérialisme romain, acte de conséquences incalculables pour l'avenir de Rome et du monde. Le plan de campagne adopté par le commandement romain reposait essentiellement sur l'utilisation de la côte illyrienne comme base d'opérations. L'armée, concentrée autour d'Apollonie, devait pousser vers l'est et, par la région des lacs d'Okhrida (lac Lychnitis) et Presba, envahir le territoire macédonien. Base d'opérations solidement organisée, peu de résistances locales en perspective, appuis indigènes certains, toutes les précautions semblaient bien prises pour une campagne que l'on espérait courte et que l'on souhaitait décisive. En 199, les troupes romaines, sous les ordres du consul P. Sulpicius Galba, s'avancèrent jusqu'en Lyncestide, mais sans pouvoir pénétrer au cœur de la Macédoine ni porter à Philippe le coup qui devait le mettre hors de cause; le consul ramena ses troupes à Apollonie pour y passer l'hiver. Son successeur, P. Villius Tappulus, trouva l'armée en pleine effervescence; il réussit, par de bonnes paroles, à la ramener au devoir. A ce moment même, le nouveau commandant en chef, T. Quinctius Flaminius, arrivait au quartier général.

Le Sénat, en décidant l'intervention contre la Macédoine, ne songeait nullement à conquérir la Grèce; l'idée qui l'avait guidé, était une idée essentiellement défensive. La création

d'une solide unité balkanique eût pu, à plus ou moins longue échéance, constituer pour l'Italie une grave menace et peut-être — on se rappelait l'invasion d'Hannibal — un péril mortel. A aucun prix, cette unité ne devait se réaliser, ni sous la forme macédonienne, ni sous aucune autre. Voilà le principe fondamental, qui dicte à Rome son intervention et va déterminer son attitude dans le règlement des affaires helléniques. Deux étapes successives permettront d'atteindre le but : la défaite de la Macédoine, qui scellera la ruine du programme unitaire macédonien, l'organisation du monde grec sous le protectorat romain, qui empêchera une semblable éventualité de jamais renaître et, en faisant de la Grèce une solide barrière défensive, délivrera l'Italie de tout souci oriental. Quant au philhellénisme qu'on a prêté si généreusement au Sénat en général et à son porte-paroles, Flamininus, en particulier, n'en soyons pas dupes. Rome poursuivait en Grèce, comme ailleurs, une stricte politique d'intérêt, et la manière savante dont elle a organisé l'impuissance du pays le prouve. Or la politique romaine et les aspirations nationales de l'Hellade se rencontraient sur un terrain commun : le maintien des particularismes traditionnels. Rome, en faisant de la politique philhellénique, servait donc, au premier chef, ses propres intérêts. Le philhellénisme, le plus sûr moyen de gagner les Grecs, n'a jamais été pour elle qu'un instrument commode, et rien autre chose.

Au printemps de 198, Flamininus, le nouveau général en chef, renouvelle la tentative de P. Sulpicius Galba, cette fois par la vallée de l'Aoüs (Viosa); il perce jusqu'en Thessalie, mais Philippe réussit encore à couvrir les approches de la Macédoine (1). Une double expérience venait de prouver que la Macédoine était invulnérable à l'ouest; le défaut de la cuirasse se trouvait au sud, vers la Grèce. Flamininus le comprit et,

(1) CLXVII, II, 33-57 et carte 2.

par un habile changement de front stratégique, transféra sur le territoire grec sa base d'opérations. Dès lors, succès diplomatiques et militaires vont se succéder; la ligue achéenne, savamment travaillée, abandonne la cause de Philippe et passe aux Romains; le tyran de Sparte Nabis, la ligue béotienne ne tardent pas à suivre cet exemple; enfin, au printemps 197, l'armée macédonienne succombe sur le champ de bataille de Cynoscéphales (1). Philippe signe la paix qui consacre son exclusion de Grèce et lui impose une forte indemnité de guerre (2). La Macédoine écartée, il restait à organiser le monde grec. L'article premier du traité avait, au moins en ce qui concerne les peuples grecs non soumis à Philippe, posé le principe fondamental du nouvel ordre de choses; tous, aussi bien ceux d'Asie que d'Europe, devaient « être libres et se gouverner par leurs propres lois ». Les autres, c'est-à-dire les peuples de la Grèce qui dépendaient précédemment de Philippe et les cités occupées par ses troupes, furent à leur tour solennellement déclarés libres dans la célèbre proclamation des Jeux Isthmiques (196) (3). Si le principe général de la liberté s'appliquait à la fois aux deux catégories, ce n'était cependant pas dans des conditions identiques: la liberté des premiers résultait d'un acte international, le traité de paix avec la Macédoine; celle des seconds émanait d'une décision strictement romaine, mesure gracieuse, précaire et par conséquent toujours révoicable. Dans la pratique, le résultat était le même. Sous couleur de philhellénisme, Rome, reprenant à son compte le programme séculaire macédonien, avait imposé son protectorat au monde grec. La politique romaine touchait au but.

Restait en Grèce un élément de trouble, le tyran de Sparte, Nabis. Rome, par cette affectation de désintéressement qui faisait partie intégrante de sa politique hellénique, eut l'art

(1) **CLXVII**, II, 57-94 et carte 4.

(2) **XXVI**, IV¹, 94-97; **CCXXVI**, I, 228-239.

(3) **XVII**, II, 650-651; **CCXXVI**, I, 231-232; **XXVI**, IV¹, 98-100.

de lui faire déclarer la guerre par les Grecs eux-mêmes.

« Ce n'était pas aux Romains, déclara solennellement Flamininus au congrès de Corinthe (printemps 195), à décider si l'on déclarerait la guerre à Nabis ; c'était aux Grecs à faire connaître s'ils voulaient laisser Argos entre ses mains. Rome se contenterait de faire exécuter leur décision (1). »

La guerre fut votée à l'unanimité, moins les voix des Étoliens. L'armée confédérée marcha sur Sparte, tandis que la flotte, sous les ordres de Lucius Flamininus, bloquait la côte et contraignait Gythium à capituler. Nabis céda et, malgré l'opposition de la majorité des alliés, Flamininus lui accorda la paix : le tyran abandonnait Argos et payait une sérieuse indemnité ; du moins conservait-il son trône, et c'était pour lui l'essentiel. Le traité de 195, où Rome, en affectant de ne rien demander que pour ses alliés, obtenait la reconnaissance de son protectorat sur la Grèce, représente un pur acte de politique romaine. Les Grecs réclamaient la dépossession complète de Nabis. Rome se garde bien de la leur accorder ; Nabis, maintenu à Sparte, constitue un contrepoids à la puissance de la ligue achéenne, un empêchement absolu à la formation de l'unité péloponésienne. En dépit des paroles et des faux semblants, le programme romain continue à se développer sous une forme implacable.

On ne fut pas dupe en Grèce, et les Étoliens, notamment, donnèrent libre cours à leur mécontentement. Depuis deux années, des garnisons romaines occupaient les points stratégiques de Chalcis, Corinthe et Démétriade, et, malgré ses tentatives répétées, Flamininus n'avait pu encore obtenir du Sénat l'ordre d'évacuation. Au mois de mars 194, lorsqu'il régla la répartition des provinces, le Sénat prit enfin un parti : Flamininus reçut l'ordre d'évacuer entièrement la Grèce et de ramener l'armée en Italie. Il convoqua les alliés à Corinthe pour leur annoncer solennellement la nouvelle :

« On avait accusé Rome de vouloir perpétuer sa domination en Grèce ; c'était là une pure calomnie. Il allait repartir pour l'Italie et emmener toute son

(1) Liv., XXXIV, 22-24.

armée. Les Grecs apprendraient avant dix jours l'évacuation de Chalcis et de Démétriade; quant à l'Acrocorinthe, il voulait immédiatement, et sous leurs yeux, la remettre lui-même aux Achéens (1). »

Avant même que l'assemblée fût dissoute, la garnison romaine évacua l'Acrocorinthe, remit la citadelle aux habitants et sortit de la ville. Quelques jours plus tard, il ne restait plus un soldat romain en Grèce. Mais, du moins, les objectifs précis, que la politique romaine s'était proposés en entrant en campagne, se trouvaient-ils pleinement atteints : la Macédoine exclue du monde grec, Nabis maintenu à Sparte, les Grecs au nom du philhellénisme rendus à leurs rivalités séculaires, l'unité balkanique devenait impossible, et par l'établissement du protectorat romain, l'Hellade se trouvait constituer dès lors, à l'est de l'Italie, une barrière défensive analogue à celle que, à l'ouest, Rome s'était donnée, quelques années plus tôt, par la conquête de l'Espagne. Délivrée du péril carthaginois et du danger macédonien, couverte sur ses deux flancs par deux solides postes avancés, l'Italie croyait enfin respirer. Elle avait compté sans Antiochus.



Parvenu au trône des Séleucides en 223, Antiochus III s'était proposé un programme de politique très précis : la restauration de la puissance séleucide dans les limites que le fondateur de la dynastie, Séleucus, lui avait autrefois données. Ce programme, il va, dès son avènement, en poursuivre systématiquement l'application. C'est d'abord, mesure préliminaire, la répression du soulèvement des satrapes de Haute-Asie et, après une guerre désastreuse contre l'Égypte, une campagne qui le conduit jusqu'à l'Inde. L'alliance conclue avec Philippe de Macédoine, en 202, lui permet de réaliser de nouveaux progrès; à la suite

(1) Liv., XXXIV, 49, 4-7.

de la victoire de Panion, il reconquiert la Coelé Syrie sur l'Égypte et il assure ainsi à la royauté séleucide cette façade syrienne qui, au double point de vue militaire et commercial, lui est également nécessaire. Puis il revient au nord; en 197, ils'avance en Asie mineure, jusqu'à Éphèse qu'il enlève; en 196, il franchit le détroit et, par l'occupation des villes de Sestos et de Lysimachie, cette dernière presque entièrement détruite par les Thraces peu de temps auparavant, il entame la conquête de la Thrace, dont, en qualité d'héritier de Séleucus Nicator, il revendique la possession. C'est cette question de Thrace, principalement, qui va amener le conflit avec Rome. En 196, à Corinthe par la voix de Flamininus et des dix commissaires, aux conférences de Lysimachie ensuite (1), celle-ci pose ses conditions : Antiochus doit abandonner les villes d'Asie qui ont autrefois appartenu aux Lagides ou à Philippe, laisser libres, en principe, les cités grecques d'Asie mineure, enfin et surtout, ne pas se mêler des affaires d'Europe. Les deux programmes romain et séleucide se trouvaient ainsi, sur cette question précise de Thrace, en opposition formelle. Antiochus n'en continua pas moins avec fermeté la réalisation de sa politique; il se fit céder la Coelé Syrie et scella par le mariage de sa fille Cléopâtre avec Ptolémée V Épiphanes sa réconciliation avec l'Égypte. Fait de premier ordre : Antiochus a désormais les mains libres vers le nord. Il va se hâter d'en profiter.

La politique séleucide, strictement orientale par ses objectifs et par ses traditions, ne visait ni au duel avec Rome, ni même à l'hégémonie du monde grec européen. Mais, trouvant Rome sur sa route dans le règlement de la question de Thrace, la seule qui l'intéressât sur ce continent, elle était fermement résolue à ne pas reculer, fût-ce, le cas échéant, au prix de la guerre. Hannibal, réfugié auprès d'Antiochus (2), poussait naturellement au conflit, mais pour des raisons différentes;

(1) M. HOLLEAUX, dans **LXXII**, 1913, 5-11.

(2) M. HOLLEAUX, dans **XLVII**, 1908, 296 sq.; **XXVI**, IV¹, 143 sq.

il prêchait à la cour de Syrie la croisade contre Rome et la constitution d'une vaste coalition méditerranéenne dans laquelle, à côté de la Syrie, prendraient place éventuellement la Macédoine, Carthage et les insurgés d'Espagne. Ce plan reposait sur une idée juste, dont Hannibal lui-même, au cours de la seconde guerre punique, avait poursuivi la réalisation; seule une vaste coalition méditerranéenne pouvait encore, s'il n'était pas trop tard, arrêter dans son essor l'expansion de la puissance romaine. Les Étoliens de leur côté, mécontents du lot qui leur avait été assigné dans les dépouilles de Philippe, appelaient Antiochus en Grèce et lui prédisaient un mouvement général en sa faveur. Antiochus, en réaliste qu'il était, n'attachait sans doute à ces promesses et à ces chimères qu'une valeur toute relative. Politique antiromaine d'Hannibal, politique hellénique des Étoliens, ne l'intéressaient que dans la mesure où elles pouvaient servir ses intérêts immédiats (1). Il laissa dire et continua à se réserver. L'impatience des Étoliens, résolus à engager le roi de Syrie, fût-ce malgré lui-même, précipita les événements. En 192, ils ouvrent les hostilités par une triple attaque contre Démétriadé, Chalcis, Sparte. Antiochus s'incline devant le fait accompli; il vient débarquer en Thessalie avec les troupes qu'il a sous la main, en tout une dizaine de mille hommes.

La politique de Rome, dans la circonstance, se révéla très nette. Elle ne voulait à aucun prix laisser Antiochus prendre pied en Grèce et mettre en péril le protectorat, qu'à la suite de la campagne précédente, elle avait établi sur ce pays. Elle réussit à grouper autour d'elle une véritable coalition hellénique où entrèrent la ligue achéenne, Eumène de Pergame, Rhodes, même Philippe de Macédoine. Le monde grec, coupé en deux cette fois encore, allait, par son manque d'union,

(1) Sur ces divergences de plan voir **CLXVII**, II, 127 sq.; **XXVI**, IV¹, 141-147.

perdre l'occasion, la dernière peut-être, de sauver sa liberté. La guerre comporte trois actes — campagne contre Antiochus en Grèce, campagne contre Antiochus en Asie, campagne contre les Étolien — et un épilogue : campagne contre les Galates. Battu aux Thermopyles et sur mer dans les rencontres de Corycos, de Sidé et du cap Myonnesos, écrasé à Magnésie (1) (fin 190 ou début de 189), Antiochus, pour prévenir l'écroulement total de son empire, signe la paix. Il renonce à l'Asie mineure en deçà du Taurus et paie une forte indemnité de guerre. Antiochus hors de cause, ses alliés, les Étolien et les Galates, ont leur tour. Comme au lendemain de la seconde guerre de Macédoine, Rome affecte de ne rien garder pour elle sous forme de possession directe, mais par les limites qu'elle impose au champ d'action de la monarchie séleucide, elle obtient confirmation de son protectorat sur la Grèce d'Europe et, par surcroît de précautions, procède à l'établissement d'un équilibre nouveau pleinement favorable à ses intérêts. Cynoscéphales lui avait donné la Grèce européenne; Magnésie lui livre l'Orient. En Grèce, la ligue étolienne est mise définitivement hors de cause; son rôle historique a pris fin. Quant à Philippe et aux Achéens, qui ont pendant la guerre loyalement rempli leurs devoirs d'alliés, Rome s'arrange pour leur laisser prendre le moins possible. En Asie, Eumène et Rhodes, chargés l'un et l'autre de surveiller Antiochus et d'empêcher son relèvement, reçoivent des agrandissements considérables. Après la défaite successive de la Macédoine et de la Syrie, avec la décadence incurable de l'Égypte, Rome ne trouve plus dans le monde hellénistique de puissance capable de lui tenir tête. L'Occident prend le pas sur l'Orient et « diviser pour régner », la devise favorite de l'impérialisme romain, inscrit à son actif une nouvelle victoire.

(1) Sur la bataille de Magnésie, **XXVI**, IV¹, 197-203 ; 390-395 ; **CLXVII**, II, 179-205 et carte 6.



Victorieuse d'Antiochus, Rome avait dû payer d'accroissements plus ou moins considérables le concours que ses deux grands alliés de Grèce, Philippe de Macédoine et la ligue achéenne, lui avaient prêté au cours de la guerre. Philippe s'était agrandi de territoires divers, moindres qu'il n'aurait souhaité, mais cependant appréciables, et la ligue achéenne venait d'atteindre son but séculaire, la réalisation de l'unité péloponésienne (1). Cette double extension, à laquelle la politique romaine ne s'était résignée que par nécessité, contenait en germe pour l'avenir des complications nouvelles; c'est par un double conflit avec ses deux alliés de la veille, guerre de Macédoine en 171, guerre achéenne en 146, que va s'achever en moins de quarante ans la mainmise de Rome sur le monde oriental.

Battue à Cynoscéphales, exclue des affaires grecques, la Macédoine ne s'était pas résignée à sa défaite et Philippe avait commencé aussitôt à préparer la revanche. La guerre d'Antiochus, où son intérêt bien entendu et aussi l'impossibilité de tenir une autre attitude l'avaient jeté dans le parti romain, lui avait permis, sous couleur d'alliance, de pousser activement ses préparatifs militaires et de donner à son armée l'entraînement qui lui manquait. Son second fils, Démétrius, penchait vers le parti romain; Philippe le sacrifia sans pitié aux exigences de la cause nationale et du salut public. Lorsqu'il mourut lui-même, dans l'hiver 179/178, laissant le trône à son fils Persée, la Macédoine était prête, mais, question décisive, resterait-elle seule, au jour du combat suprême pour l'indépendance et pour l'hellénisme? Persée, s'il avait eu des illusions à cet égard, ne devait pas tarder à les perdre et il put rapi-

(1) **XXVI**, IV¹, 229-231.

dement se rendre compte par les échecs de sa diplomatie, que le monde grec demeurerait aussi incurablement désuni que par le passé. Le moment venu, il pourra trouver des sympathies, particulièrement au sein des classes populaires, en Grèce ou chez les Rhodiens, mais aucun élan national, voire même aucun appui sérieux. La ligue achéenne et Eumène de Pergame sont acquis à Rome ; l'Égypte et la monarchie séleucide ne songent qu'à leurs propres affaires et vont bientôt en venir aux mains. Persée restera seul. La politique romaine, qui n'a pas été étrangère à ce résultat, le sait et elle ne tardera pas à tirer les conclusions pratiques que cette situation favorable comporte.

L'impérialisme romain, nous l'avons vu, connaissait déjà la théorie de la guerre préventive ; l'isolement de Persée lui fournit une occasion magnifique de l'appliquer une fois de plus. En 172, Eumène vient à Rome dénoncer le péril macédonien, et, l'année suivante, la guerre est déclarée. Pendant trois campagnes successives, l'armée romaine peu entraînée, conduite par des généraux inexpérimentés, ne peut forcer la décision. Persée remporte même des succès militaires et diplomatiques appréciables. Le roi d'Illyrie, Gentius, passe à sa cause et Rhodes va bientôt s'enhardir jusqu'à proposer sa médiation, offre que le gouvernement romain laissera dédaigneusement tomber. La marée antiromaine montait en Orient ; il fallait en finir. Paul Émile, un organisateur habile et un général énergique, prend le commandement en chef avec un programme d'offensive à fond. Dès lors les événements se précipitent ; Persée est écrasé à Pydna (168), l'État macédonien s'effondre et le roi capitule (1). Les Romains, pour tuer dans l'œuf toute tentative ultérieure de revanche, détrônent la dynastie et brisent l'unité nationale ; le pays est morcelé en quatre républiques séparées, États artificiels condamnés à

(1) Sur la bataille de Pydna, CLXVII, II, 310-334 (carte 9) ; XXVI, IV¹, 326-330.

l'impuissance, sans racines dans le passé et sans possibilités d'avenir (1).

Après Pydna, comme après Cynoscéphales et Magnésie, Rome procéda à un vaste règlement de comptes en Grèce et en Orient. Les ligues étolienne, acarnanienne et béotienne qui ou avaient soutenu la cause de la Macédoine, ou tout au moins eu une attitude douteuse, furent affaiblies, mais, signe des temps, Rome, cette fois, s'en prit aussi à ses alliés — la ligue achéenne, Rhodes, Eumène — et même aux neutres, comme le roi séleucide Antiochus IV Épiphane. En Achaïe, où, pendant la lutte, des voix s'étaient élevées en faveur de Persée, le chef du parti romain, Callicrate, à l'instigation de Rome, dressa une liste de mille Achéens, qui furent relégués en Italie et internés sans jugement dans les différentes villes de la péninsule. Rhodes expia durement sa tentative avortée de médiation ; les chefs du parti national, responsables de cette démarche malheureuse, furent condamnés à mort par leurs concitoyens et il se trouva à Rome des intransigeants pour demander une déclaration de guerre (2). Du moins, Rhodes perdit-elle ses possessions continentales de Carie et de Lycie et la création du port franc de Délos porta-t-elle une atteinte mortelle à sa suprématie commerciale dans la mer Égée. Si Rome n'épargnait pas ses alliés, ce n'était pas pour ménager les neutres. Le roi de Syrie, Antiochus IV Epiphane, avait, depuis son avènement, entretenu avec Rome des relations cordiales et conservé à son égard, pendant toute la durée de la guerre, une attitude bienveillante. Tandis que succombait la Macédoine, il avait conquis l'Égypte, à l'exception de la capitale, Alexandrie, dont il faisait le siège. Au lendemain de Pydna, l'ambassadeur romain, C. Popilius Laenas, lui porte,

(1) Pour cette œuvre de réorganisation, voir **XXVI**, IV¹, 331-365, et plus loin pp. 410-412.

(2) **POL.**, **XXX**, 4-9 ; 21-23 ; 31, 10-11 ; **CAT.**, cité par A. GELL., *Nuits Att.*, VI (VII), [= *M. Cat. fragm.*, ed. H. Jordan, pp. 21-25] ; **LIV.**, XLV, 10 ; 20, 4-25 ; **DION CASS.**, XX, fragm. 68, 2-3.

au nom de Rome, la sommation formelle d'avoir à évacuer le pays (168). Le fond était dur ; la forme le fut davantage encore, et le célèbre cercle de Popilius reste le plus brutal des ultimatums dont mémoire de diplomate ait conservé le souvenir. Les temps étaient venus où tout devait plier devant la volonté romaine. En cédant à une injonction de cette nature, Antiochus, le chef de la dernière grande puissance qui subsistât encore dans le bassin méditerranéen, reconnaissait officiellement la suprématie politique de Rome. En sa personne, c'était le monde hellénistique tout entier qui, publiquement, proclamait sa déchéance définitive.

La série des exécutions se clôt avec le roi de Pergame, Eumène. En dépit des services qu'il n'avait cessé de rendre à la cause romaine, il fut traité plus durement encore que les Rhodiens ; le Sénat, en 167, lui interdit formellement l'accès de Rome et dresse contre lui, en Asie mineure, ses voisins, les rois de Bithynie, de Pont, de Cappadoce et ses adversaires traditionnels, les Galates. La Macédoine détruite, la monarchie séleucide abaissée, il cessait d'être nécessaire et pouvait devenir dangereux. On le lui fit bien voir.

*
* *

Le dénouement approche. Pendant la période de vingt-deux ans qui sépare la défaite de Pydna de l'annexion de la Grèce, peuples grecs et monarchies hellénistiques ne font plus que s'agiter dans le vide, marionnettes dont Rome, dominatrice tyrannique du bassin méditerranéen, se borne à tirer les fils. En Orient, le Sénat poursuit avec sa ténacité coutumière sa politique de dissociation et, par leurs rivalités mutuelles, Pergame, la Syrie, l'Égypte, consciemment ou inconsciemment, la servent de leur mieux. A Pergame, l'humiliation solennelle dont Eumène a été la victime porte ses fruits ; après sa mort, son frère Attale II (159-138) baisse la tête sans mot dire et se

contente d'obéir. En Syrie, la politique intérieure passe définitivement au premier rang et la dissolution s'annonce menaçante ; une double réaction orientale, celle des Parthes à l'est, celle des Juifs à l'ouest, met en péril l'unité même de la monarchie séleucide. Il s'y joint une autre calamité, les compétitions au trône : Antiochus IV Epiphane, mort en 164, laisse le pouvoir à son fils Antiochus V Eupator, un enfant de neuf ans. Démétrius I, son cousin, détrône celui-ci après deux ans de règne et, douze ans plus tard (150), succombe lui-même sous les coups d'un usurpateur, Alexandre I Bala, soutenu par les rois de Pergame, Attale II, et d'Égypte, Ptolémée VI Philométor. La monarchie séleucide s'achemine de plus en plus à l'anarchie (1) et, en 161, Rome vient de conclure avec les Juifs son premier traité d'alliance (2). En Égypte enfin, avec Ptolémée VI Philométor (181-145), la décadence, depuis longtemps irrémédiable, ne fait que se précipiter. Rome a soin d'y aider de son mieux : en 163-162, le Sénat adjuge la Cyrénaïque et l'île de Chypre au frère du roi d'Égypte, Ptolémée VII Evergète II, démembrement qui va porter le coup de mort à la vieille monarchie des Lagides (3).

Du côté de l'Orient asiatique et africain, Rome n'avait plus rien à craindre ; partout l'impuissance, partout la servilité. Il restait cependant dans le monde grec deux centres de résistance, la Macédoine, qui ne pouvait se résigner à la perte de son indépendance et à l'oubli de son glorieux passé ; la ligue achéenne, qui n'avait jamais senti encore le poids des armes romaines et où, devant la tyrannie croissante de Rome, le sentiment national n'allait pas tarder à se cabrer. En face de Lycortas, un homme du passé, le continuateur de la politique de Philopémen, qui, avec la soumission nécessaire à Rome, préconisait tout au moins à son égard une politique de dignité,

(1) **XVII**, III, 219-265 ; **XCVI**, 307-346.

(2) *I Macc.*, 8, 17 ; **XCVI**, 320-321 ; **CCXXVI**, I, 47 ; 239-254.

(3) *POL.*, XXXI, 10 ; *Liv., Per.* XLVII ; **XVII**, III, 205-212, **XCIV**, II, 32-36.

Callicrate, le chef du parti romain, représentait l'obéissance passive et absolue. La disparition de Lycortas, les excès de Callicrate, le retour des émigrés achéens en 150 après dix-sept ans d'exil, enfin, provoquèrent un changement complet d'orientation dans la politique achéenne. Damocritos, Critolaos et Diaeos, des fanatiques résolus à combattre les exigences romaines, fût-ce par les armes, s'il fallait en venir à cette extrémité, prirent le pouvoir. A ce moment même éclatait en Occident la troisième guerre punique, dernière occasion de sauver l'indépendance hellénique, tout au moins de le tenter, que les ennemis de Rome ne pouvaient laisser échapper sans retour. Encore cette prise d'armes suprême va-t-elle rester partielle; les États grecs, selon leur tradition, marcheront au combat en ordre dispersé: la Macédoine d'une part, la ligue achéenne avec quelques peuples de la Grèce centrale, d'autre part, entretront seules en lice et, dans ces deux pays mêmes, les chefs du mouvement national ne sauront pas concerter leurs efforts.

Le signal partit de la Macédoine en 149. Un certain Andriscos, qui avait pris le nom de Philippe et se donnait pour le fils de Persée, souleva la population, battit à deux reprises les troupes locales et entraîna bientôt, dans un élan de loyalisme, l'insurrection générale du pays. En l'absence de troupes romaines, il fallut, pour couvrir la Grèce, faire appel aux contingents achéens. Andriscos n'en battit pas moins le préteur P. Juventius et envahit la Thessalie. Mais ce fut le terme de ses succès. Une armée romaine arriva en 148 sous les ordres du préteur Q. Caecilius Metellus; le roi de Pergame, Attale II, prêta un concours efficace et Andriscos, vaincu à la seconde bataille de Pydna, fut fait prisonnier (148) (1).

Le sort de la Macédoine était déjà réglé définitivement quand la ligue achéenne entra à son tour en action. En 148, avait éclaté à Sparte un nouveau mouvement séparatiste; sans

(1) Sur Andriscos, G. CARDINALI, dans **LXXV**, 1911, 1-20.

attendre l'avis de Rome, les Achéens courent aux armes; le stratège Damocritos battit les Spartiates, mais sans toutefois pouvoir enlever la ville. Néanmoins, le Sénat répondit à cet acte d'indépendance par une décision brutale: il détacha de la ligue Sparte, Corinthe, Argos, Orchomène et Héraclée de l'Oeta et une ambassade romaine s'en vint communiquer à l'assemblée de Corinthe les volontés du Sénat (147); c'était, sans phrases, la ruine de l'unité péloponésienne, de l'œuvre achéenne tout entière. Cette déclaration provoqua une explosion de patriotisme; les députés romains furent malmenés et la ligue achéenne se décida à la guerre. Seules en Grèce, la Béotie, la Phocide, la Locride, l'Eubée promirent leur concours. Dans ces conditions, malgré l'héroïsme déployé par ces derniers défenseurs de la liberté grecque, l'issue du conflit ne pouvait être douteuse. Vainqueur de Critolaos à Scarphée et, après la mort de ce dernier, dans une seconde rencontre à Chéronée, Métellus reconquiert toute la Grèce centrale. Son successeur, le consul Mummius écrase à l'isthme de Corinthe la dernière armée de la ligue et, pour ne pas survivre à la ruine de son pays, le stratège Diaeos se donne la mort. Corinthe, que les Achéens ne défendirent pas, fut livrée cependant au pillage, sa population réduite en esclavage, et la ville méthodiquement détruite (1). Le Sénat, par cet exemple terrible, avait voulu décourager toute velléité de résistance ultérieure. Son but fut pleinement atteint. Du moins, à défaut d'un impossible succès, les chefs du mouvement achéen ont-ils sauvé l'honneur et su tomber face à l'ennemi (2). Tous les États grecs d'Europe ou d'ailleurs ne sauraient mériter cet éloge.

(1) **XVII**, III, 350; **CXIV**, 328-629.

(2) Les promoteurs de la dernière guerre achéenne sont jugés fort sévèrement par **POLYBE**, XXXVIII, 17-18, **PAUSANIAS**, *Descr. Gr.*, VII, 14, 6, et **DIODORE**, XXXII, 26. **FUSTEL DE COULANGES**, dans **CXXXIV**, 99-100, donne une note plus modérée et plus équitable.

II

L'OCCIDENT : CISALPINE, ESPAGNE, GAULE
MÉRIDIONALE, AFRIQUE.

Conquise une première fois entre 225 et 219, la Cisalpine avait été perdue dès le début de la seconde guerre punique et, lorsque cette guerre se termine en 201 par la défaite de Carthage, Rome se trouve en présence d'une œuvre entière à reprendre. Nous connaissons mal le détail des guerres de Cisalpine ; Polybe, sauf fragments, nous manque et l'annalistique, la principale source de Tite-Live (1) pour ces événements, abonde, selon ses habitudes, en falsifications et en erreurs. Si le détail du récit reste trop souvent suspect, du moins pouvons-nous nettement distinguer deux choses, les principales d'ailleurs : le caractère général de la lutte, et les phases essentielles des hostilités.

Férés de batailles décisives et de descriptions à effet, les historiens anciens n'ont que dédain pour ces ingrates campagnes de Cisalpine, de Ligurie, comme encore de Sardaigne ou de Corse. Obscures, sans doute, les guerres de Cisalpine et de Ligurie n'en ont pas moins été très dures et très sanglantes(2) ; Gaulois, Ligures, Istriens se sont battus avec le courage du désespoir et seule la double supériorité numérique et technique de Rome a eu raison de leur résistance acharnée. En dix années, de 201 à 191, leur obstination héroïque inflige à l'armée romaine des pertes considérables. Lorsque tout est perdu, les Boïens ne peuvent encore se résoudre à se soumettre et s'expatrient en masse pour fuir le joug du vainqueur. Pendant la guerre d'Istrie (178-177), au siège de Nésactium, les assiégés, plutôt que de se rendre, égorgent sur les remparts leurs femmes et leurs enfants, puis tous, leur roi Aepulon en tête, se donnent la mort sur

(1) Livres XXXI à XL. Sur la valeur de la tradition annalistique pour ces événements, CXCVI, CLXII ; A. KLOTZ, dans XLVII, 1915, 481-536.

(2) Sur l'ensemble des guerres de Cisalpine, XXVI, IV¹, 410-438.

les cadavres des leurs. A cette ténacité, les Romains répondent par une répression impitoyable. En Ligurie, les légions mènent une véritable campagne de dévastation : vignes coupées, moissons brûlées, villages rasés, transplantation en masse des habitants dans la plaine, ou même dans d'autres régions dépeuplées de l'Italie comme le Samnium. En Sardaigne, on vendra les prisonniers en masse, et leur nombre sera tel que l'expression « Sardes à vendre » — *Sardi venales*, — finira par passer en proverbe (1). Ces guerres, qui vont se poursuivre pendant près d'un demi-siècle, se déroulent, conformément à la géographie même de l'Italie du Nord, sur trois théâtres d'opérations différents : la Cisalpine proprement dite au centre, la Ligurie à l'ouest, la Vénétie et ses dépendances à l'est. Il faut y ajouter à titre d'annexes les campagnes en Corse et en Sardaigne, qui sont contemporaines et présentent un caractère analogue.

En Cisalpine tout d'abord, les Romains commencèrent par temporiser. La seconde guerre de Macédoine, qui venait précisément d'éclater, réclamait toute leur attention et le peuple, qui ne l'avait votée qu'à grand'peine, n'était pas d'humeur, sans nécessité pressante, à la doubler d'une guerre dans l'Italie du Nord. Mais les Gaulois, qui avaient laissé passer le moment favorable en ne soutenant pas à fond Hannibal, se rendirent compte qu'après la Macédoine leur tour ne manquerait pas de venir. L'heure de la lutte suprême pour l'indépendance avait sonné (2) : Boïens, Insubres, Cénomans coururent aux armes et se jetèrent sur les deux colonies de Placentia et de Cremona, les deux postes avancés de la romanisation vers le nord. Placentia succomba, mais Cremona tint bon et toute la fougue celtique vint se briser au pied de ses remparts. Avec des alternatives variées, la guerre se prolongea pendant dix ans. L'alliance fidèle des Vénètes permit aux Romains de prendre l'ennemi à revers. En 197, les deux consuls C. Cornelius

(1) FEST., art. *Sardi venales*, pp. 428-429.

(2) LIV., XXXI, 10-38, 7 ; 39, 3.

Cethegus et Q. Minucius Rufus, aidés dans leur tâche par la défection des Cénomans, écrasent les Boïens et les Insubres sur les rives du Mincio. L'année suivante, le consul M. Claudius Marcellus accable les Insubres non loin du lac de Côme et leur impose la paix. Cinq ans plus tard, seulement, les Boïens suivirent cet exemple. Encore, lorsqu'il s'agit d'exécuter les clauses du traité, le cœur leur manqua-t-il et, en 191, les restes de la nation boïenne, traversant les Alpes, allèrent chercher sur les bord du Danube une nouvelle patrie (1).

En Ligurie, en Corse, en Sardaigne, comme en Cisalpine, la seconde guerre punique avait fait perdre aux Romains tout le terrain conquis; il fallut, pour le regagner, toute une série de rudes campagnes qui se prolongèrent pendant un demi-siècle (2). L'œuvre était achevée en 150. Enfin, au nord-est de l'Italie, après la reconquête de la Cisalpine, les Romains repaissent en Vénétie, sans rencontrer de résistance. Les Vénètes acceptèrent le fait accompli et ce fut sans difficultés que le vieux traité d'alliance, qui les liait à Rome, se transforma en un pacte de vassalité. L'armée romaine se heurta à une résistance plus acharnée en Istrie, qui avait profité de l'éclipse momentanée de Rome pour reprendre son indépendance et réaliser son unité nationale. A la suite d'une guerre de deux années (178-177) dont le roi Aepulon fut le héros, le pays fut conquis jusqu'à la ligne de l'Arsia. Au delà habitaient les peuplades pillardes des Dalmates; le consul C. Marcius Figulus les battit en 156 et, l'année suivante, P. Cornelius Scipio Nasica acheva leur soumission par la prise de leur principale ville, Delminium (3). Dans la région de l'Adriatique supérieure, l'Italie avait partout atteint ses frontières naturelles.

Par la conquête de la Cisalpine, de la Ligurie et de la

(1) STR., V, 6 (pp. 212-213 C.).

(2) LIV., XXXI, 2, 11-XLII, 22, 5-8; *Per.* XLVI et XLVII; *Fast. tr.*, aux ann. 177, 175, 166, 158, 155; **XXVI**, IV¹, 418-423; 438-441.

(3) LIV., XLI, 1-5; 9, 1-3; 10-11; 13, 6; *Per.* XLII; APP., *Illyr.*, 11; *Fast tr.*, aux ann. 177 et 155.

Vénétie, le programme de Rome se trouvait pleinement réalisé dans l'Italie du Nord. Le pays était conquis; restait à le mettre en valeur et à le romaniser. Continuateurs des Étrusques, les Romains poursuivirent les grands travaux d'utilité publique dont leurs prédécesseurs avaient pris l'initiative : on canalisa les cours d'eau, on dessécha les marais, on défricha les forêts. La vie agricole prit un nouvel essor. Un réseau de voies romaines, d'importance à la fois économique et militaire, relia l'Italie péninsulaire à la vallée du Pô : 187, voies Flaminia et Aemilia, la première d'Arretium à Bononia, la seconde d'Ariminum à Placentia ; 148, voie Postumia, de Genua à Aquileia, par Placentia, Cremona, Verona, auxquelles d'autres viendront se souder par la suite (1). Aux deux anciennes colonies de Placentia et de Cremona, renforcées en 190 d'éléments nouveaux, se joignirent les colonies, soit romaines, soit latines, de Bononia (189), Mutina et Parma (183). Aquileia (181), et, en Ligurie, la colonie latine de Luca (180) et la colonie romaine de Luna (177). De nombreux centres et marchés — *conciliabula et fora* — pourvus d'une large autonomie et embryons de futures communes — Pollentia (Pollenza), Hasta (Asti), Valentia (Valenza), Iria (Voghera), Industria (Monteu da Po), Faventia (Faenza), Forum Livi (Forlì), Caesena (Cesena), Forum Popili (Forlì), bien d'autres encore — implantèrent dans l'Italie du Nord cette florissante vie urbaine, qui est restée, à plus de vingt siècles de distance, une de ses caractéristiques essentielles (2). Au lendemain de la conquête, commence l'œuvre de fusion entre vainqueurs et vaincus. Dernière ralliée à l'unité, la Cisalpine n'en deviendra pas moins, et très vite, un foyer d'intense romanisation ; la terre qui, au siècle suivant, donnera naissance à Catulle, à Virgile, à Tite-Live, mérite une place d'honneur dans le livre d'or de la latinité.

(1) Liv., XXXIX, 2, 6; 10; V. CHAPOT, dans IV, s. v. *Viae*, 793-798 ; XXVI, IV¹, 427-428 ;

(2) XXVI, IV¹, 422-426.

Enfin l'annexion définitive de la Cisalpine signifie l'achèvement de la première unité italienne. Des Alpes, au nord, au détroit de Messine, au sud, la péninsule a atteint le cadre de ses frontières naturelles. L'unité est faite, et lorsqu'en 179, aux demandes de terres des Gaulois Carniques, le Sénat répondra par la sommation de repasser immédiatement les Alpes (1), il ne sera pas seulement le porte-parole de la politique romaine, mais l'organe et l'interprète d'une conscience nationale désormais en éveil.

*
* *

La première conquête de l'Espagne (2) par Rome avait été un simple épisode des guerres puniques. Carthage abattue et éliminée par le traité de 201, les Romains ne songèrent pas à évacuer le pays; ils s'y installèrent à titre définitif comme ses héritiers. La valeur économique de la péninsule, ses mines d'argent en particulier, ne restèrent évidemment pas étrangères à la décision prise (3); les raisons essentielles, toutefois, furent d'ordre non économique, mais politique et militaire. Évacuer l'Espagne, c'eût été, non pas la livrer à elle-même, mais — et sur ce point les Romains voyaient juste — la rouvrir à Carthage. Pour avoir méconnu vingt-cinq ans plus tôt son rôle éventuel dans l'œuvre de revanche carthaginoise, Rome avait failli périr. Or, si elle avait souvent la vue courte, elle avait toujours la mémoire longue. Contre ce danger possible, il existait une garantie et une seule : l'occupation permanente. Le Sénat n'hésita pas à adopter cette solution. D'ailleurs, dans sa pensée, il ne s'agissait nullement encore de conquérir la péninsule tout entière; pour fermer à Carthage

(1) LIV., XL, 53, 5-6; XXVI, IV¹, 429.

(2) Pour la critique des sources relatives à la conquête de l'Espagne, CXXVI, CLXII, et A. KLÖTZ, dans XLVII, 1915, 481-536; l'ensemble des guerres celtibériennes, dans CCXX ter et surtout CCXXI, 112-353.

(3) CCXXI, 318.

l'accès de l'Espagne, l'occupation de la façade méditerranéenne apparaissait à la fois nécessaire et suffisante. Occupation permanente, occupation restreinte, tels furent, au lendemain de la défaite de Carthage, les principes directeurs de la politique romaine en Espagne. En 197, on constitua officiellement le pays en deux gouvernements provinciaux sur le type des provinces antérieures de Sicile et de Sardaigne, l'Espagne citérieure au nord, l'Espagne ultérieure au sud, dont le *Saltus Castulonensis*, la Sierra Morena actuelle, formait la limite. Outre la côte, des Pyrénées au détroit de Gibraltar, avec ses villes de Saguntum, Tarraco, Carthagera, le territoire romain ne comprenait guère encore que la basse vallée de l'Èbre en aval d'Osca (Huesca), au nord, et l'Andalousie entre l'Anas (Guadiana) et la mer, au sud.

Le système d'occupation restreinte, malgré son caractère séduisant, ne tarda pas à se révéler décevant et précaire. La façade méditerranéenne espagnole, premier danger, n'était pas définitivement acquise, et pendant une dizaine d'années encore, les révoltes, suivies d'expéditions répressives, vont s'y succéder. En 197, une insurrection, dans laquelle il faut voir peut-être la main de Carthage, éclate simultanément en Espagne citérieure et en Espagne ultérieure ; il faudra sept années de campagnes, parmi lesquelles celle de Caton, en 195, est restée célèbre, pour pacifier la région côtière ; vers 190, des Pyrénées au détroit de Gibraltar, la soumission de la zone du littoral se trouve à peu près acquise. Mais le système d'occupation restreinte, tel que les Romains l'avaient pratiqué jusque-là, comportait un second inconvénient beaucoup plus grave encore que le premier : l'intervention constante et importune des peuples de l'intérieur. A titre d'alliés, Celtibères et Lusitaniens du haut plateau venaient aider les insurgés de la côte, ou même, le cas échéant, piller pour leur propre compte. Malgré les répugnances que provoquait à Rome toute extension de la sphère des opérations en Espagne, on finit par s'aper-

cevoir que seule l'occupation du plateau central permettrait d'obtenir des résultats décisifs. Vers 180, par une série de victoires sur les Celtibères et les Lusitaniens, Rome a pris pied sur le plateau, mais sans pouvoir, faute des effectifs nécessaires, l'occuper d'une manière permanente. Les méthodes de guerre suivies depuis vingt années apparaissent incapables, à elles seules, d'assurer la conquête définitive du pays. Ce résultat que les armes n'ont pu lui donner, Rome va le demander à la diplomatie. Tiberius Sempronius Gracchus, nommé préteur en 180, arrive en représentant de cette politique nouvelle. Vainqueur des Celtibères, tandis que son collègue d'Espagne ultérieure, Sp. Postumius Albinus, écrase les Lusitaniens, Sempronius Gracchus conclut la paix avec les vaincus à des conditions modérées. Il les gagne par sa tolérance et son humanité. Grâce à cette politique habile, la pacification se propage largement à l'intérieur et la fondation de la ville de Gracchuris, avant-garde de la romanisation sur le haut Èbre, atteste l'importance des résultats acquis à cet égard. Lorsque Sempronius Gracchus quitte son gouvernement d'Espagne, toute la moitié orientale de la péninsule, à l'est d'une ligne jalonnée approximativement par Pampelo (Pampelune), le haut Douro, le Sierra de Guadarrama et le cours inférieur du Guadiana, fait désormais partie de la sphère d'influence romaine (1).

La période de vingt-quatre années (178-154), qui suit le départ de Sempronius Gracchus, représente pour l'Espagne une époque de paix générale que troublent seules quelques levées de boucliers locales et sans portée. Mais, si elle apporte avec elle des bienfaits incontestables, la domination romaine heurte les peuples conquis par ses habitudes de dureté et d'oppression. L'orgueil et la rapacité des gouverneurs finissent par soulever un mécontentement général. Les Espagnols se plaignent à Rome; aucune suite sérieuse n'est donnée à leurs

(1) **XXVI**, IV¹, 462-464.

protestations. Il ne leur reste plus qu'à courir aux armes. Assoupie pendant un quart de siècle, la révolte nationale va reprendre plus violente et plus implacable que jamais. En 154, les Lusitaniens donnent le signal du mouvement; les Celtibères (1) ne tardèrent pas à les suivre et bientôt l'insurrection est générale. C'est le début de la lutte suprême pour l'indépendance nationale qui va se prolonger pendant vingt et un ans. Les Espagnols y apportent leurs qualités traditionnelles de valeur, de résistance et d'ardent patriotisme; l'armée romaine, réduite le plus souvent à des effectifs insuffisants, découragée par une guerre de guérillas — la « guerre de feu » de Polybe (2) — monotone, atroce et toujours renaissante, commandée enfin par des officiers incapables, reste inférieure à sa tâche et ne finira par triompher qu'au prix d'efforts exceptionnels. Les hostilités se déroulent sur deux théâtres distincts d'opérations : guerre celtibérienne, guerre lusitanienne.

La campagne contre les Celtibères s'ouvrit par une série d'échecs (3). A Rome le peuple mettait à l'enrôlement toute la mauvaise volonté possible et l'aristocratie elle-même s'intéressait assez peu à une guerre où il y avait plus de coups à recevoir que de butin à ramasser ou de gloire à conquérir. Le Sénat cependant se rendit compte qu'un effort décisif était nécessaire. M. Claudius Marcellus, un bon général, qui avait déjà commandé en Espagne et connaissait bien le pays, fut porté au consulat pour la troisième fois et reçut la direction de la guerre de Celtibérie. Très habilement, Marcellus en revint à la politique de Sempronius Gracchus, et, séduites par les conditions-modérées qui leur furent faites, la plupart des tribus celtibères posèrent les armes. Malheureusement, la politique de

(1) APP., *Iber.*, 44 sq.; CCXXI, 332 sq.

(2) POL., XXXV, 1, 6; CCXXI, 200 sq.

(3) C'est le cas notamment de la campagne offensive de Q. Fulvius Nobilior (CCXXI, 343-345), à laquelle remonte le camp d'hiver retrouvé de 1909 à 1912, sur les pentes de la Gran Atalaya près de Renieblas, à 6 kilomètres de Numance (*id.*, 316).

Marcellus se heurta à l'opposition du Sénat. On le désavoua, et, le parti de la guerre ayant repris le dessus, un nouveau général, le consul de 151, L. Licinius Lucullus, partit pour l'Espagne avec un programme de répression à outrance. Il ne réussit guère, et, après lui, la guerre celtibérienne va se prolonger pendant dix-huit ans encore ; la prise et la destruction de Numance, par Scipion Emilien, en 133, un des actes les plus sanglants et une des manifestations les plus impitoyables de l'impérialisme romain, en constituera le dernier épisode (1).

En Lusitanie, même stratégie de guerre et résultats analogues. Le préteur Servius Sulpicius Galba, venu de Rome avec les mêmes instructions que Lucullus, subit une terrible défaite, qu'il venge l'année suivante, et contraint les Lusitaniens à demander la paix. L'honneur des armes romaines ainsi rétabli, le moment semblait venu de reprendre l'habile politique de modération qui autrefois avec Sempronius Gracchus, plus récemment avec Marcellus, avait fait ses preuves. Galba préféra employer la manière forte ; contrairement à la parole donnée, par un acte de trahison inouï, il massacra les hommes en masse et vendit comme esclaves les femmes et les enfants (150) (2). Le résultat ne se fit pas attendre, et, sous la conduite d'un des Lusitaniens échappés au massacre, Viriathe, la guerre reprit de plus belle. Le paysan avait en lui l'étoffe d'un homme de guerre. En 147, ses compatriotes le reconnaissent pour leur chef (3), et, grâce à sa parfaite connaissance du terrain, comme aussi des complicités qu'il trouvait de toutes parts, il inaugure une sanglante guerre de guérillas, où les troupes romaines perdent le meilleur de leurs effectifs. Pendant cinq ans, Viriathe bat tous les généraux romains envoyés contre lui ; les Romains n'en auront raison qu'en 139, et encore

(1) CCXX^{ter} et CCXXI, 332-375.

(2) Voir plus haut, pp. 317-318.

(3) *Epit. Oxyr.*, dans LVI, Beih. II, 1904, 96-97 ; *App., Iber.*, 62 ; A. SCHULTEN, dans L, 1917, 209-237 et CCXXI, 353.

ne réussirent-ils à s'en débarrasser que par l'assassinat.

La mort de Viriathe et la chute de Numance marquent la fin de la guerre de l'indépendance, le dernier acte du grand drame espagnol. Mais la conquête n'est pas achevée. En 138, le consul D. Junius Brutus Callaicus pousse jusqu'à l'embouchure du Tage, et pour la première fois les légions romaines viennent camper au bord de l'Océan. Quinze ans plus tard, le consul Q. Caecilius Metellus s'empare des îles Baléares après en avoir presque entièrement exterminé la population. Au nord, Astures, Cantabres, Vascons, gardent encore leur indépendance ; ils ne seront réduits qu'au temps d'Auguste.

*
* *

Le jour où Rome prit définitivement pied en Espagne, la libre disposition de la côte méditerranéenne gauloise, la seule ligne de communication sûre et permanente avec sa nouvelle conquête, apparut comme une nécessité inéluctable. Et de fait, l'événement ne tarda pas à se réaliser sous une forme graduelle. Les relations de cordialité traditionnelle que Rome entretenait avec Marseille, la clef du passage, facilitèrent singulièrement la mainmise romaine sur cette région. Après l'effondrement successif des deux impérialismes syracusain et carthaginois, Marseille, au lendemain de la seconde guerre punique, restait seule en face de Rome. Le traité d'alliance, qui liait les deux cités au moins depuis le iv^e siècle, était sans doute un traité d'égalité, un « *foedus aequum* » (1), mais, en fait, Marseille se trouvait désormais condamnée à suivre le sillage de la nouvelle maîtresse des mers (2). Elle eut la sagesse de se résigner et, lorsque, quelques années plus tard, il lui fallut faire face aux attaques conjuguées des Ligures et des Gaulois, c'est à Rome qu'elle fit appel. En 181, Paul Émile

(1) JUST., XLIII, 5, 3, 10 ; CXV, 35.

(2) XI, 1, 518-524 ; CXV, 37.

bat les Ligures Ingaunes de la région de Gênes; en 154, les Ligures de la région du Var, les Oxybes et les Déciates, ont le même sort et, par la générosité de Rome, Marseille hérite d'une partie de leur territoire (1). La formation de la province de Narbonaise tardera une trentaine d'années encore, mais, dès le milieu du II^e siècle avant Jésus-Christ, Rome fait la loi sur la côte méridionale de Gaule. Sous la forme bénigne, mais pratique du protectorat, la liaison continentale de l'Italie avec les provinces espagnoles, objectif fondamental de la politique romaine dans ces parages, se trouve désormais pleinement assurée.

*
* *

Carthage a survécu plus d'un demi-siècle à la seconde guerre punique, mais elle n'est plus que l'ombre d'elle-même. Si elle reste une riche ville de commerce, elle a cessé de compter comme État militaire et le traité de 201 l'a soumise au protectorat romain. Rome, qui dans le bassin occidental de la Méditerranée a réalisé tous ses buts de guerre, ne cherche pas, provisoirement du moins, l'anéantissement de son ancienne rivale; de son côté, Carthage, consciente de son impuissance, ne songe pas à une revanche dont l'idée seule prendrait l'allure d'une véritable folie. Entre ces deux adversaires de la veille, l'une désormais satisfaite, l'autre bon gré mal gré résignée, des relations officielles correctes s'établissent. Carthage s'acquitte régulièrement des obligations du traité; elles paie les annuités des tributs aux échéances prescrites. En 201, elle désavoue Hamilcar, un officier carthaginois resté en Cisalpine, le condamne à l'exil et confisque ses biens. Lors des guerres de Macédoine et de Syrie, elle fournit à Rome des approvisionnements considérables en blé et en orge; contre Antiochus, elle envoie un contin-

(1) **XI**, I, 519-522; **CXV**, 40-41.

gent de six galères. Rome, de son côté, se pique d'une correction égale. En 188, une ambassade carthaginoise, de passage à Rome, est insultée par deux jeunes écervelés; le gouvernement ordonne la livraison des coupables, à laquelle les députés offensés ont la magnanimité de renoncer. Toutefois cet échange de bons procédés ne saurait faire illusion. Rome a l'œil sur Carthage et il y a dans cette dernière des patriotes qui n'oublient pas. Hannibal avant tous autres; placé à la tête de l'État, il amorce un programme de réformes radical dont il attend le relèvement de son pays. Il modifie la constitution dans un sens démocratique, réorganise l'armée et s'efforce de rétablir les finances. Non qu'il prépare une troisième guerre punique dont, à défaut de génie, le simple bon sens suffirait à lui montrer l'impossibilité. Il sait que Carthage, dans l'état de désarmement permanent où l'a placée le traité de 201, ne saurait reprendre seule contre Rome la partie qu'elle a par deux fois perdue, mais du moins peut-elle avoir son rôle à jouer dans une coalition éventuelle. Il veut que, le jour venu, Carthage soit prête; rien de plus; mais aussi rien de moins. Malgré toute la correction qu'Hannibal s'attache à observer, Rome ne tarde pas à s'inquiéter de son action. En 195, elle fait à ce sujet des représentations à Carthage et réclame qu'Hannibal lui soit livré. Les Carthaginois s'inclinent devant la menace; du moins s'épargnent-ils la honte suprême de livrer leur héros national et le laissent-ils partir librement pour l'exil.

Carthage eût pu vivre, à condition de plier toujours et de ne rien tenter pour sortir de sa servitude; mais, si Rome était loin, elle avait à ses portes, en Afrique même, un ennemi résolu à lui enlever cette chance suprême de sauver son existence nationale, pour cette raison décisive entre toutes qu'il convoitait sa succession, le roi des Numides, Massinissa. Intelligent, ambitieux, sans scrupules, ce demi-barbare rêvait de fonder un grand empire dans l'Afrique du Nord. Le traité de 201 avait garanti solennellement à Carthage ses frontières africaines de

218 (1), mais une stipulation formelle reconnaissait au roi des Numides le droit de revendiquer, à l'intérieur même de ces limites, tout ce que ses ancêtres ou lui-même pouvaient y avoir autrefois possédé. Or la thèse de Massinissa était d'une simplicité parfaite : Carthage, une intruse en Afrique, avait usurpé sur les indigènes tout ce qui constituait son territoire; en droit, ils pouvaient le lui reprendre tout entier. En réalité, Massinissa visait surtout la ville de Carthage elle-même, dans laquelle il voyait d'avance la future capitale de son empire africain. Un semblable point de vue ne pouvait être naturellement celui de Rome, qui n'avait pas abattu Carthage pour voir renaître, sous une forme nouvelle et plus dangereuse encore, le danger africain, et le gouvernement romain se réservait, le moment venu, d'opposer aux projets du roi numide le veto nécessaire. Mais, en désaccord sur le but à atteindre, les politiques romaine et numide s'entendaient au moins sur un point : surveiller Carthage et la maintenir dans un état de faiblesse chronique, où les deux alliés trouvaient également leur compte. Rome pouvait s'en remettre à Massinissa, et pour cause, du soin d'exécuter fidèlement la consigne. Un article du traité de 201 interdisait à Carthage de faire la guerre, en Libye même, sans l'autorisation du peuple romain. Aussi le roi numide exploite-t-il avec cynisme et en toute sécurité une situation aussi favorable. Dès le début du ⁱⁱe siècle, au lendemain même de la paix, les contestations de frontières commencent, pour se poursuivre pendant cinquante ans; en 195, 193, 182, 174, 172, 157, 153, 152, feuille par feuille, Massinissa grignote l'artichaut carthaginois (2). Le processus est toujours le même. Carthage, liée par le traité, se plaint à Rome. Le Sénat lui donne de bonnes paroles; parfois, comme en 172, où il craint de la voir entrer en guerre aux côtés de Persée, il déclare solennellement qu'il ne permettra pas sa dépossession, ou bien, solution plus élégante, il ne répond rien. Massinissa

(1) POL., XV, 18, 1; LIV., XXX, 37, 2; VII, III, 286 sq.

(2) VII, III, 312-322.

conserve ce qu'il a pris, sauf à recommencer à la prochaine occasion.

Un jour vint cependant, où, lasse de cette politique d'hypocrisie et de coups d'épingle, Carthage perdit patience. En 150, Massinissa avait envahi de nouveau le territoire carthaginois et était venu assiéger la place forte d'Oroscoipa. Une armée carthaginoise marcha contre lui; elle fut battue et Carthage dut céder comme toujours (1). Mais cette fois-ci, fait particulièrement grave, en prenant les armes même pour se défendre, Carthage avait violé la lettre du traité de 201. Sans doute, il existait en sa faveur de sérieuses circonstances atténuantes, et l'on pouvait penser que Carthage serait autorisée, quelques années encore, à gravir son douloureux calvaire, mais à ce moment même, il se produit un brusque revirement dans la politique africaine de Rome. Carthage est condamnée à mort, et Rome se prépare à exécuter sans délai la sentence. Quelles sont les raisons de cette attitude nouvelle? Peur d'une revanche carthaginoise? peut-être, mais crainte aussi que Carthage ne finît par tomber aux mains de Massinissa, et dans ce cas, le meilleur moyen d'écarter une fois pour toutes le péril était de la détruire. Les questions économiques jouèrent sans doute aussi leur rôle dans la décision. Toujours est-il que Caton et le parti du *delenda Carthago* réussirent à imposer leurs vues.

Dans l'exécution, nous l'avons vu plus haut (2), Rome procéda avec une perfidie et un machiavélisme qui restent une des grandes tares de son histoire. Elle n'en eut pas moins, en dépit des précautions prises et contre toute attente, à surmonter une résistance désespérée. Le peuple carthaginois ne voulait pas mourir; sa capitale tint trois ans (149-146). Malheureusement, à ce jour suprême il ne trouva pas le chef que sa brillante tradition militaire semblait lui promettre. Il lui eût fallu un Hamilcar ou un Hannibal; tout au plus rencontra-t-elle un Has-

(1) VII, III, 323-328.

(2) PP. 318-320. — VII, III, 340-405; CLXVII, III, 705-784 et carte 15.

drubal, un médiocre et un lâche, qui après avoir mal combattu ne devait pas même savoir mourir. Rome, elle, avait un homme, Scipion Émilien : « le seul sage parmi les ombres errantes », disait avec sa brutalité coutumière le vieux Caton ; en 148, elle le porte au consulat pour l'année 147. Dès lors, sous l'impulsion énergique du nouveau général, la situation change de face. L'armée est réorganisée et sérieusement entraînée ; étroitement bloquée, Carthage ne tarde pas à souffrir de la famine et sa reddition ne semble bientôt plus qu'une question de jours. Il ne lui reste plus qu'un seul espoir : l'armée de secours du camp de Néphéris. Scipion se charge de le lui ravir. Il marche sur le camp de Néphéris et l'emporte ; Carthage a perdu sa dernière armée et les Libyens, qui lui étaient restés fidèles, font leur soumission. Son agonie commence. Au printemps de 146, enfin, Scipion donne l'assaut. La ville est prise et, sur l'ordre formel du Sénat, systématiquement détruite. Carthage disparue, les plans des princes numides devenaient irréalisables. Rome a fait coup double et, par l'anéantissement de sa vieille rivale, réalisé à la fois les deux articles de son programme africain.

CHAPITRE IV

POLITIQUE D'ANNEXION ET POLITIQUE DE PROTECTORAT

I

LES PREMIÈRES PROVINCES.

La cession successive de la Sicile (241), de la Sardaigne et de la Corse (237) par Carthage, d'une part, la campagne victorieuse d'Illyrie (229-228), d'autre part, posent pour Rome un nouveau et grave problème, celui de l'organisation de son domaine extra-italique. A l'unification de l'Italie succède la conquête du bassin méditerranéen. Ce problème, comment l'État romain — et lui seul, car si la fédération italique a joué son rôle dans la conquête des territoires provinciaux, elle n'a rien à voir dans leur organisation — va-t-il le résoudre? Cette fois encore, ce n'est pas à des conceptions théoriques plus ou moins séduisantes, mais à l'expérience acquise en Italie même, à l'observation directe des hommes et des choses, que légénie romain, pratique et réalisateur, demandera les solutions nécessaires. Ces solutions, il les trouve presque simultanément au cours des

BIBLIOGRAPHIE. — *Textes.* — Les textes sont éparés (voir à la bibliographie des chapitres II et III); au premier rang, TITE-LIVE, livres XXI-XLV (jusqu'en 167), notamment XLV, 29-30; 26, 12-15 (organisation des protectorats en Macédoine et en Illyrie), et POLYBE, livres I-V (intacts), VI-XL (en fragments, jusqu'en 146).

Ouvrages principaux. — XIV, IX, 48-56; 57-63; 64-68; 203-207; 211-229; 450-451; 462-468; CCXXVI, I, 427-458; CXIV; CVII; CCXX bis; K.-J. NEUMANN, dans XLVIII, 1917, 1-10.

quatorze années, qui séparent la fin de la première punique (241) de l'organisation définitive de la Sicile et de la Sardaigne (vers 227). C'est pendant cette courte période que Rome pose les bases et fixe les principes d'une administration qui régira le monde méditerranéen pendant plus de six siècles. Régime de la province, régime du protectorat : deux formes parallèles, deux conceptions complémentaires.

Par le traité de 241, Carthage abandonne à Rome ses possessions de Sicile. Il s'agit maintenant de donner au territoire conquis une organisation permanente. Ce territoire, en raison à la fois de sa situation stratégique au centre du bassin méditerranéen et de son importance économique exceptionnelle, Rome veut le garder directement sous sa main. C'est dire que des deux seuls systèmes qu'elle connût, ceux qui avaient présidé à l'organisation de l'Italie, l'annexion et la fédération, le second se trouvait nécessairement éliminé. Restait l'annexion. L'État romain va en appliquer le principe à sa nouvelle conquête, mais avec les amendements et les compléments que le cas particulier comporte. Comme en Italie, il annexe sol et habitants, sauf à concéder aux villes une large autonomie municipale ; mais l'annexion du type italique entraînait un corollaire, l'extension du droit de cité, dont il ne pouvait être question pour des pays lointains que tout — race, langues, traditions, intérêts — rendait étrangers au peuple romain. Rome n'avait pas annexé la Grande Grèce ; à plus forte raison la question ne se posait-elle pas pour la Sicile. C'est le moment d'ailleurs où, en Italie même, après la création des deux dernières tribus, Velina et Quirina, en 241, elle va commencer à restreindre la collation du droit de cité. Autre trait fondamental de l'annexion italique : les pays annexés relevaient directement des organes centraux de la cité romaine, comices, magistrats, Sénat, sans l'intermédiaire de représentants régionaux ou locaux. Mais une semblable organisation ne pouvait s'appliquer à des pays lointains comme la Sicile, la

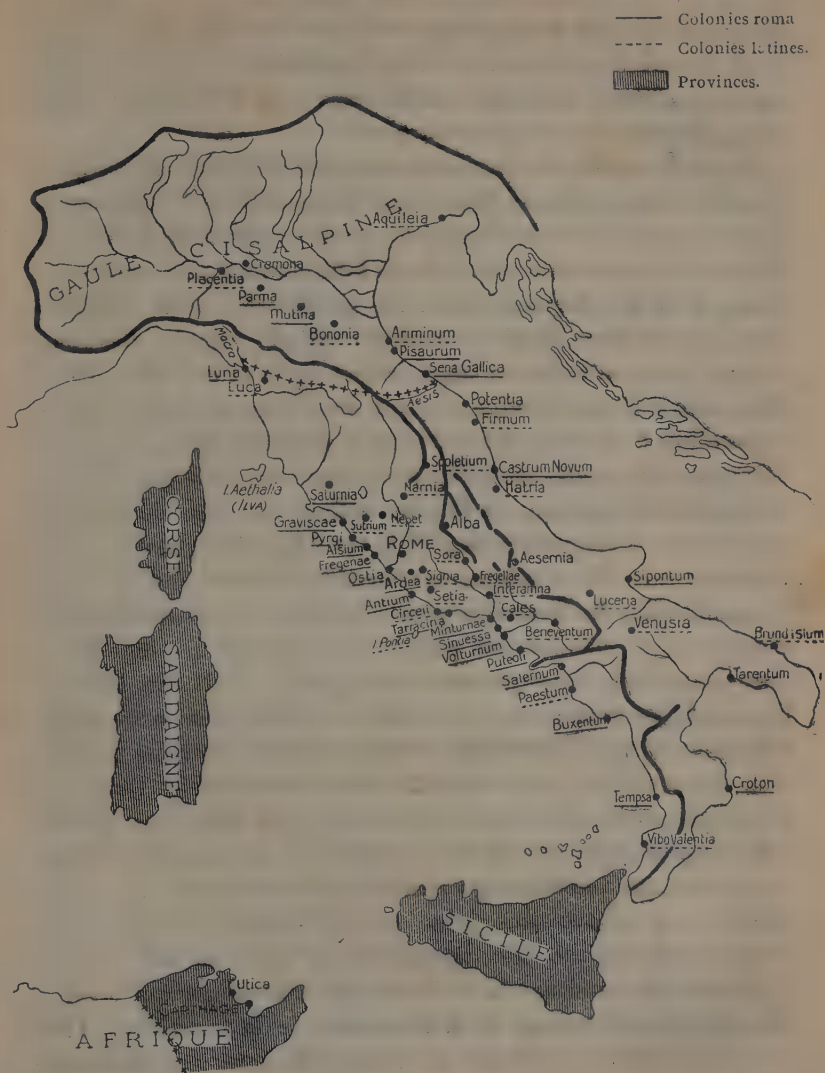


Fig. 12. — L'Italie romaine en 146 av. J.-C.

Sardaigne, plus tard l'Espagne. Il fallait que l'État romain y fût représenté par des agents permanents. De même que l'Italie avait fourni le principe, celui de l'annexion, ce fut elle aussi qui donna l'idée d'où allait sortir, par voie d'évolution naturelle, l'institution des gouverneurs.

En réalité, quoique sous une forme plus modeste, le problème s'était déjà posé lorsque l'extension démesurée de l'État romain avait commencé à faire craquer les anciens cadres de la cité traditionnelle; par deux fois, il avait fallu donner une entorse au vieux principe d'après lequel les magistrats, seuls qualifiés pour administrer l'État au nom du peuple romain, devaient exercer leur autorité au siège même de la cité, c'est-à-dire à Rome; les préfets *jure dicundo*, que nous trouvons dans nombre de localités de Sabine, d'Étrurie, de Campanie, ailleurs encore, d'une part, les questeurs italiques (*quaestores classici*), d'Ostie, de Calès, d'Ariminum, de l'autre, étaient par voie de création successive — les préfets depuis le IV^e siècle, les questeurs italiques depuis 267 — nés de ces conditions nouvelles. Il existe donc en Italie, dès avant les guerres puniques, des mandataires immédiats ou médiats du peuple romain, qui ne siègent pas dans la capitale, des représentants régionaux de Rome, innovation modeste en apparence, capitale en réalité, dont nous allons retrouver la répercussion dans l'élaboration du système provincial. Le précédent administratif, d'où devait sortir l'idée des gouvernements provinciaux, existait donc, mais des préfets *jure dicundo*, même des questeurs italiques, personnages encore modestes, aux puissants gouverneurs de provinces, il y avait loin et l'on conçoit sans peine que les Romains ne soient pas passés d'emblée et sans tâtonnements des uns aux autres. Appien (1) prétend que la Sicile fut administrée par un préteur dès 241. l'année même de la formation de la province; Tite-Live, au contraire, affirme que c'est seulement une quinzaine

(1) APP., *Sicil.*, II, 1.

d'années plus tard; vers 227 (1), que le nombre des préteurs fut porté de deux à quatre, les deux préteurs nouveaux devant recevoir le gouvernement des deux provinces de Sicile et de Sardaigne-Corse. De ces deux assertions, la seconde apparaît incontestablement comme la mieux fondée. Par conséquent, de 241 à 227 environ, la Sicile a connu un régime transitoire, pendant lequel, selon toute vraisemblance, un des questeurs italiques, établi à Lilybée, a eu en mains l'administration de l'île. Mais on se rendit compte bientôt à Rome de l'imperfection du système. La Sicile, depuis la fin de la première guerre punique, constituait la grande base militaire offensive et défensive de Rome dans la Méditerranée; le gouverneur devait, pour remplir son rôle, posséder l'*imperium* sous sa forme complète, et, cet *imperium*, la questure ne le comportait pas. On songea donc à donner le gouvernement de la Sicile, et aussi de la Sardaigne, récemment cédée par Carthage, à un magistrat revêtu de l'*imperium*. Consulat et préture pouvaient seuls entrer en ligne de compte. Or la constitution limitait strictement à deux le nombre des consuls; il fallut se rabattre sur la préture et c'est pourquoi vers 227 (2), comme le rapporte Tite-Live, le nombre des préteurs fut doublé. Avec la création des préteurs provinciaux, le problème de l'administration provinciale a trouvé sa solution, sinon parfaite, du moins dans l'ensemble satisfaisante. L'annexion de la Sicile syracusaine, en 210, ne changera rien aux dispositions générales précédemment adoptées, sauf que le préteur gouverneur étendra désormais son autorité sur l'île entière.

Chaque année, depuis 227 environ, le peuple élit donc quatre préteurs, deux destinés aux deux prétures urbaine et pélagre, les deux autres aux provinces de Sicile et de Sardaigne-Corse. Tous quatre, conformément à la règle sacrosainte de l'annalité, sont nommés pour un an et ils se partagent

(1) Liv., *Per.* XX; XIV, III, 227; XXVI, II¹, 197-200.

(2) Liv., *Per.* XX.

leurs attributions par voie de tirage au sort. Le gouverneur de province, représentant suprême du peuple romain, se trouve ainsi, en dernière analyse, désigné à l'élection. Collègue mineur des consuls et égal des autres préteurs, le préteur gouverneur de province possède la plénitude de l'*imperium*, qui comporte, selon la règle constitutionnelle, une triple série d'attributions : administratives, militaires, judiciaires. Au point de vue administratif, le gouverneur, représentant de la majesté du peuple romain, dirige l'administration générale de la province ; il surveille les administrations locales et a la haute main sur les travaux publics. Au point de vue militaire, en l'absence de toute séparation des pouvoirs, il commande les forces de terre et de mer de sa circonscription, procède aux levées et aux réquisitions nécessaires. Enfin le gouverneur est le grand juge de la province tant au criminel qu'au civil. Un nombreux personnel l'assiste dans ses fonctions : un questeur — par exception il y en a deux en Sicile depuis l'achèvement de la conquête de l'île en 210 — chargé de la partie financière, un légat, et des fonctionnaires subalternes variés.

Le gouverneur, on le voit, jouit donc de pouvoirs très considérables ; il n'a à compter, à l'opposé de ses collègues, les magistrats de Rome, ni avec la collégialité, ni avec l'intervention tribunitienne, ni — sauf en ce qui concerne les citoyens romains de la province — avec la provocation, mais, légalement du moins, il est soumis à une entrave permanente, les libertés locales, représentées surtout par les franchises des cités. Leur condition a été réglée, dans l'ensemble, lors de la conquête par la *lex provinciae*, charte officielle de la province, et le gouverneur est tenu d'en respecter les principes essentiels. En Sicile, par exemple, Rome, selon leur attitude ou son propre intérêt, a divisé les cités siciliennes — soixante-cinq au total — en trois catégories d'importance numérique d'ailleurs inégale : trois cités fédérées (*foederales*) — Messana, Tauromenium, Netum, — cinq cités libres (*immunes*) — Centuripae, Halaesa,

Segesta, Panormus, Halicyae — et cinquante-sept cités sujettes (*decumanae*). Les cités fédérées, les plus favorisées de toutes, étaient liées simplement à Rome par *foedus* et, considérées comme extérieures à la province, se trouvaient soustraites à l'autorité du gouverneur; les cités libres, mais non fédérées, avaient gardé leur liberté, non pas en vertu d'un traité synallagmatique, comme les précédentes, mais d'une simple loi, octroyée à titre bénévole par le peuple romain et comme telle toujours révocable; enfin, les cités sujettes, passées sous le joug de Rome par voie de conquête et sous forme de *deditio*, relèvent sans restriction aucune de l'autorité du gouverneur.

La conquête a entraîné pour les provinces la perte de leur indépendance nationale, et cet état d'infériorité se traduit par la présence même du représentant de l'État romain, le gouverneur. Qu'est-ce que Rome va demander à ses deux premières provinces de Sicile et de Sardaigne-Corse? En règle à peu près générale, différence fondamentale avec le régime italien, pas de charges militaires; elle ne soumet pas les provinciaux au service militaire obligatoire; elle leur demande, et seulement en cas de nécessité, quelques auxiliaires d'un effectif d'ailleurs très restreint. Elle n'a qu'une minime confiance dans la valeur militaire de ces contingents provinciaux et juge plus sûr de s'en remettre aux troupes italiennes, romaines ou fédérées, du soin de défendre son empire. Les obligations qu'elle fait peser sur les provinces revêtent une forme surtout financière; l'Italie donne les hommes, aux provinces de fournir l'argent.

Territoire conquis devenu propriété (*dominium*) du peuple romain, le sol provincial doit l'impôt direct, tare qu'il tient de sa nature même et à laquelle il ne lui est pas possible de se soustraire. Les modalités du régime financier différant en Sicile et en Sardaigne, il importe, au point de vue de l'exploitation, de considérer séparément les deux provinces. La Sicile (1)

(1) Sur l'organisation financière de la Sicile, voir surtout CV et CVII.

paie trois sortes d'impôts : revenus du domaine public, impôt direct, impôts indirects. Au lendemain de la conquête, l'État se réserve un domaine propre (*ager publicus*) (1) qu'il loue à des communautés ou à des particuliers et dont le trésor encaisse le produit ; à cette catégorie appartiennent les revenus des terres cultivées (*vectigal*), des pâturages (*scriptura*), des mines ou carrières (*metalla*). L'impôt direct, c'est la dîme (*decuma*), réglementée par la loi d'Hiéron que les Romains ont maintenue en vigueur, mais en en complétant et aggravant les charges (2). A la dîme proprement dite s'ajoutent des suppléments en nature (*accessiones*) — les trois cinquièmes, *tres quinquagesimae* — ou en argent, et les achats forcés, une innovation romaine — le blé acheté, *frumentum emptum*, destiné à nourrir la plèbe de Rome, et *frumentum in cellam*, livré contre paiement au gouverneur pour l'approvisionnement de sa maison (3). Au regard de l'impôt direct, sous ses diverses formes, d'ailleurs, les diverses cités siciliennes se trouvent placées dans des situations différentes (4) : les cités fédérées ne sont soumises, et partiellement encore, qu'au régime des achats forcés ; les cinq cités *immunes* doivent en outre la dîme et ses suppléments ; enfin les cinquante-sept cités dites *decumanae*, outre les charges précédentes, acquittent encore une redevance particulière. Rome a donc repris à son compte la loi d'Hiéron, mais en en aggravant les clauses et en la surchargeant d'obligations nouvelles, dont la prospérité de l'agriculture sicilienne finira par faire les frais. Quant à l'impôt indirect, il est essentiellement représenté par l'impôt des douanes (*portoria*). La Sicile forme une circonscription douanière ; toutes les marchandises entrant sur son territoire paient une taxe *ad valorem* de 5 p. 100 (5). La seconde province, celle de Sardaigne-Corse, jouissait d'un statut politique et financier beaucoup moins favorable que la Sicile. Une grande part de

(1) CVII, 239-249. — (2) CVII, 77-120. — (3) CVII, 172-204.

(4) CVII, 205-254. — (5) CV, 80.

pays, confisquée lors de la conquête, se trouvait réduite à l'état de domaine public; le reste payait la dime en nature et en outre un lourd tribut. Aucune ville n'y possédait la situation privilégiée de cité fédérée, ni même de cité libre et, nous dit Cicéron (1), qui signale le fait pour le dernier siècle de la République, la Sardaigne était la seule, parmi les provinces, à se trouver dans cette infériorité juridique peu enviable. Deux nouvelles provinces, l'Espagne ultérieure et l'Espagne citérieure, seront créées en 197; l'État romain en compte désormais quatre, nombre qui ne variera plus jusqu'au milieu du II^e siècle.

Avec l'organisation des provinces, commence l'exploitation systématique du monde méditerranéen par Rome. A s'en tenir, il est vrai, au point de vue strictement légal, les charges qu'elle impose à ses provinces restent très modérées, surtout si l'on remarque qu'elle n'exige pas d'elles l'impôt le plus lourd de tous, l'impôt du sang. Mais, à côté de la théorie, il y avait la pratique et, vues sous cet angle, les choses changeaient singulièrement d'aspect; gouverneurs et percepteurs d'impôts sont, de par leurs fonctions, en mesure d'exploiter les provinces pour leur propre compte et ils ne laisseront pas échapper une si riche aubaine. D'abord les gouverneurs, fait qui dérive du système politique romain et se lie étroitement à la conception des magistratures. Le gouvernement d'une province constitue, au moins pour certains magistrats, les préteurs provinciaux, un échelon dans la carrière des honneurs. Tout préteur gouverneur de province a rempli déjà les fonctions de questeur, d'édile, parfois, s'il appartient à la plèbe, de tribun; il aspire au consulat. Or toutes ces magistratures sont gratuites et de plus, en dépenses d'élection ou de gestion, libéralités de toute nature avant et pendant la charge, elles exigent des frais considérables. Le gouvernement d'une province ne donne pas lieu non plus à traitement régulier; aussi apparaît-il, et surtout

(1) Cic., *Pro Balb.*, XVIII, 41.

apparaîtra-t-il de plus en plus comme un moyen commode de rentrer dans ses débours et de refaire sa fortune au détriment des provinciaux. Les gouverneurs se succèdent tous les ans, et enfin, inconvénient le plus grave de tous, malgré les restrictions légales que peuvent leur imposer la charte provinciale ou les instructions du Sénat, ils se conduisent dans leur province à peu près en maîtres souverains, disposant à leur gré des biens et même des personnes de leurs administrés (1) ; en fait, le gouvernement central s'en remet à eux de l'observation des lois et leur laisse, vis-à-vis des provinciaux, un pouvoir discrétionnaire. Sur place, il n'existe contre eux aucun de ces freins constitutionnels que le magistrat rencontre à Rome et en Italie, ni collégialité, ni provocation, ni intercession tribunicienne. Au-dessus de leur tête, aucune juridiction sérieuse à laquelle le provincial rançonné puisse faire appel. Théoriquement, les plaintes éventuelles doivent être portées devant le Sénat, mais les sénateurs, tous anciens ou futurs gouverneurs eux aussi, ferment soigneusement les yeux sur des abus dont ils ont profité jadis ou comptent profiter un jour. Le gouverneur peut donc sans risque refaire sa fortune, quitte, au cas de danger extrême, à partager ses bénéfices avec quelques collègues influents du Sénat. Dans ces conditions, on comprend que les réclamations des provinciaux restent, en règle générale, sans écho et sans sanction.

A la fin du III^e siècle et au début du II^e, le mal n'est pas grand encore ; comme il n'existe encore que quatre provinces — Sicile, Sardaigne-Corse et les deux provinces d'Espagne, — la surveillance du gouvernement central s'exerce aisément, et d'autre part, tant qu'il subsistera dans le bassin méditerranéen des États indépendants, Rome, par prudence, ménagera les provinciaux. Mais, avec les progrès mêmes du monopole politique romain, ces garanties de fait disparaîtront les unes après

(1) CVII, 121-171.

les autres et les défauts du système provincial, en germe dès la création des provinces et dans leur concept même, prenaient leur plein épanouissement. Exploités par l'administration, en l'espèce les gouverneurs sénatoriaux, les provinciaux le sont également sous différentes formes par les collecteurs d'impôts, que les gouverneurs restent impuissants à refréner, quand ils ne se font pas leurs complices (1). L'exploitation brutale des pays conquis, une des tares principales de l'administration républicaine, ne se développera pleinement qu'au cours du II^e siècle. Mais le mal a ses racines profondes dans la période précédente et, à ce titre encore, l'époque des guerres puniques marque un moment décisif dans l'organisation du domaine extra-italique de Rome.

II

LE RÉGIME DU PROTECTORAT.

Des deux systèmes, qui avaient présidé à l'organisation de la fédération italienne, l'un, l'annexion a fourni, nous venons de le voir, les principes fondamentaux du régime provincial. L'autre, celui de la fédération, va donner naissance au régime du protectorat. En Illyrie, au lendemain de la guerre contre Teuta, Rome ne procède à aucune annexion directe, mais se constitue une large sphère d'influence, dont l'État de Démétrius de Pharos, les villes grecques du littoral (Epidamne, Apollonie, Oricos), les îles de Corcyre et d'Issa, les peuplades barbares du voisinage (Parthiniens, Atintanes) enfin, forment les éléments essentiels.

Pas d'annexion, pas d'occupation permanente, mais, en réalité, sous le couvert des pouvoirs locaux, toute-puissance de Rome, c'est en Illyrie, dès cette date de 228 avant Jésus-Christ, le système classique du protectorat qui va prendre au début

(1) CVII, 77-107.

du siècle suivant un si magnifique développement. Pourquoi ce régime ? Les mérites en sautent aux yeux : intervention de la puissance supérieure suzeraine réduite au minimum, pas de personnel d'administration, souplesse de fonctionnement, bref le maximum d'avantages avec le minimum de charges et de risques. Ces qualités intrinsèques du système, qui sont de tous les temps et de tous les lieux, ne pouvaient évidemment échapper aux yeux observateurs et aux esprits avisés des gouvernants romains. Il y a plus. Rome, qui est encore une cité et ne conçoit guère d'organisme politique plus large, ne possède l'outillage ni administratif, ni militaire, que rendrait nécessaire la formation de provinces trop nombreuses, et elle sait que créer cet outillage, ce serait à brève échéance porter le coup mortel aux institutions traditionnelles. Elle ne dispose que d'un effectif limité de citoyens ; on ne pourrait augmenter l'armée sans donner une part plus large à l'élément italien, par conséquent sans rompre au sein de la fédération ce savant équilibre entre citoyens et non citoyens qu'elle s'était de tout temps soigneusement attachée à maintenir. D'autre part, la noblesse romaine, au sein de laquelle se recrute le haut personnel administratif, constitue un corps fermé très restreint et qu'on ne saurait brusquement élargir, sans un grave péril pour la constitution tout entière. Le système de protectorat, dans ces conditions, représente donc pour Rome non seulement un avantage, mais aussi une nécessité. La faveur si large qu'elle lui a accordée, la répugnance si profonde et si tenace qu'elle a mise à l'abandonner par la suite, trouvent à la fois leur explication dans cette constatation primordiale. Tandis qu'après la Sicile, la Sardaigne et l'Espagne seront érigées en provinces, le système du protectorat, sous l'étiquette commode de la fédération, se généralisera dans les deux bassins de la Méditerranée : Carthage, le royaume numide de Massinissa, Marseille en Occident, la Grèce, la Macédoine, les royaumes d'Asie mineure (Pergame, Bithynie, Cappadoce), la monar

chie séleucide, l'Égypte en Orient, à des dates variables et plus ou moins tardives, tomberont successivement au rang de pays protégés ; d'alliés, ils seront devenus vassaux.

Le régime du protectorat, au II^e siècle avant Jésus-Christ, se retrouve donc d'un bout à l'autre du bassin méditerranéen, mais, tant au point de vue des bases sur lesquelles ils reposent que des conditions dans lesquelles ils se pratiquent, ces divers protectorats présentent entre eux de profondes différences. En Occident, où, dès avant la seconde guerre punique, Syracuse et Marseille étaient entrées dans la sphère d'influence romaine, seule Carthage, vis-à-vis de Rome, avait conservé dans toute sa plénitude son rang de puissance souveraine. Le traité de 201, qui consacre sa déchéance politique, a fondé du même coup la suprématie définitive de Rome sur l'Occident ; elle constitue, à ce titre, la charte du protectorat romain dans le bassin occidental de la Méditerranée. La clause qui interdit à Carthage de ne « faire la guerre à personne hors de la Libye, et en Libye même de ne pas la faire sans l'assentiment des Romains » équivaut, au point de vue juridique, à l'établissement d'un protectorat permanent (1).

En Orient, où le régime du protectorat a pris une forme systématique et où il s'est maintenu le plus longtemps, trois actes diplomatiques de première importance traduisent officiellement les progrès de la domination romaine et permettent d'en suivre les étapes successives : le traité avec Philippe de Macédoine, en 196, le traité avec les Étolieus en 189, le traité avec Antiochus en 188. Le traité avec la Macédoine, tel que nous le connaissons par Polybe et Tite-Live (2), comporte trois séries de clauses — clauses territoriales, clauses militaires, clauses financières, — mais, contrairement au traité de 201 entre Rome et Carthage, aucune clause de protectorat. Deux articles, donnés par Tite-Live — la défense d'entretenir

(1) LIV., XXX, 37, 4; POL., XV, 18, 4; CCXXVI, I, 198.

(2) POL., XVIII, 44; LIV., XXXIII, 30; CCXXVI, I, 228-239.

plus de cinq mille hommes et d'avoir des éléphants, l'interdiction de faire la guerre hors de la Macédoine sans l'autorisation du Sénat — sont des falsifications annalistiques et ne méritent, par suite, aucune créance. Du point de vue juridique, la souveraineté de Philippe reste intacte; quoique vaincue, humiliée et amoindrie, la Macédoine n'est pas mûre encore pour ce premier degré de servitude que constitue le régime du protectorat. Même remarque et même conclusion pour le traité de Rome avec Antiochus (1) (préliminaires en 189, signature en 188), malgré la présence de clauses restrictives permanentes, comme la fixation d'une limite territoriale à l'activité militaire des Séleucides, l'interdiction de posséder des éléphants de guerre ou plus de dix vaisseaux pontés. Reste enfin le traité avec l'Étolie, de 189, dont le caractère et la portée apparaissent tout autres que ceux des deux précédents. Trois articles y prennent une importance exceptionnelle. Le préambule d'abord : la nation étolienne reconnaît « l'Empire et la souveraineté du peuple romain » (2), puis « elle tiendra pour ses amis et ses ennemis ceux du peuple romain » (3), et enfin, « si les Romains sont en guerre avec quelque autre peuple, les Étoliens seront tenus de prendre les armes contre lui » (4). Il ne s'agit plus, comme dans les deux cas précédents, d'un traité d'égalité, un *foedus aequum*, non pas même d'un protectorat de fait, mais d'un protectorat officiel et légal, le premier qu'ait signé un grand État du monde grec oriental.

Le régime du protectorat peut donc — cas de Carthage en Occident, de l'Étolie en Orient — reposer sur des textes formels; parfois, au contraire, il dérive d'un simple état de fait;

(1) POL., XXI, 17, 1-8; 43; LIV., XXXVIII, 38; CCXXVI, I, 46-48; 101-103.

(2) POL., XXI, 32, 2; LIV., XXXVIII, 11, 2; CCXXVI, 62-64.

(3) LIV., XXXVIII, 11, 3. Le texte de Polybe présente ici une lacune, que Tite-Live permet de combler; voir éd. Th. BÜTTNER-WOBST, IV, p. 66.

(4) POL., XXI, 32, 4; LIV., XXXVIII, 11, 4.

c'est ce qui se passe pour les pays auxquels Rome est liée par un *foedus aequum* — traité d'amitié (*foedus amicitiae*), ou traité d'alliance (*foedus societatis*), — ceux que Rome n'a pas réduits par la force des armes et qui n'ont pas, théoriquement du moins, par suite à faire figure de vaincus. par exemple en Grèce la ligue achéenne, ou en Orient les rois de Bithynie, de Pergame et d'Égypte. Ce protectorat à base d'alliance possède sa formule officielle, l'expression que le Sénat ou ses représentants ont toujours à la bouche, « l'amitié du peuple romain ». A mesure que la rupture d'équilibre entre la puissance romaine et le reste du monde s'accuse plus complète, ces traités d'alliance sur un pied d'égalité dégénèrent, au profit de Rome, en contrats de clientèle, en traités de protectorat de plus en plus étroits. Les grandes guerres orientales de la première moitié du II^e siècle — guerre contre Philippe de Macédoine, guerre contre Antiochus, guerre contre les Étolien, guerre contre Persée — marquent une série d'étapes successives dans cette voie. Au contact implacable des réalités, les faux-semblants diplomatiques s'évanouissent et, en dépit de l'égalité théorique, la dépendance des co-contractants vis-à-vis de Rome se manifeste chaque jour plus évidente. Les rois non seulement sollicitent — tels Ptolémée VI Philométor (1), ou Ariarathe V de Cappadoce (2) —, mais souvent même implorent du Sénat le renouvellement des traités d'alliance ou d'amitié; c'est le cas du roi de Syrie, Antiochus IV Épiphane, qui envoie, en 173, une ambassade à cet effet :

« Apollonius, son chef, écrit Tite-Live (3), apporta beaucoup de bonnes raisons pour justifier le roi du retard qu'avait souffert le paiement du tribut... Le roi demandait en son nom personnel le renouvellement de l'alliance et de l'amitié qui avaient existé entre Rome et son père; il priait le peuple romain de lui commander tout ce qu'on pouvait commander à un roi qu'on trouverait bon et fidèle allié; il ne se laisserait jamais de servir la République. »

Dans ces conditions, quelle que fût la formule protocolaire

(1) POL., XXVIII, 1, 7-8. — (2) POL., XXXI, 3. — (3) LIV., XLII, 6, 8.

des traités, ce n'étaient plus des égaux que le gouvernement romain trouvait désormais en face de lui, mais des clients et des vassaux. L'histoire des relations de Rome et de la ligue achéenne, pendant les cinquante dernières années de l'indépendance grecque, fournit un exemple particulièrement frappant de cette transformation générale. Voici tout d'abord le programme politique du parti national, dont Philopémen, jusqu'à sa mort en 182, est le chef et le grand homme :

« Un jour viendra, lui fait dire Polybe (1), où les Grecs seront obligés de céder et d'obéir. Je le sais bien, mais devons-nous chercher à le voir arriver le plus tôt ou le plus tard possible ? Le plus tard, à mon avis, sera le mieux. »

Aussi luttait-il de toutes ses forces pour reculer, au moins, cette échéance inéluctable.

« Toutes les fois qu'une demande des Romains était conforme aux lois et aux clauses du traité d'alliance, il y souscrivait et y faisait droit sans réticence, mais si elle en dépassait les limites il n'était pas homme à s'y plier volontairement ; les magistrats, disait-il, devaient d'abord plaider leur cause, puis solliciter, et, si l'on n'obtenait rien, alors seulement on devait céder et obéir en prenant les dieux à témoin (2). »

Depuis l'intervention romaine contre Philippe, qui change si profondément les conditions de l'équilibre politique dans la péninsule des Balkans, Philopémen commence à apparaître comme un homme du passé. En face du parti qu'il représente, il s'en forme un nouveau, constitué à l'image des temps, qui a pour chef Aristène. Ce terme inévitable que Philopémen travaillait de toutes ses forces à reculer, Aristène, lui, ne craint pas de le hâter.

« Il s'empressait de faire, dit Polybe (3), tout ce qui pouvait être utile aux Romains, quelquefois même de devancer leurs demandes ; il essayait bien de paraître observer les lois et se donnait l'air de les respecter, mais il cédait dès qu'une de leurs dispositions était nettement contraire aux exigences de Rome. »

Et Polybe de conclure mélancoliquement

(1) POL., XXIV, 13, 6. — (2) POL., XXIV, 11, 6-8.

(3) POL., XXIV, 11, 4-6.

« que la politique de Philopémén était noble et que celle d'Aristène était sage » (1).

Les temps avaient marché.

Mais, dans la voie qui menait à la servitude, Aristène ne tarda pas lui-même, comme il fallait s'y attendre, à être débordé. L'homme de ce nouveau parti, ce fut Callicrate, dont le programme avait tout au moins un grand mérite, celui de la netteté : « céder et ne mettre ni loi, ni décret, ni rien d'autre en balance avec la volonté de Rome » (2). Polybe lui prête au sein même du Sénat romain, circonstance qui aggravait encore son cas, les déclarations les plus typiques :

« C'était la faute des Romains, si les Grecs ne leur obéissaient pas et se moquaient de leurs ordres écrits ou verbaux. Dans toutes les républiques, il y avait à l'heure actuelle deux partis, l'un qui déclarait qu'on devait se soumettre aux volontés de Rome, sans mettre au-dessus d'elles ni loi, ni décret, ni quoi que ce fût ; l'autre qui ne cessait d'alléguer les lois, les serments, les décrets en conjurant le peuple de ne pas les transgresser. Cette dernière politique était bien plus du goût des Achéens et mieux faite pour séduire la multitude ; aussi les partisans de Rome étaient-ils peu considérés et dédaignés au sein de la foule, tandis que c'était le contraire pour leurs adversaires. Si le Sénat en manifestait quelque mécontentement, on verrait bientôt les dirigeants se ranger du côté des Romains et la masse par crainte suivre leur exemple, mais s'il négligeait de prendre cette précaution, tout le monde embrasserait la cause adverse que la multitude trouvait plus noble et plus honorable (3). »

Le Sénat n'eut garde de rejeter un si sage avis et, dans sa réponse, il déclara même expressément « qu'il était à souhaiter que dans le gouvernement de tous les États, il se trouvât des hommes comme lui » (4). Peu après, Callicrate était nommé stratège. Sa situation politique grandit parallèlement aux progrès mêmes de la puissance romaine. Quand, au lendemain de la défaite de Persée, Rome voulut frapper en Achaïe ses adversaires déclarés ou cachés, ce fut Callicrate, son homme à tout faire, qui se chargea pour eux de cette vilaine besogne. En 154/153 on le verra combattre un projet d'aide aux Rho-

(1) POL., XXIV, 13, 8. — (2) POL., XXIV, 8, 6-7 ; 9, 2.

(3) POL., XXIV, 9, 1-8. — (4) POL., XXIV, 10, 7-8.

diens, sous le prétexte « qu'on ne devait faire la guerre à personne, ni envoyer de secours à personne contre qui que ce fût sans l'assentiment du peuple romain » (1), et, jusqu'à la réaction démocratique qui provoquera la crise finale, il restera dans son pays le maître du gouvernement. Certains rois font preuve d'une servilité égale; dès 190, le roi d'Égypte Ptolémée V Épiphane sollicite le Sénat de faire passer l'armée romaine en Asie, et il ajoute qu'il est prêt à exécuter tout ce que celui-ci désirera (2); un peu plus tard, lors de sa visite à Rome en 167, Prusias II méritera une place d'honneur dans cette galerie de valets et, par sa platitude, réalisera le type immortel du genre (3).

A tout système de gouvernement, il faut des organes spéciaux; le régime de protectorat, tel que Rome le pratique dans la première moitié du II^e siècle, a les siens. Au sommet, le Sénat qui concentre dans ses mains toute la direction de la politique étrangère romaine et, par conséquent, exerce la surveillance des pays protégés. La bonne exécution de cette mission suppose l'existence d'agents intermédiaires; Rome, pas plus que les autres nations de l'antiquité, n'a connu la représentation diplomatique permanente; il n'y a pas d'ambassadeurs étrangers en résidence à Rome, ni d'ambassadeurs romains accrédités auprès des États étrangers. Pour combler cette lacune, on recourt à des moyens de fortune, dont l'ambassade exceptionnelle est la principale. Constamment des ambassades étrangères viennent à Rome faire au Sénat leurs offres de service, présenter leurs doléances ou leurs excuses. En 183, dit Polybe (4), « se trouvèrent réunies à Rome plus d'ambassades qu'il n'en était peut-être jamais venu de Grèce » et, en outre, des ambassades de Macédoine et de Pergame. Un peu plus tard, ce sont les ambassades des Lacédémoniens, des bannis de Lacédémone, des

(1) POL., XXXIII, 16, 7. — (2) LIV., XXXVII, 3, 9-11.

(3) POL., XXX, 18; LIV., XLV, 44, 4-21.

(4) POL., XXIII, 1, 1.

Achéens, d'Eumène, d'Ariarathe et de Pharnace (1). A la date de 167, Tite-Live parle « du grand nombre d'ambassades de rois, de nations et de peuples » qui affluent à Rome et reçoivent successivement audience du Sénat (2). Inversement, des ambassades romaines se rendent constamment sur place, soit pour porter les volontés du Sénat, soit simplement aux fins d'enquête et en tournées d'inspection. On a soin naturellement de choisir pour ces missions de confiance les spécialistes les plus qualifiés; en 192, à la veille de la guerre contre Antiochus, Flaminius (3) fera une tournée diplomatique en Grèce pour sonder le terrain et réveiller les bonnes volontés hésitantes. Enfin, à défaut de représentants strictement officiels, Rome, dans les divers États, possède ses émissaires et ses affiliés; les Attalides de Pergame ne sont guère autre chose que des espions à sa solde, et les aristocraties locales, par crainte de la révolution sociale, n'hésitent pas, le cas échéant, à se faire ses complices.

Une dernière remarque. Très souple dans son principe et dans son fonctionnement, le régime du protectorat, lorsqu'il se combinait avec des remaniements ou des démembrements territoriaux, pouvait revêtir une efficacité toute particulière et devenir, aux mains de la politique romaine, l'équivalent de l'annexion pure et simple. Le cas des îles Ioniennes, la grande route maritime de l'Orient — Corcyre en 229, Zacynthe en 191, Céphallénie en 189, Leucade en 167 — est caractéristique du procédé (4).

III

DU PROTECTORAT A L'ANNEXION.

Et cependant, malgré ses avantages indéniables, ce régime de protectorat va commencer à disparaître graduellement. La

(1) POL., XXIV, 1, 1-7. — (2) LIV., XLV, 19, 1. — (3) LIV., XXIV, 23, 5.

(4) Pour Corcyre, voir plus haut, pp. 340-341; pour les trois autres îles, LIV. XXVI, 31, 10-12; 32; XXXVIII, 28, 5-11; 29; XLV, 31, 12-13; PLUT., *Flam.*, 17, 4 L. HOMO, dans LXXIII, 1916¹, 22-23.

décadence du système date de la victoire de Pydna. Rome avait cru trouver dans le système du protectorat un instrument d'hégémonie à la fois économique et efficace. Elle y voyait le moyen de maintenir d'une manière durable sa prépondérance politique, et de s'assurer au meilleur compte un équilibre méditerranéen pleinement favorable à ses intérêts. Elle s'était trompée et bientôt la preuve de son erreur allait se manifester éclatante. Cet équilibre, qu'elle croyait avoir établi en Orient par l'action parallèle des armes et de la diplomatie, ne tarde pas à se révéler artificiel et instable; de toutes parts, la vie nationale, un instant comprimée ou déviée par l'intervention romaine, reprend ses droits imprescriptibles. Macédoine contre Pergame, Achéens contre Messène et Sparte, Pergame contre Bithynie, Cappadoce contre Cappadoce Pontique, Séleucides contre Lagides, États contre États, cités contre cités, partis contre partis, partout des difficultés, partout des frictions quand ce ne sont pas des conflits et, résultat de cette gigantesque banqueroute, le désordre universel. Esclave de son œuvre et contrainte à en assurer le salut, à la fois détestée et méprisée comme étrangère par ces Hellènes auxquels elle a théoriquement assuré la liberté, mais qu'elle a pratiquement réduits à une vassalité humiliante, Rome doit sans cesse intervenir; elle le fait le plus souvent, selon sa méthode favorite, sous la forme diplomatique et à grand renfort d'ambassades, mais ses commissaires sont de moins en moins écoutés, parfois même mis à mort. On ne craint que ses légions, et sa répugnance à les engager dans ce monde si mouvant de l'hellénisme n'est plus un secret pour personne. Et cependant, ses interventions constantes, souvent brutales, en lésant toujours quelque intérêt, ne font qu'accroître le trouble, aggraver l'hostilité générale et donner naissance à de nouveaux incidents. En Macédoine, en Achaïe, à Carthage, à Rhodes, même à Pergame jusque-là sa fidèle alliée, elle se heurte à des résistances nationales croissantes, arme puissante aux mains des partis, que sa diplomatie

exaspère et que seule, elle en a de plus en plus conscience, la force des armes serait capable de briser. A l'expérience, le régime du protectorat ne rend donc pas ce que le Sénat en avait attendu ; au lieu de l'ordre, il n'engendre que l'anarchie. La guerre contre Persée, où le sentiment antiromain s'est sur tant de points donné libre cours, a montré le danger pour Rome de ce déséquilibre universel. Un moment vient où il faut agir ; l'action déclenchée, Rome se trouvera amenée à en finir et à éliminer, une fois pour toutes, par l'annexion toute possibilité de conflit ultérieur.

Mais, si, jusqu'au milieu du II^e siècle, ces causes politiques restent les principales, elles ne sont pas les seules. Elles se renforcent désormais de raisons économiques. Le développement de la puissance romaine depuis les guerres puniques avait eu pour résultat d'accroître dans des proportions très larges l'activité de la classe équestre et d'élargir singulièrement son champ d'action. La ferme des impôts, l'adjudication des fournitures publiques, la banque, les trois éléments constitutifs de sa richesse, trouvèrent ainsi un domaine nouveau. Quelques exemples précis. En 199 avant Jésus-Christ, les censeurs P. Cornelius Scipio et P. Aelius Paetus afferment aux publicains les grandes douanes italiennes de Capoue et de Pouzzoles (1) ; en 179, les censeurs M. Aemilius Lepidus et M. Fulvius Nobilior en établissent de nouvelles (2). La formation successive des provinces, Sicile en 241, Sardaigne et Corse en 238, Espagne citérieure et Espagne ultérieure en 197, entraîne la création de nouvelles lignes de douanes à l'avantage des chevaliers qui s'en constituent les fermiers. En second lieu, l'extension de la domination romaine a pour conséquence la multiplication des travaux publics et des fournitures à l'État, dont les chevaliers, eux encore, se portent adjudicataires ; en 169, au cours de la troisième guerre de Macédoine, nous voyons

(1) Liv., XXXII, 7, 2-3.

(2) Liv., XL, 51, 8.

le préteur C. Sulpicius donner à l'adjudication la fourniture de six mille toges, trente mille tuniques et des chevaux indispensables (1). Enfin, et pour la même raison, les opérations de banque des publicains prennent une importance toujours croissante; les comédies de Plaute, au début du II^e siècle, nous présentent tout un monde de banquiers au travail et déjà en pleine prospérité. Le mouvement ne reste d'ailleurs pas confiné à la classe équestre; le texte où Polybe (2) nous montre « presque tous » les Romains participant pécuniairement, sous une forme directe ou indirecte, aux adjudications publiques, appartient au milieu du II^e siècle.

Ce n'est pas seulement en Italie que le facteur économique exerce son influence croissante, mais aussi à l'extérieur. Du jour où l'unité en a, pour la première fois dans son histoire, fait une nation, l'Italie commence à se répandre au dehors, surtout dans cet Orient, dont la richesse et la civilisation raffinée ont tout pour la séduire (3). Lucaniens, Apuliens, Campaniens, héritiers des traditions de la Grande Grèce, prennent le chemin de la mer Égée, comme le montrent les inscriptions de Délos, au témoignage si particulièrement significatif en la matière (4). Les premiers Italiens dont l'épigraphie signale la présence dans l'île depuis le milieu du III^e siècle avant Jésus-Christ, sont encore de minces personnages, tel Novius (5), vers 250, un ouvrier agricole chargé de marquer au fer rouge les troupeaux paissant sur les propriétés sacrées, tels encore Serdon ou Agathodoros, l'un bateleur, l'autre bateleur ou acteur. Puis, à mesure que l'on descend le cours du II^e siècle, le nombre augmente: ce sont, entre autres, Marcus, Publius, Vibius, Quintus, Titus Mentius, Sotion, quelques-uns désignés expressément comme « Romains » — traduire Italiens, — Marcus Sestius de Frégelles, Agathon de Petelia, et, parmi ces Occidentaux, figurent maintenant des hommes

(1) Liv., XLIV, 16, 4. — (2) Pol., VI, 17, 3. — (3) CXLIV, 18 sq.

(4) J. HATZFELD, dans XXXVIII, 1912, 5-218. — (5) Id., 102.

d'affaires comme Héraclide, de Tarente, ou Nymphodore, de Syracuse (1). Depuis 167-166, date où l'île de Délos rendue aux Athéniens et érigée en port franc devient un centre considérable de commerce dans la mer Égée, la colonie italienne prend une importance toujours croissante (2); la première place y revient maintenant aux *negotiatores*, commerçants, industriels, et surtout financiers. Vers 150, ils éprouvent le besoin de se sentir les coudes et de se grouper; c'est à cette époque que les collèges d'Italiens se constituent et s'installent sur l'agora des Compétaliastes, à proximité du port et du quartier commercial de la ville (3). Au début, ces *negotiatores* sont surtout des isolés, mais il s'y joint bientôt un élément plus puissant et plus actif, les agents des grandes sociétés de publicains romaines, les représentants de la haute finance, dont l'influence ira grandissant jusqu'au dernier siècle de la République.

Avec l'importance sociale des capitalistes, incarnés surtout par l'ordre équestre, s'accroît leur rôle dans le domaine de la politique extérieure. Ces hommes d'argent, soucieux d'augmenter sans cesse le chiffre de leurs affaires, travaillent sans relâche à s'ouvrir de nouveaux débouchés et poussent à la politique d'expansion. Mais, longtemps encore, ils n'auront pas le dernier mot; l'affaire des mines de Macédoine, en 167, le prouve. Il s'agit de statuer sur le régime des mines. L'ordre équestre souhaitait d'en obtenir l'adjudication dont il escomptait les gros bénéfices, mais le Sénat lui opposa un refus formel.

« On prit la résolution, nous dit Tite-Live (4), de supprimer l'affermage des mines de Macédoine qui constituait un revenu très important, et aussi celui des terres publiques, car cette régie ne pouvait s'exercer sans le ministère des publicains, et avoir recours aux publicains, c'était ou compromettre les droits de l'État, ou sacrifier la liberté des alliés. »

(1) J. HATZFELD, dans XXXVIII, 1912, 102-103; CCXX, 12; 75-76.

(2) *Id.*, 103; CCXX, 75-76. — (3) *Id.*, 103.

(4) Liv., XLV, 18, 3-4; cf. 29, 10; CXLIV, 223-224.

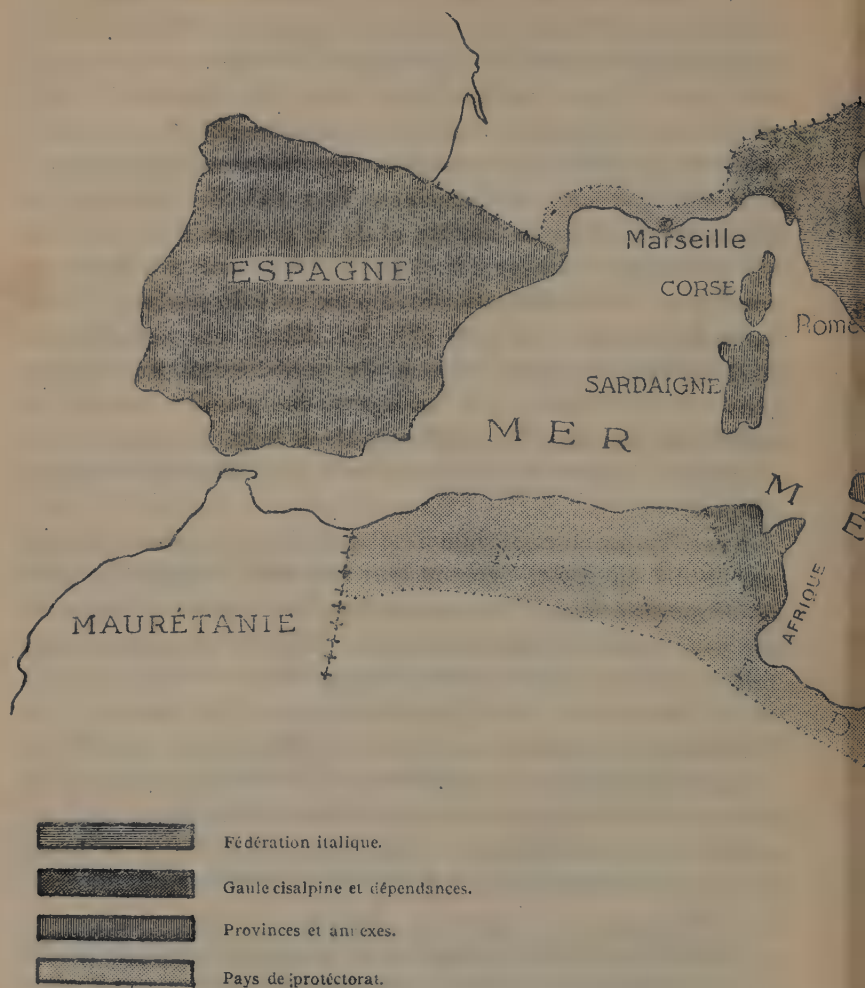


Fig. 13. — L'État romain en



C. Provinces et protectorats.

La liberté des alliés, voilà le mot décisif. Avec le régime du protectorat, Rome, quels que fussent ses moyens de pression, n'avait pas les mains absolument libres et, les eût-elle eues, que le Sénat, dans l'état de sourde hostilité où vivaient dès lors les deux ordres sénatorial et équestre, ne se fût pas fait faute d'invoquer ce prétexte opportun. Aussi les chevaliers, pour briser tout obstacle d'où qu'il vienne, vont-ils pousser à la politique d'annexion ; s'ils n'ont pas, et le fait est probable, joué le premier rôle dans la ruine simultanée de Carthage et de Corinthe en 146, on peut avoir la certitude, tout au moins, que leur intérêt était attaché à la réussite de la double entreprise et qu'ils ont poussé de toutes leurs forces à son succès.

Le Sénat, toutefois, avant d'entrer résolument dans la voie des annexions, que l'attitude du monde hellénique lui-même rendait indispensables, se fit longtemps tirer l'oreille. Il crut possible tout d'abord d'écarter cette éventualité qu'il redoutait en apportant au régime traditionnel du protectorat les retouches nécessaires et en l'entourant, grâce à l'expérience acquise, de garanties plus solides que par le passé. Au lendemain de la chute de Persée, il se trouva à Rome certains hommes politiques pour réclamer l'annexion de la Macédoine et de l'Illyrie ; Caton, Paul-Émile, tout le parti traditionnaliste s'y opposèrent et le Sénat prononça en leur faveur. On introduisit dans ces deux pays le régime du protectorat, mais en l'aggravant de dispositions nouvelles, de finées à garantir la paix et à prévenir toute tentative de revanche ultérieure. Cette réorganisation porta essentiellement sur deux points, la dépossession des dynasties et la rupture de l'unité nationale. Persée en Macédoine, Gentius en Illyrie perdent leur trône, et cette exclusion s'étend à leur famille tout entière. Les deux pays sont définitivement morcelés, la Macédoine en quatre districts — avec pour capitales respectives Amphipolis, Thessalonique, Pella et Pelagonia (probablement Heraclea de Lyn-

cestide) (1), — l'Illyrie en trois, — le premier comprenant Lissus, le territoire des Taulantiens et des Pirustes, le second le pays des Labéates avec Scodra, le troisième, la région côtière au nord d'Olcinium jusqu'au Naro (Narenta) et les régions limitrophes. Ces nouvelles républiques continuent à jouir, en principe du moins, de leur indépendance, et, symbole de leur souveraineté, à frapper monnaie. Chacune des républiques macédoniennes est administrée par un magistrat, sans doute annuel, assisté d'un conseil élu, les Σύμβοι, qui ont, l'un et l'autre, leur siège dans la capitale du district. Mais cette souveraineté nominale comporte une triple restriction, politique, militaire, financière. Politique : pour briser, d'une manière définitive, tout lien entre les quatre régions, Rome interdit entre elles toute communauté de mariage, le *connubium*, et, dans la mesure du moins où il s'agit de biens fonciers, de propriété, le *commercium*. Militaire : l'armée traditionnelle, créatrice de la nationalité macédonienne et base de sa grandeur, est supprimée ; il ne subsiste que des gardes frontières, peu nombreuses et, comme on le vit bientôt, en pratique insuffisantes. Financière : l'exploitation des mines d'or et d'argent fut interdite, et, de plus, les diverses républiques macédoniennes durent payer à Rome un tribut annuel du montant de cent talents, inférieur d'ailleurs de moitié à celui qu'elles payaient à leurs anciens rois (2). L'Illyrie fut l'objet de dispositions analogues (3).

Ce système de protectorat renforcé n'eut d'ailleurs qu'un succès fort maigre. Le jour même où, du haut de son tribunal. Paul-Émile donna solennellement connaissance du nouveau régime aux Macédoniens, l'auditoire ne fut pas rempli d'une joie sans mélange :

(1) XXVI, IV¹, 338 et n. 260. Sur ce remaniement territorial, Liv., XLV, 29, 5-10 (Macédoine), 26, 12-15 (Illyrie).

(2) Liv., XLV, 29, 4-14.

(3) Liv., XLV, 26, 12-15.

« Cette déclaration, écrit Tite-Live (1), qui fut faite le premier jour de l'assemblée, affecta diversement les esprits. La liberté qu'on leur accordait contre leur attente et l'allégement de l'impôt annuel leur causèrent une vive satisfaction, mais en voyant leur pays divisé par districts et leurs relations commerciales interrompues, ils se comparaient à un corps déchiré en plusieurs membres dont l'existence est inséparable. »

Il y a des unités nationales qu'on peut réduire, mais qu'il est vain de vouloir briser ; la Macédoine était du genre et le Sénat lui-même, à la suite d'une pratique de vingt années, finira par s'en rendre compte. Même expérience en Achaïe, à Carthage, ailleurs encore. Aussi un jour viendra-t-il, où l'on s'apercevra à Rome que, du double point de vue politique et militaire, certains protectorats comportaient pour l'État suzerain plus d'inconvénients que d'avantages. En même temps, l'impérialisme romain, militariste par essence, va se doubler d'un impérialisme économique qui, après avoir débuté par des prétentions, finira par des exigences.

Les événements de 149-146 — soulèvement de la Macédoine, sursaut achéen, troisième guerre punique, — posèrent de nouveau le vieux problème, mais cette fois dans toute son ampleur. Le régime du protectorat, dans la péninsule des Balkans et sur le sol africain, du moins, avait fait banqueroute. L'expérience avait prononcé sans appel ; toujours docile à ses leçons, Rome s'inclina et modifia en conséquence sa politique traditionnelle. Dès 148/147, au lendemain même de la chute d'Andriscos, la Macédoine fut, à l'exception de quelques villes — Amphipolis, Thessalonique, en Macédoine proprement dite, Abdère et Aenos, en Thrace, Apollonie et Épidamne, sur la côte illyrienne — qui, par faveur spéciale du vainqueur, gardèrent leur indépendance, réduite en province, selon le schéma provincial romain ; elle reçut dès lors un gouverneur annuel, mais du moins, par une double compensation, qui n'était pas sans importance, le morcellement

(1) Liv., XLV, 30, 1-2.

imposé après Pydna disparut-il, et retrouva-t-elle, sous la domination romaine, son unité traditionnelle, accrue même de régions qui, pour tout ou partie, avaient jadis gravité dans son orbite : le littoral de la Thrace à l'est, l'Illyrie méridionale et l'Épire (1) à l'ouest. En Afrique, à la suite de la ruine de Carthage, même programme et mêmes réalisations (2) ; sauf sept villes — une inscription, la loi agraire de 111, les nomme : Utique, Hadrumète, Thapsus, Leptis, Acholla, Theudalis, et sans doute Usilla (3) — qui, en récompense de leur attitude passée, furent déclarées libres et reçurent une part des terres conquises, le territoire carthaginois proprement dit devient une province, la sixième du monde romain, sous le nom d'Afrique (146).

La réduction en provinces, en moins de deux ans, de la Macédoine et de l'Afrique constitue dans l'évolution de l'impérialisme romain un événement de premier ordre ; c'est l'introduction de la formule provinciale dans deux domaines qui ne la connaissaient pas encore, la péninsule balkanique, à l'est, le continent africain, à l'ouest. Mais encore, réserve nécessaire et trop souvent méconnue, convient-il de ne rien exagérer. La date de 146 représente dans le développement de l'impérialisme romain, dans la marche au régime de l'annexion, une étape importante, rien de plus. Le Sénat, par la suite encore, toutes les fois qu'il le pourra sans compromettre l'intérêt de l'État, gardera ses préférences pour le système du protectorat ; le règlement de la guerre de Jugurtha, au lendemain de laquelle, en 105 avant Jésus-Christ, Rome ne procède en Afrique qu'à un minimum d'annexion, celle de la Tripolitaine, en fournira la preuve éclatante. La grande politique annexionniste sera l'œuvre non de l'aristocratie sénatoriale, mais des chefs militaires du dernier siècle de la République,

(1) **XVII**, III, 335-337 ; **CXIV**, 639-640.

(2) **VII**, III, 403-404.

(3) *C. I. L.*, I, 200, l. 79 ; **VII**, III, 353, n. 1.

Pompée en Orient, César en Gaule et en Afrique. Même alors, de nombreux protectorats n'en subsisteront pas moins encore, et les derniers d'entre eux — Thrace en Europe, Galatie, Cappadoce, Pont Polémoniaque, Lycie, Pamphylie, principautés de Syrie en Asie, Numidie et Maurétanie en Afrique, ne disparaîtront que sous le Haut-Empire. D'autre part, en Grèce, Rome instaure un régime de gouvernement hybride, compromis entre les deux systèmes en présence; l'Eubée, la Béotie, une partie du territoire de Corinthe — tous les vaincus de la guerre — sont traitées en province et paient le tribut; partout les confédérations sont dissoutes, les cités méthodiquement isolées, et Rome donne dans toutes les villes le pouvoir aux aristocraties locales. Au prix de ces limitations, l'ensemble de la Grèce échappe à la lettre du statut provincial et, en apparence du moins, conserve son autonomie antérieure (1). Pure fiction d'ailleurs et concessions de nature essentiellement précaire. De sa résidence officielle de Thessalonique, d'où il surveillait tout le monde grec d'Orient, le gouverneur romain de Macédoine avait l'œil sur le pays, toujours prêt à intervenir, le cas échéant, au mieux des intérêts de Rome. Tout en sauvegardant le principe des libertés grecques, base de sa politique hellénique traditionnelle, Rome s'assurait les réalités et prenait les garanties nécessaires. Impossible d'apporter à problème aussi complexe solution plus pratique et plus élégante.

(1) Pour l'ensemble de cette réorganisation et les multiples questions qu'elle soulève, PAUS., *Descr. Gr.*, VII, 16, 9-10; **XVII**, III, 351-359; **CXIV**, 640-66 **CXCV**, 423-444; **CIX**, 31-53.

CONCLUSION

Notre conclusion sera brève. Les faits, tels que nous nous sommes efforcés de les dégager dans les pages qui précèdent, parlent suffisamment par eux-mêmes. La Rome républicaine a légué au monde deux formules politiques qu'il n'avait pas encore connues : l'unité italienne, l'Empire méditerranéen. A la date de 146 avant Jésus-Christ, ces deux formules sont devenues déjà des réalisations, mais des réalisations l'une et l'autre encore incomplètes. Comment et pourquoi ? « Les Romains, a écrit Bossuet dans une phrase restée célèbre, ne s'avançaient pas à la conquête du monde par hasard, mais par conduite », antithèse qui veut être frappante, mais dont, rigoureusement pris au pied de la lettre, aucun des deux termes ne correspond à la réalité historique. Si le hasard, à lui seul, ne rend pas compte de la destinée merveilleuse qui a été celle du peuple romain, du moins convient-il de lui réserver une part très large et de reconnaître que, sans un extraordinaire concours de circonstances, jamais Rome n'aurait atteint dans l'histoire le degré de grandeur que la fortune lui a assigné ; et d'autre part, à parler de « conduite », on risque d'évoquer l'idée de continuité méthodique et de plan à longue portée, notion tardive et conception anachronique, philosophie rétrospective, éclore dans l'imagination fertile des modernes. Mais, à défaut d'une « conduite » générale, les Romains, du moins, ont eu une série de « lignes de conduite » particulières, sous forme de problèmes politiques, toujours plus larges, toujours plus compréhensifs, issus des nécessités du présent ou du len-

demain, qu'avec leur sens pratique et leur génie réalisateur, ils ont abordé successivement et se sont attachés à résoudre les uns après les autres. Il peut sembler paradoxal de voir Rome intervenir dans les deux bassins de la Méditerranée avant même d'avoir achevé l'unité italienne. Ce paradoxe, qui est tout d'apparence, s'explique précisément par l'absence d'une idée d'ensemble chez les promoteurs de la politique romaine et par la méthode strictement réaliste dont ils en ont poursuivi l'application.

Au milieu du ⁱⁱe siècle avant Jésus-Christ, l'Italie a réalisé son unité politique ; elle ne possède ni son unité administrative, ni son unité linguistique, œuvre qui demandera encore des siècles et ne s'achèvera que sous l'Empire. De même l'État méditerranéen, si le glaive victorieux des légions en a tracé le cadre général, ne connaît encore ni les limites définitives, ni l'organisation uniforme que les chefs militaires de la fin de la République et les dynasties du Haut-Empire achèveront de lui donner.

Cette double lacune de l'œuvre romaine, c'est dans les causes qui ont déterminé la conquête, dans la méthode qui a présidé à sa réalisation graduelle, qu'il convient d'en chercher l'explication profonde. Par souci de sa sécurité en Italie et pour sauvegarder l'unité qu'elle avait donnée à la péninsule, Rome s'est trouvée entraînée à des interventions méditerranéennes toujours plus lointaines, mais, prudente et réaliste, aussi peu sensible à l'attrait des chimères qu'au mirage des idées, elle a procédé graduellement et pas à pas. Elle n'a voulu marcher à la conquête de l'Italie du Nord pour achever l'unification de la péninsule qu'après avoir assuré ses flancs par le règlement, au moins temporaire, des deux questions tyrrhénienne et adriatique. Rien ne vaut ici le témoignage brutal et éloquent des dates : 241, annexion de la Sicile ; 238, annexion de la Sardaigne et de la Corse ; 229-228, établissement du protectorat romain en Illyrie ; 224, début de la grande offensive en Cisalpine,

La croisade d'Hannibal ébranle et renverse en partie tout l'édifice; Carthage abattue, Rome le relève plus solide, mais toujours d'après les mêmes idées directrices : 197, formation des deux provinces d'Espagne ; 197, écrasement de la Macédoine à Cynoscéphales ; 197-191, conquête, cette fois définitive, de la vallée du Pô et extension de la domination romaine jusqu'à la barrière naturelle des Alpes. Cette méthode, si parfaitement adaptée au tempérament romain, présentait un immense avantage: elle permettait à Rome de faire en Italie œuvre solide et durable, mais, comme toute médaille, elle avait son revers. Rome, par les répercussions extérieures de son programme italien, se trouvait acculée à une politique d'intervention méditerranéenne aussi complexe que prématurée. A trop embrasser, surtout à embrasser trop vite, on risque de mal étreindre, vérité éternelle dont le peuple romain, avant tant d'autres, allait faire à ses dépens la pénible expérience. Cet empire universel, que Rome n'avait ni théoriquement rêvé, ni systématiquement recherché, devenu une réalité, il lui fallait maintenant le conserver et l'organiser, tâche gigantesque pour laquelle elle n'était pas outillée et que quatre siècles de régime personnel permettront seuls de mener à bonne fin.

Mais, dans la vie des nations comme dans celle des individus, le temps perdu ne se retrouve pas. L'œuvre romaine, quelque brillante qu'elle apparaisse, restera toujours incomplète; toujours elle portera en elle une tare indélébile, dont le mirage oriental, décisif au II^e siècle pour l'orientation de l'impérialisme romain, doit porter la lourde responsabilité. En 200, au lendemain de la catastrophe carthaginoise, l'avenir réel de Rome était en Occident; Carthage hors de cause, la Gaule, l'Espagne, l'Afrique occidentale, pays neufs et de possibilités économiques illimitées, s'ouvraient largement à son influence, entreprise rude et ingrate sans doute, mais dont l'immense supériorité militaire et civilisatrice de l'État romain garantissait le succès définitif. Dans ces vastes régions, à population géné-

ralement peu dense, le paysan d'Italie, ruiné par le développement de la classe capitaliste et la concurrence victorieuse de la grande propriété, pouvait trouver le débouché qui lui était nécessaire, et transplanter au delà des mers, avec la langue latine, la nationalité et le patriotisme romains. Ces possibilités qui s'offraient, disons mieux, cette nécessité qui s'imposait, le gouvernement romain, placé comme autrefois Hercule à la croisée des chemins, ne les a pas comprises. L'Orient, cet Eldorado à la brillante civilisation et aux richesses infinies, cette terre des triomphes faciles et des butins prestigieux, l'a aveuglé et ébloui ; pendant cinquante années, c'est à lui que Rome va consacrer le plus clair de ses ressources, sur lui qu'elle va concentrer l'effort principal de sa politique. L'Occident au contraire, le parent pauvre jusqu'au milieu du II^e siècle, ne connaîtra que guerres interminables et décousues, véritables expéditions coloniales menées sans méthode, avec des forces insuffisantes et sous la direction de chefs trop souvent médiocres ou nuls. Il faudra descendre jusqu'aux dernières années du régime républicain pour que le problème occidental apparaisse en pleine lumière ; César, le conquérant des Gaules, Auguste, le pacificateur de l'Espagne, les deux grands colonisateurs de la Narbonaise et de la Bétique, lui assureront enfin la place qui devait, en bonne logique, lui appartenir dans l'évolution de l'impérialisme romain.

Trop tard. Les guerres civiles, faucheuses d'hommes et destructrices d'énergies, auront, dans l'intervalle, accompli leur œuvre néfaste. Dépeuplée, appauvrie, l'Italie ne pourra plus consacrer à l'assimilation de l'Occident les contingents en hommes indispensables. Entre la romanisation de l'Italie et celle du monde méditerranéen, il devait y avoir nécessairement une étape intermédiaire, la romanisation de l'Occident, que l'on ne pouvait brûler sans mettre en péril le résultat final. Rome a fini par s'en rendre compte, mais un siècle et demi trop tard, le jour où le temps perdu rendait le mal

inguérissable. Un chaînon indispensable a toujours manqué à l'œuvre romaine. L'impérialisme romain, en sacrifiant, au moment décisif, les possibilités occidentales aux chimères d'un Orient étranger et, en fait, inassimilable, a lâché la proie pour l'ombre, erreur fatale que Rome ne pourra jamais réparer et dont elle finira par mourir.

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES

a. Sources littéraires.

Abréviations.	Auteurs.	Œuvres.
A. GELL.	Aulu-Gelle.	<i>Nuits attiques.</i>
ANT.	Anticlide.	Dans ARRIEN, éd. C. Müller, Paris, 1846, p. 147 sq.
APP.	Appien.	<i>Histoire romaine (Basiliques; Celtiques; Guerre d'Hannibal; Ibériques; Illyriques; Libyques; Macédoniques; Samnitiques; Siciliques; Syriaques).</i>
ARIST.	Aristote.	<i>Politique</i> , éd. Ott. Immisch, Leipzig, 1909.
ARISTOX.	Aristoxène.	<i>Mélanges de table.</i>
CAT.	Caton.	<i>Origines; Discours</i> (CATONIS, <i>Praeter librum de Re rustica quae extant</i> , éd. H. Jordan, Leipzig, 1860).
CES.	César.	<i>Commentaires sur la Guerre des Gaules.</i>
CIC.	Cicéron.	<i>Brutus; de Lege agraria; de Legibus; de Officiis; de Oratore; de Republica; de Senectute; Philippiques; Pro Archia; Pro Balbo; Pro Murena; Pro Plancio.</i>
CORN. NEP.	Cornelius Nepos.	<i>De Illustribus Viris.</i>
DEN.	Denys d'Halicarnasse.	<i>Antiquités romaines.</i>
DIOD.	Diodore de Sicile.	<i>Bibliothèque.</i>
DION CASS.	Dion Cassius.	<i>Histoire romaine.</i>
ENN.	Ennius.	<i>Annales</i> (<i>Ennianae poesis reliquiae</i> , éd. J. Vahlen, 2 ^e éd., 1903).
EPH.	Ephore.	<i>Histoire.</i>
Epit. Oxyr.	Epitome d'Oxyrynchos.	Ed. E. Kornemann, dans LVI , Beiheft II, Leipzig, 1904; éd. Rossbach, Leipzig, 1910.
EUS.	Eusèbe.	<i>Chronique</i> , éd. A. Schöne, Berlin, 1866-1875.

EUTR.	Eutrope.	<i>Breviarium.</i>
FEST.	Festus.	<i>De Verborum significatione</i> , éd. M. Lindsay, Leipzig, 1913.
F. H. G.	<i>Fragmenta Historicorum graecorum.</i>	Ed. C. Muller, Paris, 1849-1853.
FLOR.	Florus.	<i>Epitome.</i>
F. P. R.	<i>Fragmenta Poetarum romanorum.</i>	Ed. Aem. Baehrens, Leipzig, 1886.
FRONT.	Frontin.	<i>Stratagèmes.</i>
G. G. M.	<i>Geographici Graeci minores.</i>	Ed. C. Müller, Paris, 1857-1880.
GR. LAT.	<i>Grammatici Latini.</i>	Ed. H. Keil, Leipzig, 1857-1880.
HÉRACL.	Héraclide de Pont.	<i>De l'âme.</i>
HER.	Hérodote.	<i>Histoire.</i>
HIER.	Hieronymus.	<i>Chronique</i> , éd. A. Schöne, Berlin, 1866-1875.
H. R. F.	<i>Historicorum Romanorum Fragmenta.</i>	Ed. H. Peter, 1883.
H. R. R.	<i>Historicorum Romanorum reliquiae.</i>	Ed. H. Peter (2 ^e éd.), 1914.
Ined. Vatic.	<i>Ineditum Vaticanum.</i>	Ed. d'Arnim, dans XLVII , 1892, pp. 119-122.
JUST.	Justin.	<i>Abrégé de TROGUE POMPÉE.</i>
LIV.	Tite-Live.	<i>Histoire romaine; Periochae.</i>
LUCIL.	Lucilius.	<i>Satires.</i>
MACR.	Macrobe.	<i>Saturnales.</i>
OROS.	Orose.	<i>Histoire contre les païens.</i>
PAUS.	Pausanias.	<i>Description de la Grèce.</i>
PIND.	Pindare.	<i>Pythiques.</i>
PLIN.	Pline (l'ancien).	<i>Histoire naturelle.</i>
PLUT.	Plutarque.	<i>Vies parallèles; Questions romaines.</i>
POL.	Polybe.	<i>Histoire.</i>
POLYEN.	Polyen	<i>Strategicon.</i>
POMPON.	Pomponius.	<i>Liber enchiridii</i> (au Digeste, I, 2, 2, 2).
QUINT.	Quintilien.	<i>Institution oratoire.</i>
SCYL.	Scylax.	<i>Périple.</i>
SCYM.	Scymnos.	<i>Description du monde.</i>
SERV.	Servius.	<i>Ad Aeneidem.</i>
SIL. ITAL.	Silius Italicus.	<i>Guerres puniques.</i>
SOL.	Solin.	<i>Collectanea rerum mirabilium.</i>
STR.	Strabon.	<i>Géographie.</i>
SUET.	Suétone.	<i>Césars.</i>
TAC.	Tacite.	<i>Annales.</i>
THÉOP.	Théopompe.	<i>Helléniques.</i>
THUC.	Thucydide.	<i>Histoire.</i>
TIM.	Timée.	<i>Histoire.</i>
VAL. MAX.	Valère Maxime.	<i>Factorum ac dictorum memorabilium libri IX.</i>
VARR.	Varron.	<i>De Lingua latina; de Re rustica.</i>
VELL.	Velleius Paterculus.	<i>Histoire romaine.</i>

VIRG.	Virgile.	<i>Énéide.</i>
<i>De Vir. ill.</i>		<i>De viris illustribus.</i>
ZON.	Zonaras.	<i>Chronique.</i>

b. Sources épigraphiques.

A bréviations.

Ouvrages.

C. I. E.	<i>Corpus Inscriptionum Etruscarum</i> de C. Pauli, Ol. Aug. Danielsson, G. Herbig et A. Torp, Leipzig 1893, sq.
C. I. G.	<i>Corpus Inscriptionum Graecarum</i> , d'Aug. Böckh, continué par J. Franz, E. Curtius, A. Kirchoff, H. Röhl, 1828-1877.
C. I. L.	<i>Corpus Inscriptionum Latinarum</i> , consilio et auctoritate Academiae regiae borussicae, Berlin, 1863 sq.
DITT., <i>Syll.</i>	W. DITTENBERGER, <i>Sylloge Inscriptionum Graecarum</i> , 3 ^e éd., Leipzig, 1915-1923.
<i>Fast. Cons.</i>	<i>Fastes consulaires</i> , dans C. I. L., I, 1, 2 ^e éd., pp. 79-167.
<i>Fast. tr.</i>	<i>Fastes triomphaux</i> , id., pp. 168-181.
I. G.	<i>Inscriptiones Graecae, editae consilio et auctoritate Academiae regiae borussicae</i> , Berlin, 1873 sq.
I. G. A.	<i>Inscriptiones Graecae antiquissimae praeter Atticas in Attica reperi- tas</i> , éd. H. Röhl, Berlin, 1882.
I. O.	W. DITTENBERGER, <i>Orientis Graeci Inscriptiones selectae</i> , Leipzig, 1903-1905.

II. — OUVRAGES GÉNÉRAUX

K.-J. BELOCH, <i>Griechische Geschichte</i> , 2 ^e éd., Strasbourg, 1912-1916.	I
G. BLOCH, <i>La République romaine. Conflits politiques et sociaux</i> , Paris, 1913	II
G. BUSOLT, <i>Griechische Geschichte</i> , 2 ^e éd., Gotha, 1893-1904.....	III
DAREMBERG et SAGLIO, <i>Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines</i> , Paris, 1877-1918.....	IV
G. FERRERO et C. BARBAGALLO, <i>Roma Antica</i> , Florence, 1921.....	V
A. GERCKE et E. NORDEN, <i>Einleitung in die Altertumswissen- schaft</i> , III, 2 ^e éd., Berlin, 1914.....	VI
St. GSELL, <i>Histoire ancienne de l'Afrique du Nord</i> , Paris, 1913-1920.	VII
L. HOMO, <i>Lexique de topographie romaine</i> , Paris, 1900	VIII
L. HOMO, <i>Rome antique</i> , Paris, 1921.....	IX
Chr. HUELSEN et H. KIEPERT, <i>Formae Urbis Romae antiquae</i> , 2 ^e éd., Berlin, 1912.....	X
C. JULLIAN, <i>Histoire de la Gaule</i> , Paris, 1908-1920.....	XI
Ed. MEYER, <i>Geschichte des Altertums</i> , 1 ^{re} -3 ^e éd., Stuttgart, 1893-1913	XII
B. MODESTOV, <i>Introduction à l'histoire romaine</i> . Traduction M. De- lines, Paris, 1907.....	XIII
Th. MOMMSEN, J. MARQUARDT, P. KRÜGER, <i>Manuel des Antiquités romaines</i> . Traduction française, 19 volumes, Paris, 1887-1907...	X

Th. MOMMSEN, <i>Histoire romaine</i> . Traduction C.-A. Alexandre, 8 volumes, Paris, 1863-1872.....	XV
O. MONTELIUS, <i>La Civilisation primitive en Italie depuis l'introduction des métaux</i> . Texte : I, <i>Italie septentrionale</i> , 1895 ; II, <i>Italie centrale</i> (partie I), 1910, et 3 volumes de planches, Stockholm...	XVI
B. NIESE, <i>Geschichte der Griechischen und Makedonischen Staaten seit der Schlacht bei Chaeronea</i> , Gotha, 1893-1903.....	XVII
H. NISSEN, <i>Italische Landeskunde</i> , Berlin, 1883-1902.....	XVIII
E. PAIS, <i>Ricerche sulla storia e sul diritto pubblico di Roma</i> , Rome, 1913-1916.....	XIX
E. PAIS, <i>Storia critica di Roma durante i primi cinque secoli</i> , Rome, 1913-1920.....	XX
E. PAIS, <i>Storia d'Italia dai tempi più antichi sino alle guerre puniche</i> . I. <i>Storia della Sicilia e della magna Grecia</i> , Turin, 1914.	XXI
PAULY-WISSOWA, <i>Real Encyclopädie der klassischen Altertumswissenschaft</i> , Stuttgart, 1894 sq. (notamment articles <i>Etrusker</i> , de G. KÖRTE et F. SKUTSCH, 1907, <i>Italia</i> , de H. PHILIPP, 1918, <i>Latium</i> , de M. GELZER, 1924 et <i>Rom</i> , de P. GRAFFUNDER, 1914.	XXII
T. E. PEET, <i>The stone and bronze ages in Italy and Sicily</i> , Oxford, 1909.....	XXIII
J. v. PFLUGK HARTUNG, <i>Weltgeschichte</i> (dans la <i>Weltgeschichte des Ullsteinschen Verlags</i>), I, <i>Altertum</i> (K. J. NEUMANN, <i>Die hellenistischen Staaten und die römische Republik</i> , p. 329, sq., Berlin, 1909.....	XXIV
A. ROSENBERG, <i>Geschichte der römischen Republik</i> , Leipzig, 1921...	XXV
G. DE SANCTIS, <i>Storia dei Romani</i> , Turin, 1907-1923.....	XXVI

III. — PÉRIODIQUES

Abhandlungen der Königlichen Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen, Philol. Hist. Klasse, Berlin.....	XXVII
Abhandlungen der bayerischen Akademie der Wissenschaften, Munich.....	XXVIII
Allgemeine Zeitung, München.....	XXIX
American economic Review (Cambridge, Mass.).....	XXX
American Journal of Archaeology, Baltimore.....	XXXI
Annali dell' Istituto di Corrispondenza archeologica, Rome.....	XXXII
Anthropologie (L'), Paris.....	XXXIII
Archäologische epigraphische Mittheilungen aus Oesterreich-Ungarn, Vienne.....	XXXIV
Athenæum, Londres.....	XXXV
Atti della Società di Archeologia e belle arti per la provincia di Torino, Turin.....	XXXVI
Berliner Philologische Wochenschrift, Berlin.....	XXXVII
Bulletin de correspondance hellénique, Athènes.....	XXXVIII
Bulletin de la Société linguistique de Paris, Paris.....	XXXIX
Bollettino della Commissione archeologica comunale di Roma, Rome.....	XL
Bollettino dell' Istituto di corrispondenza archeologica, Rome...	XLI

Bullettino di Paleontologia Italiana, Parme.....	XLII
Classical Philology, Chicago.....	XLIII
Comptes rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, Paris	XLIV
Denkschriften der Kais. Akademie der Wissenschaften zu Wien, Philos. Histor. Klasse, Vienne.....	XLV
Göttingische gelehrte Anzeigen, Berlin.....	XLVI
Hermès, Berlin.....	XLVII
Historische Zeitschrift, Munich et Berlin.....	XLVIII
Jahrbuch des K. D. Archäologischen Instituts, Berlin.....	XLIX
Jahrbücher für Philologie und Pädagogik, Neue Jahrbücher für das klassische Altertum, Leipzig.....	L
Jahresbericht über die Fortschritte der klassischen Altertums- wissenschaft (C. Bursian), Leipzig.....	LI
Journal of the anthropological Institute of Great Britain and Ireland, Londres	LII
Journal of hellenic studies, Londres	LIII
Journal of roman studies, Londres	LIV
Journal des savants, Paris.....	LV
Klio, Berlin.....	LVI
Mélanges d'archéologie et d'histoire publiés par l'Ecole française de Rome, Rome.....	LVII
Memorie della classe di scienze morali, storiche e filologiche della R. Accademia dei Lincei, Ser. III (1877-1884), Rome.....	LVIII
Memorie della R. Accademia di archeologia, lettere e belle arti di Napoli, Naples.....	LIX
Mémoires de la Société de linguistique de Paris, Paris.....	LX
Mitteilungen des K. D. archäologischen Instituts, Athenische Abteilung, Athènes	LXI
<i>Id.</i> , Römische Abteilung, Rome.....	LXII
Monumenti antichi pubblicati per cura della R. Accademia dei Lincei, Milan	LXIII
Musée belge, Liège et Paris.....	LXIV*
Notizie degli scavi di antichità, Rome.....	LXV
Nuova Antologia, Rome.....	LXVI
Philologus, Stolberg	LXVII
Prähistorische Zeitschrift	LXVIII
Rendi conti della R. Accademia dei Lincei, classe di scienze morali storiche e filologiche, Rome.....	LXIX
Revue archéologique, Paris.....	LXX
Revue critique, Paris.....	LXXI
Revue des études anciennes, Bordeaux.....	LXXII
Revue historique, Paris.....	LXXIII
Rheinisches Museum für Philologie, Francfort-sur-le-Main.....	LXXIV
Rivista di filologia e d'istruzione classica, Turin.....	LXXV
Rivista di storia antica, Padova.....	LXXVI
Scientia, Paris et Bologne.....	LXXVII
Sitzungsberichte der Königl. preuss. Akademie der Wissenschaf- ten, Berlin.....	LXXVIII
Sitzungsberichte der Kais. Akademie der Wissenschaften zu Wien,	

philos. histor. Klasse, Vienne.....	LXXIX
Wiener Studien, Vienne.....	LXXX
Wochenschrift für klassische Philologie, Berlin	LXXXI
Zeitschrift für vergleichende Sprachforschung, Berlin.....	LXXXII

IV. — OUVRAGES ET TRAVAUX PARTICULIERS

H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, <i>Les Celtes depuis les temps les plus anciens</i> , Paris, 1904.....	LXXXIII
H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, <i>Les premiers habitants de l'Europe</i> , 2 ^e édit., Paris, 1889.....	LXXXIV
L. DE BEAUFORT, <i>Dissertation sur l'incertitude des cinq premiers siècles de l'histoire romaine</i> , nouvelle édition, Paris, 1886.....	LXXXV
J. BELOCH, <i>Die Bevölkerung der griechisch-römischen Welt</i> , Leipzig, 1886.....	LXXXVI
J. BELOCH, <i>Campanien</i> , 2 ^e édit., Breslau, 1890.....	LXXXVII
J. BELOCH (<i>Saggi di storia antica e di archeologia</i> , a —), Rome, 1910.....	LXXXVIII
J. BELOCH, <i>Der italische Bund unter Roms Hegemonie</i> , Leipzig, 1880.....	LXXXIX
A. BERTRAND et S. REINACH, <i>Les Celtes dans les vallées du Pô et du Danube</i> , Paris, 1894.....	XC
M. BESNIER, <i>L'île tibérine dans l'antiquité</i> , Paris, 1902.....	XCI
M. BESNIER, <i>Lexique de géographie ancienne</i> , Paris, 1914.....	XCII
M. BESNIER, <i>De Regione Paelignorum</i> , Paris, 1902.....	XCIII
E. BIANCHETTI, <i>I sepolcreti d'Ornavasso, scoperti e descritti</i> , dans XXXVI, 1895.....	XCIV
A. BOUCHÉ-LECLERCQ, <i>Histoire des Lagides</i> , Paris, 1903-1907.....	XCV
A. BOUCHÉ-LECLERCQ, <i>Histoire des Séleucides (323-64 av. J.-C.)</i> , Paris, 1913.....	XCVI
D. BRINTON, <i>The ethnological affinities of the ancient Etruscan</i> , Philadelphie, 1889.....	XCVII
E. BRIZIO, <i>Epoca preistorica</i> , dans <i>Storia politica d'Italia scritta da una società di professori</i> , Milan, 1898, fasc. 35-36.....	XCVIII
C. D. BUCK, <i>A grammar of oscan and umbrian</i> , Boston, 1904.....	XCIX
C. D. BUCK, <i>Elementarbuch der oskisch-umbrischen Dialekte</i> , trad. E. Prokosch, Heidelberg, 1905.....	C
Fr. BUCHELER, <i>Populi Iguvini lustratio</i> , Bonn, 1876.....	CI
S. BUGGE, <i>Etruskisch und armenisch sprachvergleichende Forschungen</i> , Erste Reihe, Christiania, 1890.....	CII
S. BUGGE, <i>Das Verhältniss der Etrusker zu den Indogermanen und die vorgeschichtliche Bevölkerung kl. Asiens und Griechenlands</i> , Strasbourg, 1909.....	CIII
R. CAGNAT, <i>Le portorium chez les Romains</i> , Paris, 1880.....	CIV
R. CAGNAT, <i>Etude historique sur les impôts indirects chez les Romains jusqu'aux invasions des barbares</i> , Paris, 1882.....	CV
R. CAGNAT et V. CHAPOT, <i>Manuel d'archéologie romaine</i> , Paris, 1917-1920.....	CVI

- J. CARCOPINO, *La loi d'Hiéron et les Romains*, Paris, 1919..... CVII
 J. CARCOPINO, *Virgile et les origines d'Ostie*, Paris, 1919..... CVIII
 G. CARDINALI, *Sulla condizione tributaria della Grecia dopo la conquista romana*, dans *Studi storici per l'antichità classica*, 1910, 3..... CIX
 A. CARNOY, *Les Indo-Européens. Préhistoire des langues, des mœurs et des croyances de l'Europe*, Bruxelles, 1921..... CX
 B. CARRA DE VAUX, *La langue étrusque, sa place parmi les langues, étude de quelques textes*, Paris, 1911..... CXI
 A. CERVESATO, *Latina Tellus, la campagna romana*, 2^e édit., Rome, 1922..... CXII
 W. CHRIST, *Geschichte der griechischen Litteratur bis auf die Zeit Justinians*, 4^e édit., Munich, 1905..... CXIII
 G. COLIN, *Rome et la Grèce de 200 à 146 av. J.-C.*, Paris, 1905..... CXIV
 L.-A. CONSTANS, *Esquisse d'une histoire de la Basse-Provence dans l'antiquité*, Marseille, 1923..... CXV
 A. S. CONWAY, *The italic dialects*, Cambridge, 1897..... CXVI
 W. CORSSEN, *Ueber die Sprache der Etrusker*, Leipzig, 1874-1875.. CXV
 W. CORSSEN, *Ueber Aussprache, Vocalismus und Betonung der lateinischen Sprache*, Leipzig, 2^e édit., 1868-1870..... CXVI I
 A. et M. CROISSET, *Histoire de la littérature grecque*, 3^e édit., Paris, 1910-1914..... CXIX
 J. DECHELETT, *Manuel d'archéologie préhistorique celtique et gallo-romaine*, Paris, 1908-1914..... CXXI
 W. DEECKE, *Corssen und die Sprache der Etrusker* Stuttgart, 1875..... CXX
 W. DEECKE, dans *Etruskische Forschungen*, V, 1882, préface..... CXXII
 R. DELBRUCK, *Der Apollontempel auf dem Marsfeld in Rom*, Rome, 1903..... CXXIII
 H. DELBRUCK, *Geschichte der Kriegskunst im Rahmen der politischen Geschichte*, I, *das Altertum*, 2^e édit., Berlin, 1908..... CXXIV
 G. DENNIS, *The Cities and Cimiteries of Etruria*, 3^e édit., Londres, 1883..... CXXV
 G. DOTTIN, *Les anciens peuples de l'Europe. Par*, 1916..... CXXVI
 G. DOTTIN, *Manuel pour servir à l'histoire de l'antiquité celtique*, Paris, 1906..... CXXVII
 P. DUCATI, *Le pietre funerarie felsinee, dans LXIII, XX, 1911, pp. 357-727..... CXXVIII*
 J. FALCHI, *Vetulonia e la sua necropoli etichissima*, Florence, 1891..... CXXIX
 G. FERRERO, *Grandeur et décadence de Rome*, Paris, 1904 sq..... CXXX
 T. FRANK, *Roman imperialism*, New-York, 1914..... CXXXI
 T. FRANK, *An economic history of Rome to the end of the Republic*, Baltimore, 1920..... CXXXII
 E.-A. FREEMAN, *Geschichte Siciliens* (édition allemande de B. Lupus, Leipzig, 1895-1901)..... CXXXIII
 FUSTEL DE COULANGES, *Polybe ou la Grèce conquise par les Romains*, Amiens, 1858..... CXXXIV
 E. GABRICI, *Cuma*, dans *LXIII, XXII, 1913-1914, pp. 5-871..... CXXXV*
 W. GARDTHAUSEN, *Mastarna oder Servius Tullius*, Leipzig, 1882... CXXXVI

- G. GHIRARDINI, *La stitula italica primitiva studiata specialmente in Este*, dans **LXIII**, II, 1893, 161-252 ; VII, 1897, 5-200 ; X, 1901, 5-222 **CXXXVII**
- O. GILBERT, *Geschichte und Topographie der Stadt Rom im Altertum*, Leipzig, 1883-1890..... **CXXXVIII**
- G. GLOTZ, *La civilisation égéenne*, dans l'Evolution de l'Humanité, IX, Paris, 1923..... **CXXXIX**
- A. GRENIER, *Bologne villanovienne et étrusque*, Paris, 1912..... **CXL**
- A. GRENIER, *Les Gaulois*, Paris, 1923..... **CXLI**
- A. GRENIER, *Fouilles nouvelles à Bologne*, dans **LXX**, 1914¹, 321-331. **CXLII**
- M. HAMMARSTRÖM, *Beiträge zur Geschichte des etruskischen, lateinischen und griechischen Alphabets*, Acta Societatis scientiarum Fennicae, XLIX, n° 2, Helsingfors, 1920..... **CXLIII**
- J. HATZFELD, *Les trafiquants italiens dans l'Orient hellénique*, Paris, 1919..... **CXLIV**
- W. HELBIG, *Führer durch die öffentlichen Sammlungen klassischen Altertümer in Rom*, 3^e édit., Leipzig, 1912-1913..... **CXLV**
- W. HELBIG, *Das homerische Epos*, 2^e édit., Leipzig, 1887..... **CXLVI**
- W. HELBIG, *Die Italiker in der Po Ebene*, Leipzig, 1879..... **CXLVII**
- R. HEISTERBERGK, *Ueber den Namen Italien*, Fribourg, 1881..... **CXLVIII**
- E. HENNEBERT, *Histoire d'Hannibal*, Paris, 1870-1891..... **CXLIX**
- G. HERBIG, *Die etruskische Leinwandrolle des Agramer national Museums*, dans **XXVIII**, XXV, 4, 1911..... **CL**
- G. HERBIG, *Kleinasiatisch-etruskischen Namensgleichungen*, Munich, 1914..... **CLI**
- H. HIRT, *Die Indogermanen. Ihre Verbreitung, ihre Urheimat, und ihre Kultur*, Strasbourg, 1905-1907..... **CLII**
- M. HOLLEAUX, *Rome, la Grèce et les monarchies hellénistiques au III^e siècle av. J.-C. (273-205)*, Paris, 1921..... **CLIII**
- Ad. HOLM, *Geschichte Siciliens im Altertum*, Leipzig, 1870-1898... **CLIV**
- L. HOLZAPFEL, *Römische Chronologie*, Leipzig, 1885..... **CLV**
- L. HOMO, *Problèmes sociaux de jadis et d'aujourd'hui*, Paris, 1922..... **CLVI**
- L. HOMO, *Flamininus et la politique romaine en Grèce*, dans **LXXIII**, 1916¹, 241-279 ; 1916², 1-32..... **CLVII**
- Chr. HUELSEN, *Das Forum romanum, seine Geschichte und seine Denkmäler*, 2^e édit., Rome, 1905, et Supplément (*Die Neuesten Ausgraben auf dem Forum romanum*), Rome, 1910..... **CLVIII**
- A. JARDÉ, *La Formation du peuple grec*, dans l'Evolution de l'Humanité, X, Paris, 1923..... **CLIX**
- H. JORDAN, *Topographie der Stadt Rom im Altertum*, Berlin, 1871-1907..... **CLX**
- C. JULIAN, *De la Gaule à la France*, Paris, 1922..... **CLXI**
- U. KAHRSTEDT, *Die Annalistik von Livius B. XXXI-XL. Vorschläge und Versuche*, Berlin, 1913..... **CLXII**
- A. KANNENGIESSER, *Ist das Etruskische eine hettitische Sprache?* Gelsenkirchen, 1908..... **CLXIII**
- A. KLOTZ, *Zu den Quellen der vierten und fünften Dekade des Livius*, dans **XLVII**, 1915, 481-536..... **CLXIV**
- E. KORNEIMANN, *Die neue Livius Epitome aus Oxyrhynchos*, dans **LVI**, Beiheft II, Berlin, 1904..... **CLXV**

- J. KRALL, *Die etruskischen Mumienbinden des Agramer national Museums*, dans **XLV**, **XLI**, 3, 1892..... **CLXVI**
CLXVII
J. KROMAYER, *Antike Schlachtfelder*, Berlin, 1903-1912.....
R. LANCIANI, *The ruins and excavations of ancient Rome*, Londres, 1897..... **CLXVIII**
CLXIX
R. LANCIANI, *Storia degli scavi di Roma*, Rome, 1902 sq.....
E. LATTES, *Saggi e appunti intorno alla iscrizione etrusca della Mummia*, Milan, 1894..... **CLXX**
CLXXI
K. LEHMANN, *Die Angriffe der drei Barkiden auf Italien*, Leipzig, 1905.....
CLXXII
J. MARTHA, *L'Art étrusque*, Paris, 1889.....
CLXXIII
J. MARTHA, *La langue étrusque*, Paris, 1913.....
CLXXIV
H. MATZAT, *Römische Chronologie*, Berlin, 1883-1884.....
M. MAYER, *Apulien vor und während der Hellenisierung*, Leipzig, 1914..... **CLXXV**
CLXXVI
A. MEILLET, *Les dialectes indo-européens*, Paris, 1908.....
A. MEILLET, *Introduction à l'étude comparative des langues indo-européennes*, 5^e édit., Paris, 1922..... **CLXXVII**
CLXXVIII
Mélanges Cagnat, Paris, 1912.....
O. MEITZER, *Geschichte der Karthager*, Berlin, 1879-1913..... **CLXXIX**
A. MERLIN, *L'Aventin dans l'antiquité*, Paris, 1906..... **CLXXX**
A. MINTO, *Marsigliana d'Albegna; le scoperte archeologiche*, Florence, 1921..... **CLXXXI**
A. MINTO, *Populonia, la necropoli arcaica* (Publicazioni del R. Istituto di Studi superiori in Firenze, sezione di filologia e filosofia, N. S., IV, Florence, 1922..... **CLXXXII**
Th. MOMMSEN, *Die römische Chronologie bis auf Caesar*, 2^e édit., Berlin, 1859..... **CLXXXIII**
Th. MOMMSEN, *Histoire de la monnaie romaine*, traduction de Blacas, Saint-Brieuc, 1865-1875..... **CLXXXIV**
Th. MOMMSEN, *Römische Forschungen*, Berlin, 1864-1879..... **CLXXXV**
Th. MOMMSEN, *Die unteritalischen Dialekte*, Leipzig, 1850..... **CLXXXVI**
O. MONTELIUS, *Die Vorklassische Chronologie Italiens*, Stockholm, 1912..... **CLXXXVII**
O. MONTELIUS, *The Tyrrhenians in Greece and Italy, preclassical chronology in Greece and Italy*, dans **LII**, 1897, 254-271..... **CLXXXVIII**
A. MOSSO, *Villaggi preistorici di Caldare e Cannatello, presso Girgenti*, dans **LXIII**, **XVIII**, 1907, 573-690..... **CLXXXIX**
CXC
O. MULLER, *Die Etrusker*, 2^e édit. (W. Deecke), Stuttgart, 1877...
S. MULLER, *L'Europe préhistorique*, traduction Emm. Philipot, Paris, 1907..... **CXCI**
CXCII
K. MULLENHOFF, *Deutsche Altertumskunde*, Berlin, 1870-1900.....
CXCIII
K. J. NEUMANN, *Römische Klientelstaaten*, dans **XLVIII**, 1916, sq...
CXCIV
C. NEUMANN, *Das Zeitalter der punischen Kriege*, Breslau, 1883...
G. NICCOLINI, *La Grecia provincia*, dans *Studi storici per l'antichità classica*, 1910, 3, 423-444..... **CXCV**
H. NISSEN, *Untersuchungen über die Quellen der 4ten und 5ten Dekade des Livius*, Berlin, 1863..... **CXCVI**
H. NISSEN, *Pompeianische Studien zur Städtekunde der Altertums*, Leipzig, 1877..... **CXCVII**

- K. W. NITZCH, *Die römische Annalistik von ihren ersten Anfängen bis auf Valerius Antias*, Berlin, 1873..... **CXCVIII**
- E. PAIS, *Ancient legends of roman history*, New-York et Londres, 1906..... **CXCIX**
- E. PAIS, *Fasti triumphales populi romani*, Rome, 1920..... **CC**
- E. PAIS, *Imperialismo romano e politica italiana*, Bologne, 1920.... **CCI**
- E. PAIS, *Italia Antica*, Bologne, 1920..... **CCII**
- L. PASCHETTO, *Ostia colonia romana; storia e monumenti*, Rome, 1912..... **CCIII**
- G. PATRONI, *L'origine della domus e d'un frammento varroniano male inteso*, dans **LXIX**, V, 11, 1902, p. 467-507..... **CCIV**
- C. PAULI, dans *Altitalische Studien*, IV, 1885, préface..... **CCV**
- C. PAULI, *Eine vorgriechische Inschrift von Lemnos*, 2^e édit., Leipzig, 1894..... **CCVI**
- G. PELLEGRINI, *Tombe greche arcaiche e tomba greco sannitica a tholos della necropoli di Cuma*, dans **LXIII**, XIII, 1903, 200-294.. **CCVII**
- C. PETER, *Zur Kritik der Quellen der älteren römischen Geschichte*, Halle, 1879..... **CCVIII**
- A. PIGANIOL, *Essai sur les origines de Rome*, Paris, 1917..... **CCIX**
- L. PIGORINI, *Le abitazioni lacustri di Peschiera nel lago di Garda* (Atti della R. Accademia dei Lincei, Classe di Scienze morali, ser. III, vol. I, 295, sq., Rome, 1877)..... **CCX**
- L. PIGORINI, *Terramara dell' eta del bronzo situata in Castione de' Marchesi*, dans Atti della R. Accademia dei Lincei, Memorie della classe di scienze morali, ser. III, vol. VIII, Rome, 1883... **CCXI**
- L. PIGORINI, *La terramara Castellazzo di Fontanellato nella provincia di Parma*, dans **LXIII**, I, 1892, 121-154..... **CCXII**
- G. PINZA, *Monumenti primitivi di Roma e del Lazio antico*, dans **LXIII**, XV, 1905, 5-844..... **CCXIII**
- R. V. PLANTA, *Grammatik der oskisch-umbrischen Dialekte*, Strasbourg, 1892-1897..... **CCXIV**
- E. POTTIER, *Musée national du Louvre, Catalogue des vases antiques de terre cuite*, Paris, 1896-1906..... **CCXV**
- F. POULSEN, *Etruscan tomb paintings, their subjects and significance*, traduction anglaise Ing. Andersen, Oxford, 1922..... **CCXVI**
- W. RIDGEWAY, *The early age in Greece*, Cambridge, 1901..... **CCXVII**
- L. ROBIN, *La pensée grecque et les origines de l'esprit scientifique*, dans l'Évolution de l'Humanité, XIII, Paris, 1923..... **CCXVIII**
- A. ROSENBERG, *Einleitung und Quellenkunde zur römischen Geschichte*, Berlin, 1921..... **CCXIX**
- P. ROUSSEL, *Delos, colonie athénienne*, Paris, 1916..... **CCXX**
- R. C. SANDS, *The Client princes of the roman Empire under the Republic*, Cambridge, 1909..... **CCXX bis.**
- A. SCHULTEN, *Numantia. Eine topographisch-historische Untersuchung* dans **XXVII**, Neue Folge, VIII, 4, 1905..... **CCXX ter.**
- A. SCHULTEN, *Numantia. Die Ergebnisse der Ausgrabungen 1905-1912. I. Die Keltiberer und ihre Kriege mit Rom*, Munich, 1914..... **CCXXI**
- W. SCHULZE, *Zur Geschichte lateinischer Eigennamen*, dans **XXVII**, Neue Folge, V, 1904..... **CCXXII**

G. SERGI, <i>Origine e diffusione della stirpe mediterranea</i> , Rome, 1895.....	CCXXIII
W. SOLTAU, <i>Die Anfänge der römischen Geschichtschreibung</i> , Leipzig, 1909	CCXXIV
W. SOLTAU, <i>Römische Chronologie</i> , Fribourg-en-Brisgau, 1889....	CCXXV
E. TÄUBLER, <i>Imperium romanum. Studien zur Entwicklungsgeschichte des römischen Reichs. I. Die Staatsverträge und Vertragsverhältnisse</i> , Leipzig-Berlin, 1913.....	CCXXVI
H. THÉDENAT, <i>Le Forum romain</i> , 5 ^e édit., Paris, 1911.....	CCXXVII
W. THOMSEN, <i>Remarques sur la parenté de la langue étrusque</i> (Bulletin de l'Académie des sciences et lettres de Danemark, 1899, 4, 373-398, Copenhagen).....	CCXXVIII
A. TORP, <i>Etruskische Beiträge</i> , Leipzig, 1902-1903.....	CCXXIX
A. TORP, <i>Die Vorgriechische Inschrift auf Lemnos</i> , Christiania, 1906.....	CCXXX
D. VAGLIERI, <i>Ostia; cenni storici e guida</i> , Rome, 1914.....	CCXXXI
N. DES VERGERS, <i>L'Etrurie et les Etrusques</i> , Paris, 1862-1864....	CCXXXII
AL. WALDE, <i>Ueber älteste sprachliche Beziehungen zwischen Kelten und Italikern</i> , Innsbruck, 1917.....	CCXXXIII
FR. WEEGE, <i>Etruskische Malerei</i> , Halle, 1921.....	CCXXXIV
G. WILLEMS <i>Le Sénat de la République romaine</i> , Louvain, 1878-1883.....	CCXXXV
G. WISSOWA, <i>Religion und Kultus der Römer</i> , 2 ^e édit., Munich, 1912.....	CCXXXVI
G. WISSOWA, <i>Septimontium und Subura</i> , dans <i>Satura Viadrina</i> , Bratislava, 1896, 1-19 (Cf. <i>Gesammelte Abhandlungen zur römischen Religion und Stadtgeschichte</i> , Munich, 1904).....	CCXXXVII

V. — CARTES ET PLANS

<i>Carta dei dintorni di Roma secondo le osservazioni di W. GELL et A. NIBBY, et analisi storico-topografico antiquaria della carta dei dintorni di Roma</i> , 2 ^e édit., Rome, 1849.....	CCXXXVIII
<i>Carta geologica di Roma pubblicata dal R. ufficio geologico su rilevamento del tenente generale A. VERRI</i> , Novare, 1915.....	CCXXXIX
R. LANCIANI, <i>Forma Urbis Romae</i> , Milan, 1893-1901.....	CCXL
<i>Rilievo planimetrico e altimetrico del Palatino, eseguito dagli allievi della Scuola d'applicazione per gli ingegneri</i> (dans LXV, 1904, 43-46), Rome, 1903.....	CCXLI

INDEX

- ABORIGÈNES**, 52.
Accessiones, 392.
ACHÉENNE (Ligue), 358, 364, 367, 369, 404.
ADRIA, 121.
Afrique, 370, 380 sq., 413.
 Voir Carthage.
AGATHOCLE 241, 304, 324.
Ager publicus, 392.
ALALIA, 250.
ALBA, 35.
ALBE, 91, 93, 115-6.
ALPES, 294.
 Alphabet, 14, 47-8, 82, 119.
AMBIGAT, 200.
ANDRISCOS, 368.
Annales, 24.
Annales Maximi, 12.
Annales Pontificales, 17.
 Annexion, 386, 395, 403, 416.
ANTEMNAE, 113.
ANTICLIDE, 68.
ANTIOCHOS de Syracuse, 9, 56, 78, 157, 291, 305.
ANTIOCHUS III, 359 sq.
ANTIOCHUS IV ÉPIPHANE, 365, 399, 403.
ANTISTIUS LABEO, 106.
ANZIANI (J.), 48.
- APPIEN**, 5, 68, 83, 121, 157, 185, 242, 249, 291, 316, 318, 321, 377-8, 388.
APPIUS CLAUDIUS, 230, 321.
ARDEA, 97.
ARICIA, 92, 165, 177.
 Aristocratie, 349.
ARISTODÈME, 150, 186.
ARISTOTE, 9, 21, 51, 55, 127.
ARISTOXÈNE de Tarrente, 10.
ARRETIVM, 76.
 Art, 29, 37, 47.
Arcales, 11.
AULU-GELLE, 260, 268, 317, 365.
AURUNQUES, 53, 127, 223, 226.
AVENTIN, 94, sq., 114-115.
- BACHERLER** (M.), 54, 119.
BARBAGALLO (C.), 7.
BEAUFORT, 6, 30.
BELOCH (J.), 68.
BÉNÉVENT, 256.
BIANCHETTI (E.), 206.
BOCHART (S.), 6.
BOIENS, 370-1.
BOLOGNE, 128, 130.
BONI (G.), 93, 99.
BORMANN (E.), 76.
- BRÉAL** (M.), 48, 73.
BRIZIO (E.), 28, 61, 132.
 Bronze (âge du), 31, 39, 43.
BRUTTIENS, 53, 167, 224.
BÜTTNER-WOBST, (TH.), 398.
- CAELIUS**, 99, sq., 107.
CAERE, 75, 119, 123, 179, 210, 262.
 Calendrier, 11.
CALLIAS, 10, 21.
CALLICRATE, 401.
CAMILLE, 210, 281.
CAMPANIE, *passim*; 214 sq.; 227-8, 406.
CANNES, 346.
CAPITOLE, 163, 203.
CAPOUE, 215-7, 228, 283, 399-50.
CARDINALI (G.), 368.
CARINAE, 103.
Carmina, 11.
CARTER (J.B.), 107, 111, 311.
Carthage, 124-5, 223, 248 sq., 295, 306, 310 sq., 321 sq., 343 sq., 374, 360-4, 397.
CARY (M.), 253.
CATON, 7, 57, 80, 82, 121-7, 137, 165, 365, 383, 410.
CAUDIVM, 228, 233.

- CELTIBÈRES*, 374 sq.
CENSORINUS, 70.
Céramique, 36, 39.
CÉRITES. Voir *Caere*.
CÉSAR, 88, 418.
CHAPOT (V.), 288, 373.
CHIERICI (G.), 28, 31.
CHYPRE, 37, 50.
CICÉRON, 15, 18, 22, 68, 83, 96, 121, 176, 249, 261-2, 267, 272, 285, 393.
CINCIUS ALIMENTUS, 24, 177.
Cisalpine (Gaule), 294, 335 sq., 355, 370, 416.
CISPIUS, 99, sq., 106.
Cité, 141, 272-3, 286-8, 393.
CLAUDIUS, 16.
CLOACA MAXIMA, 146, 148.
CLUSIUM, 75.
COLINI (G.-A.), 28, 31.
COLLATIA, 97.
Colonie, 267, 270.
Commercium, 262, 266, 271, 273, 287, 411.
Connubium, 262, 266, 271, 273, 411.
CONSTANS (L.-A.), 107.
CORINTHE, 369.
CORNELIUS NEPOS, 128, 321, 353.
CORSE, 125-7, 197, 292, 334, 355, 370-1, 385, 391, 394, 416.
CORSSEN (W.), 142.
CORTONE, 75.
COUSIN (G.), 73.
CREMONA, 371, 373.
CRÈTE, 37, 50.
Cuivre, 37, 43.
CUMES, 14, 47-8, 79, 123, 186, 188, 191, 194, 240, 250.
CUNY (A.), 68, 72-4.
CURIUS DENTATUS, 231, 256.
CYNOSCÉPHALES, 357.
DALMATES, 372.
DAMASTES de Sigée, 9, 20.
DÉCHELETTE (J.), 43.
Decumanæ civitates, 391-2.
Deditio, 391.
DEECKE (W.), 72.
DEGERING (H.), 93.
DÉLOS, 406.
DÉMÉTRIUS, 341.
Démocratie, 349.
DENYS D'HALICAR-NASSE, 5, 8, 24, 51, 55, 56, 67-8, 75-6, 83, 115, 122, 146, 149, 150, 157, 170-2, 176, 192, 239-40, 261, 267, 281.
DETLEFSEN (E.), 89.
DIODORE DE SICILE, 5, 8, 167, 185, 187-8, 192, 195, 203, 214, 218, 221, 230, 233, 239, 244, 252, 276, 321, 343, 369.
DION CASSIUS, 5, 157, 185, 214, 239, 321, 324, 340, 343, 353, 365.
Dolichocéphales, 57.
Dominium, 391.
Douane, 283, 392.
Douze Tables, 13, 15, 165.
Droit. Voir *Jus* ; *Douze Tables* ; *Cité*.
DUCATI (P.), 190.
DUENOS (Vase de), 14, 29, 104, 119.
DUHN (F. v.), 63.
DURIS, 10.
DURRBACH (F.), 73.
ÉGÉENS, 62.
ÉGYPTE, 365, 367.
Énéolithique, 38.
ENNIUS, 15, 20, 21, 249.
ÉPHORE, 9, 199.
ÈQUES, 168, 171, 232.
ESQUILIN, 93, 98 sq., 110, 117.
Espagne, 343, 352, 355, 370, 374 sq., 393-4.
ÉTOLIENS, 361-2, 365, 399.
Étrusques, 29, 31, 46, 48, 52, 54, 67, 102, 119, 121 sq., 158, 179-81, 185 sq., 210, 215, 227, 229, 250-1.
EUSÈBE, 77.
EUTROPE, 5, 83, 214, 239, 276, 321, 353.
FABIUS PICTOR, 8, 24, 276.
FAGUTAL, 98, sq.
FALISQUES, 53.
Fédération, 386.
FELSINA, 190, 202.
Fer (Age du), 31, 43, 45, 64.
FERRERO (G.), 7.
FESTUS, 83, 99, 105, 111, 165, 260, 270, 321, 371.
FLAMININUS, 356.
FLORUS, 5, 51, 83, 157, 174, 185, 193, 321, 353.
Fœdus, 240, 271-2, 275, 287, 379.
FORUM, 142.
FRANK (T.), 88, 117, 138, 149, 311.
FRÉRET (N.), 68.
FRONTIN, 214, 233, 321.
FUSTEL DE COU-LANGES, 369.
GABIES, 263.
GABRICI (E.), 48, 78.
Gaulois, 16, 52, 80, 163, 189, 199 sq., 209-11, 227, 238, 284, 294, 335 sq., 370.
GAUTHIOT (R.), 73.
GELL (W.), 83.
GELLIUS (CN.), 24.
GELZER (M.), 83, 176, 252.
GERMAL, 94-103, 106.

- GHIRARDINI (G.), 28, 44, 66.
 GIGLIOLI (G.-G.), 147.
 Gouverneurs, 388-90.
 GRAFFUNDER (P.), 83, 94, 105, 112, 121, 142, 149, 208.
 Grèce (Grande-), 55, 78-9, 80, 118, 161, 195 sq., 229, 256-9, 386.
 Grecs, 9, 33, 47, 53, 55, 78-80, 118, 124, 186, 193 sq., 229, 243, 355 sq., 395, 401, 404.
 GRENIER (A.), 43, 48, 63, 83, 89, 96, 100.
 GUIDI (I.), 96, 142.
 HAMILCAR, 325-330.
 HANNIBAL, 238, 246, 274, 284, 340, 343 sq., 360, 381.
 HARTMANN (L.), 176.
 HATZFELD (J.), 406-7.
 HÉCATÉE, 9, 51.
 HELBIG (W.), 47, 68, 70.
 HELLANICOS, 9, 20, 75.
 HÉRACLIDE DE PONT, 240.
 HERBIG (G.), 72.
 HERNIQUES, 178, 207, 211, 224, 229, 263, 272.
 HÉRODOTE, 9, 51, 55, 65, 67-9, 74, 126, 167, 195, 199.
 HÉSIODE, 8.
 HIPPIYS DE RHÉGIUM, 90.
 HOMO (L.), 355, 403.
 HORACE, 68.
 IAPYGES, 51, 54, 65, 80, 158, 167, 195, 241.
 ILLYRIE, 65, 340 sq., 364, 385, 395, 410, 416.
 Impérialisme, 310, sq., 419.
Imperium, 389.
 Impôt, 279 sq.
 Incinération, 44, 62, 85.
 INSUBRES, 371-2.
 ISTRIE, 370.
 ITALIE, 54, 159.
 ITALIOTES, 54, 61, 80, 86.
 JOULIN (L.), 31, 47, 200, 202, 205.
 JULLIAN (C.), 52, 58-61, 90, 134.
Jure dicundo (Préfets), 388.
Jus, jura, 262, 265-6, 271, 279.
 JUSTIN, 5, 185, 201, 204, 321, 340, 343, 353, 379.
 KAHRSTEDT (U.), 47, 48, 51, 80, 92.
 KANNENGIESSER (A.), 69, 72.
 KARO (G.), 47, 70, 72.
 KEIL (H.), 137.
 KLOTZ (A.), 355, 370, 374.
 KORNEMANN (E.), 87, 105, 141.
 KÖRTE (G.), 32, 46, 68, 70, 139.
 KRALL (J.), 72.
 LAGIDES, 367.
 LANCIANI (R.), 93.
 Latins, 53, 62, 158.
 LATIUM, 83, 214-22.
 LATTES (E.), 72-3.
 LAVINIUM, 90, 92.
 LEHMANN - HAUPT (C.-F.), 68.
 LEMNOS, 69, 73-4.
 LENORMANT (P.), 48.
 LENSCHAU (TH.), 72.
 LIBYE, 397.
 LIGINIUS MACER, 24.
 LIGURES, 54, 56, 62, 82, 86, 122, 128, 130, 158, 205, 336, 371, 373.
 Linguistique, 54, 57, 62, 71, 159, 223.
 LITTMANN (H.), 72.
 LIVIUS ANDRONICUS, 20.
 LUCANIENS, 53, 167, 224, 230, 406.
 LUCRÈCE, 149.
 LUSITANIENS, 375.
 LYDUS, 106.
 LYKOS, 10.
 Macédoine, 355 sq., 367, 385, 397, 404, 410.
 MAGNÉSIE, 362.
 MARCELLUS, 377.
 MARIANI (L.), 83, 97, 100, 119.
 MARSEILLE, 250, 379, 397.
 MASSINISSA, 381.
 MASTARNA, 139.
 MEILLET (A.), 72.
 Mer (Peuples de la), 69.
 MESK (J.), 21.
 MESSAPIENS, 53, 195, 259.
 MÉTELLUS, 369.
 Migrations, 49, 62.
 MILAN, 200, 294, 338.
 MILON, 256.
 MINTO (A.), 32.
 MOMMSEN (TH.), 6, 253.
 MONTELIUS (O.), 31, 43, 70, 77, 95.
 Morts, 44, 62, 85.
 MOSSO (A.), 31, 43.
Mundus, 107, 133.
Municeps, 260.
Municipium, 260, 262.
 MUNZER (F.), 139.
 MYRES (J.-L.), 52.
 NABIS, 357.
 NACHMANSON (E.), 73.
 NAPLES, 229, 240, 272.
 Nécropoles, 42, 56, 85, 99, 124, 151, 190-1, 206.
Negotiator, 407.

- NEUMANN (K.-J.), 112, 230, 281, 385.
 NIEBUHR, 6, 13, 68.
 NIESE (B.), 54.
 NISSEN (E.), 252.
 NUMANCE, 377.
- Occident**, 354-5, 362, 370 sq., 417-8.
OLDFATHER (W.-A.), 79.
OMBRIENS, 50, 52, 62-65, 75, 122, 128, 158, 227, 229.
OPPIUS, 99 sq., 106.
Orient, 47, 50, 68-9, 79, 354-5, 362, 418.
OROSE, 5, 83, 121, 185, 193, 214, 239, 252, 276, 285, 321.
ORSI (P.), 28, 78-9.
ORSI (Périodes d'), 36, 39.
OSQUES, 53.
OSSO (I. DALL'), 86, 93, 102, 135, 141.
OSTIE, 112-117, 261, 268, 388.
OVIDE, 68.
- PAIS** (E.), 6, 88.
 Palafittes, 39, 61.
PALATIN, 93, 106-9, 140, 163.
PALATUAL, 98 sq., 106.
 Palethnologie, 28, 31 sq.
 Paléolithique, 33.
PALMARINI (I.-M.), 102, 135, 151.
Papirianum (Jus), 21.
PATRONI (G.), 133.
PAUL ÉMILE, 364, 372, 410-1.
PAULI (C.), 72.
PAUSANIAS, 353, 369, 414.
PEET (T.-E.), 31, 50, 61, 63, 85-6.
PÉLASGES, 52, 69.
PÉLIGNIENS, 67.
- PELLEGRINI** (G.), 78.
PERGAME, 366, 402, 404.
PERIZONIUS, 6.
PÉROUSE, 75.
PERSÉE, 405, 410.
PETER (H.), 8.
PETERSEN (E.), 21, 139.
PHÉNICIE, 47-8, 51, 125.
PHILIPP (H.), 54, 150.
PHILIPPE V, 355, 400.
PHILISTE, 9.
PHILOPÉMEN, 400.
PHOCÉENS, 250-2.
 Pierre (Age de la), 31 sq.
PIGANIOL (A.), 252.
PIGORINI (L.), 28, 31, 49, 61, 63, 86, 94.
PINZA (G.), 83, 85, 88-9, 103.
PLATTNER (S.-B.), 107.
PLINE, 51, 62, 68, 75, 89, 100, 109, 128, 137, 140, 146, 185, 189, 239, 276, 316.
PLUTARQUE, 5, 16, 68, 121, 140, 157, 170, 185, 239-40, 249, 316, 353.
POLYBE, 12, 51, 121, 123, 185, 203, 206, 211-2, 214, 233, 239, 251-2, 254, 260, 276-7, 291, 299, 300, 304, 310, 313, 315, 324-7, 330 sq., 340, 367, 369-70, 377, 382, 385, 397-8, 400-3, 406.
PORSENNA, 140, 150.
Portoria, 283, 392.
Praefectura, 260.
 Préhistoire, 43.
PRÉNESTE, 207, 220, 272.
PRÉNESTE (Fibule de), 14, 29, 119.
PRISCIEN, 137, 165.
 Protectorat, 385-6, 395, 414.
- Protohistoire, 43.
 Province, 390 sq., 412-3.
 Puniques (Guerres), 30, 289, 307.
PYDNA, 364, 368.
PYRRHUS, 238, 243 sq., 274, 295, 345-6.
- Quaestores classici*, 388.
QUAGLIATI (G.), 31.
QUERQUETU (A) L, 99 sq., 107.
QUIRINAL, 99-104, 142.
- REGULUS**, 30, 324, 351.
 Religion, 11.
RICHTER (O.), 97.
RIDOLA (D.), 31.
ROMA QUADRATA, 98.
Rome, 28 (fouilles); 93 sq. (origines); 140; 142; 203 (prise de); 221 (capit. du Latium).
ROMULUS, 24, 106.
ROSENBERG (A.), 83, 89-91, 157, 165, 176-7, 182, 214, 221.
- SABELLIQUES**, 54, 62-3, 158, 161, 166 sq., 218, 223, 225, 229, 241, 243.
SABINS, 87, 100, 102, 147, 152, 167-8, 170, 232.
SABINES, 24.
Saliens, 11.
SAMNITES, 53, 87, 194, 215, 219, 233 sq.
SANCTIS (G. de), 7, 91, 139.
SARDAIGNE, 126, 292, 332, 355, 370-1, 385, 391, 394, 416.
SCHJOTT (P.), 68.
SCHMIDT (K.-Fr.), 121, 130.
SCHMIDT (O.-E.), 7.
SCHUCHARDT (C.), 133.
SCHULTEN (A.), 378.
SCHULZE (M.), 130.

- SCHUR (W.), 20.
 SCHWERING (W.), 54, 119.
 SCIPIONS, 311, 351, 384.
 SCYLAX (Pseudo-), 9, 51, 157, 185, 190.
 SCYMNOS (Pseudo-), 9.
 SÉLEUCIDES, 359 sq.
 SEMPRONIUS GRACCHUS, 376.
 SENTINUM, 235-7.
 Septimontiale (Ligue), 105, 141, 164.
 SERVIUS, 70, 75, 80, 83, 106, 253.
 SERVIUS TULLIUS, 23, 138-9, 146, 148, 208.
 SICANES, 8, 174.
 SICILE, 8, 37, 39, 50, 64, 254, 292, 296, 321, 330, 385-6, 391, 394, 416.
 SICULES, 56, 194.
 SIEGWART (G.), 20.
 SIKÈLES, 8.
 SILIUS ITALICUS, 75.
Socii, 276, 287, 323.
 SOLON, 23.
 SOLTAU (W.), 176.
 SPURIUS CASSIUS, 23, 176.
 SPURIUS MAELIUS, 23.
 STÉSICHORE, 8.
 STRABON, 51, 55, 57, 67-8, 77, 83, 121, 123, 157, 185, 187-8, 372, 205, 244, 293, 316.
 SUCUSA, 106.
Suffragium, 262, 265-6, 269, 275, 279, 287.
 SYBARIS, 79, 196.
 SYRACUSE, 78, 196, 241, 250-1, 304, 397.
 SYRIE, 361, 366.
 TACITE, 68, 83, 107, 140, 314.
 TARCHU, 139.
 TARENTE, 196-9, 229, 243-4, 255-9, 345.
 TARQUIN, 138-9, 280.
 TARQUINIÉS, 75, 119, 123, 192, 210.
 TÄUBLER (E.), 253.
 TÉLAMON (Cap), 338.
 Terramares, 39, 61.
 THÉOPOMPE, 9.
 THUCYDIDE, 77-8.
 TIBRE, 95-7, 102, 114, 127, 140, 146.
 TIBUR, 207-8, 211, 220.
 TIMÉE, 10, 68.
 TIMOLÉON, 241.
 TITE-LIVE, 5, 18, 17, 22, 25, 67-8, 83, 96, 115, 121-2, 150, 170, 188, 192, 194, 208, 212, 216, 218, 221-2, 238, 249, 252, 260-1, 269, 276, 285, 291, 309, 321, 340, 343, 349, 365, 367, 371-2, 382, 385, 388, 397-8, 411-2.
 TITUS TATIUS, 106.
 TRASIMÈNE, 346.
Tribus, 266-7.
Tributum, 279, 282.
 TROGUE-POMPÉE, 5, 204.
 TROPEA (G.), 54.
 TYRSÈNES, 67, 69, 121.
Urbs, 141.
 VAGLIERI (D.), 94.
 VALERIUS ANTIAS, 24.
 VALÈRE MAXIME, 157, 193, 214, 230, 285, 340.
 VARRON, 23, 70, 83, 89, 100, 121, 141, 207, 285.
Vectigal, 283, 392.
 VEIES, 119, 147, 172-5, 180, 189, 203.
 VELABRE, 98, 108.
 VELIA, 126.
 VELLEIUS PATERCULUS, 121, 185, 260, 269.
 VÉNÈTES, 45, 52, 65-67, 130, 158, 203, 277, 371.
 VERRI (A.), 83-4.
 VETULONIA, 75, 123-4.
 VIBRATA, 35.
 VICUS TUSCUS, 144.
 VILLANOVA (Civilis de), 44, 64, 75, 86, 134.
 VIMINAL, 99 sq., 142.
 VIRGILE, 68, 191, 314.
 VIRIATHE, 378.
 VITALI, 54.
 VITELIU, 55, 159.
 Voies, 288.
 VOIE SACRÉE, 93, 89 sq., 117.
 VOLSQUES, 67, 147, 169, 171, 210, 215, 218, 220.
 VULCI, 75.
 ZONARAS, 5, 83, 121, 157, 185, 193, 214, 239, 285, 318, 321, 340.

TABLE DES CARTES ET PLANS

La Terramare de Castellazzo di Fontanellato	41
L'Italie préromaine au milieu du VII ^e siècle av. J.-C.	81
Le Latium primitif	91
La formation historique de la ville de Rome	101
L'Empire étrusque et la Grande-Grèce (VII ^e -V ^e siècles av. J.-C.)	129
Le synécisme romain. La ville aux quatre régions et l'enceinte dite de Servius Tullius	145
L'horizon politique et militaire romain au V ^e siècle av. J.-C.	171
La manœuvre de Sentinum (295 av. J.-C.)	234-235
L'Empire carthaginois à la veille de la première guerre punique (264 av. J.-C.)	328-329
La manœuvre de Télamon (225 av. J.-C.)	337
La manœuvre de Cannes (216 av. J.-C.)	347
L'Italie romaine en 146 av. J.-C.	387
L'État romain en 146 av. J.-C. Provinces et protectorats	408-409

TABLE DES MATIÈRES

Introduction. — Sources et négations.....	5
---	---

LIVRE I

Peuples et cités de l'Italie primitive.

CHAPITRE PREMIER. — Origines et invasions.....	31
I. Les premières civilisations, 31. — II. Les grands peuples envahisseurs, 51. — III. Les Étrusques, 67. — IV. Les Grecs, 77.	
CHAPITRE II. — Le Latium primitif et les débuts de Rome.....	83
I. Le Latium primitif, 83. — II. Les premiers villages romains, 93. — III. La ligue septimontiale, 105.	
CHAPITRE III. — L'Empire étrusque	121
I. L'expansion étrusque et le premier essai d'unité italienne, 121. — II. Les Étrusques dans le Latium, 135. — III. Rome étrusque, 138. — IV. La réaction latine et la chute de la domination étrusque, 149.	

LIVRE II

L'heure de Rome et la première unité italienne.

CHAPITRE PREMIER. — Le Moyen Age romain et la veillée des armes du v ^e siècle.....	157
I. Rome et l'unité italienne, 157. — II. La crise de l'État romain au v ^e siècle, 162. — III. La ruée montagnarde, 165. — IV. Les guerres de défense, 170. — V. La contre-offensive romaine, 179.	
CHAPITRE II. — Le recul de l'Étrurie, le déclin de l'hellénisme, les invasions gauloises.....	185
I. Le recul de l'Étrurie, 185. — II. Le déclin de l'hellénisme, 193. — III. Les invasions gauloises, 199. — IV. Le rétablissement de Rome, 207.	
CHAPITRE III. — Les guerres de l'indépendance italienne.....	214

I. L'intervention romaine en Campanie et l'unification du Latium, 214.	
— II. Rome et les Samnites, 223. — III. Les grandes coalitions, 229. —	
IV. La fin de la résistance, 235.	
CHAPITRE IV. — L'aventure de Pyrrhus et la conquête de la Grande-Grèce	239
I. Rome et l'Italie du Sud, 239. — II. Les campagnes de Pyrrhus, 243.	
— III. Rome, Pyrrhus et Carthage, 249. — IV. L'agonie de l'Italie préromaine, 256.	
CHAPITRE V. — L'organisation de l'Italie par Rome	260
I. Annexion et fédération, 260. — II. Le territoire annexé, 265. —	
III. Les pays fédérés, 270. — IV. Ce que Rome demande à l'Italie, 272. — V. Ce que Rome donne à l'Italie, 284.	

LIVRE III

La genèse de l'impérialisme romain.

CHAPITRE PREMIER. — De l'unité italienne au programme méditerranéen	291
I. Lendemain d'unité, 291. — II. La politique de défense et la guerre préventive, 301. — III. L'impérialisme militariste et l'impérialisme économique, 310. — IV. Les méthodes de l'impérialisme romain, 314.	
CHAPITRE II. — Rome et Carthage	321
I. La guerre pour la Sicile, 321. — II. Vers la plus grande Italie : Sardaigne, Cisalpine, Illyrie, 332. — III. La croisade d'Hannibal, 343.	
CHAPITRE III. — A la conquête du monde : Orient et Occident.	353
I. L'Orient : Macédoine, Séleucides, Égypte, Grèce, 353. — II. L'Occident : Cisalpine, Espagne, Gaule méridionale, Afrique, 370.	
CHAPITRE IV. — Politique d'annexion et politique de protectorat	385
I. Les premières provinces, 385. — II. Le régime du protectorat, 395. — III. Du protectorat à l'annexion, 403.	
CONCLUSION.	415
BIBLIOGRAPHIE	421
INDEX	432





PLANCHE 1. — La Louve du Capitole (Rome, *Mus. des Conservateurs*).
La Chimère d'Arezzo (Florence, *Mus. Archéologique*).



PLANCHE 2. — Apollon de Veies. Terre cuite; haut. : env. 1^m,90
(Rome, Musée du Pape Jules).

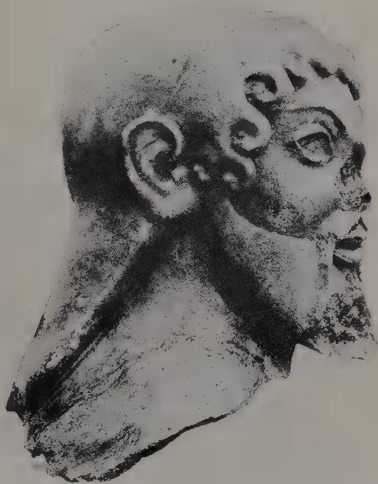
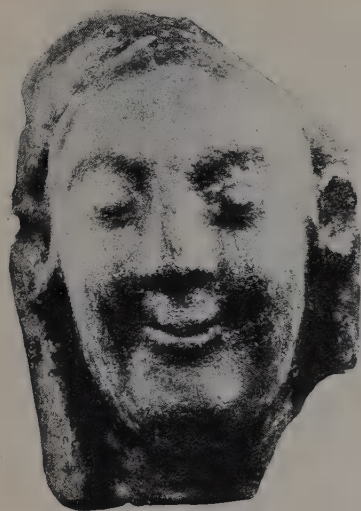


PLANCHE 3. — Antefixe et fragment de statue trouvés à Satricum (Conca).
Terre cuite (Rome, *Musée du Pape Jules*).



PLANCHE 4. — Peinture d'une tombe romaine de l'Esquilin (Rome, *Musée des Conservateurs*).



PLANCHE 5. — Plaques Campana. Reliefs en terre cuite.

Fig. 1. — Les Curètes dansant autour de Zeus enfant (*Bril. Museum*).
 Fig. 2. — La crue du Nil (Rome, *Musée des Thermes*).



PLANCHE 6. — Artémis de Pompéi. Marbre (*Mus. de Naples*).
Style archaïsant.

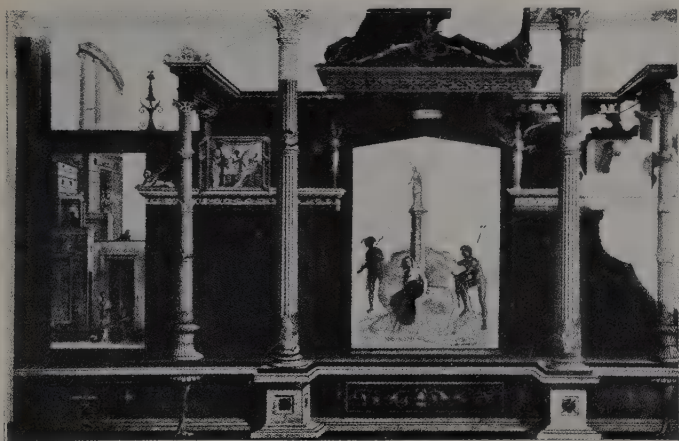


PLANCHE 7. — Stuc de la Farnésine (Rome, *Mus. des Thermes*).
Peintures décoratives de la Maison de Livre sur le Palatin
(second style pompéien).



PLANCHE 8. — Peintures des troisième et quatrième styles pompéiens.
 Une poétesse, peinture d'Herculanum (*Mus. de Naples*).
 Le Printemps, peinture de Stabies (*Mus. de Naples*).



PLANCHE 9. — L'une des frises de l'autel de Domitius Ahenobarbus (*Musée du Louvre*).



PLANCHE 10. — Bas-reliefs du Palais Grimani. Marbre (*Musée de Vienne*).



PLANCHE 11. — Statue de terre cuite d'un fronton de temple romain
(Rome, *Mus. des Conservateurs*).

Auguste de Prima Porta.
Marbre (Rome, *Valican*).

L'Arringatore. Bronze
(Florence, *Mus. Archéologique*).

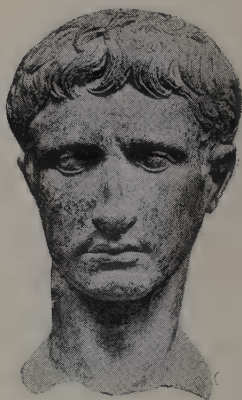
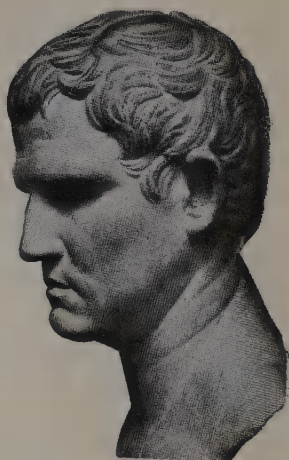


PLANCHE 12.

César. Basalte
(Rome, *Collect. Baracco*).

Octave adolescent. Marbre
(*Bibliothèque Vaticane*).

Agrippa. Marbre
(*Louvre*).

Auguste. Bronze
(*Bibliothèque Vaticane*).

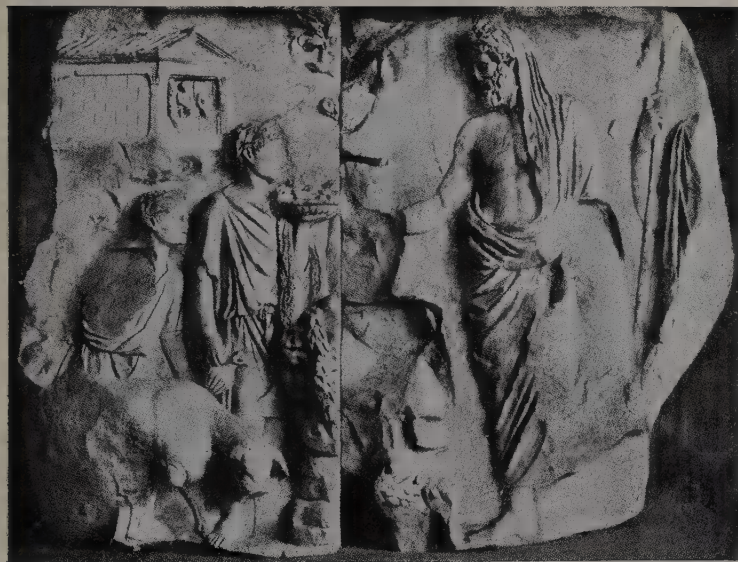


PLANCHE 13. — Autel de la Paix,

L'Italie nourricière (Florence, *Offices*).

Le sacrifice d'Enée aux Pénates (Rome, *Mus. des Thermes*).



La procession
du peuple.
Fragment
(Vatican).¹



La famille
d'Auguste
(Florence
Offices).



La famille
d'Auguste
(*Suite*)
(Florence,
Offices).



PLANCHE 15. — FIG. 1. — Autel Marbre (*Musée des Thermes*).
 FIG. 2 et 3. — Décoration extérieure et intérieure de l'Autel de la Paix
 (Rome, *Musée des Thermes*).



PLANCHE 16.

Un jardin, peinture murale de la villa de Livie à Prima Porta.
Le Grand Camée de France (Paris, *Biblioth. Nationale*).



J. Wight Duff

BIBLIOTHÈQUE DE SYNTHÈSE HISTORIQUE
L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ

Dirigée par HENRI BERR
DIRECTEUR DE LA REVUE DE SYNTHESE HISTORIQUE

L'ITALIE PRIMITIVE
— ET LES DÉBUTS DE —
L'IMPÉRIALISME ROMAIN

Avec 13 cartes et plans dans le texte.

PAR

LÉON HOMO

ANCIEN MEMBRE DE L'ÉCOLE FRANÇAISE DE ROME,
PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE LYON

1925

LA RENAISSANCE DU LIVRE
78, BOULEVARD SAINT-MICHEL, PARIS

L'ÉVOLUTION DE L'HUMANITÉ

PREMIÈRE SECTION

Introduction (Préhistoire, Protohistoire); Antiquité.

- * Vol. 1. — La Terre avant l'Histoire (*Les origines de la Vie et de l'Homme*), par Edmond FERRIER.
- * Vol. 2. — L'Humanité préhistorique (*Esquisse de Préhistoire générale*), par Jacques DE MORGAN.
- * Vol. 3. — Le Langage (*Introduction linguistique à l'Histoire*), par J. VENDRYES.
- * Vol. 4. — La Terre et l'Évolution humaine (*Introduction géographique à l'Histoire*), par Lucien FÉVRE, avec le concours de L. BATAILLON.
- * Vol. 5. — Les Races et l'Histoire (*Introduction ethnologique à l'Histoire*), par Eugène PITTARD.
- * Vol. 6. — Des Clans aux Empires (*L'organisation sociale chez les primitifs et dans l'Orient ancien*), par A. MORET et G. DAVY.
- Vol. 7. — Le Nil et la Civilisation égyptienne, par A. MORET.
- * Vol. 8. — La Mésopotamie et les Civilisations babylonienne et assyrienne, par L. DELAPORTE.
- * Vol. 9. — La Civilisation égéenne, par G. GLOTZ.
- * Vol. 10. — La Formation du Peuple grec, par A. JARDÉ.
- Vol. 11. — Le Génie grec dans la Religion, par C. SOURDILLE.
- * Vol. 12. — L'Art en Grèce, par A. DE RIDDER et W. DEONNA.
- * Vol. 13. — La Pensée grecque et les origines de l'Esprit scientifique, par L. ROBIN.
- Vol. 14. — La Cité grecque (*Le développement des Institutions*), par G. GLOTZ.
- Vol. 15. — L'Impérialisme macédonien et l'Hellénisation de l'Orient, par P. JOUGUET.
- * Vol. 16. — L'Italie primitive et les débuts de l'Impérialisme romain, par Léon HOMO.
- + Vol. 17. — Le Génie romain dans la Religion, la Littérature et l'Art, par Albert GRENIER.
- Vol. 18. — Les Institutions politiques romaines : République et Césarisme, par Léon HOMO.
- * Vol. 19. — Rome et l'organisation du Droit, par J. DECLAREUIL.
- Vol. 20. — L'Économie antique, par J. TOUTAIN.
- Vol. 21. — Les Celtes, par Henri HUBERT.
- Vol. 22. — L'Empire romain, par Victor CHAPOT.
- Vol. 23. — La Germanie, par Henri HUBERT.
- + Vol. 24. — La Perse, par Clément HUART.
- Vol. 25. — La Chine et l'Asie centrale, par Marcel GRANET.
- Vol. 26. — L'Inde, sous la direction de Sylvain LÉVI et A. FOUCHER, par J. BACOT, A. BASTON, J. BLOCH et P. MASSON-OURSÉL.

* Volumes parus.

+ Volumes sous presse.

